1914 1918

L'Epopée Belge

Dans

La Grande Guerre

Aristide Quillet
Editeur

Don André Coudron

3N
349.653

L'ÉPOPÉE BELGE

DANS

LA GRANDE GUERRE

DROITS DE REPRODUCTION
ET DE TRADUCTION RÉSERVÉS
POUR TOUS PAYS Y COMPRIS LA
HOLLANDE ET LA SCANDINAVIE

Copyright by
Librairie Aristide Quillet, éditeur
Paris 1923

28 JAN. 2020
IRHIS - Lille 3
IRHiS - C 32571

1914 - 1918

L'ÉPOPÉE BELGE

DANS

LA GRANDE GUERRE

RACONTÉE

PAR LES ÉCRIVAINS ET LES COMBATTANTS BELGES

sous la Direction
de M. PAUL HEUZÉ
de l'Association Française des Écrivains Combattants

PRÉFACE
DE
S. M. ALBERT Ier, ROI DES BELGES

AVANT PROPOS
DE :
GÉNÉRAL LEMAN — H. CARTON DE WIART — H. PIRENNE — ADOLPHE MAX

LIBRAIRIE ARISTIDE QUILLET
278, Boulevard Saint-Germain
PARIS
(Strasbourg - Bruxelles)

1914 - 1918

L'ÉPOPÉE BELGE

DANS

LA GRANDE GUERRE

RACONTÉE

PAR LES ÉCRIVAINS ET LES COMBATTANTS BELGES

sous la Direction de

M. PAUL HEUZÉ

de l'Association française des Écrivains Combattants

PRÉFACE

DE

S. M. ALBERT Ier, ROI DES BELGES

AVANT PROPOS

DE :

GENÉRAL LEMAN — HENRI CARTON DE WIART — HENRI PIRENNE — ADOLPHE MAX

AVEC LA COLLABORATION DE :

Mme MARIA BIERMÉ — MM. COLONEL WILLY BRETON — H. CARTON DE WIART — LUCIEN CHRISTOPHE
WILLY COPPENS — J. VAN DOOREN
L. DUMONT WILDEN — GEORGE GARNIR — MAURICE GAUCHEZ — CH. MAGNETTE
ROLAND DE MARÈS — PIERRE NOTHOMB
MAURICE DES OMBIAUX — CHARLES STIÉNON — AUGUSTE VIERSET
MARCEL WYSEUR — COLONEL TASNIER

ET LES ILLUSTRATIONS DE :

MM. F. ALLARD L'OLIVIER — ALFRED BASTIEN — MAURICE DEMINNE
SERVAIS DETILLEUX
LANGASKENS — L.-C. LEGRAND — JEAN LEFORT — E. RENARD

Cartographie de M. POLLACCHI

PRÉFACE

C'est avec une bien grande satisfaction que j'ai appris que les membres de l'Association des Écrivains Combattants avaient décidé de consacrer, avec le concours d'écrivains belges, le troisième volume de leur belle œuvre : « La Grande Guerre par les Combattants », à l' « Épopée Belge ».

Le peuple belge sera profondément touché de cet hommage rendu à sa courageuse résistance et les familles qui ont donné à la Patrie ce qu'elles avaient de plus précieux, leur fils, seront sincèrement reconnaissantes de ce monument élevé à la mémoire de ceux qu'elles ont perdus et qui ont sauvé le pays.

Le culte des souvenirs glorieux est la plus belle des preuves que de l'héroïsme demeure dans le cœur de tous. L'œuvre des nobles écrivains combattants français le développera encore.

ALBERT.

Bruxelles, le 17 août 1922.

Palais de Bruxelles.

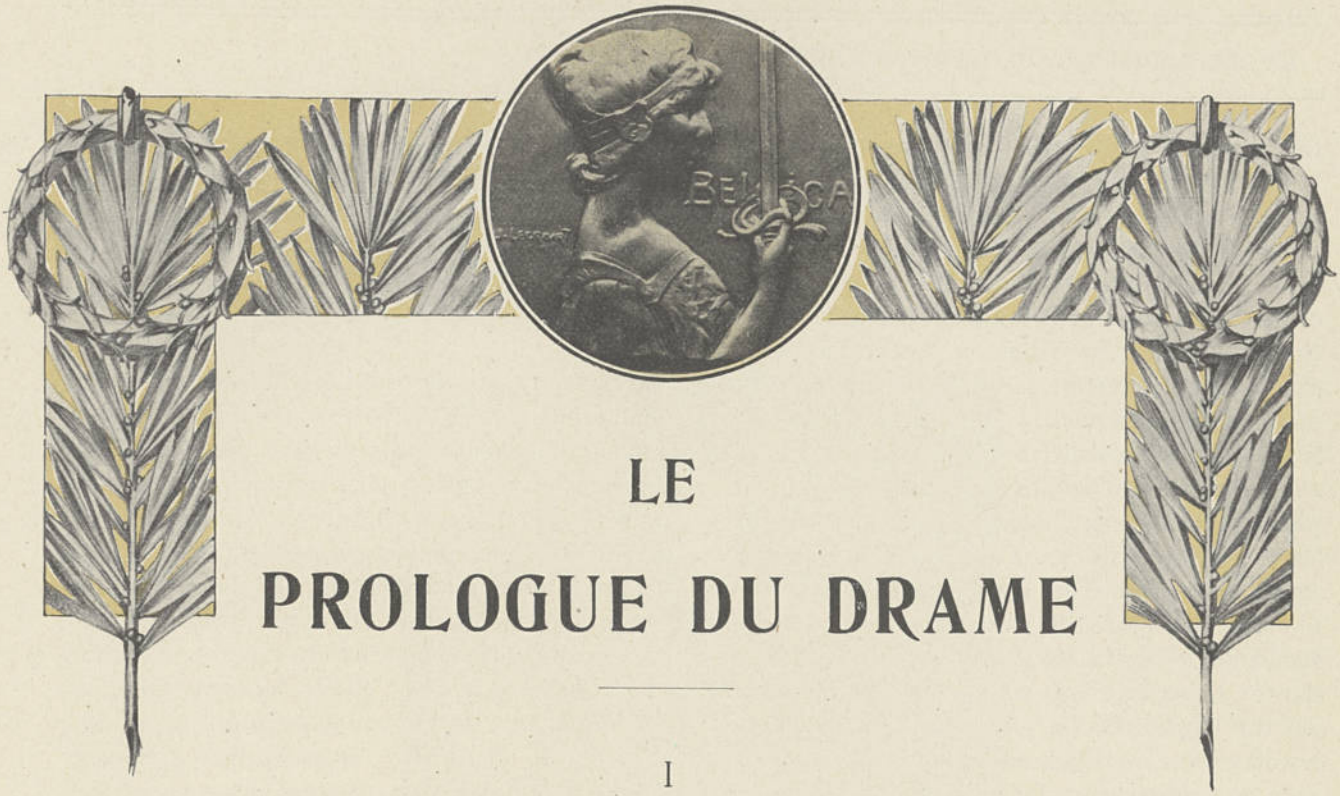
C'est avec une bien grande satisfaction que j'ai appris que les membres de l'Association des Ecrivains Combattants avaient décidé de consacrer, avec le concours d'écrivains belges le troisième volume de leur belle oeuvre : "La Grande Guerre par les Combattants" à l'"Epopée belge".

Le peuple belge sera profondément touché de cet hommage rendu à sa courageuse résistance et les familles qui ont donné à la patrie ce qu'elles avaient de plus précieux, leurs fils, seront sincèrement reconnaissantes de ce monument élevé à la mémoire de ceux qu'elles ont perdus et qui ont sauvé le pays.

Le culte des souvenirs glorieux est la plus belle des preuves que de l'héroïsme demeure dans le cœur de tous. L'œuvre des nobles écrivains combattants français le développera encore

Albert

Bruxelles, le 17 août 1922.



LE PROLOGUE DU DRAME

I

LA BELGIQUE ET L'EUROPE

AVANT LE CRIME

Au lendemain de l'armistice du 11 novembre 1918, quand après quatre années de guerre héroïquement soutenue, la Victoire apparut aux yeux des nations luttant pour le Droit et la Liberté du monde, on eut l'impression d'un prodigieux éblouissement : la Belgique libérée du joug allemand s'affirmait devant le monde civilisé dans toute la splendeur morale de sa vaillance et de sa force d'âme. C'est alors seulement qu'on put comprendre ce qu'avait été réellement le total sacrifice d'un peuple entier au devoir envers lui-même et envers les autres. Avec ses cités en ruines, ses campagnes dévastées, ses usines méthodiquement vidées et détruites ; avec toutes les souffrances éprouvées, la longue et affreuse torture de la misère et de la faim, les spoliations, les répressions barbares et les monstrueuses déportations en masses stoïquement subies, le peuple belge se retrouvait tel qu'il était le 4 août 1914, farouchement résolu à demeurer lui-même. Les armées impériales déferlant pendant des mois et des années sur le pays, l'oppression sous ses formes les plus odieuses, la prison et les exécutions sommaires, rien de tout cela n'avait pu faire fléchir l'orgueil belge. La puissante Allemagne s'était usée à vouloir assujettir ce peuple dont la volonté d'indépendance et de franchise s'est affirmée à travers des siècles d'Histoire. Si l'empereur allemand avait été capable de méditer sur le passé, d'en dégager le clair enseignement, il aurait compris qu'il ne pouvait en être autrement, et que la Belgique ne pouvait être ni conquise, ni soumise.

Le peuple belge a donné ainsi le plus haut exemple de fidélité à la parole donnée, de fidélité à l'honneur, que nous offre l'Histoire du monde civilisé. Il a symbolisé aux yeux de tous le Droit outragé par les Barbares ; il a incarné l'idée de la dignité humaine telle que l'ont lentement formée des siècles de civilisation. Une petite na-

tion ne disposant que d'une armée peu nombreuse — pas même 180.000 hommes sur pied de guerre — n'hésite pas à barrer la route aux plus formidables armées de l'Allemagne impériale. Sans savoir si on viendrait utilement à son secours, sans se demander un instant si la victoire était possible, sans songer à demander des garanties pour l'avenir, la Belgique dressa hardiment sa faiblesse contre la puissance allemande. Elle se devait de défendre sa neutralité violée et son territoire envahi ; elle les défendit simplement, bravement, dans un élan sublime, avec un esprit de sacrifice qui jamais peut-être ne fut égalé. Il n'y eut dans son geste ni présomption, ni calcul politique. Elle savait que la défaite signifierait pour elle la fin de son existence indépendante ; elle savait que toute coupable défaillance devant l'agresseur lui eût épargné les ruines et les massacres, mais pas une minute elle ne discuta avec sa conscience. Le vieux cri des peuples dignes d'eux-mêmes : « Vivre libre ou mourir ! » prenait toute sa valeur morale en ce 4 août 1914 où la nation belge tout entière releva l'insolent défi allemand. C'est cela qui est beau ; c'est cela qui est grand ; c'est par là que le nom belge s'est couvert d'une gloire éternelle. Les siècles peuvent passer ; les cités peuvent crouler ; les générations peuvent se succéder et s'éteindre dans la chaîne sans fin des temps, il est une chose qu'on n'oubliera pas : c'est le geste d'une petite nation s'offrant spontanément en holocauste pour le salut du monde. L'or de leurs moissons et le sang de leurs enfants, les Belges ont tout donné, parce qu'ils avaient l'orgueil de mourir en beauté.

Au mois d'août 1914, ce peuple a résumé d'un seul et large geste tout son passé, toute sa gloire. On vit alors revivre en lui les fiers Communiers flamands luttant farouchement pour leurs franchises ; les audacieux Wallons de Liége, de Franchimont et de Dinant, tenant tête aux rois et aux princes ; les « Gueux » indomptables, fidèles « jusqu'à la besace », qui usèrent et brisèrent la puissance de l'Espagne de Philippe II ; les héros de la Révolution brabançonne et les bourgeois de la Révolution de 1830, tous ceux qui, le long des siècles, surent combattre et mourir pour l'idée de justice et l'idée de liberté, on les vit revivre et combattre devant Liége, faisant face aux légions impériales. De Jacques van Artevelde à Leman, la race est demeurée la même, dans tout l'éclat de ses vertus premières — une race énergique et laborieuse dont toute la vie s'éclaire par la haine profonde de l'oppression et l'amour ardent de la Liberté.

***

C'est cette race-là que l'Allemagne impériale a voulu écraser sous la botte du militarisme prussien et qui a failli périr victime des fautes politiques d'une Europe égarée par la lutte des égoïsmes. Pour comprendre le caractère particulièrement odieux de l'agression allemande de 1914, il faut remonter au delà des origines de la Belgique indépendante et à la constitution, en 1815, des Pays-Bas, cette création du Congrès de Vienne par laquelle on croyait élever définitivement une barrière contre la France. En réunissant la Belgique et la Hollande, on prétendait consolider l'équilibre européen et prévenir efficacement tout retour à la politique qui avait prévalu avec la Révolution et l'Empire. En réalité, la Belgique fut livrée au roi Guillaume et les Belges détruisirent l'œuvre du Congrès de Vienne par leur Révolution victorieuse de 1830, qui leur assura définitivement l'indépendance, proclamée par le Gouvernement provisoire, à Bruxelles, le 4 octobre.

La Révolution de 1830 avait été essentiellement une révolution de caractère national. Au lieu de s'en tenir loyalement au principe de l'union, qui avait été affirmé au Congrès de Vienne, le roi Guillaume des Pays-Bas crut pouvoir traiter la Belgique en pays conquis et annexé. Les quatre millions de Belges furent totalement sacrifiés aux intérêts des deux millions de Hollandais. Les griefs que les provinces du sud faisaient valoir contre la tyrannie du gouvernement de la Haye étaient d'ordre moral comme d'ordre matériel ; ils étaient de ceux qui exaltent chez les opprimés l'idée de patrie. Ce fut contre la politique du roi Guillaume que se réalisa pour la première fois l'union étroite des Flamands et des Wallons ; ce fut contre elle que s'affirma souverainement la pensée essentiellement belge. Les glorieuses Journées de Septembre 1830 affranchirent la Belgique de toute tutelle étrangère et le Gouvernement provisoire constitué à Bruxelles convoqua aussitôt le Congrès national, qui dota le pays de sa Charte fondamentale. Les fondateurs de la

Belgique indépendante, Rogier, de Potter, Lebeau, Gendebien, Surlet de Chokier, de Gerlache, Sylvain Van de Weyer, d'autres encore, avaient la conception la plus haute et la plus saine des principes de l'indépendance et de la souveraineté nationales, mais afin de consolider leur œuvre et de lui donner des bases durables, ils devaient tenir compte de la volonté des gouvernements des grands États qui prétendaient résoudre au mieux de leurs convenances et de leurs intérêts toutes les affaires européennes.

C'est alors que les Puissances, réunies en Conférence à Londres, déterminèrent le statut international du pays dont elles avaient disposé en 1815 en faveur du roi des Pays-Bas sans s'inquiéter de la volonté de la nation. La Conférence de Londres reconnut par le protocole du 20 décembre l'existence de la Belgique comme État indépendant, mais en même temps, elle affirmait la nécessité de « concerter les nouveaux arrangements les plus propres à combiner l'indépendance future de la Belgique avec les stipulations des Traités, avec les intérêts et la sécurité des autres Puissances et avec la conservation de l'équilibre européen ». Cela signifiait que, de même qu'en 1815 on avait voulu élever une barrière contre la France en réalisant l'union de la Belgique et de la Hollande, de même, en 1830, on voulait prendre des garanties contre la France et contre les sympathies naturelles qui traditionnellement animaient le peuple belge à l'égard du peuple francais. Différentes formules furent examinées, et l'on s'arrêta finalement à celle de la neutralité perpétuelle imposée au nouvel État. Les plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse et de la Russie élaborèrent les préliminaires d'un traité de paix où il était dit notamment à l'article 9 : « La Belgique, dans ses limites, telles qu'elles sont tracées conformément aux principes posés dans les présents préliminaires, forme un État perpétuellement neutre. Les cinq Puissances, sans vouloir s'immiscer dans le régime intérieur de la Belgique, lui garantissent cette neutralité perpétuelle, ainsi que l'intégrité et l'inviolabilité de son territoire dans les limites mentionnées au présent article. » L'article 20 ajoutait : « Par une juste réciprocité, la Belgique sera tenue d'observer cette neutralité envers tous les autres États et de ne porter aucune atteinte à leur tranquillité intérieure ni extérieure en conservant toujours le droit de se défendre contre toute agression étrangère. »

GUILLAUME 1er, ROI DES PAYS-BAS
(S. Ph. A. B.)

Ce projet, arrêté le 26 juin 1831, fut accepté par la Belgique, mais rejeté par la Hollande, et les hostilités reprirent. Après les revers militaires éprouvés par les Belges et l'intervention décisive d'une armée française, la Conférence de Londres imposa une suspension d'armes de six semaines et proposa aux deux parties une nouvelle rédaction du traité. On enlevait à la Belgique la moitié du Luxembourg et la partie du Limbourg située sur la rive droite de la Meuse. Lord Palmerston avoua qu'un des motifs qui avaient déterminé l'attitude de l'Angleterre était qu'on avait voulu faire de la Hollande une seconde ligne naturellement forte pour le cas où la Belgique aurait été

envahie par la France. Le 15 novembre 1831, ce traité dit des « vingt-quatre articles », fut signé à Londres par les plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse et de la Russie d'une part, et par le plénipotentiaire de la Belgique, M. Sylvain Van de Weyer, d'autre part. L'article 7 était ainsi conçu : « La Belgique, dans les limites indiquées aux articles 1, 2 et 4, formera un État indépendant et perpétuellement neutre. Elle sera tenue d'observer cette neutralité envers tous les autres États. » Et l'article 25 déclarait formellement : « Les cours d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie garantissent au Roi des Belges l'exécution de tous les articles qui précèdent. »

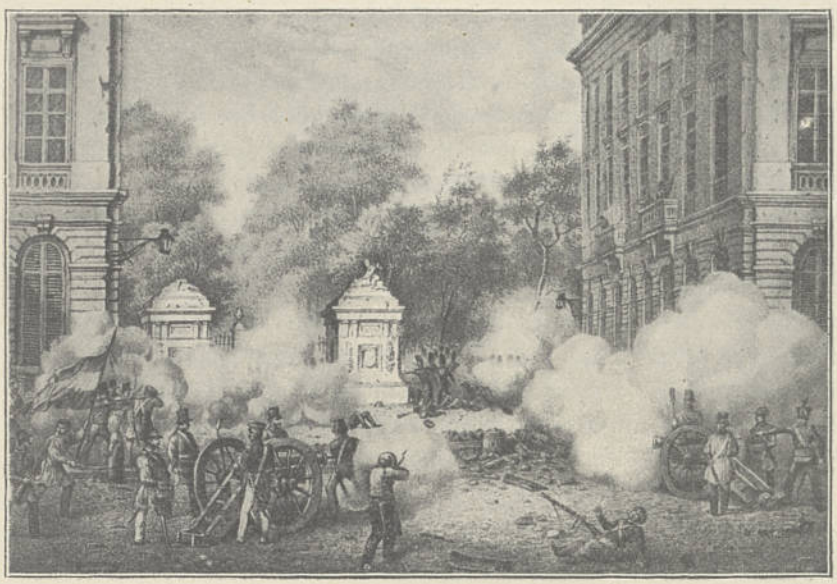
LES MEMBRES DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE

Tableau de Ch. Piqué (Musée de l'armée, à Bruxelles).

1 Alexandre Gendebien.
2 Jolly.
3 Ch. Rogier.
4 L. de Potter.
5 S. van de Weyer.
6 Baron F. de Copping.
7 Comte F. de Mérode.
8 J. van der Linden
9 Baron F. d'Hooghvorst.

Le gouvernement du roi des Pays-Bas n'ayant pas voulu admettre le traité des « vingt-quatre articles », de nouvelles négociations, très laborieuses, s'engagèrent, qui n'aboutirent à un accord définitif qu'en 1839. Le 19 avril de cette année, un traité fut conclu entre la Belgique et la Hollande, où l'article 7, relatif à la neutralité, du traité du 15 novembre 1831, était textuellement reproduit. Le même jour un traité entre les cinq Puissances et la Hollande, et un traité entre les cinq Puissances et la Belgique plaçaient les stipulations de l'arrangement intervenu sous la garantie des cinq Puissances. L'article premier disait : « S. M. l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, S. M. le roi des Français, S. M. la reine du Royaume de Grande-Bretagne et d'Irlande, S. M. le roi de Prusse et S. M. l'empereur de toutes les Russies, déclarent que les articles ci-annexés, et formant la teneur du traité conclu en ce jour entre S.M. le roi des Belges et S. M. le roi des Pays-Bas, grand-duc de Luxembourg, sont considérés comme ayant la même force et valeur que s'ils étaient textuellement insérés dans le présent acte, et qu'ils se trouvent ainsi placés sous la garantie de Leurs-dites Majestés. » La Belgique sortait définitivement mutilée, par la perte d'une partie du Limbourg et du Luxembourg, de cette longue lutte diplomatique.

Cette conception de la neutralité perpétuelle imposée à la Belgique fut toujours considérée par les patriotes qui avaient réalisé la Révolution de 1830 comme une limitation de la souveraineté nationale. Ils y voyaient une humiliation, et non une garantie, une disposition prise non en faveur de la Belgique, mais en faveur de l'équilibre européen tel que l'avait établi le Congrès de Vienne et que la nation belge, totalement libre de son



LA RÉVOLUTION DE 1830. JOURNÉE DU 13 SEPTEMBRE. — POSITION, A L'ENTRÉE DE LA PLACE ROYALE, DE DEUX CANONS, DONT UN DIRIGÉ PAR JAMBE-DE-BOIS
(Cabinet des Estampes de l'État belge.)

action, eût pu compromettre ; elle avait le caractère non d'une mesure de protection, mais d'un acte de méfiance. La neutralité permanente interdisait à la Belgique de conclure des ententes ou des alliances défensives. Si le Congrès national, en 1831, finit par en admettre le principe, non sans avoir protesté hautement contre ce qu'il considérait comme une humiliation, ce ne fut qu'après que les orateurs les plus qualifiés, comme Sylvain Van de Weyer, le plénipotentiaire belge à la Conférence de Londres, et Lebeau, ministre des Affaires étrangères, eurent attesté que le régime de la neutralité permanente n'interdisait nullement au pays de se défendre par les armes contre toute agression.

Ce ne fut que beaucoup plus tard, alors que les idées et les sentiments qui avaient présidé à la Révolution de 1830 s'effaçaient peu à peu et que la lutte des partis modifiait l'orientation de la politique intérieure du pays, que la neutralité permanente imposée par les Puissances apparut sous un aspect très différent et comme pouvant comporter des avantages sérieux. Afin de se soustraire aux charges militaires résultant de la nécessité d'organiser pratiquement la défense nationale, on voulut voir dans le régime de la neutralité une suprême garantie contre tout risque de guerre et d'agression. On alla parfois jusqu'à soutenir que la Belgique n'avait pas à pourvoir à sa défense et que le fait pour elle d'entretenir une armée solide constituait un acte de défiance à l'égard des Puissances garantes. C'est par cette considération que l'on peut expliquer que la Belgique tarda jusqu'en 1912 à procéder à une réorganisation de son armée et à instituer le service militaire personnel, obligatoire et généralisé, que le roi Léopold II et une notable partie de l'opinion publique n'avaient cessé de réclamer.

La plus scrupuleuse fidélité à ses obligations internationales fut le souci le plus constant de la Belgique, à tel point que le désir d'affirmer son absolue neutralité et de ne donner prise à aucune suspicion de la part de ses puissants voisins paralysait le Gouvernement belge dans le domaine

LA RÉVOLUTION DE 1830. — GUILLAUME FAIT ENTRER SES TROUPES DANS BRUXELLES PAR LA RUE DES FLANDRES
(Cabinet des Estampes de l'État belge.)

extérieur et lui interdisait en quelque sorte la pratique d'une véritable politique internationale. C'était l'expérience faite en 1870 qui avait transformé l'ancienne hostilité au principe de la neutralité permanente en une aveugle confiance dans la valeur morale et politique de ce régime. A cette époque, l'Angleterre, qui craignait de voir la Belgique enveloppée dans la guerre franco-allemande, exigea de la France et de la Prusse que le territoire du royaume fût respecté par les deux belligérants, menaçant de prendre parti contre celui des deux adversaires qui violerait la neutralité belge. Cet avertissement du gouvernement de Londres suffit pour épargner à la Belgique la cruelle épreuve de la guerre et, du coup, la neutralité permanente et garantie apparut comme un sûr bouclier contre tout risque d'agression. On s'assoupit dans cette fausse sécurité, mais les hommes qui assumaient la responsabilité de l'avenir du pays ne s'y trompèrent pas. Au lendemain de la guerre de 1870, le général baron Chazal, insistant, en parfait accord d'ailleurs avec le roi Léopold II, sur la nécessité de réaliser le service militaire personnel et obligatoire, disait : « Nous venons de passer par le trou d'une aiguille ; nous n'y passerons pas une seconde fois. »

Jusqu'au moment de la tension franco-allemande à propos des affaires marocaines, la thèse de la neutralité « bouclier » contre toutes les surprises mauvaises du dehors prévalut dans les milieux politiques belges, mais, dès 1909, certains indices existaient quant au péril que courait le pays en cas de guerre entre la France et l'Allemagne. L'idée s'imposait peu à peu que la neutralité ne serait « garantie » que dans la mesure où la Belgique elle-même serait résolue à la défendre. Ce fut en procédant de cette idée que l'on aborda la question de la réorganisation de l'armée sur la base du service personnel, que Léopold II, avec sa clairvoyance patriotique, avait toujours préconisé ardemment; mais ce n'est qu'en 1912 que le baron de Broqueville put amener la majorité du Parlement à accepter cette réforme. De graves avertissements étaient parvenus à Bruxelles de différents côtés ; des préparatifs allemands dans le voisinage de la frontière belge avaient fait naître de sérieuses inquiétudes ; un puissant mouvement d'opinion s'affirmait en faveur de la mise en état de défense du pays. Plus attentif que jamais aux devoirs que lui imposait la neutralité permanente, le gouvernement belge s'appliquait à maintenir la balance absolument égale entre toutes les grandes influences, à ne pas fournir le moindre prétexte à des suspicions d'un côté ou de l'autre. Telle était la situation au mois d'août 1914, quand se produisit l'agression allemande.

***

Ce fut le crime politique dans toute sa perfidie, dans toute sa lâcheté. Non seulement l'Allemagne s'était engagée, par la signature du plénipotentiaire du roi de Prusse apposée au bas des traités de 1831 et 1839, à respecter la neutralité de la Belgique et à la garantir, mais, à plusieurs reprises, elle avait donné les assurances les plus formelles à ce sujet. En 1910, lors de sa visite officielle à Bruxelles, l'empereur Guillaume, répondant au discours que le roi Albert prononça au dîner de gala au Palais de Bruxelles, déclara : « Plein d'une amicale sympathie, je suis et j'observe, comme toute l'Allemagne, le surprenant succès que le peuple belge, d'une infatigable activité, remporte dans tous les domaines du commerce et de l'industrie. Puissent les relations remplies de confiance et de bon voisinage, dont tout récemment les négociations entre nos gouvernements ont donné un si amical témoignage, se resserrer davantage ! » Une année plus tard, quand des inquiétudes — combien justifiées ! — naquirent en Belgique au sujet des préparatifs militaires allemands, et quand on commençait à discuter les risques d'une violation éventuelle du territoire, le gouvernement de Bruxelles fit savoir à Berlin qu'une déclaration officielle au Reichstag aurait pour effet de calmer les esprits et de dissiper toutes les défiances. M. de Bethmann-Hollweg fit répondre qu'une telle déclaration affaiblirait la situation militaire de l'Allemagne vis-à-vis de la France, mais il donnait pourtant l'assurance que l'Allemagne n'avait nullement l'intention de violer la neutralité belge. Le 29 avril 1913, M. de Jagow, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, répondant à une question qui lui était posée par un membre de la commission du budget du Reichstag, déclarait : « La neutralité de la Belgique est déterminée par des conventions internationales, et l'Allemagne est décidée à respecter ces conventions. » A la même commission du budget du Reichstag, le ministre de la Guerre

allemand, s'expliquant sur les projets militaires, affirmait : « L'Allemagne ne perdra pas de vue que la neutralité belge est garantie par les traités internationaux. »

Jusqu'à la dernière minute, jusqu'au moment d'accomplir son forfait, l'Allemagne officielle fit donc accroire qu'elle respecterait le territoire belge en cas de conflit armé. De son côté, la Belgique manifesta constamment sa volonté d'observer scrupuleusement son devoir international. Lorsque, au moment de l'envoi de l'ultimatum de l'Autriche-Hongrie à la Serbie, la tension internationale devint dangereuse, le Gouvernement de Bruxelles envoya, en date du 24 juillet 1914, à ses représentants à l'étranger, des instructions en vue de la démarche qu'ils auraient à faire si l'éventualité d'une guerre franco-allemande se précisait. Il y était dit : « Le Gouvernement du Roi s'est demandé si dans les circonstances actuelles il n'y aurait pas lieu d'adresser aux Puissances qui ont garanti son indépendance et sa neutralité une communication destinée à confirmer sa résolution de remplir les devoirs internationaux que lui imposent les traités au cas où une guerre viendrait à éclater aux frontières de la Belgique. »

VAN DE WEYER LEBEAU

(Cabinet des Estampes de l'État belge.)

Mais les événements se précipitaient ; la guerre apparaissait de plus en plus inévitable, l'armée belge était mise sur pied de paix renforcée, précaution élémentaire précédant la mobilisation. Spontanément, le 31 juillet, M. Klobukowsky, ministre de France à Bruxelles, déclara au ministre des Affaires étrangères qu'il avait personnellement la certitude que la France respecterait la neutralité de la Belgique, et le lendemain, 1er août, il revint pour faire cette déclaration catégorique au nom du Gouvernement de la République française : « Je suis autorisé à déclarer qu'en cas de conflit international, le Gouvernement de la République, ainsi qu'il l'a toujours déclaré, respectera la neutralité de la Belgique. Dans l'hypothèse où cette neutralité ne serait pas respectée par une autre Puissance, le Gouvernement français, pour assurer sa propre défense, pourrait être amené à modifier son attitude. » C'était net, c'était formel : la France s'interdisait de faire pénétrer ses troupes en Belgique, mais elle se réservait toute liberté d'action pour le cas où l'Allemagne envahirait le territoire belge et où le souci de sa propre défense, autant que ses obligations de Puissance garante, la contraindrait à intervenir. C'était la loyale réponse de la France à la question qui avait été posée la veille par le Gouvernement britannique. Comme en 1870, en effet, l'Angleterre avait fait demander, dès le 31 juillet, simultanément à Paris et à Berlin, si le Gouvernement était prêt à s'engager à respecter la neutralité de la Belgique tant qu'aucune autre Puissance ne l'aurait violée. A Paris il n'y eut pas une minute d'hésitation ; à Berlin, on chercha tout de suite à esquiver une réponse directe. L'ambassadeur de Grande-Bretagne télégraphiait à son Gouvernement que le secrétaire d'État allemand, qu'il venait de voir, l'avait informé qu'avant de répondre, il devait consulter l'Empereur et le chancelier, car la réponse qu'il donnerait pourrait dévoiler dans une certaine mesure le plan de campagne d'une guerre éventuelle. Le secrétaire d'État allemand prit d'ailleurs soin de faire remarquer que « certains actes hostiles avaient déjà été commis par la Belgique, par exemple, la mise sous embargo d'un chargement de grains pour l'Allemagne » !

La situation était donc celle-ci : la France s'engageait à respecter la neutralité belge ; l'Allemagne semblait hésiter à prendre cet engagement, sous prétexte qu'il eût pu dévoiler son plan de campagne et faire savoir à la France que celle-ci n'avait rien à craindre pour ses frontières du Nord. Ce double jeu fut soutenu jusqu'au bout avec une audace inouïe. Quand le Gouvernement belge fut en possession de la déclaration formelle du ministre de France, un de ses fonctionnaires fut chargé d'en informer le ministre d'Allemagne, M. de Below-Saleske, et de lui faire connaître que la même question avait été posée par le Gouvernement britannique à Berlin et à Paris. M. de

Below-Saleske répondit simplement qu'il remerciait le ministre des Affaires étrangères de Belgique de cette communication et qu'il en informerait son Gouvernement... Puis, tout en causant, il déclarait « avoir personnellement la conviction absolue que la Belgique n'avait rien à redouter de l'Allemagne et que son Gouvernement trouverait sans doute inutile d'amplifier ou de répéter ses déclarations antérieures à cet égard (1) ». Le lendemain, le ministre d'Allemagne répéta à M. Davignon, ministre des Affaires étrangères, que, bien qu'il ne fût pas chargé jusqu'à ce moment de lui faire une communication officielle à ce sujet, on connaissait son opinion personnelle «sur la sécurité avec laquelle la Belgique avait le droit de considérer ses voisins de l'Est ». M. de Below-Saleske poussa l'impudence, ce dimanche 2 août, dans la matinée, jusqu'à se rendre auprès dudit directeur des affaires politiques du ministère des Affaires étrangères, afin d'obtenir son intervention pour faciliter le départ des Allemands résidant en Belgique qui étaient rappelés par la mobilisation! Le 2 août dans l'après-midi, le ministre d'Allemagne faisait encore valoir à un rédacteur du journal *le Soir* les dispositions amicales de l'Allemagne envers la Belgique, et il ajoutait : «Le toit de votre voisin brûlera peut-être, mais votre maison restera sauve ! » Quelques heures plus tard, le 2 août, à 7 heures du soir, le même ministre d'Allemagne remettait à M. Davignon, ministre des Affaires étrangères, la note allemande qui avait le caractère d'une mise en demeure et d'un ultimatum. M. de Below-Saleske avait terminé son double jeu et pouvait, enfin, jeter le masque...

M. DE BROQUEVILLE
(Photo H. Manuel.)

***

La note allemande du 2 août 1914, portant la mention « très confidentiel », était un monument de perfidie.

Elle était ainsi conçue :

Le Gouvernement allemand a reçu des nouvelles sûres d'après lesquelles des forces françaises auraient l'intention de marcher sur la Meuse par Givet et Namur. Ces nouvelles ne laissent aucun doute sur l'intention de la France de marcher sur l'Allemagne par le territoire belge. Le Gouvernement impérial allemand ne peut s'empêcher de craindre que si la Belgique ne reçoit pas de secours, elle ne sera pas, malgré sa meilleure volonté, en mesure de repousser avec succès une marche française comportant un plan aussi étendu, de façon à assurer à l'Allemagne une sécurité suffisante contre cette menace.

C'est un devoir impérieux de conservation pour l'Allemagne de prévenir cette attaque de l'ennemi.

Le Gouvernement regretterait très vivement que la Belgique regardât comme un acte d'hostilité contre elle le fait que les mesures des ennemis de l'Allemagne l'obligent de violer aussi, de son côté, le territoire belge.

Afin de dissiper tout malentendu, le Gouvernement allemand déclare ce qui suit :

1° L'Allemagne n'a en vue aucun acte d'hostilité contre la Belgique. Si la Belgique consent, dans la guerre qui va commencer, à prendre une attitude de neutralité bienveillante vis-à-vis de l'Allemagne, le Gouvernement allemand, de son côté, s'engage à garantir au moment de la paix l'intégrité et l'indépendance du Royaume dans toute leur ampleur.

2° L'Allemagne s'engage sous la condition énoncée à évacuer le territoire belge aussitôt la paix conclue.

3° Si la Belgique observe une attitude amicale, l'Allemagne est prête, d'accord avec les autorités belges, à acheter contre argent comptant tout ce qui est nécessaire à ses troupes et indemniser pour tous les dommages quelconques causés en Belgique par les troupes allemandes.

4° Si la Belgique se comporte d'une façon hostile contre les troupes allemandes et particulièrement fait des difficultés à leur marche en avant par la résistance des fortifications de la Meuse ou par des destructions de routes, chemins de fer, tunnels ou autres ouvrages d'art, l'Allemagne sera obligée, à regret, de considérer la Belgique en ennemie.

Dans ce cas, l'Allemagne ne pourrait prendre aucun engagement vis-à-vis du Royaume, mais elle devrait laisser le règlement ultérieur des rapports des deux États l'un vis-à-vis de l'autre à la décision des armes. Le Gouvernement allemand a le ferme espoir que cette

(1) *La nuit du 2 au 3 août*, par Albert de Bassompierre.

éventualité ne se produira pas et que le Gouvernement belge saura prendre les mesures appropriées pour empêcher que des faits comme ceux qui viennent d'être mentionnés ne se produisent. Dans ce cas, les relations d'amitié qui unissent les deux États voisins seront maintenues de façon durable.

Il était donné douze heures à la Belgique pour répondre à cette mise en demeure de laisser passer les armées impériales par son territoire.

A sept ans de distance, quand on évoque le souvenir de ces heures tragiques, on a encore une impression de cauchemar, de stupeur devant ce qu'on tenait pour l'impossible. Ce dimanche, 2 août 1914, Bruxelles, baignée de soleil, avait son aspect des jours heureux. Le peuple se rassurait malgré tout, par le souvenir de 1870, où l'armée postée aux frontières avait suffi pour faire respecter le territoire. On vivait dans l'illusion que l'Allemagne impériale ne voudrait pas se déshonorer devant le monde civilisé par un acte de traîtrise et de félonie. Les rues étaient remplies de miliciens rappelés sous les drapeaux ; les terrasses des cafés s'élargissaient jusqu'au bord des trottoirs ; un grouillement énorme de foule enfiévrait les avenues et les boulevards du centre de la capitale. On discutait passionnément les nouvelles apportées par les journaux ; on supputait les chances des adversaires qui allaient se trouver aux prises ; on faisait des vœux pour la France, qui toujours fut si près du cœur belge, mais on ne voulait pas croire que la patrie elle-même était en danger. Toute la soirée se passa ainsi dans un calme relatif. Le peuple ne se doutait pas du drame qui se jouait rue de la Loi, au ministère des Affaires étrangères et au palais du Roi.

M. DAVIGNON

Dès qu'il eut reçu l'ultimatum allemand, M. Davignon fit prévenir le chef du cabinet, le baron de Broqueville, qui après avoir pris connaissance du document se rendit chez le Souverain, et, à neuf heures du soir, le conseil des ministres fut réuni, avec les ministres d'État, pour examiner la situation. La décision fut prise tout de suite, car elle s'imposait d'elle-même : il fallait résister. Mais la délibération fut longue. Au ministère des Affaires étrangères, le baron de Gaiffier d'Hestroy, aujourd'hui ambassadeur de Belgique à Paris, avait commencé entre temps à rédiger un avant-projet de réponse, et M. de Bassompierre raconte que le directeur général de la politique, sans savoir ce qui se déciderait au conseil des ministres, avait écrit exactement ce qu'il convenait de répondre à l'Allemagne. « Tant il est vrai, ajoute M. de Bassompierre, que tous les Belges se trouvèrent unis dans la même pensée, dans le même sentiment, à la lecture de l'ultimatum ! » A quatre heures du matin, la réponse, définitivement rédigée et approuvée par le Conseil des ministres, fut rapportée du Palais Royal au ministère des Affaires étrangères, et le baron de Gaiffier d'Hestroy fut chargé de la remettre le 3 août, à 7 heures du matin, au ministre d'Allemagne. Elle était conçue en ces termes :

Par sa note du 2 août, le Gouvernement allemand a fait connaître que, d'après des nouvelles sûres, les forces françaises auraient l'intention de marcher sur la Meuse par Givet et Namur, et que la Belgique, malgré sa meilleure volonté, ne serait pas en état de repousser sans secours une marche en avant des troupes françaises.

Le Gouvernement allemand s'estimerait dans l'obligation de prévenir cette attaque et de violer le territoire belge. Dans ces conditions, l'Allemagne propose au Gouvernement du Roi de prendre vis-à-vis d'elle une attitude amicale et s'engage, au moment de la paix, à garantir l'intégrité du Royaume et ses possessions dans toute leur étendue. La note ajoute que si la Belgique fait des difficultés à la marche en avant des troupes allemandes, l'Allemagne sera obligée de la considérer comme ennemie et de laisser le règlement ultérieur des deux États l'un vis-à-vis de l'autre à la décision des armes.

Cette note a provoqué chez le Gouvernement du Roi un profond et douloureux étonnement. Les intentions qu'elle attribue à la France sont en contradiction avec les déclarations formelles qui nous ont été faites le 1er août, au nom du Gouvernement de la République.

D'ailleurs si, contrairement à notre attente, une violation de la neutralité belge venait à être commise par la France, la Belgique remplirait tous ses devoirs internationaux et son armée opposerait à l'envahisseur la plus vigoureuse résistance.

Les traités de 1839, confirmés par les traités de 1870, consacrent l'indépendance et la neutralité de la Belgique sous la garantie des puissances, et notamment du Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Prusse.

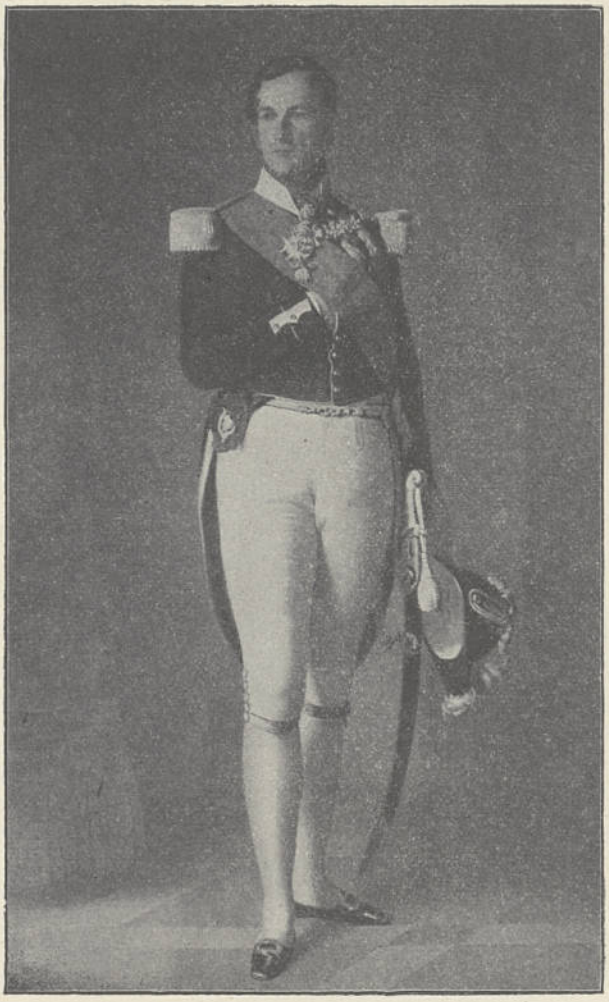
La Belgique a toujours été fidèle à ses obligations internationales; elle a accompli ses devoirs dans un esprit de loyale impartialité ; elle n'a négligé aucun effort pour maintenir ou faire respecter sa neutralité.

L'atteinte à son indépendance dont la menace le Gouvernement allemand constituerait une flagrante violation du droit des gens.

Aucun intérêt stratégique ne justifie la violation du droit.

Le Gouvernement belge, en acceptant les propositions qui lui sont notifiées, sacrifierait l'honneur de la nation en même temps qu'il trahirait ses devoirs vis-à-vis de l'Europe.

Conscient du rôle que la Belgique joue depuis 80 ans dans la civilisation du monde, il se refuse à croire que l'indépendance de la Belgique ne puisse être conservée qu'au prix de la violation de sa neutralité. Si cet espoir était déçu, le Gouvernement belge est fermement décidé à repousser par tous les moyens en son pouvoir toute atteinte à son droit.



LÉOPOLD Ier
Tableau de Winterhalter (Musée de Versailles.)

Cette fière réponse, qui restera éternellement l'honneur de la nation belge, traduisait fidèlement les sentiments du peuple entier. Pour qui connaissait le roi Albert, pour qui connaissait la nation belge, la réponse de la Belgique ne pouvait être que ce qu'elle fut.

Quand les termes en furent connus, le 3 août au matin, le peuple fut soulevé par un immense élan patriotique. Tout de suite, on eut le sentiment très net que c'était l'existence même de la patrie qui était en cause. L'unité morale de la nation se trouvait réalisée comme par miracle; les divisions si profondes entre les partis s'effaçaient, les querelles entre Flamands et Wallons s'éteignaient, les âpres controverses sur les questions sociales s'apaisaient : il n'y avait plus qu'une Belgique, une et indivisible, consciente de son devoir et de son rôle, ayant le sentiment qu'elle se dressait, prête à tous les sacrifices, pour défendre la cause du Droit, qui est la cause de toute l'humanité. Qui a vécu ces heures tragiques ne saurait les oublier. L'amour de la patrie gonflait le cœur des Belges d'une sainte ferveur. Les soldats mobilisés partaient en chantant; dans les rues les passants formaient des groupes où l'on discutait avec enthousiasme; des amis s'embrassaient au hasard des rencontres ; on serrait avec joie les mains d'inconnus, simplement parce qu'ils avaient dans le regard cette même flamme qui éclairait tous les visages d'une fierté patriotique. Des milliers de citoyens assiégeaient les bureaux du ministère de la Guerre, désireux de s'engager dans l'armée ; la capitale entière se pavoisait de drapeaux belges et français et des boulevards montaient, en une clameur à la fois puissante et grave, des chants glorifiant la Patrie. La Patrie, on venait tout à coup de comprendre ce qu'elle représentait pour chacun de nous ; notre sol, le

génie de notre race, le meilleur de notre cœur et le plus pur de notre âme...

Cependant le Gouvernement faisait preuve de la plus grande prudence politique, s'interdisant toute démarche, tout geste dont l'Allemagne eût pu tirer argument pour essayer d'expliquer son inqualifiable mise en demeure. Le 3 août au matin, quand la réponse fut remise à M. de Below-Saleske, le cabinet de Bruxelles fit connaître la situation aux Puissances et M. Klobukowsky, ministre de France, déclara aussitôt au ministre des Affaires étrangères, bien qu'il ne fût pas encore chargé de faire une communication à ce sujet, qu'il pouvait dire que si la Belgique faisait appel à la France comme Puissance garante de sa neutralité, elle répondrait immédiatement à cet appel. Le ministre des Affaires étrangères déclina cette offre, ajoutant que la Belgique ne faisait pas appel, pour l'instant, à la garantie des Puissances, se réservant d'apprécier ultérieurement ce qu'il y aurait à faire. C'est l'attitude qu'imposait toute saine conception de la neutralité à ce moment où la violation du territoire belge par l'Allemagne n'était pas encore un fait accompli.

FRÉDÉRIC-GUILLAUME III, ROI DE PRUSSE
(Gravure de l'époque)

Le mardi, 4 août, les choses prirent une tournure définitive. Le ministre d'Allemagne à Bruxelles remit au ministre des Affaires étrangères de Belgique cette communication :

J'ai été chargé et j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que, par suite du refus opposé par le Gouvernement de Sa Majesté le Roi aux propositions bien intentionnées que lui avait soumises le Gouvernement impérial, celui-ci se verra, à son plus vif regret, forcé d'exécuter, au besoin par la force des armes, les mesures de sécurité exposées comme indispensables vis-à-vis des menaces françaises.

Or, à peu près au même moment où l'on recevait cette communication, on apprenait que les premières troupes allemandes venaient de franchir la frontière à Gemmenich et de pénétrer de force sur le territoire belge. L'irrémédiable s'était donc accompli et la Belgique ne pouvait plus hésiter. Le Gouvernement du roi Albert fit connaître, le 4 août au soir, aux Gouvernements de Paris, de Londres et de Pétersbourg que les forces armées allemandes avaient pénétré sur le territoire belge, en violation des engagements pris par traité, et il ajoutait :

Le Gouvernement du Roi est fermement décidé à résister par tous les moyens en son pouvoir. La Belgique fait appel à l'Angleterre, à la France et à la Russie pour coopérer, comme garantes, à la défense de son territoire. Il y aurait une action concertée commune ayant pour but de résister aux mesures de force employées par l'Allemagne contre la Belgique et en même temps de garantir le maintien de l'indépendance et de l'intégrité de la Belgique dans l'avenir. La Belgique est heureuse de pouvoir déclarer qu'elle assumera la défense des places fortes.

Ainsi la Belgique a rempli jusqu'au bout, avec la plus scrupuleuse conscience, son devoir international. Même devant la brutale menace allemande, elle n'a pas voulu faire appel aux Puissances garantes avant qu'elle se fût trouvée dans l'obligation impérieuse de se défendre les armes à la main. Victime de la plus monstrueuse

agression que constate l'Histoire, elle fit preuve d'un sang-froid et d'une décision qui feront à jamais l'admiration des hommes. Elle sut éviter jusqu'à l'apparence d'une faute ou d'une erreur, laissant à l'Allemagne impériale toute la responsabilité d'un forfait sans précédent.

Le Gouvernement de Berlin et le grand État-Major allemand avaient préparé de longue date la violation de la neutralité belge, et dans la première ivresse de la guerre « fraîche et joyeuse » les hommes d'État d'outre-Rhin eux-mêmes se risquèrent à des aveux dont l'honneur allemand ne se relèvera jamais. C'était le secrétaire d'État, M. de Jagow, qui, répondant, le 4 août, à l'ambassadeur de Grande-Bretagne, Sir E. Goschen, disait que « les Allemands devaient pénétrer en France par la voie la plus rapide et la plus commode, afin de pouvoir précipiter leurs opérations et s'efforcer de frapper un coup décisif aussi vite que possible » ; c'était le chancelier de l'Empire, M. de Bethmann-Hollweg, qui déclarait à la tribune du Reichstag que « la nécessité ne connaît pas de lois », et qui ajoutait que la violation du territoire belge était « en contradiction avec le droit des gens », mais que « l'injustice » ainsi commise serait réparée dès que l'Allemagne aurait atteint son but militaire... Ce ne fut que le 4 août au soir que l'Allemagne comprit le caractère irréparable de la faute qu'elle venait de commettre quand le Gouvernement britannique fit connaître son intention de se joindre à la France et à la Russie pour offrir à la Belgique l'aide nécessaire à « une action commune aux fins de résister aux mesures de force employées par l'Allemagne ». La cause de la Belgique devint ainsi la cause de toute l'Europe occidentale, la cause du Droit et de la Liberté de tous les peuples qui ne voulaient pas se résigner à subir la domination du militarisme prussien...

Pendant que se fixaient ainsi les bases politiques et diplomatiques sur lesquelles allait se développer quatre années durant la plus formidable des guerres, se déroulait à Bruxelles, au Palais de la Nation, une scène comme on n'en peut concevoir qu'aux heures décisives de la vie des peuples. Le 4 août, à 10 heures du matin, alors qu'on ignorait encore que les troupes impériales avaient franchi la frontière, le Parlement était réuni en séance solennelle pour prendre les décisions que comportait l'état de guerre. Le roi Albert, la reine Élisabeth, les princes Léopold et Charles, la princesse Marie-José apparurent au milieu des représentants du peuple, affirmant hautement l'union étroite et indissoluble de la dynastie et de la nation. Du Palais Royal au Palais du Parlement, ce fut une marche triomphale : une foule immense acclamait les souverains et les princes ; la ferveur populaire montait en un cri sans fin vers le Roi-Soldat qui, à cette heure, symbolisait toute la Patrie. Ce fut son geste qui réalisa miraculeusement l'union de tous les Belges devant le péril ; ce fut sa parole qui fixa pour tous le sentiment du devoir à accomplir. Dans la salle des séances, sobrement décorée et que la statue de Léopold Ier, fondateur de la dynastie, domine en quelque sorte, les sénateurs et les députés firent à la Reine et aux jeunes princes une ovation émouvante, et quand, après eux, parut le roi Albert, ce fut du délire. Pendant de longues minutes les acclamations roulèrent comme un tonnerre : c'était une seule voix, la voix du peuple entier, qui criait la volonté du pays de se défendre contre l'agresseur. La Belgique était là, vivante et vibrante, devant son Roi fidèle à son serment et fidèle au devoir, si tragique fût-il.

Et le Roi parla. De sa voix lente et ferme, il prononça le discours du trône qui fixa tout de suite l'attitude de la Belgique :

Jamais, depuis 1830, heure plus grave n'a sonné pour la Belgique : l'intégrité de notre territoire est menacée ! La force même de notre droit, la sympathie dont la Belgique, fière de ses libres institutions et des conquêtes morales, n'a cessé de jouir auprès des autres nations, la nécessité pour l'équilibre de l'Europe de notre existence autonome, nous font espérer encore que les événements redoutés ne se produiront pas. Mais si nos espoirs sont déçus, s'il nous faut résister à l'invasion de notre sol et défendre nos foyers menacés, ce devoir, si dur soit-il, nous trouvera armés et décidés aux plus grands sacrifices.

Dès maintenant, et en prévision de toute éventualité, notre vaillante jeunesse est debout, fermement résolue, avec la ténacité et le sang-froid traditionnel des Belges, à défendre la patrie en danger.

Je lui adresse au nom de la nation un fraternel salut. Partout, en Flandre et en Wallonie, dans les villes et les campagnes, un seul sentiment étreint les cœurs : le patriotisme ; une seule vision emplit les esprits : notre indépendance compromise ; un seul devoir s'impose à nos volontés : la résistance opiniâtre.

Dans ces graves circonstances, deux vertus sont indispensables : le courage calme, mais ferme, et l'union intime de tous les Belges.

L'une et l'autre viennent déjà de s'affirmer avec éclat sous les yeux de la nation remplie d'enthousiasme.

L'irréprochable mobilisation de notre armée, la multitude des engagements volontaires, le dévouement de la population civile, l'abnégation des familles, ont montré, de façon indéniable, la bravoure réconfortante qui transporte le peuple belge. Le moment est aux actes.

Je vous ai réunis, Messieurs, afin de permettre aux Chambres législatives de s'associer à l'élan du peuple, dans un même sentiment de sacrifice. Vous saurez prendre d'urgence, Messieurs, et pour la guerre et pour l'ordre public, toutes les mesures que la situation comporte. Quand je vois cette assemblée frémissante dans laquelle il n'y a plus qu'un seul parti, celui de la patrie, où tous les cœurs battent en ce moment à l'unisson, mes souvenirs se reportent au Congrès de 1830, et je vous demande, Messieurs : Êtes-vous décidés, inébranlablement, à maintenir intact le patrimoine sacré de nos ancêtres? Personne, dans ce pays, ne faillira à son devoir. L'armée, forte et disciplinée, est à la hauteur de sa tâche : mon gouvernement et moi-même, nous avons pleine confiance dans ses chefs et dans ses soldats. Attaché étroitement à la population, soutenu par elle, le Gouvernement a conscience de ses responsabilités et les assumera jusqu'au bout, avec la conviction réfléchie que les efforts de tous, unis dans le patriotisme le plus fervent, le plus généreux, sauvegarderont le bien suprême du pays.

Si l'étranger, au mépris de la neutralité dont nous avons toujours scrupuleusement observé les exigences, viole le territoire, il trouvera tous les Belges groupés autour du souverain, qui ne trahira pas, qui ne trahira jamais son serment constitutionnel, et du gouvernement investi de la confiance absolue de la nation entière.

J'ai foi dans nos destinées : un pays qui se défend s'impose au respect de tous ; ce pays ne périt pas.

Dieu sera avec nous dans cette cause juste.

Vive la Belgique indépendante !

Ce discours du Roi fut salué de longues acclamations. De l'extrême gauche à l'extrême droite, l'union des cœurs et des esprits s'affirmait dans une explosion d'enthousiasme vraiment prodigieux. On criait, on pleurait et, du dehors, arrivait en une sorte de clameur assourdie, la voix du peuple chantant la gloire de la Patrie.

Après le départ des Souverains, M. de Broqueville, chef du cabinet, dans un discours à la fois simple et impressionnant, exposa la situation, rappelant les termes de l'ultimatum allemand, la réponse élaborée au cours du Conseil des ministres qui se tint dans la nuit du 2 au 3 août, et de la réplique du Gouvernement de Berlin, manifestant la volonté d'exécuter, « au besoin par les armes », les mesures de sécurité exposées comme « indispensables vis-à-vis des menaces françaises ». Et M. de Broqueville concluait : « Messieurs, à l'heure actuelle, la parole est aux armes, mais par les armes nous ferons franchement, énergiquement, tout notre devoir. Comme l'a dit tantôt Sa Majesté le Roi, un peuple qui ne s'abandonne pas, peut être vaincu, mais il est certain qu'il ne sera pas abattu... Et moi, je le déclare au nom de la nation entière, groupée en un même cœur, en une même âme, ce peuple, même s'il est vaincu, ne sera jamais soumis ! » Le chef du Gouvernement, par ces paroles, eut en quelque sorte la vision de tout l'avenir : la Belgique fut conquise jusqu'à l'Yser ; pendant plus de quatre années, son peuple héroïque connut la misère atroce du joug allemand ; il fut vaincu et opprimé ; jamais, même aux heures les plus sombres, quand tout semblait perdu, fors l'honneur, il ne fut soumis. Sa résistance morale fut, comme la vaillance de ses soldats, un des facteurs décisifs de la Victoire...

***

Tels sont les faits que l'on trouve à l'origine de la guerre qui fut imposée à la Belgique et que celle-ci a soutenue avec une indomptable énergie, avec une inébranlable confiance en son bon droit, en sa volonté de vivre dans la pleine dignité de son indépendance. Il fallut peut-être cette épreuve cruelle pour donner aux Belges le sentiment profond d'être une nation et pour confirmer qu'à travers des siècles d'Histoire, l'unité morale des différents éléments constituant le pays s'est faite si complète, si totale, qu'aucun bouleversement politique ne saurait plus la détruire. Après plus de quatre-vingts années de paix, la crainte du péril extérieur s'était singulièrement atténuée, la vie douce et facile avait amolli les caractères, le prodigieux développement du commerce et de l'industrie, le succès de la politique d'expansion du roi Léopold II, la création d'un admirable domaine colonial en Afrique, tout cela avait contribué à raffermir chez les masses une absolue confiance dans leurs destinées pacifiques. Le nouveau règne avait commencé en décembre 1909 sous les auspices les plus heureux. Seule la lutte des partis, âpre et profonde, se poursuivait dans une atmosphère de fièvre et de passion, absorbant toutes les énergies politiques. Le prodige fut que, devant le péril extérieur brusquement surgi, la nation se retrouva brusquement elle-même, que ses instincts généreux se manifestèrent avec une force irré-

sistible, que les vertus propres de la race s'affirmèrent intactes, si puissantes par leur rayonnement que la mentalité générale en parut tout à coup transformée. Le magnifique élan des journées d'août 1914 était la sûre promesse des grandes choses que les Belges allaient accomplir, la promesse du noble exemple d'endurance, de vaillance, de loyauté et d'abnégation qu'ils allaient donner aux peuples. La gloire de Liége, l'épopée de Dixmude, la lutte acharnée, quatre années durant, dans la boue des tranchées de l'Yser, la ruée triomphale lors de la dernière bataille des Flandres, tout cela, qui émerveille le monde, était déjà dans le geste du roi Albert tirant l'épée contre un agresseur sans loyauté, contre un ennemi sans honneur. Ce fut le 4 août 1914 que la Belgique se dressa dans l'Histoire comme l'image vivante du sacrifice librement consenti ; ce fut ce jour-là que, petite nation si grande par le rayonnement de l'âme, elle donna à la guerre son véritable caractère de lutte suprême pour la défense des principes en qui se résume toute la dignité humaine.

Roland de Marès

LE SACRIFICE
DE L'ARMÉE BELGE

AVANT-PROPOS

Quelques semaines avant sa mort, le général Leman nous avait fait le grand honneur de nous adresser la belle page que voici .

Le grand retard que je mets à vous répondre est motivé non seulement par les complications d'une vie qui ne m'appartient plus, mais aussi par ma santé.

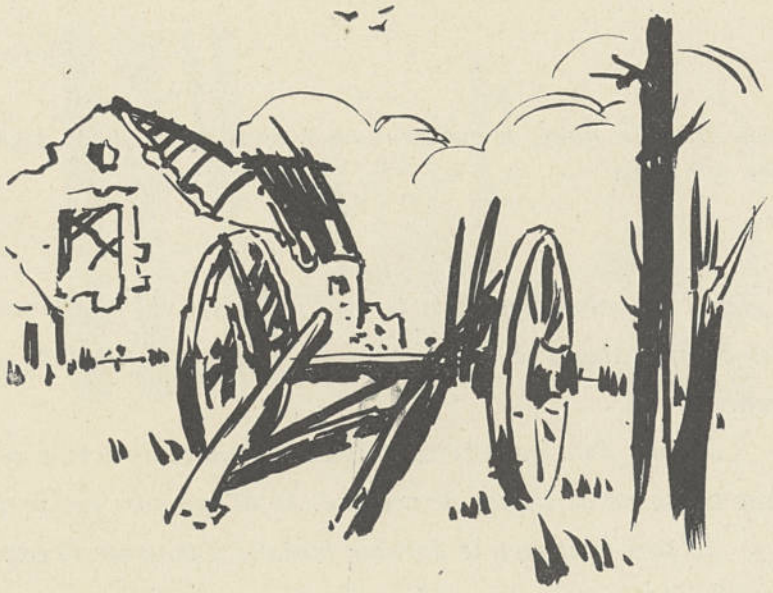
Jusque dans ces derniers jours je comptais écrire pour votre ouvrage une centaine de lignes de préface. Je m'aperçois que je dois y renoncer.

Je suis peut-être le dernier homme à pouvoir m'exprimer sur l'armée belge dans un travail à livrer au public. Mon silence est d'ailleurs absolument commandé par ce fait que mon rapport officiel sur la défense de Liége n'a pas encore été remis dans les mains de l'autorité supérieure.

Mais je suis heureux de pouvoir dire ici toute mon admiration pour le soldat belge,

sa vaillance, son endurance. Pendant la guerre titanesque, qui s'est terminée si glorieusement pour les Alliés, l'armée belge a eu le bonheur d'être commandée par notre grand Roi. Il a été l'âme de la résistance nationale; il a conduit nos troupes sur tous les champs de bataille et a donné ainsi à l'univers un exemple mémorable. La Belgique ne l'oubliera pas.

Elle n'oubliera pas non plus ce qu'elle doit à ses alliés; et quand j'écris à un officier français comme je le fais maintenant, la grandeur de la France m'apparaît toujours plus rayonnante! Je vois votre sublime drapeau tricolore, tout haché par la mitraille, flottant sur la civilisation, dans une atmosphère de gloire impérissable. Il plie sous le poids des lauriers... Vive la France!



II

LE SACRIFICE POUR L'HONNEUR

C'est l'armée belge qui a supporté le premier choc des meilleures troupes de l'Allemagne et, depuis le début, elle a été constamment au feu, sans un jour de répit. C'est contre elle que l'ennemi a porté ses coups les plus rudes ; son pays est occupé, dévasté ; ses villes sont brûlées, ses bataillons décimés : elle n'a pas montré une heure de découragement. Saluons l'armée belge ; elle vaut les plus illustres de l'Histoire.

Ainsi s'exprimait, le 18 novembre 1914, le chroniqueur militaire du *Temps*, dans un sentiment d'admiration et de reconnaissance, au lendemain de l'épique victoire de l'Yser remportée sur un ennemi formidable et jusqu'alors triomphant, par l'armée en guenilles d'un Roi sans royaume.

Et si je cite cette appréciation enthousiaste, au début de ce chapitre, ce n'est point pour en tirer, au profit de l'armée belge, un excessif orgueil. C'est pour mieux rappeler seulement le rôle important qui lui est échu dans les opérations du début de la campagne, l'influence considérable que sa vaillante résistance a exercée sur l'ensemble des événements, et comment elle sut accomplir, sans une défaillance, tout ce qu'exigeaient le Devoir et l'Honneur.

En 1914, nul n'aurait songé à contester le martyre et la gloire de la Belgique. Car comment mettre en doute, devant l'évidence même, qu'en leur procurant, grâce à son sacrifice, le temps nécessaire pour faire face au danger, elle avait réellement sauvé les Alliés d'un péril mortel? Certes, on admire encore aujourd'hui la noblesse de son attitude ; on se plaît même à rappeler parfois son chevaleresque héroïsme. Mais il n'est pas certain qu'on apprécie encore à sa juste valeur, tout ce qu'il y eut de grandeur et de stoïcisme dans la lutte opiniâtre soutenue par la modeste armée du roi Albert et par son peuple, contre un adversaire unissant la force toute puissante à la plus sauvage brutalité.

La Belgique, cependant, a droit qu'on se souvienne. Elle est au nombre des nations qui ont le plus souffert. Elle n'a recouvré sa liberté si longtemps opprimée, qu'au prix de douleurs immenses et d'innombrables deuils. La paix l'a laissée pantelante, meurtrie, en proie à la misère, avec la seule satisfaction morale de n'avoir jamais failli, la joie inestimable de l'indépendance reconquise et la fierté de s'être imposée au respect du monde. Pour le reste, que d'amertumes et de désillusions !

Sans s'attarder, pourtant, à de vaines lamentations, la Belgique s'est remise au travail, de toute son énergie. Malgré les difficultés sans nombre au milieu desquelles elle a dû se débattre, elle s'est évertuée de toutes ses forces à se relever de ses ruines et à ressusciter la prospérité d'antan. Mais ce qui lui serait une souffrance insupportable, c'est que, le temps aidant, on en vînt, sinon à oublier, du moins à déprécier le mérite des faits et gestes de son armée.

Car la Belgique est orgueilleuse de ses soldats. Séparée pendant quatre ans, par une barrière de fer et de feu, de cette armée qui, arc-boutée sur l'Yser, gardait libre un dernier lambeau de patrie ravagée, elle sait tout ce que ses fils ont enduré depuis les sombres jours de 1914, jusqu'aux heures bénies de la délivrance. L'ingratitude à leur égard lui paraîtrait monstrueuse. Nulle n'est reconnaissante plus qu'elle envers ses grands alliés, à l'héroïsme et au sacrifice desquels elle doit, pour une part qu'elle ne songe pas à nier, d'avoir échappé à l'esclavage abhorré. Et sa gratitude, surtout, reste acquise à la France glorieuse, à ses poilus magnifiques, à son peuple stoïque et tenace, si grand qu'il en est immortel. Mais précisément, parce qu'éprise de justice elle rend pleinement hommage à la gloire des autres, elle désire ardem-

ment qu'on rende toujours justice à ses propres soldats. Il ne lui suffit pas de les avoir acclamés, aux jours merveilleux de la victoire libératrice ; de s'être agenouillée, éperdue de reconnaissance fervente, devant leurs drapeaux triomphants ! Elle veut que partout le souvenir subsiste des héroïsmes, des souffrances, de l'endurance surhumaine, des sacrifices, des irréparables deuils qu'évoquent tous ces noms d'épopée, brodés sur la pourpre sanglante, l'or éclatant et le noir si sombre des étendards chargés de misère et de gloire.

LA SITUATION DE L'ARMÉE A LA VEILLE DE LA GUERRE

Aucune armée, pourtant, n'était moins préparée à sa tâche que l'armée belge de 1914.

La neutralité perpétuelle imposée à la Belgique par le traité de Londres, avait fini par créer une quiétude si dangereuse que, spéculant sur les sentiments essentiellement pacifiques du pays, des politiciens à courte vue entraînèrent l'opinion publique, en la fourvoyant, à s'insurger contre toute augmentation des ressources militaires.

Sans doute, les devoirs de la neutralité exigeaient-ils que la Belgique possédât une armée. Mais on voulait se convaincre que celle-ci n'aurait jamais à affronter seule un adversaire quelconque. On tenait pour un dogme qu'en cas d'invasion étrangère, le Gouvernement belge se retirerait à Anvers, et qu'abritée dans cette place-forte, l'armée attendrait le secours des Puissances garantes de sa neutralité. C'est pour répondre à cette conception, que la forteresse, constituant ce qu'on appelait « le réduit national », fut édifiée de 1859 à 1868.

Le roi Léopold II, cependant, s'inquiétait des dangers qui pouvaient menacer la Belgique. Et de toute sa vigilante ardeur, de tout son patriotisme clairvoyant, il ne cessa de s'efforcer à dissiper les mortelles erreurs qui endormaient le pays. Sa persuasion s'accrut, qu'en cas de conflit européen le miracle de 1870 ne se renouvellerait pas, et que la Belgique, en dépit de sa neutralité garantie, serait entraînée à prendre part à la lutte. Il démontra la nécessité de fortifier la Meuse, à Liége et à Namur, pour parer aux menaces qui pourraient surgir, tant de l'Est que du Sud.

L'hostilité des milieux politiques fut malaisée à vaincre. Le célèbre ingénieur militaire, le général Brialmont, avait conçu, entre temps, l'organisation des places d'arrêt de Liége et de Namur, et créé le type des forts cuirassés modernes destinés à barrer l'accès de la Meuse belge. Leur construction fut achevée en 1892. Mais pour défendre efficacement le pays, en s'appuyant sur le système fortifié d'Anvers, Liége et Namur, il fallait de toute évidence élever l'armée même à la hauteur de sa tâche éventuelle et modifier, de fond en comble, son recrutement et sa constitution. Anvers, au surplus, avec son artillerie à ciel ouvert, ses forts en maçonnerie dont la ligne, trop rapprochée de la ville, ne mettait pas celle-ci à l'abri du bombardement, ne répondait déjà plus aux nécessités de l'heure.

Le roi Léopold s'attacha, dès lors, d'une part à obtenir les ressources militaires voulues, en introduisant, dans nos lois de recrutement, le principe du service personnel ; d'autre part, à faire transformer et compléter l'organisation défensive du réduit national.

La situation internationale, de plus en plus troublée et confuse, qui obscurcissait à tout instant l'horizon, favorisa heureusement l'action du monarque. Le bien fondé de ses craintes apparut plus clairement chaque jour.

En 1906, les crédits nécessaires furent votés pour créer autour d'Anvers, sur les deux rives de l'Escaut, une ligne avancée composée de 25 nouveaux forts et redoutes bétonnés et cuirassés, et assurer la défense du Bas-Escaut ; des améliorations aussi furent apportées aux forts de la Meuse. Les travaux, cependant, ne s'effectuèrent que lentement et quand la guerre éclata, ils étaient loin d'avoir atteint le degré d'avancement voulu pour constituer d'Anvers l'imprenable citadelle escomptée.

Le 14 décembre 1909, enfin, Léopold II eut l'ultime satisfaction de signer, sur son lit de mort, une nouvelle loi de recrutement qui, si imparfaite fût-elle, abolissait cependant le néfaste tirage au sort et y substituait le service personnel, loi malheureusement faussée dans son esprit par la limitation des charges à un seul milicien par famille.

Il appartenait au roi Albert de faire réaliser de nouveaux progrès à l'œuvre de la défense nationale. Il la plaça d'emblée au premier rang de ses préoccupations. A peine monté sur le trône, il

déclarait, dans une allocution au régiment des Grenadiers où il avait servi comme officier :

> J'espère ardemment que la Nation comprendra de plus en plus, dans une vision nette de l'avenir, l'obligation suprême et impérieuse que lui trace sa neutralité même : celle de maintenir toujours ses sacrifices à la hauteur du devoir que l'armée aurait à remplir si, quelque jour, des complications internationales, toujours à craindre, forçaient la Belgique à défendre l'inviolabilité de son territoire.

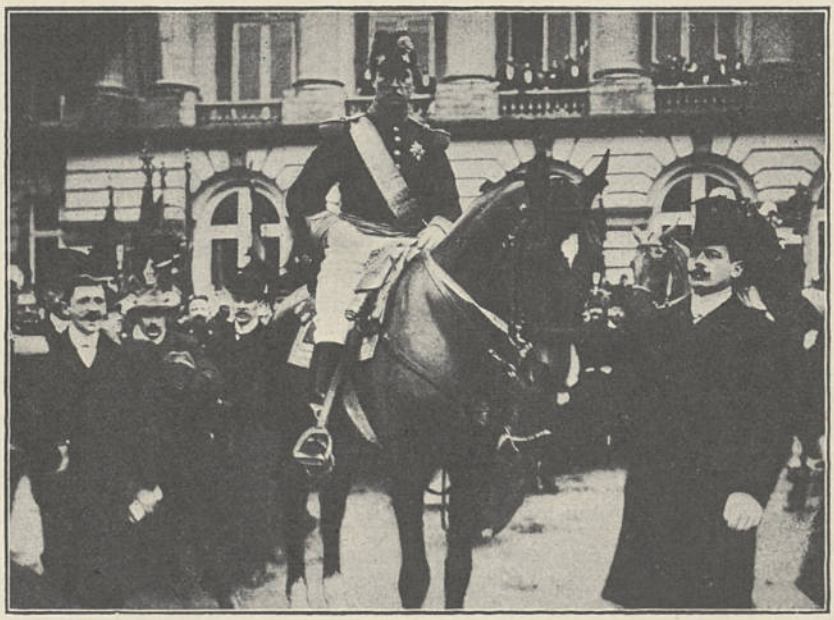
Ce vœu royal, expose M. van der Essen dans son livre *De Liége à l'Yser*, « fut enfin réalisé en 1913, sous la menace des complications marocaines de 1911 et par suite de l'avertissement du Roi de Roumanie et d'autres révélations d'égale gravité », dont M. de Broqueville, devenu ministre de la Guerre, fit part au Parlement en séance secrète.

La nouvelle loi de milice votée par les Chambres instituait le service personnel général et obligatoire, tout en admettant certains avantages et dispenses. Elle portait le contingent annuel à 33.000 hommes et fixait la durée du service à 15 mois dans l'infanterie, 21 dans l'artillerie, 24 dans la cavalerie. La mobilisation affectant 15 classes de milice, la Belgique pourrait mettre sur pied, quand cette loi aurait sorti ses effets, c'est-à-dire en 1918 au plus tôt, une armée de 350.000 hommes, dont 175.000 constituant l'armée de campagne, le reste étant destiné à la défense des positions fortifiées.

Une réforme organique de l'armée fut décrétée le 15 décembre 1913. Le matériel nécessaire fut mis en fabrication ou commandé à l'étranger, notamment chez Krupp. Mais les hostilités déchaînées par la volonté criminelle de l'Allemagne, sept mois plus tard, allaient surprendre l'armée belge en pleine crise de réorganisation. Elle manquait d'hommes, de cadres, d'artillerie, de fusils, de projectiles. L'instruction de la troupe qui avait tant souffert, pendant maintes années, de l'insuffisance des effectifs, présentait encore de graves lacunes. Bref, si l'élan tardif avait été donné, presque tout restait à faire pour que l'armée fût prête aux suprêmes batailles. Il n'est pas téméraire d'affirmer que cet état de choses influa pour une part, sur la décision de l'Allemagne de brusquer les événements. Le Gouvernement impérial n'avait point vu, sans quelque ressentiment, la Belgique s'engager dans la voie nouvelle tracée par le légitime souci de sa défense et de sa sécurité; car ce renforcement de moyens militaires risquait de contrarier les projets criminels de l'agresseur. Inutile de dire que la firme Krupp, de son côté, trouva mille prétextes pour retarder la livraison du matériel commandé à ses usines ; si bien que d'importantes fournitures en projectiles, fusées, canons, n'avaient pas été effectuées quand l'ultimatum de l'Allemagne, injurieux, cynique et brutal, vint sommer la Belgique de livrer passage, sans combattre, aux armées du Kaiser.

LA MOBILISATION ET LA CONCENTRATION DE L'ARMÉE

Si la Belgique fut surprise par la guerre, en pleine transformation profonde de son organisation militaire, les mesures qu'elle avait prises pour être prête, dans la mesure du possible, à faire face à toute éventualité, lui permirent cependant



LE ROI ALBERT LE JOUR DE SON AVÈNEMENT AU TRÔNE, 19 DÉCEMBRE 1909

d'effectuer les opérations de la mobilisation avec un ordre et une célérité remarquables.

Le premier acte de précaution avait été, quand le conflit diplomatique prit une forme d'exceptionnelle gravité, d'ordonner le 29 juillet 1914 la mise de l'armée sur pied de paix renforcé, en rappelant sous les armes trois classes de milice. Simple mesure de prudence, due au fait qu'en temps ordinaire une seule classe se trouvait sous les drapeaux, alors que les Puissances voisines disposaient en tout temps, le long de leurs frontières, de corps de couverture dont l'effectif de paix était au moins équivalent à celui que l'armée belge atteignait par la mesure décidée.

La même élémentaire prudence obligeait le Gouvernement à décréter le 31 juillet, à 19 heures, la mobilisation générale pour le samedi 1er août, à 0 heure. L'Allemagne, en effet, mobilisait elle-même et le déchaînement de la guerre en Europe semblait inévitable.

Mais il est nécessaire d'insister ici sur les conditions dans lesquelles la Belgique, résolue à la stricte observation des devoirs imposés par sa neutralité, mobilisa et disposa ses forces, jusqu'au moment où l'agression allemande ne put plus être mise en doute. Neutre, la Belgique *devait* se mettre en mesure de s'opposer à l'invasion, de quelque côté que celle-ci dût éventuellement se produire. Aussi, dès le temps de paix, ses divisions d'armée étaient-elles réparties en conséquence, leur mobilisation s'opérant sur place dans la région voisine des chefs-lieux où siègeaient les quartiers généraux, savoir :

1re division d'armée : Gand.
2e division d'armée : Anvers.
3e division d'armée : Liége.
4e division d'armée : Namur.
5e division d'armée : Mons.
6e division d'armée : Bruxelles, où se trouvait également le Q. G. de la division de cavalerie.

Les 1re, 3e, 4e et 5e divisions, écrit le *Rapport du commandement de l'Armée*, remplissaient le rôle de divisions d'avant-garde et se trouvaient placées respectivement dans chacune des directions d'où un péril pouvait menacer la Belgique :

La 1re division ou division des Flandres, regardait l'Angleterre ;

La 3e division ou division de Liége, regardait l'Allemagne ;

Les 4e et 5e divisions regardaient la France, la 4e devant faire face à une attaque sur Namur, la 5e à une attaque qui déboucherait de Maubeuge à Lille.

Chacune de ces divisions d'avant-garde avait pour mission de fournir la première résistance et de donner, par cette résistance même, le temps de transporter les cinq autres divisions dans la partie menacée du territoire.

Fidèle jusqu'à l'obstination au rôle que sa neutralité lui dicte, la Belgique s'impose donc, malgré les inconvénients qui peuvent en résulter, de demeurer dans une attitude d'expectative qui écarte, chez elle, toute idée d'agression préconçue de la part de l'un ou l'autre des garants de cette neutralité. Et c'est pourquoi elle ne se départit pas encore de cette attitude quand, le 2 août, à 7 heures du soir, le Gouvernement allemand fait remettre au Gouvernement belge la note par laquelle il réclame pour les armées allemandes le passage à travers la Belgique. C'est que, si long qu'elle en dise sur les intentions de l'Allemagne, cette note ne peut encore être considérée comme mettant la Belgique en présence du fait accompli. L'armée demeure donc, jusqu'à nouvel ordre, « disposée sur le territoire suivant les exigences militaires imposées par la neutralité du pays ; ordre était donné aux postes placés à toutes les frontières d'ouvrir le feu sur *toute* troupe étrangère entrant en Belgique ». (Rapport du commandement de l'Armée.)

Ce n'est pas tout. En même temps que le Gouvernement du Roi répond à la note allemande le 3 août, à 7 heures du matin, après la délibération de la tragique nuit du 2, et affirme sa décision de « repousser par tous les moyens en son pouvoir toute atteinte portée par l'Allemagne au droit de la Belgique », il décline au même moment l'appui militaire qu'avait offert le ministre de France, le Gouvernement belge n'ayant pas encore fait appel à la garantie des Puissances et s'étant réservé d'apprécier ultérieurement ce qu'il y aurait lieu de faire.

Et c'est seulement dans la nuit du 3 au 4 août, quand on acquiert la certitude que les troupes allemandes entendent traverser la Belgique de vive force, que le haut commandement fait exécuter les mesures qu'impose la situation nouvelle, désormais évidente. Ces mesures consistent à concentrer l'armée face à l'Est, sur la position d'observation de la Gette, sous la protection des 3e et 4e divisions établies respectivement à Liége et à Namur.

Et ce n'est pas avant le 4 août, quand la violation du territoire belge par l'Allemagne *est un fait accompli*, que la Belgique adresse un appel d'assistance militaire aux Puissances garantes de sa neutralité.

Il était nécessaire de rappeler ces faits. C'est que l'Allemagne, en effet, après s'être ruée sur la Belgique, l'avoir odieusement assaillie, violentée, martyrisée, a tenté, par une manœuvre qui révèle sa bassesse et sa perfidie, de rejeter sur elle les responsabilités de l'agression, en la représentant comme ayant contracté une alliance secrète avec l'Angleterre et la France et prémédité, avec celles-ci, des opérations offensives contre l'armée allemande! Si profondément absurde qu'elle soit, cette accusation a failli trouver crédit dans certains esprits pervertis par « la vérité germanique ». Ce qui a été dit plus haut de l'attitude observée par le Gouvernement et par l'armée pendant les premiers jours du drame qui allait ensanglanter l'Europe, suffit à démontrer l'insanité de la thèse allemande. Ce bref rappel des faits explique aussi, à ceux qui pourraient s'en étonner, pourquoi l'armée belge ne s'est pas portée plus tôt encore vers sa frontière de l'Est, menacée par un Empire de proie.

LE ROI SE REND AU PARLEMENT LE 4 AOUT 1914

FACE A L'ALLEMAGNE
LA RÉSISTANCE DE L'ARMÉE BELGE

C'est dans la nuit du 3 août que l'armée reçut l'ordre de se rassembler face à l'Est, au moment où les événements, aussi bien que les renseignements recueillis sur les préparatifs exécutés à notre frontière, ne pouvaient plus laisser le moindre doute sur l'attitude hostile de l'Allemagne.

Ordre aussi fut donné de procéder à la destruction des principaux ouvrages d'art sur les voies de communication susceptibles d'être utilisées par les troupes allemandes, de couper les voies ferrées dans la province de Liége et de Luxembourg et d'y obstruer les routes principales.

Quant à l'armée, elle devait s'établir comme suit :

La 3e division (lieutenant-général Leman) défendrait Liége en s'appuyant aux forts ; la 4e division (lieutenant-général Michel) garderait Namur. Ces deux divisions devaient couvrir en même temps le rassemblement du gros de nos troupes et porter dans ce but, chacune momentanément, une brigade mixte respectivement à Tongres et à Huy. Ce rassemblement serait couvert, en outre, par la division de cavalerie (lieutenant-général de Witte) qui, de Gembloux où elle s'était concentrée, se dirigerait aussitôt sur Waremme.

La 1re division (lieutenant-général Baix) était dirigée de Gand sur Tirlemont ; la 2e (lieutenant-général Dossin) d'Anvers à Louvain ; la 5e (lieutenant-général Ruwet) de Mons à Perwez ; la 6e enfin (lieutenant-général Lantonnois van Rode) de Bruxelles à Wavre.

Commencés aux premières heures du 4 août, les différents mouvements, exécutés avec une promptitude et une régularité dignes d'éloges, par voie ferrée ou par la route ordinaire, furent terminés dans la journée du 5. Et dès le 6 août, au matin, l'armée de campagne, réunie sur les positions

choisies derrière la Gette, était prête tout entière à se mouvoir au gré des circonstances, sous les ordres du Roi, ayant comme chef d'état-major général, le chevalier de Selliers de Moranville. Elle était forte, on le sait, de six divisions d'armée et une division de cavalerie. Celles-ci avaient la composition arrêtée par l'organisation nouvelle décrétée le 15 décembre précédent. Chaque *division d'armée* comprenait ainsi :

Trois brigades mixtes (quatre brigades mixtes pour chacune des 3e et 4e divisions, gardiennes de Liége et de Namur) ;

Un régiment de cavalerie divisionnaire ;

Un régiment d'artillerie divisionnaire (ne comprenant encore que 3 batteries de canons de 75, les groupes d'obusiers légers prévus dans leur composition n'étant pas encore formés ;

Un bataillon du génie à 2 compagnies ;

Une section de télégraphistes de campagne ;

Un corps divisionnaire des transports.

La *brigade mixte* était forte de 2 régiments à 3 bataillons (chaque régiment du temps de paix se dédoublant à la mobilisation) ; d'un groupe de 3 batteries de 75 mm. ; d'une compagnie de mitrailleurs (6 pièces) et d'un peloton de gendarmerie.

LE LIEUTENANT-GÉNÉRAL BARON DE WITTE

La *division de cavalerie* se composait de 2 brigades, d'un bataillon cycliste, d'un groupe de 3 batteries à cheval, d'une compagnie de pionniers-pontonniers cyclistes et d'un corps des transports.

Les 3e et 4e divisions d'armée comptaient chacune un effectif global de 18.500 fusils, 500 sabres, 64 canons, 24 mitrailleuses.

Les 1re, 2e, 5e et 6e : 14.000 fusils, 500 sabres, 48 canons, 18 mitrailleuses.

La division de cavalerie : 2.500 sabres, 450 cyclistes, 12 canons.

L'armée de campagne alignait donc un effectif combattant total de 93.000 fusils, 6.000 sabres, 324 canons, 102 mitrailleuses, et, si l'on y comprend les services, un ensemble général de 117.000 hommes. A ce chiffre, il convient d'ajouter les 18.500 volontaires qui, en l'espace de quelques jours, s'enrôlèrent spontanément sous les drapeaux. Leur nombre s'accrut par la suite. Ils furent dirigés vers la région d'Anvers pour y recevoir l'instruction en même temps que les recrues de la classe de 1914, appelées anticipativement sous les armes.

Les trois forteresses d'Anvers, Liége et Namur absorbaient en outre : 20 régiments d'infanterie de forteresse (4 à Liége, 4 à Namur, 12 à Anvers) formés des 7 dernières classes ; l'artillerie, le génie et les formations spéciales de forteresse affectées à chacune de ces places, des services divers, représentant au total un effectif général de quelque 90.000 hommes.

En somme, plus de 200.000 soldats (non compris les volontaires et les recrues de la dernière levée) furent ainsi réunis sous les drapeaux dès les premiers jours du danger. Effort modeste, certes, mais résultant du médiocre régime militaire qu'une politique malsaine avait imposé au pays avant le vote de la loi nouvelle de 1913. Et celle-ci, comme on le sait, venait à peine de produire ses premiers effets.

Plus grave d'ailleurs que celle des effectifs, était en réalité la situation de l'encadrement et du matériel. Il manquait des officiers par centaines pour remplir les cadres de l'armée de campagne réorganisée ; dans les régiments de forteresse, il existait à peine un officier par compagnie. Même pénurie en cadre subalterne. Quant au matériel, il suffit de se reporter aux chiffres cités plus haut, pour constater dans quelles conditions d'infériorité — rien qu'en canons de campagne et en mitrailleuses — nos troupes allaient devoir lutter contre les unités allemandes si puissamment outillées ; infériorité redoutablement accrue par l'absence totale d'obusiers, d'artillerie lourde, de tant de matériels techniques divers.

Quelle ligne de conduite l'armée allait-elle adopter dans la lutte imminente contre l'Allemagne ? En d'autres termes, à quelles directives générales allait-elle obéir ?

Le Rapport du commandement de l'armée nous

fournit, nette et précise, la réponse à cette question :

Dans l'appel, écrit-il, que, le 4 août, après la violation de la frontière, la Belgique a adressé aux Puissances garantes de sa neutralité, elle a déterminé de quelle manière elle compte organiser la défense de son territoire :

« Il y aurait, disait dans cet appel le Gouvernement du Roi, *une action concertée et commune* ayant pour but de résister aux mesures de force employées par l'Allemagne contre la Belgique et en même temps de garantir le maintien de l'indépendance et de l'intégrité de la Belgique dans l'avenir. La Belgique est heureuse de pouvoir déclarer qu'elle assurera la défense de ses places fortes. »

D'autre part, on pressent que dans leur mouvement offensif vers la France, à travers notre territoire, les armées allemandes ne limiteront pas leur mouvement à la Meuse, mais que celle-ci sera, au contraire, l'axe de leur marche en pays belge. Des forces immensément supérieures aux nôtres, vont donc envahir la Belgique.

LE LIEUTENANT-GÉNÉRAL BARON MICHEL

Dès lors, poursuit ce *Rapport*, la conduite des opérations sera dominée par les principes suivants :

« I. — *Toutes les fois que l'armée aura devant elle des forces très supérieures* :

« 1° Se maintenir le plus en avant possible sur de bonnes positions défensives barrant le chemin à l'envahisseur, de manière à soustraire la plus grande partie du territoire à l'invasion ;

« 2° L'armée étant ainsi placée en avant-garde des armées françaises et anglaises, attendre sur ces positions que la réunion avec ces armées puisse s'opérer ;

« 3° Si cette jonction n'est pas faite au moment de l'arrivée des masses ennemies, ne pas exposer l'armée à une perte certaine qui entraînerait nécessairement l'occupation du territoire et pour cela :

« *a*) Éviter que l'armée livre *seule* une bataille contre ces masses ;

« *b*) Éviter que l'armée belge se laisse envelopper et agir, au contraire, de façon à lui ménager toujours une ligne de retraite permettant sa réunion ultérieure avec les armées françaises et anglaises, en vue de l'action commune avec celles-ci.

« II. — *Toutes les fois que l'armée n'aura devant elle que des forces égales* : attaquer l'ennemi au moment le plus favorable, soit que ses positions soient trop étendues et insuffisamment organisées, soit qu'il se soit momentanément affaibli. »

Pour suivre et pour apprécier les opérations de l'armée belge pendant les premiers mois de la campagne, il est nécessaire d'avoir présents à l'esprit ces principes directeurs essentiels. Le commandement belge, en effet, s'est efforcé d'y demeurer rigoureusement fidèle. Ils s'inspirent, du reste, de préoccupations trop légitimes, pour qu'on ne les juge pas raisonnables. Il est clair, d'abord, que notre commandement compte sur le secours prochain des forces françaises et britanniques pour l'aider à endiguer l'invasion. La France lui a promis ce concours ; l'Angleterre, de son côté, est entrée le 4 août dans la lice comme garante de la neutralité belge. A défaut de l'unité absolue du commandement chez les Alliés, le chef de l'armée belge considère cependant comme indispensable qu'il y ait entre eux une *action commune et concertée*, c'est-à-dire que leurs opérations soient menées suivant un plan d'ensemble arrêté de commun accord. Il est donc essentiel à ses yeux que, tout en remplissant la tâche qu'on peut attendre d'elle, l'armée belge ne se laisse pas couper des forces alliées, qu'elle se préoccupe toujours, au contraire, de leur tendre la main, dans le même temps que les Alliés auront à s'efforcer de la rejoindre, le plus en avant possible, en territoire belge. Tant que la liaison ne sera pas établie, tant que le front continu, en un mot, ne sera pas tracé, il est pour l'armée belge un devoir impérieux : se soustraire, tout en luttant, au désastre qui la mettrait hors de cause.

Un mot encore avant d'exposer ce que fut, pendant les mois terribles de la campagne de 1914, l'opiniâtre résistance belge. Il serait puéril de prétendre que, dans la conduite des opérations,

aucune faute, aucune erreur ne fut jamais commise, que toujours le meilleur parti fut tiré des situations dans lesquelles s'est trouvée notre armée. Mais il ne peut entrer dans le cadre de cette relation, de formuler à cet égard des critiques ou des jugements personnels. Notre but est seulement d'exposer les faits d'après les documents et les données mis à notre disposition, sans nous livrer à des commentaires qui ne pourraient trouver place ici. Ces faits, dans leur vérité nue et sincère, sont assez éloquents pour qu'apparaissent en pleine lumière l'œuvre accomplie par la petite armée de 1914, la vaillance et la ténacité surtout de ses soldats, si mal préparés à tant d'angoissantes luttes. Et ce n'est pas autre chose que l'on attend de nous.

LE LIEUTENANT-GÉNÉRAL LANTONNOIS

LA DÉFENSE DE LIÉGE

Tandis que les 4 et 5 août le gros de l'armée de campagne se disposait de la façon que nous avons indiquée sur la position d'observation de la Gette, plus loin vers l'Est, devant Liége, les événements tragiques se précipitaient. Le mardi, 4 août, en effet, peu après 8 heures du matin, les premiers cavaliers d'avant-garde de l'armée du général von Emmich pénétraient en territoire belge, à Gemmenich, Henrichapelle, Herbesthal, Baelen, par les voies qui d'Aix-la-Chapelle, Eupen, Malmédy, convergent vers la « Cité Ardente ».

Le crime s'accomplissait. Nos postes frontières n'eurent que le temps de se précipiter au téléphone pour informer le gouverneur de Liége que les uhlans et les hussards avaient violé le sol de la patrie. Des cyclistes, des automobiles transportant officiers et soldats, suivaient les escadrons. Ces gens étaient porteurs d'une proclamation imprimée qu'ils distribuaient aux habitants, en même temps qu'ils les tenaient sous la menace de leurs armes, braquées vers les portes et fenêtres.

Ce qu'il faut retenir de cette prose honteuse — en dehors des offres renouvelées de payer la trahison « en or monnayé » et de prodiguer alors au peuple félon, d'amples témoignages de la sympathie, de la tendresse et de la séduction teutonne — c'est que von Emmich exigeait qu'on lui fît le chemin libre. Il se persuadait bien, d'ailleurs, qu'il en serait ainsi. Car on ne peut douter aujourd'hui que la résistance belge ne comptait guère, ou pour si peu, dans les plans de l'État-Major allemand. Celui-ci ne pouvait s'imaginer qu'un petit peuple, pour la faiblesse duquel il ne professait que mépris, pût avoir l'audace de se dresser sur sa route. Tout au plus avait-il prévu une résistance mollement esquissée, de pure forme, faite pour sauver la face. Liége, surprise par l'irruption soudaine de l'attaque, par ce coup de force brutal de longue main préparé, aurait à peine eu, espérait-il, le temps de tirer quelques coups de canon, pour tomber alors, tel un fruit mûr, dans les mains allemandes empressées à le cueillir.

Mais ces projets ignoraient la sainte indignation dont l'abominable forfait allemand devait soulever le peuple belge tout entier, en un tel élan de patriotique vigueur, que son énergie et sa volonté en furent décuplées. Ils comptaient sans l'héroïsme des défenseurs de la « Cité Ardente ». Recevant le premier choc de la barbarie déchaînée, ceux-ci allaient y opposer tant de stoïque ardeur, que l'armée allemande, obligée de retarder pendant 8 à 10 jours son mouvement décisif vers le cœur de la France, ne put jamais plus réparer le terrible et sanglant accroc, que Liége avait fait subir au gigantesque plan édifié pour asservir le monde.

***

Quelles forces cette citadelle avancée de la civilisation pouvait-elle dresser contre la ruée germanique? Constituée de 1888 à 1892 d'après les

plans et sous la direction du général Brialmont, en place d'arrêt, tête de pont et pivot de manœuvres, Liége était entourée d'une ceinture de 12 forts cuirassés, traçant autour de la ville, à une distance de 6 à 7 kilomètres en moyenne, un périmètre de 50 kilomètres environ. Point d'autre défense : ni deuxième ligne, ni enceinte. Les deux vieux ouvrages de la citadelle et de la Chartreuse, érigés au bord des plateaux et dominant l'agglomération urbaine, étaient depuis longtemps déclassés ; ils ne servaient plus que de casernes et de magasins.

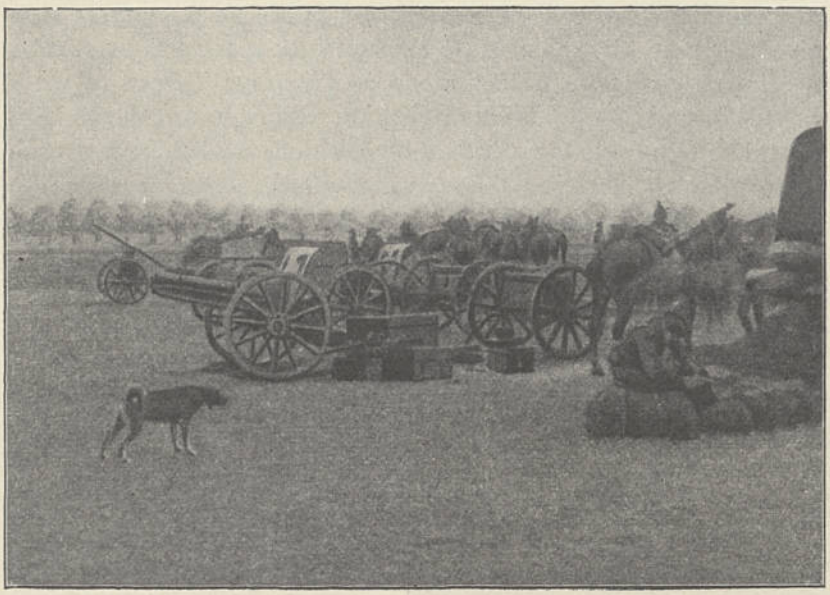
LE LIEUTENANT GÉNÉRAL BAIX

Ces 12 forts d'arrêt, au nombre de 6 sur chacune des rives de la Meuse, étaient séparés les uns des autres par des intervalles de 4 à 5 kilomètres. Du type moderne, bien que leur construction datât de 25 ans déjà, c'étaient de vastes ouvrages bétonnés où s'enchâssaient, dans le massif central, les coupoles des pièces de la défense éloignée. Les « grands forts » étaient armés de 2 obusiers de 210, 2 canons de 150, 4 canons de 120 ; les « petits forts » de 1 obusier de 210, 2 canons de 150, 2 canons de 120, dont la plus grande portée utile ne dépassait pas 8.000 mètres. La défense rapprochée du fort était assurée par des canons de 5,7 à tir rapide, sous coupole à éclipse, pouvant balayer le glacis de leurs feux croisés, ainsi que par des canons de même type, placés dans les coffres de contre-escarpe et flanquant les fossés secs, ou prenant sous leur feu l'entrée située à la gorge du fort. Une garnison d'infanterie, disposant de mitrailleuses mobiles, complétait la défense propre de l'ouvrage en agissant par le feu, des banquettes créées à cette fin. La garnison totale s'élevait, suivant le type du fort, à 400 ou 500 hommes : artilleurs et fantassins. Chaque ouvrage, en somme, était conçu de façon à pouvoir se défendre par ses propres moyens, même entièrement isolé. Il était pourvu d'approvisionnements pour une résistance maximum théorique de un mois. A vrai dire, le tir des grosses pièces ne pouvait se conduire en toute efficacité que grâce à l'observation faite à l'extérieur de l'ouvrage. Investi et privé de ses observatoires du dehors, le fort devait diriger le tir dans des conditions évidemment précaires, par l'observation directe faite de l'ouvrage même, soit des coupoles soit du phare qui s'élevait au sommet du massif bétonné. En théorie, aussi, les forts, par leur constitution aplatie au ras du sol et grâce à des plantations d'acacias épineux qui servaient en même temps de défenses accessoires passaient pour être masqués aux vues lointaines. Mais en pratique un observateur avisé, discernait à distance et sans grande peine, leur masse trapue. L'espionnage allemand d'avant-guerre n'avait point manqué, faut-il le dire, de s'entourer de tous les éléments nécessaires pour que rien, en somme, ne lui fût ignoré de ce qu'il avait intérêt à connaître.

Enfin, il faut se souvenir que, établis à l'épreuve des obus-torpilles de 210 et 220 mm., c'est-à-dire des plus gros calibres prévus dans les parcs de siège à l'époque de leur construction, les cuirassements et le bétonnage n'étaient pas en état de résister aux formidables projectiles des pièces monstres nouvelles, créées pour les détruire. Aussi allaient-ils dans le tonnerre des explosions terrifiantes, s'émietter en chaotiques débris.

Les travaux à exécuter pour achever la mise en état de défense, étaient évidemment prévus dès le temps de paix. Mais c'est à l'heure du danger seulement qu'on pouvait élever autour des forts le réseau des défenses accessoires entourant le pied des glacis et créer dans les intervalles des ouvrages, les retranchements hâtifs — redoutes et tranchées — qu'occuperaient les troupes affectées, en outre des forts, à la défense de la place.

Pour une position telle que Liége, située à un jour de marche à peine de la frontière, on conçoit



SCÈNE DE MOBILISATION EN AOUT 1914

avec quelle urgence ces travaux de la dernière heure devaient être conduits. La place heureusement avait à sa tête un chef d'une énergie et d'une activité incomparables, sous l'impulsion duquel une somme de travail prodigieuse s'accomplit en quelques jours à peine : nous avons nommé le lieutenant-général Leman.

Né à Liége, le 8 janvier 1851, dans cette ville même qu'il allait rendre à jamais illustre, l'homme était un savant, un mathématicien, un chercheur qui avait consacré toute sa vie à l'étude et à la science. Cet « encyclopédiste » qui n'avait guère vécu au contact de la troupe, se révéla cependant d'emblée, et dans les circonstances les plus critiques, chef éminent dans la plus haute acception du terme.

Leman, qui avait prévu le danger, n'attendit pas que la mobilisation fût décrétée, pour entamer l'exécution des travaux les plus urgents. Dès que fut ordonnée, le 29 juillet, la mise de l'armée sur pied de paix renforcé, il mit tout le monde à l'œuvre. Il avait le pressentiment de l'attaque brusquée qui pouvait fondre sur Liége d'un moment à l'autre et voulait être prêt. Il écarta d'un geste les pusillanimes, repoussa les obstacles que des gens timorés et inquiets cherchaient à élever sur sa route. Réquisitionnant 20.000 ouvriers civils, il les joignit à la poignée d'hommes dont il disposait, pour hâter le creusement des tranchées et redoutes dans les intervalles, dégager aussi largement que possible les champs de tir des ouvrages, abattant sans scrupule les arbres, les bois, les maisons qui auraient favorisé l'approche de l'assaillant et contrarié sa propre action. Des ponts, des tunnels furent minés, des routes barricadées. Tout le bétail du riche pays de Herve fut ramené à Bressoux et soustrait à la rapacité ennemie. Infatigable, toujours à la tâche, veillant à tout, l'esprit clair, le jugement sûr et prompt, cet homme au regard d'acier, à la voix rude et mordantes galvanisait les énergies, imposait sa propre ardeur et sa magnifique volonté à tous ceux que dirigeaient ses ordres nets, brefs et précis. Aussi, grâce à lui, Liége s'organisa et se prépara, et les Allemands, que tant de prodigieuse activité a dû confondre, se heurtèrent, non à une place surprise en pleins préparatifs, mais à une position où tout avait été fait de ce que peut produire une volonté ardente.

Cependant, pour recevoir l'attaque qu'il prévoit imminente, Leman sait ne devoir espérer aucun secours, et n'avoir à compter que sur ses propres forces. Ce sont :

a) *La* 3e *division d'armée*, comprenant : les 9e, 11e, 12e et 14e brigades mixtes, aux ordres respectifs des généraux Gillis, Bertrand, Vermeulen et Andringa, fortes chacune de 2 régiments d'infanterie et d'un groupe de batteries de 7,5 ; le 2e régiment de lanciers à 4 escadrons ; le 3e régiment d'artillerie réduit à 1 groupe ; un bataillon du génie ; un corps des transports. A ces troupes actives, vint s'ajouter le 5 août, la 15e brigade mixte (1er et 4e chasseurs à pied, un groupe d'artillerie) commandée par le général Massart, brigade appartenant à la 4e division (celle de Namur) détachée d'abord à Huy, puis expédiée en renfort à Liége et remplacée elle-même à Huy par la 8e brigade.

b) *Les troupes de forteresse* comprenant : 4 régiments de forteresse (les 9e, 11e, 12e et 14e) constitués au moment de la mobilisation par les plus anciennes classes rappelées (9e à 15e) encadrées par des officiers de réserve, des officiers pensionnés

rappelés à l'activité et quelques sous-officiers d'active ; l'artillerie de forteresse fournissant 12 batteries pour le service de l'artillerie des forts et 4 batteries de réserve pour le service d'anciennes pièces de 8,7 destinées à la défense des intervalles ; du génie de forteresse ; des auxiliaires et divers services.

Dans l'ensemble, ces forces représentaient un effectif total de 33.000 à 35.000 hommes au maximum, avec lesquels il fallait pourvoir à la défense d'une ligne de 50 kilomètres de développement, contre un adversaire libre de masser ses propres moyens et d'attaquer aux points choisis. Tâche redoutable, d'autant plus que si le terrain coupé, raviné, des environs de Liége, pouvait, dans une certaine mesure, paraître propice à la défense, il favorisait aussi les approches de l'assaillant, les surprises, les infiltrations de petites unités audacieuses et l'action de ces bandes d'espions, habitant la contrée dès le temps de paix et qui, comme on le sut par la suite, infestaient le pays.

Après avoir fourni à chacun des 12 forts sa garnison normale, le général Leman établit, en garnison de sûreté immédiate, un bataillon de forteresse dans chacun des intervalles. Mais, suffisante à l'ouest de la place, sur le front allant du fort de Loncin à celui de Flémalle et à la Meuse proche, qu'aucun danger immédiat ne menaçait, une telle garnison ne pouvait garantir contre toute surprise, ni au Nord de Liége, ni sur toute l'étendue de la rive droite du fleuve, où le péril pouvait à tout instant surgir. Dans les espaces envisagés, Leman disposa donc encore, entre chacun des forts, un bataillon des régiments actifs. Au delà même de la ligne des forts, il établissait, en outre, dans les secteurs de la rive droite, un solide réseau d'avant-postes, pour éventer et retarder une approche éventuelle, autant que pour protéger les observatoires extérieurs. Enfin, plus loin encore, sur les voies d'accès principales de l'ennemi, s'imposa la nécessité de porter, vers Battice, Soiron, Beaufays, Plainevaux, un escadron du 2e lanciers, pour servir de ralliement aux reconnaissances d'officiers expédiées depuis le 2 août jusqu'à la frontière, et pour résister aux premiers éléments d'invasion. Ces dispositions prises, il fallait encore, au nord de Liége, assurer la défense du passage de la Meuse à Visé, où le pont devait être détruit, et reconnaître de ce côté les intentions de l'ennemi.

Alors, si l'on défalque de l'ensemble des forces dont le général Leman dispose, tous les prélèvements qu'il a obligatoirement dû opérer, pour satisfaire les exigences des précautions essentielles, on constate qu'il ne lui reste, en fait de réserve mobile, que quelques unités appartenant aux 11e, 9e et 12e brigades mixtes, lesquelles sont réunies, à proximité de la Meuse et de Liége, vers Les Piétresses, Bois de Breux et Grivegnée.

L'ATTAQUE

L'armée allemande de la Meuse, mise aux ordres du général von Emmich pour perpétrer l'attentat prémédité contre Liége, a reçu une composition spéciale, imposée par la rapidité même avec laquelle elle doit agir. Le but, en effet, par une mainmise immédiate sur la position qui barre les avenues de la Meuse, est de permettre l'avance, en quelque sorte foudroyante, de l'aile droite allemande à travers la Belgique centrale.

SCÈNE DE MOBILISATION EN AOUT 1914

L'armée von Emmich comprend donc : 3 divisions de cavalerie (les 2e, 4e et 9e) constituant un corps commandé par le général von Marwitz et 6 brigades d'infanterie, l'une à 3, les autres à 2 régiments, mais renforcées chacune par de la cavalerie, de l'artillerie de campagne, des pionniers et au moins un bataillon de chasseurs avec cyclistes. Ce sont des troupes d'élite, empruntées à divers corps qui achèvent, plus en arrière, leur concentration, spécialement outillées et dressées au coup de force et de surprise qui leur est confié. De l'artillerie lourde les accompagne.

Il résulte, d'une publication inspirée par le Grand État-Major allemand, que les colonnes qui franchissaient la frontière dans la journée du 4 août devaient le lendemain s'étaler, sur les fronts Nord-Est, Est et Sud de la place, de façon à les menacer partout, refouler les postes avancés et les postes d'observation, reconnaître les intervalles et préparer l'attaque. Celle-ci devait se prononcer impétueuse et simultanée, dans la nuit du 5 au 6, forcer les intervalles et pénétrer d'un bond au cœur de la cité, coupant du fait même la retraite à la majeure partie, sinon à la totalité des troupes de défense établies sur la rive droite du fleuve.

Si l'effectif de l'armée von Emmich n'est pas exactement connu, on peut, sans crainte de heurter beaucoup la vérité, l'évaluer à un total combattant de 75.000 à 80.000 hommes. Dépités par leur échec, les Allemands ont tenté de faire croire que leurs unités partirent à l'attaque avec leur effectif de paix, si bien que les forces assaillantes ne dépassaient pas celles de la défense. Une telle affirmation ne résiste pas à l'examen. Est-il un seul moment admissible, d'ailleurs, que voulant ouvrir la campagne par un succès foudroyant, dont ils escomptaient un immense profit matériel et moral, les Allemands eussent commis la grossière erreur de ne point consacrer à l'entreprise, depuis longtemps préparée et voulue, tous les moyens propres à en assurer la réussite? Poser la question, c'est évidemment la résoudre. Et l'on peut tenir pour certain que les défenseurs de Liége ont lutté contre des forces au moins doubles, sinon triples, des leurs.

***

La bataille fut ardente, sanglante et brève. A l'est et au sud de la place, vers laquelle se dirigeaient concentriquement les colonnes allemandes, il n'y eut, le 4 août, que des escarmouches entre éléments avancés. Au nord, en revanche, dans la direction de Visé, un âpre combat s'engagea ce jour-là. Depuis le 2 août, le 2e bataillon du 12e de ligne, sous les ordres du major Collyns, avait été dirigé en ce lieu, avec mission de disputer à l'ennemi le passage du fleuve et d'assurer la destruction du pont. Une première tentative pour faire sauter celui-ci avait échoué dans la soirée du 3. Une seconde eut lieu le 4, à 6 heures du matin, et réussit complètement : la travée centrale du pont s'écroula, dans la Meuse, en une brèche béante de plus de 50 mètres.

Le bataillon de Collyns, à l'effectif de 450 hommes seulement — car au moment de son départ il n'avait pas encore été rejoint par les dernières classes rappelées — dut s'étendre sur un front de 4 kilomètres pour assurer la défense prescrite au gué de Lixhe, à Visé et Argenteau. Le 4 août, les premiers éléments d'importantes forces de cavalerie allemande se présentaient devant le pont et furent accueillis par le feu nourri de nos fantassins. L'ennemi s'acharna d'abord à forcer le passage à Lixhe. Tenu en échec par une poignée d'hommes, il dut faire appel à son artillerie qui bientôt couvrit de projectiles la rive gardée par le bataillon Collyns. En même temps, glissant davantage vers le nord, l'ennemi alla chercher le passage tout contre la frontière hollandaise, hors de portée du fort de Pontisse qui, renseigné par les défenseurs du fleuve, exécutait un tir ajusté de ses grosses pièces. Mais la situation du bataillon Collyns n'avait pas tardé à devenir critique. Assailli par des forces infiniment supérieures, soumis au feu d'une artillerie à laquelle il ne pouvait répondre, il se trouvait en outre gravement menacé d'un enveloppement complet de sa gauche. Aussi la résolution s'imposa-t-elle bientôt de rompre le combat et de se replier vers Liége. Le bataillon avait du reste si bien rempli sa mission, que la 34e brigade allemande ne put terminer le franchissement du fleuve que le 5 août, à 10 heures du soir, considérablement gênée dans son mouvement par le feu précis du fort de Pontisse qui, à plusieurs reprises, mit à mal le pont de bois lancé par l'ennemi pour remplacer le pont détruit de Visé.

Les hommes du major Collyns avaient eu le redoutable honneur de livrer le premier combat

rangé de cette campagne. Ils avaient subi le baptême du feu avec une telle crânerie et infligé à l'ennemi des pertes si sensibles, qu'ils se sentaient des âmes de vainqueurs. Aussi les vit-on, rayonnants de fierté, reprendre, la chanson aux lèvres, le chemin de la Cité Ardente.

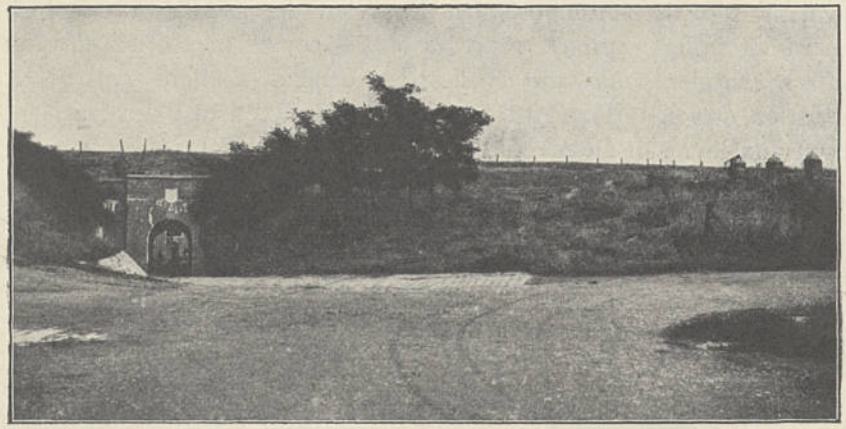
***

Pendant la journée du 5 août, les colonnes allemandes continuèrent l'investissement progressif de la place, refoulant devant elles nos postes avancés, après des engagements maintes fois meurtriers. C'est ainsi qu'à Plainevaux, notamment, dans le secteur Ourthe-Meuse (amont), le 1er escadron du 2e lanciers, accompagné de quelques cyclistes, soutint résolument le choc d'un parti ennemi, fort d'au moins 500 cavaliers. Au cours de cette résistance acharnée et difficile, l'escadron subit des pertes lourdes, heureusement compensées par celles, plus importantes encore, qu'il infligea à l'adversaire. Son chef, le commandant baron de Menten de Horne, y tomba glorieusement ; son seul officier fut blessé peu après et les débris de l'escadron héroïque rentrèrent dans nos lignes.

LE LIEUTENANT-GÉNÉRAL BERTRAND

Dans le même temps, au nord-est de la position, une lutte violente s'engageait dans le secteur Barchon-Évegnée. La 27e brigade, après avoir refoulé progressivement les compagnies du 11e de ligne qui couvraient les approches de la position principale, crut le moment propice pour s'élancer à l'attaque de celle-ci, dans l'espoir que la brusquerie de l'assaut ferait fléchir les défenseurs. Soutenus par le tir précis des batteries qui les accompagnent, les régiments d'infanterie prussienne nos 15 et 53 et le 7e bataillon de chasseurs, se ruèrent sur l'intervalle que défendaient un bataillon du 9e de forteresse et un bataillon du 14e de ligne, avec l'appui de quelques mitrailleuses. Pour aveugler les forts, un déluge de projectiles s'abat sur eux, sans leur causer d'ailleurs grand dommage. Emportés par leur élan, les assaillants se précipitent, mais les feux à courte portée des forts et des intervalles les clouent d'abord sur place. Pourtant les assauts se succèdent ; des fractions allemandes parviennent à s'infiltrer dans la ligne de défense, grâce au terrain couvert et raviné. Des fléchissements inévitables se produisent alors parmi les défenseurs submergés, assaillis de front, de flanc et même à revers. Petit à petit, la ligne entière rétrograde et bientôt les deux forts sont complètement encerclés.

Mais une impétueuse et brillante contre-attaque de la 11e brigade mixte n'allait pas tarder à transformer en sanglant échec, ce succès éphémère. Cette brigade venait d'être envoyée en réserve, sur la rive droite de la Meuse, par le général Leman. Son chef, le général Bertrand, arrivait à La Xhavée au moment où il apprit la situation critique des défenseurs de l'intervalle Barchon-Évegnée. Bien que sa brigade fût réduite à un seul régiment (le deuxième étant employé à d'autres missions) et à un groupe de batteries, il n'hésita pas un instant. Ordre est donné aux trois batteries de prendre position à l'est de Cahorday, et d'appuyer vigoureusement l'attaque que mènera sous les ordres du major Leestmans, le 31e régiment de ligne. Les dispositions sont prises aussitôt et avant que l'ennemi soit revenu de sa surprise, nos projectiles éclatent dans ses rangs désemparés, à l'assaut desquels s'élancent, admirables de fougue et d'entrain, les fantassins du 31e. Et ce fut magnifique. « L'invincible infanterie prussienne », que cette volte-face subite saisit d'une sorte de terreur panique, tenta vainement de s'accrocher au terrain ; les officiers n'étaient plus maîtres de leurs hommes. A sa suite, le 31e entraîne les défenseurs de l'intervalle qui avaient un moment fléchi sous le nombre ; les forts tonnent à nouveau de toutes leurs pièces ameutées. Et bientôt, autour de Barchon d'abord, autour d'Évegnée ensuite, c'est une véritable fuite des



ENTRÉE DU FORT DE BARCHON

bataillons allemands, que la peur du désastre talonne.

A 5 heures du soir, toutes les tranchées des intervalles étaient réoccupées par les défenseurs, les forts totalement dégagés. Un calme, encore lourd de menaces, succéda au tumulte de l'ardent combat. Des cadavres gris par centaines jonchaient le terrain de la lutte. Et au crépuscule tombant, le général Bertrand ramenait à La Xhavée son beau régiment victorieux.

En traînée de poudre, la nouvelle de cet éclatant succès se répandit dans les secteurs voisins où les troupes l'accueillirent par des hourras. Un enthousiasme délirant s'empara de la population liégeoise, qui déjà se croyait sauvée.

Hélas ! cette attaque contre les forts d'Evegnée et Barchon, coïncidant avec les engagements moins importants qui s'étaient produits en d'autres points du pourtour fortifié, n'était que le prélude de la ruée en masse qui allait se produire dans la nuit du 5 au 6 août.

Comme pour accroître l'angoisse de ces heures tragiques, un formidable orage se déchaîna vers le soir, striant le ciel d'éclairs fulgurants, mêlant le fracas du tonnerre à celui du canon qui continuait de tonner par intervalles. Une pluie diluvienne s'abattit sur les hommes mal abrités dans leurs médiocres tranchées, aggravant encore la situation des défenseurs de Liége, dont les unités, dispersées sur un front trop étendu, ne s'unissaient que par des liens précaires et avaient tout à redouter des entreprises favorisées par les ténèbres, dans ce terrain parsemé d'obstacles et d'embûches.

L'ASSAUT DANS LA NUIT

Au milieu de la nuit, sous un ciel encore chargé d'orage, l'attaque attendue se précipita, furieuse, en ruées simultanées au nord et sur toute la rive droite de la Meuse.

Pour plus de clarté dans ce rapide aperçu, nous exposerons les événements en les suivant du nord au sud.

A minuit, la 34e brigade allemande, qui avait achevé de franchir la Meuse à Lixhe, sous la protection des escadrons de von Marwitz, attaquait sur la rive gauche du fleuve, le fort de Pontisse et les deux intervalles voisins. Si la percée réussissait, la brigade devait, marchant du nord au sud, se porter droit vers Liége et couper ainsi la retraite aux défenseurs de la rive droite. Les intervalles attaqués étaient tenus par des éléments du 12e régiment de forteresse, soutenus par le 2e bataillon du 11e de ligne. Celui-ci se trouvait au repos, à proximité du poste de combat de son chef de corps, le colonel Dusart. A peine ces troupes ont-elles le temps de sauter sur leurs armes, que déjà les forces assaillantes déferlent de toutes parts. Et dans la nuit obscure, s'engage alors un combat féroce et inégal. De tous côtés, la fusillade éclate ; on est entouré d'ennemis dont il est impossible de fixer la situation dans ces ténèbres opaques. Trois heures durant, près du cimetière de Rhees, le bataillon du 11e lutte, tant bien que mal, avec l'aide des quelques troupes de forteresse que la surprise n'a pas totalement désorganisées. Mais le colonel Dusart, qui combat côte à côte avec ses hommes pour stimuler leur énergie, est tué ; le major Frère, qui commande le bataillon, s'affaisse, gravement blessé ! Dès lors, les compagnies disloquées, réduites à quelques débris que les officiers restants ont peine à rassembler, se replient en deux groupements : l'un vers Liége, l'autre vers Herstal.

Le premier, en arrivant à Liége, aux premières heures du 6 août, est attiré par le bruit d'une fusillade qui éclate rue Sainte-Foy, où sont les bureaux de l'État-Major du Gouverneur. C'est le moment, en effet, où se produit contre le général

Leman, l'infâme guet-apens tenté par un parti allemand parvenu à se glisser, à la faveur de la nuit, jusqu'au cœur de la cité. L'illustre défenseur de Liége ayant refusé de recevoir, dans la journée du 5, un parlementaire que von Emmich lui avait expédié, le général allemand comprit quelle volonté de fer dirigeait la résistance. Il conçut alors l'odieux projet de faire assassiner le chef en qui résidait l'âme même de la place. On sait qu'il faillit y réussir et que le général Leman n'eut la vie sauve que grâce à la présence d'esprit et au dévouement de son État-Major.

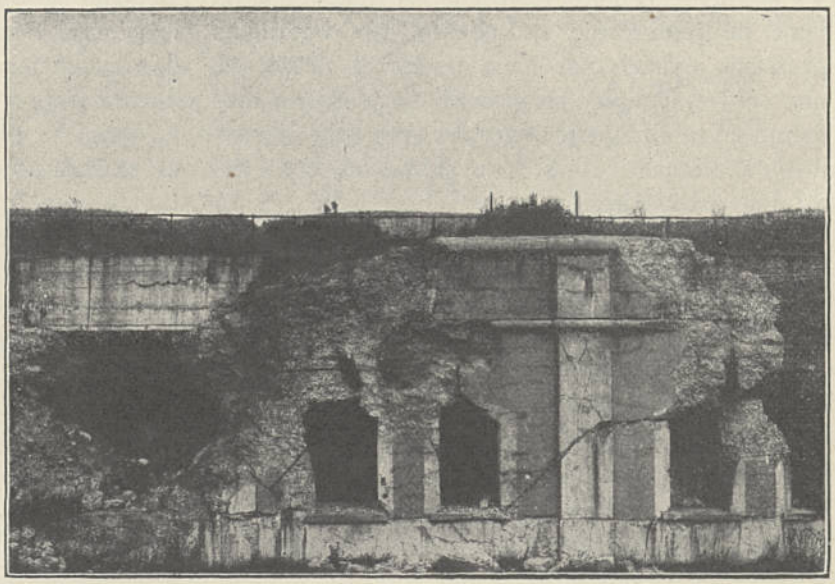
Mais là-bas, sur le plateau du cimetière de Rhees, le gros de la 34e brigade prussienne précipitait son mouvement vers Herstal, croyant la route libre. Or elle vint se heurter, dans la nuit encore, aux organisations défensives élevées par le bataillon du major Collyns, auquel, après la journée de Visé, le général Leman avait prescrit de barrer à tout prix à l'ennemi l'accès du pont de Wandre. Ce bataillon, une fois de plus, allait s'illustrer par son opiniâtre vaillance. Instruit, par les éléments échappés du combat de Rhees, des douloureux événements qui venaient de se produire, le major Collyns attendait l'attaque. Aussi, un feu nourri accueillit-il les grenadiers du 89e régiment et les fusiliers du 90e, quand leurs premiers éléments se présentèrent sur la chaussée d'Herstal. Surpris d'abord par cette résistance imprévue, les assaillants déployèrent une énergie furieuse à la rompre. A un moment même, l'ennemi pénétra jusqu'au cœur du village où les vaillants soldats du 11e les arrêtèrent enfin, par un feu si meurtrier, que les unités allemandes, décimées et affolées, refluèrent en désordre vers le nord, pour disparaître dans la nuit.

Quand les premières lueurs du jour vinrent éclairer le théâtre de ce farouche et glorieux combat, les héros du major Collyns purent mesurer, au nombre des victimes demeurées sur le champ de bataille, toute l'étendue de leur succès. Des cadavres apparaissaient partout. En un seul point, gisaient 5 officiers, étroitement groupés et parmi eux le colonel du 89e régiment mecklembourgeois tenant encore dans ses doigts crispés les plis de l'étendard, sur lequel s'allongeait le corps rigide de son adjudant-major. Ainsi le bataillon Collyns, en cette nuit mémorable et tragique, conquit à l'ennemi le premier drapeau allemand.

Mais le succès des nôtres ne devait pas s'arrêter là. De toutes parts, maintenant, surgissaient des « Kamarads » affolés qui, levant les bras, imploraient la pitié des vainqueurs. Sur ces entrefaites, la compagnie Grossman du 32e de ligne était venue se mettre à la disposition du major Collyns, qui lui ordonna de déblayer le terrain avec l'aide des fractions reconstituées du 2e bataillon du 11e de ligne et de pousser sur Rhees à la poursuite des fuyards. Au cimetière s'étaient groupés les éléments dispersés de la 34e brigade allemande qui avaient combattu sur le plateau, pendant la nuit. Grossman les attaque, entraînant ses hommes, pénètre dans le cimetière, jette la panique parmi les Boches surpris, qui lâchent pied, non sans avoir laissé, entre les mains des nôtres, près de 250 prisonniers.

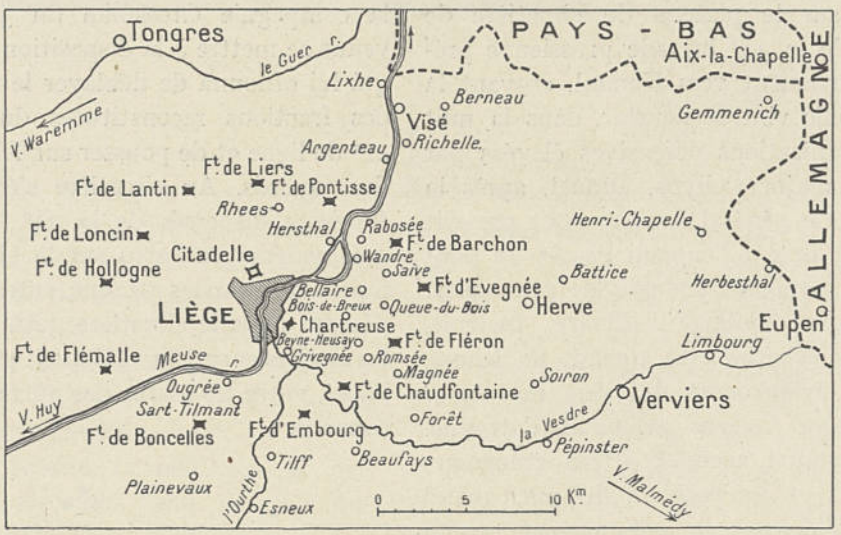
***

Sur la rive droite de la Meuse, dans l'intervalle qui sépare le fleuve de Barchon, une vive



EFFET D'UN 420 SUR LE FORT DE LIERRE

lutte s'était de même déroulée. Le bataillon de forteresse et celui du 14e de ligne qui gardaient cet espace, sous les ordres du major Clerdent, avaient été attaqués à partir de minuit, par une partie de la 27e brigade. L'assaillant se heurta à une résistance tenace, devant laquelle, d'abord, tous ses efforts échouèrent. Malheureusement, la nuit traîtresse permit finalement à l'ennemi de s'infiltrer dans le bois de Saint-Étienne et d'ouvrir de là un meurtrier feu d'écharpe sur la redoute qui constituait le point d'appui de gauche de l'intervalle assailli. Admirables d'héroïsme, les défenseurs de ce petit ouvrage tinrent jusqu'à la mort Cependant, maîtres de la redoute, les Allemands prirent successivement de flanc les autres retranchements qui, attaqués en même temps de front, succombèrent l'un après l'autre. Ralliant ses hommes, le major Clerdent les ramène sur la ligne de repli créée à Rabosée. Les bataillons prussiens, épuisés par leurs pertes et redoutant une contre-attaque, profitèrent des derniers moments de la nuit pour se retirer avec leurs blessés jusqu'à Richelle, d'où leur stérile et coûteuse attaque avait surgi.



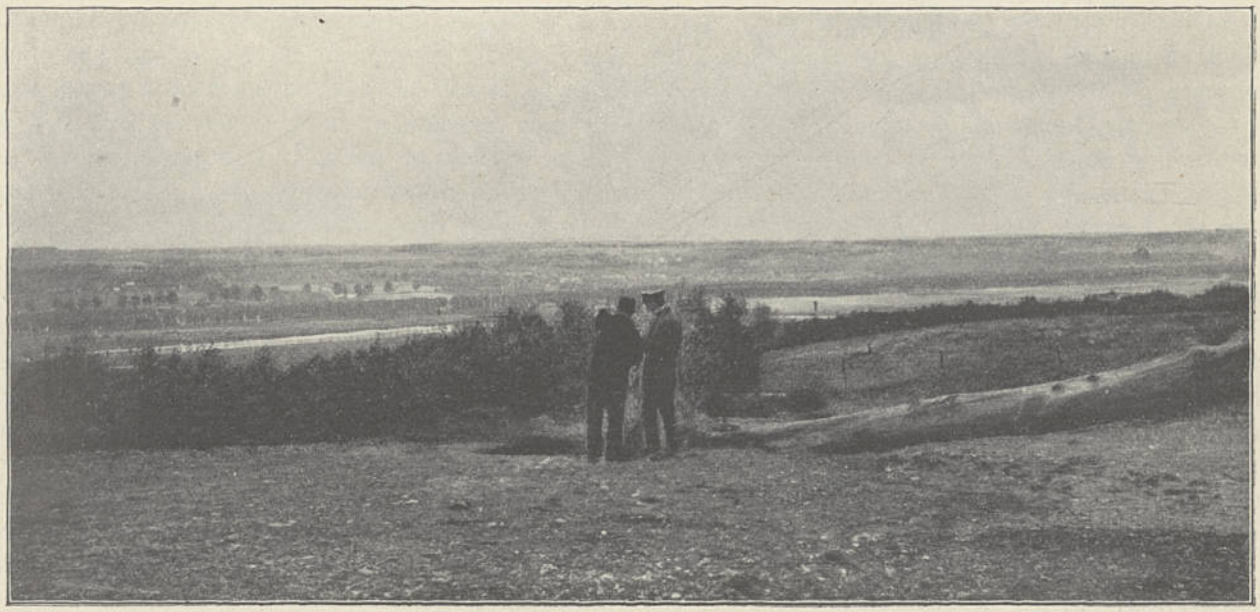
POSITION FORTIFIÉE DE LIÉGE

Entre temps, une chaude alerte avait eu lieu dans l'intervalle Barchon-Évegnée où les Allemands avaient reçu, dans la journée du 5, la magistrale frottée que nous avons relatée. Au milieu de la nuit, brusquement, des fusillades éclatèrent, *en arrière de l'intervalle*, dans le dos des défenseurs. D'où ces coups de feu pressés, partant des points les plus divers, pouvaient-ils donc provenir? Aucune troupe ennemie constituée n'avait franchi l'intervalle, aucune infiltration importante n'avait pu se produire. Il fut dûment établi, plus tard, que ces fusillades furent l'œuvre d'espions en armes, recrutés dès le temps de paix parmi les nombreux ouvriers allemands qui travaillaient dans les mines du bassin de Liége et qui restèrent sur place à la déclaration de guerre. Disposant d'armes soigneusement cachées jusque-là, ils remplissaient cette nuit-là le rôle perfide en vue duquel ils avaient été dressés, et s'égaillant dans les innombrables fourrés de la région, tiraient dans le dos de nos soldats.

Cette abominable ruse faillit produire un résultat désastreux. Inquiétées, énervées, se croyant tournées, des fractions de nos troupes se mirent à tirer au jugé dans la nuit et bientôt des fusillades désordonnées se firent écho sur toute la ligne. Le désarroi allait inévitablement se transformer en panique, si une prompte intervention n'y mettait fin. Alors, tandis que les officiers s'efforcent de ramener le calme parmi les hommes apeurés, le général Bertrand saute à cheval, accompagné de son officier d'ordonnance, de quatre gendarmes de son escorte et d'un clairon. Il se dirige vers la ligne de défense, sans souci des balles amies ou ennemies qui sifflent autour de lui, et, parcourant le secteur d'un bout à l'autre, il ordonne au clairon de jeter au vent de la nuit les allègres sonneries des marches de régiment, auxquelles succèdent le : « Cessez le feu ». Lui-même, à plein gosier, entonne des airs entraînants que tous les Liégeois connaissent :

A plein verre, mes bons amis,
Buvons la bière du pays!

Déjà les chants lui répondent. Les hommes ont reconnu la voix de leur général, des rires fusent ; le calme et la confiance renaissent comme par enchantement. La panique s'est envolée au son



PANORAMA PRÈS DE RABOSÉE DU TERRAIN OÙ EURENT LIEU LES GLORIEUX COMBATS D'AOÛT 1914

martial du clairon, sur les ailes de la chanson populaire.

A la faveur de leur ruse, pourtant, les assaillants avaient tenté un coup de main sur le fort d'Évegnée, bombardé depuis plusieurs heures déjà, de même que Barchon, par les batteries de mortiers de 210 dont l'armée von Emmich était pourvue. Évegnée fut même un moment encerclé. Mais deux bataillons, l'un du 31e, l'autre du 32e, qui se trouvaient en réserve à Saive, étaient accourus et sans même devoir s'engager à fond, dégageaient le fort. Hormis quelques alertes et quelques escarmouches sans conséquence, le restant de la nuit fut relativement calme. Mais à 7 heures du matin, le 6 août, se déclencha l'attaque massive qui aurait dû, selon les plans arrêtés, se prononcer au cours de la nuit et que des circonstances imprévues avaient sans nul doute retardée.

Précédée et accompagnée d'une canonnade intense, l'attaque impétueuse rompit d'abord le barrage de la ligne de défense. Mais encore une fois, le général Bertrand veillait. Ses réserves sont là, tenues en main et prêtes à marcher au premier signal. A cheval, avec cette intrépidité si calme qui le caractérise, il se met à leur tête et les entraîne, électrisant les hommes par son magnifique mépris de la mort et sa martiale énergie. Il mène en personne la contre-attaque, l'une des plus endiablées, des plus fougueuses, des plus hardies qu'on puisse imaginer ; elle pénètre comme un coin dans la ligne assaillante, la brise, la bouscule, si farouche et si résolue qu'un vent de terreur chasse dans une fuite éperdue les Allemands, dont il ne reste plus bientôt sur le terrain du combat que les centaines de morts et de blessés. Notre ligne entière était dégagée, jusqu'à plus d'un kilomètre au delà du secteur assailli.

Hélas ! ce splendide fait d'armes ne devait pas produire les résultats espérés. En rentrant à La Xhavée, à 11 h. 45, le général Bertrand fut touché par l'ordre prescrivant le repli général de la 3e division d'armée sur la rive gauche de la Meuse. C'est qu'ailleurs, en effet, de graves événements s'étaient passés.

LA PERCÉE

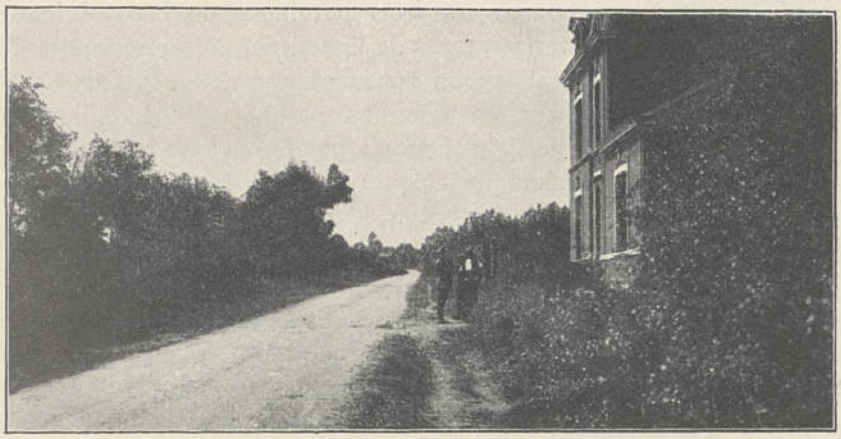
La colonne allemande, chargée d'attaquer l'intervalle Évegnée-Fléron, y avait remporté un succès, que les plus valeureux efforts de la défense n'avaient pu endiguer. L'assaut fut donné à minuit et demi. A la faveur de l'obscurité, les assaillants avaient pu, profitant des couverts, se rapprocher à si courte distance des tranchées de l'intervalle, que leur élan surprit les défenseurs. Brisée en certains points, la ruée submergea presque partout nos lignes et sans désemparer, guidée par des espions qui devaient connaître admirablement la topographie des lieux, les bataillons allemands poussèrent de l'avant, tom-

bant sur les soutiens que leur flot emporta, avant qu'ils eûssent eu le temps d'esquisser une résistance sérieuse. La situation était d'une gravité extrême. Un désordre inexprimable régnait dans ce tumulte. Les unités disloquées avaient perdu toute liaison entre elles. Déjà l'ennemi, culbutant tout sur son passage, atteignait les abords de Liéry. La fraction la plus importante de la 14e brigade allemande y fut arrêtée pendant deux heures par le tir à mitraille à bout portant de la 47e batterie, surprise avant d'avoir pu amener ses attelages, mais qui, avant d'être enlevée d'assaut, cracha la mort jusqu'à ce que ses servants fussent tués à leurs pièces. La compagnie de soutien fit merveille, elle aussi, et se sacrifia tout entière plutôt que de céder. L'héroïque résistance de cette poignée d'hommes coûta aux Allemands des pertes effrayantes, parmi lesquelles le général von Wussow, commandant la brigade, et un colonel. Elle ne pouvait malheureusement suffire à enrayer le flot assaillant, qui bientôt déferlait vers Queue-du-Bois, où un petit noyau formant réserve était parvenu à grouper les éléments épars, échappés au désastre de la nuit.

L'aube commençait à blanchir l'horizon. Le général Ludendorff, le même qui allait être plus tard le véritable chef des armées allemandes, avait pris d'autorité, à la tête des troupes assaillantes, la place de von Wussow, tué. Sentant l'heure propice, il poussait sans répit, bataillons après bataillons, faisait galoper les batteries jusqu'à courte distance de Queue du-Bois, ouvrant un feu d'enfer sur le village qu'il faisait attaquer à la fois au nord, à l'est et au sud. Quelle que fût l'énergie déployée par la défense, elle ne pouvait tenir longtemps dans ces conditions. Au feu terrifiant qui l'accablait de toutes parts, se joignit une fusillade — œuvre d'espions encore une fois — partant des maisons mêmes de la localité. Aussi, complètement désorganisée, la défense refluait-elle vers la lisière ouest de Queue-du-Bois, où, magnifique d'énergie, de volonté, d'esprit de sacrifice, le major Baudrihaye, commandant le 1er bataillon du 11e de ligne, réussit à grouper autour de lui quelques éléments appartenant à 4 régiments différents et à arrêter pendant quelque temps la poussée assaillante. Il couvrit ainsi la retraite des groupements qui refluaient, en désordre, vers Liége. Le major Baudrihaye ne put lui-même dégager ses forces qu'à grand'peine. C'en était fait. La route de Liége était ouverte à l'ennemi. Ludendorff, cependant, ne s'aventura pas plus loin ce jour-là. Il était 9 heures du matin. Ses troupes épuisées et désorientées avaient besoin d'être reprises en main. Il se borna à poursuivre les nôtres à coups de canon et à faire tomber sur la ville sans défense, les premiers obus, semeurs de mort et d'affolement. Mais la percée complète, ainsi opérée, dans l'intervalle Évegnée-Fléron, mettait en grave péril la défense harassée dont toutes les réserves étaient engagées, les pertes lourdes, et elle devait décider du sort de Liége.

Déjà la retraite avait dû être ordonnée dans l'intervalle Fléron-Chaudfontaine, quand on y apprit les événements de Queue-du-Bois. La 11e brigade allemande, qui avait attaqué cet intervalle à 1 h. 1/2 du matin, avait cependant été tenue en échec. Elle s'était ruée en masse sur le village de Romsée, dont l'entrée principale était défendue par une barricade tenue par dix hommes de la compagnie Moreaux. Or ces dix héros, vieux soldats de forteresse, mariés pour la plupart et pères de famille, firent des prodiges de valeur. Pour vaincre leur résistance, le colone commandant le 20e régiment d'infanterie prussienne, crut devoir s'élancer lui-même à la tête de ses soldats, contre l'infranchissable barricade. Une balle l'abattit. Devant les tranchées voisines, d'identiques échecs clouèrent sur place les assaillants. Déjà le jour se levait, apportant aux défenseurs une certitude plus grande encore de tenir malgré tout. Mais bientôt, nous l'avons dit, les vaillants soldats du 14e de forteresse et du 34e de ligne, qui avaient si bravement combattu, furent contraints de se replier vers la Chartreuse, par suite de la percée réalisée dans l'intervalle voisin. La 11e brigade allemande put entrer à Romsée. Elle voulut s'aventurer alors à suivre les défenseurs jusqu'à Beyne-Heusay. Mais là, notre arrière-garde l'accueillit à bout portant; sous le poids des pertes subies, la brigade se replia, pour se refaire, jusqu'au delà de Magnée.

Entre Vesdre et Ourthe, l'intervalle Chaudfontaine-Embourg n'avait pas été attaqué. On y avait bien perçu le bruit des combats qui se déroulaient plus au nord, mais on y ignorait tout des événements réels. Aucun ordre de retraite ne parvint aux commandants Gillain et Cleirens qui y commandaient respectivement le 4e bataillon du 14e de forteresse et le 1er bataillon du 34e de ligne.



ROUTE DE RABOSÉE, THÉATRE DE COMBAT SANGLANT POUR LES ALLEMANDS EN AOUT 1914

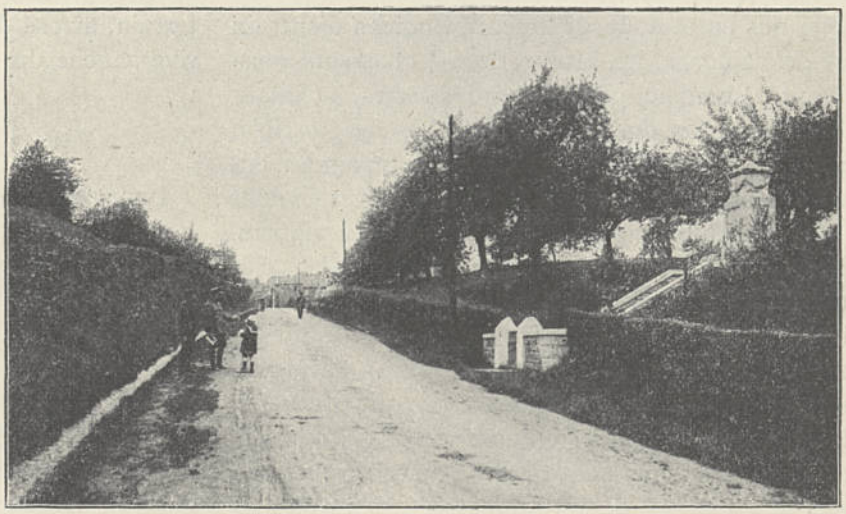
Ces troupes alors, fidèles à leur consigne, demeurèrent dans l'intervalle occupé *jusqu'au 13 août, à midi*, moment où, informés enfin de leur situation invraisemblable, elles se replièrent les unes sur le fort d'Embourg, les autres sur Chaudfontaine. Leurs chefs parvinrent à demander des instructions au général Leman qui s'était retiré dans le fort de Loncin. Il leur prescrivit de rejoindre la garnison de Namur. Ces 800 hommes alors partirent à l'aventure, à travers les lignes ennemies, marchant la nuit, se cachant le jour, surmontant mille obstacles, accomplissant des prodiges de ruse et d'audace, dispersant les partis ennemis rencontrés sur leur route et atteignirent enfin Namur, le 15 août, après avoir marché pendant 27 heures sur 52.

***

Il nous reste, enfin, à exposer brièvement les événements qui se déroulèrent au sud de la position, dans le secteur compris entre Ourthe et Meuse, au centre duquel s'érige le fort de Boncelles. C'est en ce point, comme le général Leman l'avait prévu dès le temps de paix, que se produisit l'attaque la plus violente. Elle fut confiée, en effet, à deux brigades entières de l'armée von Emmich, les 38e et 43e brigades, dont les avant-gardes de cavalerie s'étaient heurtées le 5, à Plainevaux, à l'héroïque résistance du 4e escadron du 2e régiment de lanciers.

Ces deux brigades, aux ordres respectifs du colonel von Oertzen et du général von Hulsen, se composent des 73e, 74e, 82e et 83e régiments, renforcés du 10e bataillon de chasseurs et d'au moins deux groupes de batteries. La garnison de sûreté du secteur attaqué comprend 4 bataillons: un du 9e de ligne, un du 29e et deux du 14e de forteresse, disposant de mitrailleuses. Le général Leman avait affecté, en outre, à cette défense, la 15e brigade mixte, venue de Huy et mise par le G. Q. G. à sa disposition dans la journée du 5. Mais, comme nous le verrons, elle n'arriva sur les lieux de l'action, que lorsque l'attaque allemande s'était déjà ruée dans les deux intervalles avoisinant Boncelles.

Tout ce secteur Ourthe-Meuse est couvert de bois qui facilitent l'approche de l'assaillant et créent à la défense les pires difficultés. Le fort de Boncelles s'élève dans une clairière entre les bois de la Vecquée et les bois de Saint-Jean. Dans l'intervalle Boncelles-Ourthe, que commande le major Doneux, les défenseurs ont construit deux groupes d'ouvrages terrassés, ceux du bois



ROUTE DE SUR-FOSSÉ A LIÉRY OÙ FURENT TUÉS LE GÉNÉRAL ALLEMAND VON WUSSOW ET LE COLONEL KEUZER EN AOÛT 1914

Saint-Jean et les redoutes de Sart-Tilman ; à l'ouest du fort, l'intervalle qui s'étend vers la Meuse est sous les ordres du major Merchie. Un groupe de redoutes s'élève au lieu dit « Les Communes » en avant de Chat-Queue ; un autre barre la vallée proche du fleuve.

Il est 9 heures du soir, le 5 août, quand les avant-gardes allemandes débouchent des bois où elles ont pris leur dispositif de combat. Une colonne se porte à l'attaque du fort de Boncelles. Arrivée sur le glacis, elle est fauchée par le feu terrifiant de la défense rapprochée et par les obus des grosses pièces du fort de Flémalle ; les survivants fuient en désordre ce lieu de carnage. A leur droite, l'attaque principale se précipite sur les ouvrages du bois Saint-Jean, s'infiltre, grâce à l'obscurité, dans les intervalles des tranchées, les prend à revers et rend toute résistance inefficace. Les redoutes de Sart-Tilmant ne tardent pas à être assaillies à leur tour, de front et de flanc, et malgré une défense énergique, débordées, submergées par le flot toujours grossissant des assaillants, elles doivent être abandonnées.

Mais, à ce moment, intervint la 15e brigade mixte du général Massart. A 11 heures du soir, apprenant la situation critique du secteur attaqué, le 1er chasseurs à pied, aux ordres du colonel Jacquet, s'était porté en hâte au Sart-Tilmant, tandis que le 4e chasseurs (major Mélot) se dirigeait vers Chat-Queue.

Le colonel Jacquet, enlevant ses deux premiers bataillons à l'attaque, se heurta à l'ennemi déjà maître de la clairière de Sart-Tilmant et du village mis en état de défense. Splendides d'entrain et de vaillance, les braves du 1er chasseurs réussirent d'abord, au prix de lourdes pertes, à chasser les Allemands du village. Mais un feu terrible, alors, les assaillit, fauchant des compagnies entières qui, dans cet enfer, tourbillonnèrent et dont les débris durent refluer jusqu'au nord du plateau. Les officiers survivants rassemblèrent les éléments épars, et comme le 3e bataillon du régiment les rejoignait à ce moment, tout ce qui restait du 1er chasseurs s'élança une fois de plus à l'attaque, si merveilleux de fougue héroïque qu'il traversa le village et aborda les redoutes. Mais là, une fois encore, pris sous les rafales concentriques de mousqueterie et de mitrailleuses, ces intrépides soldats, réduits à une poignée, furent contraints de plier. Ils furent recueillis sur le plateau tragique par les trois bataillons de la 9e brigade mixte (9e et 29e de ligne), dernière réserve que le général Leman expédiait aux défenseurs de Sart-Tilmant, en même temps que le 1er bataillon du 12e de ligne, conduit par le chef de corps même, le valeureux colonel Jacques. Ces nouveaux renforts se jettent à leur tour dans la fournaise ; une ardeur sacrée de vengeance les transporte ; sous leur choc, l'ennemi cède enfin, épuisé, sanglant, au point de devoir, pour se refaire et échapper à la poursuite redoutée, se retirer jusqu'à Esneux et Sprimont.

A l'ouest du fort de Boncelles, la lutte avait été moins violente. Sans attaquer de front ce demi-intervalle, une partie de la 43e brigade, après avoir enlevé les ouvrages du bois Saint-Jean, s'était portée vers Chat-Queue et Ougrée, prenant ainsi à revers la ligne organisée entre Boncelles et la Meuse. Mais elle vint se buter au 4e chasseurs à pied qui venait d'arriver à la rescousse. Cloués sur place, puis contre-attaqués, les bataillons allemands ne se dégagèrent qu'à grand'peine, laissant aux mains de nos soldats, outre les morts et les blessés, 150 prisonniers valides.

Au total, en dépit des lourds sacrifices que ce succès nous avait coûtés — le 1er chasseurs, notamment, était complètement décimé — la puissante attaque des deux brigades allemandes avait été anéantie. La ligne entière du plateau demeurait en notre pouvoir ; l'ennemi avait disparu. Et ce sont des vainqueurs que l'ordre général de retraite obligea, dans la matinée du 6, à abandonner ce terrain, arrosé de leur sang, pour se retirer sur la rive gauche du fleuve.

***

Instruit des graves événements de Queue-du-Bois, le général Leman avait, en effet, dû se résoudre à ordonner le repli, vers l'armée de campagne, de la 3e division d'armée et des troupes de forteresse. Il ne pouvait songer à leur demander de nouveaux efforts. Luttant depuis deux jours sur les trois quarts du vaste périmètre de la position de Liége, toutes les unités se trouvaient à bout de souffle. Elles avaient subi des pertes lourdes, étaient accablées de fatigue ; les conditions mêmes de la lutte soutenue, ces combats de nuit si angoissants, avaient tendu leurs nerfs

à l'extrême ; si vaillantes qu'elles fussent, les troupes avaient besoin de répit, l'ordre devait être mis dans leurs rangs disloqués, avant qu'elles pussent reprendre la lutte avec des chances de succès. La garnison mobile de Liége avait du reste brillamment rempli sa tâche ; partout, sauf entre Évegnée et Fléron, les assauts allemands s'étaient effondrés sous les coups de la défense. L'assaillant sortait de la mêlée, saignant de mille blessures. Les forts, surtout, étaient intacts et solidement occupés. Il leur appartenait de remplir seuls, maintenant, le rôle en vue duquel ils avaient été créés : interdire à l'envahisseur les voies d'accès qu'ils tenaient sous leur feu.

D'autre part, il n'y avait pas de temps à perdre, si l'on voulait soustraire la 3e division d'armée à l'étreinte menaçante de l'ennemi. Celui-ci disposait, en effet, d'inépuisables renforts dans les nombreux corps d'armée qui se massaient à la frontière ; les attaques pouvaient donc reprendre d'un moment à l'autre. La cavalerie de von Marwitz passait déjà en flots incessants au nord de Visé, menaçant d'envahir les voies qui relient Liége à l'ouest du pays. La retraite générale s'imposait donc. Elle devait s'opérer sous la protection de la ligne occidentale des forts et d'arrière-gardes, ainsi qu'avec l'appui de notre propre division de cavalerie. Elle s'accomplit du reste, sans trop d'encombres, après avoir dispersé quelques partis ennemis. Et, le 8 août, la 3e division d'armée, dont le général Bertrand avait pris le commandement, rejoignait l'armée de campagne derrière la Gette, acclamée par ses frères d'armes et célébrée par un ordre du jour où le Roi Albert disait :

LE LIEUTENANT-GÉNÉRAL BARON JACQUES

Au nom de la Nation, je vous salue, officiers et soldats de la 3e division et de la 15e brigade mixte ; vous avez rempli tout votre devoir ; vous avez fait honneur à nos armes et montré à l'ennemi ce qu'il en coûte d'attaquer injustement un peuple paisible, mais qui puise dans sa juste cause une force invincible ; la Patrie a le droit d'être fière de vous.

Soldats de l'armée belge, n'oubliez pas que vous êtes à l'avant-garde des armées immenses de cette lutte gigantesque et que nous n'attendons que l'arrivée de nos frères d'armes pour marcher à la victoire.

L'admirable résistance de la « division de fer » à Liége n'avait pas seulement soulevé l'enthousiasme de l'armée et de la population belges. Son retentissement dans le monde entier fut immense. Dès le premier choc, en effet, la Belgique venait de prouver avec quel courage et quel esprit de sacrifice elle entendait se dresser devant le colosse germanique. Elle apportait ainsi à ses alliés la certitude d'une action toujours valeureuse et d'une résolution à toute épreuve. En portant un coup terrible aussi à la légende des troupes allemandes invincibles, elle accrut, en les stimulant, l'énergie et la confiance des Nations unies pour la défense du Droit outragé. Enfin, et par-dessus tout, on se rendit compte d'emblée — et davantage par la suite — de l'influence énorme que l'échec infligé à Liége aux plans de l'État-Major allemand, devait exercer sur le cours même de la campagne.

C'est pourquoi le Gouvernement français décernait, par décret du 7 août, la croix de la Légion d'honneur à la ville de Liége qui « appelée en première ligne à subir le contact des troupes allemandes, vient de réussir, dans une lutte aussi inégale qu'héroïque, à tenir en échec l'armée de l'envahisseur ».

Par un autre décret, la médaille militaire était octroyée au Roi Albert, pour « rendre un éclatant hommage à l'héroïsme de l'armée belge et aux brillantes qualités militaires du souverain qui les commande ».

* * *

Ce même jour, 7 août, le général Ludendorff entrait dans la ville de Liége abandonnée, à la tête de quelques bataillons, après avoir au préalable lancé sur la cité de nouvelles salves d'obus qui y allumèrent des incendies et causèrent la mort d'habitants inoffensifs, et non sans avoir

menacé de détruire la ville par le bombardement, si la moindre résistance lui était encore opposée. Il était maître, sans doute, de la Cité Ardente. Mais ce n'était là qu'un maigre succès ; car pour ouvrir le chemin de l'invasion, ce n'était point la ville qu'il fallait posséder ; il fallait réduire les forts et cette tâche-là restait à accomplir.

Quant au général Leman, jugeant devoir remplir jusqu'au bout son mandat de gouverneur de la position fortifiée, il s'était transporté au fort de Loncin, avec deux officiers de son État-Major, afin de pouvoir diriger encore, dans la mesure de ses moyens, la résistance de la place et de stimuler, par sa présence, les énergies des garnisons désormais abandonnées à elles-mêmes et vouées au suprême sacrifice.

LA RÉSISTANCE ET L'AGONIE DES FORTS

Tandis qu'une partie des brigades de l'armée de la Meuse occupait la ville et ses abords, dans la crainte d'un retour offensif belge, le restant des forces mises à la disposition de von Emmich s'établissait sur le terrain conquis, la cavalerie de von Marwitz cherchant à prendre le contact de nos troupes, par l'ouest et le sud de la place. En même temps, pour réduire les forts et achever la conquête de la position de Liége, un nouveau groupement de forces allemandes était constitué sous les ordres du général von Einem, avec le concours des VIIe, IXe et Xe Corps, venant d'Aix-la-Chapelle, Eupen et Malmédy. L'attaque des forts devait commencer dès que l'artillerie lourde et les équipages de siège, dépêchés à cette fin, seraient à pied d'œuvre ; la réduction des ouvrages du front nord s'opérerait la première, de façon à ouvrir la voie vers Bruxelles aux corps de la 1re armée. La puissante artillerie chargée d'écraser les forts, arriva dans la journée et la soirée du 10. Elle comprenait : 1 bataillon de canons de 100 mm.; 2 bataillons de canons de 150 mm. ; le régiment d'artillerie à pied n° 7 ; les obusiers lourds des 1er et 2e bataillons des régiments d'artillerie à pied n°s 4 et 9 ; 2 à 3 bataillons de mortiers de côte ; une batterie des formidables obusiers de 420, chef-d'œuvre des usines Krupp.

Entre temps, une entreprise de vive force avait été tentée vers la fin de la journée du 7, contre le fort de Fléron, déjà bombardé depuis le début de la bataille de Liége, par les mortiers de 21 de l'armée de la Meuse. Deux compagnies du 4e bataillon de chasseurs et une compagnie de pionniers se lancèrent à l'attaque, après une canonnade à outrance. Les assaillants parvinrent jusqu'au glacis, mais y furent fauchés par les mitrailleuses et le tir à courte distance des coupoles à éclipse. Après des pourparlers, le commandant du fort refusa de se rendre.

Le lendemain 8, le fort de Barchon, encerclé, est sommé de cesser toute résistance. Refus. Obusiers de campagne et mortiers de 21 accablent aussitôt de projectiles, l'ouvrage déjà mal en point par la lutte des jours précédents. A 5 heures du soir, la plupart de ses moyens de défense étant annihilés, le fort hisse le drapeau blanc. Évegnée, bombardé depuis le 10 par les premières pièces de siège arrivées devant la place, subit de graves dommages. Des éclats calent les coupoles et empêchent le tir. De profonds entonnoirs sont creusés dans le bétonnage du massif central. Le fort cependant tient bon et ne succombe que le 11, après la mise hors d'état de service de toutes ses pièces et l'épuisement de la garnison, soumise, depuis le premier jour de l'attaque, à tant de rudes épreuves.

Le 12, se fait entendre la voix formidable des premières pièces monstres (280 et 420 mm.) arrivées d'Allemagne par le chemin de fer de Herve. Pendant qu'une partie de l'artillerie de siège

EFFET DE 420 SUR LE FORT DE LONCIN

LES RUINES DU FORT DE LONCIN

achève de s'établir à l'extérieur de la ligne des forts, une autre vient prendre position à l'intérieur même de la place, d'où elle bombarde à revers les ouvrages, ainsi soumis à des feux concentriques et attaqués par le canon aux points de moindre résistance. Leur agonie dès lors commence. Pontisse, Chaudfontaine, Embourg s'effondrent le 13, après avoir subi pendant deux jours le bombardement infernal qui déchausse les coupoles, soulève de formidables blocs de béton dont la chute écrase les servants, obstrue les gaines où les flammes des explosions terrifiantes couvrent d'horribles brûlures les défenseurs épouvantés.

Fléron, déjà gravement endommagé, est achevé le 14 par quelques projectiles de 420. L'ouvrage offrait le spectacle de la plus horrible destruction, note elle-même une relation officieuse de l'État-Major allemand (1). « A l'entrée une batterie cuirassée, atteinte par un coup de plein fouet, était anéantie, son blindage émietté. Les morts étaient enterrés sous les décombres et pour la plupart complètement écrasés; un artilleur étreignait encore le bloc de béton qui lui avait écrasé la poitrine. Les casemates et les locaux d'habitation avaient été défoncés; un projectile avait surpris des artilleurs au repos ; 20 cadavres gisaient là, déchiquetés et carbonisés. Le fort entier était un monceau de ruines et le matériel, détruit dans sa totalité, était inutilisable. »

Liers, bombardé sans répit depuis le 13, à l'allure accélérée, par des batteries qui, des environs de Milmort, tiraient avec une efficacité et une précision redoutables, capitulait également le 14, ruiné de fond en comble.

Le 15, Boncelles et Lantin succombaient après une lutte désespérée, de même que Loncin dont le magasin à poudres avait fait explosion; de ses décombres, les Allemands retirèrent le général Leman, blessé, évanoui, asphyxié par les émanations délétères. Le 16, enfin, Hollogne et Flémalle, qui furent les derniers assaillis, tombèrent à leur tour. La résistance de Liége était définitivement brisée, après 13 jours de lutte épique.

La défense de ses forts et leur glorieuse agonie doivent s'inscrire parmi les plus belles pages de

RUINES DU FORT DE LONCIN

(1) *Lüttich* (Liége), par le Capitaine Marshall von Bieberstein, d'après les documents officiels communiqués par l'E.-M. général.

l'histoire de cette guerre. La place fait malheureusement défaut pour entrer dans le détail des résistances héroïques, des terribles souffrances endurées, des sacrifices sublimes supportés par les garnisons, subitement arrachées aux quiétudes et aux douceurs de la paix, pour être jetées dans le cauchemar d'une tourmente dépassant en horreur tout ce que l'esprit humain eût pu imaginer. A titre d'exemple, cependant, de ce que fut la stoïque bravoure des défenseurs des forts, je ne puis résister à citer cet extrait d'une relation qu'a bien voulu me fournir le colonel d'artillerie Naessens, l'héroïque commandant de ce fort de Loncin dont la fin, particulièrement tragique, émut d'admiration et de pitié les Allemands mêmes :

« Le fort fut violemment bombardé pour la première fois le 10 août. Chaque jour, ensuite, il reçut sa ration d'obus. Mais chaque fois aussi, par le feu de ses pièces, Loncin réduisit au silence les batteries ennemies. Au cours des accalmies, on réparait les dommages subis. La garnison gardait un moral magnifique...

« Dans l'après-midi du 14 août, commença le bombardement final au cours duquel notre pauvre fort fut martelé par des milliers de projectiles, bombardement qui dura, sans interruption, pendant plus de 25 heures, c'est-à-dire jusqu'à l'explosion du magasin à poudres, provoquée par les obus de 42 cm.

« Bientôt toutes nos lignes téléphoniques sont coupées ; impossible de les réparer sous la grêle d'obus. Vers 17 h. 30 déjà, deux hommes sont blessés au corps de garde qui devient inhabitable, de même que mes bureaux.

« Dans la soirée, la plupart des locaux servant de logement à la troupe sont évacués et les soldats envoyés, avec leurs fournitures de couchage, dans la grande galerie centrale du fort. Bien nous en prit, car pendant la nuit, les blindages en fer de ces locaux furent défoncés, les portes et les murs du fond détruits et les débris projetés dans les couloirs.

« A partir de 1 h. 30, nous fûmes plongés, une première fois, dans l'obscurité pendant deux heures ; la cheminée du générateur à vapeur s'emplit de débris, ce qui provoqua, jusqu'à ce qu'on l'eût débouchée, l'arrêt des installations électriques.

« Mais rien n'altéra le moral de la garnison.

« A la fin de la nuit, le fort est déjà si sérieusement endommagé et la pluie de projectiles est si dense, qu'aucune réparation quelconque ne peut être entreprise.

« Dès l'aube, le bombardement redouble de violence.

« Nous continuons à riposter, vigoureusement, sur les batteries découvertes la veille.

« Les projectiles tombent, par rafales, venant de toutes les directions : Liége, Ans, Alleur, Loncin, Liers, Xhendremael, Hognoul, Fooz.

« Bientôt le fort s'emplit d'une fumée âcre et opaque ; souvent on ne voit pas à 10 centimètres devant soi. Les hommes se font des masques, à l'aide de leurs vêtements et de leurs mouchoirs, pour éviter l'asphyxie. Tous les moyens tentés pour entraver l'arrivée des gaz échouent.

« Pour comble, une fine poussière de béton tombe sans arrêt. Au bureau de tir, nos cartes et papiers se couvrent en quelques minutes d'une telle couche de cette poussière, qu'il faut les secouer à tout instant.

« Cependant, on travaille constamment. Les coupoles, calées par l'effet du tir ennemi, sont remises en état de fonctionnement ; des baquets d'eau sont déposés un peu partout, pour l'extinction des incendies éventuels. On fait mouvoir rapidement et sans arrêt, les ventilateurs à mains des coupoles, grâce à quoi l'on obtient de temps à autre une bouffée d'air respirable.

« Malgré tout, lorsque monté sur une caisse à projectiles, après une petite harangue au personnel assemblé autour de moi, je conclus : « Nous ne nous rendons tout de même pas, n'est-« ce pas? » une formidable clameur domine, un instant, le fracas des explosions se répercutant au-dessus de nos têtes : « Non ! jamais ! Vive la « Belgique ! » Et dans un geste de solennel serment, les mains se tendent vers le drapeau tricolore que les hommes avaient suspendu à la voûte centrale.

« A 10 heures, plus de lumière, ni de ventilation électrique ; la cheminée du générateur est complètement obstruée ; on tâche à la dégager coûte que coûte.

« Impossible d'allumer les lampes à pétrole, tellement le fort oscille sous le choc des explosions.

« Trois phares à acétylène, seule source de lumière qui nous reste, allumés dans nos derniers

abris, s'éteignent à l'arrivée de chaque gros obus sur le massif bétonné. Mais des hommes les rallument inlassablement et à la vague lueur de ces lanternes, qui traverse avec peine l'atmosphère rendue opaque par la poussière et la fumée, les hommes au repos jouent aux cartes, sur des caisses de munitions vides.

« Le général Leman fit une apparition parmi nous, dans le courant de la matinée et sous l'empire de l'émotion provoquée par l'héroïsme de la garnison, il me dit : « Tous les défenseurs « du fort de Loncin seront « décorés et recevront une « récompense spéciale. »

« Et le bombardement continuait sans répit.

« A 15 heures, son intensité s'accrut encore, atteignant la cadence de 20 à 25 obus par minute. J'avais la conviction que le moment de l'assaut était proche et j'annonçai aux hommes qu'il fallait l'attendre avant la nuit sans doute.

« Ce fut une explosion de joie. Les yeux brillaient d'une sorte d'ardeur féroce. Un homme résuma en ces mots le sentiment général : « En- « fin, on va les voir de près, « ces sales cochons ! »

LE MAJOR NAESSENS,
Qui commandait le fort de Loncin en 1914

« Hélas ! ils n'eurent pas ce bonheur, les braves !

« A 16 heures, un officier m'annonça qu'il avait vu, dans le fossé du fort, durant une brève accalmie, un monstrueux obus non éclaté, aussi haut que lui et d'un calibre énorme.

« Une heure après, le bombardement, soudain, devint effroyable ; quelques minutes plus tard, je fus ébloui par une immense flamme et je m'évanouis...

« Le magasin à poudres, percé par un obus de 420 mm., venait de sauter ! Sous la formidable poussée des gaz délétères, sous l'effort de ce volcan titanesque, ce qui restait du massif bétonné fut disloqué et une grande partie de la garnison écrasée sous les blocs de béton, asphyxiée ou brûlée vive. Pas un des survivants n'était indemne.

« Le bombardement continua pendant quelque temps encore, puis, prudemment, les « vainqueurs » pénétrèrent dans ce monceau de ruines et ce charnier d'épouvante.

« Alors se déroula une scène sublime qui mérite de passer à la postérité.

« Une poignée d'hommes blessés et brûlés, enfermés dans des blocs de béton, mais disposant de fusils et de carabines, ouvrirent le feu sur les Allemands qui s'approchaient. Ils n'avaient plus figure humaine ; le visage tout noir, les traits décomposés par la haine et la souffrance, on eût dit des démons. Mais de leurs gorges tuméfiées, s'échappaient encore les cris de : « Vive la Belgique ! » et un de ces héros abattit d'un coup de fusil le premier ennemi qui planta un drapeau allemand sur les ruines du fort.

« Stupéfaits par tant d'héroïsme, les assaillants ne se livrèrent à aucune violence. Ils se découvrirent au passage des blessés et des survivants horriblement brûlés.

« A l'hôpital militaire où je fus transporté, le général en chef allemand vint me rendre visite et, soulevant l'une de mes mains tuméfiées, il dit : « Croyez « bien, commandant, que c'est un grand honneur « pour moi de pouvoir serrer la main à un aussi « brave officier que vous ! » Apercevant d'autres blessés, il ajouta : « C'est dommage, car ceux-là « sont des braves ! »

« Il aurait pu dire des héros, car nombre d'entre eux, s'évadant des lazarets où ils étaient en traitement, s'échappèrent, malgré leurs cruelles blessures, pour aller combattre à nouveau, dans les rangs de l'armée. »

Aujourd'hui, les ruines de Loncin sont devenues un lieu de pèlerinage et sur un tableau placé à l'entrée de ce qui fut l'ouvrage, on lit :

« Le fort de Loncin est cité à l'ordre du jour « de l'armée :

« A opposé une défense héroïque aux efforts « de l'adversaire. Sous les ordres du capitaine-« commandant *Naessens*, toute la garnison a fait « preuve de courage, d'abnégation et de ténacité, « s'affirmant ainsi l'émule des défenseurs de « Port-Arthur et de Belfort ! »

Emmené en captivité, le général Leman adressa à son Roi une lettre dont les derniers mots résument admirablement toute la grandeur de cette âme intrépide :

« En Allemagne, où je vais être dirigé, mes pensées seront ce qu'elles ont toujours été : la Belgique et son Roi. J'aurais volontiers donné ma vie pour mieux servir, mais la mort n'a pas voulu de moi. »

Si je me suis étendu quelque peu sur cette défense de Liége, c'est que ce premier acte, non seulement de la résistance belge, mais de la guerre affreuse qui allait, pendant plus de quatre ans, ensanglanter le monde, demeurera, à travers les siècles, un des plus beaux titres de gloire de notre armée. Je n'insisterai pas davantage sur l'immense service que Liége rendit, à force de vaillance, à la cause commune. Je pourrais citer maints auteurs qui, chiffres et faits à l'appui, ont démontré que Liége, en rendant possible le miracle de la Marne, sauva la France, et avec elle tous les Alliés. Mais à quoi bon ? Qu'il me suffise de rappeler ces mots du maréchal Joffre, quand il vint à Paris saluer le général Leman rentré de captivité : « Sans Liége, où aurions-nous été ? »

Enfin, je n'évoquerai que pour mémoire — un chapitre spécial de cet ouvrage étant consacré à la Belgique Martyre — les massacres, les pillages, les incendies, tout cet amoncellement d'horreurs par quoi les Allemands se vengèrent de leurs redoutables échecs, et dont G. Somville a tracé le véridique et poignant tableau dans son livre : *Vers Liége, sur le chemin du crime*. Dans toute la région envahie, la tragédie sanglante se déroula. De toutes les atrocités commises, la plus immonde, peut-être, fut la mise à sac et la destruction systématique de Visé, accomplies le 15 août. A part un minuscule faubourg et un collège transformé en ambulance, tout fut anéanti. Rien ne resta des cinq à six cents maisons de la coquette cité, de l'église ogivale, de l'Hôtel de Ville du XVe siècle, des écoles, des hospices. Des habitants furent massacrés ; six cents d'entre eux traînés en Allemagne, violentés, bafoués, maltraités.

La « Kultur allemande » passait.

DE LIÉGE A LA GETTE

Notre armée, qui a concentré sur la Gette toutes les forces vives dont elle dispose, se prépare aux événements, durant que Liège s'illustre. Le Gouvernement belge a appelé le 4 août ses garants fidèles à son secours, et particulièrement la France. Le 5, il a reçu l'assurance qu'ils répondront à son appel. Les jours pourtant s'écoulent, lourds de l'angoisse qui s'accumule, sans que l'aide tant attendue soit apportée à nos troupes. La France mobilise, de tout l'élan patriotique qui la soulève contre l'ennemi héréditaire et sa concentration s'opère, face à l'Est, suivant le plan arrêté, l'aile gauche du dispositif ne s'étendant pas d'abord au delà de Mézières. Sur la Gette, l'armée belge relie sa droite à Namur, où se trouve la 4e division d'armée, et qui, dans les espérances du commandement, doit constituer le point de soudure entre nos forces et celles de la France. Mais de la base de Sedan-Mézières, à laquelle s'appuie la 5e armée du général Lanrezac, jusqu'à Namur, un large vide subsiste. Il ne sera partiellement obstrué que le 12, quand Lanrezac sera autorisé, à la suite des événements qui se passent dans le nord de la Belgique, à faire garder la Meuse, entre Namur et Givet, par le Ier Corps d'Armée de Franchet d'Esperey. Et c'est le 19 août seulement, que l'armée Lanrezac pourra prendre ses dispositions pour remonter tout entière vers la Sambre.

En attendant, les seules forces françaises envoyées en Belgique se réduisent au corps de cavalerie du général Sordet, composé des 1re, 3e et 5e divisions. Il a commencé ses débarquements le 1er août dans la région de Rocroi. Le 6, il franchit la frontière. Mais sa mission n'est pas d'apporter à notre armée un appui direct. Elle est de prendre contact avec l'ennemi sur la rive droite de la Meuse, et de dévoiler ses intentions. C'est un bataillon de chasseurs de ce corps qui, le premier, entre en liaison avec des avant-postes belges de la défense de Namur ; et ce sont, tout de suite, des transports d'enthousiasme. Partout où les cavaliers français passent chez nous, un accueil à la fois attendri et délirant les reçoit et

les escorte. Ne symbolisent-ils pas, en quelque sorte, tous les espoirs dont les cœurs belges sont pénétrés, espoirs de délivrance et de magnifique victoire, que la résistance épique de Liége justifie et entretient? Hélas ! toute cette belle cavalerie française, si utile que puisse être le rôle qu'elle remplit, ne peut constituer une digue contre le flot allemand qui s'apprête à déferler. Les escadrons s'égaillent entre Ourthe et Meuse, s'épuisent à parcourir ce terrain difficile, sous la chaleur accablante de ce mois d'août torride. Les patrouilles, les escarmouches avec les reconnaissances ennemies se multiplient, levant petit à petit le voile que la cavalerie allemande s'efforce de tendre devant le rassemblement qu'elle couvre. Quelques éléments du corps Sordet s'emploient aussi, au nord de la Meuse, à maintenir la liaison avec nos propres troupes.

Notre division de cavalerie, de son côté, déploie la plus grande activité. Partie de Gembloux, pour être réunie dans la région de Waremme le 4 août, elle a reçu mission d'y couvrir les débarquements et la concentration de l'armée, tout en se tenant prête à faire mouvement, s'il le faut, soit vers le front Maestricht-Maesyck, soit vers l'Ourthe. Elle ne tardera pas à se détourner définitivement de ce dernier objectif, quand se préciseront les dispositions ennemies devant Liége et au nord de la place.

Dès le 5 août déjà, le général de Witte, informé de l'attaque de Liége et de la marche des colonnes d'invasion, juge devoir porter sa division vers une position plus centrale, autour de Hannut, d'où il pourra plus aisément barrer, par la défense directe ou par la manœuvre, les itinéraires que l'avance ennemie peut emprunter.

Le 6, le G. Q. G. lui enjoint de protéger la 3e D. A., de la recueillir et détourner d'elle la grave menace que la cavalerie de von Marwitz peut faire surgir. Le général de Witte entraîne aussitôt sa division vers l'est, en direction de Hollogne, chasse les partis ennemis qui tenaient les ponts sur le Geer et prend contact, vers le soir, avec la 3e division qui s'écoule vers l'ouest. Laissant sur le Geer un dispositif de couverture, il établit ses troupes entre cette rivière et Hannut. où la division échappée de Liége va s'arrêter un jour pour se reformer. Le 7, sur un avis du G. Q. G. signalant que la direction de Huy paraît être la plus dangereuse, la division de cavalerie se porte jusque vers Warnant. Pourtant les renseignements recueillis entre temps démontrent que le danger ne vient pas du sud-est, mais du nord et de l'est. Une nombreuse cavalerie, des troupes de toutes armes sont signalées dans le Limbourg et à l'est de Tongres. Le général de Witte se porte alors vers Saint-Trond, et le 8 au matin le gros de ses forces est rassemblé au sud de cette ville. Les renseignements se précisent. Des forces très supérieures à celles de notre division de cavalerie menacent l'aile gauche de notre concentration ; toute la région au nord, au nord-ouest, à l'ouest de Liége est envahie. Or, le général de Witte a reçu des instructions formelles, lui interdisant de s'exposer à une défaite en acceptant la lutte avec des forces disproportionnées aux siennes. Les hommes et les chevaux, constamment alertés ou en mouvement depuis le premier jour de la mobilisation, souffrent de la fatigue et doivent se refaire. Par leur attitude mordante, nos escadrons ont tenu en respect jusqu'ici la cavalerie adverse et triomphé en des escarmouches journalières. Avec l'assentiment du G. Q. G. et tout en maintenant par des reconnaissances le contact avec l'ennemi, le général de Witte ramène le 9 août sa division derrière la Gette, qu'il garde depuis Haelen jusqu'à Budingen.

Au sud de la division de cavalerie, l'armée situe sa gauche au nord-ouest de Tirlemont et sa droite à Jodoigne. En première ligne se trouvent les 1re et 5e divisions d'armée, entre lesquelles la 3e, reconstituée après être rentrée de Liége, s'est intercalée le 8 août. A Louvain et à Hamme-Mille, se trouvent respectivement les 2e et 6e divisions d'armée, en deuxième ligne. La 4e division, on le sait, tient Namur, sa 8e brigade détachée à Huy et Andenne, à la garde des ponts de la Meuse.

Cette période d'attente et d'immobilité fut, pour les troupes, lourde de fatigues énervantes. Pour la garde vigilante à monter, — car le danger pouvait brusquement surgir à tout moment, — un service intensif s'imposait aux avant-postes et aux grand'gardes, toujours sur le qui-vive. Les gros des corps quittaient les cantonnements au petit jour et n'y rentraient qu'à la nuit tombante.

A mesure que les jours s'écoulaient, l'atmosphère se chargeait davantage de cet inconnu déprimant, générateur d'inquiétude et d'anxiété. La prudence même de l'ennemi, dont le piétinement là-bas se

prolongeait, semblait cacher quelque dessein mystérieux.

Brusquement, le 12 août, une rumeur enfiévra les rangs. L'alarme était donnée. Bientôt, vers le nord, le bruit du canon retentit, à coups espacés d'abord, puis en rafales précipitées. C'était le canon de Haelen

LE COMBAT DE HAELEN

Depuis le 10 août, il avait paru que la cavalerie allemande, battant l'estrade devant notre front, se montrait plus agressive. Un vif engagement avait eu lieu ce jour-là, à Orsmael-Gussenhoven, où un de nos escadrons de lanciers subit des pertes sensibles en refoulant une attaque adverse. Le 11, tous les renseignements recueillis concordaient à faire prévoir l'imminence d'une entreprise contre l'aile gauche de notre armée. L'ennemi qui, le 9 août, par l'intermédiaire de la Hollande, avait insidieusement renouvelé à la Belgique l'offre de « lui épargner les horreurs de la guerre » si elle consentait à se retirer dans Anvers, l'arme au pied, et n'avait obtenu, pour toute réponse, qu'un haussement d'épaules méprisant, allait tenter, par une action en force, d'ouvrir à ses escadrons la route de Bruxelles.

On signalait, à Hasselt et aux environs, le groupement de plusieurs milliers de cavaliers, accompagnés de cyclistes et d'artilleurs et vraisemblablement suivis d'infanterie. Le 12, à la première heure, on apprenait que ces forces s'étaient mises en marche vers Curange et Herck-la-Ville, en direction du ront Geet-Betz-Haelen-Diest, confié à la garde de notre division de cavalerie.

Or ce matin du 12 août, précisément, par un soleil resplendissant, le général de Witte, devant ses troupes rassemblées, remettait, au nom du Roi, un étendard au 5e régiment de lanciers de création toute récente. Il avait exalté le courage, l'esprit de discipline et de sacrifice de ses hommes :

Lanciers du 5e régiment, jurez avec moi de mourir jusqu'au dernier, plutôt que d'abandonner cet emblème sacré de la Patrie, plutôt que de forfaire à l'honneur militaire. Nous serons vraisemblablement attaqués aujourd'hui. Je veux que nous vainquions. Mais si telle n'est pas la volonté de la Providence, j'espère pouvoir montrer à l'ennemi comment un général belge sait mourir !

Alors, dressés sur leurs étriers, brandissant leurs sabres étincelants d'éclairs sous les feux du soleil, guides et lanciers de la division de cavalerie répondirent à leur chef par une formidable clameur, serment de foi et d'amour : « Vive le Roi ! »

Et le ban fermé, l'étendard frangé d'or remis aux mains viriles du régiment frémissant, les escadrons s'ébranlèrent pour se porter à la bataille.

***

La division du général de Witte se compose de deux brigades aux ordres des généraux de Monge et Proost : la première groupe les 1er et 2e régiments de guides ; la deuxième, les 4e et 5e régiments de lanciers. Ces forces se complètent par le bataillon de carabiniers-cyclistes du major Siron, le groupe de trois batteries à cheval que commande le major Piette, la compagnie des pontonniers-pionniers-cyclistes du commandant Dujardin. L'ensemble s'élève à 2.400 cavaliers, 410 cyclistes et 12 canons.

Du côté allemand, la bataille est livrée par les 2e et 4e divisions de cavalerie tout entières, soit 6 brigades et 2 groupes de batteries à cheval, représentant un effectif presque triple du nôtre. Les 7e et 9e bataillons de chasseurs qui devaient appuyer les escadrons, ne purent engager en temps utile que leurs compagnies cyclistes, tant la déroute des cavaliers allemands fut prompte et sans remède.

Hâtons-nous d'ajouter qu'informé de la menace dirigée contre l'aile gauche de l'armée, le Grand-Quartier général belge avait, ce 12 août, un peu avant 9 heures, prescrit au commandant de la 1re division d'armée de diriger la 4e brigade mixte (4e et 24e de ligne) sur Cortenaeken et Loxbergen, à la disposition du général de Witte. Mais de Hautem-Sainte-Marguerite, où cette brigade cantonnait, plus de 20 kilomètres la séparaient du champ de bataille. Et c'est dans l'après-midi seulement qu'elle put intervenir, après avoir abattu à toute allure une étape accablante, et, jetant alors quelques bataillons dans la mêlée, achever la défaite des escadrons de von Marwitz.

De Diest à Budingen, les points de passage sur la Gette étaient gardés comme suit : A Diest, par la compagnie de pontonniers-cyclistes ; à Zelck, par deux pelotons de carabiniers-cyclistes

et un escadron du 4e lanciers ; à Haelen, les ponts minés et barricadés étaient défendus par 5 pelotons cyclistes renforcés d'une section de mitrailleuses, un autre peloton gardant le pont barricadé pe Dries ; deux escadrons, l'un du 1er et l'autre du 2e guides, occupaient les passages de Geet-Betz et de Budingen.

Le groupe de batteries à cheval avait établi sa 1re batterie en position au sud-est de Hontsum ; les 2e et 3e restaient en position d'attente au nord-ouest de ce hameau.

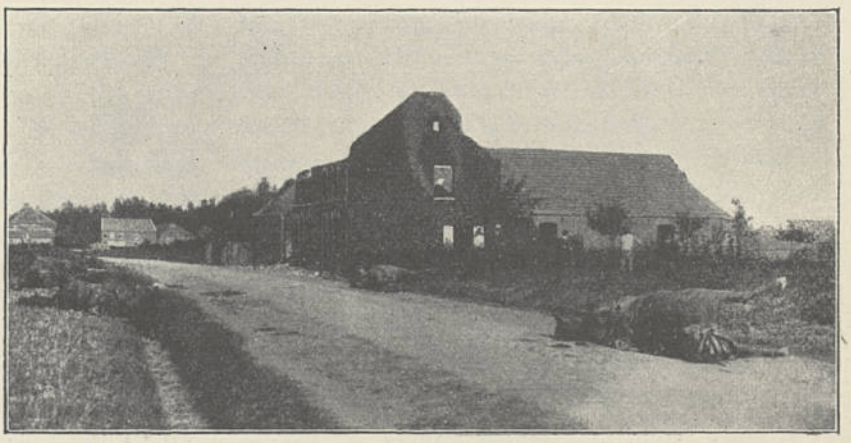
D'abord rassemblées près du château de Blekkom, les deux brigades de cavalerie se déployèrent pour le combat à pied, dès que l'attaque allemande le dessina : le 5e lanciers et deux escadrons et demi du 4e aux lisières orientales de Loxbergen ; trois escadrons du 1er guides et deux du 2e guides à la droite de l'autre brigade, dans le secteur qui s'étend vers la Velpe.

L'action débute à 8 h. 10 du matin, par une escarmouche avec une reconnaissance allemande, que nos hommes ont laissée s'aventurer vers le pont de Haelen pour l'abattre, presqu'à bout portant. Après une brève accalmie, la fusillade crépite contre des cavaliers et des cyclistes, qui s'avancent en tirailleurs vers Haelen et dont la ligne s'étend et s'épaissit. Vers 10 heures, les assaillants sont cloués sur place à 100 mètres de la Gette. Cependant la situation des deux pelotons cyclistes, établis en tête de pont à l'est de Haelen, ne tarde pas à devenir précaire ; leurs ailes déjà sont débordées, quand le capitaine Derenne ordonne le repli sur la rive gauche de la rivière, en même temps qu'il fait allumer les mines destinées à faire sauter le pont. Le fracas des explosions retentit ; mais la destruction du passage est loin d'être suffisante pour empêcher l'ennemi de l'utiliser.

A ce moment même, les premiers obus allemands tombent sur Haelen, éventrent les maisons, ébrèchent la barricade élevée par les cyclistes pour obstruer l'entrée du village. Force est aux pelotons soumis à ce feu d'enfer de se replier vers le gros des cyclistes, qui occupe le passage à niveau du chemin de fer Diest-Tirlemont, la station et le remblai avoisinant.

Jusque près de midi, le bombardement s'acharne sur le village; il est clair que l'ennemi compte porter là son principal effort. A 11 h. 45, en effet, une colonne de cavalerie qui a franchi le pont rapidement restauré, traverse Haelen au galop et débouche aux lisières, d'où elle reflue en grand désarroi sous le feu rapide de nos « diables noirs » et la rafale d'obus que la 1re batterie à cheval lui décoche. Une tentative allemande, faite simultanément sur Zelck essuie le même échec sanglant.

Mais l'ennemi, maître de Haelen, profite du couvert pour faire avancer des groupes denses de tirailleurs, qui se déploient sous la protection des batteries, dont les projectiles viennent marteler notre position du chemin de fer. Ces groupes s'étendent, au sud, vers Velpen, au nord, vers Zelck dont les défenseurs, pris à revers, doivent aussi se replier. Dès lors, les 5 pelotons cyclistes qui gardent la voie ferrée, menacés d'un double enveloppement, ne peuvent s'y accrocher plus longtemps. Le major Siron ordonne le repli méthodique vers le point d'appui que constitue la ferme de l'Yserebeek. Il est 13 heures. Si les assaillants parviennent en ce moment à garnir le remblai du chemin de fer, c'est pour y être cloués sur place par le feu de nos hommes, qui depuis quatre heures, au nombre d'une poignée à peine, luttent comme des démons contre un adversaire dont la supériorité croît sans cesse. Nos « diables noirs » ont subi des pertes cruelles ; le capitaine van Damme est tué, le capitaine Panquin blessé à mort. Les rafales d'artillerie se succèdent sans répit, bien que nos canons s'efforcent de prendre



LA ROUTE DE DIEST A HAELEN

à partie les batteries allemandes, que les innombrables couverts dissimulent. Le major Siron fait retirer sa ligne, par échelons, vers celle des lanciers déployés, comme on sait, à l'est de Loxbergen.

L'ennemi, qui jusqu'ici a gagné péniblement du terrain, s'imagine que l'instant psychologique est venu où, d'un dernier effort, il renversera la barrière que la défense lui oppose. Sans doute, aussi, les « Tauben » qui survolent la région ont-ils signalé l'approche des bataillons de la 4e brigade mixte qui, là-bas, se hâtent sous le ciel accablant et dans l'aride poussière des chemins. Toujours est-il qu'un premier escadron de dragons, débouchant soudain des lisières de Haelen, charge bride abattue sur les cyclistes qui se replient, mais brusquement font volte-face, se couchent, et de leur feu rapide désagrègent l'élan de cette masse furieuse, y creusant de béantes trouées et n'en laissant subsister que des débris affolés.

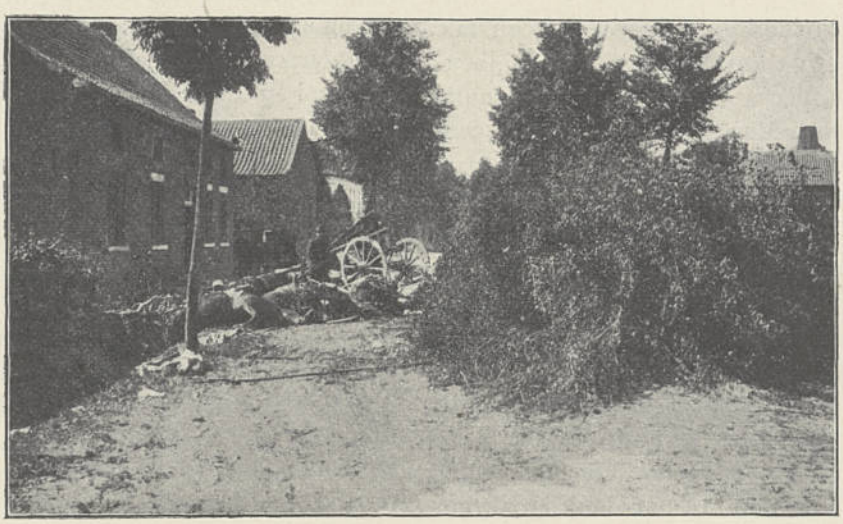
En ces stériles charges et ces vains holocaustes, la cavalerie allemande va s'obstiner. Il semble qu'une sorte de folie désordonnée la pousse à vouloir cueillir à Haelen, dans le tumulte et l'éclat des galopades héroïques, sabres brandis, lances baissées, les lauriers que l'infanterie prussienne n'a pu cueillir à Liége. Et un deuxième escadron, maintenant, apparaît à son tour, formé en colonne serrée qui se rue droit sur la ferme Yserebeek. Son sort est plus pitoyable encore. Pris sous les feux convergents des cyclistes et des lanciers, deux pelotons entiers sont abattus; les deux autres fuient, à moitié assommés, dans le moment précis où un troisième escadron se précipite à son tour pour les mêmes hécatombes, et où un quatrième, chargeant plus au sud, vient culbuter dans les fils de fer qui entourent la prairie où les tirailleurs du 4e lanciers le fauchent de leur tir ajusté. Et voici que, débouchant du nord de Velpen, trois escadrons, avec l'étendard du régiment, évoluent, se déploient, et dans une charge furieuse, qu'excite la sonnerie éclatante des trompettes, et les hourras des officiers et les cris gutturaux des hommes penchés sur les encolures tendues, s'élancent vers le front du 5e lanciers, au sud de la ferme. De toutes parts, le feu les décime, de face, de flanc, à droite, à gauche, feu des lanciers, feu des escadrons de guides, feu d'une couple de mitrailleuses tirant à toute volée dans cette masse mouvante, feu des canons de la 1re batterie à cheval qui, pour mieux viser dans cet objectif admirable, se sont portés en crête du mamelon occupé, au mépris des shrapnels et des obus allemands. En quelques instants, la charge est rompue, disloquée; elle tourbillonne en débris sanglants et va achever de mourir au ruisseau de l'Yserebeek où des chevaux et des cavaliers trébuchent, rougissant de leur sang ce calme et champêtre ruisselet de la plaine flamande.

Il est 2 heures environ. Une accalmie succède au tumulte des folles chevauchées. Mais de ce tumulte, une batterie ennemie a profité pour venir s'établir au nord-ouest de Velpen et prendre sous son feu notre batterie à cheval installée sur la crête. Avec un sang-froid magnifique, comme à la manœuvre, le capitaine Verhavert fait ramener ses pièces sans pertes, à l'abri du mamelon, et le tir reprend conjointement avec celui des autres batteries, sur les couverts dont l'ennemi est maître.

Cependant, si les Allemands ont renoncé aux charges trop meurtrières, ils s'obstinent à conquérir la victoire qu'ils ont ordre, sans doute, d'arracher à tout prix. Ils disposent, d'ailleurs, grâce à leurs 6 brigades et leurs 18 canons, d'une supériorité telle, qu'il ne leur en coûte guère de jeter renforts sur renforts dans l'ardente mêlée. Nos troupes, en revanche, sont au combat depuis six heures déjà. Le général de Witte a dû mettre en ligne tout ce dont il dispose; sa réserve, ce sont les bataillons qu'il attend anxieusement. Aussi, quand vers 3 heures de l'après-midi, s'accentue la poussée des tirailleurs ennemis, appuyés de nombreuses mitrailleuses et soutenus par l'artillerie qui a franchi la Gette, la ligne des 4e et 5e lanciers est-elle contrainte peu à peu de fléchir; la ferme Yserebeek tombe aux mains de l'ennemi.

Si vaillante qu'ait été notre résistance, l'adversaire qui est maître maintenant aussi de Haelen, de Velpen, de Liebroek, s'est acquis de tels avantages, qu'il domine incontestablement la situation. L'heure est grave. Il suffirait d'un incident malheureux, peut-être, pour que tout fût perdu. Mais l'énergie du général de Witte stimule la ténacité de ses hommes. Et quand on lui annonce enfin que les bataillons attendus arrivent, il les lance, sans même leur permettre de souffler, à l'attaque des couverts occupés par l'ennemi et, sûr de lui, un éclair d'orgueil et de joie dans les yeux, il affirme : « La partie est gagnée ! »

Ces bataillons qui s'approchent sont partis un peu avant 10 heures de Hautem-Sainte-Marguerite, se dirigeant vers Loxbergen, avec un bataillon de flanc-garde, marchant sur Velpen. En cours de route, deux compagnies ont été détachées par ordre, l'une à Geet-Betz, l'autre à Budingen, en soutien des escadrons établis là, et qui, à tout prix, doivent contenir l'ennemi s'il tentait de les bousculer. Sans arrêt, malgré la chaleur étouffante, les hommes ont marché vers le canon qu'ils entendent gronder dans le lointain. A tout instant, des estafettes sont accourues, portant des ordres, demandant de presser coûte que coûte le mouvement. Et les valeureux fantassins, pour secourir leurs frères d'armes en péril, allongent le pas, noirs de la poussière qui se colle à la sueur des visages, la gorge brûlante, les pieds meurtris, mais les regards brillant de volonté farouche. Un peu après midi, un cavalier, sur sa monture blanchie d'écume, est venu enjoindre au groupe de la brigade de devancer l'infanterie et de se porter à vive allure vers Loxbergen. Au trot puissant et régulier de leurs ardennais, les batteries doublent la colonne, dépassent l'avant-garde dans le fracas des pièces et des caissons qui bondissent sur le pavé de la route. Pendant 7 kilomètres, elles trottent sans arrêt, gagnent le champ de bataille et vont prendre position : les 7e et 8e batteries au moulin de Loxbergen, la 9e à la lisière nord du village.



BARRAGE DANS UNE FERME A DIEST

A 15 h. 30, le 1er bataillon du 24e de ligne arrive au pas gymnastique au débouché de l'agglomération et, sans prendre haleine, part à l'attaque de la ferme Yserebeek. Il se heurte à une résistance qui n'est surmontée, au prix de pertes élevées, qu'à 4 heures de l'après-midi. Le 2e bataillon, qui devait attaquer la ferme par le sud, a dû se disloquer pour faire face aux menaces qui l'assaillent en flanc et le meurtrissent cruellement.

L'attaque de Velpen, où toute une brigade de cavalerie allemande s'est puissamment organisée, est confiée à un bataillon et demi du 4e de ligne, sous les ordres du major Rademaekers, et au 3e bataillon du 24e que commande le major Stacquet. Un escadron tente de les charger ; une volée de balles l'anéantit et, dans leur enthousiasme, les fantassins, entraînés par un téméraire élan, se précipitent jusqu'à l'entrée du village. Mais là, dans les greniers des habitations basses, des mitrailleuses ennemies sont tapies. A bout portant, sur la colonne engouffrée dans le goulet de la chaussée, elles ouvrent un feu si meurtrier, que la moitié de l'effectif fond en quelques instants. La colonne reflue en désordre. Au même instant, une rafale d'obus vient éclater dans les rangs de compagnies qui se déploient pour l'attaque ; le major Stacquet est tué, alors que, la cigarette aux lèvres, debout au milieu de la route, il ralliait les hommes hésitants ; les trois commandants de compagnie et trois chefs de peloton tombent pour ne plus se relever ; le major Rademaekers et plusieurs officiers sont glorieusement blessés. Malgré tout, le courage des fantassins s'acharne contre le repaire des mitrailleuses qui crachent la mort.

Tant d'obstination héroïque aura sa récompense. Cette défense de Velpen masque, en effet, la retraite des escadrons allemands et des chasseurs-cyclistes et des batteries qui, venus le matin de Curange et Herck-la-Ville, en magnifique apparat guerrier, pour venger l'échec de Liége par un succès éclatant et ouvrir la route de Bruxelles, s'en retournent, avant même que le jour finisse, fourbus, ensan-

glantés et rossés d'importance. Ils laissaient sur le terrain de leur défaite 3.000 cadavres.

Mais des troupes intrépides de notre division de cavalerie et de la 4e brigade mixte, la victoire de Haelen avait exigé un lourd tribut aussi : la gloire d'avoir battu la cavalerie prussienne, en cette première rencontre livrée en rase campagne, leur coûtait plus de 1.100 hommes tués, blessés ou disparus.

***

Tout comme la victoire de Liége, le beau fait d'armes de Haelen ne devait constituer, malheureusement, qu'un succès éphémère, car l'attaque des escadrons de von Marwitz n'était que le prélude de l'invasion formidable qui se préparait derrière le rideau tendu par la cavalerie allemande. Outre les 2e et 4e divisions que nous avons vues opérer contre la gauche belge, la 9e division de cavalerie, après avoir agi sur l'Ourthe, était venue rejoindre la 4e dans la région de Gembloux. Une vive rencontre eut lieu à Perwez avec des éléments du corps Sordet. Le 13 août, à Boneffe, un parti allemand de 300 cavaliers et 400 cyclistes avec des mitrailleuses, installé au nord de ce village, fut surpris et mis en déroute par deux escadrons du 1er lanciers (de la garnison de Namur) et deux compagnies cyclistes, aux ordres du major Lemercier. Plus au sud, le Condroz et l'Ardenne avaient été inondés, dès le 7 août, par les escadrons du corps de cavalerie von Richthofen, comprenant notamment la 5e division et la fameuse division de la garde prussienne. C'est à cette cavalerie que les escadrons français du corps Sordet se heurtèrent principalement, durant leur randonnée en Belgique.

Depuis le 12 août, avons-nous dit déjà, des éléments du 1er corps français (Franchet-d'Espe rey) de l'armée Lanrezac, étaient venus garder la Meuse entre Namur et Hastières. Aussi quand le 14, des escadrons de von Richthofen, ayant bousculé le poste d'Anseremme, parviennent jusqu'à Anthée, ils sont finalement refoulés par quelques compagnies du 33e de ligne. Le lendemain, 15 août, de grand matin, la cavalerie allemande, accompagnée de deux bataillons de chasseurs saxons et d'une nombreuse artillerie, cherche à forcer le passage de la Meuse à Dinant. Un violent combat s'engage contre les troupes françaises du 1er corps, qui défendent ce point et occupent notamment, sur la rive est du fleuve, une tête de pont gardée par un demi-bataillon du 148e, un bataillon du 33e et une section de mitrailleuses. Violemment canonnés et assaillis par des forces supérieures, les Français doivent abandonner vers midi la citadelle et se replier sur la rive gauche. Mais les renforts ne tardent pas à arriver. Des batteries de 75 prennent position et ouvrent le feu sur l'adversaire, tandis que des bataillons du 8e et du 73e d'infanterie se préparent à la contre-attaque. La lutte est menée avec une vigueur superbe, et à 5 heures du soir la citadelle est reprise ; un escadron du 6e chasseurs français poursuit, sur la rive droite, l'ennemi en retraite.

Jugeant pourtant la situation trop précaire, sur cette rive, le général Mangin faisait organiser, dès le 16 août, la défense sur la rive gauche de la Meuse, à Dinant, Anseremme, Hastières, Bouvignes, Hour. Quelques postes demeurèrent seuls à l'est du fleuve, dont les approches étaient barricadées, et d'où des patrouilles surveillaient le terrain, escarmouchant encore à maintes reprises avec des partis ennemis. Mais, en somme, la situation demeurera stationnaire sur la Meuse jusqu'au moment où l'avance générale des armées allemandes, déclenchée le 17 août, amena l'armée von Bulow devant Namur et sur la Sambre, l'armée von Hausen sur la Meuse, plaçant ainsi la 4e division d'armée belge et l'armée Lanrezac en situation si critique, qu'une difficile et angoissante retraite les sauva seule du désastre.

***

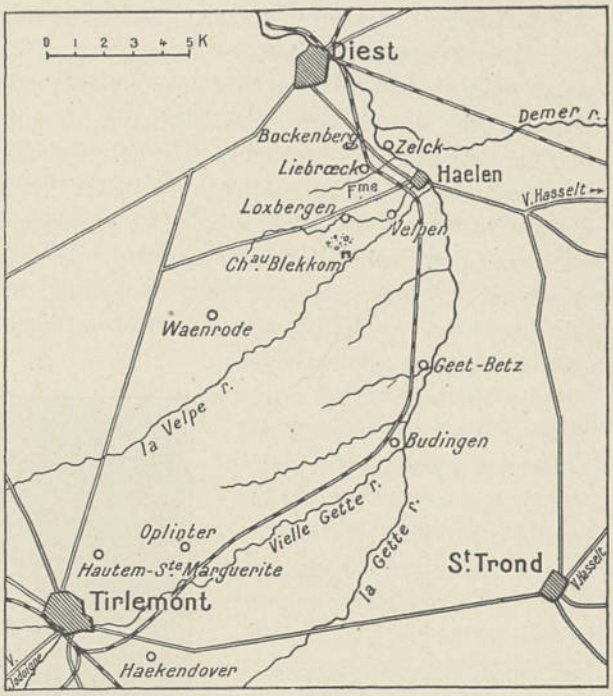
Avant d'en revenir aux événements qui se passent sur le front tenu par les troupes belges, il est nécessaire de les situer dans le cadre général des opérations alliées et de jeter à cette fin un rapide coup d'œil sur la situation et le déploiement des armées françaises.

Basée sur l'idée d'une offensive générale vers le Rhin par l'Alsace et surtout la Lorraine, la concentration initiale française, on le sait, avait disposé les Ire, IIe, IIIe et Ve armées, respectivement commandées par les généraux Dubail, de Castelnau, Ruffey et Lanrezac, face à l'est-nord-est, de Belfort à Mézières ; la IVe armée, aux ordres du général de Langle de Cary, était en deuxième ligne, dans le voisinage de Commercy.

Lorsque l'attaque de Liége et les renseignements recueillis eurent dévoilé l'intention allemande d'opérer un vaste mouvement par la Belgique, le général Joffre, sans renoncer encore aux opérations agressives vers l'est — qui s'achevèrent à Mulhouse et à Morhange — fit jouer, pour s'opposer à la manœuvre allemande, la « variante » du plan de concentration. Elle consistait : à faire glisser la Ve armée vers le nord-est, le long de la frontière belge, jusqu'à la hauteur de Fourmies ; à intercaler entre la IIIe et la Ve armées, la IVe armée qui prenait place dans la ligne de bataille, face à l'Ardenne ; à renforcer enfin la gauche du dispositif par des corps prélevés sur la droite et qu'on déplaça par chemin de fer. L'armée britannique, en outre, qui commençait le 14 août de se rassembler dans la région de Maubeuge, prolongeait la gauche française.

Quand, le 15 août, il faut abandonner l'espoir d'enlever à l'adversaire l'initiative des opérations, par celles qu'on a tentées en Alsace et en Lorraine ; quand il appert, en outre, que le mouvement des Allemands par la Belgique va dépasser, en ampleur et en puissance, toutes les prévisions, les dernières dispositions, malheureusement tardives, sont prises pour tâcher d'endiguer la gigantesque ruée. Le 15 août, l'armée Lanrezac est autorisée à se porter vers la Sambre, tout en gardant son flanc droit sur la Meuse. Mais son mouvement ne pourra se produire effectivement que le 19, quand sera donné aussi, à la IVe (de Langle de Cary) l'ordre d'offensive en Ardenne. L'armée de French qui doit avancer de Maubeuge en direction de Mons, ne pourra guère s'ébranler avant le 22. Le 17 août, ordre est aussi donné de constituer, sous les ordres du général d'Amade, une armée dans la région de Lille, au moyen de divisions territoriales et de réserve.

Grâce à la résistance de Liége, grâce à Haelen, grâce à l'obstacle que l'armée belge a élevé jusqu'ici sur la route de l'envahisseur, retardant ainsi d'au moins huit jours la marche foudroyante de l'aile enveloppante allemande, le dispositif esquissé ci-dessus a pu être réalisé. Mais il ne pouvait malheureusement suffire à corriger les défauts de la concentration initiale. Trop hâtivement montée, mal adaptée à la situation réelle, imparfaitement accordée aux actions envisagées, la manœuvre destinée à rétablir la situation compromise, en rompant le centre du déploiement ennemi,



COMBAT DE HAELEN

aboutit à la double défaite des Ardennes et de la Sambre. Mais n'anticipons pas.

L'INVASION. — COMBATS DE LA GETTE. — LA RETRAITE VERS ANVERS

Les derniers forts de Liége avaient succombé le 15 et le 16 août. La voie était libre. Et le 17, le front de déploiement des armées allemandes s'ébranla.

Indépendamment des corps de cavalerie dont nous nous sommes occupés, la concentration ennemie s'était opérée comme suit :

Ire Armée, von Kluck : 7 corps d'armée autour d'Aix-la-Chapelle ;

IIe Armée, von Bulow : 6 corps d'armée autour d'Eupen ;

IIIe Armée, von Hausen : 5 corps d'armée autour de Malmédy ;

IVe Armée, duc de Wurtemberg : 5 corps d'armée autour de Saint-Vith ;

Ve Armée, Kronprinz impérial : 5 1/2 corps d'armée, à Trèves et Luxembourg ;

VIe Armée, Kronprinz de Bavière : 5 corps en Lorraine ;

VIIe Armée, von Heeringen : 3 corps d'armée dans les Vosges septentrionales.

Détachement d'Armée Gaede : formations de réserve et d'Ersatz, en Alsace.

Les 13 corps des Ire et IIe Armées, avec la cavalerie de von Marwitz et von Richthofen, devaient marcher au nord de la Meuse. C'était une masse de 550.000 hommes, devant laquelle n'existait d'autre obstacle que l'armée belge et la place de Namur. Constituant l'aile marchante, elle avait mission d'exécuter une vaste conversion qui devait l'amener, face au sud, vers la Sambre. L'armée de von Hausen, appuyant à gauche cette aile marchante, attaquerait la Meuse en se rabattant aussi vers le sud, formant avec les 10 corps des IVe et Ve Armées, le centre du dispositif avançant par les Ardennes et le Luxembourg. L'aile gauche, enfin, servait de pivot au mouvement général, et devait attaquer en direction de Nancy, et de Toul.

LE GÉNÉRAL LEMERCIER

Jetées les premières en avant, pour la conversion à exécuter, tandis que les autres marqueront un peu le pas, les armées de von Kluck et von Bulow qui vont envahir la Belgique centrale, se composent : la première des IIe, IIIe, IVe, IXe corps actifs, IIIe, IVe, IXe corps de réserve; la deuxième des VIIe, Xe corps actifs, VIIe, Xe corps de réserve, de la garde prussienne et du corps de réserve de la Garde. Une artillerie formidable — canons et obusiers de campagne, canons et obusiers lourds — accompagne ces forces redoutables, préparées, outillées, équipées et sans cesse perfectionnées depuis quarante ans pour cette guerre « fraîche et joyeuse » à laquelle elles marchent, ivres de puissance et d'orgueil.

Établie sur la Gette, depuis le 5 août, et gardant solidement Namur, l'armée belge avait attendu en vain l'heure tant espérée où, sur la Meuse, les Alliés viendraient prolonger son front, s'y souder et dans une lutte commune dresser devant l'envahisseur leurs forces assemblées. Le 17 août, hélas ! — pour les raisons précédemment évoquées à grands traits, — l'armée belge était seule toujours. Le corps de cavalerie Sordet, exténué, s'était reporté vers Gembloux et Fleurus, laissant au 1er corps de l'armée Lanrezac, la garde des ponts de la Meuse au sud de Namur et ceux de la Sambre, entre Floreffe et Tamines ; les autres corps de cette armée française ne devaient, d'après les renseignements fournis, atteindre la région de Philippeville que le 19 quant à l'armée French, elle débarquait encore au sud de la Sambre, vers Maubeuge ; sa cavalerie seule était réunie.

Telle était la situation quand la marée grise déferla. Depuis le 17, le commandement belge savait que Saint-Trond, Tongres, Hasselt, Herck-Saint-Lambert, Lummen, Genck, Asch, Beeringen, Bourg-Léopold, Moll, étaient occupés et qu'à Lixhe passaient sans cesse des forces imposantes. Devant le front même de la Gette, la présence de l'ennemi était signalée à Esemael, Landen, Waremme, Hannut et les localités voisines. Sur la droite de l'armée, enfin, des rassemblements s'opéraient à Huppaye, Jauchelette, Piétrebais ; des colonnes traversaient la Meuse à Ampsin, tandis que des troupes réparaient fièvreusement le pont de Huy.

Aux premières heures du 18 août, la situation devint nettement critique. D'instant en instant, les renseignements confirmaient la mise en marche vers le front de l'armée de forces si considérables, que toutes les routes en étaient envahies. Une menace grave s'accentuait contre la gauche, en direction de Diest et d'Aerschot, avec le dessein évident de couper l'armée d'Anvers, si elle résistait. La droite, en même temps, risquait d'être débordée par les colonnes dont l'afflux constant vers la Meuse était annoncé et qui, dans la journée, franchissaient sans arrêt le fleuve à Huy, Ampsin et Flône.

Peu après l'aube, des engagements déjà se produisaient sur le front tenu par notre division de cavalerie, de Diest à Budingen. Ce dernier point,

de même que Geet-Betz, défendus chacun par un escadron du 1er guides, étaient attaqués dès 7 heures. Une résistance acharnée y tint l'ennemi en échec jusqu'à 9 heures, moment où il réussit à franchir la Gette. A Haelen, deux pelotons cyclistes et un escadron du 5e lanciers tinrent vigoureusement tête aussi, malgré une canonnade intense. Mais vers 9 h. 30 l'attaque d'infanterie se dessina ; des ponts nombreux étaient jetés sur la rivière. A Diest, enfin, deux pelotons cyclistes et la compagnie des pionniers-pontonniers brisèrent, pendant une heure et demie, tous les efforts d'une brigade de troupes de toutes armes, avant d'abandonner à l'ennemi la petite cité à demi ruinée par le canon et l'incendie.

LE LIEUTENANT-GÉNÉRAL DOSSIN

Pour écarter le danger qui pesait sur notre aile gauche, le commandement de l'armée avait expédié la 2e division d'armée, du général Dossin de Louvain à Winghe-Saint-Georges, où elle prolongeait le front. La division de cavalerie du général de Witte put ainsi, se soustrayant à la pression ennemie, se replier à midi vers le nord de cette localité, en direction d'Aerschot.

Plus au sud, un corps d'armée allemand tout entier marchait contre le front tenu par la 1re division d'armée, aux environs de Tirlemont.

« Une décision immédiate s'imposait, expose le *Rapport du commandement de l'Armée*. Si l'armée belge restait en place, elle devait livrer le 19 dès l'aube, une bataille dont le résultat défavorable n'était pas un instant douteux. Assaillie sur son front et sur ses deux flancs par des forces immensément supérieures, elle aurait eu ses débris coupés d'Anvers, où se trouvaient toutes ses ressources et toutes ses munitions.

« Or l'armée avait conservé sa position d'observation du 5 au 18 août, soit pendant 13 jours. Elle avait résisté aux attaques de la cavalerie et des troupes légères de l'ennemi ; elle l'avait obligé à opérer la concentration de sa droite dans la région frontière, à perdre un temps précieux pour prendre avec ses masses des dispositions d'enveloppement. Au moment où celles-ci allaient produire leur effet, il ne restait plus à l'armée qu'à se dérober pour échapper à la destruction. »

En un mot, le commandement, fidèle aux directives qu'il s'était tracées, — et qui ont été exposées au début de cette étude, — faute d'avoir vu la liaison s'établir avec les Alliés, faute aussi de pouvoir s'opposer aux masses qui s'apprêtaient à submerger nos lignes, prit le seul parti possible pour soustraire l'armée au désastre et la maintenir en état de poursuivre la lutte.

Car il n'était point question, faut-il le dire, de renoncer à celle-ci. De plus, informé que le général Joffre se préparait à assaillir l'ennemi au cours même de son mouvement à travers la Belgique, le commandement belge pouvait garder le ferme espoir de voir bientôt se réaliser, dans le voisinage d'Anvers, la liaison attendue en vain sur la Gette et la Meuse.

Sa décision prise, le Roi avait, dès 12 h. 30, informé le général Dossin qu'il aurait à protéger éventuellement avec sa division, la retraite de l'armée ; et à 15 h. 30, le 18 août, il ordonnait le mouvement de recul général vers la Dyle.

Mais quand cet ordre parvint à la 1re division, ses avant-postes étaient violemment attaqués déjà. Aussi, pour exécuter l'ordre de retraite reçu, le général Baix dut charger la 2e brigade mixte de contenir l'ennemi, en occupant la position préparée à cette fin depuis le 15 août et qui, de Hautem-Sainte-Marguerite à Cumptich, encerclait Tirlemont.

A TIRLEMONT, HAUTEM-SAINTE-MARGUERITE ET GRIMDE

Le 22e de ligne, commandé par le colonel Guffens, était disposé à l'est de la route Tirlemont-

Diest. Il occupait une ligne de tranchées et redoutes, au sud-est de Hautem-Sainte-Marguerite et détachait des grand'gardes à Oplinter et Neerlinter, tenant ainsi un front de 7 kilomètres d'étendue, avec l'appui du groupe de batteries de la 2e brigade mixte. Vers le sud, ce front était prolongé par cinq compagnies du 3e de ligne occupant Grimde, sous les ordres du major Burguet, où elles couvraient la 3e brigade mixte. Quant au 2e de ligne, du colonel Fabry, établi entre les routes de Louvain et de Diest, il appuyait en échelon à droite le 22e et battait les débouchés de Tirlemont vers le nord et l'ouest, soutenu par trois batteries du 1er d'artillerie. Quand les 1re et 3e brigades mixtes de la 1re division d'armée commencèrent leur mouvement de retraite, les troupes dont nous venons d'exposer la situation eurent à contenir le puissant effort prononcé par le IXe Corps d'Armée allemand. Elles le firent avec une telle vaillance et un tel esprit de sacrifice, qu'en témoignage de leur abnégation héroïque le nom de Hautem-Sainte-Marguerite demeure inscrit sur leurs emblèmes.

A 14 heures, la grand'garde de Neerlinter est attaquée par de l'infanterie et de la cavalerie; celle d'Oplinter est bientôt menacée à son tour par des troupes qu'on signale à Wommersom. Les batteries de la 2e brigade ouvrent aussitôt le feu sur cet objectif. Mais à peine ont-elles commencé le tir, qu'elles sont survolées et repérées par des avions allemands, puis prises sous les rafales concentriques et ininterrompues de 5 à 6 batteries ennemies qui, en quelques instants, anéantissent littéralement deux des nôtres, détruisant 5 canons, 4 caissons, tuant une trentaine d'officiers et servants et un grand nombre de chevaux. Seule la 1re batterie du groupe, mieux abritée, put continuer pendant une heure encore la lutte contre une artillerie cinq ou six fois supérieure qui, dès lors, tirant comme au polygone, s'acharna contre les positions du 22e de ligne. Malgré ce feu précis et meurtrier, nos hommes tinrent bon; la grand'garde de Neerlinter, où l'on se battait à un contre dix, ne céda qu'à 16 heures. A Oplinter et sur la ligne des tranchées, l'infanterie allemande était au contact de nos troupes, dans les rangs desquels l'artillerie faisait d'effrayants ravages. A 16 h. 30, le colonel Guffens ordonnait le repli vers l'ouest. Mais déjà les assaillants avaient envahi deux redoutes où une lutte terrible s'engagea; éblouissants de courage et d'abnégation, les fantassins du 22e s'y firent décimer, contenant ainsi l'adversaire pendant près d'une heure encore et permettant au restant du régiment de se dégager.

A Grimde, un combat non moins violent avait été soutenu avec la même vaillance par les 5 compagnies du major Burguet. Rien ne put faire lâcher prise aux magnifiques fantassins du 3e de ligne. A 16 heures, bien que décimés alors par des feux d'enfilade, ils barraient toujours les accès de Tirlemont, prêts à se sacrifier jusqu'au dernier dans une lutte corps à corps, quand l'ordre de battre en retraite leur parvint. C'est miracle que leurs débris réussirent à se décrocher et à s'écouler à travers Tirlemont.

Peu de temps après, les Allemands pénétraient à leur tour dans la petite cité ; mais quand ils voulurent en déboucher, le feu du 2e de ligne, déployé comme nous l'avons indiqué plus haut, les cloua net sur place. Leur artillerie, alors, s'avança et de toutes ses pièces, pendant plus de deux heures, chercha par un bombardement, d'insuffisante précision heureusement, à ouvrir la voie à l'infanterie qui se massait pour l'assaut. Ce fut en vain. Sur la route de Diest, comme sur celles de Winghe-Saint-Georges et de Louvain, les assaillants se heurtèrent à l'insurmontable résistance du 2e de ligne. A 8 h. 1/2 du soir, las de se faire inutilement massacrer, les Allemands renonçaient à la lutte. Une heure plus tard, les derniers défenseurs se repliaient dans la nuit tombante, sinistrement illuminée par les incendies allumés à Tirlemont et Hautem-Sainte-Marguerite.

La résistance héroïque de la 2e brigade mixte et de quelques compagnies du 3e de ligne avait rompu l'effort de plus d'un corps d'armée. Mais sur 40 officiers du 22e de ligne qui avaient pris part à l'action, 23 restaient sur le champ de bataille ; le régiment avait perdu 50 o/o de son effectif. Les cinq compagnies du major Burguet avaient perdu 3 officiers et 45 o/o de leurs soldats.

Dans la même journée, des escarmouches se poursuivirent sur le front de la 5e division d'armée, qui constituait notre aile droite ; mais le repli s'y effectua sans être autrement inquiété, que par quelques obus lancés sur des rassemblements.

Et dans la nuit, l'armée acheva de se rabattre sur la rive gauche de la Dyle, vers le front Neeryssche-Louvain-Rotselaer. Une brigade de la 3e division, postée à Aerschot, devait couvrir sa gauche.

LE COMBAT D'AERSCHOT

Cette brigade, aux ordres du général Janssen, était composée des 9e et 14e de ligne, avec un groupe de batteries. Un détachement, commandé par le lieutenant-colonel Funcken, les renforçait ; il comprenait un bataillon du 6e, un du 26e de ligne et la 24e batterie.

Le 9e de ligne couvrait au nord les accès d'Aerschot ; le bataillon du 26e et celui du 14e gardaient les routes venant de l'est et du sud-est. Le restant des forces se trouvait en réserve.

POSTE BELGE A TIRLEMONT

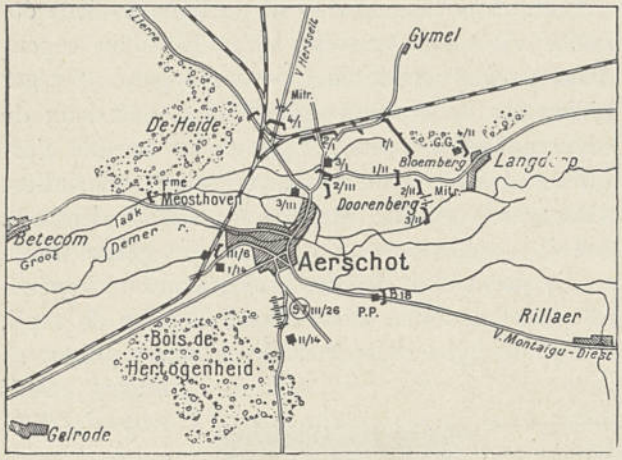
Après une échauffourée dans la nuit du 18 au 19, le combat prit, à l'aube, une forme violente. Il débuta par l'engagement de la compagnie Gilson du 9e de ligne, laquelle tenait la tranchée du chemin de fer barrant la route de Lierre et battait ainsi de son feu cette dernière route et celle de Hersselt. Elle devait s'y couvrir de gloire. A 5 heures du matin, elle fauchait une compagnie ennemie qu'elle avait laissé s'approcher à courte distance; à 6 heures, tout un bataillon était déployé et décimé par le tir de nos fusils et mitrailleuses. Bientôt, en même temps que l'artillerie allemande ouvrait le feu, des unités fraîches s'engagèrent en vue d'envelopper la compagnie Gilson sur ses deux ailes.

Pourtant, c'est à 7 h. 1/2 seulement que, débordée de toutes parts et ayant épuisé presque toutes ses munitions, cette compagnie se retira sous la protection d'un peloton, réduit à une trentaine d'hommes qui durent se sacrifier. Le nez fracassé par une balle, le commandant Gilson ramena lui-même les débris de son unité héroïque jusqu'à la route de Louvain ; elle avait supporté le poids le plus lourd de la lutte.

Les autres éléments du 9e de ligne avaient été moins vivement pressés ; le 3e bataillon cependant, engagé par le chef de corps pour protéger la retraite de la compagnie Gilson, eut deux de ses compagnies éprouvées par un feu terrible d'artillerie et de mitrailleuses. A l'est et au sud-est d'Aerschot, aucune attaque ne s'était dessinée. Aussi, quand informé que l'arrière-garde de la 2e division s'était écoulée sans encombre, le général Janssen donna à sa brigade l'ordre de repli, le 14e de ligne et le bataillon du 26e purent se retirer sans trop de difficultés.

Avant 9 heures du matin, les Allemands entraient à Aerschot où se déroulèrent des scènes de la plus atroce sauvagerie. Ils y massacrèrent d'abord les blessés et les prisonniers. Vingt-huit de ceux-ci furent conduits sur la rive du Demer, où deux compagnies allemandes les chassèrent devant elles et les abattirent à coups de feu. Deux soldats échappèrent aux balles : un officier les fit jeter dans la rivière. Mais ce n'était qu'un prélude. Dans l'après-midi commencèrent le meurtre des habitants, le pillage, le sac et l'incendie de la malheureuse cité, qui se prolongèrent durant plusieurs jours : environ 150 personnes furent massacrées, 386 maisons brûlées. Le même régime de terreur pesa sur toute la région : Schaffen, Diest, Hersselt, Gelrode, Rotselaer, Tremeloo, notamment, en subirent, avec Aerschot, les effroyables conséquences.

Cependant, les âpres combats de la journée du 19 avaient fait ressortir le danger que courait encore notre armée, d'être débordée et coupée de sa base. Aussi le Roi ordonna-t-il de poursuivre le repli jusqu'à l'abri des forts d'Anvers. Après des marches exténuantes, de jour et de nuit, nos divi-



COMBAT D'AERSCHOT

sions arrivaient le 20 août dans le camp retranché. Elles étaient harassées, déprimées par cette rapide retraite, succédant aux illusions de victoire jusqu'alors entretenues, et par le tragique spectacle des populations fuyant en désordre à l'approche des hordes ennemies, dont les sinistres exploits se colportaient de bouche en bouche.

La marée grise montait. Le 19 août, dans la matinée, les éclaireurs allemands arrivaient à l'Hôtel de Ville de Louvain. Dans l'après-midi, les premières troupes firent dans la ville une entrée triomphale, et jusqu'au soir le fleuve de l'invasion coula, aux sons des fifres et des fanfares. La cité entière fut occupée. En ce moment, l'ennemi ne commit cependant pas d'excès. A l'Hôtel de Ville, au sommet duquel flottait le drapeau allemand, s'installa le major von Manteuffel, le futur bourreau de Louvain.

Le jeudi 20 août, Bruxelles, capitale florissante de la Belgique, était occupée à son tour. Ville ouverte, elle avait été laissée sans défense et totalement évacuée par l'élément militaire. A 11 heures du matin, un officier allemand, accompagné de hussards, porteurs de drapeaux blancs, se présenta à la « Porte de Louvain ». Le bourgmestre Max, accompagné de deux échevins, y reçut les parlementaires. Dès la veille au soir, il avait fait placarder des affiches invitant la population consternée, à la confiance et au calme. « Aussi longtemps que je serai en vie, ajoutait-il, je protégerai de toutes mes forces le droit et la dignité de mes concitoyens. » On sait avec quelle conscience et quelle fière énergie il tint parole, jusqu'au jour où il fut déporté dans une geôle allemande.

A 2 heures de l'après-midi, l'avant-garde des 40.000 hommes du corps de Sixt von Arnim apparut à la Chaussée de Louvain. Et l'interminable défilé de ces troupes, dont nul combat encore n'avait altéré l'impeccable puissance, commença sous les yeux du peuple qui assista muet, indifférent en apparence, mais le cœur serré de patriotique et douloureuse angoisse, au passage des escadrons, des bataillons succédant aux bataillons, de l'artillerie légère et lourde, des convois, de toute cette gigantesque masse qui, martelant le sol belge de son pas lourdement scandé, se ruait vers la France.

Si terrible et brutal que fût le coup, Bruxelles le supporta sans défaillance. Depuis le 17 août, le Gouvernement s'était transporté à Anvers, où notre armée, s'appuyant à la forteresse que l'on voulait croire invulnérable, devait prolonger la résistance jusqu'à l'heure où les Alliés viendraient délivrer le pays. Bruxelles ne doutait pas que cette heure dût sonner bientôt.

Et, offrant au monde le magnifique spectacle de sa résistance morale, de son inébranlable confiance dans la victoire, de son esprit caustique et inflexible, Bruxelles, capitale et cœur de la Belgique indomptable, tint bon, malgré toutes ses angoisses, ses souffrances, ses misères, durant plus de quatre ans, jusqu'au jour radieux du triomphe.

LA BATAILLE DES FRONTIERES DES ARDENNES A LA SAMBRE — LA CHUTE DE NAMUR

Sans s'arrêter, la marche des armées allemandes se poursuivit à travers la Belgique. Tandis que les 3e et 9e corps de réserve étaient laissés en observation devant Anvers, le restant de l'armée de von Kluck et la cavalerie de von Marwitz accentuaient leur conversion vers le sud, à pas précipités. A leur gauche, l'armée von Bulow, faisant face au sud également, avançait vers la Sambre, en même temps qu'elle commençait l'investissement de Namur. Reliant l'aile marchante au groupe central, l'armée von Hausen se dirigeait vers l'ouest, en vue de franchir la Meuse entre Namur et Givet, avant de se rabattre vers la France. L'armée du duc de Wurtemberg, protégeant le flanc gauche de la précédente, poussait d'abord vers l'ouest, puis s'infléchissait vers le sud. Enfin l'armée du Kronprinz, pivot de cette

masse principale, s'orientait vers le sud-ouest en réglant son mouvement sur celui de ses voisins.

De son côté, le 20 août, jour même où les Allemands entraient à Bruxelles, le G. Q G. français, jugeant la réunion des forces suffisamment établie, donnait les directives d'attaque aux IIIe, IVe et Ve armées. A l'est de la Meuse, la IVe armée (de Langle de Cary) devait, avec ses 6 corps 1/2, rompre du front Mézières-Verdun et attaquer vers le front Gedinne-Paliseul Neufchâteau-Arlon. La IIIe (Ruffey), débouchant de Verdun, appuierait la droite de la précédente. A l'ouest de la Meuse, la Ve armée devait prendre l'offensive au nord de la Sambre. A sa gauche, l'armée britannique, concentrée dans la région de Mons, devait marcher en direction de Nivelles. Enfin, le corps de cavalerie Sordet opérerait à la gauche des Anglais.

LES PREMIÈRES PROCLAMATIONS ALLEMANDES A BRUXELLES

Ces dispositions devaient donner lieu, à bref délai, à l'engagement général connu sous le nom de « bataille des frontières », et dont nous tracerons une rapide esquisse en suivant, de la droite à la gauche, les événements qui se rattachent directement à l'attaque et à la chute de Namur (1).

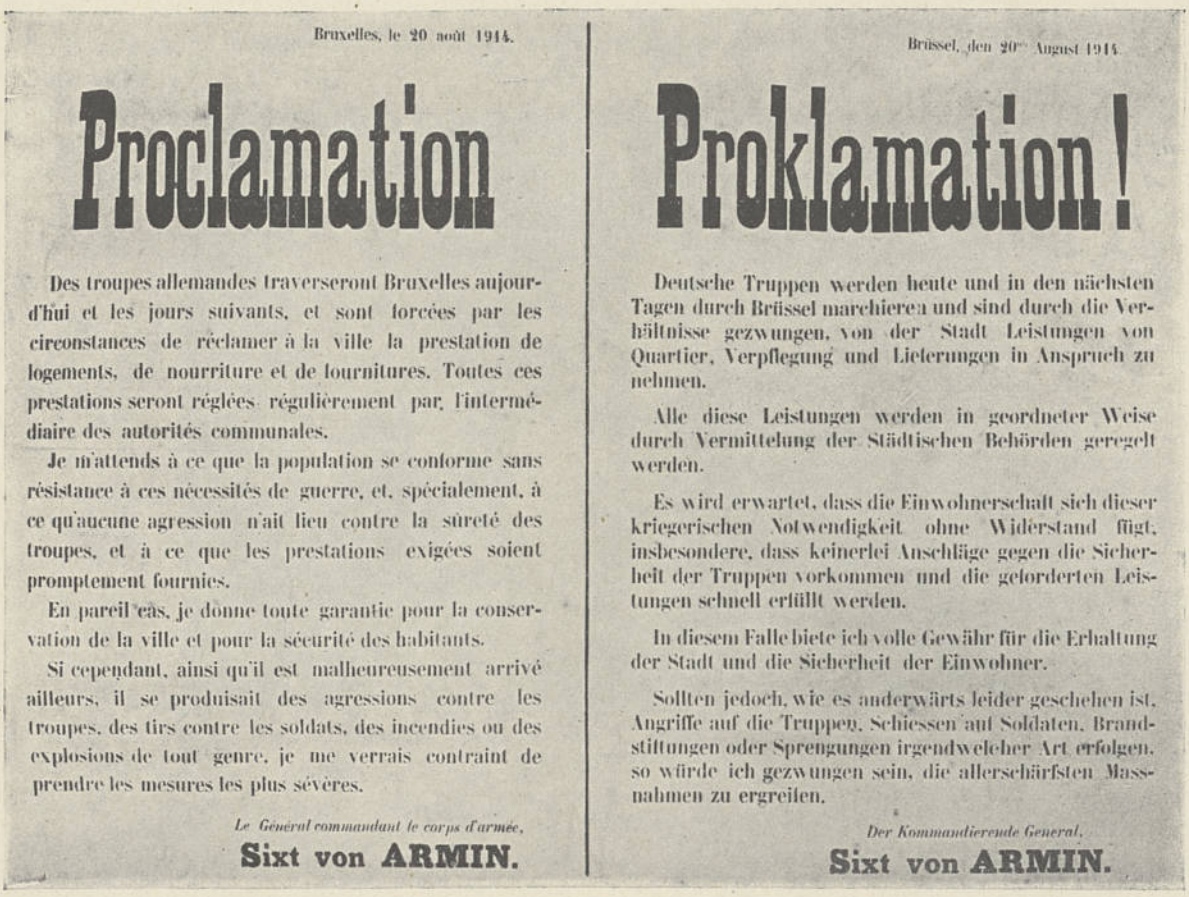
Bataille des Ardennes. — La IVe armée française avait atteint le 21 le front Montmédy-Mézières ; ses avant-gardes étaient maîtresses des débouchés de la Semois. Le 22, son mouvement général vers le nord se prononce, selon un dispositif d'ensemble qui accole, de l'est à l'ouest : le 2e corps, le corps colonial, le 12e, le 17e, le 11e corps, et enfin, deux brigades du 9e corps détaché de l'armée Castelnau. Elle a pour objectif général le front Mellier-Neufchâteau-Ochamps-Maissin-Gedinne et est flanquée à droite par le 4e corps de la IIIe armée, lequel marche vers Ethe et Étalle.

A peine l'avance s'est-elle produite dans ce terrain accidenté, boisé et couvert de l'Ardenne belge, qui est un véritable coupe-gorge, que la droite (4e corps, 2e corps et 1 division coloniale) vient buter dans les corps de l'armée du Kronprinz, débouchant des environs d'Arlon et marchant vers l'O. S.-O. Obligée de faire face au N.-E., cette droite voit du même coup son mouvement offensif enrayé net.

Au centre et à gauche, l'armée de Langle de Cary se heurte à celle du duc de Wurtemberg qui, du nord au sud, se précipite à sa rencontre. Des engagements meurtriers et sanglants ont lieu, avec des alternatives diverses, sur toute la ligne : à Ethe, Virton, Bellefontaine, Rossignol, Neufchâteau, Ochamps, Bertrix, Maissin. Malgré leurs lourdes pertes, les corps font, dans l'ensemble, bonne contenance, quand un coup de bélier, porté vers Bertrix à la 33e division qui fléchit, provoque une rupture entre le centre et la gauche, et entraîne des reculs partiels dans la nuit du 22 au 23. C'est en vain qu'une reprise d'offensive est tentée le matin suivant. Le grave échec de Bertrix s'accentue à Florenville. Menacée d'être disloquée, toute la IVe armée bat en retraite vers la Chiers. La bataille est perdue ; les troupes françaises refluent au delà de la frontière. Il ne reste en Belgique que les corps vainqueurs du duc de Wurtemberg et du Kronprinz allemand, qui s'illustrent par les massacres, les pillages, les incendies, dont l'Ardenne belge devient le sinistre théâtre.

(1) Pour plus de détails, voir *La Belgique envahie*, par le colonel Bujac.

Bataille de Charleroi. — Tandis que le 1er corps gardait, comme on le sait, les passages de la Meuse, de Namur à Givet, et ceux de la Sambre, à l'ouest immédiat de Namur, le restant de l'armée Lanrezac avait exécuté le mouvement destiné à l'amener sur le front Thuin-Charleroi-Fosse. L'armée britannique, à sa gauche, devait s'établir



Bruxelles, le 20 août 1914.

Proclamation

Des troupes allemandes traverseront Bruxelles aujourd'hui et les jours suivants, et sont forcées par les circonstances de réclamer à la ville la prestation de logements, de nourriture et de fournitures. Toutes ces prestations seront réglées régulièrement par l'intermédiaire des autorités communales.

Je m'attends à ce que la population se conforme sans résistance à ces nécessités de guerre, et, spécialement, à ce qu'aucune agression n'ait lieu contre la sûreté des troupes, et à ce que les prestations exigées soient promptement fournies.

En pareil cas, je donne toute garantie pour la conservation de la ville et pour la sécurité des habitants.

Si cependant, ainsi qu'il est malheureusement arrivé ailleurs, il se produisait des agressions contre les troupes, des tirs contre les soldats, des incendies ou des explosions de tout genre, je me verrais contraint de prendre les mesures les plus sévères.

Le Général commandant le corps d'armée,

Sixt von ARMIN.

Brüssel, den 20ten August 1914.

Proklamation!

Deutsche Truppen werden heute und in den nächsten Tagen durch Brüssel marchieren und sind durch die Verhältnisse gezwungen, von der Stadt Leistungen von Quartier, Verpflegung und Lieferungen in Anspruch zu nehmen.

Alle diese Leistungen werden in geordneter Weise durch Vermittelung der Städtischen Behörden geregelt werden.

Es wird erwartet, dass die Einwohnerschaft sich dieser kriegerischen Notwendigkeit ohne Widerstand fügt, insbesondere, dass keinerlei Anschläge gegen die Sicherheit der Truppen vorkommen und die geforderten Leistungen schnell erfüllt werden.

In diesem Falle biete ich volle Gewähr für die Erhaltung der Stadt und die Sicherheit der Einwohner.

Sollten jedoch, wie es anderwärts leider geschehen ist, Angriffe auf die Truppen, Schiessen auf Soldaten, Brandstiftungen oder Sprengungen irgendwelcher Art erfolgen, so würde ich gezwungen sein, die allerschärfsten Massnahmen zu ergreifen.

Der Kommandierende General.

Sixt von ARMIN.

sur la ligne Binche-Mons-Condé. Le terrain dévolu aux attaques est essentiellement défavorable à l'action de grandes masses : c'est le bassin houiller du Borinage. Si la Sambre n'est pas en soi un obstacle très sérieux, ses rives, totalement couvertes de localités, de vergers, de murs, constituent un véritable dédale à travers lequel l'infanterie peut difficilement cheminer ; la limitation des vues, d'autre part, contrarie singulièrement l'action de l'artillerie. Aussi le général Lanrezac estime-t-il qu'il ne sera pas en état de livrer bataille avant le 22 dans l'après-midi, peut-être le 23. Il veut disposer, en effet, de son 1er corps, que doit relever à Dinant la division de réserve Boutégourd. Tandis que celle-ci tiendra la Meuse, il se propose, avec les 1er et 10e corps, de prononcer l'attaque principale à l'ouest de Namur, où le terrain est le moins défavorable. Le 21, il ordonne donc un dispositif défensif d'attente. Les 10e et 3e corps, renforcés chacun d'une division d'Afrique, sont : le premier à Fosse, Vitrival, Le Roux; le deuxième à Nalinnes, Tarcienne, Gerpinne. Le 18e corps s'achemine vers Thuin ; les deux divisions de réserve restant au groupe Valabrègue, échelonnées un peu en arrière, établissent la liaison avec l'armée French qui sera réunie, le 22 seulement, de Condé à Binche.

Le 22, cependant, la bataille de Charleroi va s'engager contre la volonté du général Lanrezac. Le 10e corps a témérairement attaqué les postes allemands dans les bas-fonds de la Sambre ; il se heurte à une organisation où abondent mitrailleuses et canons, et subit des pertes graves. Au 3e corps, l'aventure tourne plus mal encore ; lui aussi est décimé et mis en grand désordre. Le

18e corps, attaqué, se maintient difficilement. Devant tout le front de Lanrezac, les troupes de von Bulow se sont déployées et ont eu ce jour-là l'avantage. Dès l'aube du 23, la bataille reprend sur toute la ligne. A midi, cependant, le 1er corps, relevé à Dinant, est en mesure d'intervenir. Il va attaquer la garde prussienne, quand parviennent au général Lanrezac d'inquiétantes nouvelles. La IVe armée française, incapable de se maintenir aux débouchés de la Semois, a dû refluer vers le sud ; sur la Meuse, une forte avant-garde de von Hausen a bousculé au sud de Dinant, les éléments de la division Bouttegourd et marché sur Onhaye ; à Namur, une formidable attaque met la place en péril ; et là-bas, vers Mons, l'armée French est aux prises avec toute l'armée von Kluck. Heureusement, la brigade Mangin, retirée du 1er corps, a pu être précipitée sur Onhaye, reprendre le village et en imposer assez à von Hausen pour qu'il n'ose pas s'aventurer sur la rive gauche de la Meuse. De ce côté, le danger est momentanément conjuré. Mais, si les 1er et 10e corps font bonne contenance, il n'en est pas de même des 3e et 18e, d'autant plus que le dernier s'inquiète des événements en cours chez les Anglais, et que des attaques de plus en plus puissantes lui font perdre du terrain. Voyant sa gauche fléchir et sa droite découverte par le repli de la IVe armée, Lanrezac ordonne à la Ve armée de commencer sa retraite, dans la nuit du 23 au 24, vers le front Givet-Maubeuge. Ce même jour, l'armée anglaise se repliait sur la ligne Maubeuge-Valenciennes.

A Dinant, en même temps, où depuis leur premier échec du 15 août, l'effort des Allemands avait été contenu, les Saxons de von Hausen commencèrent le 23 août l'œuvre de barbarie la plus sanguinaire, la plus affreuse qu'on puisse imaginer, œuvre qui se prolongea des jours durant, et dont l'horreur, pour l'éternité, marquera l'Allemagne du sceau de la plus monstrueuse infamie. Il ne nous appartient pas de décrire ici ce que fut le martyre de Dinant. Évoquons-le seulement pour rappeler que 606 habitants furent massacrés par la soldatesque en furie, au nombre desquels 44 vieillards,68 femmes et jeunes filles, 50 enfants ; que sur les 1.375 maisons que comptait la commune, 1.263 furent détruites. Le meurtre, le pillage, l'incendie s'étendirent, du reste, à toute la contrée de la Meuse, avec une sauvagerie que les mots sont impuissants à dépeindre.

BRASSARD ALLEMAND VENDU EN L'HONNEUR DE LA CHUTE DE NAMUR

Bataille de Mons. — Le maréchal French avait réuni ses forces le 22 août sur le front Condé-Mons-Binche, le 2e corps (Smith-Dorrien) à gauche, le 1er corps (Douglas Haig) à droite ; la 5e brigade de cavalerie occupait Binche. Faute d'autres réserves, il gardait à sa disposition le corps de cavalerie Allenby, dont quelques escadrons avaient pris le contact avec l'ennemi jusque vers Soignies. Le 23, dans l'après-midi, l'attaque allemande se dessina avec une violence croissante et paraissant d'abord menacer particulièrement la droite britannique. La 5e brigade de cavalerie dut évacuer Binche et la 3e division du 1er corps se replier au sud de Mons. A la fin de la journée, French apprend qu'il est attaqué par 5 corps de l'armée von Kluck, dont deux, avec la cavalerie de von Marwitz, — que le corps Sordet tâche de contenir, — dessinent sur sa gauche un vaste mouvement enveloppant. Aux prises avec des forces trois fois supérieures aux siennes, il faut qu'il rompe pour échapper au désastre, d'autant plus qu'à sa droite les affaires de la Ve armée française prennent mauvaise tournure. Le 24 au matin, il ordonne donc une retraite par échelons qui s'exécute sous la pression ennemie, au prix de combats sanglants. Une résistance momentanée sur une position intermédiaire, permet aux corps britanniques d'atteindre le 24 au soir une ligne tracée à l'ouest de Maubeuge. Le territoire belge était évacué. Sur la Sambre, comme dans les Ardennes, les armées allemandes se livrèrent aux plus abominables violences, partout où elles s'étaient heurtées à la résistance des Alliés. L'atroce massacre de Tamines égala en cruelle horreur les tragédies de Visé, Aerschot, Louvain Dinant.

L'ATTAQUE DE NAMUR

Érigée au confluent de la Sambre et de la Meuse, la forteresse de Namur, construite par Brialmont en même temps que celle de Liége, constituait, tout comme cette dernière, un pivot de manœuvre et une tête de pont, protégée par une ceinture de forts d'arrêt, en tous points semblables à ceux que nous avons décrits déjà. Au nombre de neuf, ils étaient séparés par des intervalles de 4 à 5 kilomètres d'étendue, où l'on édifiait, au moment de la mobilisation, des tranchées et redoutes.

La place était divisée en 4 secteurs : le 1er au sud-est de la ville, entre Meuse-aval et Meuse-amont ; le 2e entre Meuse-amont et la Sambre ; le 3e, du nord de la Sambre jusqu'à Cognelée ; le 4e, enfin, du fort de Cognelée jusqu'à la Meuse-aval.

Depuis que la 15e brigade mixte avait été envoyée à Liége, le lieutenant-général Michel, gouverneur de Namur et commandant de la 4e division d'armée, disposait pour la défense de la place des forces suivantes :

La 8e brigade mixte (8e et 28e régiments de ligne, 1 groupe de batteries) ; la 10e brigade mixte (10e et 30e de ligne, 1 groupe de batteries) ; la 13e brigade mixte (13e et 33e de ligne, 1 groupe de batteries) ; le 1er régiment de lanciers ; le groupe divisionnaire du 4e d'artillerie ; le génie et les services de la 4e division ; 4 régiments de forteresse (8e, 10e, 13e régiments et 1er chasseurs à pied de forteresse) ; l'artillerie et le génie de forteresse de la place ; quelques batteries d'intervalle hâtivement constituées au moment de la mobilisation, à l'aide d'ancien matériel déjà déclassé. Grâce au temps dont Namur avait bénéficié, l'organisation des travaux de défense avait été poussée à fond, avec la plus grande activité. L'émouvante résistance de Liége avait, en outre, suscité chez tous la plus féconde émulation ; la garnison entière vibrait d'une ardeur morale magnifique.

Les Allemands, cependant, instruits par leurs sanglantes expériences des 5 et 6 août, avaient eu soin de réunir, cette fois, à pied d'œuvre, des moyens d'attaque redoutables, destinés à ouvrir la voie à l'infanterie, qui ne se risquerait plus à livrer des assauts prématurés, contre des défenses non encore bouleversées par la trombe des projectiles.

Le 11e corps, aile droite de la IIIe armée allemande, ayant été mis à la disposition du général von Bulow, celui-ci chargea le général von Gallwitz d'attaquer Namur avec le corps de réserve de la garde, et le 11e corps, soit 4 divisions complètes ; 2 régiments de pionniers ; 1 bataillon de canons de 10 cm. ; 1 bataillon de canons de 13 cm. ; 5 bataillons de mortiers de 21 cm. ; 1 batterie de mortiers de 420 mm. et 4 batteries à tracteurs de mortiers de 305 mm., de l'armée autrichienne. Cette seule énumération met en relief la puissance formidable de l'artillerie qui devait broyer les intervalles et anéantir les forts.

L'attaque, venant de l'est, devait se porter sur les deux rives de la Meuse ; l'action principale serait toutefois dirigée au nord du fleuve contre le 4e secteur, tandis qu'une action secondaire se livrerait au sud, contre le 1er secteur. En même temps, le 3e secteur serait menacé par les corps de l'armée von Bulow qui, pivotant autour de Namur, marchaient vers la Sambre.

L'investissement avait commencé dès le 18 août. La 8e brigade mixte, qui avait remplacé la 15e à Huy et à Andenne, dut, pour n'être pas coupée

DINANT : PLACE SAINT-NICOLAS

de Namur par l'avance générale de la IIe armée vers la Meuse, être ramenée le 19 dans la place, après avoir fait sauter les ponts du fleuve, ainsi que le tunnel de Seilles. A 10 heures du matin, ce même jour, l'avant-garde ennemie arrivait à Andenne ; le gros des troupes suivit dans l'après-midi, se répandant dans la ville, en attendant l'achèvement du pont de bateaux. Le 20, comme les unités s'ébranlaient à travers les rues parfaitement calmes et paisibles, une fusillade éclata tout à coup : c'était le signal de l'effroyable tuerie d'Andenne. Forfait sans nom et accompli par ordre, ainsi qu'en témoigne le texte même de cette affiche signée du général von Bulow : *C'est avec mon consentement que le général a fait brûler toute la localité et que cent personnes environ ont été fusillées.*

C'était le prologue du siège de Namur. Le jour même où commença la tragédie d'Andenne, les reconnaissances du 1er lanciers — qui depuis le début des hostilités n'avaient cessé de déployer la plus audacieuse activité — se heurtèrent de toutes parts à un réseau impénétrable de postes allemands. Dans le 1er secteur, les forts ouvrirent le feu sur des colonnes, des rassemblements et des batteries. Dans le 4e, les grand'gardes escarmouchèrent avec des partis avancés. Le soir même du 20, les premières batteries allemandes commencèrent le bombardement des intervalles et des forts de tout le front est, bombardement qui n'allait plus cesser avant l'agonie définitive. Un taube survola la ville, lançant des bombes qui firent, parmi la population civile, les premières victimes.

Dès l'aube du 21, un feu violent fut ouvert dans le 1er secteur, au sud de la Meuse ; couverte par ce déluge de mitraille, l'infanterie força nos grand'gardes à reculer. Mais les fantassins ennemis se bornèrent à occuper le terrain abandonné ; l'artillerie seule continua son œuvre de destruction. Les forts d'Andoy et de Maizeret, assommés par les obus-torpilles, subirent de graves dégâts; le soir déjà, la plupart des locaux et de nombreuses coupoles étaient à peu près hors d'usage.

Cependant, c'est dans le 4e secteur, comme on sait, que devait se produire le plus puissant effort. A 10 heures du matin, le 21, une averse d'obus, d'intensité croissante, commença de pleuvoir sur le fort de Marchovelette, le bois de la Baigneuse, le ravin de Gelbressée, Bonines, Champion, Cognelée, le Château de Beauloy, le bois Royal, le bois des Grandes Salles. Le 8e régiment de forteresse, établi dans les intervalles, subit des pertes lourdes, si bien qu'il fallut l'appuyer par une partie des réserves du secteur, vers lequel le général Michel, conscient des projets allemands, achemina également, le soir, la majorité de sa réserve générale. Les canons allemands à longue portée lancèrent aussi sur Namur des salves d'obus.

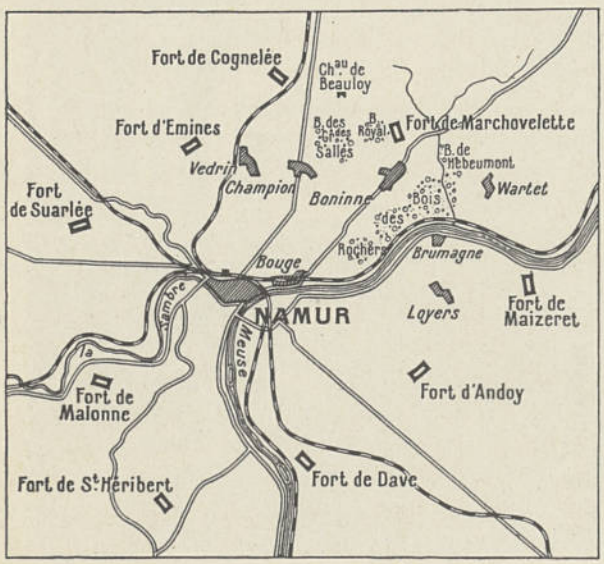
Le feu ralentit un peu durant la nuit. Mais, le 22, aux premières lueurs du jour, le bombardement reprit avec un acharnement nouveau, au nord et au sud de la Meuse. Stoïques, malgré leurs pertes croissantes et les affres de cet enfer où elles étaient soudainement jetées, nos troupes se maintinrent sur toutes leurs positions, attendant l'assaut. Vers le soir, le fort de Maizeret réduit à un tas de décombres, dut être abandonné

PRISONNIERS BELGES ET FRANCAIS A NAMUR

Andoy, bien que tous les locaux fussent démolis, tirait encore de ses coupoles demeurées en état de servir. Sous les ordres du commandant Nolet, la garnison témoignait d'un courage et d'un moral éblouissants. Dans le 4e secteur, un vrai déluge d'obus de tous calibres accumula les ravages, sans amener pourtant la moindre défaillance parmi les troupes dont l'attitude demeurera admirable.

Au fort de Marchovelette, où le commandant Duchâteau donnait à la garnison l'exemple d'une volonté stoïque à toute épreuve, la situation ne tarda pas à devenir terrifiante. Il ne restait des locaux, que des ruines envahies par les gaz méphitiques s'insinuant, à chaque explosion, par toutes les fissures. Les hommes avaient dû se réfugier dans les seuls endroits où l'atmosphère demeurait respirable. Entassés là, dans les ténèbres, artilleurs et fantassins attendaient l'assaut — dont la violence du bombardement semblait attester l'imminence — prêts à se précipiter dans les trous d'obus des banquettes bouleversées, ou aux pièces à tir rapide. Mais l'assaut n'eut pas lieu. Bientôt, le fort vit ses dernières armes brisées.

Dans l'intervalle Cognelée-Marchovelette, des salves de 305 achevèrent de ruiner les travaux de défense. Une première attaque, lancée sur le château Beauloy et le bois Royal fut cependant repoussée. Un deuxième assaut subit peu après le même sort. Mais les deux compagnies du 8e et du 30e de ligne qui défendaient le bois Royal, complètement décimées, durent vers une heure de l'après-midi, se replier sur Champion.



POSITION FORTIFIÉE DE NAMUR

A 10 heures du matin, un régiment français, formé de deux bataillons du 45e et un du 148e, était arrivé à Bouge. Profitant de ce renfort et de l'exaltation provoquée chez les nôtres par l'arrivée de ces premiers alliés, le général Henrard résolut de monter une contre-attaque en direction de Wartet, où une nombreuse artillerie assaillante était réunie.

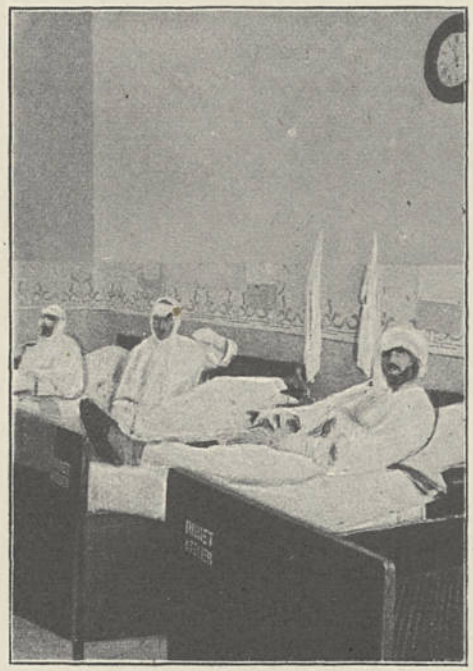
L'opération fut confiée à un bataillon français du 45e et deux bataillons belges, l'un du 10e, l'autre du 30e de ligne, avec l'appui du groupe de batteries de la 10e brigade mixte et du groupe divisionnaire du 4e d'artillerie. Mais à peine ces batteries eurent-elles pris position, qu'elles furent écrasées par le feu des canons allemands et mises dans l'impossibilité de soutenir efficacement l'attaque. Celle-ci progressa néanmoins jusqu'à ce qu'elle vint se heurter à un vrai mur de mitrailleuses et fut broyée en outre, par une concentration de feux d'artillerie et d'infanterie. Les débris des trois bataillons durent alors se replier en sanglant désarroi. Un chiffre donnera une idée des cruelles pertes qu'ils subirent : partie avec 184 hommes, une compagnie en ramenait 54 ! Au château de Beauloy, un combat terrible aussi s'engagea dans l'après-midi. Attaques et contre-attaques se succédèrent. A deux reprises, des compagnies du 30e de ligne et du 148e français chassèrent les Allemands de ce point d'appui d'où ils prenaient à revers les tranchées voisines du fort de Cognelée; mais, à la tombée de la nuit, l'ennemi, constamment renforcé par des troupes fraîches, en demeura maître.

Pendant cette même journée, l'intervalle, séparant le fort de Marchovelette de la Meuse, avait été soumis au même feu d'enfer ; Marchovelette et Cognelée, martelés sans répit, entraient en agonie ; vers le soir, la situation s'avérait grave à ce point, qu'envisageant la nécessité d'une retraite, et voulant tenir quand même — la Ve armée française ayant fait savoir qu'elle tenterait le 23 de reprendre les passages de la Sambre — le général Michel prescrivait de replier, à la dernière extrémité, les troupes du 4e secteur vers la ligne : fort de Cognelée-Sambre, qu'on organiserait face à l'est. Il envoyait en même temps au général Henrard sa dernière réserve, le 3e bataillon du 8e de ligne.

Le 23 août, hélas ! allait voir sombrer les dernières espérances. Marchovelette, ruiné de fond en comble, fut évacué par sa garnison, dont une partie avait déjà fui ces lieux d'épouvante. Sur

Cognelée, les gros calibres allemands s'acharnèrent avec une rage accrue. Le béton, fissuré de toutes parts, laissait passer les flammes des explosions ; le feu se communiqua aux charges de tir, tuant ou brûlant affreusement une centaine d'hommes. Un obus, enfin, éclatant dans la galerie centrale, vint donner au fort le coup de grâce, vers 11 heures du matin.

Au même moment, les derniers défenseurs de l'intervalle durent être retirés des rares ouvrages encore occupés et désormais intenables. Comme l'écrivait au général Henrard, le colonel français qui commandait un des sous-secteurs : « On est haché sur place; impossible de tirer une seule cartouche; c'est un enfer ! »



LES BRULÉS DU FORT DE DAVE A NAMUR

Marchant sur les talons des défenseurs en retraite, l'ennemi fit irruption dans l'intervalle et se précipita vers le sud, en direction de Bouge, prenant ainsi à revers la ligne Marchovelette-Meuse. En vain quelques éléments tentèrent-ils d'enrayer son avance; ils n'eurent que le temps de regagner Namur. Entourées, prises de front et à dos, les troupes restées dans les ouvrages établis entre Marchovelette et Meuse opposèrent encore jusqu'à cinq heures du soir une résistance épique, se faisant tuer sur place dans une lutte corps à corps. Et quand, au début de l'après-midi, les Allemands prirent prudemment possession des décombres fumants de Cognelée et de Marchovelette, ils ne purent réprimer le sentiment d'effroi inspiré par cet effroyable chaos où des hommes, pourtant, avaient bravé la mort la plus affreuse.

La situation de Namur était devenue désespérée. L'espoir un moment conçu de se défendre face à l'est dans le 3e secteur, était déjà réduit à néant, car l'ennemi commençait l'attaque des forts d'Emines et de Suarlée. Ceux-ci allaient tenir heureusement jusqu'au 24 et même le 25. Sous leur protection, le repli s'opéra par le pont de Bauce vers le secteur d'Entre-Sambre et Meuse, où le général Michel ordonna alors de poursuivre la retraite vers la France, par Mariembourg.

Les troupes du 1er secteur, situé dans le coude de la Meuse au sud-est de Namur, parvinrent, elles aussi, à s'écouler en majeure partie par les ponts de Velaine et d'Amée, et à s'orienter de là vers Bioul.

Namur était abandonné. Les Allemands y pénétraient vers la fin de l'après-midi. Leur premier geste fut de mettre le feu à quatre ou cinq quartiers différents, de se saisir d'otages, de menacer de mort quiconque serait aperçu dans les rues.

Et la ville s'abîma dans la terreur.

***

Namur avait tenu jusqu'à l'extrême limite de la résistance possible. Le général Michel s'était accroché jusqu'au dernier moment à l'espoir qu'un redressement des armées françaises, lancées par Joffre dans une offensive générale en Belgique, empêcherait la rupture de la charnière tenue par ses faibles forces. Quand il fut contraint d'ordonner la retraite pour échapper à la double étreinte de l'ennemi, la situation était vraiment tragique. A l'ouest et au sud de Namur, les Allemands avaient forcé le passage de la Sambre et de la Meuse et la marche concentrique de leurs colonnes risquait d'enfermer notre 4e division d'armée dans un cercle infranchissable. Il n'y avait donc pas une minute à perdre pour éviter le désastre et la capitulation en rase campagne. La retraite fut canalisée vers le seul couloir étriqué encore utilisable dans l'Entre-Sambre et Meuse, et qui devait conduire nos troupes en France. Mais les rares voies disponibles étaient encombrées par la cohue pitoyable et navrante des populations en fuite, par les unités obligées, dans le désordre inévitable succédant au combat, d'emprunter d'identiques itinéraires, par le charroi s'accumulant sur les

routes embouteillées. Il était donc fatal que l'ennemi, lancé aussitôt aux trousses des défenseurs, réussît à faire prisonniers certains éléments en retraite. Une arrière-garde fut cernée à Bioul ; à Lesves, des troupes de forteresse, tardivement saisies par l'ordre de repli, durent mettre bas les armes.

Malgré tout, plus des deux tiers de la 4e division parvinrent à s'échapper. La retraite des unités fut un calvaire indescriptible. Harassées, déprimées par le sentiment de leur impuissance succédant à la fièvre des batailles, les troupes marchèrent sans répit pendant toute la nuit ; l'horizon s'éclairait des sinistres lueurs d'incendies à Namur, dans la vallée de la Meuse et celle de la Sambre. Partout où l'on passait, l'épouvante chassait, en troupeau éperdu, les habitants affolés. Des unités françaises en retraite, à droite et à gauche des nôtres, ajoutaient encore à la confusion générale. Il fallut toute l'énergie des officiers, toute la volonté inébranlable des chefs, pour empêcher la déroute et la panique de transformer cette cruelle retraite en une débandade irrémédiable. Le miracle s'accomplit pourtant de sauver tout ce qui pouvait être sauvé et de frustrer les Allemands de la majeure partie des fruits qu'ils avaient espéré tirer de leur victoire, en capturant toute la garnison de Namur. Le 24 au soir, la colonne, où les efforts du général Michel étaient parvenus à remettre un peu d'ordre, s'arrêtait à Mariembourg et à Couvin, y soufflait un peu, puis gagnait le lendemain Eteignières et Auvillers, dans un indescriptible état de lassitude. Le général Michel fut avisé que des trains se trouveraient à sa disposition le 26 à Liart. Toutes les troupes à pied s'y embarquèrent ce jour-là. Il était temps : le canon allemand tonnait déjà, quand le dernier convoi se mit en route. Les escadrons du 1er lanciers et les batteries s'acheminèrent vers les lieux d'embarquement qui leur étaient assignés. C'est dans la région de Rouen que la 4e division put prendre enfin quelques jours de repos et procéder à la reconstitution des unités, en fusionnant les régiments et les bataillons éprouvés. Transportée au Havre, elle y était embarquée à bord de deux transports à destination d'Ostende et de Zeebrugge, rentrant ainsi en Belgique, après avoir vécu tant de péripéties angoissantes. Et le 5 septembre, au moment même où les armées de Joffre faisaient volte-face sur la Marne, pour la bataille merveilleuse, les troupes du général Michel reprenaient leur place sous Anvers, dans les rangs de l'armée belge.

LA PREMIERE SORTIE D'ANVERS
(24-26 AOUT 1914)

Pendant que se déroulaient, sur le front des armées alliées en Belgique et à Namur, les événements que nous venons de passer rapidement en revue, l'armée du Roi Albert, que nous avons vue contrainte de se réfugier à l'abri des forts du réduit national, ne demeurait pas inactive. Le Roi savait que le général Joffre comptait livrer bataille sur la Sambre et dans les Ardennes. Il résolut de seconder l'action des Alliés, en portant ses divisions à l'attaque des lignes allemandes établies au sud d'Anvers. Occupées depuis le 21 août par les 3e et 9e corps de réserve, ces lignes s'établissaient à une dizaine de kilomètres environ au nord de Bruxelles et Louvain, à cheval sur le canal de Willebrœk, la Senne, le canal de Louvain et la Dyle. Jalonnées par les villages de Wolverthem, Grimberghen, Eppeghem, Sempst, Hofstade, Boort-Meerbeek, Haecht, Tremeloo, elles couvraient un large front protégé par une ligne de grand'gardes. On savait, en outre, au G. Q. G. belge, que des mouvements de troupes venant d'Allemagne, s'opéraient vers les garnisons de l'est et du centre du pays.

Bien que notre armée fût privée de la 4e division, qui en ce moment livrait à Namur des engagements désespérés, l'occasion parut favorable pour entamer une opération d'ensemble destinée, à l'heure où les Alliés acceptaient la bataille dans le sud de la Belgique, à retenir devant Anvers un maximum de forces ennemies. Le but n'était pas de surprendre l'adversaire, de chercher à le rejeter de ses positions et, en lui passant sur le corps, de rejoindre les Alliés. Pareille entreprise eût été hors proportion avec les effectifs et les faibles moyens dont l'armée belge disposait. Il s'agissait seulement d'inquiéter l'ennemi par une attaque en forces, afin de l'empêcher de distraire, pour les jeter dans la bataille de la Sambre, des unités prises dans les éléments maintenus devant nous. En somme, l'armée belge devait remplir une mission de sacrifice. Quelle que fût la bravoure des troupes, l'action décidée ne pouvait, en effet, se terminer en victoire et la rentrée des forces sous

Anvers, une fois atteint le but proposé, était inévitable. On n'allait donc se battre que pour exécuter ensuite un repli volontaire, qui risquait de laisser aux troupes une impression pénible d'impuissance et de sacrifices vainement consentis.

Il n'est pas inutile d'insister sur cet aspect tout spécial des opérations que notre armée a livrées sous Anvers en août et septembre 1914. Elles sont généralement mal connues et du fait même insuffisamment appréciées. Elles témoignent pourtant, chez le commandement, comme chez les soldats, de la volonté bien arrêtée, non seulement de faire à l'ennemi tout le tort possible, mais surtout d'apporter aux Alliés l'aide totale dont l'armée belge était capable. Les efforts produits dans ce but sont d'autant plus méritoires que nos troupes se trouvaient abandonnées à elles-mêmes, totalement séparées des Alliés, qui seuls, pourtant, pouvaient leur apporter la délivrance.

INTÉRIEUR DU THÉATRE DE NAMUR

La décision d'attaque étant prise, on résolut, pour mieux fixer la situation de l'adversaire, de pousser, le 24, des reconnaissances offensives vers ses positions. Des détachements furent chargés de ce soin, par la division de cavalerie à l'aile gauche, la 6e division d'armée au centre et la 5e à l'aile droite. C'est ainsi que le groupement de cette dernière division eut à livrer ce jour-là un engagement sanglant à Impde, au nord-ouest de Vilvorde. Commandé par le général de Stein, ce groupement, composé de la 17e brigade mixte renforcée par des éléments de la 16e, s'était porté vers le sud en deux colonnes. Celle de droite, aux ordres du colonel Ruquoy, commandant le 3e chasseurs à pied, s'était engagée dans le hameau d'Impde que les patrouilles avaient trouvé abandonné, quand brusquement, des fenêtres, des soupiraux, la fusillade éclata. Le hameau était bourré d'Allemands qui s'étaient cachés dans les caves et se démasquant soudain tiraient à bout portant sur nos troupes. Un violent combat de rues s'engagea aussitôt ; mais nos compagnies surprises, décimées, dont la plupart des officiers étaient hors de combat, n'eurent d'autre ressource que de battre en retraite pour échapper au massacre total. Les autres éléments du régiment durent se déployer pour recueillir ces unités et arrêter la poursuite de l'ennemi. Partout ailleurs, les reconnaissances lancées dans la journée du 24, atteignirent leur but sans dommage. Les renseignements recueillis permirent au commandant d'arrêter ses dispositions pour l'attaque qu'il décida de mener comme suit :

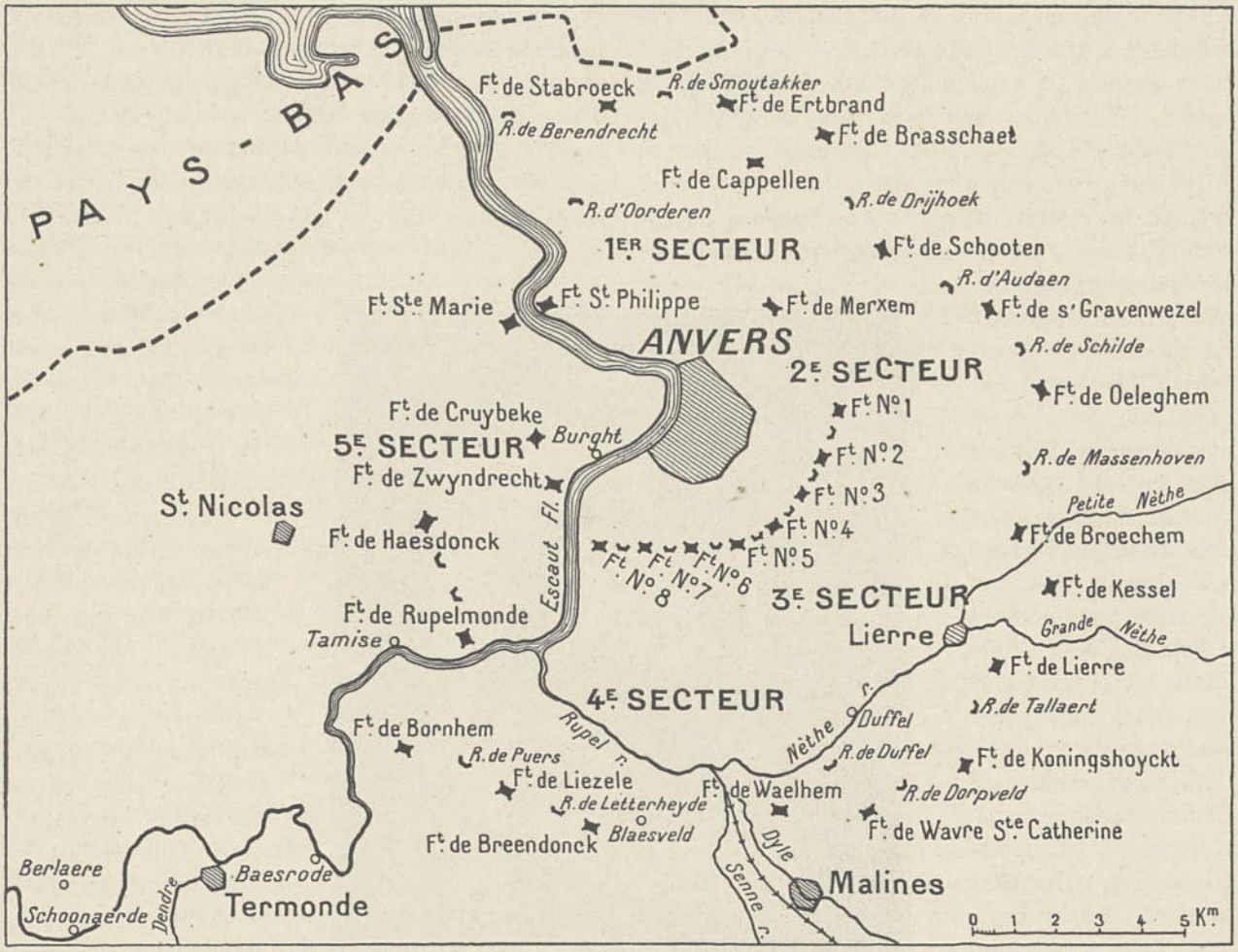
A l'aile droite, la 5e et la 1re division se porteraient vers les lignes allemandes, entre le canal de Willebrock et la Senne, tandis que leur flanc extérieur serait gardé par un détachement de la 5e division, opérant sur la rive ouest du canal ;

Au centre, la 6e division attaquerait en direction de Hofstade-Elewyt ;

A gauche, enfin, la 2e division opérerait vers Boortmeerbeek et Over-de-Vaart, avec l'appui de la division de cavalerie, chargée de couvrir l'armée contre toute tentative venant de l'est ;

La 3e division devait former la réserve générale.

Dès l'aube du 25, les divisions exécutaient les mouvements préliminaires consécutifs à ces ordres. La 6e, toutefois, subit un léger retard dans la traversée de Malines que l'ennemi, comme pour préciser qu'il n'ignorait point nos intentions, s'était mis à bombarder dès 5 heures du matin, en s'acharnant sur l'antique et majestueuse cathé-



POSITION FORTIFIÉE D'ANVERS

drale. Il est de fait que, tant par ses espions que par les observations aériennes, il était renseigné sur nos préparatifs. Sur les routes qui de Sempst et Hofstade, conduisent à Malines, il avait pris les devants, attaquant au lever du jour les grand' gardes de la 6e D. A. Les Allemands furent cependant bousculés par les avant-gardes des grenadiers et carabiniers ; et dans la matinée, ces régiments s'emparaient de Hofstade et du bois de Schiplaeken. Mais c'est en vain qu'ils tentèrent de se porter à l'attaque d'Elewyt ; pris sous le feu des canons et des mitrailleuses tapies dans tous les couverts, les bataillons durent finir par se terrer.

La 1re division s'empara d'abord de Sempst et de Weerde. Cherchant à attaquer Elewyt par l'ouest, elle se vit arrêtée aussi dans sa progression, par des rafales meurtrières. Un engagement particulièrement vif eut lieu au château de Steen, transformé par l'ennemi en une vraie forteresse, engagement au cours duquel des compagnies du 3e et du 23e de ligne firent preuve d'un mordant magnifique, sans réussir pourtant à vaincre la résistance acharnée opposée à leur effort.

La 5e division, marchant en retrait et à gauche de la 1re, avait également fait intervenir son avant-garde (2e chasseurs) dans ces combats auxquels l'obscurité mit fin, sans qu'un résultat décisif eût pu être obtenu.

A l'aile gauche de l'armée, la 2e division avait pu pousser le 5e de ligne vers Boortmeerbeek et le 25e aux débouchés de Haecht. Un peu après 2 heures de l'après-midi, l'ordre d'attaque prescrivait à la 5e brigade mixte de marcher sur Over-de-Vaart, à la 6e de se porter sur Thildonck, tandis qu'en couverture du flanc extérieur, la division de cavalerie se dirigerait sur Werchter.

Ces mouvements se heurtèrent bientôt à une

BARRICADE A SEMPST

vive résistance. Par d'obstinés efforts, le 5e et le 25e de ligne délogèrent l'ennemi du hameau de Laar et de la station de Haecht, mais ce fut en vain qu'ils s'acharnèrent à en déboucher ; ici aussi, la nuit vint mettre fin à la lutte. La division de cavalerie avait exécuté une opération couronnée de succès. Bien appuyés par le canon des batteries à cheval, les carabiniers-cyclistes avaient chassé devant eux de nombreux postes allemands et avancé si rapidement, que la garnison de Werchter, surprise et en proie à une véritable panique, se sauva sans avoir même pu détruire les ponts de la Dyle et du Demer.

Au G. Q. G. affluèrent des renseignements attestant à toute évidence combien ces opérations inquiétaient les Allemands. Un mouvement inusité était signalé derrière leur front, où toutes les réserves étaient alertées.

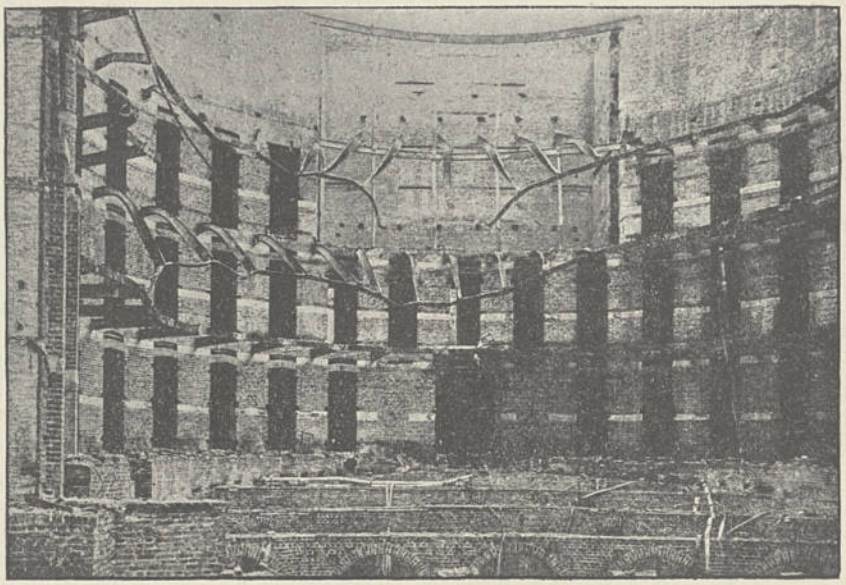
***

A la 1re et à la 5e division d'armée, les attaques vers Vilvorde-Elewyt reprirent le 26, de bonne heure, après relève, par des unités fraîches, de celles qui jusqu'alors s'étaient trouvées en première ligne. La 2e brigade mixte (2e et 22e de ligne) qui devait déboucher de Weerde et franchir la Senne, fut mise tout de suite à rude épreuve. Dès le lever du jour, l'artillerie allemande commença de bombarder violemment le village et les abords de la rivière. Nos batteries de campagne contrebattaient difficilement l'artillerie adverse et, dans la crainte d'atteindre leurs propres troupes, ne pouvaient guère tirer efficacement sur les retranchements allemands, trop proches de nos lignes

Certains éléments parvinrent cependant à franchir le cours d'eau sur les rares passerelles que le canon n'avait pas détruites. Mais vers 10 heures vint l'ordre du G. Q. G. de ne pas pousser plus loin les attaques et de s'établir défensivement au nord de la Senne. Au cours de ces mouvements, délicats et dangereux, opérés sous un bombardement de plus en plus précis, nos troupes furent si éprouvées, que leur repli jusqu'à Sempst s'imposa finalement.

A la 5e division, où le 3e chasseurs devait déboucher d'Eppeghem, un feu violent s'abattit aussi sur le village. Les bataillons réalisèrent néanmoins une progression sensible, mais une contre-attaque les rejeta malheureusement sur Eppeghem où le 6e chasseurs les recueillit. Jusque 15 heures les nôtres tinrent encore l'ennemi en échec ; menacés alors d'encerclement, ils se rabattirent sur Campenhof. A leur droite, un groupement du 2e chasseurs s'évertua à forcer le passage sur le canal de Willebroek, à Pont-Brûlé. Il ne se retira que par ordre. C'est là que le caporal Trésignies s'offrit à une mort certaine, en accomplissant un des plus beaux actes d'héroïsme et de sacrifice volontaire qu'on puisse enregistrer. L'ennemi avait relevé le pont-levis jeté sur le canal. Or la manivelle qui actionnait le pont se trouvait sur la berge occupée par les Allemands. Trésignies, après avoir hâtivement griffonné pour sa femme et son enfant un mot d'adieu qu'il remit à un camarade, plongea dans le canal, atteignit l'autre rive et là, debout, exposé presqu'à bout portant aux fusils ennemis, il saisit la manivelle, et d'un mouvement rapide se mit en mesure d'abaisser le pont. Hélas ! avant qu'il eût atteint le but pour lequel il avait spontanément fait le sacrifice de sa vie,

BARRICADE A SEMPST



LOUVAIN : LE THÉATRE

le héros magnifique s'abattit, le corps percé de balles. Les habitants ont rapporté plus tard que les Boches, émus eux-mêmes par tant de sublime vaillance, firent à Trésignies des funérailles imposantes, et lui rendirent un solennel hommage.

Au centre, les grenadiers et carabiniers de la 6e D. A. se heurtèrent, le 26, dans leurs tentatives d'attaque, sur les châteaux et les bois au nord d'Elewyt, aux mêmes difficultés insurmontables que la veille. Devant eux s'étendait un glacis découvert, battu par les rafales de l'artillerie et des mitrailleuses. Ni leur témérité, ni leurs efforts répétés ne réussirent, malgré quelques succès splendides chèrement achetés, à réaliser le franchissement de cette zone de mort, que tant de braves arrosèrent de leur sang. Des actes de courage admirable furent prodigués en vain. C'est ainsi que, pour mieux appuyer l'infanterie, deux pièces du 6e d'artillerie, conduites par le commandant Joostens, qui fut atteint de sept blessures, poussèrent l'audace jusqu'à s'installer sur la ligne même des fantassins, pour ouvrir un feu rapide sur les retranchements et les maisons garnies de mitrailleuses. Des compagnies virent tomber tous leurs officiers et quand l'ordre de rompre le combat fut prescrit, c'est sous un feu terrifiant que la retraite s'effectua.

A l'aile gauche de l'armée, la 2e division avait repris aussi ses attaques sur Over-de-Vaart et Thildonck. L'ennemi qui avait réoccupé la station de Haecht en fut chassé. Soutenues par une section d'artillerie d'accompagnement, nos troupes dépassèrent même le talus du chemin de fer; mais arrivés là, deux bataillons du 6e, pris soudainement sous un feu écrasant, plièrent; deux bataillons du 25e vinrent les remplacer, et parvinrent à réaliser quelque progrès, quand ici également survint l'ordre de rompre le combat.

Devant Thildonck, les pertes impressionnantes subies par deux bataillons, l'un du 6e, l'autre du 26e de ligne, provoquèrent un recul général qu'on ne put enrayer. Ainsi notre aile gauche se trouvait mise en situation périlleuse, qui s'aggrava encore quand la division de cavalerie, menacée en flanc par une colonne ennemie débouchant de Rotselaer, en direction de Werchter, dut à son tour céder du terrain.

Le général Dossin prescrivit alors un repli par échelons, sous la protection de bataillons des 7e et 27e de ligne.

Du reste, avant même de connaître ces événements, le G. Q. G. avait ordonné de suspendre les attaques, de passer à la défensive en vue de contenir l'adversaire, puis de rompre le combat et de ramener les divisions à l'intérieur de la ligne des forts. Le but que la sortie s'était proposé se trouvait, en effet, atteint : aucun renfort allemand n'avait pu quitter la région d'Anvers. Le Roi venait d'apprendre, en outre, l'issue malheureuse des batailles de la Sambre et des Ardennes. C'eût été commettre une erreur, dès lors, que de poursuivre une opération, qui avait déjà coûté à nos troupes tant de pénibles sacrifices.

Les Allemands, une fois de plus, se vengèrent sur les populations innocentes. A Aerschot, l'œuvre de rapine reprit avec férocité, jusqu'à la ruine totale de l'humble cité. A Louvain, où la garnison fut prise de panique en entendant le canon de Haecht, le plus abominable des crimes s'accomplit. Le sinistre von Manteuffel y présida, exécutant un forfait longuement prémédité, ainsi qu'en atteste la multitude des témoignages. Le

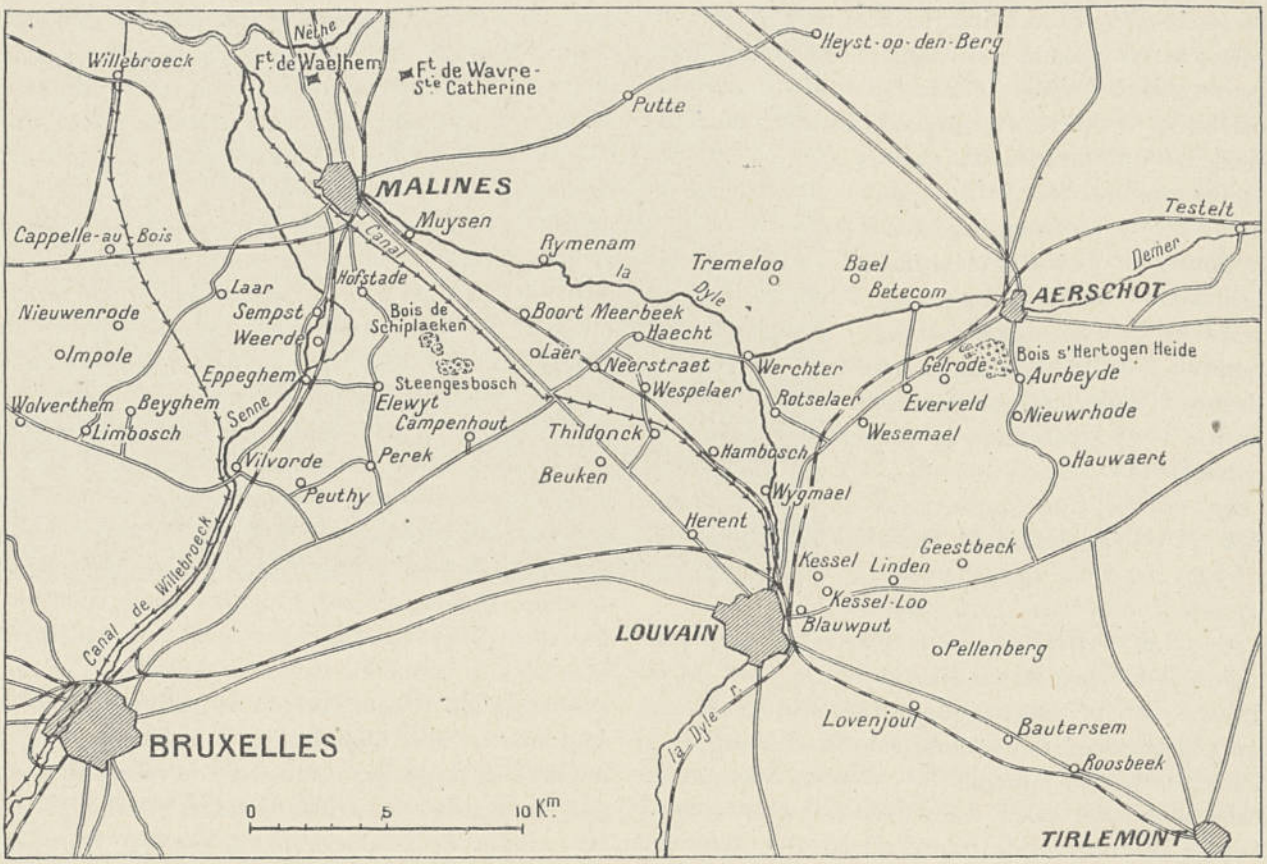
26 août, les incendiaires se répandirent par la ville ; le feu dévora mille immeubles, réduisit en cendres la collégiale de Saint-Pierre, l'Université célèbre et les trésors de sa bibliothèque ; des milliers d'habitants furent chassés comme un vil troupeau par les brutes allemandes avinées ; 176 d'entre eux furent abattus à coups de fusil.

Toute la région comprise au sud d'Anvers, dans le triangle Malines, Louvain, Vilvorde, fut du reste le théâtre d'atrocités et d'exactions sans nombre. Au lieu d'affaiblir, pourtant, la volonté de nos soldats, ces abominations ne firent qu'accroître leurs résolutions de vengeance et d'implacable justice.

LA MARNE ET LA DEUXIEME SORTIE D'ANVERS

Ce serait sortir du cadre de cette relation, que de suivre dans leur retraite à travers le nord de la France, les armées franco-britanniques reculant sous la pression de l'ennemi, en vue d'échapper à l'étreinte dans laquelle les armées allemandes cherchent à les saisir. Le 25 août, Joffre a lancé l'ordre de rompre, de refuser la bataille décisive, en attendant que, par le regroupement et la reconstitution des forces, il ait formé la masse capable de reprendre l'offensive. Faisant tête quand les circonstances l'obligent, livrant d'épiques combats pour contenir la ruée sauvage, les armées de French et de Joffre s'écoulent vers le sud. Une VIe armée française, celle de Maunoury, se constitue sur la Somme d'abord, puis achève de se concentrer dans le camp retranché de Paris. S'appuyant à gauche sur ce dernier, à droite sur Verdun, les armées du nord prennent du champ, se rabattent vers la Marne, tandis que leur droite demeure couverte par l'infranchissable barrière que dressent les armées de l'est. Les corps allemands impatients d'en finir, se précipitent à toute allure sur les traces de ceux qu'ils considèrent comme irrémédiablement perdus. Et c'est alors que von Kluck, négligeant Paris, commet la faute d'offrir le flanc aux attaques qui peuvent surgir du vaste camp retranché. Gallieni, gouverneur de Paris, a le premier découvert le mouvement qui s'opère à l'est de la place et compris que l'instant psychologique est venu de déclencher la manœuvre décisive, d'où la victoire va jaillir. Il informe le général Joffre, entre en relations personnelles avec le maréchal French, donne les ordres préliminaires à l'armée Maunoury. Le 4 septembre au soir, Joffre lance l'instruction générale « ordonnant de profiter de la situation aventurée de la première armée allemande pour concentrer sur elle les efforts des armées alliées d'extrême-gauche », et prescrivant les dispositions à prendre pour l'offensive générale qui commencera le 6. Et le matin même de ce jour fameux, quand dans un des plus beaux sursauts d'énergie dont l'histoire fasse mention, les armées franco-britanniques vont non seulement faire face à l'ennemi, mais lui sauter à la gorge, arrive cet ordre immortel : « Au moment où s'engage une bataille d'où dépend le salut du pays, il importe de rappeler à tous que le moment n'est plus de regarder en arrière ; tous les efforts doivent être employés à attaquer et à refouler l'ennemi. Une troupe qui ne peut plus avancer devra, coûte que coûte, garder le terrain conquis et se faire tuer sur place plutôt que de reculer. Dans les circonstances actuelles, aucune défaillance ne peut être tolérée. »

LOUVAIN : SALLE DES PAS-PERDUS



LES SORTIES D'ANVERS

La bataille de la Marne s'engage. Elle s'achève huit jours plus tard par la défaite des armées ennemies. Le flot envahisseur recule en désordre, refoulé de près de 100 kilomètres vers le nord ; il ne s'arrête, devant les poursuivants à bout de souffle, que sur la coupure de l'Aisne où des positions préparées, d'une puissance redoutable, ont recueilli les armées vaincues, épuisées et sanglantes. Les morts et les blessés qui jonchent le sol, les prisonniers, les canons, tout le matériel recueilli sur le champ de bataille et le terrain de la poursuite, attestent l'importance de la prodigieuse victoire.

***

Rentrée dans Anvers le 26 août, l'armée du Roi Albert s'y trouvait plus que jamais abandonnée à ses faibles moyens. Coup sur coup, les déprimantes nouvelles étaient survenues, de la chute de Namur et de la retraite générale des armées alliées ; la marée grise semblait devoir tout engloutir. Sans doute, on ne perdait pas l'espoir de s'unir, quelque jour, aux Alliés. La foi surtout demeurait, la certitude de triompher malgré tout des Puissances du mal aujourd'hui déchaînées. Mais l'avenir immédiat apparaissait singulièrement sombre. Se rendant compte que c'est dans Anvers même que son sort, un jour, risquait de se jouer, l'armée multiplia ses efforts en vue de parfaire la mise en état de défense de la place. Gardant étroitement le contact de l'ennemi, elle ne cessa de le harceler par des actions de détail et de chercher, par des coups de sonde continuels, à percer à jour ses desseins.

Depuis le 31 août, divers mouvements chez les Allemands semblaient présager une attaque en direction de Termonde et du pays de Waes, par où s'établissaient nos communications avec l'ouest du pays. Le 4 septembre, en effet, de grand matin, des forces nombreuses marchaient sur la ville, ancienne place démantelée, au confluent de la Dendre et de l'Escaut. Termonde était gardée par quatre bataillons de forteresse aux ordres du général Warnant, qui ne purent résister longtemps à la supériorité manifeste de l'assaillant. A midi,

les Prussiens du général von Bœhm et les incendiaires du major Sommerfelt pénétraient dans la ville abandonnée. La 12e brigade de landwehr, protégeant la droite du corps qui marchait sur Termonde, attaquait en même temps à Cappelle-au-Bois les grand'gardes du 6e chasseurs à pied, les refoulait peu à peu, mais venait se faire décimer par le feu du fort de Breendonck, de la redoute de Letterheide et des ouvrages de l'intervalle. La brigade plia en désordre. Pour se venger de sa déconvenue et de ses lourdes pertes, elle pilla de fond en comble, le soir, le riant village de Cappelle-au-Bois et le fit flamber comme une torche.

La menace dirigée sur Termonde pouvant revêtir un caractère grave, notre G. Q. G. fit passer immédiatement sur la rive gauche de l'Escaut, une partie de la 6e division d'armée. Mais les Prussiens n'étaient entrés dans la ville que pour y donner libre cours à leurs instincts sauvages, et faire mettre le feu, par leur équipe d'incendiaires professionnels, aux principaux quartiers de la vieille cité flamande. Le crime accompli, les bandits s'éloignèrent ; nos troupes reprirent possession de leurs positions primitives, autour des ruines fumantes de Termonde. Et l'alerte qui fut, à un certain moment, inquiétante, prit fin.

Cependant, le Roi savait que le général Joffre n'attendait qu'une occasion propice pour tenter de refouler les armées d'invasion. Sa décision était prise de seconder cette action suprême par tous les moyens en son pouvoir. Au commandement, un travail actif s'élaborait dans ce dessein. Des remaniements s'étaient opérés dans certaines divisions ; on avait fusionné quelques régiments très éprouvés de certaines brigades mixtes; ainsi les effectifs se trouvèrent mieux encadrés, mieux dans la main des chefs. La 3e division, aux ordres du général Bertrand, avait achevé de se reconstituer en trois nouvelles brigades, dites B, J et N. La 4e, revenue de Namur, était arrivée, on le sait, dans la région de Contich, où elle se préparait à reprendre la lutte.

Enfin, quelques changements importants étaient opérés parmi les titulaires de certaines hautes fonctions. Le général de Selliers de Moranville, nommé inspecteur général de l'armée, avec mission d'organiser l'instruction rapide des volontaires et des recrues de la classe 1914, abandonnait l'emploi de chef d'état-major général. Il était remplacé par le colonel Wielemans, jusqu'alors chef du cabinet du ministre de la Guerre, qui, avec les attributions de sous-chef d'état-major, remplit effectivement celles de chef d'état-major général. Au lieutenant-général Dufour, gouverneur de la position d'Anvers, chargé d'autres fonctions, succédait le général Deguise, son adjoint principal et auteur des plans des nouveaux forts du camp retranché.

Ces modifications venaient à peine de s'effectuer, que le commandement apprit l'engagement de la bataille de la Marne. Les nouvelles se succédèrent précises, heureuses, à peine atténuées par celle de la capitulation de Maubeuge. Le 7 septembre, dans la lutte désespérée, l'Allemand commençait à vaciller. Un vent de victoire soufflait sur la Marne. Un immense espoir, à Anvers, vint gonfler les cœurs frémissants. Devant nous, en revanche, l'ennemi paraissait s'inquiéter. On signalait des préparatifs de départ, puis la mise en route vers le sud d'éléments appelés sans doute au secours des vaincus. L'heure d'agir, pour l'armée belge, était venue. La nouvelle bataille de solidarité et de sacrifice fut décidée pour le 9 septembre au matin. Les mouvements préliminaires

PONT DE TERMONDE DÉTRUIT EN SEPTEMBRE 1914

s'exécutèrent dans le plus grand secret. Notre commandement, cette fois, était résolu à surprendre les Allemands et leur porter un coup sensible. Il y réussit dans toute la mesure réalisable. Quant aux hommes, vibrants d'enthousiasme aux radieuses nouvelles de la Marne, ils furent étonnants de bravoure et d'ardeur.

LA BATAILLE D'ANVERS
DU 9 AU 13 SEPTEMBRE

En fait, la diversion exécutée par les Allemands sur Termonde avait eu surtout pour objet de détourner notre attention de ce qui se passait ailleurs. Le 9e corps de réserve, en effet, quittait ses positions pour aller renforcer von Kluck ; peu après, la 6e division du 3e corps de réserve, prenait la même direction. Pour les remplacer, une division de marins, une division de landwehr, des éléments pris dans les garnisons du pays, venaient, aux côtés de la 5e division, s'établir sur la position qui, fortement organisée, s'étendait toujours des environs de Haecht à ceux de Wolverthem. Une puissante artillerie, de campagne et lourde, soigneusement masquée aux vues et disposant de champs de tir attentivement repérés, suppléait à la faiblesse relative des effectifs laissés à la garde de cette ligne étendue.

Le commandement belge résolut de monter une opération vigoureuse contre l'aile droite de cette position. Pour empêcher l'ennemi de dégarnir son front au profit de cette aile, en même temps que pour couvrir la direction d'Anvers, la 1re division, au centre, fut chargée de se porter sur Hofstade et Elewyt, la 5e, à l'ouest, sur Eppeghem et Vilvorde. A l'est, agissant sur la droite ennemie, la 3e division devait attaquer vers Haecht et Over-de-Vaart, tandis que débordant cette droite, la 6e division pousserait sur Thildonck, la 2e sur Wygmael et Louvain. Enfin, à notre extrême aile gauche, la division de cavalerie couvrirait nos mouvements. A l'extrême droite, Termonde était gardé par un détachement de toutes armes. Quant à la 4e division, qui se reformait encore à Contich et Vieux-Dieu, elle restait disponible en cas de nécessité.

Journée du 9 septembre. — Pour déborder la droite allemande, il fallait d'abord s'emparer d'Aerschot et des débouchés du Demer et de la Dyle, occupés par des détachements d'importance variable. L'attaque d'Aerschot, que tenait une garnison nombreuse, fut confiée à la division de cavalerie du général de Witte, renforcée de la 7e brigade mixte (général Drubbel), d'un groupe d'artillerie et du bataillon de pionniers de la 2e division. Expédiant sa brigade de lanciers à Testelt, avec mission d'y franchir le Demer pour se rabattre ensuite vers l'est d'Aerschot, le général de Witte chargeait le général Drubbel d'attaquer la ville avec sa brigade (7e et 27e de ligne), et les carabiniers-cyclistes du major Siron. Le général Drubbel constituait lui-même un groupement principal, formé du 7e de ligne et des cyclistes, qui devait franchir le Demer à Betecom, et assaillir la garnison par l'ouest et le sud ; une attaque secondaire, confiée à un bataillon du 27e, aborderait la ville par le nord. L'opération fut menée avec une fougue et un entrain endiablés. Bien soutenus par les batteries, les fantassins s'emparèrent sans coup férir des premières positions allemandes. Poussant droit vers leur objectif, ils enlevaient Aerschot peu après, y capturant 350 prisonniers. Le restant de la garnison prit la fuite, tenta de se reformer sur les hauteurs au sud de la ville. Mais pris en front, de flanc et à revers, les Boches eurent à peine le temps d'esquisser une résistance, qui s'acheva en complète débandade.

Dans le même temps, la 5e brigade, de la 2e division, s'emparait de Werchter, et la 6e allait occuper Wesemael. La 3e division, de son côté, se rendait maîtresse des débouchés de la Dyle, à Muysen et à Rymenam. Le 9e de ligne, superbe d'ardeur, rompait la résistance ennemie devant Haecht. A l'ouest, la 5e division chassait les Allemands du bois de Buggenhout, tandis que la 1re division, après avoir assuré la possession solide de Termonde, embarquait ses unités en chemin de fer en vue de venir agir, au centre, dans la direction de Hofstade.

D'importants succès marquaient donc partout les débuts de l'opération, dont la spontanéité avait surpris la vigilance ennemie.

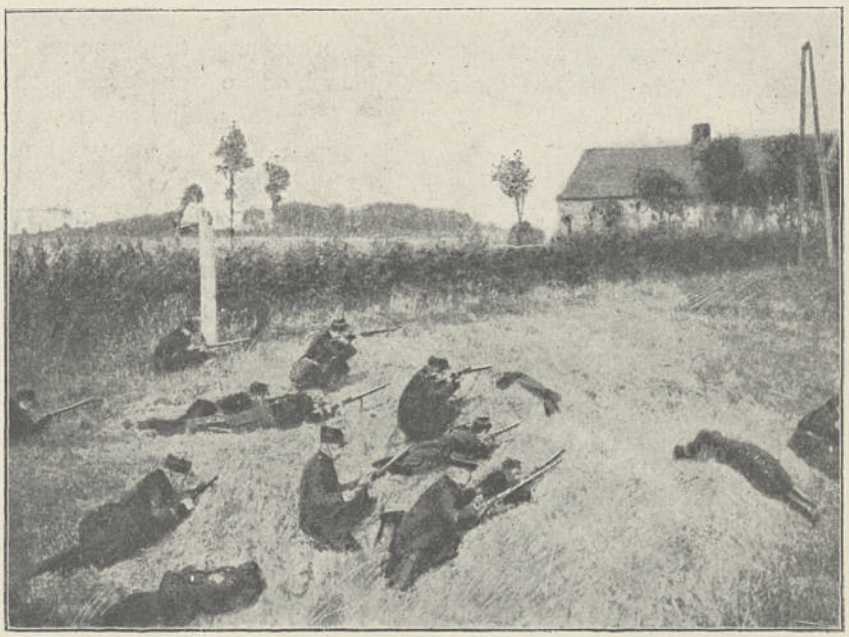
La journée du 10. — La division de cavalerie qui, la veille, avait franchi le Demer, avait pour mission, outre l'envoi de multiples reconnaissances, de chercher à atteindre la Dyle, en amont de Louvain. Il importait surtout de savoir si cette ville était occupée. Un de nos pelotons y pénétra dans la matinée, mais n'y put demeurer. Les ren-

RUINES DE L'ÉGLISE DE TERMONDE

seignements annonçaient du reste l'arrivée de forces ennemies importantes, et un fiévreux mouvement de troupes dans les directions conduisant vers le champ de bataille. A l'est de Louvain, au Pellenberg, à Loo et à Loobergen, les carabiniers-cyclistes et l'avant-garde de la division de cavalerie se heurtèrent à une résistance que, malgré de multiples efforts, la division ne put surmonter avec ses seuls moyens. Quand, vers 5 heures, la 7e brigade mixte intervint, la division de cavalerie resta cependant maîtresse de Pellenberg où elle bivouaqua. Mais, les voyant menacées d'encerclement, pendant la nuit, le général de Witte retira habilement ses troupes vers Geestbeek.

A la 2e division, le général Dossin, en attendant que le G. Q. G. le libérât de la charge de garder les ponts du Demer, avait fait attaquer Wygmael, dont le 6e de ligne s'empara brillamment. Autorisé alors à disposer de tout son monde, il résolut de marcher sur Louvain. La 7e brigade mixte devait agir à l'est, vers Kessel-Loo et Linden; les deux autres brigades (5e et 6e) au nord et à l'ouest. Des événements imprévus contrarièrent malheureusement l'exécution de ces plans. Profitant des renforts accourus et de la supériorité surtout de leur puissante artillerie, les Allemands avaient monté une vigoureuse attaque en direction de Wygmael. En dépit d'efforts acharnés, la 6e brigade ne put s'y maintenir et, fort malmenée par les rafales meurtrières, fut même contrainte au repli; l'intervention de la 5e brigade ne parvint pas à rétablir la situation compromise.

Or, pendant ce temps, la 7e brigade, commandée par le général Drubbel, bousculait les Allemands avec le même succès que la veille à Aerschot. Ses deux colonnes étaient parties à l'attaque, l'une de Kessel-Loo, l'autre de Loobergen. Dirigeant lui-même l'opération sur Kessel-Loo, le général vit le 27e de ligne se ruer à l'assaut, drapeau déployé, en un fougueux élan qui emporta tout sur son passage. Clouée sur place, par un feu serré de mitrailleuses, l'autre colonne fut moins



COMBAT DE TIRAILLEURS AUX ENVIRONS DE TERMONDE

heureuse. Elle s'établit néanmoins à Linden.

La 3e division, après avoir achevé de franchir la Dyle, et qui la veille avait livré le combat victorieux de Haecht, devait, dans l'après-midi, poursuivre son mouvement vers le canal de Louvain, en direction générale de Over-de-Vaart. Or bientôt le général Bertrand fut avisé que les Allemands déclenchaient une puissante attaque, accompagnée d'un bombardement violent, sur la tête de pont de Hansbrug et le terrain avoisinant. L'attaque s'acharna particulièrement contre les positions tenues par le 14e de ligne à Saint-Adrien. Elle se heurta à une résistance admirable, que des éléments du 11e vinrent bientôt renforcer. Les assauts successifs, alimentés par des forces débouchant de Meerstraat et Wespelaer, furent tour à tour repoussés; et les terribles pertes infligées à l'ennemi le contraignirent, comme la nuit tombait, à une reraite précipitée. De même qu'à Liége, le général Bertrand avait, par sa propre vaillance enflammé l'ardeur de ses braves.

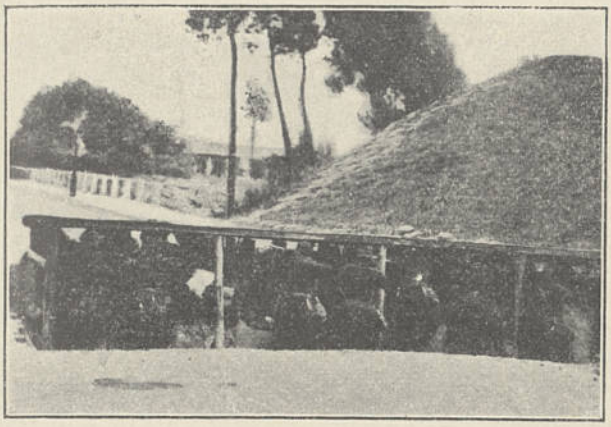
A l'aile droite de l'armée, aucun événement notable ne retint ce jour-là l'attention. Une attaque allemande sur Termonde fut repoussée ; mais, fait important entre tous, le G. Q. G. fut informé de l'influence considérable exercée par nos vigoureuses attaques. Une telle inquiétude s'emparait de l'armée d'observation, que non seulement des renforts, tirés de l'intérieur du pays, accouraient de toutes parts, mais que le 9e corps et la 6e division de réserve, qui atteignaient déjà Bossuyt et Renaix, avaient reçu ordre de rebrousser chemin. Ainsi, le but essentiel de la bataille engagée sous Anvers se trouvait atteint : von Kluck ne recevrait pas les secours demandés.

VUE GÉNÉRALE DE TERMONDE

Journée du 11 septembre. — L'âpreté de la lutte allait s'exaspérer. A notre aile gauche, on l'a vu, l'ennemi était parvenu à contenir et même à partiellement annihiler l'effort de notre 2e division. Le repli obligé des 5e et 6e brigades, tout comme celui de la division de cavalerie, plaçaient même en situation singulièrement aventurée la brigade du général Drubbel qui s'était avancée jusqu'à l'est de Louvain. Aussi le G. Q. G. enjoignit-il, aux premières heures du 11, de ramener cette brigade vers le nord : ordre décevant imposé à ces troupes valeureuses, qui depuis deux jours avaient vaincu l'ennemi dans toutes leurs rencontres. La rage au cœur, elles rompirent le combat et parvinrent à se décrocher sans dommage.

Rassuré, dès lors, le commandement ordonna une reprise générale d'offensive. Coûte que coûte, il fallait retenir devant soi les divisions allemandes déjà détournées de leur marche vers le sud. A cet effet, tandis qu'à gauche la division de cavalerie et la 2e division garderaient le terrain contre les menaces venant de Louvain et Tirlemont, les 5e et 1re D. A. attaqueraient dans la zone comprise entre les canaux de Willebroek et de Louvain ; la 3e pousserait vers Campenhout et la 6e en direction de Thildonck et de Bueken.

Et la bataille reprit. Elle fut surtout acharnée devant le front de la 3e division. Le général Bertrand avait reçu le renfort d'un groupe d'obusiers de 150 mm., tout ce que nous avions pu constituer en fait d'artillerie lourde. Dès avant 11 heures, il faisait ouvrir le feu sur Over-de-Vaart, Bueken et Campenhout. Les trois groupements d'attaque, sous les ordres respectifs du colonel Jacques, du major von Rolleghem et du major Ledoseray, se portèrent sur Over-de-Vaart. Un feu violent les accueillit ; sur Haecht, une vraie trombe de projectiles vint s'abattre. Entraînant néanmoins les soldats du 12e de ligne, le colonel Jacques enlevait la gare d'assaut ; puis, renforcé par le 14e, il s'emparait de la ligne des hauteurs plus au sud et s'y établissait à la tombée de la nuit. Les groupements Ledoseray et van Rolleghem avaient progressé de même. Le 11e de ligne, de son côté, chassait les Allemands de Wespelaer, et malgré un tir meurtrier d'artillerie, poussait des éléments jusqu'au canal. La gauche de ce régiment, toutefois, et la droite des carabiniers (6e division) auxquels il se



BARRICADE PRÈS DE TERMONDE

reliait, furent cloués sur place par un feu terrible de mitrailleuses.

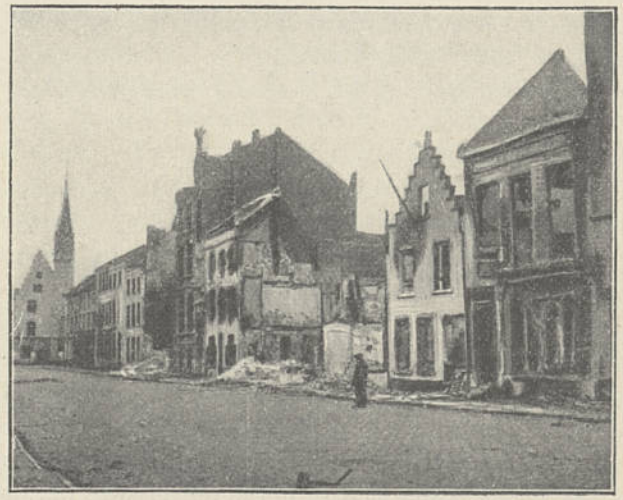
La 6e division, nous l'avons dit, devait s'engager vers Thildonck et pousser ses régiments de carabiniers jusqu'au canal si possible ; les grenadiers restaient à la garde de la tête de pont de Werchter. L'action, engagée au début de l'après-midi, fut vivement menée ; vers 6 heures du soir, la ligne de chemin de fer était atteinte. Mais les carabiniers, alors, se trouvèrent devant un vrai glacis balayé par la mitraille. Grâce à une habile attaque de flanc appuyée par l'artillerie, l'ennemi fut finalement délogé. Des éléments avancés garnirent le soir même la berge du canal.

A l'autre aile, les 1re et 5e divisions, aux ordres respectifs des généraux Baix et Guiette — ce dernier ayant remplacé le général Ruwet — avaient surmonté aussi la résistance allemande. La 1re s'emparait des bois de Schiplaeken, mais se bornait toutefois, le soir, à en garnir la lisière septentrionale, des partis ennemis, cachés dans les fourrés, risquant de provoquer la panique parmi nos unités. Quant à la 5e division, en poussant sur Sempst et Weerde, elle refoula l'ennemi jusqu'au moment où ses bataillons de chasseurs, au château d'Eppeghem, comme dans les bois de Katte-Meuter, se heurtèrent à un mur de feu. Le château fut enlevé cependant, en un splendide effort, mais le bois, avec ses lisières garnies de mitrailleuses, ne put être conquis.

Le soir, le G. Q. G. apprit que le valeureux effort de nos soldats, au combat sans répit depuis trois jours déjà, produisait tous ses fruits : la 6e division de réserve avait traversé Bruxelles, en route vers le champ de bataille, et le 9e corps était rentré à Audenaerde.

Journée du 12 septembre. — Plus que jamais résolu à soutenir de tout son pouvoir les Alliés pour qui sonnaient les heures décisives de la Marne, le Roi décida de poursuivre les attaques. A l'aile gauche, la 2e division devait rentrer vigoureusement en scène, et après avoir chassé l'ennemi de Wesemael, attaquer sur le front Wygmael-Holsbeek, au nord-est de Louvain. Cette attaque se lierait à celle de la 6e division sur Thildonck-Hambosch, tandis que la 3e continuerait d'agir à Over-de-Vaart et la 1re dans la région des bois de Schiplaeken. La 5e division, enfin, par une attitude agressive, fixerait l'ennemi dans le secteur Weerde-Eppeghem.

Mais, comme on sait, la 6e division de réserve allemande était accourue à marches forcées et dès le matin du 12, elle était lancée sur les points les plus menacés. Aussi, quand la 5e brigade mixte (2e division) commença l'attaque de Wygmael, en liaison avec les carabiniers qui marchaient sur Hambosch, ces troupes vinrent buter dans une puissante contre-attaque adverse, montée sur ces mêmes points. Une lutte d'extrême violence s'engagea. Attaques et contre-attaques se succédèrent de part et d'autre. Mais les Allemands bénéficiaient de deux avantages immenses : renforts de troupes fraîches, artillerie beaucoup plus nombreuse que la nôtre. Ni à Hambosch, ni à Wygmael, nos unités, magnifiques de courage cependant, ne purent prendre le dessus. La plupart des disponibilités de la 6e division d'un côté, de la 2e de l'autre, avaient dû prendre part à la lutte pour dégager les autres éléments et assurer



LES RUINES DE TERMONDE EN SEPTEMBRE 1914

une retraite méthodique, qui contint l'effort de l'ennemi.

A l'extrême gauche, la brigade Drubbel, plus heureuse, avait enlevé Holsbeek ; les carabiniers-cyclistes de la division de cavalerie s'étaient emparés de Linden. Mais les événements qui se déroulaient à leur droite, les contraignirent à se conformer au repli général. La 2e division vint se reformer aux environs de Wesemael, la 6e au nord de la Dyle, après avoir franchi, sous la mitraille, les ponts de Werchter.

Au centre, la 3e D. A. avait attaqué Over-de-Vaart. Réunissant toute son artillerie sous les ordres du colonel Berger, le général Bertrand fit ouvrir le feu dès 4 h. 30. Mais, outre que les Allemands étaient puissamment retranchés, que leur artillerie dépassait la nôtre en nombre et en puissance, ils avaient bourré de mitrailleuses les maisons que nos canons, manquant d'obus explosifs, ne pouvaient démolir. C'est dans ces conditions, que nos troupes, pour atteindre leur objectif, avaient à franchir un glacis de 650 mètres d'étendue. Les héroïques fantassins du vaillant colonel Jacques n'avancèrent pas moins, sous un feu d'enfer, avec un courage éblouissant. Ils s'apprêtaient, vers 14 h. 30, à livrer un nouvel assaut, quand le général Bertrand, instruit des événements qui se passaient du côté de Wygmael, dut prescrire le repli de ses troupes. Les beaux régiments de la 3e division réussirent à se décrocher, encore que les Allemands, ayant franchi le canal de Thildonck, vinrent à certain moment gravement les menacer en flanc. Les unités franchirent la Dyle, tout en conservant les têtes de pont de Haecht et de Rymenam, où l'ennemi, cruellement éprouvé, ne les suivit pas.

A l'aile droite, la 1re D. A. s'était heurtée à une défense opiniâtre du côté d'Elewyt. Les 2e, 3e et 4e brigades luttèrent néanmoins avec la plus belle énergie, jusqu'à ce qu'un ordre du G. Q. G. leur enjoignit de se retirer vers le nord. La 5e division qui avait brillamment enlevé Weerde et le hameau Den Dries, dut stopper également.

Cette rude journée, qui avait amené l'ennemi à engager toutes ses forces, acheva de démontrer que le but de la grande sortie d'Anvers était pleinement atteint. La 6e division de réserve allemande, jetée dans la bataille, était perdue pour von Kluck. Quant au 9e corps de réserve, rassuré sur la tournure des événements, il s'était résolu à faire à nouveau demi-tour, mais quoi qu'il fît, il ne pourrait rattraper les deux jours perdus en marches et contre-marches. Car les Alliés triomphaient sur la Marne, d'où les Allemands refluaient en désordre.

Il ne restait plus maintenant à nos troupes qu'à rompre le combat et se reformer sous Anvers. Ce décrochage s'effectua, non sans pertes nouvelles assurément, mais avec ordre, calme et méthode.

Ainsi se termina l'ardente bataille qui, pendant près de cinq jours, avait imposé à nos troupes une continuité d'efforts et de sacrifices d'autant plus méritoires, qu'ils furent prodigués avant tout par esprit de solidarité envers les grands Alliés. Sur la Marne, ceux-ci cueillaient les lauriers d'une victoire que, livrés à nous-mêmes, nous ne pouvions songer à obtenir sous Anvers. La vigueur offensive de nos soldats fit cependant merveille, surtout si l'on tient compte de l'indigence de leurs moyens d'action. Nos hommes, du reste, avaient si bien conscience d'avoir dominé l'ennemi dans maintes rencontres, d'avoir fait triompher dans la bataille leur volonté tenace, que la rupture du combat, si décevante généralement, n'affecta point leur moral, comme on eût pu le redouter. Les nouvelles de la Marne, du reste, étaient trop radieuses, pour ne pas remplir les cœurs d'espoir et d'allégresse. On vivait des jours merveilleux qui, par leur enthousiasme, rappelaient ceux de Liége. Et l'on se persuadait, car on avait tant besoin de le croire, que la victoire enfin avait pris son vol, qu'escortant les Alliés triomphants, elle allait venir bientôt nous entraîner aussi, avec les armées de French et de Joffre, à la poursuite des hordes impériales rejetées jusqu'au Rhin.

APRES LA MARNE
LE FRONT S'ÉTEND VERS LE NORD
LA COURSE A LA MER

La retraite de la Marne avait amené, le 13 septembre, le gros des armées allemandes sur la coupure de l'Aisne, l'aile droite vers Lassigny. Le front ennemi était jalonné par la région de Noyon, les plateaux au Nord de Vic-sur-Aisne et de Soissons, le massif de Laon, les hauteurs au nord et à l'ouest de Reims ; traversant ensuite l'Argonne, du nord de Ville-sur-Tourbe jusqu'au nord de Varennes, il allait atteindre la Meuse au nord de

Verdun, vers le bois de Forges. Appuyant son aile droite à l'Oise et son aile gauche à l'Argonne, cette position de l'Aisne offrait une solidité redoutable. L'État-Major allemand l'avait depuis longtemps reconnue et avait pris les dispositions voulues pour arrêter la poursuite, en recueillant sur cette ligne les armées battues qui refluaient en désarroi. Français et Anglais tentèrent en vain de surmonter la résistance rencontrée. Eux-mêmes, du reste, étaient épuisés et à court de munitions. Bien qu'elle se poursuivît ardente, et maintes fois audacieuse, la lutte ne tarda pas, dès lors, en dépit de succès locaux, chèrement achetés, à piétiner sur place. Les Alliés, à leur tour, se mirent à remuer la terre. Sur l'Aisne, la guerre de siège commençait.

En Argonne, en Lorraine, en Alsace, des combats quotidiens mettaient de même les adversaires aux prises, sans apporter à la situation des changements notables. A l'est, une puissante diversion allemande fit naître, pourtant, des heures d'angoisse. Vers la mi-septembre, une attaque sortant de Metz vint mordre les Hauts-de-Meuse et créer à Saint-Mihiel cette hernie menaçante si difficilement localisée, et qu'on ne put réduire que quatre ans plus tard, en septembre 1918.

Joffre, cependant, ne laissa point ces événements détourner son attention du champ d'action principal. Dès le 11 septembre, après avoir constaté l'arrêt des Allemands sur l'Aisne, il avait compris que l'ennemi, fidèle à sa doctrine, esclave au surplus du plan primitivement conçu, allait s'acharner à déborder et envelopper la gauche franco-anglaise. Mais, il ne suffisait pas de faire échec à ce dessein. Ayant ressaisi l'initiative par une magistrale victoire, le général Joffre devait et voulait la conserver dans toute la mesure du possible et l'exploiter à son profit. Or, ce n'est pas en le heurtant de front qu'on ferait reculer l'adversaire. Il fallait donc chercher son aile vulnérable, c'est-à-dire l'aile droite arrêtée dans la région de Lassigny, pour tenter de la tourner. Le but final, en somme, était de réaliser la même manœuvre que l'ennemi projetait d'exécuter, mais en s'efforçant de le devancer.

Tout de suite, Joffre prescrit d'abord à la VIe armée de porter le plus de forces possible sur la rive droite de l'Oise. Il donne les premiers ordres, ensuite, en vue de constituer sur sa gauche la masse indispensable pour atteindre son but. C'est dans ces décisions que la « Course à la Mer », comme on a pris coutume de la dénommer, prend son origine. Mais, sur ces termes, il faut pourtant s'entendre. Car, lorsqu'à la mi-septembre, Joffre étend volontairement le champ d'action vers le nord, il ne forme nullement le dessein prémédité de pousser son aile gauche jusqu'aux côtes de la mer du Nord. Ce qu'il recherche, c'est la bataille, la réunion à sa gauche de tous les moyens dont il a besoin pour vaincre l'agresseur et le chasser vers le Rhin. Il n'ignore pas, assurément, combien la tâche sera rude. Déjà, il sait que les Allemands expédient vers l'ouest tout ce qu'ils peuvent rassembler de forces, appelées d'Allemagne ou transportées des fronts de Lorraine et d'Alsace. Il faut donc agir vite. Or dans la course de vitesse qui va se disputer entre les deux adversaires, les Allemands bénéficient d'un avantage considérable : ils se meuvent, en effet, à l'intérieur d'un arc, à l'extérieur duquel, en revanche, les Alliés doivent se déplacer, ce qui leur impose les trajets les plus longs. Cet inconvénient s'accroît du fait que l'ennemi dispose de l'admirable réseau ferré de la Belgique et du nord de la France.

Il est possible que, prévoyant toutes les difficultés du problème à résoudre, le généralissime français ait envisagé, dès l'abord, l'hypothèse qui l'obligerait à une extension continuelle de son front. Il est vraisemblable que, dans ce cas, il se soit proposé d'orienter son aile gauche en direction d'Anvers pour y donner la main à l'armée belge. Mais il est certain que ce n'est point en exécution d'une décision arrêtée dès l'origine, que le front est allé s'appuyer aux rivages de la mer du Nord. La « Course à la Mer » fut la conséquence inéluctable des opérations menées dans les deux camps adverses et non le fruit d'une volonté préconçue.

Quoi qu'il en soit, les deux antagonistes, mus par des desseins identiques, ont commencé, depuis la mi-septembre, d'opérer simultanément les mouvements de rocade vers leur aile septentrionale. Ainsi le champ de bataille, où la lutte s'allume et se propage sans cesse, en même temps qu'elle se poursuit sur les fronts déjà stabilisés, s'étend successivement de l'Oise à la Somme, de la Somme à la Scarpe, de la Scarpe à la Lys, de la Lys à l'Yser, enfin.

On ne peut s'attarder ici à rappeler ce que furent tous ces ardents combats de Lassigny, de Roye,

de Péronne, des environs d'Arras et de Douai, de Lens, La Bassée et tant d'autres encore. Rappelons seulement que Joffre constitue tour à tour : à la gauche de la VIe armée (Maunoury), la IIe armée (Castelnau) ; puis à la gauche de celle-ci, la Xe (de Maud'huy) ; qu'au début d'octobre, l'armée French, quittant la région de Soissons, se transporte à son tour vers celle d'Ypres ; qu'enfin, en même temps qu'il forme le détachement d'armée du général d'Urbal, destiné aux Flandres, Joffre confie au général Foch, le 4 octobre, la lourde tâche de coordonner l'action des armées disparates qui vont se réunir à l'extrême gauche alliée : armée française, armée britannique, armée belge, échappée, celle-ci, de l'enfer d'Anvers et accourue sur l'Yser, épuisée, à bout de forces et presque de courage.

Du côté allemand, dans le même temps, la manœuvre d'extension progressive du front a mis en ligne, dans le nord, et sans compter une innombrable cavalerie, jusqu'à dix-huit corps d'armée. Ainsi se constituèrent, de la mer jusque vers Noyon, les IVe, VIe, IIe et Ire armées. Ce sont les deux premières, celles du duc de Wurtemberg et du Kronprinz de Bavière, qui se firent décimer dans la bataille des Flandres, acte final du sanglant drame de 1914.

LE SIEGE ET L'AGONIE D'ANVERS

Maubeuge, on s'en souvient, était tombé le 7 septembre. Quand la nouvelle de la capitulation parvint à l'état-major impérial, la bataille de la Marne était engagée depuis deux jours, dans des conditions telles, que pour échapper à l'irrémédiable défaite, l'obligation s'imposait de ramener vers le nord les armées allemandes battues et désorganisées. Le plan grandiose avait échoué : il ne restait qu'à le rééditer sur nouveaux frais. Dès ce moment Anvers obséda l'état-major ennemi. A deux reprises déjà, l'armée belge, sortant de la forteresse, avait gravement menacé les communications allemandes. A l'heure où celles-ci allaient devoir s'étendre vers l'ouest et le nord, il devenait indispensable de supprimer un danger toujours latent et par conséquent de s'emparer de la place. Ainsi, du reste, on ferait coup double, puisqu'on capturerait en même temps l'armée du Roi Albert. On ferait avorter, au surplus, toute combinaison des Alliés ayant pour objet de secourir cette armée, en lui tendant la main. Enfin, la prise d'Anvers produirait un effet moral immense, particulièrement propre à contrebalancer l'influence fâcheuse des événements de la Marne.

Enlever la forteresse était d'ailleurs chose désormais réalisable. Car les obusiers et les mortiers géants, vainqueurs de Liége, Namur, Maubeuge, étaient disponibles, avec tout le complément d'artillerie nécessaire pour assurer le succès. L'essentiel était d'agir avant que l'armée belge, fort éprouvée déjà, pût recevoir des renforts importants.

Leur décision prise, les Allemands commencèrent aussitôt les préparatifs du siège. Dès le 16 septembre, on eut conscience, chez nous, de l'orage qui s'amoncelait. Les renseignements qui se précisaient de jour en jour, annonçaient l'arrivée des grosses pièces ramenées de Maubeuge, l'installation de batteries nouvelles, le renforcement progressif des organisations allemandes. Le 18, en vue d'empêcher l'artillerie de s'établir par surprise à bonne portée des forts, nous poussions nos grand'gardes vers le sud, et, par des reconnaissances multiples, nos troupes déterminaient le tracé de tout le front adverse. De plus, reprenant un projet qu'il avait déjà préconisé, le Roi faisait constituer sept détachements de cyclistes volontaires, chargés d'aller détruire, sur les communications de l'adversaire, les ponts et tunnels, les remblais, les aiguillages, les branchements, les installations télégraphiques. Lancés en enfants perdus, livrés à leur seule inspiration, n'ayant que de maigres chances d'échapper finalement à l'ennemi, ces détachements héroïques, aux ordres d'officiers pleins d'audacieuse énergie, réussirent à enrayer pendant tout un temps le trafic des principales voies ferrées dans le Brabant, le Limbourg, le Hainaut. Et pour se venger de ces détachements insaisissables, les Allemands, une fois de plus, exercèrent sur les populations innocentes, les plus lâches représailles.

En vue de garantir, en outre, la sécurité de nos communications avec l'ouest du pays, le G. Q. G. compléta les dispositions déjà prises — gardes civiques, unités de volontaires égrenés en détachements de protection — et chargea la 4e division d'armée reconstituée, d'occuper Termonde et l'Escaut.

A ce moment, le Roi reçut une communication du généralissime français. Le 24 septembre, la

ARTILLERIE EN ACTION PRÈS DE MALINES

gauche française étant fortement pressée par l'ennemi dans la région de Roye-Péronne, le général Joffre sollicitait du Roi qu'il contribuât à réduire cette pression, et en même temps à faciliter l'exécution du plan général, en dirigeant de nouvelles opérations contre les forces allemandes établies devant Anvers.

Malgré les inquiétudes provoquées par l'évidente imminence du siège, le Roi résolut de déférer à ce désir. Une troisième sortie fut donc décidée. Comme on se proposait, en cas de réussite, de se relier aux Alliés. on résolut de fixer l'ennemi en front et de porter le coup principal entre la Dendre et le canal de Willebroeck. Cette dernière opération était confiée aux 4e et 5e divisions, soutenues par la division de cavalerie qui, transportée d'abord à Gand, agirait ensuite sur la rive droite de la Dendre. Les mouvements préliminaires commencèrent dès le 25 septembre. Mais ce jour même, des indices graves vinrent révéler que l'attaque générale d'Anvers était prête à se prononcer. La 3e sortie n'eut donc pas lieu. Elle se réduisit à des engagements de notre D. C. du côté d'Alost et à une entreprise tentée contre la 37e brigade de landwehr, aventurée entre cette ville et Termonde.

Le 27 s'opérait une progres ion générale des Allemands sur tout le front sud de la place ; nos gardes avancées étaient refoulées. Un bombardement violent s'abattit sur Malines, ville ouverte ; le détachement qui l'occupait dut se replier au nord de la Dyle. L'attaque d'Anvers commençait.

La forteresse et les forces en présence. — Dès le début de la guerre, quand le Gouvernement belge, puis l'armée se réfugièrent dans Anvers, on crut, pour raffermir les confiances, devoir répandre chez les Alliés la croyance en l'invulnérabilité du vaste camp retranché. Les journaux imprimaient couramment que pour prendre Anvers, défendue par ses lignes successives d'ouvrages et une armée de cent à cent cinquante mille hommes, les Allemands devraient amener devant la place 500.000 soldats et des milliers de canons. Quand Liége, Namur, Maubeuge s'effondrèrent tour à tour, on opposa à ces places d'arrêt, ou à la forteresse déjà désuète, la puissance incomparablement supérieure du « réduit national belge » dont la ligne principale mesurait 100 kilomètres de développement, étayée par des forts tout récents. Ainsi s'établit et fut entretenue, pendant trop longtemps, une légende qui rendit d'autant plus douloureuse et plus imprévue, la chute relativement si prompte de l'immense camp retranché.

La réalité, hélas ! était loin de répondre à ces dangereuses illusions. N'est-ce pas le *Times history of the War* qui a écrit : « Pour tenir Anvers, on aurait dû y envoyer, quinze jours plus tôt, cinq fois plus d'hommes et dix fois plus de canons? »

C'est en 1909 qu'avaient été entamés les travaux destinés à compléter l'organisation primitive. La ligne de défense avancée devait comprendre, sur la rive droite de l'Escaut, une série de forts et de redoutes modernes, soit au total 24 ouvrages nouveaux, établis à près de 20 kilomètres de la ville, mise ainsi à l'abri du bombardement. Mais, quand vint la guerre, les travaux étaient loin d'être

ARTILLERIE EN ACTION PRÈS DE MALINES

achevés. Le montage de certaines coupoles n'était pas terminé ; il restait à effectuer de nombreux bétonnages ; la place réservée à des pièces de flanquements demeurait vide ; des observatoires cuirassés se trouvaient encore sur chantier ; les installations électriques étaient en voie de création. Les approvisionnements en munitions demeuraient la plupart du temps dérisoires. Bref, au lieu d'être une « forteresse inexpugnable », Anvers ne disposait que d'une armure si défectueuse encore, que des mois d'efforts immenses eussent seuls permis d'en compenser l'insuffisance.

Les nouveaux forts, érigés d'après les plans du général Deguise, différaient essentiellement de ceux de Namur et Liége. Leurs caractéristiques principales peuvent se résumer comme suit : tracé allongé et étroit, épousant la forme du terrain ; disposition sur une seule ligne des coupoles de défense éloignée, ce qui, théoriquement, obligeait l'ennemi à les détruire une à une, par un tir de grande précision. Ajoutons que le canon de 15 constituait la pièce de plus gros calibre installée dans les forts. Des batteries *traditores*, établies à la gorge de l'ouvrage, assuraient le flanquement des intervalles. Les redoutes, créées entre les forts, n'étaient en vérité que des batteries flanquantes, cuirassées et protégées, de surface très réduite et du fait même peu vulnérables.

Camp retranché, destiné à subir un siége, Anvers devait naturellement compléter sa mise en état de défense par l'exécution d'innombrables travaux de retranchement dans les intervalles. Les projets établis prévoyaient aussi l'emploi d'une artillerie mobile, nombreuse et puissante. Mais ces projets, faute de crédits et peut-être de temps, n'avaient guère été réalisés. On dut par conséquent se contenter des pièces, de type déjà démodé, que contenaient les arsenaux, batteries encombrantes, de puissance insuffisante, peu mobiles, tirant sur plate-forme, facilement repérables, incapables de soutenir la lutte avec les puissantes et nombreuses batteries modernes de l'assiégeant.

Quelques mots maintenant de la garnison. L'armée de campagne — 6 divisions d'armée et 1 division de cavalerie bien affaiblies déjà — devait participer à la défense, mais dans des conditions évidemment spéciales. C'était une garnison mobile, destinée à livrer bataille sous les murs d'Anvers, mais non à s'exposer à la capitulation en se faisant enfermer dans la place. Tant qu'il y aurait espoir de tenir dans Anvers, elle se battrait donc, mais toujours préoccupée de ses communications avec l'ouest, qui devaient à tout prix demeurer libres. On voit de suite combien semblable obligation devait apporter d'entraves à la liberté de son action et rendre sa situation délicate. Outre l'armée de campagne, il y a dans Anvers la garnison de sûreté proprement dite, aux ordres immédiats du gouverneur. Cette garnison comprend : *Infanterie* : 36 bataillons de forteresse formés des plus anciennes classes des régiments des 1re, 2e, 5e et 6e divisions, unités de vieux soldats, à peine pourvues de cadres et auxquelles vinrent s'ajouter les éléments tant bien que mal reconstitués au moyen des troupes de forteresse échappées de Liége et de Namur ; *Artillerie* : 1 régiment de place (25 batteries) fournissant les batteries des forts et redoutes ; un régiment d'artillerie de siège, fournissant 20 batteries pour le service des pièces de 150 et 120 mm. et celui de 15 batteries mobiles armées d'anciens canons de 87 et 120 mm. ; un régiment d'artillerie de côte (6 batteries) affecté aux défenses du Bas-Escaut ; *Génie* : 5 bataillons de forteresse à 2 compagnies, et 5 compagnies techniques spéciales ; *Cavalerie* : 1 régiment de 4 escadrons. Au total, avec le personnel des services et établissements, un ensemble approximatif de 70.000 hommes, dont 40.000 fantassins, 16.000 artilleurs, 3.500 troupes du génie et 600 cavaliers. Rappelons que le périmètre d'Anvers dépassait 100 kilomètres et comprenait 34 ouvrages (19 forts et 15 fortins). La faiblesse relative de la garnison de sûreté saute dès lors aux yeux.

Quant à l'armée d'observation allemande, considérablement renforcée en artillerie et en troupes techniques, elle s'était transformée en armée de siège, sous les ordres du général von Beseler. Elle comprenait, à l'aile gauche, entre Alost et Termonde, la 37e brigade de landwehr ; entre l'Escaut et le canal de Willebroeck les 4e et 1re divisions d'ersatz ; au centre, vers Malines, 1 division de fusiliers-marins ; vers Putte et Heyst-op-den-Berg, les 5e et 6e divisions du 3e corps de réserve et la 26e brigade de landwehr ; une division bavaroise, enfin, participa aux opérations. Aux secteurs attaqués furent affectés, en outre, une brigade d'artillerie à pied et une brigade de pionniers de siège. Au total : 6 divisions complètes, renforcées par des troupes spéciales représentant l'effectif d'une division, et par un armement formidable.

Les événements du siège. — Dès le 27 septembre, tandis que le parc de siège de la place était acheminé vers les 3e et 4e secteurs menacés, l'armée de campagne était disposée comme suit : la 1re division d'armée derrière l'intervalle Senne-fort de Wavre-Sainte-Catherine ; la 2e dans l'intervalle Wavre-Sainte-Catherine-Koningshoyckt ; les 6e et 3e divisions dans le 4e secteur ; la 5e à Hoboken, en deuxième ligne. La 4e division, rappelons-le, gardait l'Escaut à Termonde et à l'ouest ; la division de cavalerie, après avoir défendu les passages de la Dendre, s'était repliée à son tour vers Wetteren, sur l'Escaut, pour participer à la garde de nos communications.

Aux premières heures du 28, l'ennemi débouchait de Malines et attaquait la ligne avancée tenue par la 7e brigade mixte, en avant de l'intervalle Wavre-Sainte-Catherine-Koningshoyckt. A 11 h. 45 commençait le bombardement du premier de ces forts, qui riposta de toutes ses pièces. Mais dès 13 heures, la gaine du front de gorge était défoncée. Peu après les voûtes de la poterne centrale s'écroulaient, le bureau de tir était écrasé, la batterie-traditore de gauche s'affaissait dans le fossé. Waelhem, également bombardé, souffrit moins.

Le 3e secteur se trouvant ainsi nettement visé, la 5e division était transportée de Hoboken à Waerloos, en soutien des 1re et 2e divisions. Le 29, toutes nos troupes, dans ce secteur, étaient repliées sur la position principale. Le bombardement des forts et tranchées se poursuivit avec une violence sans pareille. De Wavre-Sainte-Catherine, complètement émietté par les obus de 420, il ne restait plus que des décombres ; ordre fut donné à la garnison survivante, qui avait tenu avec un superbe courage, d'évacuer les ruines indéfendables de l'ouvrage. Waelhem et Koningshoyckt, moins éprouvés, tiraient toujours.

Le 30, la situation s'aggrava encore. Les troupes de la 1re division, soumises à un feu terrifiant, durent abandonner, entre l'inondation de Heyndonck et Wavre-Sainte-Catherine, leurs retranchements complètement bouleversés, où elles avaient subi d'énormes pertes, sans même pouvoir riposter. A leur gauche, et pour les mêmes raisons, la droite de la 2e division dut reculer également. Sauf le fort de Lierre et la redoute de Tallaert, les ouvrages permanents du 3e secteur avaient désastreusement souffert.

Dans le 4e secteur, des attaques déjà repoussées la veille, échouèrent à nouveau contre la tête de pont de Blaesveld, défendue par des troupes de la 3e division, dont l'attitude fut admirable ; l'artillerie des forts et des intervalles soutenait, elle aussi, avec un magnifique courage, un duel inégal contre les nombreuses et formidables batteries allemandes.

La base de l'armée est transférée à Ostende. — Les effets terrifiants des lourds projectiles ennemis ne pouvaient laisser de doute sur l'impossibilité de défendre Anvers et d'y maintenir l'armée, jusqu'à ce que les Alliés pussent l'y rejoindre. Encore une fois, l'espoir de voir ceux-ci s'unir à nous était cruellement déçu. Le Gouvernement et le commandement de l'armée connurent des heures de désespérante angoisse. Leur volonté, pourtant, ne subit point de défaillance. Une résolution énergique s'ancra dans les esprits : sauver l'armée coûte que coûte, et puisque les Alliés ne pouvaient pas venir à nous, porter l'armée vers eux, pour établir enfin la liaison étroite de toutes les forces engagées dans la lutte commune, qu'on poursuivrait jusqu'au bout.

Mais cette résolution impliquait l'abandon d'Anvers. Décision grave et à ce point douloureuse, que les Allemands ne nous soupçonnaient pas capables d'avoir assez de force d'âme pour y consentir. C'est qu'Anvers n'était pas seulement la riche métropole, le port magnifique, le refuge consacré de l'armée et du Gouvernement ; c'était surtout la base de l'armée où se trouvaient concentrés tous ses moyens de vivre et de combattre, ses magasins, ses dépôts, ses arsenaux. Pour que l'armée fût encore à même de tenir campagne, il fallait donc sauver d'abord tout ce qui pouvait être transporté hors d'Anvers : les approvisionnements, les munitions et les effectifs (recrues et volontaires) encore à l'instruction. Pour réaliser ce projet, il était indispensable de donner le change à l'ennemi pendant quelque temps encore. Aussi, le commandement ordonna-t-il tout d'abord les mesures nécessaires pour constituer à Ostende une nouvelle base et y transférer les approvisionnements susceptibles d'être évacués ; le général de Selliers de Moranville, nommé inspecteur général, recevait mission d'amener les troupes à l'instruction (quelque 25.000 hommes) dans la région de Furnes-Poperinghe, et ultérieurement en France, s'il le fallait.

Les ordres donnés dans ce sens reçurent leur

exécution immédiate. Les transports commencèrent dans la nuit du 1er au 2 octobre. L'entreprise offrait des difficultés qu'on aurait pu croire insurmontables ; car pour passer sur la rive gauche de l'Escaut, les trains d'évacuation ne disposaient que du seul pont-rail de Tamise, dont la voie d'accès, passant par Willebroeck et Puers, se trouvait sous le feu des canons allemands. Les mesures, cependant, furent si soigneusement réglées et les précautions si habilement prises, que les convois, tous feux éteints, purent se succéder toutes les nuits, sans interruption, jusqu'au 7 octobre.

Nous avons dit que le départ de l'armée avait, dès ce moment, été décidé en principe. Le commandement comptait pouvoir l'entreprendre le 2 ou le 3 octobre, sous la protection des troupes de forteresse et d'arrière-gardes. Le Gouvernement belge en informa les Alliés. Quand cette décision fut connue à Londres, elle provoqua au sein du Gouvernement britannique un trouble profond. Les Anglais attachaient, en effet, une sorte de valeur superstitieuse à Anvers, ce pistolet que Napoléon déjà voulait braquer sur le cœur de la Grande-Bretagne. L'abandon d'Anvers prit donc à leurs yeux les proportions d'une catastrophe qu'il fallait à tout prix conjurer. Par télégraphe, par téléphone, on supplia le Gouvernement belge de surseoir à toute exécution, jusqu'à l'arrivée de M. Winston-Churchill, Premier Lord de l'Amirauté. On lui annonça, en même temps, l'envoi de renforts britanniques et que des démarches étaient faites auprès du Gouvernement français pour que, de son côté, il expédiât des secours. Ce dernier fut en effet, sollicité. Bien qu'il ait paru attacher moins d'importance que les Anglais à la chute éventuelle d'Anvers, il se rallia à leur manière de voir et promit l'envoi de troupes. La brigade de fusiliers marins, précisément constituée à Paris, aux ordres de l'amiral Ronarc'h était disponible. On l'embarqua pour Dunkerque, d'où elle poursuivit sa route vers Gand... pour y débarquer le 8 octobre.

Entre temps, M. Winston-Churchill était arrivé à Anvers le 3 octobre. Il apportait avec lui, écrit M. Crokaert (1) « sa souriante sérénité, de grandes promesses et de vastes projets ». Tout de suite, il insista pour la continuation de la résistance, affirmant avec tant de chaleureuse persuasion que les renforts allaient affluer sans tarder, qu'il obtint le sursis demandé. L'espoir qu'il apportait fut confirmé par l'arrivée, à la fin de cette journée du 3, de la 1re brigade navale anglaise (fusiliers marins), avant-garde des trois brigades semblables placées sous les ordres du général Pâris ; le concours de la 7e division (général Rawlinson) était également promis.

Dans les déclarations qu'il a faites à la Chambre des Communes, M. Winston Churchill a exposé que ses projets comportaient, outre l'envoi de renforts immédiats (infanterie et grosse artillerie) à Anvers, la réunion, dans la région de Gand, d'une masse capable d'inquiéter le flanc des Allemands, au point de les obliger à lever le siège. Pour former cette masse, il comptait sur la 7e division britannique, les fusiliers marins de Ronarc'h et 2 ou 3 divisions territoriales françaises en voie de constitution. Comme variante, si cette masse ne pouvait être réunie à temps, il prévoyait, dit-il, que les forces rassemblées à Gand auraient en tout état de cause pour mission indispensable, de protéger la retraite de l'armée belge vers l'ouest.

En fait, c'est cette dernière prévision qui fut, seule, plus ou moins réalisée. Le reste ne fut jamais qu'un projet, séduisant sans doute, mais ébauché sans tenir compte du temps et des moyens nécessaires à sa réalisation. Déjà les fusiliers marins de Ronarc'h et la 7e division du général Rawlinson n'arrivèrent à Gand que lorsqu'Anvers avait dû être abandonné ; quant aux divisions territoriales françaises, elles ne firent leur apparition, sur le canal de l'Yser à Ypres, que pendant la bataille des Flandres...

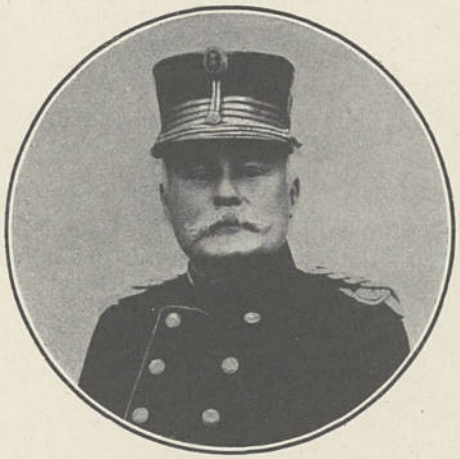
L'effort allemand s'accentue. — Dans le 3e secteur, de beaux efforts avaient été tentés, le 1er octobre, pour réoccuper les positions abandonnées la veille ; seuls quelques éléments de la 1re division y réussirent. A la 2e division, les troupes, happées par des rafales de feu d'une précision et d'une violence terribles, chancelèrent finalement sous la poussée de l'infanterie allemande qui, pour la première fois, entrait en scène. Sur les forts, l'effroyable pilonnage s'était poursuivi sans relâche. Waelhem, bien que mortellement atteint, tenait encore. La redoute de Dorpveld se couvrait de gloire sous les ordres du commandant Deschacht. La garnison était bloquée dans ses abris par l'ennemi qui s'était installé avec des mitrailleuses sur le massif central ; la batterie traditore n'en continua pas moins de tirer avec la seule pièce encore utilisable.

(1) *L'Immortelle Mêlée.*

Ni les tentatives d'asphyxie par obstruction des cheminées d'aérage, ni le creusement de mines sous les voûtes, ne parvinrent à ébranler l'héroïque résistance de la garnison. Malgré les lourdes pertes dues à l'explosion de deux mines, elle se maintint dans les ruines de l'ouvrage, jusqu'à ce que lui parvint, le 2, l'ordre de l'évacuer. Sur 133 hommes, 18 seulement échappèrent à la mort ou à la capture.

La redoute de Boschbeek, désemparée, avait dû être abandonnée, le 1er octobre. Quant au fort de Koningshoyckt, bien qu'aux trois quarts démoli, il tirait encore. De tous côtés, les magnifiques exemples de vaillance se multipliaient dans cette défense des ouvrages, sur lesquels s'abattaient des ouragans de fer et de feu.

A Lierre, la 1re brigade mixte réussit à contenir l'ennemi qui s'acharna vainement jusque dans la nuit, à percer l'intervalle vers la redoute de Tallaert. Dans le 4e secteur, les Allemands, malmenés par leurs attaques infructueuses des jours précédents, se bornèrent à écraser nos positions à coups d'obus de tous calibres. Le bombardement sévit principalement sur le fort de Breendonck, sans réussir à l'atteindre sérieusement, et sur la redoute de Letterheide.



LE GÉNÉRAL DEGUISE

Un nouvel effort fut tenté le 2 octobre dans le 3e secteur, par les 1re et 2e divisions ; elles franchirent la Nèthe sous une averse de projectiles, pour attaquer l'ennemi. Sans attendre leur choc, celui-ci se porta à leur rencontre, espérant les rejeter en désordre dans la rivière. Un engagement violent eut lieu et finalement nos troupes repassèrent au nord de la Nèthe, dont elles détruisirent les passages. La 5e division vint relever en première ligne la 2e division éprouvée. Dans la soirée, les forts et redoutes de Waelhem, Dorpveld, Koningshoyckt, Lierre, Tallaert, avaient fini d'agoniser.

Le 3 octobre, ce fut au tour de Duffel, qui mourut en beauté. En vain, l'artillerie allemande s'était acharnée sur ses petites coupoles de 57 mm. Elle ne put les détruire. L'ouvrage tint l'ennemi en respect, pendant la journée entière, jusqu'à ce qu'il eût tiré ses dernières boîtes à balles. Alors, n'ayant plus de munitions, le lieutenant Hastray fit sauter le fortin, après avoir, sans souci du bombardement féroce, ramené au delà de la Nethe, un à un, ses artilleurs valides et blessés.

Jusqu'au soir, nos canons de campagne s'efforcèrent, par leur feu, de contrarier les préparatifs ennemis pour le passage de la Nèthe. Mais quand vint la nuit, nos caissons étaient vides d'obus explosifs; le restant des munitions de 75 s'épuisait de façon alarmante.

Il était désormais certain que von Beseler allait accentuer son effort de percée dans le 3e secteur. Le général Deguise y dirigea ses dernières réserves, sans se laisser induire en erreur par les démonstrations violentes effectuées dans le 4e secteur et les feintes produites du côté de Termonde, où le génie de la 4e division faisait sauter le pont.

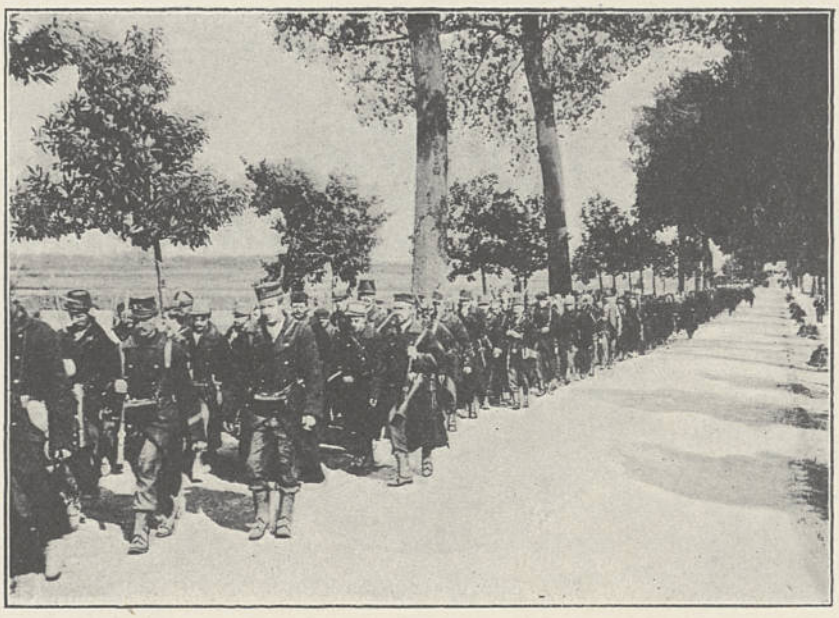
A l'aube du 4 octobre, la 1re brigade navale anglaise, arrivée dans la nuit, était dirigée vers Lierre, où la suivirent, plus tard, les deux autres brigades du général Pâris. Ces renforts alliés ravivèrent, pour un moment, l'énergie de nos troupes harassées, physiquement et moralement accablées, abattues surtout par l'effroyable sentiment de leur impuissance à défendre le camp retranché, sur la résistance duquel on avait entretenu tant de chimériques illusions.

Les 7.000 fusiliers du général Pâris ne pouvaient, hélas ! changer grand'chose à la situation. C'étaient de valeureux soldats, assurément, mais inexpérimentés, sans matériel, et bien incapables de tenir mieux que les nôtres, dans cet enfer.

Ce même jour, le fort de Kessel, seul ouvrage encore en action dans le secteur attaqué, fut ruiné vers midi et évacué. Dès lors, toute la puissante artillerie de von Beseler put concentrer ses feux sur nos retranchements de fortune. Des brèches énormes furent ouvertes dans la digue septentrionale de la Nèthe ; et pour rendre notre situation plus précaire encore, l'inondation vint envahir nos positions.

Le 5, l'ennemi occupa la ville de Lierre, d'où l'on parvint à l'empêcher de déboucher. Plus au sud, en revanche, il réussissait à franchir la rivière. En même temps, une violente démonstration était exécutée sur l'Escaut, à Schoonaerde. La 4e division repoussa l'ennemi, mais obligée de tenir un front de 30 kilomètres, elle se trouvait en posture de plus en plus périlleuse.

La nuit du 5 au 6 octobre vit se dérouler, sur les bords de la Nèthe, une lutte terrible. Un dernier effort avait été demandé à nos troupes qui, depuis une semaine, n'avaient pas eu un moment de répit, en vue de tenter, par une contre-attaque, de rejeter les Allemands dans la Nèthe. Ce fut une action désespérée, exécutée à l'arme blanche, dans les ténèbres. Des combats féroces s'engagèrent ; en plusieurs points l'ennemi fléchit. Ailleurs, l'élan des nôtres se brisa contre un mur de mitrailleuses. L'opération finalement échoua. Aux premières lueurs de l'aube, l'entrée en action des batteries allemandes sur nos unités désorganisées par les combats de la nuit, acheva de faire plier toute la ligne des 1re, 2e, 5e divisions, et des brigades navales anglaises. Sur l'Escaut, la 4e division déjoua encore les tentatives allemandes. Pour l'aider dans cette rude tâche, le commandement avait expédié la majeure partie de la 6e division sur la rive gauche du fleuve.



LA RETRAITE

Tout espoir de tenir sous Anvers était désormais perdu. L'effort ennemi qui se précisait vers Termonde, ne permettait plus de surseoir davantage à l'ordre général de retraite vers l'ouest. Parviendrait-on même à rejoindre les Alliés, alors que des colonnes allemandes atteignaient déjà Lille? Le Roi, résolu coûte que coûte à soustraire l'armée à l'étreinte de l'ennemi, ordonna au gros des troupes de passer sur la rive gauche de l'Escaut, dans la nuit du 6 au 7 octobre. Ce mouvement de repli devait être protégé par les troupes de forteresse, la 2e division du général Dossin et les trois brigades anglaises du général Pâris, qui contiendraient l'ennemi sur la deuxième ligne de défense. Nous dirons plus loin comment la retraite s'opéra d'Anvers jusqu'à l'Yser.

La reddition d'Anvers. — La ligne principale étant désormais rompue et la riche métropole à portée de ses canons, von Beseler crut le moment propice pour obtenir la fin de la résistance en recourant à l'intimidation classique. Dans l'après-midi du 7, l'attaché militaire espagnol, colonel Sorela, ayant accepté de se rendre auprès du général Deguise, lui transmit de la part du commandant de l'armée de siège, l'invitation de capituler sans conditions, sous menace de bombardement immédiat de la ville. Deguise refusa net. Puis il convoqua le Conseil communal, l'informa de la menace qui planait sur l'altière cité et de sa décision d'épuiser tous les moyens de défense. Les édiles d'Anvers lui fournirent, sans réticences, leur appui unanime.

Le bombardement commença à minuit (7-8 octobre). Il s'acharna d'abord sur les portes et remparts de l'enceinte. Dans la nuit même, l'ennemi commença de se rapprocher de la deuxième ligne de défense, qu'il canonna dans la matinée du 8.

Or, ce jour-là précisément, le général Deguise apprit que le général Pâris avait reçu de son gouvernement l'ordre de quitter Anvers incontinent et

de rembarquer ses troupes. Cette décision imprévue modifiait totalement la situation. S'obstiner à défendre la deuxième ligne avec quelques unités de forteresse harassées et la 2e division réduite à quelques milliers d'hommes fourbus, c'était vouer ces troupes à la destruction ou à la capitulation certaines, et cela sans utilité avérée, puisque le restant de l'armée de campagne était réuni déjà sur la rive gauche du fleuve. Le général Deguise estima, dès lors, que l'intérêt général commandait de replier de même les troupes laissées en arrière-garde sur la rive droite. Acceptant hardiment toute la responsabilité de cette décision, il leur prescrivit donc de battre en retraite. Ne laissant, pour donner le change à l'ennemi, que quelques éléments à la garde de l'enceinte; lui-même se rendait, avec son état-major, au fort Sainte-Marie. Il était résolu à poursuivre la résistance sur la rive gauche, dans le 5e secteur, tandis que les forts, demeurant en état d'agir sur la rive droite, achèveraient de se défendre isolément, et en avisa l'administration communale.

LA RETRAITE BELGE D'ANVERS A LA MER

Cependant le bombardement continuait de s'abattre sur la ville, accumulant, pendant la journée du 8 et la nuit du 8 au 9, les ravages dans les quartiers atteints. Les incendies, difficilement combattus, menaçaient de prendre les proportions d'une catastrophe. Sachant que la résistance était tout entière transportée dans le 5e secteur, les autorités civiles, après en avoir délibéré, estimèrent inutile d'exposer davantage la ville et la population terrée dans les caves. Spontanément, elles se rendirent, le 9 octobre, de grand matin, à Willebroeck, où se trouvait le Quartier-Général de von Beseler, pour solliciter la cessation du bombardement.

Bien qu'il n'eût devant lui que des magistrats communaux sans mandat pour traiter, bien qu'aucune autorité militaire ne fût représentée, von Beseler imposa cependant, avant de faire taire les canons, des conditions exclusivement militaires. L'autorité civile s'inclina ; le bombardement cessa à 10 heures. Les conditions convenues le matin, et encore élargies entre temps, furent ratifiées dans la soirée pour devenir ce qu'on a dénommé : la Convention de Contich.

Elle comportait entre autres clauses:

1° Les forts non encore occupés, ouvrages intermédiaires et autres fortifications de l'enceinte extérieure et intérieure, doivent être rendus sans conditions, demain avant midi;

2° Tous les militaires de l'armée belge et des armées alliées se trouvant encore dans la position fortifiée d'Anvers, sont prisonniers de guerre.

« Or, le 9 octobre, à 16 heures, a exposé une relation d'allure officieuse, au moment où le général von Beseler faisait approuver ces conditions d'ordre militaire par l'autorité civile, et où il lui annonçait que ses troupes avaient pénétré sans résistance dans la ville d'Anvers, 25.000 hommes occupaient encore le camp retranché de la rive gauche, indépendamment des forts de la rive droite dont les garnisons tenaient toujours.

« Mais la précarité des moyens techniques et matériels et la lassitude morale extrême dont les troupes de forteresse, chargées de la suprême résistance sur la rive gauche, donnaient ce jour-là des preuves de plus en plus angoissantes, devaient

précipiter la seule décision que le commandant de la position (1) pouvait encore prendre dans ces conditions : *la reddition de la place*. Or, quand le général Werbrouck, chef d'état-major, se rendit *en parlementaire* à la Tête de Flandre et fit faire, plusieurs heures durant, des sonneries pour être transbordé et mis en rapport avec les Allemands, ceux-ci, de l'autre rive, ne répondirent pas à ses appels.

« Les chefs et les troupes de la défense du 5e secteur, pour n'être pas englobés dans la reddition prévue, se mirent en mesure de quitter le camp retranché et se dirigèrent vers l'ouest (2).

« Quand le lendemain, 10 octobre, à l'aube, le général Werbrouck eut renouvelé sa tentative et fut parvenu à être mis en présence du général von Schutz, commandant de la place d'Anvers, il ne put que vainement contester la validité de la Convention de Contich, qu'on lui communiquait. Et, devant la menace formelle de la reprise du bombardement de la ville, il ratifia, au nom de son chef, les stipulations de cette convention et donna l'ordre aux forts de cesser toute résistance. »

Ajoutons que la commission d'enquête constituée au début de 1920, a conclu que le général Deguise avait épuisé tous les moyens de défense en son pouvoir et rempli complètement sa mission.

Ainsi finit le siège d'Anvers. Von Beseler était définitivement maître de la place. Mais son but essentiel : la mise hors de cause de notre armée, capturée dans sa dernière forteresse, n'était pas atteint. En vain allait-il multiplier les efforts pour la rejoindre et l'encercler. Par des prodiges d'énergie, cette armée harassée, à demi désespérée, devait rejoindre tout entière l'Yser, s'y unir aux Alliés, et, dans un épique sursaut d'héroïsme, prendre sur les rives du modeste fleuve flamand, désormais immortel, une éclatante revanche des sombres jours d'Anvers.

LA RETRAITE VERS L'YSER

Au moment où le Roi ordonne à l'armée de campagne de battre en retraite, dans la nuit du 6 au 7 octobre, la division de cavalerie, la 4e division d'armée et les deux tiers de la 6e, se trouvent déjà du côté de Wetteren-Termonde, avec mission d'interdire à l'ennemi l'accès de la rive septentrionale du fleuve. Après avoir franchi l'Escaut sans encombre, les 1re, 3e et 5e divisions, qu'accompagne une brigade de la 6e, sont, à leur tour, le 7 au matin réunies sur la rive gauche du fleuve, dans la région Termonde-Saint-Nicolas-Burght.

On sait que, sur la rive droite, sont demeurées à la disposition du général Deguise : la 2e division (général Dossin), les trois brigades anglaises (général Pâris) et quelques unités de forteresse. Elles doivent tenir la deuxième ligne de défense, où le commandement a voulu laisser des forces suffisantes, pour que l'ennemi ne soupçonne pas trop tôt qu'Anvers est évacué par le gros de nos troupes. Leur rôle, au surplus, est de résister sur place au cas où les Allemands, se rendant compte de la manœuvre, chercheraient à poursuivre les colonnes en retraite.

A défaut d'autre précision à ce propos, on peut supposer que, dans l'esprit du commandement, les effectifs laissés sur la rive droite devaient au besoin se sacrifier pour assurer le salut du gros de l'armée. Le G. Q. G., en effet, était en droit de penser que von Beseler s'efforcerait de rompre le plus tôt possible la résistance rencontrée sur la deuxième ligne. D'autre part, en attirant les Allemands vers celle-ci, on les empêchait de se porter en nombre vers les points sensibles entre tous de Termonde, Schoonaerde, Wetteren. Dès lors, au moment où la retraite commence, le G. Q. G. ne peut guère compter que la 2e division pourra rejoindre le reste de l'armée de campagne : car si l'ennemi, comme on doit le prévoir, l'attaque vigoureusement, la refoule, la suit l'épée dans les reins, comment imaginer qu'elle pourra franchir l'Escaut et échapper à l'adversaire? Si même elle parvient à passer sur la rive gauche, n'est-il pas à peu près inévitable qu'elle soit prise en flanc par l'ennemi, qui aura pu franchir le fleuve à Termonde et marcher vers le nord?

Et cependant, la 2e division réussit à s'échapper. Cette solution inespérée est due, outre certaines circonstances imprévues, à l'énergie remarquable dont le général Dossin et ses troupes ont su fournir la preuve. Il est certain, d'abord, que von Beseler, persuadé de n'avoir plus qu'à cueillir l'armée belge dans Anvers, a perdu un temps précieux avant de se rendre compte que cette armée lui glissait entre les doigts. Quand ses troupes ont

1. Qui ignorait tout, bien entendu, de ce qui s'était passé entre von Beseler et l'autorité civile.

2. En réalité, un profond désarroi régnait dans ce secteur; certains éléments purent rejoindre l'Yser; la majeure partie dut passer en Hollande.

franchi la Nèthe et pris le contact de notre deuxième ligne, il se préoccupe d'amener sa grosse artillerie au nord de la rivière, avant de passer à l'attaque. Car il n'a rien d'un audacieux. Il se flatte, du reste, d'obtenir la capitulation sans devoir verser trop de sang nouveau, rien qu'en menaçant de détruire la ville par le bombardement. Il compte aussi que la brigade de landwehr qui va redoubler d'efforts à Schoonaerde et la division de cavalerie qu'il a dirigée sur Gand — vers où d'autres troupes marcheront aussi par la suite — accentueront à tel point le danger d'encerclement, que le commandement belge reconnaîtra l'inutilité de toute résistance prolongée. Si bien que, pendant la journée du 7, ni même celle du 8, aucune action vigoureuse, en dehors de la canonnade, n'est menée contre la deuxième ligne d'Anvers.

Or ici, précisément, se produit un événement capital, que nous avons signalé déjà, mais sur lequel il est important de revenir.

Le 8 octobre, le général Pâris reçoit de son gouvernement l'ordre téléphonique de partir immédiatement et de rembarquer ses fusiliers marins à Ostende. De Saint-Nicolas — où le G. Q. G. belge est installé depuis le 7 — l'attaché britannique avise le général Pâris que des trains, pour le transport de ses troupes, seront préparés à Saint-Gilles-Waes. De son côté, le colonel Wielemans, chef d'état-major, adresse la même information au général Deguise, par une lettre expédiée de Selzaete le 8 au soir.

La majeure partie des brigades navales anglaises atteint sans encombre le lieu d'embarquement. Une colonne seulement, qui s'est attardée en route et vraisemblablement égarée, est finalement obligée de passer en Hollande. Mais le départ inopiné des 6.000 à 7.000 hommes du général Pâris enlève à la deuxième ligne d'Anvers la moitié de ses défenseurs; il n'y reste plus que la division réduite et exténuée du général Dossin et des unités de forteresse sans consistance.

Cependant, la lettre de Selzaete n'a apporté au général Deguise aucune directive nouvelle sur la mission qui lui est dévolue. Elle se borne à l'informer que Lokeren a été abandonné le 8 par nos troupes et que l'armée se retirera le 9 derrière le canal de Terneuzen. On peut en déduire que le G. Q. G. considérait plus que jamais comme sacrifiées la division Dossin et les troupes de forteresse demeurées dans la place, qu'il n'entrevoyait pas la possibilité de les dégager à leur tour, en tout ou en partie.

Abandonné à lui-même, et vu la situation qui lui est faite, le général Deguise, pourtant, constate que, résister davantage sur la rive droite avec les maigres forces démoralisées dont il dispose, c'est vouer celles-ci au désastre. Cette résistance, d'ailleurs, apparaît désormais inutile, car, depuis deux jours, le gros de l'armée a pu prendre du champ, et une dernière résistance pourra au besoin s'organiser sur la rive gauche, dans le 5e secteur, dont on fera, en quelque sorte, le réduit de la position fortifiée. Enfin, peut-être le général Deguise s'est-il souvenu d'un vœu formulé, a-t-on dit, par le Roi avant son départ pour Saint-Nicolas : tenter l'impossible pour soustraire à la capture la totalité de la garnison.

Quoi qu'il en soit, le gouverneur d'Anvers fait savoir au général Dossin qu'il peut battre en retraite à son tour et tâcher de rejoindre l'armée de campagne avec sa division et les unités de forteresses mises à sa disposition. C'est dans la

TROUPES EN MARCHE. — RETRAITE SUR L'YSER

nuit du 8 au 9 octobre que ces troupes franchissent le fleuve, soit 48 heures après les autres divisions et alors que les obus éclatent de toutes parts sur la ville. Le général Dossin ignore à peu près tout de la situation réelle. Mais ce chef a une volonté de fer. Il veut échapper à l'ennemi et rejoindre l'armée. A force d'énergie, de sang-froid, il obtient de ses troupes qu'elles marchent sans arrêt. Il les conduit par l'itinéraire le plus septentrional possible, et atteint finalement Selzaete avec tout son monde, accomplissant ainsi un véritable exploit.

Certes, l'opération qui réussit à soustraire notre armée au terrible danger couru à Anvers et à l'amener intacte sur l'Yser, constitue dans son ensemble une œuvre remarquable. Mais nulle retraite ne fut plus émouvante que celle de cette division Dossin, partie seule d'Anvers deux jours après les autres unités et abandonnée à elle-même jusqu'au 10 octobre

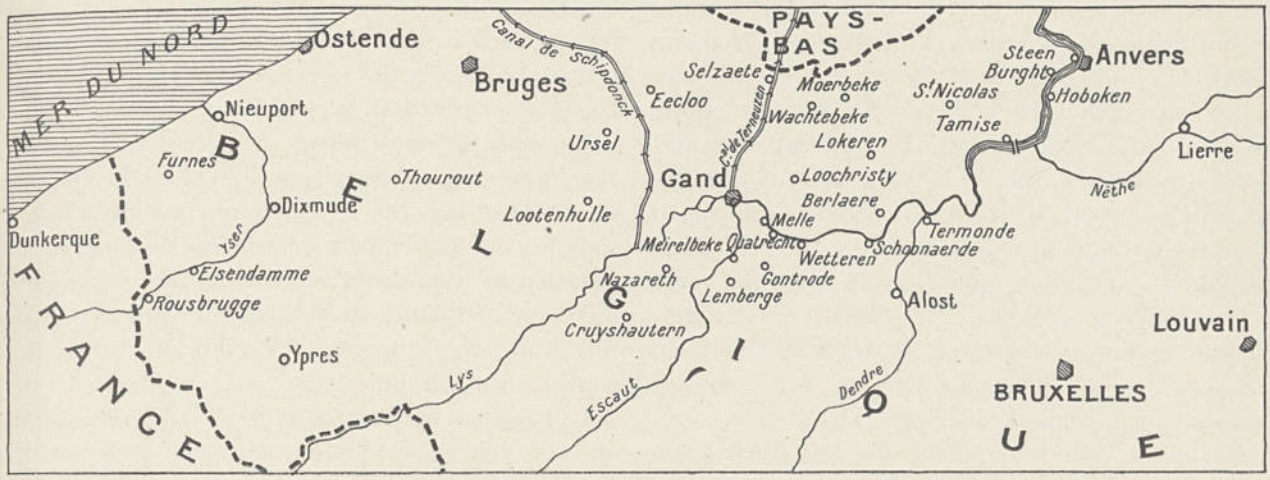
***

Et maintenant, que va faire l'armée échappée de la forteresse? Notons, d'abord, qu'en évacuant Anvers, le commandement ne se proposa pas, dès l'origine, d'établir l'armée sur l'Yser. Son dessein était seulement de la porter vers l'ouest jusqu'à ce qu'elle prît liaison avec la gauche des Alliés. Lors de la visite de M. Winston Churchill, il avait été décidé, notamment sur les vives instances du Roi, que des forces anglaises et françaises tiendraient Gand. Leur arrivée y fut annoncée pour dans un délai très bref. On pouvait donc encore espérer que la liaison recherchée s'effectuerait sur le front général : canal de Ternenzen prolongé par l'Escaut au sud de Gand. A défaut de cette ligne, on trouvait un peu plus en arrière celle de la Lys et du canal de Schipdonck. C'est bien, faut-il croire, dans l'espoir d'occuper l'une ou l'autre de ces positions qu'on résolut d'abord de transférer la base à Ostende, où le Gouvernement s'installa aussi le 5 octobre (1). Et c'est seulement quand l'évidence s'imposa que la liaison, objet fondamental du moment ne pourrait s'opérer ailleurs que sur l'Yser, que l'armée fut définitivement portée vers cette région. La base, ou du moins tout ce qu'on put hâtivement emporter, alla dès lors s'établir à Dunkerque et à Calais. Le Gouvernement recevait, le 13 octobre, au Havre l'hospitalité de la France.

Depuis le 7, la situation de l'armée avait passé par des phases dont on a peine, aujourd'hui, à se figurer toute la tragique angoisse. Ce jour-là elle était parvenue à se réunir presque tout entière sur la rive gauche de l'Escaut. Mais, par un véritable coup du sort, voici qu'à l'aube de ce jour même, la 37e brigade de landwehr réussit à forcer le passage du fleuve à Schoonaerde. Ses progrès ne sont momentanément contenus qu'après le violent combat de Berlaere. L'ennemi, cependant, a pris pied sur la rive gauche. De plus, une division de cavalerie bavaroise est signalée marchant vers Gand, avec 50 canons. Or aucun des renforts anglais et français n'est encore arrivé en ce lieu. Le G. Q. G. y dirige alors en hâte la 4e brigade mixte. Le soir, heureusement, les trains venus de Dunkerque débarquent les fusiliers marins de Ronarc'h. Du côté de Gand, le péril semble donc conjuré. Il n'en est pas de même vers Schoonaerde et Termonde. Si des attaques en force se renouvellent de ce côté, il faut à tout prix arrêter l'ennemi sur la Durme, aux environs de Lokeren. Ordre est donné à la 3e division de prendre les dispositions nécessaires à cette fin. En même temps, les convois des divisions sont invités à se porter immédiatement à l'ouest du canal de Terneuzen et à dégager toutes les routes. Le G. Q. G., qui d'arrache-pied travaille à préparer le transport, par les uniques voies à faible rendement disponibles, d'une partie de l'armée absolument fourbue, réussit à embarquer, le 7 à minuit, l'infanterie de la 1re division ; les troupes montées feront étape par la route. La 5e division s'acheminera vers Selzaete où l'on compte qu'elle trouvera des trains. Ces mouvements seront protégés par les 4e et 6e divisions qui, le 8, glisseront progressivement vers le nord-ouest ; par la division de cavalerie qui se rabattra vers Gand ; par la 3e division, enfin, qui tiendra la Durme jusqu'à ce qu'elle puisse rompre à son tour.

Or le 8, les Allemands qui avaient franchi l'Escaut à Schoonaerde, marchaient précisément vers Lokeren. La ville fut bombardée ; la population affolée vint encombrer les routes de sa fuite pitoyable, au risque de jeter le découragement et le désarroi parmi nos troupes déjà si éprouvées. Les éléments de la 3e division par-

1. C'est si vrai que des mesures furent étudiées pour transformer Ostende, par des travaux improvisés, en place du moment.



LA RETRAITE D'ANVERS SUR L'YSER

vinrent heureusement à contenir l'adversaire. Les 4e et 6e divisions avaient pu, sans grand dommage, s'écouler vers le nord-ouest. La D. C. s'était rapprochée de Gand. Ordre fut donné à toutes les troupes d'effectuer, dans la nuit du 8 au 9, une marche de nuit qui devait réunir l'armée à l'ouest du canal Gand-Terneuzen, où elle se reposerait le 9.

Mais, à cette heure anxieuse, une autre exigence vint s'imposer au G. Q. G. Il venait d'apprendre — on sait à la suite de quelles péripéties — que la division Dossin quittait Anvers. Bien que son itinéraire dût longer de près la frontière hollandaise, il fallait se préoccuper de le protéger le mieux possible. Cependant, dans les circonstances du moment, cette protection ne pouvait plus que s'exercer indirectement, en menaçant le flanc de l'ennemi qui tenterait de s'aventurer vers le nord. Cette mission fut dévolue aux forces déjà nombreuses réunies autour de Gand et à des arrière-gardes laissées à l'est du canal de Terneuzen. La cavalerie, en outre, reçut ordre de pousser des détachements vers l'adversaire, tant de façon à suffisamment l'inquiéter que pour calmer ses éventuelles velléités d'audace. En fait, ces mesures forcément hâtives et précaires atteignirent pourtant leur but. Les Allemands ne dépassèrent pas Lokeren et la division Dossin put poursuivre sa marche, ou plutôt son calvaire, sans être inquiétée.

Von Beseler, entre temps, avait enfin compris que l'armée belge lui brûlait la politesse. Il poussa aussitôt toutes ses forces disponibles vers la région de Gand. Mais elles arrivèrent trop tard. Le 9 et le 10 octobre, la 1re division d'Ersatz se fit écharper à Melle et à Quatrecht par les fusiliers marins — dont ce fut le baptême du feu — brillamment soutenus par nos batteries de la 4e brigade mixte. Quand la 7e division britannique du général Rawlinson arriva à son tour à Gand, où l'on groupa ainsi jusqu'à 25.000 à 30.000 hommes, l'inquiétude de von Beseler s'accrut au point qu'il n'osa plus s'aventurer sans ordres supérieurs. La partie était perdue pour lui. Le transport partiel de nos divisions, par chemin de fer, put continuer sans être entravé. Le 10, elles se trouvaient réparties : la 2e à Eecloo, la 1re à Vlisseghem, la 5e à Thourout, la 4e à Ghistelles, la 6e à Dixmude, la 3e à Nieuport. La région de Gand demeurait occupée par notre division de cavalerie, la 4e brigade mixte, les fusiliers marins de Ronarc'h et la 7e division anglaise, forces qui, de commun accord, y devaient rester jusqu'au 11.

Mais nous n'étions pas au bout de nos peines. Le général Pau, délégué par le général Joffre, est arrivé à Ostende. Le 9, il a exposé la situation générale du front allié et les projets formés. La « Course à la mer » est en pleine exécution fébrile ; cependant la gauche française ne dépasse guère encore la région de Lille ; deux divisions territoriales creusent des tranchées autour d'Ypres vers où va se transporter l'armée de French. Le général Foch a été chargé, le 4 octobre, de coordonner l'action du groupe d'armées françaises du nord et de s'entendre avec le maréchal French, dont les forces ne seront pas disponibles dans les Flandres avant le 19 ou le 20. D'autre part

l'armée française nouvelle que Joffre s'occupe de constituer sous les ordres du général d'Urbal, ne sera guère prête avant le 21, le 22 octobre peut-être.

La situation, dans le nord, demeure donc tendue. Quoi qu'il en soit, Foch, dont le Q. G. est à Doullens depuis le 6, est résolu, conformément aux vues de Joffre, à prendre l'offensive avec les forces dont il disposera. Le vœu du généralissime français est que l'armée belge participe à la manœuvre projetée. Il voudrait, dans ce but, qu'elle se réunît dans la région Deynze-Thielt, où l'on compte qu'elle pourra être rejointe par l'aile gauche alliée venant du front Ypres-Lille.

Cependant, le jour même où le général Pau exposait ce projet et formulait ces vœux, les mouvements allemands signalés du côté d'Ypres-Poperinghe — incursions de cavalerie et de détachements légers — en faisaient apparaître déjà toute la fragilité. Le général Pau, du reste, n'hésita pas à reconnaître combien était critique la situation de notre armée. Il conclut personnellement à la nécessité de lui accorder quelque repos, avant de songer à l'employer aux opérations projetées, et en fit part au commandement français. Après entente avec celui-ci, il fut même un instant convenu — véritable crève-cœur pour nous — que l'armée belge serait transportée en France, à l'ouest de la ligne Calais-Saint-Omer, pour s'y refaire. Après s'être rallié d'abord à cette proposition, le Roi, pourtant, ne put se résoudre à quitter le dernier coin de terre belge, ni à abandonner la lutte, même momentanément, tant que ses soldats garderaient assez de forces pour livrer un dernier combat. Il fit donc admettre la solution qui consistait à établir notre armée derrière l'Yser, de Nieuport à Dixmude. Il acquiesça, en outre, au désir de Joffre, qui insistait pour que nos unités fussent mises en état de reprendre la lutte le plus tôt possible, et qui ajoutait : « Le succès des opérations en cours dépend de cette coopération. »

YPRES : LES HALLES

Le repli de nos troupes derrière l'Yser devait être protégé : en queue par la D. C. du général de Witte et une D. C. provisoire constituée le 13, sous le commandement du général de Monge, au moyen de régiments divisionnaires déjà hors d'haleine ; en flanc, au sud, par les fusiliers marins retraitant de Gand vers Dixmude et suivis des contingents britanniques.

Les ordres nécessaires étaient déjà donnés et en voie partielle d'exécution quand, revenant soudain à ses premiers projets, le général Joffre insista de nouveau, et de façon pressante, pour que notre armée fût maintenue dans la région Deynze-Thielt : elle devait y couvrir, en avant de leur flanc gauche, les Alliés qui allaient déclencher leur mouvement offensif le jour même.

C'était demander l'impossible à nos troupes brisées de fatigue et gravement déprimées. L'ennemi, d'ailleurs, se précipitait à leur poursuite. Déjà il occupait Gand, atteignait le canal de Terneuzen et, de l'intérieur du pays, on annonçait des débarquements et des mouvements allemands importants. Comment laisser, alors, notre armée en situation aventurée, sans l'exposer à un désastre ? Désireux, néanmoins, de satisfaire le général Joffre dans la seule mesure réalisable, le Roi donna des ordres pour faire organiser le 13 une position jalonnée par Oudenburg, Eerneghem, le bois de Wynendaele, Cortemarck. Ce sera la tâche de deux de nos divisions et des fusiliers marins, tandis que les D. C. et la 4e brigade mixte retarderont l'avance ennemie. Entre cette position et l'Yser, une autre division

YPRES ET SON BEFFROI EN FLAMMES

Fragment du Panorama de la Bataille de l'Yser en 1914. — Tableau d'*Alfred Bastien*

organisera quelques villages, en vue de permettre un repli pied à pied vers l'Yser même, que le restant de l'armée (trois divisions) mettra en état de défense, sans plus tarder.

Mais dès le soir du 13, la 4e brigade mixte, réduite à 2.000 hommes, à bout de résistance physique, dut être ramenée, par train vicinal, de Bruges à Nieuport, où arrivait aussi la D. C. du général de Monge, soit quelques centaines d'hommes et de chevaux qui tombaient d'épuisement.

Quant au mouvement offensif des Alliés, il avortait devant les forces allemandes constamment accrues. La 7e division britannique qui devait, le 14 octobre, se relier vers Gits et Hooglede à notre position de Wynendaele, recevait ordre de retraiter droit sur Ypres. Cette position, dès lors, devenait intenable. Il ne restait plus qu'à ramener toute l'armée sur l'Yser et à organiser sur cette ligne une ultime défense. Ainsi fut fait. Le Roi, en même temps, adressait à ses troupes cet émouvant ordre du jour :

Soldats,

Voilà deux mois et davantage que vous combattez pour la plus juste des causes, pour vos foyers, pour l'indépendance.

Vous avez contenu les armées ennemies, subi trois sièges, effectué plusieurs sorties, opéré sans pertes une longue retraite par un couloir étroit.

Jusqu'ici vous étiez isolés dans cette lutte immense.

Vous vous trouvez maintenant aux côtés des vaillantes armées françaises et anglaises. Il vous appartient, par la ténacité et la bravoure dont vous avez donné tant de preuves, de soutenir la réputation de nos armes. Notre honneur national y est engagé.

Soldats,

Envisagez l'avenir avec confiance, luttez avec courage.

Que dans les positions où je vous placerai, vos regards se portent uniquement en avant et considérez comme traître à la Patrie, celui qui prononcera le mot de retraite sans que l'ordre formel en soit donné.

Le moment est venu, avec l'aide de nos puissants Alliés, de chasser du sol de notre chère Patrie l'ennemi qui l'a envahie au mépris de ses engagements et des droits sacrés d'un peuple libre.

ALBERT.

YPRES : VUE PANORAMIQUE PRISE DE L'ÉGLISE SAINT-MARTIN

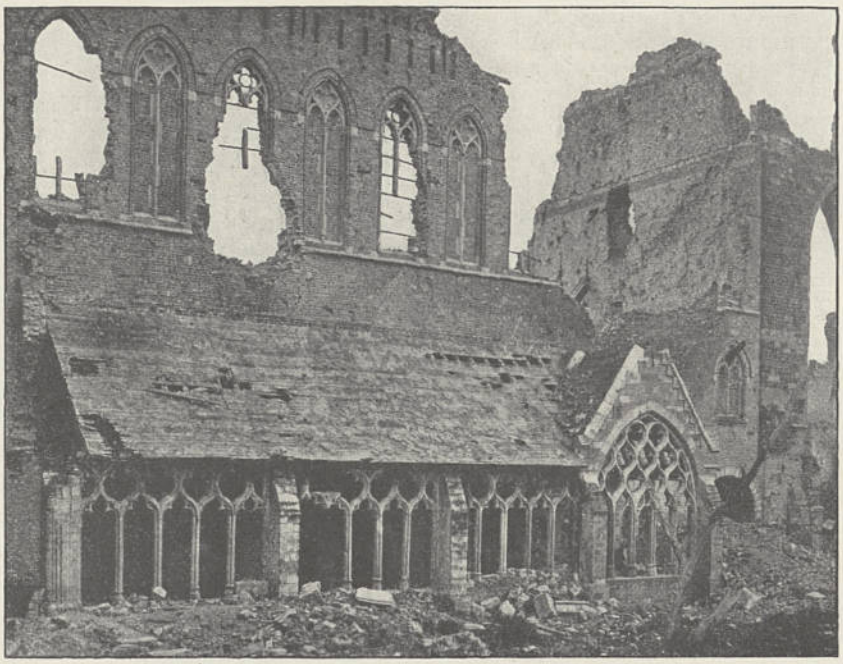
Ce que le Roi demande à ses soldats harassés, c'est de tenir jusqu'à la mort, plutôt que de céder le dernier lambeau de sol belge. Il sera magnifiquement obéi.

LA BATAILLE DE L'YSER

(PREMIER ACTE DE LA BATAILLE DES FLANDRES)

Ce n'est point sans motif impérieux que le Roi, peu prodigue de proclamations et de phrases sonores, adresse à ses soldats cet appel émouvant à de nouveaux sacrifices. Il sait qu'une partie suprême va s'engager et que de son issue peut dépendre le sort même du pays. La situation n'a jamais été plus grave, en effet. Malgré toute l'énergie dépensée pendant les phases successives de la « Course à la mer », les Alliés ne sont point parvenus à manœuvrer l'aile extéricure allemande et à refouler l'invasion. C'est à peine s'ils ont réussi jusqu'ici à déjouer les tentatives de l'ennemi et à appuyer leur extrême aile gauche aux rivages de la mer du Nord. Ainsi, depuis les côtes jusqu'à la frontière suisse, un front continu ne tardera pas à s'ériger; mais dans les Flandres, cet obstacle est encore précaire. L'état-major allemand le sait; il va donc redoubler d'efforts pour le renverser avant que les Alliés n'aient eu le temps de le consolider. Les forces, drainées sans

cesse vers les lieux de la décision recherchée, vont se grossir à cette fin de quatre corps nouveaux, constitués en secret, au moyen des volontaires qui, depuis le 1er août, sont accourus sous les drapeaux, éléments enthousiastes auxquels s'ajoute un choix d'hommes pris dans des formations d'Ersatz et de Landwehr. Ce sont les 22e, 23e, 26e et 27e corps de réserve. L'armement, l'équipement, l'encadrement y ont été l'objet des soins les plus jaloux. Quant aux troupes, on les a chauffées à blanc par une instruction intensive; on les a convaincues qu'elles étaient l'outil décisif forgé pour la suprême victoire et que la gloire incomparable leur était réservée d'assurer le triomphe de l'immortelle Allemagne.



YPRES : LES HALLES ET L'ÉGLISE SAINT-MARTIN

L'entrée soudaine en action de ces quatre corps ardents et neufs doit constituer, dans la manœuvre prête à se déclencher, l'élément de surprise duquel l'État-Major allemand escompte le succès infaillible. Grâce à eux, l'armée du duc de Wurtemberg, chargée du rôle décisif sous les yeux mêmes du Kaiser, qui va se transporter à Thielt, pourra aligner progressivement jusqu'à 16 divisions d'infanterie et d'innombrables escadrons.

L'objectif de cette armée, c'est Calais et ensuite Boulogne; c'est la possession des côtes de la Manche et de la mer du Nord; c'est, avec le concours de la VIe armée, l'écrasement total des armées britannique et belge, l'occupation de la Belgique entière et du nord de la France, la menace dirigée sur l'Angleterre même, la gauche française refoulée jusqu'à la Somme et peut-être plus loin, les armées de Joffre abandonnées à elles-mêmes, tellement réduites et meurtries, qu'elles devront, inévitablement battues, subir l'inexorable loi du vainqueur.

Tel est, pour les Allemands, l'enjeu de la première bataille des Flandres. Bien qu'elle doive se dérouler à la fois sur tout le front qui va de Nieuport à La Bassée, en passant par Ypres, cette bataille comprend cependant deux phases distinctes, qu'il importe de ne pas confondre : la bataille de l'Yser et la bataille d'Ypres.

Ces phases sont la conséquence même du plan allemand et des événements commandés par les deux volontés qui sont aux prises. Lancé à la poursuite de l'armée belge évadée d'Anvers, l'ennemi a cru, logiquement du reste, qu'il n'aurait point grand'peine à lui passer sur le corps et à atteindre Calais en suivant rapidement le chemin de la côte. C'est donc sur l'Yser où l'armée belge fait brusquement front, qu'il porte sans délai — car la vitesse est une condition primordiale du succès — son principal effort.

Il n'a devant lui, jusqu'au 23 octobre, que l'armée abattue du Roi Albert et les 6.000 fusiliers marins de Ronarc'h. A partir du 23, les quelque 8.000 hommes de la division Grossetti viendront s'ajouter aux maigres forces qui, pendant les huit premiers jours de la bataille, auront supporté seules tout le poids de la lutte furieuse et qui se battront encore, avec l'énergie du désespoir, jusqu'au 31 octobre, jour où la bataille de l'Yser prend virtuellement fin. C'est à tort que certains auteurs désignent parfois de ce nom l'ensemble des opérations qui ont eu les Flandres

pour théâtre en 1914. Sur l'Yser, n'ont combattu que les troupes belges, soutenues par les quelques renforts français cités plus haut. La bataille livrée du 16 au 31 octobre, depuis Nieuport jusqu'au delà de Dixmude, est une bataille belge, incontestablement. Le vainqueur de l'Yser, c'est le Roi Albert, c'est l'armée en haillons qui, pour répondre à son appel suprême, a tout oublié : ses souffrances, sa lassitude, son effroyable dénuement et, faisant tête à la meute acharnée à sa perte, a réussi le prodige de briser la ruée allemande sur Dunkerque et Calais. Elle a payé cette gloire assez cher, pour qu'aucune confusion ne tende à la diminuer.

YPRES : ÉGLISE SAINT-MARTIN

Quand l'ennemi s'est rendu compte que la route de la mer ne pouvait être forcée, il a reporté son effort principal plus au sud. Alors, la bataille engagée déjà sur le canal de l'Yser à Ypres et aux alentours de cette ville, y a atteint toute sa violence. C'est la deuxième phase de la bataille des Flandres, caractérisée, elle aussi, par un acharnement sans pareil et de terribles hécatombes. L'armée de French y déploie un héroïsme farouche; les corps français jetés par Foch dans la mêlée, à mesure qu'ils débarquent, s'y couvrent de la plus pure gloire. Et cette deuxième et dernière ruée de l'ennemi est à son tour brisée, noyée dans les flots de sang. Ypres est en ruines, mais inviolée ; Calais demeure inaccessible.

***

La partie de l'armée du duc de Wurtemberg qui va aborder l'Yser comprend d'abord les troupes venues du siège d'Anvers. Ce sont la 4e division d'Ersatz, à trois brigades (9e, 13e, et 33e), et le 3e corps d'armée de réserve (5e et 6e divisions). Elle se grossit ensuite du 22e (43e et 44e divisions) et du 23e corps de réserve (45e et 46e divisions), appartenant tous deux aux formations nouvelles précédemment signalées. Dans l'ensemble, ces forces s'élèvent à 150.000 hommes environ (soit 90.000 fusils au moins) et plus de 500 canons, y compris de nombreuses batteries modernes de gros calibre qui ont pris part au siège. Derrière elles, gardant la côte, se trouvent encore deux brigades de landwehr et une division de marins.

L'armée belge, de son côté, depuis qu'elle est arrivée sur l'Yser, est réduite à quelque 80.000 hommes parmi lesquels 48.000 fusils seulement. Elle dispose en tout de 300 canons de 75 mm. et 23 obusiers de 149 et 150 mm., pour lesquels, dès les premiers jours de la bataille, la question du ravitaillement en munitions va se poser avec une angoisse croissante. Dans sa retraite et les combats livrés depuis plus de deux mois, cette armée a perdu une grande partie de son équipement et de son outillage. Les uniformes sont usés, quelquefois en lambeaux; les hommes sont chaussés de sabots ou n'ont aux pieds que des bottines éculées ; depuis des jours et des jours, les troupes se sont nourries au hasard des vivres trouvés sur place ; les corps sont douloureusement las, les esprits déprimés; toute énergie semble avoir fui cette armée harassée, d'aspect disparate et misérable.

Qui expliquera jamais par quel miracle ces soldats ont soudain retrouvé, parce que leur Roi les y exhorte, la confiance, la foi, l'énergie vraiment surhumaine dont ils vont donner tant de preuves pendant quinze jours mortels de furieuse bataille?

D'où vient qu'après tant de tourments, de sacrifices, de déceptions atroces, la volonté de vaincre succède à la morne désespérance dont leur cœur est envahi? Ils n'ignorent point, pourtant, la force de l'ennemi, ni l'étendue de leur propre faiblesse. C'est vrai. Mais ils savent aussi qu'ils ne sont plus seuls désormais, que les Alliés sont à leurs côtés enfin, dans cette lutte décisive. Ce concours, si souvent promis et impatiemment attendu, a cessé d'être un mythe. Déjà nos gas des Flandres et de la Wallonie voisinent et fraternisent avec ces fusiliers marins de Bretagne et de Normandie, dont la belle humeur insouciante, la vigueur physique et morale sont un enchantement pour l'esprit et le cœur. Et voici que d'humbles villages flamands vibrent et s'égaient au passage des chatoyantes colonnes de cavaliers algériens. Ce sont des goumiers et des spahis, sur leurs chevaux fringants ; leur face bronzée s'éclaire d'un rire joyeux ; leurs uniformes pittoresques bariolent de couleurs mouvantes le paysage monotone des polders ysériens. Nos soldats les acclament ; les fils du pays de lumière et de feu répondent par des hourras. Les cris s'entrecroisent enthousiastes, ardents : « Vivent les Belges ! Vive la France ! » Soudain, une fanfare lance à tous les échos les mâles accords d'une *Marseillaise* sonore et passionnée. Dans un éclair l'acier des sabres et des baïonnettes luit au soleil éblouissant ; puis, immobile, au port d'armes, un bataillon rend les honneurs à la France qui passe. Et tous ces hommes qui vont demain verser leur sang pour que demeure libre ce dernier lambeau de sol belge, s'unissent frémissants, en cet instant merveilleux, dans un même serment de bravoure et de sacrifice.

YPRES : LES HALLES ET L'ÉGLISE SAINT-MARTIN

Dès lors, cette armée belge épuisée et hier encore presque désespérée, a retrouvé sa vigueur et sa foi. Une ardeur d'émulation héroïque lui fouette le sang et l'enfièvre. L'Allemand peut venir : il ne passera pas !

L'ARMÉE DE L'YSER

Pourtant, même aujourd'hui, on ne peut songer, sans s'émouvoir, à la redoutable tâche qui allait être la sienne. Dès le début, l'armée belge, d'abord, se vit obligée, pour boucher la trouée encore existante, de garnir un front de 36 kilomètres, depuis la mer jusqu'à Zuydschoote. C'est en ce dernier point, seulement, qu'elle put entrer en liaison avec les territoriaux français occupant le canal d'Ypres. Ce front démesurément vaste pour ses maigres effectifs, ne tarda pas heureusement à se réduire. Et quand la bataille atteignit toute son intensité, le Roi put concentrer la totalité de ses forces sur l'Yser, entre la côte et Saint-Jacques-Cappelle, soit sur un front de 22 kilomètres environ. Venu le 16 à Furnes, pour y saluer le Souverain, le général Foch lui avait promis, il est vrai, que des renforts arriveraient à bref délai. Il le confirmait deux jours plus tard en demandant à nos troupes épuisées de seulement tenir pendant 48 heures. Mais une semaine entière s'écoula, semaine de luttes effroyables et d'efforts désespérés, avant que la division Grossetti pût jeter sur l'Yser ses quelques milliers de soldats.

Il a fallu, pour la bataille imminente, que l'armée belge procède en hâte à un remaniement de ses grandes unités, afin de mieux encadrer les régiments et les bataillons et d'étoffer leurs effectifs dans

la mesure du possible. C'est ainsi que, sauf à la 1re division d'armée — où les régiments ne comptent chacun, en revanche, qu'un millier d'hommes et à la 3e reconstituée après Liége — les brigades mixtes ont été dissoutes et leurs deux régiments fusionnés en un seul. Le 15 octobre 1914, l'armée était, en conséquence, composée comme suit :

1re *division d'armée* (lieutenant-général Baix ; 6.000 fusils, 24 mitrailleuses, 60 canons) : six régiments (2e et 22e, 3e et 23e, 4e et 24e de ligne) ; 12 batteries de 75, 3 batteries d'obusiers de 150 ; le 3e lanciers ; 2 bataillons du génie ; 1 compagnie cycliste ; des services.

2e *division d'armée* (lieutenant-général Dossin ; 8.700 fusils, 27 mitrailleuses, 60 pièces) : trois régiments (5e, 6e et 7e de ligne) ; 12 batteries de 75 ; 3 batteries d'obusiers de 150 ; 2 bataillons du génie ; 1 compagnie cycliste ; des services.

YPRES : LES HALLES

3e *division d'armée* (lieutenant-général Bertrand ; 12.000 fusils, 39 mitrailleuses, 60 canons) : six régiments (11e et 12e, 9e et 14e de ligne, 1er et 4e chasseurs à pied) ; 15 batteries de 75 ; 2 bataillons du génie ; 1 compagnie et 1 détachement cycliste ; des services.

4e *division d'armée* (lieutenant-général Michel ; 6.000 fusils, 18 mitrailleuses, 28 canons) : trois régiments (8e, 10e et 13e de ligne) ; 7 batteries de 75 ; 2 bataillons du génie ; 1 compagnie cycliste ; des services.

5e *division d'armée* (lieutenant-général Guiette, puis lieutenant-général Scheere ; 7.500 fusils, 28 mitrailleuses, 48 canons) : trois régiments (1er de ligne, 2e et 3e chasseurs à pied) ; 12 batteries de 75 ; 2 bataillons du génie ; 1 compagnie cycliste ; des services.

6e *division d'armée* (lieutenant-général Lantonnois ; 7.500 fusils, 39 mitrailleuses, 56 canons) : quatre régiments (1er et 2e grenadiers, 1er et 2e carabiniers) ; 14 batteries de 75 ; 2 bataillons du génie ; 1 compagnie cycliste volontaire ; des services.

1re *division de cavalerie* (lieutenant-général de Witte ; 1.700 sabres, 500 carabiniers-cyclistes, 12 canons) ; quatre régiments (1er et 2e guides, 4e et 5e lanciers) ; 1 bataillon de carabiniers-cyclistes ; 3 batteries à cheval ; 1 compagnie de pionniers-pontonniers-cyclistes ; des services.

2e *division de cavalerie* (général de Monge ; 1.000 sabres, 350 carabiniers-cyclistes, 4 canons) : les escadrons reconstitués de quatre régiments (1er lanciers, 1er, 2e et 4e chasseurs à cheval), du régiment des guides de forteresse, de gendarmerie ; une batterie à cheval ; un faible bataillon de carabiniers-cyclistes ; des services.

LE TERRAIN. — LE PLAN DE BATAILLE

Le terrain sur lequel l'armée belge va engager une lutte de vie ou de mort, offre des caractéristiques toutes spéciales que l'on a maintes fois décrites. C'est le « Veurne-Ambacht », région basse, uniformément plate, comprise entre la frontière franco-belge, le rivage de la mer et le cours de l'Yser. C'est une plaine monotone, toute en terrains d'alluvions que le travail des siècles a lentement arrachés à l'emprise des eaux, où des prairies humides, se succédant à perte de vue, servent de pâturages à un plantureux bétail. Pour les inonder pendant l'hiver et assurer ensuite leur drainage, ces prairies sont entourées de fossés d'irrigation dont la largeur atteint 3 ou 4 mètres, des « vaarten » ou « grachten », comme on les désigne dans le langage du pays. Leur nombre est tel que la région offre l'aspect d'un vaste marécage. En réalité, le terrain découpé en parcelles innombrables par tous ces canaux inextricablement enchevêtrés, ressemble à quelque gigantesque et bizarre damier. Dès qu'approche l'hiver, les « vaarten » se gonflent d'eau. En tout temps, pour peu que la pluie persiste, ils débordent et le sol se transforme en bourbier.

Dans ce pays essentiellement agricole, la propriété est très divisée, le nombre des fermes importantes est fort réduit. On n'y trouve pas plus de trois petites villes silencieuses et pai-

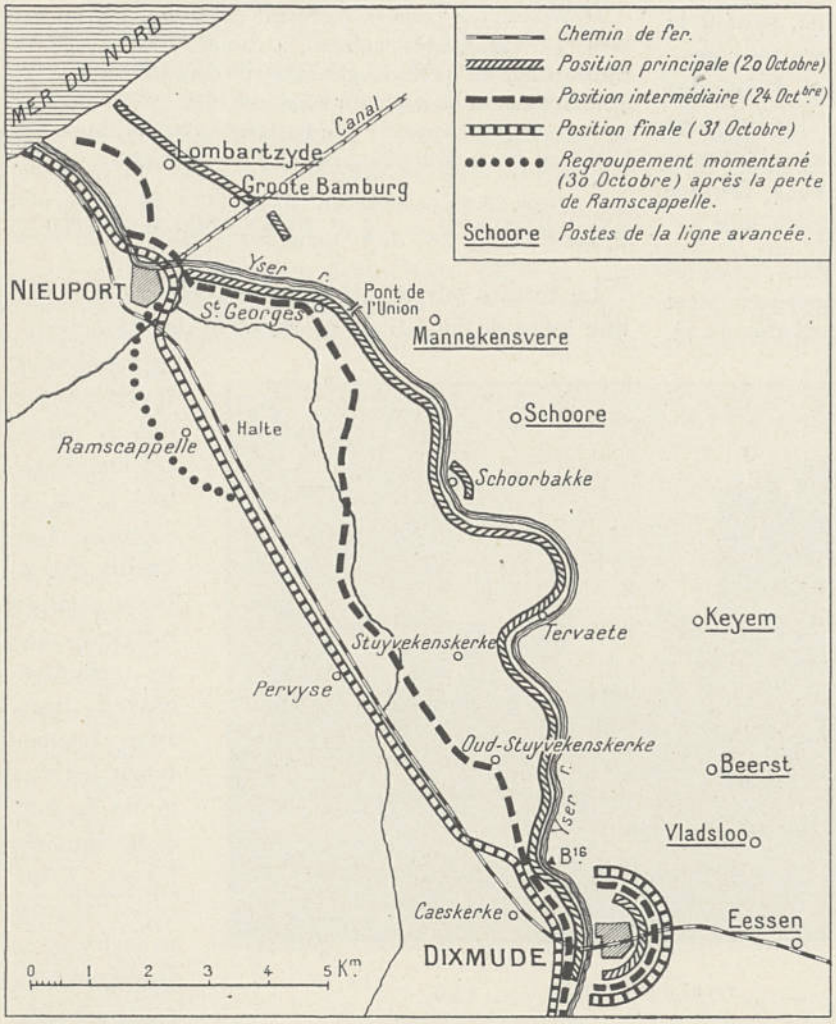


SCHÉMA DE LA BATAILLE DE L'YSER

sibles, qui, ayant eu naguère leur époque de splendeur, sont aujourd'hui ruinées et pourtant immortelles : Nieuport, Dixmude et Furnes. Enfin, les tuiles rouges et le clocher à flèche d'ardoise de quelques villages complètent la monotonie du calme paysage, avec les rangées d'arbres qui jalonnent les routes droites, les peupliers penchés par le souffle du large et les saules tordus qui se mirent dans la limpidité des canaux ou l'eau dormante des fossés d'irrigation.

Le « Veurne-Ambacht », en somme, ne peut offrir à une armée que de médiocres ressources. Les communications y sont nécessairement rares aussi. En dehors de la voie ferrée Nieuport-Dixmude — dont le remblai va devenir l'ultime ligne de défense — et de quelques voies vicinales étriquées, il n'existe qu'un chemin de fer à voie unique, reliant Dixmude et Furnes à Dunkerque. En fait de routes dignes de ce nom, on trouve, orientées à peu près dans le sens du front à défendre : celle de Nieuport à Dixmude, d'abord, qui passe par Ramscappelle, Oudecappelle et Loo ; celle de Furnes à Ypres, ensuite, beaucoup plus éloignée déjà. Quant aux communications qui se dirigent vers l'Yser même, elles se réduisent : d'une part, aux routes conduisant de Furnes à Nieuport et à Pervyse, d'autre part, aux embranchements qui, de la grande artère Furnes-Ypres, se détachent vers Oudecappelle, Loo et Reninghe. Le reste du réseau routier se compose de mauvais chemins pavés ou de chemins de terre que la moindre averse rend inutilisables aux troupes et au charroi ; ils deviennent des ruisseaux de boue, de cette boue gluante qui, dès les premiers jours, se montrera pour nos hommes, ennemie aussi acharnée que le Boche.

Tel est le terrain ingrat où l'armée belge doit vaincre ou mourir. Il suffit à faire comprendre déjà combien sera ardue l'exécution d'une mission si simple à définir : arrêter l'ennemi coûte que coûte, jusqu'à l'arrivée des renforts annoncés. Mission d'avance purement défensive, puisqu'elle n'a d'autre objet que de clouer l'adversaire sur place. On ne pourrait d'ailleurs, dans le dénuement matériel qui l'accable, demander davantage à cette armée. Ce qui ne veut point dire, pourtant, qu'elle remplira passivement son rôle. Elle sera, tout au contraire, agressive et mordante dans sa défensive, autant que ses moyens le lui permettent. Mais il est clair que le commandement belge, contraint d'employer toutes ses modiques ressources pour uniquement *tenir* sur la position organisée, ne peut pas envisager le projet de constituer une réserve pour des fins offensives.

Le commandement français, au contraire, continuera de s'inspirer jusqu'à la dernière extrémité

d'une idée de manœuvre visant à déborder l'adversaire. Ce sont des ordres d'attaque qu'il donne aux renforts successifs jetés dans la bataille. Cette ardeur agressive et la volonté constante qui y préside ont assurément exercé une influence dominante sur les événements d'octobre et novembre 1914. Elles ont failli, pourtant, conduire sur l'Yser à un échec irrémédiable. Quand, le 23 octobre, la division Grossetti vient enfin secourir nos troupes à bout de forces, qui luttent seules déjà depuis toute une semaine, elle s'élance, sans se préoccuper de notre centre presque rompu, en une contre-attaque qui, sortant de Nieuport, doit bousculer la droite allemande. Elle a reçu cet ordre du commandement français et s'y tient, en dépit des objurgations du G. Q. G. belge, qui lui représente l'inutile témérité d'une entreprise devenue irréalisable, qui lui montre notre centre fléchissant, prêt à craquer, où un désastre peut se produire si nul secours ne lui est apporté. Mais il faudra 24 heures d'insistances répétées pour que le commandement français, éloigné de ce champ de bataille, se rende à ces raisons majeures, renonce à une offensive qui s'est du reste effondrée au premier pas, et expédie enfin vers le secteur en péril de mort, les régiments de Grossetti qui arriveront juste à temps pour conjurer la catastrophe.

Mais n'anticipons pas et revenons-en à la mission défensive de l'armée belge.

Un obstacle naturel, de modeste valeur au demeurant, indique le tracé même de la ligne principale : c'est l'Yser, rivière plutôt que fleuve, large de 20 mètres à peine et dont le seul avantage est que la digue de la rive gauche domine légèrement celle de la rive opposée. Mais il présente, en revanche, un grave inconvénient. L'Yser, en effet, affecte la forme d'un arc projeté vers l'ennemi et dont la corde est constituée par la voie ferrée de Nieuport à Dixmude. L'importance de ces localités saute, dès lors, aux yeux. Ce sont les arcs-boutants, les piliers de la défense, nécessairement fragile entre ces points extrêmes. Que l'ennemi s'empare de l'un d'eux, débouche par là sur la rive gauche, et toute la défense établie sur le fleuve, sera prise à revers. La résistance, même, deviendra impossible sur le remblai du chemin de fer, et à plus forte raison sur la ligne intermédiaire que tracent les eaux du Noordvaart et du Beverdyk.

Pour s'ériger en points d'appui inébranlables, il faut que Nieuport et Dixmude se défendent obstinément sur la rive droite de l'Yser. Constituant alors têtes de pont, elles offriront au surplus, aux renforts alliés, un débouché pour la contre-offensive ou la manœuvre éventuelle.

Ce n'est pas tout. Outre les points capitaux de Nieuport et Dixmude, où la bataille va fatalement s'acharner, on trouve sur l'Yser — à cause des sinuosités du cours d'eau ou des chemins qui aboutissent à celui-ci — des lieux qui s'offrent en appât aux convoitises de l'assaillant. Ce sont les abords de Saint-Georges, Schoorbakke, Tervaete, Stuyvekenskerke, dont il faut, dès lors, écarter l'adversaire le plus longtemps possible.

Il est clair, enfin, que pour gagner un peu de ce temps si précieux, pour interdire à l'ennemi la prompte approche des points les plus sensibles, le défenseur voudra lui disputer âprement une ligne avancée, tracée sur la rive droite du fleuve. La carte indique qu'elle sera jalonnée par Lombartzyde, le Groote-Bamburg, Mannekensvere, Schoore, Keyem, Beerst, Vladsloo, Eessen.

Ainsi, le rapide examen de la topographie du champ d'action, joint à la connaissance du but imposé, permet déjà de discerner ce que sera le plan de bataille de notre commandement.

LA RÉPARTITION DE NOS FORCES LA PRISE DE CONTACT

Vu que le 15 octobre, au moment d'occuper l'Yser, l'obligation s'impose encore d'étendre l'armée belge jusqu'à la région de Zuydschoote, le Roi dispose ses divisions comme suit : la 2e D. A. de la mer à la borne 4 de l'Yser, avec postes avancés à Lombartzyde, Mannekensvere et tête de pont en avant de Nieuport ; la 1re D. A. de la borne 4 à la borne 10, avec tête de pont à Schoorbakke et poste avancé à Schoore ; la 4e D. A. de la borne 10 à la borne 14, occupant, au delà de l'Yser, Keyem et Beerst. Ronarc'h tient en ce moment la tête de pont de Dixmude avec ses fusiliers marins ; une brigade de la 3e D. A. est à sa droite, dans le secteur de Saint-Jacques-Cappelle ; plus loin, la 5e D. A. organise la région de Noordschoote et la 6e D. A. prolonge le front jusqu'à Boesinghe.

Accompagnée de détachements de ces deux dernières divisions, la 1re D. C. couvre notre flanc droit et opère, en liaison avec le corps de cavalerie du général français de Mitry, vers Roulers et la

fameuse forêt d'Houthulst. En réserve, à la disposition du Roi, demeurent deux brigades de la 3e D. A. et la 2e D. C., littéralement fourbue, qui se reforme du côté de Furnes.

A peine nos troupes se sont-elles déployées, que le canon allemand tonne, le 16 octobre, pour la première fois sur les rives de l'Yser. C'est une reconnaissance offensive qui, venant tâter Dixmude, est accueillie de maîtresse façon par les fusiliers marins, qu'appuie le groupe de batteries belges du major Pontus. L'ennemi se retire sans insister davantage, après avoir lancé ses premiers obus sur la ville.

Le 17, des partis allemands abordent notre front, un peu partout, se heurtent à une résistance décidée qui paraît les surprendre, mais dont ils semblent encore se flatter d'avoir aisément raison. Les renseignements recueillis par notre G. Q. G. établi à Furnes, signalent du reste un prompt afflux de troupes vers le front Nieuport-Dixmude, où il est clair que la bataille va s'engager incessamment. Notre droite est heureusement couverte par d'importantes forces de cavalerie, qu'étaie, sur le canal d'Ypres, la 89e division territoriale. Le G. Q. G. ramène, dès lors, la 5e D. A. vers Lampernisse, porte les deux brigades disponibles de la 3e à Avecappelle et ne laisse, au sud de Dixmude, que la 6e division étirée en rideau, sur un front étendu.

LA DÉFENSE DES POSITIONS AVANCÉES
(18 AU 20 OCTOBRE)

C'est le 18 que la vraie bataille commence. L'ennemi, négligeant les points particulièrement forts de Nieuport et Dixmude, se porte, entre ces deux piliers, contre la ligne avancée et l'attaque violemment. Nos éléments légers qui tiennent Leke et Saint-Pierre-Cappelle doivent se replier. Mannekensvere, qu'une compagnie du 7e de ligne occupe en grand'garde, est perdu en fin de journée, après une âpre résistance ; une partie du bataillon Evrard qui tente de contre-attaquer aux premières heures du matin suivant, est prise sous un feu terrible et ne parvient qu'au prix de lourdes pertes à repasser l'Yser par le pont de l'Union, que le génie fait sauter. Le poste avancé de Schoore finit aussi, le 18, par tomber aux mains de l'assaillant ; mais celui-ci se fait écharper devant la tête de pont de Schoorbakke, que ses obus battent en vain.

Des combats d'un acharnement extrême se livrent de même pour la possession de Keyem et de Beerst. Sous la rafale des projectiles, qui balaie les humbles maisons comme des châteaux de cartes, nos troupes tiennent stoïquement. Vers le soir, pourtant, un assaut les chasse de Keyem. Mais les éléments du 8e et du 13e de ligne contre-attaquent aussitôt et reprennent le village, qui ne succombe finalement que le 19 à l'aube, sous une poussée d'exceptionnelle violence. Beerst, qui avait résisté inébranlablement pendant toute la journée du 18 et la nuit suivante, fut enlevé aussi aux premières heures du 19.

La vigueur même de ce premier abordage obligeait à d'urgentes mesures pour consolider le front attaqué. Aussi, profitant de la situation rassurante au sud de Dixmude, le G. Q. G. rappela-t-il immédiatement vers le nord la 6e division. Il put ainsi étayer par des réserves les divisions de première ligne qui se trouvaient les plus exposées, c'est-à-dire : la 2e (Nieuport) par les deux brigades disponibles de la 3e, réunies à Wulpen ; la 4e (Tervaete) par la 6e amenée aux environs de Pervyse ; les fusiliers marins (Dixmude) par la 5e, établie à Oostkerke.

Le 19 octobre, les Allemands accentuaient encore la fureur des coups de bélier, multipliés sur tout le front allant de Beerst à Lombartzyde. En ce dernier point, le 5e de ligne, splendide d'énergie, repoussa par trois fois les assauts furibonds de la 33e brigade d'Ersatz. Plus au sud, l'ennemi, maître dès l'aube, comme on sait, de Mannekensvere, Schoore, Keyem et Beerst, commença de bombarder avec ses pièces de tous calibres, la position principale constituée par la digue même de l'Yser. Guidés par un magnifique esprit de sacrifice, nos artilleurs soutinrent vigoureusement la lutte contre les batteries ennemies, bien qu'ils n'eussent que des canons de 75 à leur opposer, car dès le soir les quelques obusiers de 150 mm. dont l'armée disposait, durent quitter le champ de bataille, leurs coffres étant vides irrémédiablement.

Cependant, désireux de réduire la pression menaçante exercée contre la portion centrale du front désormais accessible à tout le 3e corps de réserve allemand, notre commandement résolut de monter une contre-attaque qui, sortant de

LES ÉCLUSES DE NIEUPORT

Fragment du Panorama de la Bataille de l'Yser, en 1914. — Tableau d'*Alfred Bastien*

Dixmude en direction de Beerst-Vladsloo, tomberait dans le flanc de l'ennemi et le bousculerait. Le moment d'agir s'avérait favorable, car aux dernières nouvelles, la cavalerie alliée opérait toujours avec succès du côté de la forêt d'Houthulst. Préparée par un feu bref, mais intense de nos batteries, l'action devait être menée par les fusiliers marins (que la brigade belge Meiser remplacerait à Dixmude) et par la 5e division d'armée.

Déclenché vers 4 heures de l'après-midi, ce mouvement offensif surprit complètement l'adversaire. Magnifiquement enlevés, les marins de Ronarc'h pénètrent d'abord dans Beerst et Vladsloo, mais doivent reculer un peu plus tard, sous l'effet d'un retour offensif allemand. Cependant voici qu'interviennent les chasseurs de la 17e brigade (général de Stein), venus d'Oostkerke. Ils se précipitent à la rescousse des fusiliers marins, les entraînent avec eux sur Beerst et Vladsloo qui, avant la tombée du soir, étaient totalement reconquis. Cette fois, l'ennemi désemparé fut pris d'une telle inquiétude, qu'il ramena précipitamment vers l'arrière ses batteries les plus avancées et, sur tout le front, ralentit prudemment les actions engagées. Il ne restait plus aux troupes victorieuses qu'à compléter le succès si brillamment acquis, quand une grave nouvelle obligea brusquement le commandement à une décision douloureuse. Il venait d'être informé, en effet, que les divisions de cavalerie françaises et belges se trouvaient contraintes de reculer sous la pression des 22e et 23e corps de réserve allemands, se hâtant à marches forcées vers Roulers et Thourout. Une masse fraîche de 70.000 hommes au moins accourait donc vers la bataille, et l'on ne pouvait plus songer à laisser les fusiliers marins et les chasseurs de la 5e D. A., dans leur situation aventurée au delà de Dixmude. L'ordre décevant dut donc leur être donné de se replier aussitôt sur la rive gauche de l'Yser. Et ce fut, dans la nuit noire, par les chemins qu'une pluie pénétrante et glacée transformait en bourbiers, le retour navrant de ces troupes fourbues et cependant exaltées par l'ardeur des coups, sous lesquels ils avaient fait chanceler le Boche et bridé son immense orgueil. Les marins de Ronarc'h vinrent cantonner à Caeskerke, les Belges à Oostkerke, tandis que la brigade Meiser demeurait seule à la garde de la vaste tête de pont, où elle allait se couvrir de gloire dans ses tranchées à peine ébauchées, sans abris, sans parados, envahies par une boue fétide et gluante. A sa droite, une brigade de la 5e D. A. occupait la digue de l'Yser, aux abords de Saint-Jacques-Cappelle.

Ainsi s'acheva la journée du 19. Les 48 heures de résistance que Foch avait sollicitées du Roi, étaient écoulées. Mais au lieu des secours promis et que nul ne pouvait nous apporter encore, c'est du côté allemand que des forces neuves, singulièrement puissantes, allaient intervenir, au contraire, et s'acharner à vaincre sans délai.

L'aube du 20 se levait à peine, en effet, que l'ennemi se précipitait sur les dernières positions avancées qu'il lui restait à réduire. Au nord, la 4e division d'Ersatz débouchait de Westende sous la protection d'un torrent de fer et de feu, qui vint s'abattre sur les positions tenues par les 5e et 6e de ligne. Une lutte effroyable s'engagea, qui finalement nous délogea de la ferme Bamburgh. En vain le 9e de ligne, appelé à la rescousse et magnifique d'ardeur, s'efforça-t-il de la reprendre. Maître de ce point, l'assaillant concentra ses efforts sur le village de Lombartzyde et les positions proches, que l'averse des projectiles ruina de fond en comble. A la soirée, nos vaillants bataillons retirèrent leurs débris sanglants vers la tête de pont de Nieuport. L'ennemi avait subi des pertes si impressionnantes, qu'il se borna à occuper le village conquis, incapable de poursuivre plus loin son effort.

Un autre motif aussi l'incitait à la prudence. Au large de Nieuport, des monitors anglais étaient apparus, qui prirent sous leur feu toute la bande côtière. Cependant leur tir, fatalement dispersé et de précision relative, ne pouvait prétendre à marquer des résultats décisifs.

Pendant ce temps, une lutte forcenée aussi s'était engagée au sud, devant Dixmude. Investi du commandement supérieur des forces françaises et belges consacrées à la défense obstinée de ce point, l'amiral Ronarc'h avait établi à Caeskerke son poste de commandement et dit au colonel Meiser, lui-même installé à la Meunerie : « A vous la rive est, à moi la rive ouest, mais si vous avez besoin de renforts, je vous les fournirai. »

Ainsi chargé de garder la tête de pont sur la rive droite, Meiser y avait disposé sous les ordres du colonel Jacques — chef intrépide entre tous et merveilleux entraîneur d'hommes — le 12e de ligne et six compagnies du 11e, ne gardant en réserve

que les six autres compagnies de ce dernier régiment. La brigade des fusiliers marins occupait, sur la rive gauche, les tranchées de la digue ; seules quelques sections de mitrailleuses françaises étaient intercalées parmi nos éléments. Enfin 71 pièces d'artillerie, réunies sous les ordres du colonel de Vleeschouwer, avaient été mises par le G. Q. G. à la disposition de l'amiral Ronarc'h : c'étaient le groupe Pontus, spécialement affecté à cette brigade depuis son arrivée, trois groupes de la 3e division et deux de la 5e.

Aux premières clartés du jour blafard, l'artillerie allemande ouvrit, à grande distance, un feu terrifiant sur la ville et la tête de pont. L'averse ininterrompue des gros obus, broie, bouleverse nos pauvres tranchées, ensevelit parfois des groupes entiers de défenseurs et, dans Dixmude même, accumule les ravages, multiplie les ruines, propage l'incendie dont les flammes rouges se tordent sous un vent de tempête. C'est un indescript ble enfer qui dure jusqu'à 15 heures, sans que soit ébranlé l'éblouissant courage des fantassins de Jacques et de Meiser. Et quand s'imaginant, sans doute, trouver tout écrasé, les régiments exaltés des 43e et 45e divisions prussiennes, qui vont à leur premier combat, débouchent concentriquement de Beerst, de Vladsloo, d'Eessen, ils sont impitoyablement fauchés par le feu roulant de nos canons, de nos fusils, des mitrailleuses qui tirent sans répit. Pourtant les masses hurlantes se succèdent, grisées d'alcool, s'élancent pour de nouveaux assauts qui s'effondrent en vains holocaustes. Chez nous, pas un fléchissement. Il n'y eut qu'un moment d'angoisse, vers 16 heures, quand sur la route de Beerst, une de nos compagnies décimées, ayant perdu tous ses officiers, plia sous le choc. L'ennemi fit irruption dans la tranchée, menaçant de prendre à revers toute la ligne voisine. Mais Jacques, qui a vu le danger, dresse en ce point un barrage avec les quelques hommes dont il dispose encore et demande du renfort à Meiser.

Aussitôt, les six compagnies du 11e de ligne, qui sont en réserve, partent au pas de course, entraînées par le lieutenant-colonel Leestmans, franchissent, sous le bombardement qui fait rage, le pont de l'Yser, acclamées au passage par les fusiliers marins, s'engagent aussitôt et reprennent possession des tranchées un moment perdues. Bientôt, quatre compagnies de marins, expédiées par Ronarc'h, accourent à leur tour. Mais la situation est déjà rétablie ; l'ennemi battu s'est replié, abandonnant ses morts et ses blessés. En prévision, pourtant, d'un retour offensif, Jacques expédie deux compagnies de fusiliers dans le secteur nord et garde les deux autres à sa disposition. La nuit est venue. Sur Dixmude qui brûle, le bombardement reprend, inlassable ; le feu se propage aux tanks à pétrole ; tout l'horizon est embrasé.

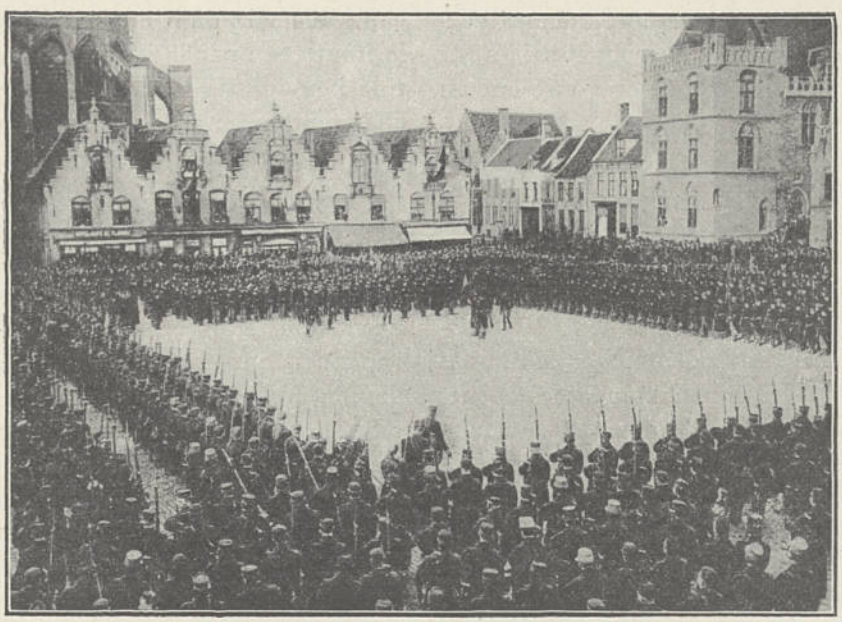
LA DÉFENSE DU COURS DE L'YSER
(21 AU 24 OCTOBRE)

Ainsi donc, il a fallu trois jours à l'ennemi pour s'emparer de la ligne avancée et être en mesure d'aborder partout notre position principale. En revanche, il a mis ce temps à profit pour rassembler à pied d'œuvre tous ses moyens d'action. Il a pu se rendre compte de notre résolution de mourir plutôt que de céder. Et comme l'obstination héroïque de ces soldats en guenilles risque de mettre tous ses plans en échec, il va maintenant foncer sur eux avec une vigueur exaspérée. Jamais bataille n'aura fait rage avec plus de violence. A minuit, dans la nuit du 20 au 21, toutes les pièces allemandes tonnent soudain à la fois, sur l'étendue entière du front. Les obus martèlent, tantôt à coups espacés, tantôt en rafales précipitées, la digue de l'Yser et tout l'arrière-front. Il n'est pas un village, pas un hameau, pas une tranchée qui échappe à ce déluge de mitraille. Sans répit, depuis ce moment, le fer et le feu vont saccager le dernier coin de terre où lutte, souffre et meurt l'armée du Roi Albert, dans le tragique décor des ruines amoncelées et des incendies dévorants.

Quand point l'aube du 21, les attaques aussitôt surgissent, et ne s'arrêtent par moments que pour rebondir ensuite avec une violence redoublée. Mais ni à Saint-Georges, où le 7e de ligne est haché par les obus de tous calibres, ni à Schoorbakke, ni à Tervaete, l'ennemi ne réussit à gagner un pouce de terrain. A Dixmude de même, il ne récolte que de nouveaux échecs sanglants. Toute la nuit, d'heure en heure, les attaques s'y sont renouvelées, tandis que la ville flambe comme une torche. Belges et fusiliers marins, qu'une héroïque émulation transporte, les ont anéanties l'une après l'autre. Au petit jour, le bombardement croît encore en fureur ; les tranchées oscillent, s'effondrent sous le choc répété des explosions. Les

défenseurs tiennent malgré tout, comme sauront tenir plus tard les héros de Verdun. A Dixmude, un obus de 21 qui éclate dans une des salles occupées par les états-majors, jonche le sol de morts et de blessés. Avant qu'on ait pu les secourir, l'Hôtel de Ville s'écroule et n'est plus qu'un charnier que couvrent des ruines fumantes.

A 9 heures, alors, une attaque massive se rue, débouchant une fois de plus des mêmes endroits que nos canons ont répérés. De leur tir haletant, ils dissocient aussitôt ces masses qu'on voit tourbillonner, puis refluer en désordre, sans même que l'assaut ait pu bondir. Mais l'ordre est de passer envers et contre tout. Et par deux fois dans l'après-midi, l'Allemand tenace s'obstine en de nouvelles tentatives, vouées au même avortement. Un succès tout momentané qu'il remporte sur la route d'Eessen, déclenche une contre-attaque qui transforme en déroute cet avantage éphémère.



REMISE DE LA CROIX DE CHEVALIER DE LÉOPOLD AU DRAPEAU DU 7e DE LIGNE A FURNES (NOVEMBRE 1914)

En cette journée du 21, la plus sanglante peut-être de l'épique mêlée, nos pertes furent terribles, celles de l'ennemi incalculables. Mais alors qu'il disposait encore de renforts, notre commandement avait dû, pour alimenter la résistance, jeter tour à tour dans la fournaise, la presque totalité de ses maigres réserves. Le soir, celles-ci étaient réduites à une dizaine de faibles bataillons, répartis derrière le front, exténués à faire pitié et qu'on n'avait un moment retirés de la bataille, qu'afin de leur donner la force de s'y précipiter à nouveau.

Or à cet instant même, se produisit un fait de gravité sans pareille. Les unités de la 4e division qui tenaient la boucle de Tervaete, dangereusement projetée vers l'est, étaient soumises depuis deux jours aux feux concentriques de multiples batteries. Accablées d'écharpe et de front, elles avaient subi de si cruelles épreuves, que dans la nuit du 20 au 21, l'ennemi réussit par surprise à s'approcher d'une passerelle lancée près de Tervaete et à s'en emparer avant que les défenseurs, brisés de souffrances et de fatigues, aient pu se ressaisir. D'un bond, une colonne adverse franchit le fleuve et cherche à s'étendre sur la rive gauche; des mitrailleuses, en hâte, viennent s'installer sur le terrain conquis.

L'heure est angoissante au possible, car si l'ennemi développe son avantage, c'est la percée du front de l'Yser rendue inévitable. Il faut donc le contenir à tout prix. Ordre est donné par le G. Q. G., à quelques bataillons de grenadiers et de carabiniers, heureusement disponibles, d'aller soutenir la 4e division et de contre-attaquer les Allemands. C'est dans la matinée du 22, seulement, que ces bataillons arrivent et commencent leur progression difficile sur ce terrain barré d'obstacles, sillonné de fossés, entièrement découvert aux vues de l'ennemi et battu par des feux de plus en plus intenses.

Mais grenadiers et carabiniers de la 6e division, auxquels se joignirent, dans un ultime effort, quelques fractions de la 4e, se surpassèrent en héroïsme. Malgré les volées d'obus et de shrapnels, malgré les rafales de mitrailleuses qui jonchaient de victimes leur itinéraire sanglant, ils poursuivirent leur mouvement désespéré. Puis, au son des clairons sonnant l'appel au sacrifice, entraînée par les officiers se précipitant sabre au clair, la

ligne entière chargea, tellement irrésistible dans sa furie héroïque qu'elle balaya d'abord tout devant elle. Mais arrivés aux berges de l'Yser, les bataillons, privés de la plupart de leurs chefs, désorganisés par leur attaque même, furent écrasés par des feux implacables. Les rangs épars tourbillonnèrent. Et, hormis quelques fractions de grenadiers — qu'une obstination farouche accroche aux berges de l'Yser où le chef dont ils ont suivi la trace glorieuse, le major comte d'Oultremont, vient de tomber pour toujours — les survivants de l'épique charge de Tervaete refluèrent vers l'ouest, sanglants, boueux, méconnaissables et magnifiques. Leur incomparable bravoure eut au moins cet effet d'endiguer l'effort allemand et permit à nos troupes de s'établir sur une ligne provisoire joignant à peu près les deux extrémités de la boucle fatale.

Ce cruel avantage fut le seul que l'ennemi remporta ce jour-là. A Schoorbakke et ses abords, de nouveaux assauts se brisèrent contre l'insurmontable résistance des valeureux soldats des 2e, 3e et 4e de ligne. Devant Dixmude, les boches étrillés si durement la veille, se bornèrent à canonner la tête de pont ; ce court répit permit de relever le 11e de ligne à bout de forces, par des compagnies du 1er et de fusiliers marins ; on put réparer, tant bien que mal aussi, les dégâts subis par nos misérables tranchées.

Du côté de Nieuport, la brigade Jacquet (de la 3e D. A.) dans un fougueux élan, réoccupait le front qui va de la mer à Lombartzyde, préparant ainsi l'action offensive que devait exécuter le 23, en direction de Westende, la 42e division du général Grossetti, dont les premiers éléments venaient d'atteindre Furnes. C'est le projet dont nous avons dit un mot antérieurement déjà. En vain notre commandement, justement inquiet de la percée dont le centre belge était menacé, insista-t-il, en ce moment, pour que Grossetti renonçât à ce mouvement jugé dangereusement inutile et dirigeât ses troupes vers le secteur en péril. Lié par les ordres impératifs du commandement français, c'est auprès de ce dernier que le général Grossetti dut renvoyer le G. Q. G. belge pour faire modifier une mission, qu'il ne pouvait, de lui-même, s'abstenir d'exécuter. Il avait avec lui : la 83e brigade (8e et 19e bataillons de chasseurs à pied, 94e régiment d'infanterie), la 84e brigade (16e bataillon de chasseurs à pied, 151e et 162e régiments d'infanterie), le 61e régiment d'artillerie, une batterie de canons de 95 mm. et une batterie de canons de 120 mm. ; un escadron du 9e chasseurs à cheval ; une compagnie du génie.

Ces troupes prirent, le 22 au soir, leurs dispositions pour franchir le 23, à l'aube, les ponts de l'Yser à Nieuport. Le mouvement commença au point du jour, immédiatement découvert par l'ennemi qui prit sous un feu terrible d'artillerie, les bataillons lancés au pas de course sur les ponts bombardés. En même temps, les 13e et 33e brigades d'ersatz multipliaient leurs attaques contre le front tenu par la brigade Jacquet. Mais celle-ci tint bon jusqu'à l'arrivée des Français auxquels elle remit, en fin de journée, les positions occupées. Et les intrépides soldats de Grossetti, chargés déjà de tant de lauriers, ne purent faire mieux que de conserver intactes les positions reprises à nos chasseurs. L'attaque projetée sur Westende, avec le présomptueux espoir de déborder la droite allemande, était brisée dans l'œuf.

Or pendant ce temps, l'ennemi avait continué de foncer sur notre centre. A Saint-Georges, il fallut toute l'héroïque abnégation du 7e de ligne — dont le Roi récompensa ce jour la sublime vaillance, en conférant à son drapeau l'ordre de Léopold — pour arrêter l'ennemi devant le pont détruit de l'Union. A Schoorbakke, les défenseurs encerclés durent finalement se rabattre sur la rive gauche de l'Yser. A Tervaete, la corde tendue derrière la boucle tragique, ne fut tenue qu'au prix d'efforts surhumains. A Dixmude enfin, où de nouvelles attaques sauvages s'étaient ruées, l'émouvant sacrifice des héros de Ronarc'h, de Meiser, de Jacques et de Sults, vint seul à bout d'efforts exaspérés.

La situation s'avérait d'une gravité redoutable. Toutes nos réserves étaient engagées. Nos pertes, pour les sept premiers jours de bataille, étaient énormes. Aux milliers de morts, s'ajoutaient 7.000 blessés évacués, sans compter ceux qu'il avait fallu abandonner sur les lieux des meurtriers combats ; plusieurs régiments avaient vu fondre jusqu'aux deux tiers de leur effectif ; maintes unités se trouvaient à peu près dépourvues d'officiers et de cadres ; les caissons, enfin, se vidaient d'alarmante façon.

La catastrophe apparaissait inévitable si les renforts, depuis une semaine attendus, n'étaient pas de suite jetés sur la partie du front, qu'un

miracle d'énergie empêchait seul de crouler. Après de pressantes instances, le commandement français se rendit finalement à tant d'impérieuses raisons : ordre fut donné à Grossetti de retirer de Nieuport une de ses brigades et de la porter le 24 vers Stuyvekenskerke, avec mission d'y attaquer et de rejeter dans l'Yser, les forces allemandes établies sur la rive gauche du fleuve.

Tandis que Nieuport, Saint-Georges, Dixmude tenaient ferme toujours, entre ces points, de Schoorbakke à Stuyvekenskerke, les intrépides débris des 2e et 3e de ligne, des grenadiers et carabiniers, des 8e, 10e et 13e de ligne, se cramponnaient, sous le bombardement et la fusillade, à la ligne précaire formée par la succession de digues et de fossés boueux qu'il fallait tenir à tout prix, afin que pût bondir la contre-attaque projetée pour le 24. Faisant reconstituer tant bien que mal, en outre, les rares bataillons reformés en soutien, notre commandement leur ordonnait d'appuyer le lendemain, sur ses deux flancs, l'offensive à mener par la brigade française.

LE ROI ALBERT A FURNES EN NOVEMBRE 1914

Une tâche démesurée était malheureusement imposée à celle-ci. A peine eut-elle esquissé, dans la matinée du 24, son mouvement concentrique vers la région de Stuyvekenskerke, que les batteries allemandes l'accueillirent par des salves nourries. Obligés d'avancer dans un terrain à peine praticable et pour eux inconnu, insuffisamment appuyés par une artillerie mal préparée à l'action entreprise et tout de suite repérée par les canons ennemis, les bataillons français ne purent, malgré toute leur vaillance, réaliser que de faibles progrès. Stuyvekenskerke ne fut pas repris ; dans son ensemble, cependant, leur intervention améliora la situation dans cette région si exposée.

Plus au nord, en revanche, les événements avaient pris une tournure angoissante. Au pont de l'Union, où le glorieux 7e de ligne avait été relevé pendant la nuit du 23 au 24, un vigoureux effort fit chanceler notre résistance, dans la journée suivante. Au bombardement infernal de toutes les pièces déchaînées, était venu s'ajouter l'effet terrifiant des torpilles bourrées d'explosifs ; la digue s'était rompue en informes débris ; des pelotons entiers avaient été déchiquetés ; la trombe allemande passa et roula vers Saint-Georges, où elle s'engouffra. Et si des compagnies du 6e et du 14e de ligne purent finalement empêcher l'ennem de déboucher du village, la situation n'en resta pas moins d'autant plus grave, que le passage de Schoorbakke avait été forcé aussi. Il ne restait dès lors, à nos troupes, d'autre ressource que de se reformer sur le Noordvaart et sur le Beverdyk. Sauf à Nieuport et devant Dixmude, toute la ligne de l'Yser était aux mains de l'ennemi.

Avec le ferme espoir d'arracher cette fois enfin la victoire, sur Dixmude, dans le même temps, les Allemands avaient lancé le plus formidable assaut qu'ils eussent encore livré. L'attaque commença dant la nuit du 23 au 24, déclenchée simultanément au nord, à l'est et au sud de la tête de pont. Préparé par une recrudescence du bombardement, dont l'intensité fut portée au paroxysme, le premier élan partout s'écroula, sans avoir pu atteindre nos tranchées. Mais par *quinze fois*, dans la nuit tragiquement embrasée, l'assaut se précipita, quinze fois brisé par les immortels

soldats de Ronarc'h et de Meiser, grands comme des héros de légende : fusiliers marins, bataillons du 11e, du 12e de ligne et du 2e chasseurs à pied. Ce fut une mêlée atroce, où l'on se battit à coups de baïonnette, à coups de crosse, en des corps à corps éperdus; où luttant un contre cinq, contre six, contre dix peut-être, les défenseurs de Dixmude réalisèrent l'exploit fameux de repousser partout les massives et puissantes ruées des bataillons, des régiments se succédant sans fin, comme des vagues projetées par une mer en furie, sur l'indestructible barrage de la tête de pont. Le jour naissant éclaira un champ de carnage indescriptible. Mais Dixmude, toujours, demeurait inviolée.

LA PHASE SUPRÊME. — L'INONDATION. LA DÉFAITE ALLEMANDE

Occupant, le 25 octobre, le Noordvaart et le Beverdyk, d'où elles se reliaient, de part et d'autre, aux têtes de pont de Nieuport et de Dixmude, nos troupes avaient atteint l'extrême limite de la résistance physique. Mal nourries, elles tombaient d'épuisement ; la soif surtout, qu'elles ne pouvaient étancher qu'avec l'eau croupissante des fossés et des mares, leur causait d'intolérables souffrances. Sur de nouvelles instances du Roi, formulées dans l'après-midi du 24, le général Foch décida de porter le lendemain toute la division Grossetti derrière le centre belge. Il était temps, car de toute évidence, une poussée allemande nouvelle devait infailliblement bousculer notre front.

C'est alors, qu'afin de tenir coûte que coûte sur l'ultime ligne défendable : le remblai du chemin de fer courant de Nieuport à Dixmude, notre commandement résolut d'inonder le terrain entre cette voie ferrée et le cours même de l'Yser. La première idée, vraiment effective, d'appeler, en cas de besoin, les eaux de la mer à notre secours, appartient au capitaine-commandant d'état-major Nuyten, adjoint à cette époque au G. Q. G. A peine arrivé sur l'Yser, constatant la fragilité des positions à défendre et l'état de lassitude de notre pauvre armée, il s'était inquiété des moyens de réaliser semblable projet, sans toutefois s'en ouvrir encore à ses chefs. Il prit langue d'abord avec le chef-éclusier Kogge, qu'on lui avait renseigné comme étant familier, depuis de longues années, avec le régime hydrographique particulier de cette région des Polders. Il apprit ainsi que l'on pourrait, par une manœuvre des écluses et après exécution de travaux préliminaires, consistant à boucher tous les aqueducs de la voie ferrée, faire affluer le flot marin dans les « vaarten » et « grachten » qui se gonfleraient d'eau progressivement, puis déborderaient, étalant, su toute la région, un blanc-d'eau infranchissable. Il ne s'agissait donc pas, comme d'aucuns l'ont écrit sans beaucoup y réfléchir, de faire déborder l'Yser même, endigué sur tout son cours. Ainsi documenté par Kogge, sa conviction bien établie quant aux possibilités de réalisation, le commandant Nuyten, à l'heure même où la bataille était secouée par la plus alarmante des crises, exposa le projet qu'il avait pu mûrir. Ce projet fut soumis au Roi, le 25, et adopté séance tenante. Telle est, dans sa simplicité véridique, la genèse des inondations de l'Yser. Tout le reste — intervention plus ou moins providentielle, vieilles archives subitement découvertes, inspiration géniale, que sais-je encore ? — n'est que légende.

La décision du Roi une fois prise, le G. Q. G. ordonna d'entreprendre les premiers travaux de barrage, dans la nuit même du 25 au 26. Ils furent menés activement par nos troupes du génie, aidées des précieux conseils du maître-éclusier Kogge. Si le salut devait venir de là, il n'y avait pas de temps à perdre. En effet, au cours de cette nuit mémorable où d'humbles travailleurs se hâtaient de boucher, à l'aide de sacs à terre, es aqueducs du chemin de fer, l'ennemi, pressé d'en finir, lança encore sur divers points des attaques plus ou moins violentes, qui furent heureusement contenues. Au lever du jour, il accentua ses efforts pour tenter de desceller les deux pierres angulaires de notre résistance : Nieuport qu'il s'évertua vainement à encercler par le sud ; Dixmude qu'il tenta, sans pouvoir y réussir, de déborder par le nord dans la région de Stuyvekenskerke. S'il fut tenu en échec, c'est en grande partie parce que les troupes allemandes exténuées, affaiblies par leurs lourdes pertes, ne répondaient plus qu'imparfaitement à la volonté directrice du commandement. Chez l'adversaire aussi, les réserves s'épuisaient, les unités réclamaient du répit pour se refaire et pour se reformer. Et c'est peut-être là ce qui nous sauva de l'irrémédiable désastre.

Le 26 au soir, nos troupes et celles de Grossetti

s'étaient repliées progressivement vers la voie ferrée à laquelle on donna un rudiment d'organisation défensive, depuis le sud de Nieuport jusqu'au delà de Pervyse, d'où notre ligne, s'infléchissant vers Oud Stuyvekenskerke, allait rejoindre l'Yser à hauteur de la borne 16 et se reliait enfin à l'imprenable tête de pont de Dixmude.

Dans la nuit du 26 au 27, le « bouchage » des aqueducs étant suffisamment assuré, on décide, avec l'aide du batelier Geeraerts, de manœuvrer les écluses du « Veurne Sas », où aboutit le Noordvaart. Mais sous le violent afflux des eaux de marée, les lourdes portes se referment soudain et la manœuvre échoue. Il faut attendre la nuit suivante pour la renouveler. Elle réussit cette fois. La journée du 27, heureusement, a été relativement calme. L'état d'épuisement de l'ennemi se confirme. Il ne faudrait point, pourtant, se bercer d'illusions dangereuses, car trop d'indices montrent que l'adversaire s'occupe à regrouper ses forces, à faire prudemment avancer les batteries qui vont préparer l'assaut final, qu'il médite de porter contre le dernier rempart encore dressé sur la route de Dunkerque à Calais. Mais chez nous aussi, tandis que la bataille gronde au sud, du côté d'Ypres, l'accalmie a été mise à profit pour rétablir une apparence d'ordre dans les unités éprouvées, procéder à quelques relèves, renouveler les provisions de cartouches, distribuer quelques vivres. Le Roi, une dernière fois, a fait appel au courage de ses hommes, a prononcé des paroles de confiance et d'espoir, les a encouragés de sa propre présence.

TROUPES DE LA 4e D. A. DÉBARQUANT A OSTENDE, RAPATRIÉES DE FRANCE

Et pendant ce temps, petit à petit, l'inondation commence son œuvre sournoise et lente. Les fossés, les canaux, les ruisseaux se gorgent d'eau saumâtre. A la prochaine marée, ils commenceront de déborder ; et dans un jour ou deux la nappe liquide submergera ces plaines sacrées, où tant de sang fut répandu.

Sans que l'ennemi ait bien conscience encore de la réalité, il s'inquiète pourtant de cette eau qui monte insidieusement dans les « grachten » maudits, où ses hommes pataugent et font d'inutiles efforts pour se débarrasser de la boue envahissante. Sont-ce les pluies de ces derniers jours qui provoquent cet état de choses alarmant? Les Allemands s'interrogent et ne savent que répondre. Mais s'ils se perdent encore en conjectures, ils comprennent cependant la nécessité de prononcer sans retard le dernier effort duquel la victoire doit jaillir.

Le 29 au soir, alors, toute l'artillerie prend pour cible le remblai du chemin de fer. Et pour nos pauvres soldats, le supplice recommence sous l'infernale pluie d'obus. Cela dure des heures; puis, vers la fin de la nuit, l'attaque se déclenche sur tout le front, de Nieuport à Pervyse, tandis que le tir s'allonge. Tout de suite, nos fantassins ont surgi derrière leur dernier rempart bouleversé ; nos canons concentrent leurs feux sur les colonnes qui s'avancent ; l'assaut est anéanti. L'ennemi s'obstine, revient à la charge, se fait presque partout décimer sans pouvoir aborder nos lignes. Mais s'il ne relâche point son effort, c'est qu'il tient pour inévitable qu'un point faible quelque part finira par céder, par où la percée décisive s'opérera. En effet, aux premières clartés

de la journée du 30, la position que le 5e de ligne tient devant Ramscappelle, et où il a brisé trois attaques successives, est finalement emportée par les trois régiments de la 5e division de réserve prussienne, qui se sont acharnés contre ce point. La lutte dégénère dans un corps à corps à la suite duquel l'assaillant, poursuivant nos éléments qui refluent en désarroi, fait irruption jusque dans le village. Notre dernière ligne de défense est rompue.

Coûte que coûte, il faut écarter la menace mortelle, afin que l'inondation achève de nous sauver. Déjà au nord, à l'ouest, au sud de Ramscappelle, les troupes de soutien accourues ont dressé une fragile barrière qui suffit, cependant, à arrêter l'ennemi quand, dans l'après-midi du 30, avec l'appui de ses satanées mitrailleuses, il tente de déboucher du village ruiné. Mais ce n'est point assez de le clouer sur place, il faut chasser l'ennemi de la position envahie. Cette évidence s'est imposée tout de suite à l'esprit de tous les chefs présents, Français et Belges. La même volonté, la même initiative les animent ; une entente immédiate s'établit, si bien que même avant la réception de l'ordre de contre-attaque, les unités disponibles ont commencé leur mouvement. Il y a là, encerclant Ramscappelle à quelque six ou sept cents mètres de distance, du nord au sud : les débris d'un bataillon de notre 7e de ligne, de trois bataillons du 6e, d'un bataillon à deux compagnies du 14e ; dans leur ligne s'intercalent fraternellement, coude à coude avec eux, le 16e bataillon de chasseurs et un bataillon du 151e de ligne français.

Le moulin qui, là-bas sur sa butte, agite au souffle du vent ses grands bras décharnés, semble leur adresser des appels de détresse. Il sera, pour ces braves, qu'enfièvre une même ardeur d'émulation, comme un point de ralliement vers lequel vont tendre leurs magnifiques énergies. Et sous les rafales des mitrailleuses crachant la mort, sous la fusillade intense qui crépite aux lisières de Ramscappelle, la ligne des tirailleurs français et belges ondule dans la plaine nue, se meut par bonds successifs, avance toujours envers et contre tout. Quand le soir tombe, elle n'est plus qu'à 100 mètres des Boches. Un premier assaut partiel, mené par quelques éléments trop fougueux, pousse jusqu'aux premières maisons du village, mais ne peut s'y accrocher. L'ordre circule de remettre à l'aube du 31 l'attaque simultanée qui se déchaînera, au même signal, du nord, de l'ouest et du sud. Il fait presque nuit encore, quand les clairons du 6e de ligne — à qui les Français chevaleresques ont abandonné cet ultime honneur — lancent les notes stridentes de la charge. Et c'est, dans la clameur des « Vive le Roi ! » « Vive la France ! », un irrésistible assaut.

L'ennemi ne l'a pas attendu. Il a déguerpi pendant la nuit, ne laissant là qu'une arrière-garde que notre élan submerge. Le bataillon du 14e de ligne atteint le premier la halte du chemin de fer, d'où l'adversaire est délogé. A peine fait-il jour que déjà la position, un moment perdue, est totalement reconquise. Et le soleil qui luit éclaire à la fois la victoire des héros de Ramscappelle et la déroute allemande.

Car le flot glauque, maintenant, a envahi la plaine, ne laissant émerger que les routes et les rares chemins par où se replient, dans une fuite précipitée, les dernières unités allemandes que la mer vengeresse a surprises. Et le flot monte encore, s'élargit et s'étend, tel un immense et sinistre suaire, sur les blessés que l'ennemi a dû laisser agoniser, sur les vivants qui s'enlisent sans secours possible, dans la vase gluante.

La bataille de l'Yser est finie. Dunkerque et Calais sont sauvés. L'Allemand ne passera plus. Mais de l'armée du Roi Albert, il ne subsiste que de glorieux débris. Elle a perdu, en tués, blessés, disparus ou malades d'épuisement, près de 25.000 hommes. Son infanterie héroïque est réduite à 32.000 fusils ; la moitié de ses canons sont momentanément hors d'usage ; son corps d'officiers a tellement souffert, que certains régiments en comptent encore douze à peine...

C'est dire au prix de quelle abnégation, de quelles immolations, de quels indicibles tourments, elle a conquis le droit d'inscrire sur ses drapeaux, ce nom tout frémissant de gloire et de souffrance, qui lui appartient tout entier : YSER.

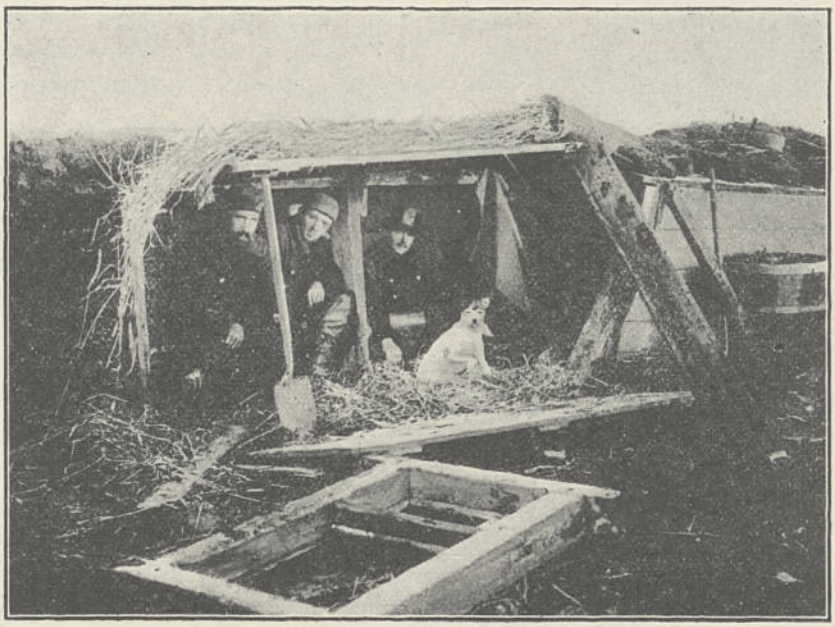
LA BATAILLE D'YPRES ET LA FIN DE L'ÉPOPÉE DES FLANDRES

Pendant que la bataille s'allumait, puis faisait rage sur l'Yser, plus au sud, c'est-à-dire sur le canal d'Ypres, autour d'Ypres, et jusqu'à la Lys, le front allié, de jour en jour, prenait forme

ECLUSES DE L'YSER. — NIEUPORT - 1914

Tableau de *Servais Delilleux*

et se renforçait. L'armée britannique, transférée de l'Aisne dans les Flandres, a commencé d'y débarquer vers le 17 octobre. Elle s'établit à l'est et au sud d'Ypres, jusqu'aux environs de la Bassée, où elle vient se lier à la gauche de la 10e armée française du général de Maud'huy. Le maréchal French, dont les effectifs se sont accrus par les apports venus de la mère patrie, disposera à la fin d'octobre des 1er, 2e et 3e corps, du 4e corps (Rawlinson), réduit à une division d'infanterie et une de cavalerie, de la division de Lahore et de la cavalerie d'Allenby.



LES ABRIS EN NOVEMBRE 1914

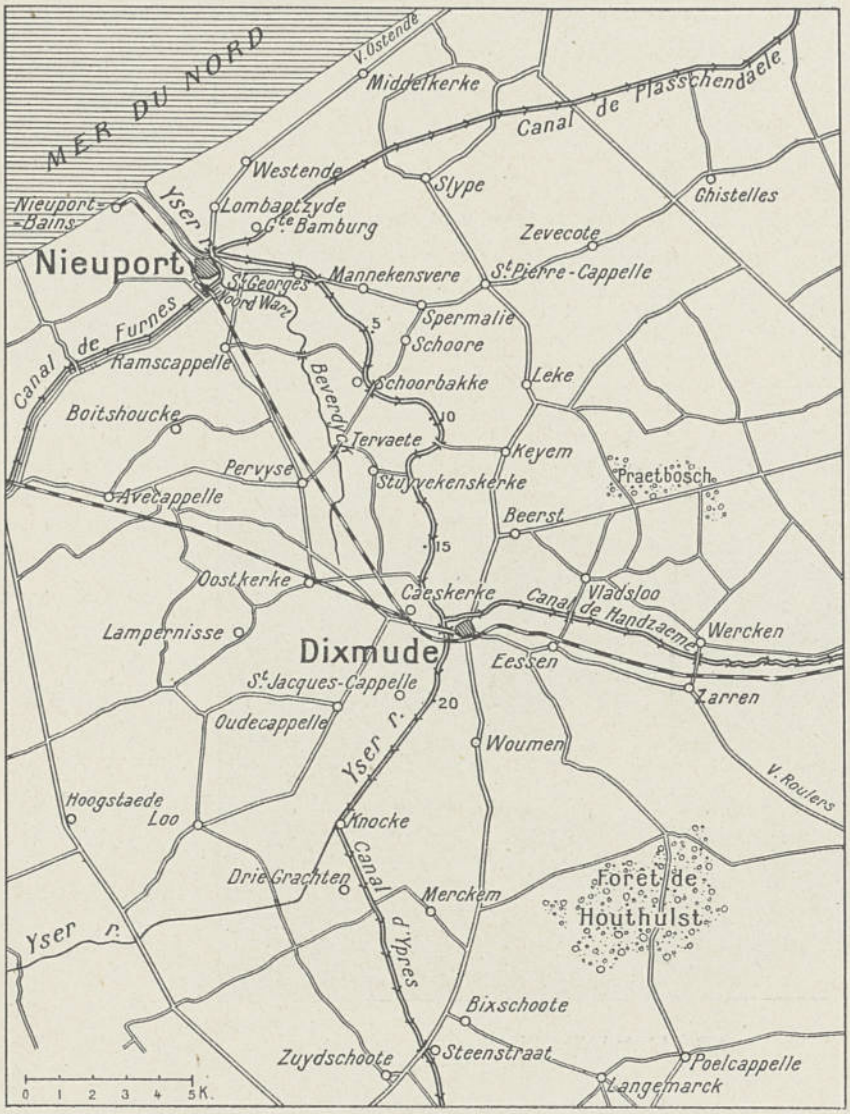
Dès l'arrivée des Anglais à Ypres, le général Foch a transporté au sud de Dixmude, où elles viennent donner la main aux Belges, les 87e et 89e divisions territoriales du général Bidon, qui tiennent ainsi le terrain le long du canal d'Ypres, jusque vers Bixschoote. En avant d'elles opèrent d'abord, comme nous le savons, les divisions de cavalerie (4e, 5e, 6e, 7e) des généraux de Mitry et Conneau ; elles se replieront plus tard, derrière le canal, quand l'arrivée des nouveaux corps allemands les obligera d'abandonner, la région de Roulers et de la forêt d'Houthulst.

Ces forces françaises sont les premiers éléments de la VIIIe armée, que Joffre s'occupe de constituer dans les Flandres sous les ordres du général d'Urbal. Il hâte tant qu'il peut l'envoi des éléments dont elle sera formée et qui débarquent tour à tour, dans le nord, pendant les derniers jours d'octobre et la première semaine de novembre. La VIIIe armée, finalement, outre les territoriaux et les divisions de cavalerie déjà mentionnées, groupera les forces suivantes : le 32e corps (38e division et 42e division qui a été expédiée sur l'Yser) ; le 9e corps (17e et 39e divisions) ; le 16e corps (31e et 32e divisions) ; le 20e corps (11e et 30e divisions).

Le 24 octobre, Foch a installé son quartier général à Cassel. C'est de là qu'il coordonne l'action des unités britanniques et françaises, vis-à-vis desquelles les Allemands mettent en ligne la majeure partie de leur IVe armée (duc de Wurtemberg) et la VIe armée du Kronprinz de Bavière. C'est entre ces forces que va se jouer le dernier acte de la bataille des Flandres, communément désigné sous le nom de bataille d'Ypres, et bien distinct de celui qui a eu l'Yser pour théâtre. Aucune troupe belge n'y participe. C'est une bataille franco-britannique d'une ampleur et d'une violence extrêmes. Luttant côte à côte, dans les mêmes combats forcenés, les soldats de France et de Grande-Bretagne y ont rivalisé d'endurance et de merveilleux héroïsme.

C'est ici que la maîtrise de Foch s'exerce dans toute sa plénitude. Sa volonté, sa science animent toute la bataille. Il fait face à tout ; il attaque, il pare, il se défend tour à tour avec un génie incomparable, obtient des forces dont il dispose un rendement fabuleux, fait tant et si bien dans cette lutte désespérée qui dure jusqu'à la mi-novembre, qu'il sort vainqueur de cette prodigieuse bataille, l'une des plus épiques de cette guerre. De Thielt, où il a assisté à la défaite de ses troupes sur l'Yser, le Kaiser ne s'est transporté à Courtrai que pour contempler l'effondrement de ses armées dans la bataille d'Ypres.

Nous ne pouvons, dans ces pages, uniquement



LA BATAILLE DE L'YSER

consacrées aux opérations de l'armée belge en 1914, envisager plus longuement les péripéties du drame qui a ensanglanté le sol des Flandres entre Dixmude et la Lys. Disons seulement que son point culminant réside en la formidable attaque simultanée que les Allemands, dans un ultime effort pour arracher la victoire, livrent sur tout le front, du 8 au 12 novembre. C'est alors que, le 10, il se sont emparés des ruines de Dixmude.

Depuis que la bataille de l'Yser a pris fin, il n'y a plus eu devant la tête de pont, que des attaques locales aisément repoussées. C'est toujours l'amiral Ronarc'h qui la commande et l'occupe avec ses fusiliers marins, des Sénégalais et quelques unités de la 5e division belge. Depuis le début de novembre, il a fait un temps abominable. On patauge partout dans une boue profonde ; les tranchées de la tête de pont sont dans un état lamentable ; les parapets s'affaissent à mesure qu'on tâche de les consolider ; les défenseurs s'enfoncent dans l'eau et la vase jusqu'aux genoux. Les pertes et les souffrances physiques ont à ce point épuisé les fusiliers marins, que Ronarc'h a dû se résoudre à supplier qu'on les relève. Des Sénégalais ont commencé de les relayer dans la garde des tranchées ; mais ces malheureux noirs grelottent de fièvre ; on les évacue par paquets.

Or, subitement, le 10 novembre, un bombardement féroce achève de rendre intenables les ouvrages effondrés de la tête de pont, inflige des pertes affreuses aux fusiliers marins, aux Sénégalais, au bataillon de notre 1er de ligne, qui occupe une partie du secteur. Quand l'attaque allemande s'élance, à peine quelques fusils et mitrailleuses sont-ils capables encore de tirer. C'en est fait cette fois de la tête de pont, que tant d'héroïsme et de sacrifices ont immortalisée.

Mais dans la ville, quelques réserves sont rassemblées, qui font tête, se battent furieusement parmi les décombres, endiguent d'abord l'assaut, puis finalement succombent aussi dans cette lutte par trop inégale. Les Allemands sont maîtres de Dixmude. Toutefois, devant les ponts qui enjambent l'Yser, ils se heurtent à une résistance orgaganisée qui sera insurmontable. En vain sacrifieront-ils des centaines d'hommes ; ils n'iront pas plus loin. Les ponts sautent ; entre les Allemands et nous, l'Yser demeure, à jamais infranchissable.

***

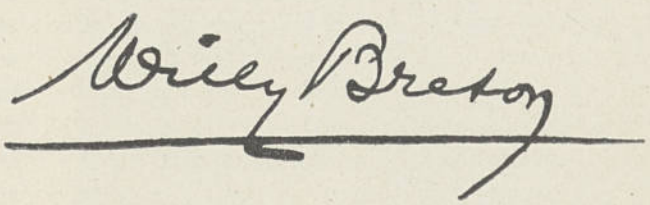
Tout au nord, entre la mer et Dixmude, l'armée belge, à Nieuport et derrière le remblai du chemin de fer que l'inondation protège, continue de monter la garde. Le 2 novembre, Foch a rappelé à lui, pour d'autres missions, la division Grossetti, que la 81e division territoriale viendra bientôt remplacer.

Sur notre front, le calme relatif qui a succédé aux effroyables luttes d'octobre, est mis à profit pour reconstituer les unités ; tour à tour, elles vont dans les villages de l'arrière prendre quelque repos et remettre un peu d'ordre dans leurs rangs cruellement anémiés. La guerre, entre temps, continue pour la possession des terres, des fermes qui émergent des eaux et que les adversaires se disputent âprement en des combats à peu près journaliers. Ainsi, petit à petit, nos positions s'améliorent, se couvrent d'un réseau d'avant-postes, au contact même de la ligne avancée que l'Allemand tient toujours sur la rive gauche de l'Yser. A Nieuport, les efforts s'obstineront, depuis le début de novembre, pour élargir et consolider notre tête de pont. Le 4, un groupement de chasseurs et du 9e de ligne, sous les ordres du colonel Jacquet, attaque Lombartzyde, y pénètre, mais il est refoulé aux lisières occidentales par une contre-attaque. Le 7, la 81e division territoriale vient nous relever dans ce secteur, où elle continuera l'action des nôtres, avec des alternatives diverses. Des expéditions analogues sont menées par nos troupes contre les fermes Terstille, Violette, den Toren, Vandenhoude, dont les ruines sont occupées par des gros d'avant-postes allemands en face desquels, isolés au milieu des étendues inondées, nos détachements s'installent et s'organisent. Le 20 décembre 1914, au sud de Dixmude, un groupement du 2e chasseurs, commandé par le major Panhuys, réussit, par une opération audacieuse et brillamment exécutée, à créer une petite tête de pont sur la rive droite de l'Yser.

Ni son dénuement, ni sa faiblesse, on le voit, n'empêchent l'armée du Roi Albert de harceler l'ennemi et de le mordre. Sa vigueur morale s'accroît de jour en jour, en même temps qu'elle recouvre progressivement ses forces. De l'arrière, arrivent par fournées des contingents hâtivement instruits dans les camps et dépôts du Calaisis et de la Normandie. On travaille fébrilement à remettre en état le matériel délabré, à créer des batteries nouvelles, à compléter l'armement, les munitions, l'équipement, l'outillage. C'est le début du prodigieux effort qui aboutira, au contact et sous le feu même de l'ennemi, à la magnifique résurrection de cette armée que les Allemands, s'ils n'avaient pu la vaincre, se vantaient cependant d'avoir mise hors de cause.

Cette armée garde toute sa foi en l'avenir. Elle sait que des jours meilleurs viendront et, de toute son âme, s'emploie à préparer la victoire libératrice dont elle ne doute pas.

En attendant, confiante et courageuse toujours, malgré les nouvelles souffrances que l'hiver proche annonce, elle achève d'écrire, sur les bords désolés de l'Yser, les pages d'épopée, de misère et de sacrifice, qui sont l'histoire de l'armée belge en 1914.



III

DANS LES PREMIERES BATAILLES

(août-septembre 1914)

I

SUR LES COLLINES DE LIÉGE

Sans effort, je revois cette fin de juillet 1914, où, dans la petite ville d'Arlon, paisible chef-lieu du Luxembourg belge, j'apprends la mobilisation. De Liége, on m'envoie au fort de Flémalle. Dès le soir du 30 juillet, nous logeons dans une ferme dont la grande cour carrée, flanquée de quelques arbres, me permet d'attendre, couché sur un tas de fagots, le crépuscule délicieux et tiède. Chez les soldats, nulle inquiétude. Nous avons l'impression d'être en manœuvres. Pourtant, je me rappelle, je pensais à des pages d'Erckmann-Chatrian, un moment même à des visions de Verestchaguine, et je dormis tant bien que mal.

Le lendemain, après quelques exercices de campagne, nous apprenons qu'une partie des troupes se rendra à Bellaire. Et, déjà, nous assistons à des travaux qui nous paraissent insolites, et nous font supposer que nos chefs en savent plus long que nous sur les événements qui se préparent. Pendant notre absence du matin, on a coupé les arbres, des acacias, de la parade du Fort, et on a installé une nouvelle ligne téléphonique.

L'après-midi, les ordres arrivent de Liége, précis et plus nombreux : sorties interdites, permissions supprimées, cartouches nouvelles à prendre à Liége. Le soir, alarme. On nous réunit. Une demi-heure après, on nous fait aiguiser nos baïonnettes. Nous croisons des artilleurs qui déménagent des munitions. La salle où nous allons est grande et nue. On affile les armes sur une meule à bras, à la clarté artificielle des lampes. Nous essayons de dormir dans une chambrée. Impossible. On se déshabille, on se rhabille, on se couche. Les appels et les rassemblements se succèdent. Nous recevons encore des cartouches et des vivres de réserve. Ce serait donc vrai? Est-ce que l'Allemagne oserait le geste infâme?

Cette nuit-là, je parvins, avec peine, à fermer les yeux, dans les fossés intérieurs du fort, mais je fus réveillé en sursaut, à l'aube, par un sergent.

Le premier jour, départ par Bellaire. C'est alors que j'apprends l'assassinat de Jaurès. Cette nouvelle, criée par des vendeurs de journaux, me terrifie. Déjà, l'air autour de moi, me semble plein de choses effrayantes. Mais le trajet de Liége à Bellaire est une promenade superbe. Le petit tram vicinal nous fait plonger dans une vallée profonde et le paysage m'occupe tout entier.

Nous ne nous arrêtons cependant pas longtemps à Bellaire, qui est encombré de troupes. On nous dirige sur Retinne, à six kilomètres de Herve, notre premier cantonnement. Je loge dans une ferme habitée par une vieille femme, une bonne vieille à l'accent chantant qui me fait penser à l'accent des habitants d'un petit village wallon où j'ai passé d'heureuses heures dans mon enfance. Le gendre de cette vieille, de la classe de 1907, était parti le matin même, laissant sa femme et un bébé de huit mois qui avait de beaux yeux ronds et une petite bouche rose.

J'ai noté cela dans mon carnet, couché sur le ventre dans l'herbe du verger, sous un arbre dont le vent chargé d'oxygène faisait frissonner les feuilles. Le ciel est bleu tacheté de petits nuages blancs. Des oiseaux chantent. L'air est vivant et plein des brises d'août. La grange où nous devons coucher est remplie de foin et sent bon. En atten-

RÉSISTANCE BELGE A BISCHOOTE

dant les ordres, dans le silence oisif, je fourre ma tête dans l'herbe, à même le sol dont je respire l'odeur verte. Et j'aurais oublié tout à fait pourquoi j'étais venu là, si je n'avais vu passer de temps en temps le sergent qui commandait les corvées... L'après-midi, en effet, est divinement doux et cela me suffit. A ce moment, je mâche un brin d'herbe en regardant brouter paisiblement deux veaux et voleter des papillons dans le petit potager de la ferme... Je me refuse à croire que, dans cette sérénité de la nature, on peut préparer quelque part des œuvres de mort et des machines meurtrières.

Bientôt, cependant, on nous conduit creuser des tranchées et puis nous rentrons à la grange où nous avons dormi — quand même !

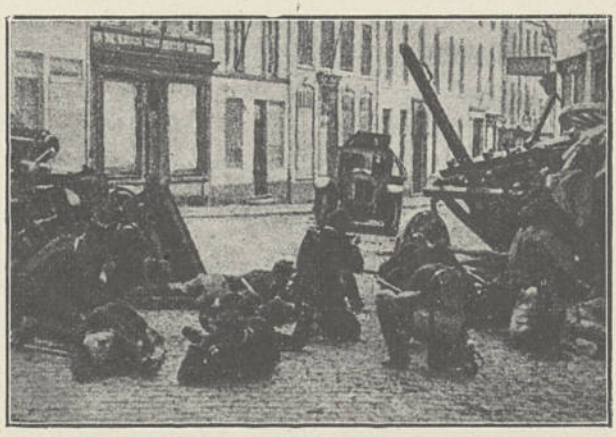
Dimanche, 2 août. — Il pleut. Nous sommes de réserve. Armés, nous attendons. Des bruits commencent à circuler parmi nous. Vrais ou faux? Nul ne le sait. Les habitants ne veulent plus changer nos billets de banque. Les charbonnages des environs chôment depuis la veille. Les ouvriers — et parmi eux, beaucoup d'Allemands qui disparaissent au moment où je les signale au capitaine — nous aident dans nos travaux ; abattre de belles haies, piétiner de beaux vergers, couper de grands et vieux arbres. On dévalise des pommiers vénérables. Rien n'est épargné. Toujours, il faut couper, hacher, bêcher, détruire, piocher, brûler... Et je songe déjà, avec tristesse, à tous les sites pittoresques ainsi déshabillés et mis à nu pour des raisons qui doivent être sérieuses, mais que personne d'entre nous ne peut, à ce moment, se flatter de connaître avec certitude. Pourtant, quand je vois le général Leman qui vient inspecter nos travaux, je comprends, par le ton ferme de son allocution, que des choses très graves se passent.

Le soir, avant le départ pour Bellaire, un orage éclate. La 3e division se concentre dans le village. L'artillerie est échelonnée le long de la route. Le village est sombre, presque sans lumière. Des cris, des rumeurs, de l'agitation, un peu d'égarement provenant surtout de l'imprécision dans laquelle on vit. On ne sait pas où l'on va ; on court de tous les côtés. Je suis avec quatre hommes dans une petite maison. Il y a un grand jardin calme, un potager, et je vois le ciel jaune, un ciel d'orage, sinistre, de circonstance.

Il a plu à verse, ce soir, avant notre départ. Des autos roulent. Des charrettes et des chevaux font du bruit sur les routes. Quelque chose s'est passé, sûrement, que nous ne savons pas, mais que nous devinons... De l'endroit où je suis, j'entends des sonneries d'artillerie, de temps en temps. Je suis assis dans le jardin, à l'écart, fumant un cigare. Je n'ai pas un seul portrait sur moi, pas un seul souvenir des êtres chers que j'ai quittés. Est-ce que je savais, quand je suis parti? Qui donc aurait pu me dire que, ce soir, j'aurais été là-bas à côté de jeunes gens qui, comme moi, pensaient à un tas de choses confuses?

Lundi, 3 août. — Nous nous rendons à la redoute de Retinne. Les baraquements des forts environnants flambent. C'est une fumée noire et compacte qui traîne, monte difficilement. Puis des nouvelles nous arrivent encore : les « Boches » ont passé à Visé, à Liége, à Arlon, à Nancy, etc...

Le canon tonne. Que se passe-t-il? Des mineurs viennent dégager notre champ de tir. Les soldats du génie achèvent les réseaux de fil de fer. On



RÉSISTANCE BELGE A BISCHOOTE

entend des bruits de marteaux et de haches. L'horizon est bien clair et lointain. Il se confond avec le bleu du ciel. L'air est salubre, le vent léger. Des poules caquettent. Les vaches meuglent dans les étables. C'est la vie qui se plaint et cela fait comme un avertissement un peu lugubre, en attendant on ne sait quoi de tragique.

Pourtant, ce matin-là, je jouis encore, dans l'herbe, de l'heure qui sonne et qui passe autour de moi, voluptueusement. Je contiens toute pensée attristante. Je songe à la chose formidablement belle que sera la société future et je me dis, non sans fierté, que chacun de nous la prépare. J'oublie qu'il faudra nous servir, pour cela, de nos fusils... C'est encore l'été et je respire à pleine poitrine.

Le commencement de l'après-midi nous retrouve là, sous le soleil. Le soir, nous partons pour Bellaire, et nous voyons, très haut, dans le ciel, un avion allemand en reconnaissance. C'est le premier, et je songe aux oiseaux de France qui chantent mieux et sont moins lourds.

***

Le 4 août, nous nous levons à 3 h. 1/2 du matin. La pluie tombe, impitoyable. Dans une maison, une jeune fille beurre des tartines pour un groupe de soldats.

Bientôt après, nous partons pour Saive où nous logeons. Je suis dans une école primaire. C'est une école de filles. Il y a des patrons de chemises, de pantalons, au mur. Des livres, catéchismes, grammaires, l'Histoire contemporaine de Malet sur des pupitres. De là, nous rayonnons. Nous montons par un petit sentier escarpé et plein de buissons.

Nous voyons une redoute en plein champ. L'avoine est coupée. Plus loin elle est fauchée, encore étendue sur le sol. Le blé aussi, pas tout à fait mûr, a été couché. Des champs de betteraves ont été piétinés... Des barbelés entourent la redoute. Une autre se dessine tout près de là. On y travaille encore. A coups de maillet, on enfonce des pieus. Cela fait un bruit de fusillade.

On nous annonce qu'une compagnie de cyclistes est à Aubel. Nous allons obstruer un chemin. Tout ce qui nous tombe sous la main est bon : tonneaux, charrettes, etc. Un aéro passe de nouveau, très haut. Un fort voisin tire quatre coups de canon. Nous avons encore quelques journaux. Des cyclistes nous transmettent des notes qu'ils ont reçues de douaniers, de gardes-forestiers : les Boches occupent Verviers, Herve, José... Combien sont-ils? Où exactement? Comment marchent-ils? Malheureusement on ne nous le dit pas.

Des civils passent, des ouvriers. De temps en temps, un canon tonne. Les habitants de la ferme que nous occuperons bientôt, sont partis en pleurs, avec leurs gosses. Nous continuons à fortifier la redoute, des chiens aboient. Des vaches meuglent. Il paraît que nous coucherons, ce sera la première fois, dans la tranchée.

Un nouvel avion — ou le même? — passe. Et cette vision, exaltante en temps de paix, est tragique en ce moment où le canon tonne plus fort. Deux autres sont visibles au bout du ciel, un qui s'en va, un qui arrive. On tire dessus. Les petites boules de fumée apparaissent, s'immobilisent sur le bleu du ciel d'août. Mais le moteur continue impitoyablement à bourdonner au-dessus de nos têtes.

Nous rentrons au crépuscule. Je cueille une rose dans le jardin de l'école, grand, large, tranquille. On annonce le soir un blessé allemand. Je l'interroge. Il répond. Pâle, les dents blanches, tout de neuf équipé, il a reçu deux balles, une dans le bras, l'autre dans la jambe. Il souffre « *furchtbar* ». C'est un soldat du 16e uhlan, de Magdebourg. Il a passé par Aix-la-Chapelle, Aubel, Bleigny Ses chefs lui avaient dit que les Belges n'arrêteraient pas l'armée allemande ! Il faisait partie d'une patrouille.

Mercredi, 5 août. — Les forts tirent, maintenant, sans interruption. Nous entendons des fusillades pas trop lointaines. Des maisons flambent. Des mitrailleuses sont avec nous, sur les routes. Nos obus ronflent au-dessus de nos têtes barrent le chemin aux ennemis. Au bout de quelque temps, une heure ou une heure et demie, les forts d'Evegnée et de Barchon se taisent. Et, dans le lointain, c'est Chaudfontaine et Hambour que l'on entend. Il paraît que les Boches essayent de passer par là.

Soudain, une fusillade nourrie crépite non loin de nous, cesse, puis recommence. Le canon continue à dominer les autres bruits. C'est notre tour. Nous allons renforcer des troupes amies. Nous partons au combat. Pendant trois heures, nous restons couchés contre une haie, au milieu des coups de feu. Des obus éclatent, passent, sillonnent l'air. Les balles sifflent. Devant nous, des

vaches courent, affolées. Et nous sommes là, étendus, fixant désespérément, terriblement attentifs, un petit coin d'horizon, à travers la haie. On halète. Les balles continuent à siffler, la gorge se serre, on voudrait *voir* l'ennemi, recevoir des balles ou en rendre à coup sûr. Les mitrailleuses entrent en action. Le canon tonne toujours.

Cette première impression de combat est ineffaçable. Ce n'est pas la peur qui vous prend, mais l'angoisse. Une angoisse spéciale, venue d'on ne sait quel sentiment engendré par la nouveauté de la situation, par le sifflement des balles invisibles.

Rentrés à Saive, nous voyons nos premiers blessés, les uns agonisant, les autres pâles, le corps traversé de part en part par les balles pointues... Je suis un peu assommé. Un soldat est devenu fou. Il râlait et il semblait rire. C'est effrayant... Des morts aussi sont amenés...

PERVYSE (SCHONBOKHE.) — INFANTERIE AVANT L'ATTAQUE

Le soir, nous retournons au feu. Les Boches sont revenus à la charge, plus nombreux. C'est le « grand soir » de Liége où les armées allemandes ont subi l'échec que l'on sait, et dont je n'ai vécu qu'une partie dans mon secteur au milieu du crépitement des mitrailleuses, du claquement des coups de fusil, des bruits secs ou sourds des canons proches ou plus lointains.

Ce fut aussi, avant l'aube, notre retraite. Quand le jour parut, le village de Saive était désert, les balles sifflaient dans les rues à l'air hagard, criblaient les murs des maisons vides. Le fort de Barchon tirait toujours, et une pièce d'artillerie, sur une hauteur, continuait, tenacement, de plus en plus isolée, à déchirer l'air frais de ce matin tragique.

Sur la route de Saive, je rencontre des soldats de chez nous, crispés, tordus, raidis, la bouche ouverte dans un rictus horrible... Et des sacs béants, des fusils, des caissons abandonnés encore à moitié pleins d'obus, des soldats qui comme moi, ont eu la chance de sortir vivants de la tuerie, et à l'horizon, comme une grande chose jaune blessée, ce qui reste d'un de nos ballons captifs... Les doigts serrés sur mon fusil, je suis le chemin de Liége, par Jupille, avec quelques camarades, sur le conseil d'un vaillant sous-officier qui a réussi à rallier quelques groupes, et qui, pâle, bien décidé à se défendre jusqu'au bout, donne des ordres énergiques et héroïques.

II

VERS ANVERS ET LES PLAINES BRABANÇONNES

Qu'on ne s'étonne pas de n'avoir point trouvé dans ce qui précède le récit de plusieurs batailles. Je n'ai fait que reproduire fidèlement les choses auxquelles j'ai assisté dans un secteur, exposé, du reste, du 14e régiment d'infanterie. Il y eut, ailleurs d'autres combats. Mais toute la 3e division, état-major en tête, commença, le 5 août, la retraite vers Anvers. Défilé inoubliable, le long des routes encombrées, semées de sacs et de cartouches. Les hommes se débarrassent de tout ce qui alourdit leur marche. Ils tombent, fourbus, en masse, se couchent dans les fossés. Ils n'en peuvent plus, les chevaux s'abattent sur le sol. Je vois des soldats assis, exténués, incapables même de fumer une cigarette. Et pourtant, ils se remettent en marche quand même, sans savoir, ne comprenant rien aux mille bruits fantaisistes et effrayants qui circulent...

Hanut, puis Tirlemont, puis Hoegarde où nous nous reformons. Il nous reste environ un tiers des officiers et 1600 à 1700 hommes sur 7000 à 8000, qui composaient le régiment. Nous logeons sur du foin, dans un petit hameau des environs, perdu sur une route déserte. Petite église, petites maisons. Nous allons vers les avant-postes, paraît-il.

La nuit suivante, nous creusons des tranchées d'où nous scrutons l'horizon. Nous attendons un

régiment de cavalerie qui ne vient pas. Nous repartons vers Lumay, puis vers Aelst. Nous sommes, cette fois, soutiens d'artillerie. Cela sent bon la terre fraîche, humide et les feuilles. Nous sommes dans un chemin creux, raviné, des deux côtés duquel dégringolent des ronces. Mes camarades dorment. Moi, je pense à un tas de choses. J'envisage le moment où les balles m'atteindront. Et je fais des projets impossibles : qu'on me mette si je tombe ici, près des fleurs odorantes, dans un petit jardin de village paisible, solitaire et désert, où rien ne distrait l'heure qui passe, un petit jardin comme celui du curé d'Hastière, sur la Meuse rêveuse ..

12 août. — Neervelp, où nous arrivons après une marche nocturne de quatre heures. Nous couchons, les uns dans une grange, les autres sur de la paille, dans la cour d'une ferme. J'ai dormi dans une charrette. Jamais je n'ai été physiquement aussi exténué. Je marche automatiquement, sans forces; les jambes brisées.

RÉFUGIÉS BELGES

On entend le canon qui tonne, au loin, sans discontinuer, et je suis étendu à l'ombre d'une rangée de saules légers, au feuillage mobile.

Louvain. — Deux jours d'hôpital. Grippe. Dérangement d'estomac. Tandis que je cherche à rejoindre mon régiment, je croise, en ville, un soldat français, le premier. Il m'a dit bonjour en passant. J'ai été tellement ému que je n'ai pas même pensé à l'embrasser, comme je me l'étais promis.

Le 14e régiment est cantonné au Mont-César, chez les Bénédictins. Je me rappelle y être allé un jour avec le poète Hugues Lecocq pour voir Dom Bruno Destrée. Nous ne l'avons pas rencontré. Je le verrai aujourd'hui. On me donne une cellule. Un merveilleux paysage se découvre de la fenêtre : jardin calme et sain du monastère, campagnes flamandes qui s'étendent au delà, à perte de vue, avec de ci de là des bouquets de grands arbres verts et des maisons rustiques aux toits de tuiles rouges où se déroulent encore des vies heureuses et où l'existence doit être reposante et légère... Pourquoi ne suis-je ici que pour quelques heures?

J'ai vu Dom Bruno. Il m'a parlé de son frère, affectueusement. Grâce à lui, j'ai dîné, ce soir-là, convenablement : viande, légumes, bière, pommes de terre...

Je couche dans une cellule de moine... Ah ! cette nuit, comme j'aurais voulu la passer *paisiblement*, sans penser à rien...

L'après-midi du lendemain, nous quittons Louvain précipitamment. Un train militaire nous emporte vers Aerschot, puis on nous conduit dans les plaines des environs où tout le monde prépare des tranchées. Des gens, à Aerschot, fuient sur des charrettes avec tous leurs biens : hommes, femmes, enfants vieillards, malades, lamentable procession, portant sur leur visage la contraction de l'angoisse... Je regarde ce spectacle désolant, plein de cris d'appels, de sanglots, tandis que non loin de nous, on coupe, on hache, on abat.

C'est le soir. Le canon tonne sans arrêt. Derrière nous, le ciel est rouge. Symbole. Des arbres, noirs, se profilent sur l'horizon. Les soldats travaillent fiévreusement. Ça va être mon tour. Je vois une étoile, Je suis prêt. Un chien aboie. Le canon tonne. Nous passons la nuit dans la tranchée, recroquevillés. Nuit fatigante, sans repos, sans sommeil.

Devant nous, les lueurs de Diest qui brûle. On se bat de ce côté. Nous attendons. Soudain, des shrapnells ronflent au-dessus de nos têtes. Ils éclatent autour de nous, tandis qu'on commande la retraite. Une batterie fuit au galop, derrière moi, dégringolant un talus. Je me retourne. Je la vois distinctement, et puis, tout à coup, chevaux, hommes, caissons, tout disparaît dans la fumée...

La retraite continue sous le tir, allongé, de l'ennemi. A Aerschot même, d'autres régiments belges disputent âprement le passage aux Allemands...

RÉFUGIÉS BELGES QUITTANT LEURS VILLES ENVAHIES PAR LES ALLEMANDS

Nous marchons dans la direction d'Anvers.

Et toujours des théories de gens qui fuient, dans des chariots. Contre une haie, seule, apeurée, pâle, une jeune fille, les yeux agrandis et pleins de stupeur, nous regarde passer.

Un soir, tandis que nous traversons le petit village flamand de Keerbergen, nous voyons, dans une chapelle isolée, au bord de la route, où de nombreuses bougies sont allumées, un groupe de paysans, hommes, femmes et enfants, qui prient à haute voix...

Nous arrivons dans la nuit à Malines, d'où nous repartons le 19 août à une heure du matin. On dort sur le pavé de la rue. Le jour suivant, nous marchons, nous marchons jusqu'à Bouchout, où nous aurons quelques jours de repos.

Dimanche, 23 août. — Jour calme, excessivement calme. Pas de mouvement dans le village. Presque pas d'autos. Les sons de cloches, le matin, ont fatigué l'air qui se repose aussi, dirait-on. Les villas sont fermées. La chose dont je souffre le plus est le manque absolu de nouvelles. Aucune lettre ne m'arrive. Je vis bêtement sans savoir ce qui se passe.

Le surlendemain, départ. Nous nous arrêtons un moment dans un bois. Je m'étends voluptueusement, fumant une pipe, regardant la cime des arbres, des pins élancés qui se balancent doucement...

Le jour suivant, fusillade et canonnade effroyables, à droite, sur la route d'Aerschot. Coups successifs et répétés pendant deux jours. Désormais, nous ne nous écarterons plus de la position fortifiée d'Anvers, autour de laquelle nous circulons. Par Bonneheyden, Malines, Wavre-Sainte-Catherine, nous arrivons à Linth. Nous couchons dans une grange où l'on dort les uns sur les autres, harcelé sans répit par les puces, les mouches, les insectes de toutes espèces.

Lierre. — Il fait très bon. Un épais brouillard voile l'horizon. Soleil rond, rouge, énorme. Soleil d'automne. Une petite église, très ancienne. Des vieilles Flamandes vont à la messe, enveloppées de châles de couleur. Elles ont revêtu leur capeline de dentelle. Elles sont toutes ratatinées. Des troupes passent. Nous resterons ici quelque temps. On loge dans un bâtiment, sur de la paille tassée et sale. Odeurs de sardines, de viande pourrie, de pain rassis, d'herbe humide, d'urines concentrées, d'eaux tagnantes.

Béguinage : petites maisons aux toits de tuiles rouges et mauves. Pavés blancs, moineaux nichés sur les toits. Petites rues. Des vieux sont assis sur le seuil et causent avec des vieilles ridées, tannées. Puis c'est de nouveau des alertes. Marche vers Kessel, vers Salvator.

Nous sommes couchés sur l'herbe dans un verger, sous des pêchers chargés de fruits délicieusement colorés et tentants. Je cueille une pêche rose et dorée, et la savoure avec gourmandise. Le soleil joue dans les branches à travers les feuilles bruissantes et la fumée bleue de mon cigare se disperse autour de ma tête. Je ne sais où l'on va nous envoyer, mais j'attends avec un peu d'énervement.

RÉFUGIÉS BELGES

Nous aidons à achever des travaux de défense autour d'Anvers. Les tranchées que nous voyons sont déjà plus sérieuses que celles que nous avons connues jusque-là.

On agit inconsciemment. Tous ceux qui m'entourent mangent et fument. A force de vivre ensemble, à force d'être éloigné de tous ses amis, de tous ses parents, à force de ne plus voir les figures habituelles, il vous vient une sorte d'égoïsme assez curieux. On craint moins une blessure. Les êtres chers s'enfoncent dans une brume toujours plus opaque où, finalement, ils disparaissent. Et je souffre de ne pas savoir où sont ceux à qui je ne cesse de penser.

Les nuits sont plus froides. C'est le début de septembre. Les journées sentent l'automne. Les aubes se lèvent toutes embuées et humides. Les crépuscules sont graves et calmes. Dans les lacs formés par l'inondation, la lune ronde et luisante se reflète avec une douce mélancolie...

Nous partons aux tranchées. Nous sommes prêts. Et puis, ce sont des nuits passées en sentinelle.

Et de nouveau, c'est le départ. On va du côté de Rymenam. Marche d'approche. Nous arrivons dans un village silencieux où toute vie est arrêtée. Des paysans ouvrent timidement un coin de la porte et regardent anxieusement, apeurés, sans oser se montrer.

Nous apprenons que des Allemands sont venus jusque-là la veille. Nous nous postons derrière un tas de bois. D'autres compagnies sont déployées en tirailleurs un peu plus loin. Il ne fait pas très chaud. Battrons-nous encore en retraite?

Quelques coups de canon successifs et vifs. Une fusillade éclate dans les environs.

On repart, pour s'arrêter un peu plus loin dans un bois de sapins et arriver dans un petit hameau. J'entre dans une maison que les Allemands ont pillée. Tout est sens dessus dessous. Canaris, poules, chèvres, chien, vivent encore, seuls, muets, effarés, affamés. Vision terrifiante par tout ce qu'elle évoque d'effroi. J'ai à peine le temps de penser à ce qu'était cette petite maison il y a quelques jours encore... Nous y avons fait du feu, cuit des pommes de terre, mangé de la soupe, et nous continuons vers Haecht, où l'on se bat déjà...

Hansbruck. — Le hameau est encore habité en partie. Des gens ont voulu rester jusqu'au bout où la vie les a attachés. Ils se sont sentis accrochés de toutes leurs racines à leurs vieux meubles, à leur humble demeure, à toutes ces pauvres reliques d'eux-mêmes. Ils ne veulent les quitter qu'à la dernière seconde, quand la rafale, brusquement, les arrachera au sol natal.

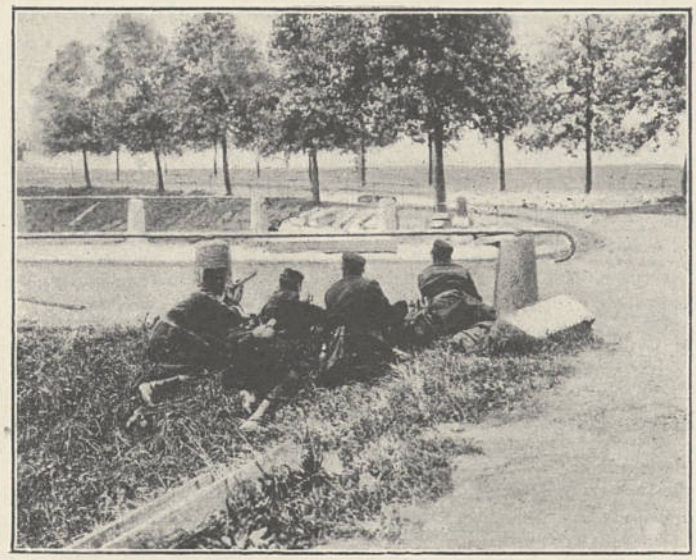
La lune se lève sur une campagne âpre, pleine de sapins et de bruyères, et le lendemain matin, 10 septembre, nous sommes à cent mètres de la Dyle. Les ponts ont été détruits. Les soldats du génie en reconstruisent fiévreusement un autre. Cris, coups de maillet, camions qui passent, ordres brefs jetés autour de nous, hommes pieds nus dans l'eau, batteries qui franchissent la rivière, vastes chantiers improvisés, débris de ferrailles accumulés, troncs d'arbres, décor de maisons incendiées, murs noircis par la fumée, ciel gris, terne. Je vois aussi, de temps en temps, des gens qui se hâtent, consternés, hagards, les bras chargés de paquets mal faits.

Depuis deux jours, nous ne rencontrons que des maisons vides, mises à sac. Plus de cigarettes, presque plus d'allumettes. Plus de tabac, plus de beurre. L'artillerie est sur l'autre rive. L'infanterie suit. Bruits d'autos, de motos. Les chevaux piaffent près des voitures arrêtées. Des troupes sont au repos. Ah ! la vision frissonnante.... Plus de vie dans les champs ; c'est le vide partout... Les premières lignes ne sont pas loin. Nous y allons.

Nous traversons un village, sous les balles qui sifflent et s'écrasent en claquant contre les murs encore debout. Nous nous abritons un peu plus loin, des deux côtés de la route, dans une tranchée déjà occupée par des soldats du 9e régiment d'infanterie. Je n'oublierai jamais le petit soldat de Habay-la-Neuve, auprès de qui je m'installai, et dont la gorge venait d'être, de part en part, traversée par une balle. Ce soir-là, je reste debout, l'arme au poing, ne sentant pas l'humidité d'automne, à côté d'un lieutenant héroïque qui ne veut pas se reposer ; je regarde, au milieu de la plaine, une ferme qui achève de brûler et tire devant moi, dans la direction de l'ennemi dont les arrière-gardes nous visent encore, et qui nous envoie, d'on ne sait où, des obus. Un de nos sergents a la tête emportée. Je l'ai vue, horrible, déchiquetée, à plusieurs mètres du corps... Mon ami, le lieutenant Raoul Lefèbvre, mourut ce soir-là d'une balle dans le ventre.

Le lendemain, nous reprenons notre marche sur les traces de l'ennemi. Rencontré des cadavres allemands, crispés, blessés presque tous à la tête par des balles qui ont fait un petit trou rond dans le casque recouvert de toile grise. On les met hâtivement en terre dans l'attitude où la mort les a surpris. Par ci, par là, une main sort du sol, toute raide... La canonnade recommence. De tous côtés, c'est un fracas sans pareil, comme un bruit fou d'éclatements continuels, obsédants, qui nous martèlent le crâne. Nous avançons sans questionner. On nous dit que nous marchons vers Bruxelles... J'ai su après que c'était vrai.

12 septembre. — L'ennemi recule toujours. On renforce notre artillerie. Nous sommes dans une tranchée, creusée la nuit aux environs de Haecht, à 24 kilomètres de la capitale, à 300 mètres du chemin de fer, et à 200 mètres de la chaussée, au lieu dit « Over de Vaart ».



EN EMBUSCADE

Depuis quatre heures du matin, les Allemands tirent. Nous voyons dans la plaine leurs tranchées, et, à gauche, le canal de Louvain à Malines, où l'ennemi se cramponne. Nous répondons aux coups de fusil et de mitrailleuses et nos canons incendient, démolissent les fermes isolées.

Les Allemands semblent occuper un bois, en face de nos tranchées, sur lequel nous tirons. Mes oreilles sont déchirées par le bruit infernal qui m'assourdit. Les balles sifflent autour de moi et quand l'assaut, à midi, est commandé, nous avançons dans la plaine, au milieu d'une pluie crépitante de projectiles. Ma compagnie escalade le parapet. Aussitôt atteints, quelques hommes roulent au fond de la tranchée. Les mitrailleurs allemands s'acharnent sur les nôtres qui progressent en rampant, tandis qu'une poignée d'hommes, dont je suis, s'élancent, debout, sans souci du danger. Cibles vivantes et distinctes, l'ennemi nous vise. L'air est tissé de trajectoires mortelles. Sifflements et claquements nous entourent. Nous ne nous arrêtons que pour tirer sur quelques boches qui apparaissent de temps en temps à notre gauche, dans les intervalles laissés par les maisons de la chaussée de Haecht. Nous gagnons une centaine de mètres sur la compagnie. Le feu de l'ennemi est très meurtrier.

Nous sautons dans un boyau allemand, abandonné, étroit et profond, où nous décidons d'attendre nos camarades qui suivent péniblement et qu'un feu infernal de mitrailleuses contraint bientôt de s'arrêter, bloqués sur place. Le combat continue, acharné. Vers trois heures, la situation devient critique. Les troupes encadrantes, forcées de se retirer, ont quitté la plaine. Notre compagnie est prise de flanc par des mitrailleuses installées dans une maison de la chaussée conduisant de Haecht à l'écluse numéro 2 du canal de Louvain. J'appris plus tard qu'elle s'était repliée par échelons et reportée sur une route encaissée et parallèle au front.

Nous attendons toujours, tirant nos dernières cartouches. Mais le bruit des mitrailleuses allemandes, plus sec et plus net que celui des nôtres, se rapprochant, je lève la tête et fouille un moment la plaine.

J'ai le temps de voir des lignes de tirailleurs allongées sur le sol, immobiles.

Mes camarades comprennent en même temps que moi, et le sergent X... criant : « Ils sont tués », ajoute : « Pas une minute à perdre, il faut déménager. »

Nous bondissons de notre trou, un après l'autre, mais au moment où j'en sors, une balle venant de droite — j'étais dans les lignes ennemies — me fait pirouetter et m'abat dans un sillon. J'attends deux jours avant d'être relevé

et transporté à l'hôpital. J'avais la cuisse fracassée et j'étais prisonnier...

J'arrête ici ces notes. Mon régiment, qui perdit dans ces dures batailles de septembre plus de la moitié de ses effectifs, fut, quelques jours plus tard, reconstitué sur l'Yser... Mais ces heures sanglantes de 1914, les premiers chocs, restent comme les pages épiques de son histoire. Il faut le dire, les jeunes gens d'avant l'Yser se sont immolés de plein gré et c'est leur ténacité et leur juvénile insouciance, plus que les faibles armes dont ils disposaient, qui ont arrêté les cyniques envahisseurs et contrecarré les plans de l'état-major impérial.

Aujourd'hui que les rafales sont apaisées, je ne puis me rappeler sans une émotion profonde ces jours d'enthousiasme et de misère, parce qu'alors, dans l'exaltation de ma jeunesse ardente, j'avais la conviction de collaborer au salut de nos provinces, et à la défense de la culture française, en même temps qu'elles menacée...

IV

L'AME DU COMBATTANT

ANS un de ses livres, M. Gustave Le Bon a noté cette pensée, qui fixe en quelque sorte la synthèse de la psychologie du soldat, pensée que nous voulons mettre en marge des pages qui vont suivre, parce qu'elle est de nature à les éclairer d'une lumière sans ombres : « L'âme individuelle n'a qu'une existence éphémère. L'âme de la race est éternelle et ne craint pas la mort. »

D'aucuns, non prévenus des enseignements que comporte le passé d'un peuple, ont assisté avec une stupeur admirative à la réponse que fit, le 4 août 1914, la petite Belgique lorsque l'Allemagne, sous le prétexte fallacieux de sauvegarder sa sécurité, viola, avec un cynisme sans précédent dans l'histoire, le traité de neutralité au bas duquel elle avait apposé, en 1831, la signature de son plénipotentiaire. Cet étonnement s'accrut encore lorsque après quelques jours de campagne, l'étranger connut « la geste de Liége », les sorties héroïques d'Anvers, au cours desquelles il fut déployé tant de courage inutile, et, enfin, quand en Flandre, aux bords de l'Yser rouge, une poignée d'hommes, épuisés par six semaines de combats et une harassante retraite, s'arrêta, front à un ennemi dix fois en nombre, et fit tant belle et grande chose de vaillance qu'elle barra la route de la France et du monde au flot d'orage qui déferlait à travers l'Europe. Pour peu on aurait crié au miracle, et, de fait, depuis trois quarts de siècle rien n'avait permis de révéler l'âme militaire belge ; quant aux leçons de l'Histoire, qui donc y songeait encore?

Essentiellement pacifique, industrielle, agricole, la Belgique vivait, laborieuse et simple, la tâche quotidienne. Depuis la merveilleuse épopée des Aigles, les arts et le commerce semblaient devoir être les seuls partages de son activité, et, sous l'égide de sa devise : « L'Union fait la Force » les Belges faisaient figure d'un peuple sans doute intéressant, mais de vertus bourgeoises.

A tous, et à tout, ils étaient accueillants, ne demandant à ceux-là qui passaient leurs frontières ni d'où ils venaient, ni pourquoi. Les idées neuves, les vastes réformes économiques, sociales et politiques, trouvaient chez eux une attention réfléchie, et, souvent, dans le mouvement des initiatives, la Belgique prenait les devants. N'était-elle pas, ainsi qu'on l'a très justement dit, un microcosme d'humanité?

Sans doute possédait-elle une armée, des troupes, mais de quel poids quelques régiments pouvaient-ils être dans la balance, à vouloir les mettre au regard des armements formidables de ses voisins? Et puis, une armée, la science de la guerre, à quoi cela devait-il servir jamais? Mieux que par les baïonnettes, la Belgique n'était-elle pas protégée par sa faiblesse même, par le traité de neutralité dont l'Europe de la première moitié du XIXe siècle l'avait dotée?

C'était là du moins une théorie chère à certains politiciens à œillères qui craignaient que la France, l'Angleterre ou l'Allemagne ne prissent ombrage d'une augmentation d'effectifs, que rien, à leurs yeux tout au moins, ne justifiait. D'autres politiciens myopes agitaient, devant le public trop crédule le spectre du militarisme et dénonçaient régulièrement, au Parlement, la honte des casernes, la plaie des chefs, les charges toujours plus lourdes des budgets et, haineusement, rêvaient de saper, jusque dans ses fondations, l'armée, vestige indigne de la grande fraternité des peuples.

En dépit de ces meneurs de défaite, un homme eut le courage nécessaire pour regarder le péril en face et ramer à contre-flot. Depuis plusieurs années la Belgique, grâce au comte de Broqueville, était entrée dans la voie de la réorganisation de son armée. Le service obligatoire et personnel avait été décrété, on poursuivait lentement mais métho-

diquement la refonte des cadres, l'armement avait été poussé aussi loin que possible et nos places fortes, Anvers, Liége, Namur, avaient vu consolider leurs moyens de défense. Que de choses cependant restaient à faire pour être prêts !

Soudain ce furent, tragiques, de la Meuse à la mer du Nord et des terrils hennuyers aux polders de Campine, les tocsins battant l'alarme sur le pays, les bêches plantées au coin des champs encore en moissons, les hauts fourneaux éteints, les usines tout à coup silencieuses et, là-bas, vers les terres de Liége qui devait, la première, s'offrir en holocauste à l'humanité, le sourd piétinement des hordes germaniques ébranlant sous leur masse l'axe même de la terre. Comme devait la stigmatiser Emile Verhaeren, dans une imprécation terrible et vengeresse, « la guerre horrible et sacrilège », la guerre, broyeuse d'âmes et de cerveaux, hurlait la « saint Caïn des peuples ».

Un ultimatum, aussi insolent que rapide, déclencha le premier sursaut de l'indignation populaire. La nuit du 4 août 1914 marque une haute date dans les annales de la Belgique, car elle fut l'occasion pour le pays de prendre conscience avec lui-même et de se révéler à ses propres yeux. Aucune faiblesse, aucune hésitation. L'âme du peuple, l'âme de la race, s'était à tel point identifiée avec celle de ses dirigeants que, lorsque aux sommations de Guillaume II, le Roi répondit que la Belgique préférait mourir plutôt que forfaire, il n'y eut aux quatre coins de la Belgique, qu'un cri unanime et révolté : « Tout, mais n'être pas infâmes ! »

Au cours de ces quarante-huit mois de guerre, on a maintes fois fait à l'Allemagne le reproche d'avoir manqué de psychologie, et de n'avoir pas su, autant qu'il l'aurait fallu, s'inspirer des circonstances. Son attitude à l'égard de la Belgique neutre fut plus qu'une erreur et qu'une faute, elle fut, en même temps qu'un déni d'honnêteté, une incalculable bêtise à laquelle elle doit pour une bonne part d'avoir été vaincue. Il est vrai qu'à sa décharge il faut admettre qu'aveuglée par son incommensurable orgueil, trompée par les apparences pacifiques du pays, se persuadant qu'il lui suffirait de quelques semaines pour dicter la paix aux Russes et se retourner ensuite victorieusement contre la France livrée à ses seules forces, elle ne s'illusionna pas un instant du triomphe de ses armes et perpétra de cœur léger son double crime psychologique et humanitaire. *Quos vult perdere Jupiter dementat !*

La Belgique était-elle prête à assumer le rôle de devoir que lui dictait son honneur? La réponse sur ce point n'est pas douteuse. Nous n'étions pas prêts comme nous eussions dû l'être. Sans doute, nos arsenaux et nos forts renfermaient-ils des munitions, mais elles étaient en nombre insuffisant. La preuve en fut décisive pendant la bataille de l'Yser, lorsque nos fusils manquèrent de cartouches et nos canons d'obus. Notre aviation militaire ne possédait que quelques unités et quelques pilotes. Nous attendions notre artillerie lourde et, ironie des choses, ce furent des canons belges que Krupp devait nous livrer, qui bombardèrent, avant l'arrivée des howitzers autrichiens, nos défenses de la Meuse. Nos cadres de troupes étaient loin d'avoir reçu les effectifs prévus par la refonte de l'armée ; nombreux, en 1914, furent les volontaires que les bureaux de recrutement se virent dans l'impossibilité d'engager et, combien de jeunes gens virent, avec des larmes de regret dans les yeux, partir ces régiments dans lesquels ils avaient rêvé de prendre place !

Malgré cet état manifeste d'infériorité numérique et d'armement, nul, parmi ceux qui allaient à la mort, n'eut une hésitation. Fraternellement confondus dans le rang, manants et aristocrates, gens des labours et gens des villes, ouvriers et intellectuels, tous vécurent cette conscience profonde de l'honneur à défendre, et dut-elle, la défaite, anéantir les vies, comprirent que même un sacrifice vain est encore une chose sublime lorsqu'il est mis au service du devoir moral.

Il est vrai que, cela, beaucoup ne le sentaient que confusément. La plupart ne démêlaient pas avec la lucidité que donne l'intelligence habituée aux larges sphères de la pensée, le pourquoi intime de leur geste. Ils savaient que l'Allemagne avait perpétré une traîtrise et qu'il fallait l'en châtier. La raison? Peu leur importait, peu importait à cette masse de lignards, carabiniers, chasseurs, artilleurs, qui brûlait les étapes sur les routes torrides et ne demandait qu'à prendre contact avec l'ennemi. Qu'avaient-ils besoin de s'analyser pour cogner dur et tirer juste? Une colère grondait en eux, la haine secouait leurs âmes comme un vent de tempête secoue les peupliers, jamais ils n'avaient senti qu'ils aimaient aussi intensément leur pays que depuis qu'on cherchait à le leur arracher.

Ce phénomène de la « révélation du patriotisme » n'est pas une des constatations les moins frappantes auxquelles la guerre a donné lieu. Sans conteste, il peut être dit qu'avant 1914 les Belges étaient, du moins chez eux, relativement très peu chauvins. Il y avait même un certain côté narquois de leur caractère qui les faisaient sourire doucement à tout ce qui, de près ou de loin, évoquait le panache, les hymnes nationaux, l'extériorisation du pays. La *Brabançonne*, qui donc en connaissait les paroles, alors que la *Marseillaise*, le *Wacht am Rhein*, le *God save the King*, s'apprenaient dès les bancs de l'école; le drapeau aux trois couleurs, peut-être d'aucuns avaient-ils pour lui le coup de chapeau banal qu'on donne à une ancienne relation, mais certainement peu de nos compatriotes éprouvaient, à son passage, cette fierté qui faisait s'enthousiasmer nos voisins quand, aux fêtes, aux manifestations, se déployaient leurs étendards. Il est vrai que pour nous, bien peu de souvenirs héroïques, bien peu de fastes militaires frissonnaient avec les plis de la soie tricolore. Jaune, noir, rouge : un symbole, sans doute, mais un symbole inerte. L'or des victoires, le deuil des ruines et la pourpre du sang n'avaient pas encore teinté les couleurs de Belgique. Peut-être avions-nous aussi une certaine pudeur de nos sentiments, une gêne à nous montrer tels que nous devions être en réalité. N'est pas communicatif qui veut et, à notre insu, peut être étions-nous riches de tout un patriotisme latent, que la guerre devait nous révéler à nous-mêmes.

LES HORREURS DE LA GUERRE
(Croquis de Jean Lefort.)

Ce n'est pas sans une émotion intense, que j'évoque ici les heures qui furent les premières des terribles années que vient de vivre la Belgique. Ah ! le délire sacré qui s'était emparé de cette foule, hier encore en apparence indifférente ; l'enthousiasme du peuple descendu dans la rue, lorsque nos régiments, tambours battants, s'en allaient aux gares d'embarquement ; ce frisson énorme au passage des drapeaux ; et quelle signification sonore venaient de prendre pour tous ces « vieilleries » derrière lesquelles marchaient, la flamme au cœur, ceux-là qui, pour ce « symbole », allaient mourir ! La *Brabançonne*, on la hurlait à pleins poumons, on s'en grisait comme d'un vin mousseux et je me souviens comment, tel soir d'août, place de Brouckère, un homme, hissé sur une table de taverne, fit pleurer deux cents auditeurs, en la chantant. Rouges, jaunes et noirs, les rubans aux corsages des femmes et des jeunes filles, aux boutonnières des hommes ; rouges, jaunes et noirs, les couleurs pavoisant les fenêtres et les balcons et, jusque dans le dernier bourg de Wallonie et de Flandre aigrettant les clochers de prières devenus les clochers de la patrie.

Et maintenant que sont révolus les temps d'héroïsme, maintenant que la Belgique s'est mise à relever ses villes détruites et à ensemencer ses champs laissés en friche, qu'il semble que toute l'activité du pays doive être consacrée à ce but unique : l'oubli de la guerre, quelque chose de vivace nous est resté de ces autrefois tumultueux, une chose infiniment prenante et dont nous sommes fiers : ce patriotisme dont la révélation se fit au prix du meilleur de nous-mêmes. A l'étranger, les Belges savent tout ce qui s'attache désormais à ce titre et, chez eux, lorsque défilent dans le rue les étendards aux noms de gloire : Harleu, Diest, Anvers, Yser, Dixmude, il n'est pas un front qui ne se découvre avec respect et pas un cœur qui ne batte plus vite dans la poitrine. Ah ! les avons-nous payées assez cher les lettres de noblesse de notre patriotisme !

Ce que fut la mentalité du soldat belge pendant la guerre demanderait un commentaire tel qu'il faudrait lui consacrer plus d'un volume. C'est dire jusqu'à quel point cet article sera incomplet, j'ajouterais volontiers : incolore. Je n'essayerai même pas de brosser à larges traits la silhouette

psychologique de nos « jass » tant je craindrais de l'amoindrir.

A de nombreux points de vue, le soldat belge offre des ressemblances frappantes avec le soldat français et ceci est surtout vrai pour le « jass » wallon. Le tempérament du soldat flamand se différencie par contre assez de celui du poilu, et c'est là une question essentiellement de race et de tempérament. Volontiers plus renfermé, plus hermétique que le wallon, le soldat flamand, sous des dehors peut-être apathiques, était un merveilleux élément de combat avec lequel l'ennemi avait à compter. Plus ingénieux, plus primesaut, le wallon possédait un esprit de décision plus rapide, un sens plus aigu des situations et peut-être un fond de témérité plus grand ; encore faut-il reconnaître que « l'esprit d'aventure » chez les Flamands, ne le cédait en rien à celui de leurs autres frères d'armes. S'agissait-il d'une mission périlleuse, d'un hardi coup de main à entreprendre, il y avait, toutes proportions gardées, car les premiers étaient beaucoup moins nombreux que les seconds, toujours autant de volontaires wallons que flamands qui se présentaient, et il serait bien malaisé de départager leurs mérites. Mille caractères communs faisaient d'ailleurs des différences raciques de ces deux groupes, une merveilleuse homogénéité militaire.

Sous des dehors parfois frondeurs et critiquants, le soldat belge scellait en lui une âme merveilleuse d'endurance et d'héroïsme, une âme de discipline et de force, contre laquelle ne purent prévaloir ni les revers, ni la mort elle-même. Se figure-t-on ce que durent être pour le soldat belge, les quatre années de « garde à l'Yser », dans les boues et les intempéries, souvent dans une périlleuse inaction, toujours dans l'anonymat du sacrifice librement consenti? Alors que les troupes alliées — Français, Anglais, Américains — se taillaient des capotes dans le manteau bleu de la gloire et moissonnaient de sanglants lauriers, l'armée belge, devant le fleuve rouge, semblait destinée à l'oubli. Les communiqués ne parlaient jamais d'elle, on savait qu'elle était là ; un point, c'est tout. Pourtant, elle aussi avait été en pleine mêlée de sang ; elle aussi avait cueilli les palmes d'or aux champs de l'héroïsme et du martyre et le monde avait applaudi d'admiration et d'enthousiasme, au récit de ses premiers exploits, lorsque, réduite à quelque trente mille fusils, elle tint désespérément tête pendant des semaines aux innombrables divisions allemandes ruées contre elle. Il semblait bien pour le soldat, qu'un peu d'oubli était descendu sur toutes ces choses, qu'un voile avait été déposé sur ces fastes merveilleux et, à cette pensée, le fusil pesait plus lourd entre les doigts et les lourds souliers cloutés s'enfonçaient un peu plus bas dans la terre vaseuse de Flandre. Pourquoi les obligeait-on à demeurer là, l'arme au pied? Pourquoi?...

Ils ne comprenaient pas grand'chose, les petits « jass », aux subtilités de la diplomatie et aux nécessités stratégiques. Ils demandaient à se battre et ils ne se battaient pas, c'est tout ce qu'ils voyaient. Pourtant, en mourait-il chaque jour sans que personne n'en sût rien ; y en avait-il des croix nouvelles dans les cimetières du front! Les communiqués du Grand Quartier Général annonçaient avec une monotonie de leit-motif : « Quelques bombardements réciproques. Rien à signaler. » Ce style de convention avait tout d'abord exaspéré les soldats. « Rien à signaler », on devait lire ça dans tous les journaux du monde et pourtant on s'était battu, le couteau aux dents, à coups de haine et de grenades, autour de tel avant-poste, vers Dixmude ou Merckem, dans telle tranchée de première ligne à Nieuport ou Reninghe, ou bien encore l'ennemi avait lancé quelques tonnes d'obus sur un cantonnement de repos, tuant, massacrant des amis, des camarades, des frères. « Rien à signaler » avait dit le G. Q. G et, à Paris, à Londres, partout, on disait, comme on disait aux armées alliées : « Tout de même, quel secteur pépère le front belge ! » A la longue, les soldats avaient fini par s'être un peu mithridatisés par la lecture des journaux. Combien de fois ai-je entendu des « jass » s'aborder par la phrase traditionnelle : « Comment tu vas? — Rien à signaler sur le front ! » Pourtant, dans leur intimité très intime, les soldats étaient peinés du rôle officiellement peu glorieux qu'on leur donnait à remplir. Ils se rongeaient d'être ainsi diminués à leurs propres yeux, et, s'il faut ajouter à cela l'absence régulière de nouvelles de la famille et la banalité de la vie de cantonnement et de corvées, on aura une assez pâle ébauche de la souffrance morale de nos combattants, au cours de leur trop longue période d'inaction.

« Que faire dans un gîte, à moins que l'on n'y songe. » Les meilleurs avaient leurs jours de

cafard, leurs moments de spleen : aussi l'autorité militaire s'efforça-t-elle par tous les moyens de réagir. C'est ainsi, qu'à l'instar de ce qui se pratiquait au front français, le G. Q. G. organisa des tournées de théâtre, de conférences ; il y eut même une section du « Théâtre aux Armées », et la plupart des cantonnements à l'arrière de l'Yser étaient pourvus de cinémas qui ne désemplissaient pas.

Les « jass » d'ailleurs, étaient de grands enfants et peu de chose leur faisait plaisir. Ce phénomène « de rajeunissement », si tant est qu'ainsi j'ose m'exprimer, il me fut donné bien des fois de le constater autour de moi. Un rien amusait les soldats et, souvent, des gamineries, des enfantillages, une saillie, venaient dérider le front des plus austères. Qui donc racontera, avec la langue savoureuse qu'il conviendrait, les drôleries dont furent témoins les graves paysages de Flandre ? Il y aurait là à écrire un chapitre du plus haut intérêt humoristique et, parfois, follement sublime. L'indifférence, je serais volontiers tenté de dire : le mépris de la mort, cette mort qu'ils avaient tant vue, héroïsait certaines boutades, certaines farces, en leur donnant parfois une ampleur et un tragique intenses.

FANTASSINS BELGES FAISANT LE COUP DE FEU DERRIÈRE LE CHEMIN DE PERVYSE LORS DE L'ATTAQUE DU VILLAGE

Un à un, les jours, les semaines, les mois, les ans, égrenèrent le chapelet des sanglots et des rires. La bonne saison apportait chaque fois dans les plis de son manteau, l'espérance, toujours déçue, d'une offensive qui, enfin, permettrait de respirer un autre air, de voir d'autres paysages que la monotonie plate des plaines de l'Yser, de se rapprocher un peu des siens, en Belgique. Les hommes ne demandaient qu'une seule chose : « Etre conduits à l'ennemi, avoir au moins un Allemand devant leurs baïonnettes. » Mais chaque printemps, chaque été et chaque automne n'amenait qu'une illusion nouvelle et vaine. Quand donc le Grand Quartier donnerait-il l'ordre de bouger ?

Aux tranchées comme dans les cantonnements, des projets s'échafaudaient. Les officiers avaient parfois fort à faire pour calmer leurs hommes qui voulaient absolument se battre. Pas un seul, un instant, ne croyait à la possibilité d'être vaincu. Cette certitude était si fortement ancrée en eux qu'un simple fait divers, mieux que tous les commentaires, suffira à l'établir.

C'était en septemb. 1917, et la coquette cité balnéaire de La Panne — la capitale, comme l'avaient baptisée les soldats — regorgeait de troupes au repos. La digue était fourmillante d'uniformes. Attablés aux terrasses ou musardant par petits groupes, les « jass » innombrables oubliaient un peu la guerre, lorsque soudain les batteries anti-aériennes s'éveillèrent et que, là-bas, très loin vers la mer, une libellule d'acier vint attirer l'attention des promeneurs. « Un boche !... » Et les doigts tendus désignaient maintenant l'avion qui avait mis le cap sur Dunkerque. Un autre appareil, qui patrouillait, donna la chasse. Serré de près, l'ennemi dut accepter le combat. Brusque, le jour était tombé. Impossible de distinguer encore les deux adversaires. Tout à coup une traînée de flamme illuminant le ciel, on vit l'un des appareils descendre vertigineusement et s'abîmer dans les vagues. Un seul cri, une clameur

unanime, roula en grondement sous le ciel : « Bravo !... » Des mains applaudissaient ; des lignards s'étaient mis à danser ; on exultait. Le vaincu, nul n'aurait pu dire si c'était « nous » ou « l'autre ». Mais ce ne *devait*, ce ne *pouvait* être que le fokker allemand. L'âme fruste du populaire se refusait absolument à toute autre solution. De fait, le soir même on apprenait à La Panne, qu'un aviateur de la base de Dunkerque, avait abattu, au large, un monoplan ennemi.

Cette foi robuste, cette croyance têtue, cet optimisme « envers et contre tout », — car, hélas! combien de dures leçons n'illustrèrent-elles pas les pages claires du bel évangéliaire de confiance — ne devait pas être vaine, puisqu'il était écrit qu'« une heure viendrait qui tout payerait ». Elle eut surtout pour résultat immédiat, de donner pendant la guerre, aux soldats, le moral permettant de réagir contre les contingences déprimantes parmi lesquelles ils vivaient.

Il me souvient qu'un jour, à l'ambulance de l'Océan, un médecin revenu des tranchées, me narra ce fait digne de figurer dans Plutarque, cet épisode pris entre mille autres, mais qui éclaire d'un jour bien significatif la mentalité de ces héros obscurs et anonymes que furent nos petits « jass ».

On venait de lui apporter au poste de secours, un grand blessé. L'homme était irrémissiblement perdu et intransportable. Le docteur s'efforçait d'adoucir ses derniers moments.

— Monsieur le médecin, hoqueta le moribond, je vais mourir. J'ai au pays une femme et cinq enfants. Je me suis engagé comme volontaire, malgré mes quarante-huit ans. J'habitais — il parlait au passé, comme si, déjà, il se considérait comme étranger aux vivants — le village de Z... Vous direz aux miens que je suis mort, bravement, en faisant mon devoir, tout mon devoir !...

— Mais vous ne mourrez pas, mon ami ; l'ambulance va venir vous prendre ; on vous conduira à Vinckem, et là...

— Ce n'est pas la peine... Ecoutez, je ne suis qu'un simple ouvrier. Je n'ai jamais su lire ni écrire, on n'a pas d'instruction, nous autres. Mais tout de même, *je sais pourquoi je serai mort* !...

Et comme le praticien se penchait vers lui :

« — Pour qu'on gagne la guerre », râla l'homme, une suprême clarté au fond de ses prunelles qui se vitrifiaient, « pour qu'on gagne la guerre !... »

Quelques instants plus tard, il entrait en agonie.

La victoire, attendue avec certitude, devait encore être payée d'une lourde rançon de vies humaines. Mais enfin, après quatre années de misères et d'épreuves sans nombre, elle se leva aux horizons de Flandre.

Ce que furent alors les heures de la grande offensive sont feuillets trop hauts à écrire pour le faire ainsi qu'il conviendrait. En une ruée épique, le « jass » bondit hors de ses tranchées enlisantes et quarante-huit mois de frémissement contenu, de courage inutile, le déchaînèrent comme un ouragan de mort sur l'ennemi haï. La conquête de la trop fameuse forêt d'Houthulst marqua la première phase d'un cycle de prouesses digne d'un livre de légendes, et le mordant des troupes belges fut à tel point irrésistible, qu'au soir de la journée, tous les objectifs d'attaque avaient été laissés loin derrière elles. Cette fougue terrible faillit avoir des conséquences amères, car il s'en fallut de peu que l'artillerie, non prévenue de cette formidable poussée en avant, ne foudroyât les bataillons emportés par cette bourrasque de gloire, qui venait tout à coup de se lever en Flandre.

Ostende, Roulers, Bruges, furent tour à tour reconquis à la pointe des baïonnettes. L'ennemi battant en retraite, dévastait, incendiait, accumulant, par la destruction des ouvrages d'art et des lignes ferrées, les obstacles sur la route victorieuse des régiments enthousiasmés. L'armée belge s'arrêta enfin aux portes de Gand et déjà, par-dessus la ville, s'échangeaient des duels d'artillerie, lorsqu'on apprit que l'Allemagne capitulait. Les plénipotentiaires du Reich venaient de signer, à Chantilly ; Guillaume II avait quitté son Quartier Général de Spa pour se réfugier en Hollande... La guerre allait-elle être finie? Comme au sortir d'un cauchemar, les soldats n'y voulaient, n'y osaient croire, tant cela leur semblait inouï, irréel. Beaucoup parmi eux, s'en indignaient même, tant il leur paraissait monstrueux de devoir s'arrêter « en si bonne besogne ». Ils avaient rêvé de chasser l'ennemi à coups de fusil et voici que l'Allemand, lâchement, sentant qu'il avait le dessous, criait grâce. Un grondement de révolte houla au front des troupes de bataille, mais il fallut s'incliner et l'armée belge entra dans Bruxelles, n'ayant même pas dû brûler une seule cartouche : ailes rompues, l'aigle allemande, lourdement, avait rejoint son aire.

Aujourd'hui, après plus de trois ans de paix — mais peut-on vraiment appeler de ce nom l'époque que nous vivons? — la Belgique saigne encore de ses blessures. Les soldats d'hier sont redevenus des citoyens pacifiques, ayant troqué le fusil contre le soc de la charrue ou le marteau de l'usine. Mais que l'on ne s'y trompe point, l'oubli du passé n'est pas descendu en eux : ils se souviennent. L'indépendance de la Belgique, nul chez nous n'entend la voir diminuer et, si quelques illuminés, rongés par un faux idéalisme de fraternisation universelle, cherchent à abolir les frontières et prêchent autour d'eux le pardon des offenses, qu'ils ne s'avisent pas de passer aux actes, car les Belges ont appris à connaître à sa valeur, la signification du seul mot qui vaille qu'on vive et qu'on meure : *la Patrie* !

Marcel. Wyseur

V

LES BELGES A TRAVERS L'AFRIQUE

TRE pacifique par destination et se révéler à l'usage belliqueux magnifiquement ; subir une éducation nationale délibérément oublieuse des leçons du passé, et témoigner à la face du monde d'un patriotisme que nul ne surpasse ; voué, dès sa naissance, à des destinées internationales d'où se trouvait banni tout sentiment d'électisme, devenir une pièce maîtresse dans la coalition la plus formidable ; être petit, enfin, et suffire au rôle capital qui devait décider de l'avenir du monde ; n'est-ce pas, en raccourci, l'histoire imprévue du peuple belge dès l'été de 1914? Aussi bien, semblerait-il que caractériser le rôle de la Belgique dans la guerre, c'est, d'abord, suivre jusqu'en ses développements extrêmes, ce paradoxe apparent, sans manquer de réunir cette conclusion, étrange, dirait-on, à des prémisses cachées, que révèle une histoire plus ancienne. L'inconséquence ne se révélerait que de surface. Ainsi, du rôle des Belges en Afrique. Qui ne se souvient de leurs résistances à recevoir d'un grand Roi ce domaine merveilleux dû à son seul génie? Qui aurait oublié le discrédit répandu dans la masse, dès qu'il s'agissait d'aller, là-bas, dans ce Congo aussi ignoré que mal jugé, développer des activités méconnues de la métropole?

En Belgique, comme en France aussi, que dire de l'idée coloniale et de ses effets positifs, si l'on retient comment, chez les Anglais, elle vit et agit?

Se lancer dans une aventure militaire pour défendre un bien, parfois étranger aux préoccupations publiques, et à ce moment même où, en Europe, l'essentiel et tout, d'ailleurs, pouvait sembler perdu, voilà qui s'accorde avec ces apparences paradoxales dont s'entourent les actes des Belges, aux premiers jours de la guerre.

Plus encore. Une étroite collaboration anglo-belge devait en naître, et sur ce terrain-là même où nul ne l'eût pareillement prévue, à quelques années de là.

Enfin, dans un acte essentiel des campagnes exotiques, satellites cruels dont s'entoura la guerre européenne, l'appoint des Brabançons deviendrait inestimable pour la Grande-Bretagne, — elle-même !

Ainsi se caractérise le rôle militaire des Belges, en Afrique.

***

C'était à l'aube du mois d'août 1914. Que de soucis et quel bou'eversement ! Aussi, le Gouvernement de Bruxelles, malgré l'oubli brutal de l'Allemagne envers ses engagements, songea-t-il, d'abord, à l'acte de Berlin du 26 février 1885 qui neutralisait le bassin conventionnel du Congo, c'est-à-dire l'Afrique Équatoriale d'un océan à l'autre. Son contexte s'impose ici.

« Dans le cas, y est-il dit, où une puissance exerçant des droits de souveraineté ou de protectorat, dans les contrées mentionnées à l'article 1er et placées sous le régime de la liberté commerciale, serait impliquée dans une guerre, les Hautes Parties signataires du présent acte s'engagent à prêter leurs bons offices pour que les territoires appartenant à cette puissance et compris dans la zone conventionnelle de la liberté commerciale soient placés, pour la durée de la guerre, sous le régime de la neutralité et considérés comme appartenant à un État non belligérant; les parties belligérantes renonceraient, dès lors, à étendre les hostilités aux territoires ainsi neutralisés, aussi bien qu'à les faire servir de bases à des opérations de guerre. »

Que le Gouvernement du Roi désire s'éviter un supplément d'aventure s'explique, si l'on songe, et sans ingratitude, comment, alors, la fortune

nous comblait ! Il informa Paris et Londres, le 7 août, qu'il s'en tiendrait à l'acte de Berlin. A vrai dire, c'est à sa louange, il ne crut point, en même temps, des sûretés superflues, ce que commença de justifier, dès le 8 août, une communication de M. Poincaré au baron Guillaume, ministre du Roi. Des faits de guerre venaient d'éclater dans l'Ubanghi. La France n'en proposa pas moins à Berlin, par les bons offices de l'Espagne, de proclamer la neutralité du bassin conventionnel du Congo. Malheureusement, dès le 26, ce devint impossible. On sut que, quatre jours auparavant, les Allemands avaient attaqué le port de Lukuga. L'état de guerre, en Afrique, devenait effectif.

BONGA. — POSTE ALLEMAND OCCUPÉ LE 5 AOUT 1914

En dehors de ces circonstances-là, d'ailleurs, l'avis de l'Angleterre demeurait réservé. Elle n'eût sanctionné aucune neutralisation de ce genre, alors qu'elle-même venait de subir, et dans les mêmes lieux, une première agression.

Les prodromes diplomatiques de ce qui va suivre seront assez connus si l'on ajoute qu'agressive, dès la première heure, dans ces territoires lointains, l'Allemagne, à peu de temps de là, parut se reprendre. Les événements militaires, en Europe, contredisaient ses prévisions. Le 25 septembre, les États-Unis transmirent au Gouvernement belge la proposition tardive des Allemands de neutraliser ces régions, où eux seuls venaient d'allumer la guerre.

Encore une remarque ; que disaient ces accords diplomatiques, sinon que, l'*une* des Puissances signataires étant impliquée dans une guerre, la convention jouerait. Or, il arrivait que *toutes* se trouvaient englobées dans le conflit.

Ainsi, contre sa volonté, redisons-le, et est-ce assez compréhensible, le Gouvernement belge fut entraîné dans une voie inattendue, si l'on songe moins aux fragilités des assurances écrites qu'à cette lenteur première du peuple belge vers les destinées nouvelles où, tenace et volontaire, commença de le conduire un Prince de génie.

***

Il fallait faire la guerre. Vaines les chimériques affirmations d'une politique néfaste, et superflu le scandale des mauvais bergers. Il fallait faire la guerre, car la guerre était là, mais, voilà ! on n'était pas prêt à la guerre. Bien plus, n'avait-on point concerté trop d'efforts pour émasculer l'âme nationale, combiné trop d'entraves afin que ne fussent remplis nos arsenaux, armés nos soldats.

Toutefois, quant au rôle africain de la Belgique, les circonstances plus générales de la politique coloniale rendaient assez vraisemblable ce qui allait se passer. Que l'Allemagne comptât le Congo belge parmi ses acquisitions prochaines, c'était quasi public, mais en se l'adjugeant sur un champ de bataille, en Europe, ou mieux encore, et ce fut sa folie de précipiter le cours du temps, dans un Congrès, où sa puissance contenue eût, tôt ou tard, suffi à sa tâche.

Ainsi s'explique que les Belges manquaient, au Congo, d'une armée coloniale. Point de troupes en grandes unités tactiques. Une simple force de police, constituée, il est vrai, de soldats noirs bien dressés dans des camps d'instruction, courageux, robustes, d'une agilité et d'une endurance remarquables.

Avec ces éléments, il fallut improviser la défense. La menace viendrait du Cameroun ou de l'Est Africain, des deux, peut-être. En fait, ce fut vers le Cameroun que se porta le premier effort, tandis

que, face à l'Orient, on s'appliquait à contenir les menaces d'une longue et cruelle campagne.

***

Le Cameroun ! Nom qui suffit à souligner les responsabilités des imprévoyants, et qui évoque des formes politiques, depuis reniées. L'Allemagne s'y trouvait à l'étroit dans cinq cent mille kilomètres carrés, qui tout au moins, aidèrent Berlin dans une profitable querelle.

Un accord franco-allemand, alors objet de scandale, fut le prolongement excentrique des ambitions germaniques, au Maroc. Au vieux Cameroun, il superposa le nouveau Cameroun.

La France abandonnait ce que Brazza lui avait valu. Si la délimitation exacte de la superficie et de la population du protectorat agrandi se trouvait encore en suspens, faute des travaux nécessaires, rappelons seulement que la nouvelle frontière assurait à l'Allemagne deux contacts nouveaux et immédiats avec le Congo belge. Et tout était bien là ! L'avenir se chargerait de le prouver.

DÉFILÉ D'UNE BATTERIE DE SAINT-CHAMOND

Sans hyperbole, on peut remarquer que cette possession vaste comme l'Empire allemand, par une coïncidence symbolique, dessinait, surtout dans sa pointe septentrionale, une canine gigantesque. Point d'appui de prochaines visées, elle n'était à rien de moins destinée qu'à dépecer un continent. Mais, vint la guerre, et la guerre ne fut pas ce qu'on attendait.

Des colonnes françaises et britanniques commencèrent d'agir presque simultanément, sur les frontières terrestres du Cameroun, au nord, à l'est, au sud. Ce fut la tâche des troupes parties du Tchad et de l'Afrique équatoriale. En même temps, sur la côte, débarquait un corps allié.

Rappelons qu'en deux points différents, au confluent de la Lobaye et de l'Ubanghi, puis à celui de la Sanga et du Congo, les forces belges trouvaient l'occasion d'intervenir. Le gouverneur général du Congo informa, plusieurs fois, le gouverneur de l'Afrique équatoriale française qu'il mettait entièrement à sa disposition les contingents militaires répartis entre Boma et Libenge, environ huit cents hommes, quelques pièces d'artillerie et des mitrailleuses.

Comme les Allemands venaient d'aborder les positions conquises par les Français, dans la Sanga, un premier détachement vint de Léopoldville renforcer la garnison française de Dongou. C'étaient, sous les ordres d'un officier, 150 fantassins appuyés par un Nordenfelt et deux canons plus anciens.

Les Belges avaient, en ceci, un intérêt spécial à soutenir les Français. L'ennemi l'emporterait-il sur la Sanga, c'était le Moyen-Congo mis en cause. Le nœud des grandes voies de communications fluviales qui mènent du Haut-Congo au chef-lieu de la colonie et à l'Océan se trouverait menacé.

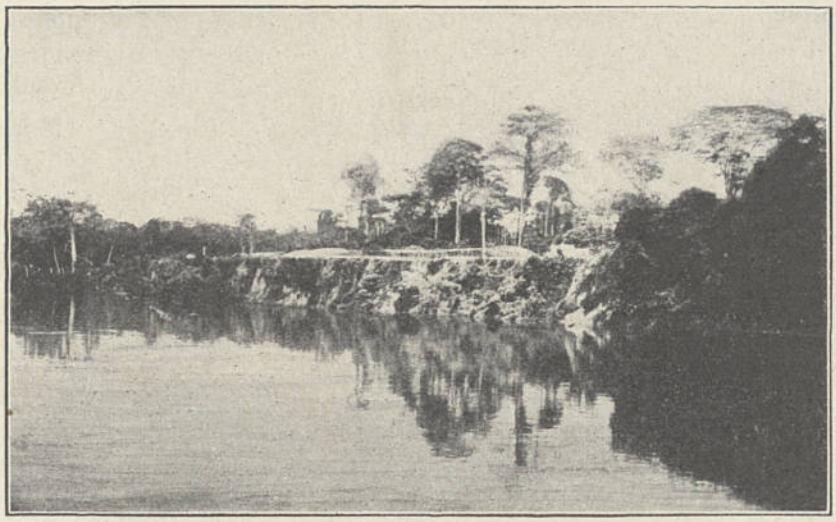
En septembre 1914, un détachement s'engagea définitivement dans la Sanga. Le *Luxembourg*, vapeur blindé, l'assistait avec deux canons et une mitrailleuse. Il participa aux durs combats de N'zimou, souvent répétés, et qui, finalement, mirent la Sanga presque entière au pouvoir des Français. Poursuivant vers l'intérieur du Cameroun, nos soldats constituèrent, dès lors, une partie de la colonne Hutin, une de celles qui par un mouvement combiné de la périphérie au centre réaliseraient le plan de campagne général.

Un second détachement belge, avec deux

canons, partait, le 2 décembre, pour renforcer davantage cette colonne de la Sanga. Elle agit sur la moyenne N'Goko, tout en faisant partie des forces du colonel Hutin en route vers la Haute-Kadéi et Lomié, à mi-chemin entre la Kadéi et N'Goko.

Enfin, une autre expédition, aux ordres du colonel Morisson, qui opérait dans l'est du Cameroun, comprenait aussi un contingent belge.

Ainsi, participant au progressif encerclement de l'ennemi dans cette possession immense, les troupes du Roi concoururent à sa capitulation, devant Monso, puis à la prise de Lomié.



BERGE OU EUT LIEU LE COMBAT DU 23 AOUT 1914

Toutefois, et ce n'est pas déprécier la valeur du service rendu, ni l'intrépidité, la constance et l'audace de ceux qui eurent, alors, en ces lieux, la garde du drapeau belge, il n'y avait là, encore, qu'un hors-d'œuvre. Il suffira avant que de suivre le développement d'un magnifique effort, de rappeler comment conclut, lui-même, le général Aymerich, chef des troupes françaises du Cameroun. « Avant de me séparer du contingent de la force publique belge, proclama-t-il, j'ai le devoir d'exprimer combien la collaboration de ces belles troupes nous a été précieuse, et j'adresse de tout cœur aux officiers, aux sous-officiers européens, à tous les gradés et soldats indigènes le tribut des éloges qu'ils ont mérités par leur bravoure au feu, par la patience et l'abnégation dont ils ont fait preuve, pendant toute la durée de cette longue et pénible campagne.

« Cette fraternité du champ de bataille, ce sang versé en commun pour la même cause, auront resserré encore les liens d'amitié qui ont, toujours, uni les deux nations voisines.

« C'est pour moi un grand honneur d'avoir eu sous mes ordres, pendant quelque temps, de si vaillantes troupes. »

***

Mais, le rôle véritable des Belges, en Afrique, devait se révéler autrement ample, capital même, dans la campagne qui commençait à peine, vers l'Orient, quand, déjà, le sort du Cameroun se trouvait quasi réglé.

Des confins de l'Uganda jusqu'à la pointe du lac Tanganyika une longue frontière mi-terrestre, mi-maritime demeurait offerte aux audaces d'un ennemi de longtemps préparé. Aussi les garnisons des postes belges furent-elles, en hâte, renforcées. Des contingents accoururent de l'intérieur. Il leur fallut étendre un long réseau de surveillance. Et ce n'était là, encore, que simple précaution. Incapable de constituer une menace, elle ne fit, d'abord, qu'exprimer la pensée du Gouvernement : ses intentions défensives. Bien plus, sur place, c'était à éviter tout incident capable de justifier l'intervention ennemie que s'employaient les autorités.

Tout autre fut l'attitude des Allemands. Sur le lac Kivu, un bateau à moteur se trouva, immédiatement, armé et en croisière dans les eaux belges, interrompant notre trafic, attaquant nos postes d'eau. Ailleurs, des bandes d'indigènes, excités par l'ennemi, pénétraient dans le territoire belge, razziaient le bétail, brutalisaient les populations, allaient jusqu'à l'incendie des villages. Plus encore, le 15 août, des patrouilles allemandes abordaient sur la rive belge du Tanganyika et détruisaient la ligne télégraphique, près d'Uvira. Enfin, sept jours plus tard, sans provocation, comme sans

sommation préalable, mais à l'improviste, la flottille de l'adversaire bombardait les installations du port belge de Lukuga. Un vapeur, non armé, l'*Alexandre Delcommune*, y fut coulé. Autant d'actes qui changèrent la conduite du Gouvernement belge.

De là, vint l'idée de porter la guerre chez l'adversaire. Ce fut l'occasion d'une campagne dont peu d'esprits, alors, autant en Angleterre que parmi nous, prévirent les longs et coûteux développements. C'est dire que, entre son début et sa conclusion, cette entreprise causa des déboires amers. La Belgique ne s'y trouvait pas seule engagée. Quoique prépondérante, l'action militaire de la Grande-Bretagne fut moins décisive ; il lui fallut mettre en ligne des forces probablement supérieures à son estimation première. Elle dut, surtout, subir des échecs pénibles, recourir, peut-être trop à son gré, au concours belge, si bien que Tabora prise, nous ayant remerciés, elle nous pria, bientôt, de revenir sur nos pas; cependant, nos hommes, déjà, étaient sur le chemin du retour ! Et quand, plus tard, le Portugal, devenu allié, aidait à encercler ce rude soldat que fut von Lettow-Vorbeck, avant que de se rendre l'ennemi porta jusque dans le Mozambique les preuves ultimes d'une résistance dont l'honneur lui reste.

L'AVANT DU « LUXEMBOURG » APRÈS LE COMBAT DU 26 AOUT
(LE BLOCKHAUS EST CRIBLÉ DE BALLES)

***

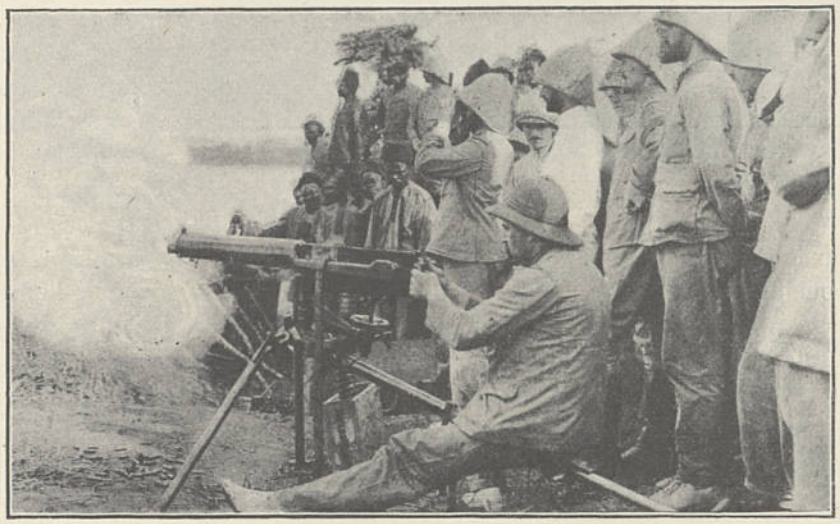
Encore une fois, c'était la guerre, la guerre qu'on n'avait pas prévue. En Europe, la politique antérieure, et qu'avaient pratiquée aussi bien l'Angleterre que la France et que la Russie, l'abandon des préoccupations qui s'imposent, d'abord, à tout peuple, se payait lourdement. Nous étions au lendemain de Charleroi. Les premiers combats de l'Yser prenaient fin, mais l'armée belge, elle, n'existait plus. Autour de Dixmude, l'imprévoyance fut conjurée dans ses effets les plus décisifs par la sublime résistance de ce qui était demeuré dans les âmes. Et cette coïncidence assure une mémoire glorieuse à notre campagne de l'Afrique orientale. Bien qu'il eût alors à reconstituer, en Europe, son armée détruite, et même à la porter à une force décuplée, le Gouvernement du Roi sut, à cette heure-là même, accepter, encore, de se donner une armée coloniale. Comment elle naquit, et comment elle fut rendue sur place; comment de ses bases elle monta, toujours davantage, vers l'orient; comment, suspendue au bout d'un fil ténu et toujours allongé de communications difficiles, elle sut combattre, résister, puis vaincre ; voilà qui continuera de s'imposer aux esprits qu'une juste critique porte à discerner entre tant d'événements les proportions véritables des diverses manifestations nationales. C'est à de tels titres, réunis surtout dans cette entreprise coloniale, que la Belgique devra une place plus considérable dans la grande guerre.

***

En principe, la force publique du Congo belge comptait 17.800 hommes. Au début des hostilités, elle en était, seulement, à 14.000 fusils, répartis

en compagnies, variables dans leur composition, suivant les districts qu'il s'agissait d'occuper Au surplus, son rôle était moins strictement militaire que mesuré aux exigences de la police intérieure. Donc, point d'unités techniques et aucun service auxiliaire. Rien d'une armée de campagne.

Bien plus, l'armement était un fusil Albini, modèle 88, que l'invasion de la Belgique empêcha de réapprovisionner. De là, changement d'arme qui entraînait une remise au point de l'éducation militaire indigène. On recourut aux fusils Gras et Mauser. Pour les mitrailleuses, constatation identique, aggravée d'une infériorité notoire.



ESSAI DE MITRAILLEUSES BELGES SUR LES RIVES DE LA SANGA

Bref, ni l'approvisionnement en munitions, ni le matériel, la trop grande variété de types et de calibres, la pénurie des objets d'habillement, d'équipement, de campement, rien qui correspondît aux nécessités nouvelles. Et autant à dire des formations sanitaires et du matériel hospitalier.

On n'en décida pas moins de former une armée de 10 000 hommes au moins, alimentée par une réserve de 2 000 soldats qui, le plus tôt possible, seraient portés contre les districts du Ruanda et de l'Urundi, territoires ennemis géographiquement les plus accessibles.

Restait le choix d'un chef, et le Roi désigna M. l'Inspecteur d'État Tombeur, qu'il fit, d'abord, colonel.

En pareilles circonstances, le lieu où se rassemblait cette armée décuplait l'importance de l'effort. On se trouverait à quatre cents kilomètres de toute voie de communication capable d'un rendement sérieux. Interdite la navigabilité du Tanganyika; les Allemands en avaient la maîtrise. Troupes et approvisionnements durent aller par voie de terre, sur les routes qui du fleuve Congo, entre Stanleyville et Kasongo, débouchent au nord du Tanganyika. Encore, qu'étaient ces routes, et, d'abord, au terme de quel trajet déjà parcouru attendaient-elles nos envois?

Bref, le soldat indigène mis à part, cette armée allait dépendre de l'Europe. Le continent noir demeurait incapable de fournir des cadres aux régiments, tout autant que la substance même dont s'alimentaient leurs services, quelques vivres frais exceptés.

Deux bases, imposées par la géographie, directrice des lignes de navigation et des voies ferrées. L'une, plus accessible dans le temps et dans l'espace, sur l'Océan Indien. Mombassa, ancienne ville portugaise, s'y trouve telle une fleur au bout de son pédoncule, un double rail d'acier qui, franchissant un étroit bras de mer, vient s'y amorcer. De là, partait à l'ascension progressive des hauts plateaux, le chemin de fer assez improprement dit de l'Uganda. Il rattache l'Océan Indien au lac Victoria, et, par un contraste dont l'histoire est fertile, trouva, jadis, son origine dans la rivalité franco-anglaise. Alors que Lord Salisbury régnait, et que s'annonçaient les difficultés qu'il lustra la rencontre, à Fachoda, de Kitchener et de Marchand, cette voie fut rapidement développée, sinon même construite. S'il l'avait fallu, on aurait repris, mais à rebours, le fameux chemin d'Emin Pacha.

La plus rapide, la plus confortable aussi, cette ligne servit peu aux Belges, mis à part les officiers et les sous-officiers venus d'Europe renforcer l'armée. Pour le surplus, elle suffirait à peine aux exigences du corps expéditionnaire britannique, numériquement supérieur à celui des Belges, plus

DÉFILÉ D'UN RÉGIMENT COLONIAL

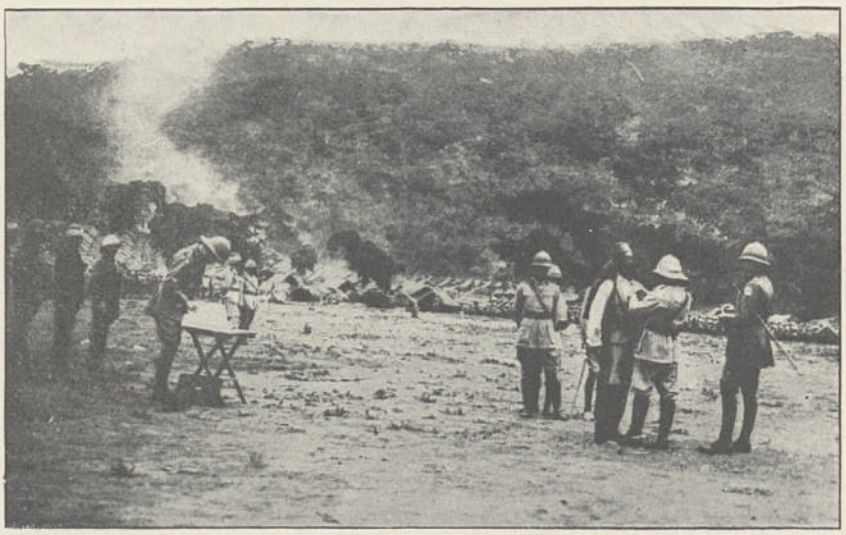
surchargé aussi par les besoins du troupier anglais dont, c'est l'honneur de la Métropole, le bien-être comptait davantage que dans d'autres administrations continentales.

La seconde base, Boma, demeura la principale pour nos contingents, à 2 000 kilomètres du terrain d'action, celui de la bataille.

La grande artère du pays demeure le Congo. Né vers le sud du plateau des Grands Lacs, il se déroule sur 4 200 kilomètres, avec un débit liquide cent fois supérieur à celui de la Seine. Toutefois, il demeure en partie inutile, coulant sur des terrasses superposées, et de l'une à l'autre se ruant en cataractes infranchissables. Il n'en reste pas moins, de son embouchure à Stanleyville, et sur 1 500 kilomètres, accessible aux vaisseaux de haute mer, porte d'entrée du matériel et des munitions. Mais, parvenus à Matadi, les envois devaient emprunter le rail et subir de longs transbordements. Encore 400 kilomètres par chemin de fer jusqu'à Léopoldville, sur le Stanley-Pool, face à Brazzaville, capitale du Congo français. Après un nouveau parcours fluvial, nouveau recours au rail, celui de la Compagnie des Grands Lacs.

Trois lignes suppléent, ainsi, aux sections non navigables du Congo ou de ses affluents. L'une évite les Stanley Falls, et, longue de 125 kilomètres, réunit Stanleyville à Ponthierville. Une autre sur 356 kilomètres s'étend de Kindu à Congolo, contournant les chutes de Hinde. Une troisième, enfin, relie Kabale et Albertville, où débouche la Lukuga. Encore, ce tronçon était-il incomplet quand les hostilités commencèrent. Et ce fut un de nos premiers efforts que d'achever, en quelques mois, la jonction entre le lac et Kabale.

Tout cela n'allait pas sans complications, supportables si l'on songe à l'effort qu'il restait à développer. En effet, durant quarante jours, à dos d'homme, par des sentiers indigènes, 6 600 charges qui ne pouvaient dépasser vingt-cinq kilogrammes l'une, durent être cruellement portées. Ce fut le constant point faible de cette conception nouvelle. La nature l'imposait : il n'y eut qu'à s'en accommoder. Mais, entrevoit-on les difficultés qui en résultèrent pour la solution des problèmes que soulèvent la formation et l'entretien d'une armée? Et comment ne pas admirer l'audace et le succès de la bataille qu'allaient engager, sou-

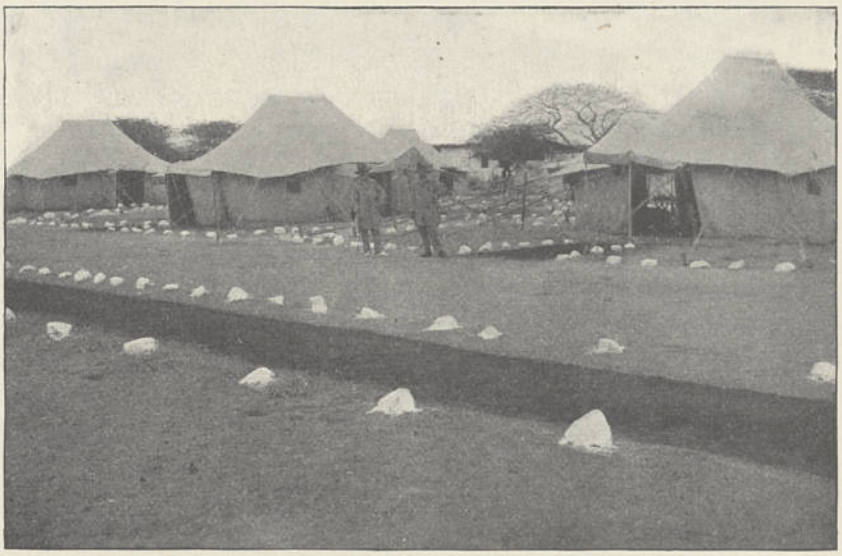


KILOSSA. REMISE DE DÉCORATIONS

tenir et gagner nos troupes ? Leurs succès mêmes les feraient dépendre davantage du fil toujours plus tendu de leurs communications.

***

Tant de soucis n'empêchaient point qu'il fallût, d'abord, suffire aux exigences d'une défensive active, et compléter les troupes qui s'en trouvaient chargées. Autour des garnisons qu'entretenaient dans les districts frontières les vice-gouverneurs de la Province Orientale et du Katanga, appel des renforts puisés dans l'intérieur. Les nécessités strictes du maintien de l'ordre satisfaites, la frontière orientale attira vers elle tout ce qui put se trouver. De plus, on songeait à peupler le camp de Lokandu, où se rassemblaient nos réserves d'alimentation. Enfin, la levée annuelle de 3500 hommes fut portée à 5000, et tous les réservistes appelés sous les armes.



HÔPITAL VOLANT A DODOMA

Tels cadres, telle armée. Où les chercher, sinon en Europe? Appeler les blancs, déjà dans la colonie, affaiblirait l'administration intérieure. Sept cents officiers et sous-officiers vinrent, ainsi, successivement, en Afrique, pendant les trois années de la campagne.

Quant au matériel nouveau, il comporta, entre autres, 15 500 fusils Gras approvisionnés, chacun, à 2 000 coups. Celles des unités, du Katanga, notamment, qui se trouvaient munies de Mauser, reçurent, aussi, par envois successifs, 2 000 cartouches pour chaque fusil. Les mitrailleuses, rares sur les marchés d'Europe incapables de suffire au besoin sur place, durent être de types différents. Ainsi compta-t-on, bientôt, 59 mitrailleuses Colt, dont 3 sur affûts de marine, 6 mitrailleuses Maxim 7 mm. 65, 69 mitrailleuses Hotchkiss 7 mm. 65, avec pour chacune 100 000 cartouches.

SECTION DE L'HÔPITAL VOLANT DE LA BRIGADE NORD

L'artillerie en usage, au Congo, comprenait, surtout, des pièces de 47 mm., quelques Krupp 75 et des canons de montagne 75 à cause de leur poids et du nombre de coups disponibles, seulement bons pour la défense des postes fixes. Plus maniables, les 47 mm. furent affectés aux unités combattantes, avec, chacun, 4000 coups.

Il fallut rechercher un canon à tir rapide et adaptable aux conditions locales de son em-

ploi. Il sortit de Saint-Chamond par 4 batteries de 4 pièces de 70 mm. avec un approvisionnement de 2 000 coups par pièce, porté, dans la suite, à 4 000.

Choisi comme base normale, le port de Lukuga, sur le Tanganyika, devait suffire au montage d'unités aptes à combattre victorieusement. C'était, du même coup, installer, à terre, des batteries puissantes qui en défendraient l'accès, et deux canons de 160 mm. sous cuirasse et un de 100 mm. vinrent du fort de Shinhakasa, situé à l'embouchure du Congo. Enfin, on se procurait une batterie de 6 pièces de 75 à tir rapide.

Puis, de Boma, de Monbassa, de l'Afrique du Sud, matériel hospitalier, médicaments, vivres pour Européens et Indigènes, habillements, matériel de campement, de pontage, de télégraphie, postes de T. S. F., de toutes parts, ce fut un acheminement dont on appréciera l'importance d'après le cadre qui l'entourait, les voies qui existaient, les difficultés de tous ordres spéciales aux régions tropicales. On vit une étonnante théorie de porteurs, fourmis inlassables, épuisant les réserves des héroïques populations des districts de l'Ituri, de la Lowa, de la Maniema, du Tanganyika-Moërs

Parce que la formation de cette armée, surtout, caractérise l'effort belge dans cette phase de la guerre, il convient d'y insister encore.

Rassembler des troupes et les armer n'eût servi de rien sans, d'abord, un organe de commandement adapté aux circonstances. Aussi, à ces contingents donna-t-on des unités spéciales, des services auxiliaires. Voici des corps de pionniers-pontonniers. Il leur fallait un matériel approprié aux travaux de fortifications, à l'établissement immédiat de passerelles et même de ponts. En arrière, des détachements de brancardiers qui desservirent les hôpitaux de campagne, envoyés d'Europe. Puis, rassemblement d'innombrables mules, et pour les conduire des écoles de muletiers. Il convenait d'adapter aux exigences locales une remonte expédiée du dehors. Enfin, sur la communication principale de l'armée, la ligne Stanleyville-Lukuga, on improvisa des magasins, dépôts et services techniques variés, adéquats aux circonstances de la campagne. L'exploitation du succès demeurait, inévitablement, liée à l'existence de communications qui, toujours, iraient s'étirant vers l'est et le nord.

Ne s'agissait-il pas d'une armée d'opération, encore que ses proportions apparussent justement si modestes au regard de ce qui se préparait, à ce moment même, en Angleterre et en France? Dès lors, les moyens de relations constantes, sûres, rapides entre le Gouvernement, le commandant en chef et les divers groupements de troupes devenaient indispensables. De là des sections télégraphiques dotées d'un matériel complet. On posa au moins 1 500 kilomètres de fils, tandis que des postes mobiles de T. S. F. allaient rendre plus souple un service déjà très délié, et sauraient, à travers la brousse, franchir, comme l'armée en action, tous les obstacles.

***

Enfin, l'offensive put se déclencher. On était aux premières semaines de 1916. La frontière orientale, à force d'aspirer cette activité, se trouvait couverte par quatorze bataillons mixtes et deux batteries de Saint-Chamond de 70 mm.

Un premier groupe, originaire du Katanga, comprenait les 1er, 2e et 3e bataillons, la 2e batterie de Saint-Chamond. Son point de rassemblement : la Ruzizi.

Un autre groupe, les 4e, 5e, 6e et 7e bataillons, gardait les rives du Tanganyika, où, depuis plusieurs mois, les Allemands sévissaient. Plusieurs unités armées, l'*Hedwige von Wisseman*, *le Kingani*, puis, encore le *Von Gotzen*, demeuraient sans adversaire capable de leur contester la maîtrise de ces eaux intérieures. Dès 1915, on s'était employé à mieux faire. L'Angleterre sut porter jusqu'au Tanganyika une expédition navale. Souligner le rôle du capitaine Spicer Simson de l'armée britannique fera mieux toucher du doigt ce que représentent ces chiffres, ces précisions qui relatent l'état du matériel engagé. Le répéterons-nous trop, ce ne sont point là des faits qu'il convienne d'apprécier comparativement avec nos innovations, en Europe. La remarque, superflue auprès d'un esprit habitué aux choses d'Afrique, le semble moins en face d'une inclination si naturelle, d'ailleurs, à toujours en revenir à ces chiffres qui concrétisent les détails des armées depuis mises en jeu sur nos champs de bataille.

Ce n'étaient que deux petits bateaux à moteur (12 mètres de long) et qui pesaient 4 000 kilogs, armés chacun d'une modeste pièce de 48 mm. D'abord essayés sur la Tamise, il ne resta plus

qu'à les envoyer jusqu'au... centre africain. Une seule route praticable, celle du Cap. Parcourir un long trajet par rail, puis traverser 600 kilomètres à travers la brousse. C'était, simplement, la nécessité de s'ouvrir une route à travers la forêt, et d'y traîner les deux petites unités. On recourut à des tracteurs. Puis, sur des ponts spécialement construits, on passa les rivières. Parfois, on piquait de l'avant dans les trous de fourmilières. Quand il fallut dépasser une montagne, le Piano, qui coupait la route, les tracteurs impuissants cédèrent devant un attelage de soixante bœufs. Tous périrent à la tâche, mais, finalement, et c'était l'essentiel, après six mois d'aventures, les deux minuscules navires flottèrent sur les eaux du grand lac. Une telle attente justifiait quelque impatience. Dès le surlendemain, partant au combat, ils détruisaient, grâce à leur vitesse supérieure, la plus rapide unité allemande.

INDIGÈNES APPORTANT DES VIVRES DANS UN CAMPEMENT (RUANDA)

Ainsi, à chaque pas, pourrait-on citer quelque incident. Que celui-là illustre, en les rendant plus sensibles, tant de difficultés et d'obstacles.

Ravie aux Allemands leur maîtrise du Tanganyika, premier résultat d'un tenace effort, trois bataillons se trouvèrent libérés d'une garde qui les immobilisait, et le 6e suffit à rendre vaine toute tentative nouvelle d'un débarquement contre nos établissements riverains.

Restaient les groupes III et IV que formaient des troupes appelées, dès les premiers jours, pour couvrir la frontière, au nord du lac Kivu. C'étaient les 8e, 9e et 10e bataillons, et, encore, les 11e, 12e et 13e. Les garnisons des places de Luvangé et de Kilawa constituèrent le 14e. On l'appela entre le Kivu et la frontière de l'est africain anglais.

Les troupes du nord reçurent la 1re batterie de Saint-Chamond, tandis qu'une 3e, identique, s'organisait dans la British East Africa.

Et voilà l'armée de Tombeur dans son ordre de bataille, ces deux derniers groupements face aux positions allemandes du mont Kama et dans les postes de Rutshuru (Congo belge) et de Bilahira, Tshafi, Kigezi et Kabale (Uganda anglais). A Lokandu, une réserve d'alimentation était destinée à garder la conquête.

Enfin, le colonel Tombeur, ayant groupé les bataillons en régiments et ceux-ci en brigades, dotant les grandes subdivisions d'unités techniques et de services auxiliaires, se trouva tenir en mains l'instrument de la longue campagne qui, du point de vue interallié, ne devait, à peu de mois près, finir qu'avec la guerre elle-même.

***

Avant de parler des opérations, elles ne seront qu'esquissées, ainsi le veut ce bref historique, restent deux questions essentielles : le portage et le service sanitaire.

Entre tous, le plus ardu des problèmes fut de transporter ce matériel et de l'alimenter, j'entends lui fournir hommes, artillerie, mitraille, mousqueterie et le reste.

Les Allemands tiennent encore le Tanganyika. Impossible d'en user pour les convois. Reste la grande communication, c'est-à-dire, avec le fleuve Congo, le chemin de fer Stanleyville-Kasongo et quelques hasardeuses embarcations qui longent la rive ouest du lac. Mais, quand eurent fini par s'encombrer les routes terrestres débouchant de la

ligne Stanleyville-Kasongo, à l'arrière du front de concentration, il fallut recourir à des milliers de porteurs indigènes. L'armée s'ébranlait. On devait avancer davantage son ravitaillement. Plus le mouvement de chaque colonne s'amplifierait, plus nombreux s'imposait le portage. Or, la campagne, du point de vue tactique, allait se caractériser par l'emploi de la manœuvre enveloppante. Autant de kilomètres en plus à parcourir.

S'adressait-on aux porteurs, originaires de ces régions-là, immédiatement voisines du front, tous servaient sur les lignes d'étapes. Les demander au Katanga proche compromettrait une industrie très active. Restait l'intérieur de la colonie, et au Gouvernement local de lever 5 000 porteurs nouveaux à convoyer par des routes, elles-mêmes d'autant plus longues que plus profondément aussi on allait pomper au cœur de l'immense territoire. Le gouverneur de l'Uganda anglais promit 10 000 bras, et toute cette multitude vint se joindre aux 3 000 porteurs déjà en service dans les corps de troupe. Dès lors, est-ce trop que proclamer cette entreprise, qui devait ravir à l'Allemagne sa meilleure colonie, un haut fait de la Grande Guerre?

La prévoyance du Gouvernement et du commandement demeurait incapable de supprimer une menace grave suspendue sur ces rassemblements d'hommes : la maladie, que le climat pouvait, brusquement, rendre générale, épidémique même. Le service médical importait donc avant tout.

Chaque bataillon eut son médecin avec un infirmier blanc ; chaque régiment son hôpital volant avec un chirurgien, deux médecins et un infirmier européen. Derrière chaque colonne, organe mobile, un hôpital secondaire qui transportera malades et blessés, depuis l'hôpital volant régimentaire jusqu'à l'hôpital de base et, de là, après examen, les blessés et malades seront dirigés sur la base sanitaire générale, commune à toute l'expédition.

Si, dès l'origine, il existait un hôpital base par colonne, c'est-à-dire par chaque régiment, au fur et à mesure de la marche, ces installations sanitaires se sont multipliées dans les postes et les missions. Grâce aux Anglais, nous pouvons user du service médical de l'Uganda, comme aussi des villas de Naïrobi, affectées aux convalescents.

Outre ces grandes lignes du service sanitaire, voici leurs indispensables compléments. A chaque bataillon, 18 brancardiers qui ont suivi des cours complets, avec un poste de pansement, flanqué de 15 hamacs à 2 porteurs. En outre, chaque régiment possède une formation spéciale de 50 hamacs à 4 porteurs capables, ceux-ci, de longues courses, et pouvant rejoindre les hôpitaux de base. Enfin, l'hôpital régimentaire dispose d'une tente-opérations, d'une tente-pharmacie, de cinq tentes pour 10 blancs et de tentes pour 40 indigènes.

Durant la campagne, ces services, à l'usage, se montrèrent parfaits. Aussi pas une seule épidémie ne vint affaiblir les troupes, et l'âme de l'armée resplendit dans des corps sains.

***

Tâche immense ! Malgré le concours d'une armée britannique plus considérable encore, mais regrettablement moins mobile, parce que formée en majorité de blancs qui imposaient un portage plus nombreux, on allait voir les Allemands honorer leur pays, par ailleurs trop justement mis au banc des Nations. Ce n'est pas que, dans l'Afrique orientale, aussi, on ne les retrouvât infidèles aux conventions, honneur des combattants les plus agressifs. Il existe sur le sort des prisonniers qu'ils firent un rapport accablant. Le camp de Tabora restera comme un symbole des brutalités d'une race barbare. Malgré cela, il nous plaît, et c'est à la gloire de ceux qui le vainquirent, de le redire, le commandement ennemi dans la défense de la dernière colonie qu'il sut garder, avant l'écroulement total de la puissance exotique allemande, témoignait à un degré rare de la vertu maîtresse des forts. Son énergie fut belle, et sa ténacité digne d'une meilleure cause, puisqu'en sa source, elle se trouva viciée par la méconnaissance de ce qui domine toute civilisation.

La tâche était immense, certes, ne fût-ce, encore, que par le développement territorial du but à conquérir.

On connaît l'origine de l'Est africain allemand. L'auteur (1) de ces lignes la rappelait dans une histoire moins incomplète de cette grande entreprise. L'Allemagne le dut à l'audacieuse initiative privée des quatre jeunes hommes dont Karl Peters fut le chef. C'était un pays de 975 000 kilomètres carrés, deux fois grand comme l'Empire d'Allemagne, et que peuplaient 10 millions d'habitants.

1. *La Campagne Anglo-Belge de l'Afrique Orientale Allemande*, in-12. Berger-Levrault, éditeur, Paris.

L'immigration des Boers, des Grecs et des Italiens, jointe à celle des Allemands, fit que les blancs y étaient nombreux.

L'altitude moyenne de la contrée varie entre 1 000 et 1 500 mètres, mais il s'y trouve des sommets tels que le Kilimandjaro, la pointe Mawensi, la cime Kibo, qui dépassent 5000 mètres. Sous un ciel profond, c'est l'éclat des neiges et des glaciers. Des fleuves rapides et d'une puissance dynamique exceptionnelle : le Pangani, le Wansi, le Ruwa. Et puis, encore, les eaux paresseuses du Rufiji, s'attardant dans la pestilence des marais. Et cette hydrographie, déjà remarquable, s'impose à l'attention de ses lacs, véritables mers intérieures. Le Victoria, le Tanganyika, le Nyassa couvrent des surfaces respectivement égales à celles de la Bavière, de la Prusse Orientale et de la Prusse Occidentale. Avant la guerre, un commerce actif animait ces régions : 38 659 000 mark aux entrées, 40 805 000 à la sortie. Enfin, des ports, des chemins de fer remarquables. Voilà qui s'offrait à l'audace, à l'endurance, à l'héroïsme, à l'imagination de nos soldats.

Il sortirait du cadre de cette rapide étude de préciser en ses détails une campagne offensive qui ne dura pas moins de deux années, si l'on accepte comme terme le jour où, effectivement, il n'y eût plus de débris d'armée tenant encore la brousse. Ce fut, au terme de si longs jours, l'inquiétude qui ne cessa sur les confins du Mozambique, prolongement d'un territoire, déjà si vaste, où s'épuisèrent tant de colonnes anglaises, à la poursuite des restes d'un ennemi insaisissable.

Encore manquerait-il pour la compréhension des faits de ne pas tracer vivement les contingences géographiques dont nous demeurions tributaires.

Des milliers de kilomètres dessinent la périphérie du territoire à conquérir. Cinq secteurs s'y peuvent distinguer. A l'est, l'Océan Indien en baigne les côtes découpées où s'étayent les ports de Tanga et de Dar-es-Salam, capitale de la colonie; des îles, Mafia à l'Allemagne, Zanzibar et Pemba aux Anglais. Ce fut le théâtre de nombreux débarquements. Ce fut, surtout, par là que, malgré le blocus maritime, venues d'Allemagne, des cargaisons, contre vent et marée, parvinrent à ravitailler les derniers défenseurs de la dernière possession ennemie encore insoumise. Serait-ce trop de reconnaître que ce fut de marins audacieux et habiles de forcer par deux fois les barrières établies par la plus puissante flotte du monde ?

Entre l'Océan et le Victoria-Nyanza, 125 lieues, la frontière allemande avec le territoire britannique est alternativement désertique et montagneuse. Le colossal Victoria-Nyanza vit s'affronter des flottiles adverses. Puis, bornant l'Uganda, dans une zone à nouveau accidentée, la frontière rectiligne se dirige vers le Congo belge où elle atteint par des montagnes de 4 000 mètres le lac Kivu très encaissé, et, lui aussi, théâtre de maintes rencontres. Elle longe, ensuite, le cours sinueux de la Ruzizi, véritable dépression que surplombe une double chaîne alpestre et touche, enfin, le Tanganyika. A l'extrémité méridionale de ce bassin étroit, mais immense, la frontière sépare les possessions ennemies de l'Union Sud-Africaine qu'y représentent la Rhodésie et le Nyassaland. Le lac Nyassa, très analogue au Tanganyika, délimite les terres allemandes jusqu'aux confins des territoires portuguais, en Mozambique, et, enfin, sur une étendue de 500 kilomètres, la frontière suit le fleuve Rowuma pour revenir à l'Océan.

TOMBES DES EUROPÉENS MASSACRÉS

De ces cinq secteurs dont l'ensemble englobe le territoire, objet de nos prochains efforts, l'un, la région portugaise, ne verra d'opérations militaires que longtemps après le début de la campagne ; le second, son voisin sud-africain, ne sera jamais le théâtre que d'entreprises secondaires ; quant à l'Océan, à part deux faits de course victorieux, nos alliés anglais y régneront constamment en maîtres. Ainsi, la principale activité militaire se concentrera, au nord et à l'ouest, sur la frontière anglo-germano-belge.

Devant nous, l'Allemagne coloniale, quoique dans une moindre mesure, se révéla, elle aussi, préparée aux événements comme l'Allemagne continentale. L'impréparation des Alliés se retrouve, ici, comme ailleurs.

Sans rien qui lui fût opposé, l'organisation germanique, dès la première heure, était d'autant plus menaçante.

On a vu les premiers moyens des Belges. Les Anglais, pour leur part, se virent encore en moins bonne posture. Ils avaient dans leur colonie de l'est qui, d'abord, subit les répétées incursions de l'ennemi, environ 1 200 soldats ; mais ils se trouvent d'abord retenus par une révolte à la frontière de la Somalie italienne. Des 1 500 hommes de la police, peu sont disponibles. S'agissait-il de défendre le Nyassaland, sa population blanche donne à peine 56 soldats capables d'encadrer les indigènes sans expérience militaire. Quant à la Rhodésie, il n'y eut d'abord que quelques colons à pouvoir prendre les armes.

Les Allemands, au contraire, semblent disposer de 40 000 hommes encadrés de 12 pour cent d'Européens auxquels viendra, bientôt, se joindre l'équipage du croiseur *Kœnigsberg*. Aux réguliers allemands s'ajoutent des irréguliers indigènes Watuzi et Mazui. L'artillerie est abondante, car, depuis l'obusier de 110 jusqu'à l'infernal « pom-pom » de 37 mm., la gamme des calibres est complète. Plus tard, dix 105 utilisés sur voie ferrée et huit 37 viendront du *Kœnigsberg*. Il s'y ajoutera, avec le temps, comme on l'a vu, la cargaison de deux vaisseaux forçant le blocus, dont des 37 du plus récent modèle. Enfin, 110 mitrailleuses complètent cet armement, menaçant, si l'on retient, avec l'impréparation anglo-belge, les lieux où, tout d'un coup, ce matériel se trouve à pied d'œuvre. L'infanterie, composée surtout d'Arabes musulmans, est entraînée, vêtue de kaki et munie de casques de liège. Toute cette masse se divise ainsi : 15 000 hommes sur la frontière septentrionale, 5 000 contre la Ruanda, quelques gros détachements menacent la Rhodésie, d'autres gardent les ports côtiers. A la tête de cette armée, un chef qui fit campagne au Cameroun, et possède une grande expérience coloniale, le colonel von Lettow-Vorbeck, dont l'Allemagne vaincue, conduite par l'idée juste que son salut sera dans la volonté exaspérée de vivre du peuple, s'est fait un héros national. Cette qualité maîtresse, l'énergie tenace, Lettow-Vorbeck l'a possédée au suprême degré. Encore une fois, c'est tout autant à l'honneur de ceux qui le combattirent.

Il va s'agir de fixer l'adversaire, puis de l'encercler pour le battre. Il faut, du nord et du nord-ouest, combiner une marche générale en direction de l'est et du sud-est.

Plus spécialement, les forces belges exécuteront une large conversion, l'aile gauche en avant pour déborder les défenses allemandes de la frontière, à travers la Ruanda. Une attaque débouchera par la Ruzizi, en même temps qu'elle favorisera l'action de l'aile marchande. Si, à la rigueur, l'ennemi peut riposter en manœuvrant par les lignes intérieures, le chiffre de ses forces et le terrain semblent devoir l'en dissuader.

Les contingents anglais dans la British East Africa et l'Uganda vont, eux aussi, passer d'une longue défensive à l'attaque. Le général Smuts, leur commandant en chef, allait se heurter au principal des forces du colonel von Lettow-Vorbeck. L'action des Belges aurait, d'abord, pour effet d'empêcher l'appel plus au nord-est des troupes rangées sur la frontière ouest. Ainsi en fut-il.

Pour la simplicité d'un exposé, d'ailleurs schématique, le lecteur veut-il, en regardant la carte, s'imaginer une ligne courbe qui, s'amorçant à la pointe nord du Tanganyika, se développe en touchant le Victoria-Nyanza, puis redescend plus au sud, mais en allant franchement à l'est? C'est là comme le tracé général de la ligne, que dessineront, dans leur marche, avec de larges solutions de continuité, les colonnes anglo-belges. Cette ligne se déplace alors, conservant toujours sa forme enveloppante, et descend vers le sud. Puis, encore, elle se prolongera par l'appoint des troupes qui, au moment voulu, le Tanganyika soustrait à l'emprise allemande, traverseront ce lac pour participer à l'avance générale.

Buts stratégiques toujours importants, mais qui dans une colonie trouvent une valeur décuplée, les lignes ferrées seront progressivement conquises, et, d'abord, le chemin de fer de Moshi, dans le massif du Kilimandjaro, à Tanga, sur l'océan Indien. Puis, ce sera le Tanganyikabahn, en l'espèce, véritable épine dorsale du protectorat. Sur une distance de 1 250 kilomètres, il ondule de Dar-es-Salam à Kigoma par Morogoro, Kilimatinde et Tabora. Commencé en 1904, il était terminé à la veille des hostilités. En août 1914, l'exposition de Dar-es-Salam devait en célébrer l'achèvement. Ce fut, en somme, l'essentiel de la conquête que la mainmise sur ce railway. Une fois acquis, la poussée se continua constante et progressive en direction du Mozambique et sur ses confins, si bien qu'après la capitulation du commandant Tafel, le 29 novembre 1917, avec 19 officiers, 92 autres Européens, 1 200 askaris et 2 200 autres indigènes, le général von Lettow-Vorbeck se rejetait, autant qu'il lui demeurait possible, vers le sud, en pénétrant dans l'Afrique orientale portugaise avec 50 officiers, 250 Européens et 1 800 askaris. Ainsi se trouva conquise la dernière colonie allemande, après une résistance qui se prolongea jusqu'à ce que les neuf dixièmes des effectifs de l'ennemi, en blancs et en indigènes, eussent été tués ou faits prisonniers.

Il va sans dire que ce rapide aperçu laisse nécessairement de côté le détail des opérations militaires. Qu'importe-t-il, ici, sinon d'esquisser à grands traits une des actions qui demeureront à la gloire de la Belgique, jouant son rôle de puissance coloniale.

Qu'on veuille bien retenir que l'armée du général Smuts qui, du point de vue stratégique, formait un tout avec celle du général Tombeur, comprenait, de l'orient au couchant, la colonne du brigadier-général Hannington, celle du major-général Hoskins, celle du général Crewe. Puis, immédiatement, les corps belges du colonel Molitor, du colonel Olsen, du colonel Moulaert. Et ainsi se trouvait dessiné le demi-cercle immense qui, d'une manière plus ou moins saccadée, plus ou moins rapide, suivant la fortune des combats, s'avançait concentriquement des rivages de l'océan Indien à la pointe méridionale du Tanganyika vers la grande ligne ferrée qui, de part en part, est en ouest, coupait le protectorat allemand.

Puis, après la colonne Moulaert, les troupes anglaises du colonel Murray et celle du colonel Radgors, tous deux sous les ordres du brigadier-général Northey, et que prolongèrent, aux derniers temps de la campagne, les contingents portugais, si bien qu'ainsi l'océan Indien se trouvait de nouveau rejoint. Quant aux points extrêmes du rivage maritime, de l'embouchure de la Rowuma à Vanga, sud au nord, ils se trouvaient idéalement réunis par les corps de débarquement qui, suivant un ordre varié, agirent, successivement, à Minkdani, à Lindi, à Kilva-Kissivani et à Kilva-Kiwindji, à Dar-es-Salam, Bagamby, Sadani, Pangani et Tanga. Un graphique symboliserait assez la situation générale par une série de flèches espacées sur les frontières, et toutes concentriques à un point général qui coïnciderait, d'abord, avec Tabora et Kilimatinde, puis avec les marais de la Rufigi.

Les principales victoires, plus spécialement belges, se trouveront évoquées par les noms du Ruanda, du lac Kivu et de l'île Kiwidji, du Bukoba, de Kigoma, de Tabora, enfin, premier terme de l'intervention belge.

Premier terme de notre intervention, disons-nous. C'est qu'il y eut, en fait, deux campagnes, puisque, après la prise de Tabora, le 19 septembre 1916, les forces allemandes paraissant, et de façon définitive, refoulées vers le sud, incapables d'inquiéter encore la zone confiée à l'occupation belge, le Gouvernement du Roi, d'accord avec le Cabinet de Saint-James, décidait de cesser les opérations actives et de ramener, dans le territoire de la colonie, toutes les troupes belges, hormis un corps d'occupation de 2 000 hommes pour les territoires conquis. Conséquence, dès janvier 1917, commença l'évacuation de nos troupes vers le Congo belge. Et c'est alors, dans le courant du mois de mars suivant, qu'une colonne ennemie sembla menacer ce qui venait d'être gagné. Bien plus, la sécurité du Katanga en parut compromise, et les installations industrielles qui s'y trouvent doublaient l'importance du péril. C'est assez dire que détruite, suivant les uns, l'armée allemande, galvanisée par l'énergie de son chef, comptait quand même encore. Et nos hommes revinrent sur leurs pas. Et l'on vit s'ouvrir une nouvelle campagne, objet de préparatifs nouveaux, d'abord, et qui dura jusqu'aux derniers jours de l'année.

ARRIVÉE DU COMMISSAIRE ROYAL MALFEYT A TABORA

Ce serait être par trop incomplet et manquer au but plus général de ces lignes que de ne pas parler d'un des aspects caractéristiques de ces événements.

Notre souhait est d'avoir fait entrevoir, en la considérant plus particulièrement sous une de ses faces, la préparation, cette glorieuse expédition. Or, il s'y rencontre une circonstance, certes, bien nouvelle. Ce fut, et pour la première fois dans l'histoire africaine, l'emploi de l'aviation au cœur du continent noir. Son rôle se révéla essentiel dans la première phase des opérations en débarrassant le Tanganyika de la présence ennemie, ce qui, libérant aussi d'une garde passive les troupes du colonel Moulaert, leur permit de se joindre au mouvement général dont les grandes lignes sont apparues plus haut.

En matière d'aviation, le centre africain, c'était entendu, demeurait intangible. Des aviateurs belges convinrent de détruire cette légende. Ils furent une poignée de jeunes hommes, le commandant de Bueger, les lieutenants Russchaert, Orta, Castiau, à vouloir transporter sur le Tanganyika le matériel indispensable. Débuts malheureux, si l'on songe qu'au départ, non loin du golfe de Gascogne, à 90 kilomètres des côtes, le steamer qui emmenait les aviateurs et leurs appareils prit feu. 70 litres d'essence brûlaient. Quand même, on parvint à Boma. Jusqu'à Albertville, en bordure du lac, une véritable odyssée. Puis, on installait un camp, grâce à la proximité d'un petit lac, annexe du Tanganyika. Nulle part, il n'est facile d'improviser, et à Toa moins qu'ailleurs. Manier de lourdes caisses sur les quais d'un de nos ports ; banalité, grâce au matériel moderne. Mais, quand il fallut recourir à des leviers élémentaires !.. Sortis de leur emballage, et en voie de montage, les hydravions montrent, alors, de graves avaries : toiles des ailes pourries, tendeurs rouillés. Un hydravion, c'est un appareil de précision. J'ai raconté, ailleurs (1), comment l'initiative de ces pionniers pourvut au nécessaire. Et quand, résultat d'un labeur acharné, tout fut au point, les conditions hydrographiques du lac, la force des vagues et leur amplitude, la direction et la vitesse des vents, ce fut comme une coalition de la nature contre notre initiative. Ces difficultés imprévues tournées, des accidents, dont deux laissèrent en danger de mort les premières expéditions contre la rive opposée. Mais rien n'y fit, et

1. *La Campagne Anglo-Belge de l'Afrique Orientale Allemande.* (Berger-Levrault, éditeur, Paris).

DODOMA, DÉPÔT MOBILE

CARTE DU CONGO BELGE

tant et si bien que le résultat devint digne de ce qu'il avait coûté. La place de Kigoma, centre de résistance contre l'aile droite de l'armée Tombeur, fut emportée par les attaques répétées des aviateurs. Si leur but se trouva pareillement localisé de l'avoir atteint, des conséquences plus vastes vinrent nous favoriser. L'avance de l'armée se fit générale. La conquête se précipita. Le cœur de la résistance ennemie, Tabora, en vit ses jours comptés.

Et maintenant que de ces grands traits il se forme dans l'esprit du lecteur une idée moins imprécise de ce que fut la campagne de l'Afrique orientale, il faut, une fois encore, le redire : Ces faits, ne les appréciez pas en eux-mêmes. S'il est peu de points de comparaison absolus, c'est le cas de s'en souvenir. Et, d'abord, écartez tout rapprochement avec ce qui se passait en Europe. Ce serait méconnaître le sens de ces événements africains. Tout au contraire, chacune des circonstances de notre intervention, en Afrique, qu'elles soient géographiques, climatériques, sanitaires, morales, militaires, donne à ces efforts une valeur spéciale.

* * *

Si des esprits plus positifs (un sain réalisme est vertu belge) demandaient : et quels résultats demeurent? Au lendemain de la paix la plus décevante, que répondre? Si chacun se reporte aux légitimes espoirs de la nation belge, alors que le Roi rentrait dans sa capitale reconquise, cette guerre et cette paix nous laissent remplis d'amertume. Sur le point plus particulier de notre empire colonial, après bientôt quatre années de discussions diplomatiques, nous en restons à des accords aussi vagues que le demeure, dans son application, tout un traité que vicia la chimère. Si c'est sagesse ou attitude opportune que d'oublier nos espoirs, d'aller, au contraire, au néant final de tant d'efforts pour remonter, ensuite, jusqu'aux très dis-

cutables acquisitions nouvelles, en reste-t-il moins que, sur aucun des points essentiels, la Belgique n'obtient satisfaction. Regrettablement pour elle, ce qu'il lui fallait obtenir n'était que trop précis ! Pour l'admettre, il suffira de considérer la paradoxale figure que dessinent nos frontières continentales. Aussi bien, serait-ce ajouter à de médiocres manœuvres que de couvrir de fleurs une apparence contraire à la réalité. Rien de définitif ; et l'administration qui nous est confiée, en Afrique, d'une partie de ce que nos soldats adjugèrent à leur cause, participe bien à ce caractère plus général d'imprécision et d'irrésolution qui empoisonne le traité, conclusion rapide remplie d'amertume d'une guerre sans pareille.

LE GÉNÉRAL TOMBEUR

Reste à dire que, sur le cas du Congo belge, notre administration n'en tire point ce que l'heure présente rend pourtant si urgent. Mais il serait injuste de ne point le remarquer, la valorisation du domaine colonial belge se découvre d'autant plus impérieuse que, en Europe même, c'est l'appel aux énergies exaspérées pour retrouver, enfin, un peu d'équilibre.

Il faut désormais aux Belges en Afrique une méthode d'ensemble. Ils en manquent encore. Et quelle ironie ! La leçon, c'est l'Allemagne qui la donnait avant sa folie de 1914. En moins de neuf ans, elle sut construire une ligne de 1 225 kilomètres, qu'enviait l'Afrique du Sud elle-même. Voie solide, matériel luxueux, atelier au point des derniers progrès, gares modèles, buffets et hôtels confortables. Elle s'y était organisée à l'instar de l'Europe.

Tout à l'opposé, au Congo, la compagnie du chemin de fer du Bas-Congo au Katanga compte déjà seize années d'existence, et la ligne en est toujours à l'étude !

Et les montagnes de cuivre du Katanga s'écoulent en trafic qui vivifie les chemins de fer de Rhodésie... C'est, à l'heure actuelle, au moins 35 millions que les Belges payent ainsi aux étrangers, faute d'un chemin de fer national. Le tronçon de Sakania-Elisabethville atteint bien Bukama, mais sans sa jonction avec le nord ce serait encore aux Africains du Sud qu'iront les profits.

Il se trouve, dans un rapport au Roi, cette phrase : « Admettre, bénévolement, que la majorité des importations ou des exportations d'une colonie se fasse par des voies étrangères, c'est accepter la mainmise commerciale d'abord, politique ensuite de ses voisins. » La remarque vaut d'être retenue.

Les transports fluviaux méritent les mêmes observations. Et pourtant, qu'est-ce une colonie, sinon, du point de vue économique, un élément de production ? Et comment exporter, sans les moyens d'aller prendre les produits sur place ? Ici, ce serait le cas de faire appel aux exemples de ces pionniers géants que furent les compagnies de chemins de fer américaines et canadiennes.

Si le commerce suit le pavillon, le pavillon suit aussi le commerce. Aussi bien, ouvrir des frontières aux voies de pénétration d'un État étranger, c'est lui confier la clef de sa maison. N'aurions-nous pas assez payé, et de quel prix ! pour le savoir ; il faut se garder soi-même.

C'est encore à l'administration locale de se reformer, et d'abord en créant de la richesse, en multipliant les voies par où cette richesse ne demande qu'à circuler.

Finalement, on le voit, l'avenir soulève d'identiques problèmes dans nos vieux pays et dans ces contrées neuves. Et c'est par l'instrument de transport que seul peuvent être libérées les éner-

gies injustement oubliées. Sur le cas du Congo belge, un livre entier suffirait à peine pour en démontrer la puissance économique, inconnue et méconnue par le fait même d'un trop imparfait outil de transport. Pendant la guerre, ce fut un mot d'ordre général. Vaille que vaille, il serait trop inutile d'en démontrer les méfaits. C'était l'optimisme de commande. Pourtant, la vie ne prospère que là où peut agir un juste esprit critique. Ce serait indigne de la valeur morale de ce que fit la Belgique, de 1914 à 1918, si nous allions ajouter au « tout va bien » de jadis, quand, hélas ! il reste tant à faire bien aller.

Et que font les Anglais, maintenant, à travers ces territoires où se dépensa notre héroïsme? Ils s'assurent les éléments des grandes communications aériennes, et ce n'est pas que sur l'aérodrome d'Héliopolis, nœud des routes nouvelles de l'Empire britannique. L'aérodrome de Jinja dans l'Uganda, va voir, probablement, se nouer les lignes de l'air du continent africain. C'est le point de ralliement des ailes venant d'Abyssinie, du Somaliland, des mines d'or de Kilo au Congo belge.

***

L'ouvrage où se trouveront ces lignes, consacrées au rôle africain de la Belgique, entre les années 1914 à 1919, ne recherche que ce résultat modeste, mais bien suffisant : vulgariser par leurs caractéristiques principales les actes essentiels du drame national que fut alors notre vie publique, diplomatique et militaire, notre existence entre les frontières et au delà. Mais il est un autre but. Inciter à mieux connaître notre passé, ce fond commun encore si proche au regard des plus vieilles nations.

Ainsi, la campagne de l'Afrique Orientale se rattache-t-elle d'abord à notre origine de puissance coloniale? C'est évoquer sur un large fond d'injustices l'impérieuse figure de Léopold II. Avec l'appui d'un grand ministre, Beernaert, sans qui, suivant son fondateur lui-même, le Congo n'existerait pas, commença, dès 1876, une lutte gigantesque et passionnante, si l'on songe à l'immensité du but et aux faibles moyens qui devaient y conduire.

La lutte dura des années. Maintes fois, l'œuvre fut encore près d'échouer. Ce n'est pas à nous d'en faire l'histoire. Il faut pourtant que notre opinion publique aille davantage puiser, dans de telles annales nationales, des raisons nouvelles d'énergie et de confiance. La campagne de l'Afrique Orientale devrait l'y aider.

Qu'est-ce que le génie? Une longue patience. Ainsi, Léopold II fut-il génial. Son esprit continue d'agir. Que par la vertu d'une grande mémoire, il réveille en nous des énergies que tenterait la lassitude. Qu'elles prolongent son pouvoir par-delà la tombe. Après que nos soldats dans cette campagne surent être ses continuateurs, à nous tous de valoriser le Congo. Un pays doit grandir ou décliner. A chacun de choisir.

Charles Stiénon-de Ny

LA

BELGIQUE MARTYRE

AVANT-PROPOS

L'histoire de l'humanité connaît peu d'exemples d'un parjure aussi cynique que celui que le Gouvernement impérial allemand a commis vis-à-vis de la Belgique par son ultimatum du 2 août 1914. Une grande Puissance, qui, d'accord avec les autres, avait voulu et obtenu que la Belgique demeurât perpétuellement neutre, exigea brusquement, ce jour-là, que cette neutralité, la Belgique la violât à son profit et contre ses co-signataires. Elle avait assumé le devoir de nous garantir. Or, brusquement, elle nous sauta à la gorge.

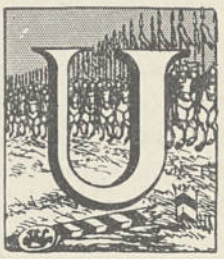
Mais ce n'est pas en cela seulement que le droit fut outragé dans la personne de la Belgique. Schiller a exprimé cette pensée profonde : « Le châtiment d'une mauvaise action,

c'est qu'elle engendre fatalement d'autres mauvaises actions, qui sont pires. » La mauvaise action que l'Allemagne avait commise en violant la neutralité d'un petit État qu'elle avait juré de protéger, l'a entraînée, afin de faire réussir son coup d'attaque brusquée contre la France, afin de briser plus promptement cette résistance belge dont elle avait sous-évalue l'opiniâtreté, à accumuler sur notre sol d'autres forfaits plus abominables encore.

H. Carton de Wiart

VI

L'INVASION ET L'OCCUPATION



NE Convention, signée en 1907 à La Haye par les nations civilisées, sous le titre de « Lois et Coutumes de la guerre sur terre », avait stipulé quelques règles impératives, minimum des exigences qu'impose aux belligérants le respect de la vie humaine et de la propriété privée. Or, de toutes ces prescriptions, il n'en est pas une — non, pas une — dont la méconnaissance par les Allemands n'ait été manifestement établie. A peine leurs armées eurent-elles forcé notre territoire, qu'elles se ruèrent au massacre et à l'incendie. Signées par les chefs militaires ou civils, leurs proclamations érigèrent en système d'atroces punitions collectives. Par milliers, des non-combattants, et parmi eux, des prêtres, des vieillards, des femmes et des enfants ont été fusillés et torturés. Plus tard, d'autres, par milliers, furent emprisonnés. Par milliers, d'autres furent ensuite déportés en Allemagne. Sans aucune nécessité stratégique, des villes non défendues furent bombardées ou incendiées. Des sanctuaires célèbres, des établissements scientifiques et charitables, des merveilles d'art furent anéantis. L'exploitation et la destruction de nos ressources industrielles furent organisées en grand comme une entreprise. Ce ne fut plus la guerre, pas plus qu'un assassinat n'est un duel, mais une effroyable accumulation de crimes de droit commun et d'atrocités sanglantes, complétée, tout au long d'une occupation de quatre interminables années, par la mise en œuvre d'une politique de terreur, de rapine et de perfidie.

Aux premières nouvelles que le Gouvernement belge reçut des atrocités commises par les avant-gardes allemandes dans la région de Herve et de Visé, nous crûmes tout d'abord que l'imagination des foules avait exagéré ou travesti des violences d'ordre militaire. Dans un des premiers convois de blessés qui furent amenés à l'hôpital Saint-Jean, à Bruxelles, se trouvaient plusieurs civils que j'eus l'occasion d'interroger moi-même le 7 août et qui déclaraient avoir été lardés à coups de lance par des uhlans allemands auxquels ils

LA RÉFUGIÉE. — BISCUIT EXPOSÉ AU MUSÉE DE LA GUERRE

avaient refusé de servir de guides. Investi des fonctions de Ministre de la Justice, je crus utile d'instituer, dès ce jour, une commission officielle, chargée de recueillir, de concentrer et d'examiner de la manière la plus objective et la plus impartiale tous les faits portés à notre connaissance et qui nous apparaîtraient comme des violations des règles du Droit des Gens, des lois et des coutumes de la guerre. Cette commission, composée d'hommes savants et prudents — dont la réputation constituait à elle seule une précieuse garantie — siégea successivement à Anvers, puis au Havre jusqu'à la fin des hostilités. Ses consciencieux travaux et ses enquêtes furent résumés en une série de rapports qui ont été publiés dans la plupart des langues, et repris en partie dans un *Livre gris*, par lequel le Gouvernement belge répondit, en 1916, au *Livre blanc* allemand qui avait cherché à accréditer la légende déjà percée à jour des « francs-tireurs ».

Des mois s'écoulèrent cependant, avant que l'opinion universelle eût pris vraiment conscience des attentats de toute sorte dont l'invasion de la Belgique avait été le signal. La propagande allemande, merveilleusement outillée, se prodiguait dans les pays neutres pour dénaturer le caractère de la résistance que la Belgique opposait à ses envahisseurs. Le « manifeste des 93 » répandait à travers le monde les dénégations les plus audacieuses : « Il n'est pas vrai, disait-il, que nos soldats aient porté atteinte à la vie ou aux biens d'un seul citoyen belge sans y avoir été forcés par la dure nécessité d'une légitime défense... Il n'est pas vrai que nos troupes aient brutalement détruit Louvain... Il n'est pas vrai que nous fassions la guerre au mépris du Droit des gens. » Pour apparaître blanc, Caïn — suivant le mot vengeur du poète suisse, Carl Spitteler — essayait de noircir Abel. Lorsque, le 11 septembre 1914, la mission spéciale envoyée par le Roi des Belges auprès de M. le Président des États-Unis d'Amérique et que j'avais l'honneur de conduire, débarqua à New-York, elle ne fut pas médiocrement surprise d'apprendre que la veille même, Guillaume II, soucieux de prévenir l'effet des documents et des protestations que notre mission apportait à la Grande République américaine, avait câblé à M. Wilson une dépêche personnelle dans laquelle il accusait le Gouvernement belge d'avoir encouragé ouvertement la population civile à prendre part à cette guerre. « Les cruautés commises au cours de cette guérilla, ajoutait-il, par des femmes et même par des prêtres contre des soldats blessés, des médecins et des infirmières, ont été telles que mes généraux se sont finalement vus obligés de recourir aux moyens les plus rigoureux pour châtier les coupables et pour empêcher la population sanguinaire de continuer ces abominables actes criminuels et odieux. Plusieurs villages et même la ville de Louvain, à part le très bel hôtel de ville, ont dû être détruits dans l'intérêt de notre défense et de la protection de mes troupes... Mon cœur saigne quand je vois que pareilles mesures ont été rendues inévitables, et quand je songe aux innombrables innocents qui ont perdu leur toit et leurs biens par suite des faits des criminels en question. »

Nous arrivions de Belgique, mes collègues et moi. Nous y avions vu, de nos yeux, dans les hôpitaux et au long des grandes routes, des civils affreusement blessés ou mutilés par les soldats allemands. A Anvers, nous avions vu les Zeppelins jeter sur la ville, dans la nuit du 25 août et sans le moindre avertissement, des bombes formidables et tuer des femmes pendant leur sommeil. Nous avions vu ces inoubliables cortèges de fugitifs, hommes, femmes, vieillards, enfants, ayant à peine pu emporter quelques pauvres hardes et chassés de leurs villages par l'horreur des incendies et des assassinats. Nous avions entendu leurs récits. Nous connaissions le caractère de nos populations wallonnes ou flamandes, que personne n'avait certes encouragées à la guerre. Nous connaissions les instructions que le ministre de l'Intérieur avait envoyées à toutes les communes pour recommander le calme aux habitants. Aussi comprendra-t-on quel effort il nous fallut faire sur nous-mêmes pour prendre connaissance de sang-froid du message impérial qui ajoutait à l'injustice flagrante de l'agression contre la Belgique, et aux forfaits des troupes allemandes dont nous possédions les preuves, un raffinement de calomnies que vraiment nous n'avions pas prévu.

***

Mais « les mensonges ont les jambes courtes », ainsi que le dit un proverbe allemand. Peu à peu la vérité se dégagea du brouillard. Toutes ces misérables excuses s'effondrèrent tour à tour pour

laisser voir, dans leur nudité et leur horreur foncière, les procédés auxquels l'armée allemande avait eu recours en Belgique, en conformité des ordres de ses chefs et des méthodes de son grand état-major général. Des témoins neutres aidèrent à révéler ce qui s'était passé. En même temps, le refus des autorités allemandes de se prêter à une enquête contradictoire que le Gouvernement belge, et, en territoire occupé, le cardinal Mercier, au nom de notre Episcopat, et M. Magnette, au nom des loges maçonniques, ne cessèrent de réclamer, contribua à dessiller les yeux des sceptiques. Episode par épisode, le monde connut enfin les sacs et les massacres des premières semaines ; ces incendies et ces fusillades en masse, ces réquisitions et ces amendes formidables, ces déportations continues, tout ce supplice méthodique d'une nation torturée dans ses enfants, dans ses monuments, dans tous les organes de sa vie, toute cette succession d'atrocités et de lâchetés qui resteront, pour de longues générations, la honte de toute une race.

ÉVACUATION DE TERMONDE

Il fut bientôt avéré, ainsi que les rapports de notre Commission officielle d'enquête l'établissaient à l'évidence, que les crimes qui avaient ensanglanté l'invasion, avaient été perpétrés suivant un plan toujours identique. Dans toutes les villes, dans tous les villages sacrifiés, il suffisait d'un simple cri, poussé par un soldat peut-être ivre ou assoiffé de butin : « Man hat geschossen », pour que le même scénario tragique se déroulât avec les mêmes épisodes.

Instantanément, les soldats se mettent à tirer des coups de fusil, dans les rues et sur les habitations, tantôt au hasard, tantôt contre les malheureux qui essaient de s'échapper ou de se réfugier dans leurs caves. Ils enfoncent les portes des maisons à coups de crosse, et alors commence le pillage, qui débute généralement par l'absorption du contenu des caves. Sur ce dernier point, les officiers rivalisent avec les soldats, et il n'est guère de bourg dans l'aisance où, après le départ des envahisseurs, le sol ne soit jonché de bouteilles vides et brisées. Les pillards montent ensuite aux étages. Les soldats font main basse sur tous les objets de quelque valeur, bijoux, argenterie, linge, vêtements, literie, argent monnayé, billets de banque et titres au porteur découverts dans les coffres-forts éventrés. Les officiers de tout grade ne dédaignent pas de prélever leur part.

Pendules et pianos, objets d'art et meubles de prix s'entassent dans des charrettes et des fourgons à destination de l'Allemagne. Tout ce qu'on ne peut emporter est brisé, déchiré, sali de la façon la plus ignoble. Dans des lettres et des carnets de campagne saisis sur des prisonniers, ceux-ci se vantent du butin dont ils ont pu s'emparer et se félicitent des facilités qu'on leur a données à cet égard.

Après le pillage, l'incendie, qui a souvent pour objet d'effacer la trace des déprédations. Il est allumé, rue par rue, à l'aide de pompes à pétrole, de grenades, de fusées et d'ingrédients spéciaux, par des incendiaires à la suite de chaque détachement. On tire sur les civils qui cherchent à combattre l'élément destructeur, et comme à Sempst, à Hérent, à Louvain, à Liége et à Dinant, on pousse dans les flammes les familles qui cherchent à fuir leur toit embrasé.

En même temps se poursuivent les arrestations arbitraires. On choisit parmi les notables, évêques, bourgmestres, échevins, curés, instituteurs, des otages qui répondront sur leur vie non seulement des agressions à main armée commises par leurs concitoyens, mais encore des actes imputables à des militaires, notamment quand ceux-ci ont endommagé des voies de communication, des fils du télégraphe ou du téléphone.

La prise d'otages n'arrête pas le massacre des habitants qui ont encouru le soupçon ou excité la mauvaise humeur d'un soldat. Les femmes et même les enfants ne sont pas épargnés. Ce qui reste de la population mâle, les mains liées derrière le dos, est poussé à coups de crosse dans une église où quelque autre local, où on l'abreuve d'ignominies; enfin on la chasse, comme un troupeau, soit pour jouer le rôle de bouclier vivant en tête d'une colonne exposée au feu de l'ennemi, soit pour la diriger finalement sur l'Allemagne, où on la forcera d'exécuter de durs travaux comme à l'époque de l'esclavage antique. Les femmes, quand elles ne sont pas expulsées en masse, sont laissées avec leurs enfants dans leurs habitations dévastées, mais exposées à d'infâmes outrages.

Un odieux goût de mise en scène se révèle dans les raffinements de cruauté avec lesquels on traite les prisonniers civils. Qu'on compte ou non les fusiller, on leur fera accomplir, sous les coups de crosse, d'interminables promenades dans les rues et dans les campagnes, on les soumettra à des simulacres d'exécution plusieurs fois répétés, on les obligera à creuser leurs propres fosses, on les mutilera de la façon la plus barbare. On a vu des officiers, chez qui n'avait pas disparu tout sentiment d'humanité, verser des larmes en exécutant leur mission de bourreaux, comme à Hersselt et à Dinant.

Chaque échec de leur effort militaire est suivi de représailles contre des populations inoffensives. Leur expulsion de Termonde par l'armée belge provoque la destruction totale de la ville par le feu ; la prise d'Alost a pour conséquence un nouveau bombardement de Malines.

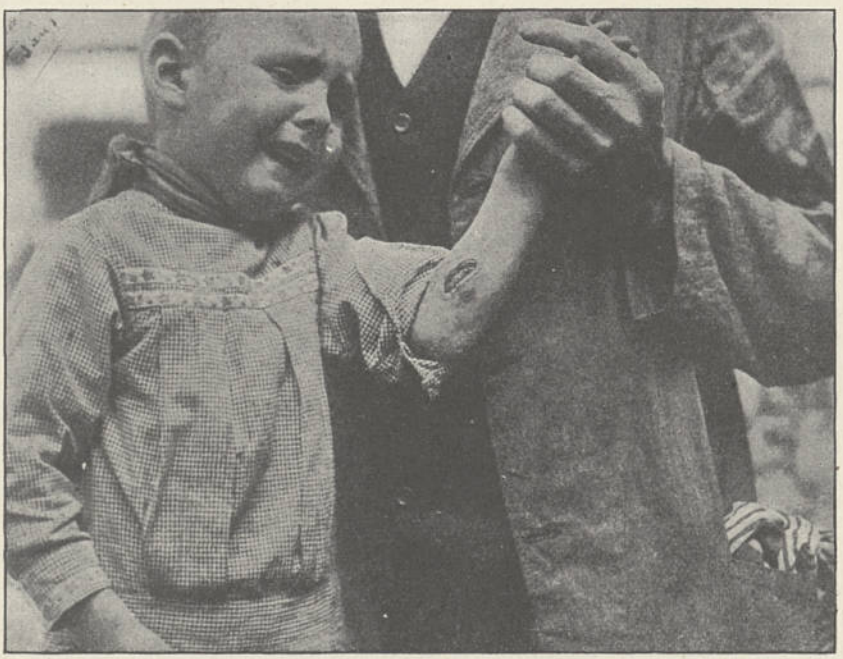
La barbarie allemande ne désarme pas devant la beauté des œuvres d'art ; elle ne désarme pas devant les femmes, les vieillards, les prêtres; elle ne désarme pas non plus devant l'enfance.

Parmi tant de scènes horribles, qui marquèrent la première période de l'invasion, je veux du moins en rappeler deux dont le souvenir me fait encore, à chaque fois, frissonner d'indignation. J'ai connu personnellement ceux qui en furent les victimes. Ces scènes ont eu lieu dans des villages où tout, hommes et choses, m'est depuis longtemps familier ; et je puis garantir la véracité des témoins qui nous ont donné la relation de ces scènes.

Le docteur Jacques habitait Anthée, dans l'Entre Sambre-et-Meuse. C'était le médecin de campagne idéal, simple, intelligent et bon, tel que Balzac l'a dépeint. Il vivait, avec les siens, dans une grande ferme du pays wallon, partageant son temps entre la direction de ses cultures et le soin des pauvres qui ne firent jamais un vain appel à son désintéressement.

Vers le 14 août, un détachement de troupes françaises était venu prendre position à Surice, où les habitants d'Anthée, qui est proche, ne tardèrent pas à se réfugier, pour échapper à l'incendie qui allait dévorer leur village.

Le lundi 24, après un violent combat, les Allemands s'emparèrent de Surice. Le mardi 25, vers 6 heures du matin, ils arrachèrent tous les habitants de leurs maisons, auxquelles ils mirent le feu, puis ils les poussèrent, avec force brutalités, vers un endroit appelé *les fosses*.



ATROCITÉS ALLEMANDES. — ENFANT BLESSÉ

« Nous étions là cinquante à soixante personnes, hommes et femmes, a écrit Mlle Diericx de Ten Hamme, une personne d'âge et de grand sens, qui habitait Surice, dont son père fut longtemps bourgmestre. Il était à peu près 7 h. 1/2 du matin. A ce moment, on fit mettre les hommes d'un côté et les femmes de l'autre.

« Dix-huit hommes étaient là, debout. A côté des curés d'Anthée et d'Onhaye, il y avait notre curé et son beau-frère, puis le docteur Jacques et son fils Henri, un tout jeune homme de seize ans à peine ; plus loin encore, les nommés Balbeur et Billy, celui-ci avec son fils âgé de dix-sept ans environ. On faillit ranger près d'eux le petit garçon de M. Schmidt. Il n'avait que quatorze ans. Les soldats hésitèrent, puis le repoussèrent brusquement. A ce moment, je vis un jeune soldat allemand — je le dis en toute sincérité — qui était si ému que de grosses larmes tombaient sur sa tunique, et sans s'essuyer les yeux, il se détournait pour n'être pas vu de l'officier.

« Quelques minutes s'écoulèrent ; puis, sous nos regards épouvantés, et au milieu des clameurs des femmes qui criaient : « Tuez-moi aussi ! Tuez-moi aussi ! » malgré les cris des enfants, on rangea les hommes et les jeunes gens au bord du chemin qui va de la grand'route vers le bas du village. Ils nous faisaient des signes d'adieu, les uns de la main, les autres de leur casquette ou de leur chapeau. Le jeune Henri Jacques s'appuyait sur l'un des prêtres comme pour chercher asile et secours auprès de lui et criait : « Je suis « trop jeune, je n'ai pas le cou- « rage de mourir. » Ne pouvant supporter davantage ce spectacle, je me tournai de côté et me couvris les yeux de mes mains. Les soldats tirèrent une salve et tous s'effondrèrent. On me dit : « Regardez, ils sont tombés. » Quelques-uns n'étaient pas morts sur le coup, on les voyait remuer l'un ou l'autre membre, les soldats les achevèrent à coups de crosse sur la tête.

« Aussitôt le massacre achevé, les Allemands dépouillèrent les cadavres; ils prirent les montres, les bagues, les porte-monnaie et les portefeuilles. Une profonde horreur nous étreignait. La mère de M. le Curé était si anéantie d'avoir vu tuer son fils, un prêtre si doux et si bon, qu'elle ne pleurait pas et ne faisait que répéter : « Quel malheur ! Quel « malheur ! » Thérèse Poskin allait de sa mère à sa sœur, pâle comme une morte. Mme Schmidt fondait en larmes. Elle savait quelques mots d'allemand: sa petite-fille accrochée à elle, elle avait vainement réclamé pitié pour son mari. Et cette petite, à la dernière minute, criait à son père : « Pardon, papa, si je t'ai parfois fait « de la peine. » Quant à la femme de Léopold Burniaux, elle venait pour la troisième fois de voir tuer un de ses fils sous ses yeux, elle allait comme une folle, le regard hébété, disant : « Par- « tons d'ici, allons-nous-en. » Mais on nous obligea à rester. »

Les scènes de Surice ne faisaient que reproduire celles qui se passaient, presque dans le même temps, dans maintes communes des pays de Liége, de Namur, du Luxembourg, du Limbourg, du Brabant.

Non loin de Surice, Hastière-par-delà, est un petit village situé sur la rive droite de la Meuse. J'y avais ma maison de campagne : l'aîné de mes enfants y est né. Dès les premiers jours des hostilités, un de mes frères, qui est dans les ordres et habite Londres — où il est secrétaire-trésorier de l'Archevêché de Westminster — y accourut, avec quelques infirmières anglaises, et établit une

PETITE VICTIME ALLEMANDE

ambulance. C'est par lui que nous avons connu les principaux épisodes d'un massacre, dont il s'est fallu de bien peu qu'il ne fût, lui aussi, la victime.

Le 23 août, les Allemands envahirent le village. Dès leur entrée, ils saisirent le docteur Halloy, médecin de la Croix-Rouge, qui, le jour précédent, avait soigné, à l'ambulance de mon frère, plusieurs blessés allemands. Sans aucune forme de procès, ils le fusillèrent.

De l'autre côté de la route habitait le boucher Alphonse Aigret. Ils le firent sortir de sa maison et, sous les yeux de sa femme, ils le fusillèrent, lui et son fils, un bambin de seize ans !

De là, ils allèrent chez le voisin, le fermier Rifon, et le fusillèrent, puis chez le fermier Bodson, qui fut fusillé avec ses deux fils. Tous les habitants dont ils purent s'emparer eurent le même sort. Puis le village fut pillé et la plupart des maisons incendiées. La vieille église fut odieusement souillée et profanée et les sépulcres des autels brisés.

M. l'abbé Emile Schlogel, curé d'Hastière-par-delà, prêtre d'une rare distinction, un savant doublé d'un artiste, s'était réfugié dans le village voisin d'Hermeton-sur-Meuse, qui fut envahi à son tour. M. l'abbé Schlogel se trouvait dans le sous-sol de l'église avec son beau-frère, M. Ponthière, professeur à l'Université de Louvain, sa femme, sa fille et deux domestiques, l'instituteur, et d'autres habitants du village. Les Allemands tirèrent sur eux à travers les ouvertures de la cave. On les fit remonter sur la route où ils furent mis en présence de quelques officiers dont certains étaient ivres. Quelques questions furent posées au curé sans lui laisser le temps de répondre. Les femmes furent séparées des hommes, le curé, M. Ponthière, l'instituteur et d'autres encore furent fusillés et les corps abandonnés sur la route. Cela se passait le 24 août 1914, vers 5 h. 30 du soir.

A quelques kilomètres de là, en aval de la Meuse, Dinant achevait de se consumer. La ville comptait 1400 maisons : 200 seulement furent épargnées par l'incendie. Elle comptait 7 600 habitants : le dixième de cette population fut mis à mort. Et parmi les fusillés, on comptait 73 femmes et 39 enfants des deux sexes, âgés de six mois à quinze ans.

A Andenne, la ville et les habitants eurent un sort identique.

A Tamines, qui est une grosse bourgade sur la Sambre, entre Namur et Charleroi, la *furor teutonicus* se manifesta aussi par des fusillades en masse. C'est là, le samedi 22 août, vers 7 heures du soir, qu'un groupe de 450 habitants fut massé devant l'église, à peu de distance de la Sambre. A un moment donné, un détachement allemand ouvrit le feu sur eux. Comme l'œuvre criminelle s'accomplissait trop lentement, les officiers firent avancer une mitrailleuse qui eut bientôt fait d'abattre les malheureux qui restaient debout. Certains n'étaient que blessés. Sur l'ordre des soldats, ils se remirent péniblement debout, espérant avoir la vie sauve. Ils furent immédiatement abattus par une nouvelle décharge.

Plusieurs respiraient encore et gisaient sous les cadavres. Des gémissements arrachés par la souffrance, des appels de secours s'élevaient du monceau sanglant. Des soldats, à diverses reprises, s'approchèrent des malheureux et tentèrent, à coups de baïonnette, d'achever les blessés. La nuit, quelques-uns réussirent à s'échapper en rampant. D'autres mirent fin à leurs souffrances en se précipitant dans la rivière. Tous ces points ont pu être établis par les dépositions des fusillés qui ont survécu à leurs blessures. Une centaine de cadavres furent trouvés dans la Sambre.

Le lendemain, dimanche 23 août, vers 6 heures du matin, fut amené sur la place un groupe d'hommes, faits prisonniers dans le village et dans les environs. L'un d'eux a déposé ainsi qu'il suit :

« En arrivant sur la place, la première chose que nous vîmes fut un tas de cadavres de civils qui avait au moins 40 mètres de longueur, 6 mètres de largeur et 1 mètre de hauteur. On les avait fait mettre en rang pour les tuer. On nous fit placer en avant des cadavres, et nous eûmes la conviction qu'on allait nous fusiller.

« Un des officiers vint demander des hommes de bonne volonté pour faire des fosses pour enterrer les cadavres. Je me présentai ainsi que mon beau-frère et quelques autres personnes; on nous conduisit dans un terrain longeant la place et on nous fit faire une fosse ayant 15 mètres de longueur, 10 mètres de largeur et 2 mètres de profondeur.

« Nous reçûmes chacun une pelle. Pendant que nous creusions la fosse, des soldats, baïonnette au canon, nous donnaient des ordres. Je souffrais beaucoup, n'étant pas habitué à ce genre de tra-

vail et étant affaibli par la faim. Un soldat me fit apporter une pelle plus légère. Il alla ensuite chercher de l'eau et nous donna à boire. Je lui demandai s'il savait ce qu'on allait faire de nous. Il répondit négativement.

« Quand la fosse fut creusée, il était au moins midi. On nous donna des planches. Nous y placions les cadavres que nous déversions dans la fosse. J'ai reconnu beaucoup de victimes durant le transport. C'est ainsi que des pères ont porté le cadavre de leurs fils et des fils le cadavre de leur père.

« Les femmes avaient été amenées sur la place et nous regardaient faire. Autour de nous, toutes les maisons étaient brûlées.

« Il y avait, sur la place, des soldats et des officiers : ils buvaient du champagne. Plus la journée avançait, et plus ils étaient ivres. Nous avons enterré de 350 à 400 cadavres. Pendant que des hommes transportaient des cadavres, je les ai vus s'arrêter et appeler un médecin allemand; ils avaient remarqué que l'homme qu'ils transportaient vivait encore. Le médecin vint se pencher sur le blessé et fit signe de l'enterrer. Les hommes soulevèrent la planche de nouveau et je vis, à ce moment, le bras du blessé se soulever d'une vingtaine de centimètres. On alla appeler de nouveau le médecin ; mais il fit signe qu'il fallait enterrer cet homme. On le jeta dans la fosse avec les autres. »

LE FOSSÉ DES FUSILLÉS A NAMUR, AOUT 1914
(S. Ph. A. B.)

* * *

Un principe domine l'invasion. C'est que tout est permis quand il s'agit de favoriser le succès des armes allemandes. Mais à ce sentiment, se mêle une haine particulière contre les Belges, qu'on veut frapper, parce que leur fidélité aux obligations de leur neutralité a fait échouer le plan dont les Allemands attendaient un profit immédiat et décisif, dans leur agression contre la France.

Plus tard, quand ils seront maîtres du territoire entier du royaume, — à l'exception de ce coin de notre sol limité par l'Yser, et où s'arc-bouta contre eux un effort que rien ne put briser, — d'autres procédés apparaîtront. Le but sera encore de terroriser, mais surtout de ruiner politiquement, puis matériellement un pays qu'ils ont d'abord cru conquérir, et qu'ils ont ensuite résolu de n'abandonner qu'après en avoir extrait tout ce qu'ils en pourraient tirer. Saisie des matières premières et des produits fabriqués, enlèvement de l'outillage industriel, réquisition du bétail et des chevaux, exécutions capitales, condamnations et déportations, tortures infligées aux prisonniers militaires et civils, tel sera le bilan d'une occupation qui n'est qu'un long martyrologe. En effet, lorsque l'Allemagne se fut rendue compte qu'elle avait manqué ce « coup de vitesse », qui, au dire de M. von Jagow, devait lui assurer la victoire, elle se résigna à ramener à des proportions moins orgueilleuses l'horizon de ses convoitises. Certes, elle hésite beaucoup sur le genre de vassalité qu'elle essayera d'imposer à la Belgique. En tout cas, comme les nécessités de la guerre réclament des ressources de tout genre, on la saignera à blanc, on la videra de ses stocks, de son outillage industriel, de tous ses capitaux et de toutes ses productions.

C'est la période de l'exploitation systématique. Elle répond au plan général d'organisation écono-

mique conçu par le docteur W. Rathenau. Elle permettra à la fois d'alimenter la guerre allemande et de ménager, après la guerre, l'intérêt de concurrence de l'industrie allemande. Taxations, condamnations et contributions de guerre, enlèvement des matières premières et des machines, mesures de réquisition et de spoliation, tous les procédés d'épuisement sont mis en œuvre, avec une telle maîtrise que, pour la Belgique occupée, les pertes reconnues dans les documents allemands s'élèvent à plus de 8 milliards de francs. Faut-il rappeler la contribution de 480 millions par an imposée à nos provinces par l'arrêté du 10 décembre 1914? Faut-il rappeler, parmi cent exemples typiques, le cas de la ville de Bruxelles condamnée à payer 5 millions de francs d'amende, parce qu'un de ses agents, à l'insu de l'administration communale, avait manqué d'égards à un fonctionnaire de l'administration civile allemande?

Mais ce n'est pas tout. A côté des ressources en argent ou en matières, il y a les ressources en bras. L'autorité allemande dresse les listes de tous les travailleurs valides demeurés en territoire occupé. Brutalement, elle arrache ces ouvriers à leurs foyers. Sous menace de les laisser mourir de faim, elle prétend les obliger à travailler pour elle. De la sorte, elle s'assurera un double avantage : son bien d'abord ; ces esclaves lui apporteront une main-d'œuvre de complément ou de remplacement et restitueront au service militaire actif les soldats qu'elle a dû rappeler dans ses mines et ses usines. Et puis le mal d'autrui : la Belgique sera plus profondément châtiée de son incroyable résistance, et les familles, auxquelles on aura arraché leurs chefs, réclameront la paix, à quelque prix que ce soit.

Ce fut en octobre 1916, qu'on apprit tout à coup avec stupeur qu'un arrêté, daté du Grand Quartier Général allemand, soumettait au travail forcé tous les Belges capables de travailler, qui, par suite du manque d'ouvrage ou pour tout autre motif, seraient tombés à la charge de l'assistance d'autrui. Les individus auxquels cette disposition s'appliquait pouvaient être obligés de travailler hors de leur résidence, c'est-à-dire déportés en Allemagne dans un état de quasi esclavage.

Aussitôt, l'autorité militaire procède à la déportation en masse de la population valide. Riches ou pauvres, s'ils sont inoccupés ou sans travail, sont pris ou exposés à l'être. Dès le 24 octobre, plus de 15 000 hommes avaient déjà été enlevés dans les Flandres seulement. Des trains entiers remplis de ces malheureux partent vers l'Allemagne. D'autres sont expédiés vers les départements français envahis. Les hommes, entassés dans des wagons découverts, sont exposés à toutes les intempéries dans l'état le plus misérable. Leur moral, malgré le froid et les privations, ne se laisse point abattre et c'est en entonnant des chants patriotiques qu'ils subissent cette nouvelle forme d'esclavage.

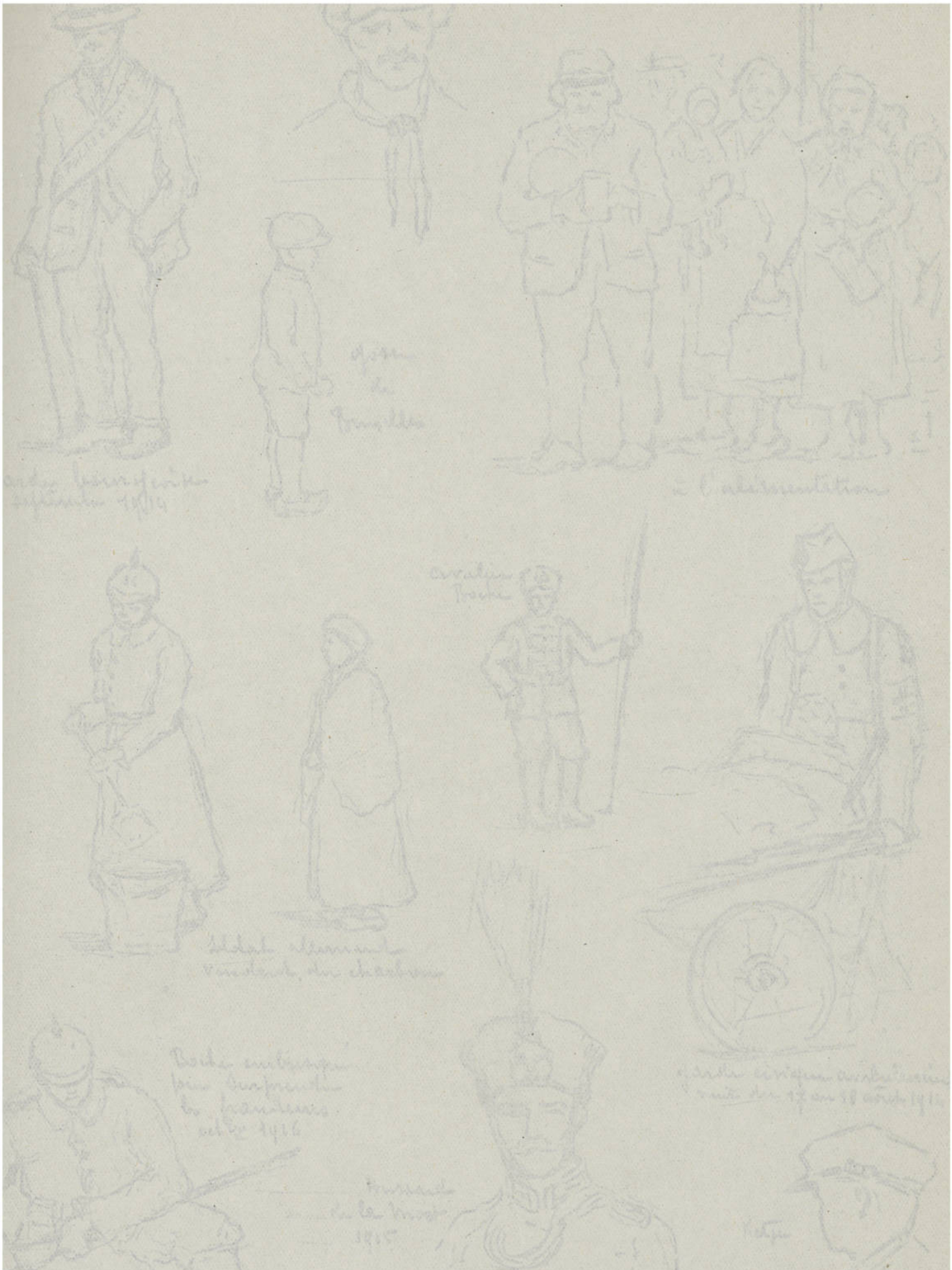
Des rafles ont lieu à Courtrai, Alost, Termonde, Bruges, Gand, Mons et dans de nombreuses communes rurales et industrielles. Les hommes sont rassemblés, examinés comme du bétail, et les valides expédiés vers des destinations inconnues.

A Bruges, le bourgmestre, le comte Visart, un vieillard octogénaire qui, depuis le commencement de l'occupation, donnait l'exemple du plus noble patriotisme, est révoqué pour avoir refusé d'aider l'administration militaire allemande dans sa révoltante besogne ; la ville est condamnée à 100 000 marks d'amende par jour de retard dans l'enrôlement des victimes.

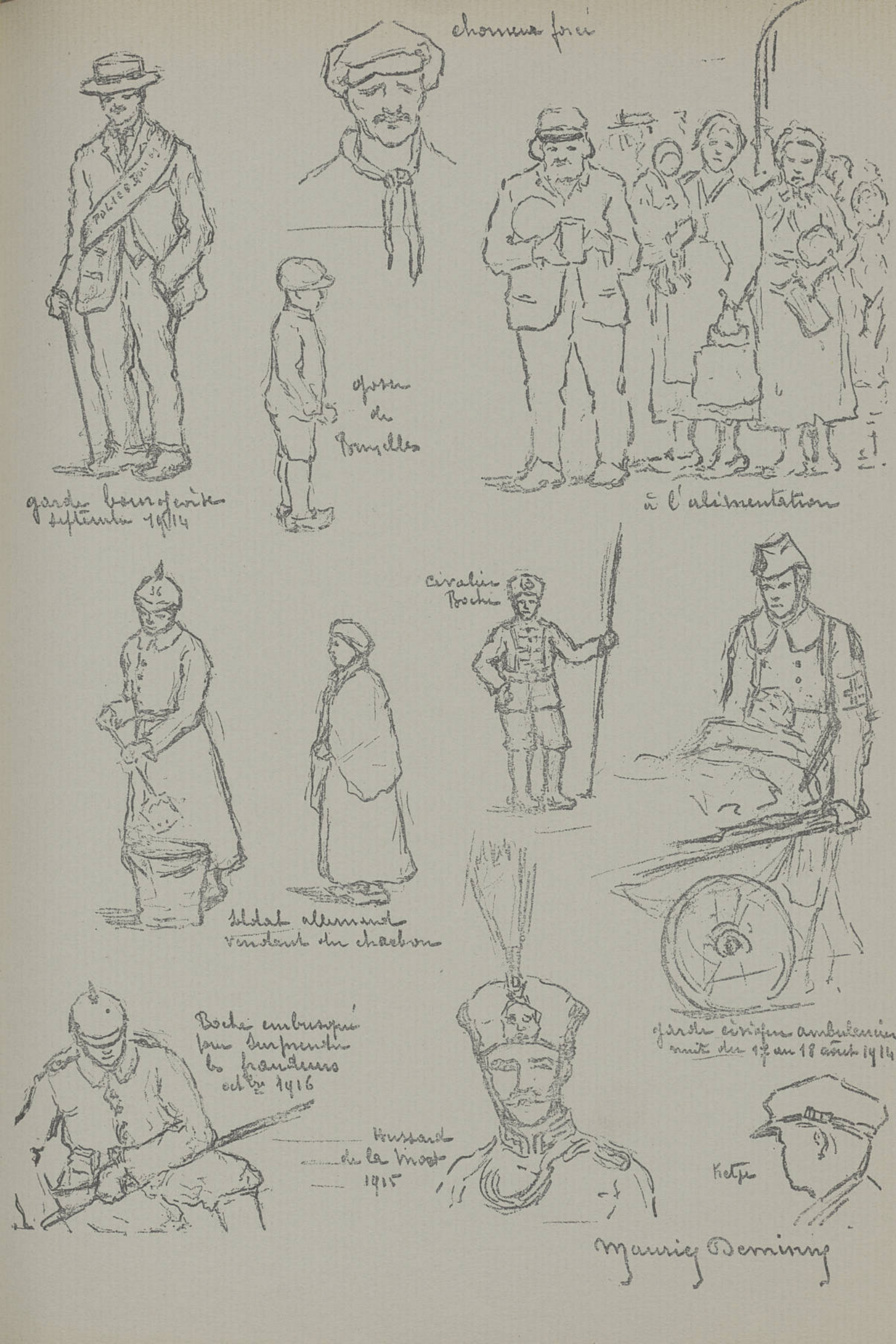
De son exil au Havre, le Gouvernement belge dénonce ces nouveaux forfaits à l'indignation universelle :

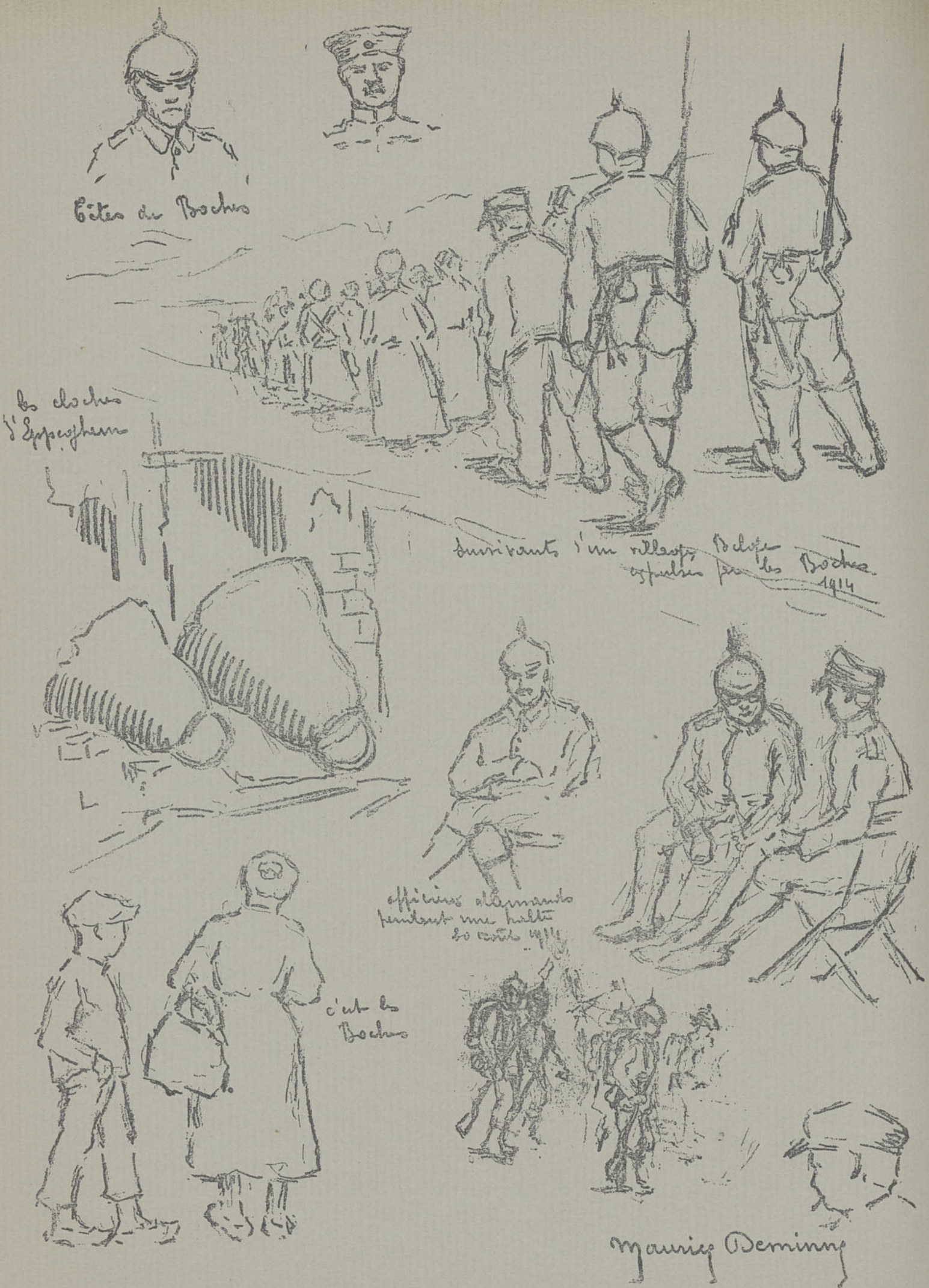
« Les rafles des Belges valides, dit-il, s'étendent maintenant à tout le pays. Si on ne les fait pas travailler en Allemagne dans les usines de guerre, on les envoie dans la France occupée, construire des réseaux de tranchées et un chemin de fer stratégique : Lille-Aulnoye-Givet. Les Allemands se vantent de déporter bientôt 350 000 hommes. Les réquisitions de matériel se suivent dans nos usines, avec le dessein avoué d'empêcher après la paix une reprise de travail, de supprimer un concurrent et de ruiner le pays. Les machines qui peuvent servir sont emportées, les autres vendues au poids du fer.

« Le gouverneur général prétend, dans des déclarations faites au reporter du *New-York Times* que ces déportations en masse s'effectuent sans incidents ; que des Belges même sont partis joyeusement. En réalité, ils subissent à la fois le supplice des tortures morales et celui des souffrances physiques. Le Gouvernement allemand essaie de s'excuser par la nécessité de combattre le chômage, alors qu'il l'a lui-même organisé en défendant aux communes d'employer les chômeurs, sans son autorisation, en empêchant, comme dans le Luxem-



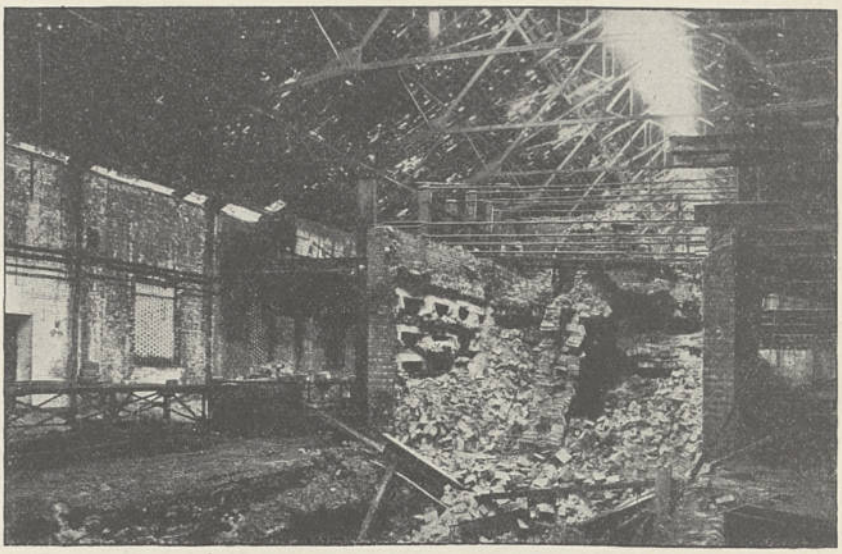
Croquis extraits de l'Album fait pendant l'occupation
par *Maurice Deminne*


chomeur forcé
garde bourgeoise
septembre 1914
gosse
de
Bruxelles
à l'alimentation
Civalier
Boche
Soldat allemand
vendant du charbon
garde civique ambulancier
nuit du 17 au 18 août 1914
Boche embusqué
pour surprendre
les frondeurs
octbre 1916
Hussard
de la Mort
1915
Ketje
Maurice Deminy


Têtes de Boches
les cloches d'Eppegheim
Survivants d'un village Belge expulsés par les Boches 1914
officiers allemands pendant une halte 20 août 1914
c'est les Boches
Maurice Deminne

bourg, de les utiliser à des travaux publics, en interdisant la mise en exploitation des charbonnages du Limbourg.

« La Belgique est livrée aux violences de l'autorité militaire. L'autorité civile approuve et laisse faire. L'Allemagne, avant d'être forcée à abandonner notre pays, veut le laisser à l'état de cadavre; mais, en s'acharnant ainsi à le torturer, elle se met au ban des nations et, au lieu d'imposer la paix à ses adversaires par la terreur, elle ne fait que soulever contre elle le monde civilisé. »

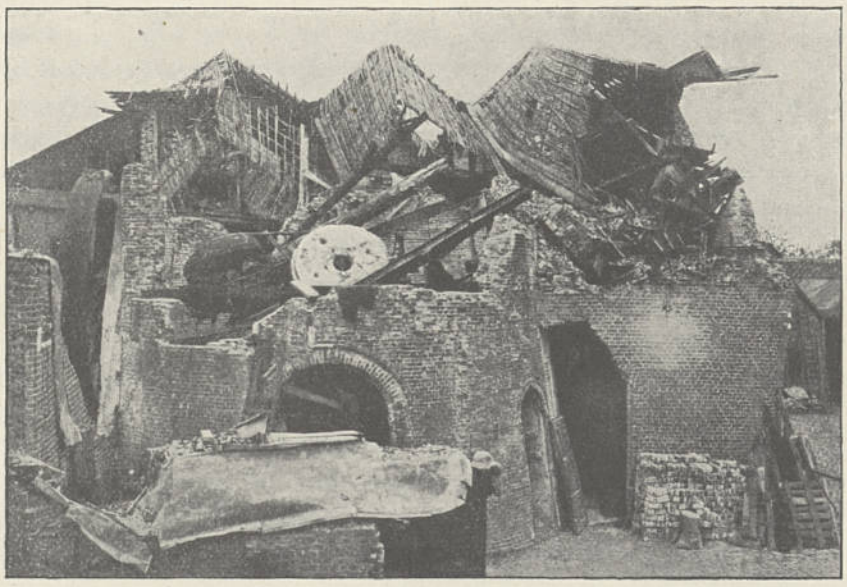


FOURS A ZINC AUX USINES DE BAELEN WEZEL

Cette fois, bien que saturé d'horreurs, l'univers civilisé s'indigne en apprenant la nouvelle de ces déportations en masse, qui lui rappellent les temps d'Assur et de Babylone. Autre mécompte: ces ouvriers belges, aux « dures têtes », refusent malgré tout de travailler pour l'ennemi. Ceux qu'on croit y avoir contraints sabotent l'ouvrage ou, mêlés aux populations allemandes, révèlent à celles-ci les vérités qu'on leur cache. Loin de se laisser abattre, ces milliers de héros inconnus se redressent plus fièrement. Dans l'appel pathétique qu'ils adressent aux travailleurs du monde entier, ils déclarent : « Quant à nous, même si la force réussit un moment à réduire nos corps, jamais nos âmes ne consentiront. Nous ajoutons ceci : Quelles que soient nos tortures, nous ne voulons la paix que dans l'indépendance de notre pays et le triomphe de la justice. »

***

Pourtant ce nouvel échec ne décourage pas l'imagination fertile de l'ennemi. Au contraire. Les machiavels de la politique allemande tiennent en réserve une nouvelle méthode, qui réclame plus d'astuce que de violence. Que le grand état-major général les laisse faire. Ils tiennent, cette fois, la clef du problème belge. Cette nouvelle méthode inaugure et poursuit activement une politique de dislocation qui est destinée à tenir ce pays, — au lendemain de la paix, — et moyennant certaines apparences d'indépendance, sous la vassalité et la tutelle de l'Allemagne. Comment ? Il suffira pour cela que l'agresseur, après avoir trahi, calomnié et ruiné le pays qu'il devait protéger,



DESTRUCTIONS D'USINES. — HUILERIES D'ARDOYE

le laisse, à son départ, virtuellement dépecé. S'il le peut, il ne manquera pas d'exiger, au moment des négociations, le maintien des institutions de discorde qu'il y aura créées. En tout cas, il s'efforcera, avec le concours des complices ou des dupes qu'il aura associés à son œuvre, de laisser des intelligences dans la place, ou pour mieux dire, le fer dans la plaie.

C'est la période de la séparation administrative.

Rien de plus simple qu'un tel système. Il s'inspire de la vieille maxime : « Diviser pour régner. » Puisqu'il existe en Belgique deux langues nationales, et puisqu'elles répondent dans un passé déjà lointain à des groupes ethniques différents, l'Allemagne affichera tout à coup la plus ardente sympathie pour celle de ces langues, la flamande, qui est d'origine germanique, tout comme la langue anglaise ou les langues scandinaves. Les Belges qui parlent cette langue, elle les adoptera comme des « frères de race »... Non pas dans leur intérêt, sans doute, car il ne s'agit pas du tout de préparer l'autonomie et l'indépendance des Flamands. Le gouverneur général, von Bissing, qui est le grand « manager » de cette politique hypocrite, a soin de s'en expliquer dans un mémoire destiné, il est vrai, à demeurer confidentiel et qui n'a vu le jour qu'après son décès. « Nous ne pouvons, en aucun cas, y déclare-t-il, donner la main à ce que les Flamands deviennent tout à fait indépendants. Étant de race germanique de par leur opposition aux Wallons, ils seront, pour la race allemande, un renfort précieux. » Quant à Reventlow, l'enfant terrible du pangermanisme, il ne se fait pas faute de le redire publiquement, et à satiété : « La séparation administrative, explique-t-il, ne suffit pas à guérir les Belges de leur haine contre nous, c'est la domination définitive de l'Allemagne aussi bien sur les Flamands que sur les Wallons qui libérera les uns et les autres de la conception de l'État belge et de la maison royale belge. » En attendant ce résultat, pour lequel le général von Bissing préconise même, à mots à peine couverts, la solution du régicide, l'Allemagne mettra tout en œuvre pour « teutoniser » une moitié de la Belgique. Jusqu'au dernier jour de l'occupation, elle ne reculera devant rien pour provoquer la scission entre Flamands et Wallons. Elle cherchera à faire naître des malentendus entre eux. Au besoin, ces malentendus, elle les inventera et les exploitera de son mieux auprès des neutres, avec l'arrière-pensée qu'au jour de la paix, elle pourra se réclamer des résultats de sa politique de division pour revendiquer, au nom des intérêts de la « nationalité flamande », les garanties d'une perpétuelle ingérence dans les affaires intérieures belges.

Cette fois encore, l'envahisseur a compté sans son hôte. Les Belges les plus justement soucieux du développement de la culture flamande, n'ont même pas eu besoin de se rappeler les procédés que l'Allemagne a appliqués aux Danois du Schleswig et aux Polonais de la Posnanie, pour percer à jour la manœuvre d'un ennemi exécré. Ceux qui sont hors du pays occupé l'ont dénoncée et répudiée en termes énergiques. Au cœur du pays occupé, face à l'ennemi, tous ceux qui ont qualité pour parler soit au nom des Belges de langue flamande, soit de ceux de langue française, répondirent par d'admirables protestations à cette machination de division et de destruction.

***

Les déportations en masse avaient été le grand forfait de l'année 1916, la séparation administrative celui de 1917. La dernière année de l'occupation marquera un redoublement d'audace et de cupidité dans l'œuvre du pillage systématique.

La pratique des réquisitions fut généralisée en 1918 et appliquée notamment aux produits naturels et fabriqués, à l'outillage, aux moteurs, aux moyens de transport animé et mécanique. Enfin, des mesures fiscales et administratives furent prises pour fermer les derniers débouchés des produits belges en pays neutres.

Méthodiquement toutes les machines des usines réduites au chômage furent enlevées, tantôt pour les remonter en Allemagne, tantôt pour les briser et les utiliser comme mitraille. Le but de cet ensemble de mesures destructives était double : d'abord ravitailler l'industrie de guerre allemande, ensuite abattre la concurrence de la Belgique et assujettir plus tard l'industrie belge par les besoins mêmes de sa reconstitution et de son réoutillage.

Il est significatif que ce soit à des industriels allemands, concurrents directs des industriels belges, qu'on ait confié en général la tâche du dépouillement systématique des usines. Certains se sont autorisés de leur qualité officielle pour surprendre des secrets de fabrication (par exemple

à la fabrique de soie artificielle d'Obourg) et des procédés personnels d'exploitation ou de commerce. D'autre part, il a échappé à des personnages autorisés des aveux reproduits par la presse allemande, et qui ne laissent point de place au doute. Ils sont concordants et sont devenus de plus en plus précis à mesure que la guerre se prolongeait. A titre d'exemple, on peut se borner à rappeler pour une seule industrie, celle du verre, l'aveu du docteur Gotze, syndic de l'Union des industriels verriers d'Allemagne, dans la *Wirtschaftszeitung der Zentralmachte* du 10 novembre 1916, qui déclare que les mesures prises par l'administration allemande ont eu pour effet et doivent continuer d'avoir pour but d'exclure de façon définitive la possibilité d'envois incontrôlables de verre belge aux pays étrangers neutres.

DESTRUCTION SYSTÉMATIQUE DES USINES BELGES
S. Ph. B. A.)

Et quant au fait que l'Allemagne poursuit la destruction des usines dans un dessein militaire, sans aucun égard pour les besoins économiques ni pour le droit des gens, il suffit de citer ces passages d'une note officieuse parue dans la *Nord. Allg. Zeitung*, nº 392, du 18 décembre 1917, où l'Allemagne plaide catégoriquement coupable :

« Toutes les mesures prises en Belgique sont inspirées par des nécessités de la guerre. La mise en exploitation sous le contrôle militaire de fabriques belges aux fins de réparation de locomotives et d'automobiles, ainsi qu'en vue de la production de matériaux pour le front, s'effectue afin de dégorger l'industrie allemande et d'économiser des transports. L'enlèvement de machines et d'autres installations dans les usines est devenu nécessaire par le fait que toute l'industrie allemande travaille à l'exécution de commandes de matériel de guerre...

« En dégorgeant le marché indigène de tous les travaux d'agrandissement d'usines, on accélère la production de munitions et d'autres matériaux. Par suite de l'activité intense de toute l'industrie allemande, les machines-outils et autres installations sont fortement mises à contribution ; elles doivent de temps en temps être partiellement remplacées par des machines neuves, tandis que, d'autre part, les pièces de rechange doivent être amenées rapidement à pied d'œuvre si l'on ne veut voir diminuer la production du matériel de guerre. Les machines et installations utilisées à ces fins sont évidemment prises dans les usines belges. La destruction d'usines entières en vue de la production de mitraille s'effectue pour maintenir à son niveau actuel la production de fer et d'acier en Allemagne ou, si possible, l'accroître encore. »

Si quelque doute avait pu subsister encore pendant la guerre elle-même sur le caractère de cette invasion et de cette occupation, comment aurait-il survécu à la confirmation que des milliers de témoignages contradictoires ont apportée, depuis la libération du territoire, aux rapports publiés au cours des hostilités par notre commission officielle?

Vaincus par l'indignation de toutes les âmes honnêtes, nos ennemis d'hier ont cessé d'ailleurs de contester l'évidence. Au début de 1920, dans une réunion de notables d'Aix-la-Chapelle, un notable allemand, faisant allusion aux violences commises par la Reichswehr dans le bassin

de la Ruhr, s'écriait : « Honte soit sur nous et sur nos enfants ! Malédiction soit sur nos soldats rouges ou gouvernementaux, car ils viennent eux-mêmes apporter jusque dans nos frontières la preuve que les récits des atrocités allemandes en Belgique et en France ne sont pas le produit de l'imagination de nos ennemis d'hier, mais constituent la vérité ! Les faits qui sont racontés en ce moment sont exactement les mêmes que ceux que l'on a reprochés à nos « bêtes feldgrau » en 1914 ! La preuve est là, et sans mauvaise foi, nous ne pouvons plus la nier. Non seulement la haine du monde nous est expliquée, mais elle est sacrée, car nous avons accumulé plus de crimes en cinq ans chez l'étranger, que l'histoire n'en a enregistré depuis que le monde est monde. »

*
* *

On retrouve, dans toute la politique militaire et civile de l'occupation allemande en Belgique, une double préoccupation : terroriser sa victime et s'enrichir à ses dépens. Le premier de ces buts, le *Kriesgsbrauch in Landkriege* qui fait partie de la bibliothèque portative de tout officier allemand, l'avait clairement annoncé. Il s'agissait de mettre en œuvre la théorie de l'épouvante. (Abschreckung.) La punition n'est pas infligée parce qu'un crime a été commis, mais pour que des actes de résistance ne soient pas tentés. « Incendies de villages, exécutions d'otages, suppression d'une partie de la population, écrivait le docteur Walter Bloem, tout cela constitue bien moins des actes de vengeance que des avertissements. » Et dès les premiers mois de la guerre, Hindenburg s'expliquait froidement sur les méthodes de l'armée impériale : « Plus la guerre est impitoyable, plus elle est humaine au fond, car elle prendra fin d'autant plus vite. » Thèse abominable, sans doute, mais dont la fausseté n'a jamais mieux éclaté que dans l'expérience que l'Allemagne prétendit en faire sur un peuple qui possède, comme le peuple belge, un instinct farouche de liberté et d'indépendance.

En effet, par un phénomène dont la psychologie allemande fut seule à ne pas comprendre le secret, tous ces procédés d'épouvante et de terreur n'aboutirent qu'à exciter, à affirmer et à entretenir cette résistance morale qu'ils croyaient prévenir ou réduire.

A l'ignominie des massacres, des incendies, des vols, à la bassesse des manœuvres employées par l'ennemi pour terroriser ou diviser, nos populations répondirent chaque jour l'endurance la plus ferme et le patriotisme le plus noble. Qu'y eut-il de vraiment inouï dans cette guerre? Des millions de cadavres, des contrées en feu, des peuples livrés au tourment? Cela n'était pas nouveau. Mais ce que personne au monde n'avait vu, c'était l'élévation morale dont a si bien parlé Maurice Barrès :

> Sur les territoires envahis et, d'ailleurs, dans toutes les familles directement atteintes par la guerre, les petites idées habituelles ont été balayées comme une poussière et l'on voit le fond divin, je veux dire quelque chose d'éternel et d'infini, une puissance toujours pareille à travers les âges, un ardent désir de se dévouer, de se sacrifier, de se surpasser.

Cette résistance de l'âme libre sous la terreur allemande fut marquée par des traits que l'histoire a définitivement enregistrés. Parlementaires, bourgmestres, échevins, dont la fierté affronta sans cesse l'amende, la geôle et la déportation. Prêtres admirables de courage et de dignité patriotique, prêchant par la parole et par l'exemple. Magistrats proclamant du haut de leurs sièges, avec la sérénité des sénateurs de l'ancienne Rome au passage des Barbares, la protestation du droit contre les manœuvres séparatistes de l'ennemi. Industriels et ouvriers acceptant délibérément la ruine et la détresse plutôt que de prêter un concours quelconque à l'occupant. Hommes et femmes héroïques, dont un Philippe Baucq et une Gabrielle Petit furent peut-être les types les plus sublimes, organisant les communications avec le gouvernement et l'armée, facilitant le passage des jeunes gens à travers les barrières de mort de la frontière, assurant la diffusion d'une presse clandestine qui déjoua toutes les censures de l'ennemi. Mais à quoi bon des noms et des actes individuels? C'est tout un pays qui résiste comme c'est toute une armée qui combat pour la libération...

La ligne de tranchées qui les privait de vivre ensemble ne les empêchait pas de sentir de même. Et à y réfléchir, de ce côté-là comme de ce côté-ci, ne fut-ce pas la même forme du courage, de ce courage nouveau, qui fut révélé par cette guerre, et qui gagnait en profondeur et en beauté morale ce qu'il perdait en prestige et en éclat? On peut l'exprimer d'un seul mot : « tenir ». Qu'il faille « tenir » sur l'Yser, comme le firent nos soldats,

dans l'immobilité et le brouillard, la boue et les débris, exposés sans cesse aux fumées et aux gaz qui empoisonnent, aux balles, aux shrapnells, aux bombes, aux grenades, aux obus qui déchirent ou qui écrasent, qu'il faille « tenir » en pays envahi, dans l'ignorance de tout ce qui se passe, sans contact avec le reste du monde, en butte à toutes les manœuvres, à toutes les cruautés, à toutes les perfidies d'un ennemi sans vergogne, sous la menace quotidienne des privations, des arrestations, des exécutions, n'était-ce pas en quelque sorte la même faction silencieuse du devoir? Les grands gestes et les grands mots, le cliquetis des épées, l'entraînement des charges, l'ivresse un peu théâtrale de la gloire, tout cela n'y compte guère. Ce courage est anonyme. Le plus souvent on l'ignore et il s'ignore. De quoi s'agit-il? De ne pas broncher, de garder malgré tout son sang-froid et sa confiance, de conserver, jusque sous la rafale et devant la mort, le libre jeu de son cerveau et de sa volonté.

Or, comme on tint dans nos tranchées, en attendant le signal tant espéré de la grande offensive de septembre 1918 qui culbuta et refoula l'exécrable ennemi, ainsi on tint dans toutes nos villes et dans tous nos villages, depuis les hautes fagnes de nos Ardennes jusqu'aux terrils de notre Borinage, jusqu'aux sables de notre Campine, jusqu'aux polders de nos Flandres.

Dans tous les rangs sociaux, une égale dignité de résistance traduisit les mêmes sentiments patriotiques. A côté du clergé, notre bourgeoisie fit preuve d'une admirable abnégation, en même temps que de la méthode la plus habile et du dévouement le plus actif, dans les œuvres de solidarité et d'assistance qu'elle organisa de toutes parts.

Il en fut de même de nos ouvriers. Leur misère était profonde. Cependant il ne tenait qu'à eux d'avoir du travail et de gros salaires. Mais ils savaient que l'ennemi pouvait en profiter directement ou indirectement. Ils ne voulurent pas manger de ce pain-là... Lorsque, ayant tout tenté pour vaincre leur résistance, les autorités allemandes imaginèrent de les déporter, villages par villages. Beaucoup ne devaient plus revenir... Beaucoup ne sont revenus qu'à l'état de ruines humaines... Parqués dans des wagons à bestiaux, ils partaient pour l'esclavage en chantant la *Brabançonne* et la *Marseillaise*.

Je conserve pieusement, comme une relique, un chiffon de papier jeté d'un de ces wagons et sur lequel un de ces déportés a tracé de ses doigts malhabiles ces quelques mots qui traduisaient toute son âme et celle de ses malheureux compagnons : « Travailler pour les Allemands, jamais ! et moins encore leur signer quoi que ce soit ! Vive Albert, roi des Belges. »

Quelle beauté dans cette résistance et quel enseignement !

Les Allemands n'y comprirent jamais rien. Au moment même où les chances de la victoire allemande apparaissaient comme consolidées, et où la rigueur de l'occupation s'accentuait encore, la *Neue Stuttgarter Zeitung* écrivait :

« Il règne en Belgique une sorte d'héroïsme mal compris qui pousse les gens à des actes extravagants, en dépit du danger réel auquel les intéressés s'exposent : départ pour le front à travers la frontière gardée, assistance aux soldats évadés, etc.

« Les autorités allemandes, ajoutait ce journal, ont été forcées de prononcer des peines très sévères contre les délinquants, mais malgré cela, malgré l'accroissement des condamnations à mort, on ne semble pas encore avoir atteint la mesure suffisante pour agir de façon terrifiante sur certaines intelligences. »

En effet ! Et plus cette tyrannie devait s'affirmer et plus forte devait être la résistance belge.

« Endurer pour durer. » Cette devise qui était au XVIe siècle celle du cardinal Granvelle, archevêque de Malines, on peut dire qu'elle fut celle de la Belgique tout entière.

Ni les cruautés d'un ennemi sans scrupule, ni ses manœuvres perfides n'eurent raison de cette endurance patriotique. Un seul Allemand aurait pu la comprendre. C'est celui qui l'avait expliquée et prévue plus d'un siècle à l'avance. C'est celui qui prêtait à la Belgique opprimée le langage que voici :

« La Liberté marche devant moi, les pieds teints de sang, et les plis flottants de sa robe souillés de sang.

« Tout ce sang n'aura pas coulé en vain. Courage, brave peuple ! Le Dieu de la victoire te guide. Comme on voit la mer rompre ses digues, il faut rompre, il faut jeter à bas les tyrans, les

bousculer hors du pays qu'ils usurpent insolemment. »

Ces lignes, écrites par Goethe, dans la dernière scène de son drame d'Egmont, eussent dû instruire la psychologie de l'Allemagne. C'est parce qu'elle est demeurée toute frémissante de ces sentiments de courage et d'indépendance, révélés par son histoire séculaire et qu'un Goethe a si bien traduits, que la Belgique, toute meurtrie, mais fière d'incarner le droit, a pu, secondant l'effort de ses fils en armes et des vaillants soldats alliés, bousculer, dans l'automne de 1918, les tyrans et les parjures hors du pays qu'ils usurpèrent insolemment.

H. Carton de Wiart

VII

LA RESISTANCE OFFICIELLE

Au moment d'esquisser dans ses grandes phases l'héroïque résistance des autorités officielles belges à la domination allemande, il convient de rappeler brièvement quelle fut, dès le début des hostilités, l'attitude des administrations et de la population elle-même, car elle décèle déjà, dès cette époque, pour l'observateur perspicace, tout le courage, le stoïcisme et le sang-froid qui allaient marquer la conduite des Belges au cours de l'occupation.

Le jour même où la France répondait à l'ultimatum allemand par un ordre de mobilisation générale, des mesures identiques étaient prises par le Gouvernement belge, bien que le ministre d'Allemagne eût déclaré que la Belgique verrait brûler les toits de ses voisins sans souffrir par elle-même aucun dommage. Dès le 1er août, le collège échevinal de Bruxelles, sur la proposition de M. le bourgmestre Max, instituait une commission de prestations militaires, chargée de l'exécution immédiate de toutes les réquisitions adressées par l'autorité militaire à l'administration communale en vue de la mobilisation de l'armée : logement des hommes et des chevaux, aménagement des locaux, fournitures de denrées alimentaires, fourrages, objets de couchage.

Devant le danger d'envahissement du territoire, l'enthousiasme patriotique s'était emparé de toutes les classes de la société. Les engagements volontaires étaient nombreux, et des hommes de tout âge et de toute condition allaient s'enrôler aux casernes.

Il y avait malheureusement une ombre au tableau. Déjà, on constatait les manœuvres éhontées des accapareurs de denrées alimentaires. Des maraîchers ayant, aux marchés de Bruxelles, provoqué une bagarre par la hausse des prix, le bourgmestre rappela par voie d'affiche les dispositions du Code pénal concernant la hausse ou la baisse frauduleuse des marchandises.

Partout le drapeau national avait fait son apparition. La foule surexcitée traquait les espions allemands.

Beaucoup de familles étant laissées sans ressources, par suite du départ de leurs proches, le bourgmestre Max provoqua la création d'un comité de secours aux familles nécessiteuses des militaires rappelés sous les drapeaux. En quelques jours, on encaissa plus d'un demi-million.

La séance solennelle du Parlement, le 4 août, celle du Conseil communal de Bruxelles avaient scellé l'union patriotique de tous les partis. Les écoles étaient transformées en ambulances. La Ville de Bruxelles avait acheté pour deux millions de francs de denrées et pris les mesures nécessaires pour vendre elle-même 25 mille pains par jour à la population indigente.

En ville, dans la cohue des camelots colportant des insignes patriotiques que tout le monde s'arrachait, on ovationnait les soldats, on se découvrait devant les convois de blessés, on continuait la chasse au Boche, on entonnait la *Brabançonne* et la *Marseillaise*. Dans beaucoup d'établissements, une partie de la recette était destinée à la Croix-Rouge. Malgré la collaboration de la garde civique, la police, dont beaucoup de membres avaient été rappelés sous les armes, était par moments impuissante à rétablir l'ordre. M. Adolphe Max créa une police, complémentaire bourgeoise, formée de tous les hommes n'ayant pas dépassé l'âge de cinquante ans, et ayant appartenu à la garde civique. Une police complémentaire ouvrière était constituée avec le concours des secrétaires des syndicats sans distinction de couleur politique.

Vers le 10 août, il fallait nourrir et héberger deux mille Liégeois qui avaient fui le bombardement de leur ville. L'arrivée, le 12 août, d'un impor-

tant détachement du 9e cuirassiers de Douai donna lieu à des manifestations frénétiques. Des dragons étaient également à Bruxelles et étaient salués d'acclamations enthousiastes. La victoire de Haelen, connue ce soir-là, provoqua sur les boulevards une joie délirante.

Pourtant, les graves préoccupations dominaient, mais la ville restait animée et gaie, ainsi que le constata, non sans étonnement, un envoyé spécial du *Petit Parisien*, et la foule continuait à fréquenter chaque soir la grande foire du boulevard du Midi. C'était pourtant la même foule qui, le matin, éclatait en sanglots, en entendant, à l'issue de la messe, la voie des orgues chanter la *Brabançonne*.

A partir du 16 août, par suite de l'absence de tout renseignement officiel, Bruxelles vécut dans un état de tension aiguë. On ignorait encore la chute des forts de Liége, on se réjouissait du bruit d'une victoire française à Dinant ; et malgré les rumeurs pessimistes, on gardait une confiance instinctive, héroïque et salutaire.

Des travaux de retranchements avaient été exécutés autour de la ville et des barricades élevées pour protéger la capitale contre des raids de cavalerie. Le 17 août, M. Max invitait ceux qui le désiraient à déposer leurs armes dans les commissariats de police.

Le 19, après avoir assisté à une délibération au Quartier-Général de l'armée belge, le bourgmestre rédigea sa fameuse proclamation dans laquelle il faisait appel au calme et au sang-froid de la population, rappelait à ses concitoyens qu'ils devaient refuser de servir de guide à l'ennemi, de lui fournir des renseignements sur l'armée nationale et sur ses moyens de défense, et les invitait à lui dénoncer immédiatement tout abus commis par l'envahisseur. « Aussi longtemps que je serai en vie et en liberté, ajoutait-il, je protégerai de toutes mes forces les droits et la dignité de mes concitoyens. »

La proclamation fut affichée pendant la nuit.

Entre temps, M. Max avait fait détruire les fiches et les contrôles de la garde civique ; les armes des gardes du second ban étaient déposées à la gare du Nord et expédiées à Anvers, tandis que les hommes du premier ban et des corps spéciaux étaient évacués par la ligne de Gand. Les barricades étaient abattues et les tranchées comblées.

Le lendemain, averti de l'arrivée des troupes allemandes par des vedettes à motocyclettes qu'il avait fait poster sur la route de Louvain, le bourgmestre se rendit en automobile au-devant de l'ennemi, accompagné de M. l'échevin Jacqmain, du secrétaire communal M. Vauthier, puis de M. l'échevin Steens qui les avait rejoints. A l'officier commandant le détachement d'avant-garde il fit connaître qu'il désirait être mis en communication avec le général commandant les troupes.

Le mandataire de celui-ci, le commandant Kriegsheim, arriva bientôt, lui annonça qu'il le retenait comme otage, ainsi que les personnes qui l'accompagnaient et exigea que cent notables fussent également mis à sa disposition. Le bourgmestre protesta, en faisant remarquer qu'il était sous l'égide du drapeau blanc. Il refusa, au surplus, de livrer personne, et déclara qu'il s'était rendu au devant des troupes allemandes pour s'élever contre leur prétention d'envahir la capitale et pour remettre au général un télégramme demandant à l'Empereur d'interdire à ses troupes d'entrer à Bruxelles s'il voulait qu'un jour fût possible la réconciliation des deux peuples.

Dans le procès-verbal de l'entrevue qui eut lieu entre le commandant Kriegsheim et les édiles bruxellois, et qui consignait, outre les réquisitions exigées, la contribution de 50 millions frappant Bruxelles et les communes de l'agglomération, et la contribution de 450 millions imposée à la province de Brabant, M. Adolphe Max fit acter ses protestations contre la violence qui lui était faite. Il obtint, en outre, la renonciation à toute prise d'otages.

Le général von Jarotsky et son état-major s'étaient installés à l'Hôtel de Ville. Lorsqu'on présenta au bourgmestre le texte de la convention, il refusa de la signer parce qu'on y avait inscrit que l'administration communale resterait en fonctions sous l'autorité des troupes allemandes. A la suite de ce refus, il fut formellement accepté que M. Max continuerait à remplir sa charge en toute indépendance. En fait, il ne fut jamais subordonné à l'autorité allemande.

La vigoureuse résistance opposée par M. Adolphe Max aux conditions draconiennes de l'ennemi aboutit à une convention, signée le 24 août, et d'après laquelle le bourgmestre — que les directeurs des grandes banques, craignant la confiscation de leur encaisse, avaient prié de se montrer conciliant — s'engageait à payer vingt millions

VILLE DE BRUXELLES

Le Gouverneur Allemand de la Ville de Liége, Lieutenant-Général von Kolewe, a fait afficher hier l'avis suivant :

« *Aux habitants de la Ville de Liége.*

« Le Bourgmestre de Bruxelles a fait savoir au » Commandant allemand que le Gouvernement » français a déclaré au Gouvernement belge » l'impossibilité de l'assister offensivement en » aucune manière, vu qu'il se voit lui-même forcé » à la défensive. »

J'oppose à cette affirmation le démenti le plus formel.

Bruxelles, le 30 Août 1914.

Le Bourgmestre,

ADOLPHE MAX.

Bruxelles. — Typ. et lith. E. GUYOT, rue Pachéco, 12.

en plusieurs versements, les réquisitions en vivres et approvisionnements devant cesser pendant huit jours.

Le lendemain, le bourgmestre obtenait l'évacuation de l'Hôtel de Ville par les autorités militaires. On n'y maintint qu'un corps de garde à la disposition de la police pour intervenir contre les militaires isolés qui commettraient des désordres dans la ville.

Le même jour, un incident se produisit, la rupture d'un fil télégraphique, qui faillit mal tourner et qui amena la suppression du service public du téléphone. Le bourgmestre invita les Bruxellois à assurer eux-mêmes la surveillance du réseau et les exhorta à la patience, tout en affirmant qu'il ne demanderait rien à la population qui pût porter atteinte à sa fierté.

Le général baron von Luttwitz qui devait plus tard échouer piteusement dans le coup d'État monarchiste de mars 1920, à Berlin, avait remplacé le général von Jarotsky comme gouverneur militaire.

ANVERS PENDANT L'OCCUPATION

Le 30 août, l'affiche suivante, signée du bourgmestre Max, était placardée à Bruxelles :

« Le gouverneur allemand de la ville de Liége, lieutenant-colonel von Kolewe, a fait afficher hier l'avis suivant :

AUX HABITANTS DE LA VILLE DE LIÉGE

Le bourgmestre de Bruxelles a fait savoir au commandant allemand que le Gouvernement français a déclaré au Gouvernement belge l'impossibilité de l'assister offensivement en aucune manière, vu qu'il se trouve lui-même forcé à la défensive.

« *J'oppose à cette affirmation le démenti le plus formel.* »

Bruxelles, le 30 août 1914.

Cet odieux mensonge était la dénaturation volontaire du fait suivant :

Le *Matin* de Paris ayant publié le 25 août un communiqué expliquant que l'occasion était favorable pour en revenir au plan défensif de l'État-major français, le bourgmestre Max l'avait soumis au gouverneur militaire en exprimant l'avis de l'afficher sur les murs de Bruxelles.

Le général von Luttwitz s'était empressé de modifier le sens de la note dans un télégramme adressé au gouverneur de Liége. Le démenti s'adressait donc à lui, en réalité. M. Max, appelé au gouvernement militaire, y fut arrêté, puis relâché ; mais défense fut faite à la municipalité de publier aucune affiche sans autorisation.

Vers la mi-septembre, le gouverneur ayant demandé la disparition, dans les quarante-huit heures, des drapeaux belges qui flottaient encore en ville, le bourgmestre se refusa à faire exécuter cet ordre. Le 16 septembre, le gouverneur renouvela son ordre par voie d'affiche. Le bourgmestre Max, passant outre à la défense qui lui avait été faite de publier sans autorisation préalable aucune proclamation, fit aussitôt placarder, à côté de l'avis de l'autorité allemande, l'affiche désormais fameuse dans laquelle il demandait à la population de donner un nouvel exemple de sang-froid et de grandeur d'âme, et qui se terminait par ces mots : « Acceptons provisoirement le sacrifice qui nous est imposé, retirons nos drapeaux pour éviter des conflits et attendons patiemment l'heure de la réparation. »

Cette fois encore, le bourgmestre, mandé chez le gouverneur militaire, y fut mis en état d'arrestation. Tout en s'inclinant devant l'arrêt du géné-

ral, il tint toutefois à expliquer comment il avait agi dans l'intérêt de la ville. Après un conciliabule de von Luttwitz avec le maréchal von der Goltz, le bourgmestre fut mis en liberté. Quant aux affiches incriminées, elles furent pendant la nuit recouvertes d'un placard blanc... Mais une averse mouilla si bien les placards que le texte incriminé transparaissait clairement, au grand plaisir du public narquois.

La veille, M. Max avait réussi à obtenir que les pigeons-voyageurs condamnés par l'autorité militaire allemande fussent remisés au Palais du Cinquantenaire, et soignés par des délégués des Sociétés colombophiles.

La situation était pourtant de plus en plus tendue. Depuis le 12 septembre, la question de l'indemnité de guerre avait été reprise par l'autorité militaire, qui se refusait à toute discussion sur le chiffre des cinquante millions exigés comme contribution de guerre, et consentait uniquement à délibérer sur le mode de paiement du solde.

Le bourgmestre ripostait qu'il n'y avait plus de solde, puisqu'il était entendu que la ville ne verserait que vingt millions.

— Dans ce cas, déclara le général von Luttwitz, les réquisitions ne seront plus payées.

M. Adolphe Max demanda si les quatre millions et demi restant à liquider seraient du moins, conformément à l'accord du 14 août, affectés à ces paiements. Le gouverneur ayant répondu négativement, M. Max, devant cette évidente mauvaise foi, envoya à toutes les banques une circulaire annonçant que les bons de la Ville ne seraient pas remboursés à l'échéance du 30 septembre.

La Deutsche Bank prévint le gouverneur qui aussitôt manda le bourgmestre. Celui-ci, s'étant reconnu l'auteur de la circulaire, fut arrêté séance tenante. Cela se passait le 26 septembre à 4 h. 1/4. Quelques instants après, le collège échevinal, convoqué à son tour, était introduit près du général von Luttwitz qui lui annonçait l'arrestation de M. Max et sa prochaine « détention honorable » dans une forteresse.

Le gouverneur constata alors que l'administration communale ne se rendait pas compte de la situation, qu'elle avait à s'incliner devant les ordres de l'autorité allemande et que celle-ci n'admettait pas la moindre discussion. Le général laissa les échevins délibérer pendant quelques minutes sur l'attitude qu'ils allaient prendre, puis leur proposa, l'un après l'autre, les fonctions de bourgmestre, qu'ils déclinèrent.

Le gouverneur les prévint qu'ils seraient tous arrêtés, que la police serait licenciée et remplacée par des patrouilles.

M. l'échevin Lemonnier, se rappelant alors que M. Max avait demandé qu'on fît ce qui était possible pour conserver la direction de la police, répondit, après s'être concerté avec ses collègues, que le collège accepterait de prendre collectivement la gestion des affaires communales, mais que, s'il s'agissait d'être inquiétés au moindre incident, l'arrestation immédiate était préférable.

Le général von Luttwitz promit que tout s'arrangerait et autorisa les membres du Collège à faire leurs adieux au bourgmestre. On les conduisit dans une des pièces du premier étage, où ils trouvèrent M. Max flanqué de deux gendarmes. L'entrevue dura une minute à peine.

Le lendemain le bourgmestre était conduit à la prison de Namur, qu'il quittait le 10 octobre pour être interné à la forteresse de Glatz, en Silésie.

***

Au lendemain de l'arrestation de M. le bourgmestre Max, à l'issue d'une séance secrète du Conseil communal, le Collège, par voie d'affichage, avait annoncé au public qu'il assurait la marche des affaires communales et le maintien de l'ordre.

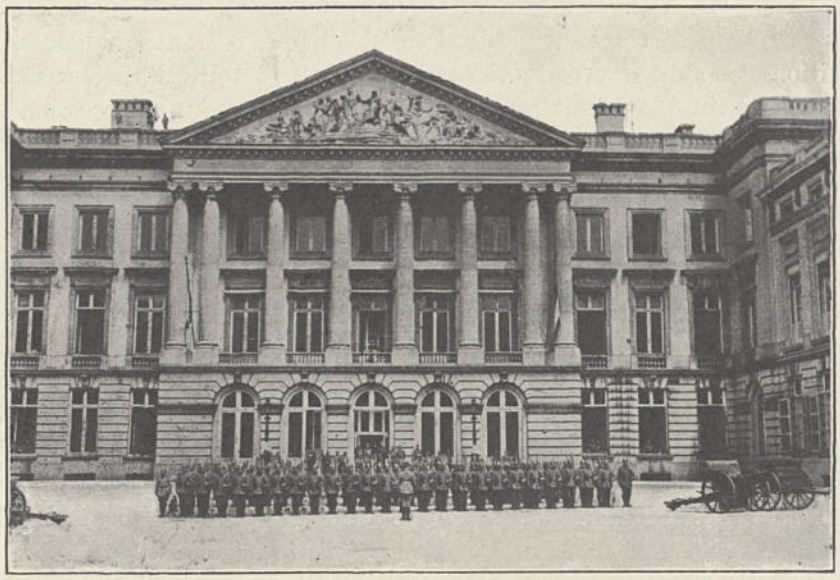
Une lettre du gouverneur militaire, datée du 25, demandant qu'on lui indiquât avant le 28 à midi, les rues dans lesquelles des troupes seraient logées chez l'habitant, avait été reçue par M. le bourgmestre Max qui n'avait pas eu le temps de la communiquer au Collège. Celui-ci n'en ayant pas officiellement connaissance, s'abstint d'y répondre. Il avertit, d'autre part, le gouverneur militaire que les bons émis par la Ville seraient remboursés à l'échéance du 30, pour mettre fin au malentendu qui avait provoqué l'attitude et l'arrestation du bourgmestre.

M. Lemonnier, faisant fonctions de bourgmestre, avait adressé à l'autorité allemande une lettre dans laquelle il déclarait que « le Collège échevinal estime de son devoir d'affirmer qu'il a été, en toutes circonstances, d'accord avec M. le

bourgmestre Max et qu'il est solidaire de toutes les mesures prises par lui ».

Le gouverneur militaire ne répondit point à cette déclaration, et enjoignit à la Ville de négocier avec lui au sujet de la modalité de paiement des trente millions de francs de la contribution de guerre restant à solder.

Le 12 octobre, les négociations aboutissaient à une convention qui réduisait le solde à 25 millions payables à raison de 2 millions 1/2 par semaine, l'autorité s'engageant à payer au comptant toutes les réquisitions, à ne pas loger de troupes dans les maisons privées, à faciliter le ravitaillement de l'agglomération en denrées et combustibles, et à s'abstenir d'imposer, soit directement, soit indirectement, de nouvelles contributions à la ville et aux faubourgs. Dans le cas où un attentat criminel serait commis, une contribution ou punition quelconque serait infligée à la commune sur le territoire de laquelle l'attentat aurait été commis.



RELÈVE DE LA GARDE DEVANT LE PALAIS DE LA NATION

Comme les conventions précédentes, celle-ci ne pouvait offrir à la ville de sérieuses garanties, et les circonstances se chargèrent de prouver le peu de cas qu'en faisaient les Allemands.

Le gouverneur avait entre temps demandé pour le 6 octobre les listes des jeunes gens astreints au service militaire. Le Collège répondit que, conformément aux dispositions légales sur la milice, ces listes avaient été transmises avant le 15 juillet au Gouvernement belge, que du reste ces listes ne pouvaient plus fournir que des renseignements incomplets, que leur élaboration donnerait lieu à des investigations minutieuses. Le Collège se refusait, en outre, à prévenir lui-même les miliciens qu'ils ne pouvaient quitter Bruxelles, estimant que cela regardait le pouvoir occupant. Il constatait enfin que la menace de poursuivre les parents était incompatible avec l'article 50 de la Convention de La Haye.

Le gouverneur général n'insista pas et publia lui-même l'avis interdisant aux miliciens d'obéir aux ordres de rejoindre émanant du Gouvernement belge.

Le 17 octobre, l'autorité allemande ordonnait à la Ville de Bruxelles de réfectionner la route de Bruxelles-Malines. M. Lemonnier répondit que la route étant en dehors du territoire de la capitale, ces travaux échappaient à sa compétence. Le pouvoir occupant insista pendant des mois, se heurtant toujours à la résistance communale. Le 26 mars 1915, le gouverneur général, écartant toute raison de compétence, déclarait que la Ville de Bruxelles avait ordre, de par sa volonté, de réparer la route Bruxelles-Malines, et qu'en cas de refus, il mettrait à la charge de Bruxelles une contribution de 500.000 marks.

M. Lemonnier persista dans son refus, la route appartenant à l'État ; il ajouta que ce travail était une véritable contribution imposée indirectement à la Ville, malgré la convention du 12 octobre. Le 1er avril, le gouverneur général, prétendant qu'il s'agissait d'une charge imposée à la Ville et non d'une contribution, appliquait la pénalité prévue. L'échevin-bourgmestre protesta de nouveau, et le Conseil communal vota l'amende, contraint et forcé en motivant le refus d'entreprendre les travaux par des considérants qui mettaient parfaitement en lumière le bon droit de

l'administration, la mauvaise foi allemande, et, notamment, le fait qu'il s'agissait en réalité de faire coopérer la Ville à un travail militaire, contrairement à l'article 52 de la Convention de La Haye.

Le 30 octobre, une nouvelle querelle d'Allemand avait été cherchée à la ville. Sous prétexte que deux agents avaient arrêté et blessé un policier allemand en civil, le gouverneur militaire ordonna qu'on enlevât le drapeau national qui continuait à flotter à l'Hôtel de Ville. Nouvelle protestation, très digne, de M. Lemonnier à laquelle le gouverneur riposta, le lendemain, en infligeant à la ville une amende de cinq millions de francs en punition des faits reprochés à ses agents. Le pouvoir occupant récupérait ainsi les cinq millions de contribution de guerre, qu'il avait consenti, le 12 octobre, à ne pas réclamer. La réponse du bourgmestre, faisant fonctions, protesta à la fois contre le condamnation des agents et contre l'amende infligée. Et comme le gouverneur répliquait qu'il avait failli faire arrêter tout le Collège, et constatait que celui-ci n'était pas encore conscient de son devoir d'obéissance envers l'autorité allemande, une nouvelle missive, réfutant toutes ses allégations, lui prouva que l'administration communale continuerait à méconnaître énergiquement ce prétendu devoir de vassalité.

Le mois suivant, l'autorité allemande ayant imposé au pays une contribution mensuelle de quarante millions, M. Lemonnier s'empressa de faire valoir auprès de la Députation permanente du Brabant les droits de la Ville dérivant de la Convention du 12 octobre et par laquelle les habitants de l'agglomération bruxelloise ne pouvaient plus être imposés.

Quelques jours après, le gouverneur faisait défense de porter ou de colporter tous insignes patriotiques, aux couleurs nationales ou reproduisant les portraits des Souverains. Comme on le devine, les protestations de l'administration furent sans effet.

Un autre incident fut soulevé à propos du monument Ferrer, élevé par souscription publique, et qu'un agent provocateur avait souillé. Le gouverneur ordonnait qu'il fût enlevé.

M. Lemonnier répondit qu'il suffisait de le nettoyer, « qu'agir autrement serait provoquer semblable fait de la part de malintentionnés qui voudraient voir disparaître les statues des comtes d'Egmont et de Hornes, symboles de la résistance à la domination espagnole, d'Anneessens, qui commémore nos luttes contre l'oppression autrichienne, ou du général Belliard qui rappelle l'aide de la France en 1830 ». M. Lemonnier ajoutait, au surplus, que toutes mesures de police étaient prises.

Le ton de cette lettre irrita le gouverneur qui manda M. Lemonnier pour lui en faire rétracter les termes, le retint à la Kommandantur jusqu'à minuit, puis se décida à faire enlever lui-même le monument.

A chaque instant, d'ailleurs, des conflits surgissaient, et toute l'histoire de l'occupation allemande n'est qu'une succession de mesures vexatoires contre lesquelles, chaque fois, s'élève avec force la voix des magistrats communaux.

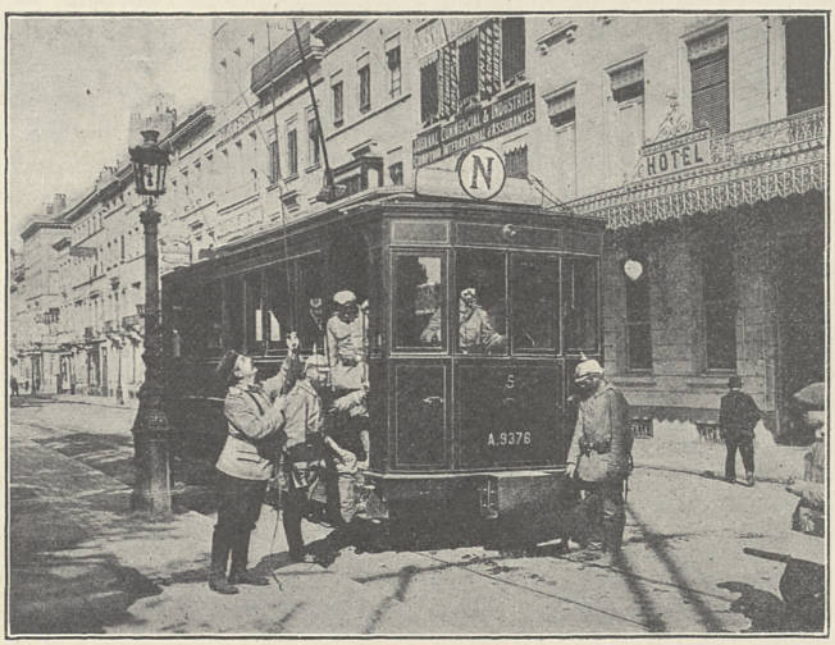
Le 14 janvier 1915, l'autorité occupante estime nécessaire d'installer elle-même une police des mœurs dont les frais seront supportés par les communes de l'agglomération. Les collèges, en la personne de M. Lemonnier, ont beau déclarer qu'ils ne peuvent se conformer aux suggestions allemandes qu'autant que les mesures prescrites sont compatibles avec les lois belges et les garanties de la liberté individuelle, et signaler les dangers d'arbitraire que l'application de ces mesures créerait ; ils ont beau protester contre l'énormité des frais, s'élevant par mois à cent mille francs, contre la surabondance de personnel ; toutes ces réclamations sont déclarées non fondées.

Une taxe nouvelle, non prévue par la législation, incompatible avec les dispositions des traités internationaux garantissant les droits de la population du territoire occupé, allait créer un nouveau conflit. Il s'agit de la taxe sur les absents, ayant volontairement quitté leur domicile. Toutes les objections de fait, de droit, de moralité, d'application, soulevées par M. Lemonnier, furent repoussées comme inexactes.

Le 13 mars, le gouverneur imposant aux communes l'obligation de fournir les rôles relatifs aux habitants absents, M. Lemonnier persista dans sa manière de voir, insistant sur le caractère de pénalité que revêtait cette taxe, décuple de la contribution personnelle, et ajoutant, au surplus, que la conscience des magistrats communaux leur interdisait de dénoncer ceux de leurs concitoyens que l'autorité occupante prétendait frapper

d'une pénalité pécuniaire, pour avoir usé du droit incontestable de se déplacer.

Maître de la police, le gouverneneur allemand réussit à dénombrer la majeure partie des habitations des absents, et imagina de prélever indirectement la taxe par l'occupation, et, bien souvent le pillage, de ces maisons meublées. La Convention du 12 octobre le lui interdisait ; mais l'autorité allemande, ne s'embarrassant point de si peu, prévint le 16 octobre 1915 que si des habitants étaient trouvés en possession d'armes, il retirerait sa « promesse » de ne pas loger de troupes dans les maisons privées. Transformer un contrat en simple promesse était déjà d'une jolie astuce. Elle ajoutait que ladite promesse serait également annulée en cas d'attaque d'aviateurs alliés contre les hangars allemands, ces attaques ne pouvant être déterminées que par les indications d'espions bruxellois. Et le 12 novembre, des attaques ayant eu lieu — au dire du gouverneur von Sauberzweig, bien que, depuis la mi-octobre, plus un seul aviateur allié n'eût survolé Bruxelles — et des armes ou munitions ayant été trouvés dans l'agglomération, l'administration communale fut avertie que les maisons inoccupées seraient réservées au logement des troupes.



A BRUXELLES

La protestation que provoqua cet arrêté n'eut d'autre effet que d'amener le gouverneur à déclarer, avec fourberie et naïveté, que les circonstances avaient changé depuis la Convention du 12 octobre 1914, la population se comportant vis-à-vis de l'occupant avec une animosité non fondée (!), continuant à fournir aux alliés des renseignements militaires, se refusant à louer à des officiers ou fonctionnaires, et accablant de son mépris ceux qui consentaient à loger des Allemands.

Cette hostilité de la population bruxelloise se traduisit en cette occasion par des cambriolages que des parents et amis organisaient pour vider les demeures des absents et confier le tout à des garde-meubles. Ces déménagements à la cloche de bois se multiplièrent au point que M. Lemonnier, dut, par ordre, afficher l'avis suivant : « L'autorité allemande me signale qu'en divers endroits l'on déménage des meubles de maisons occupées. Elle me fait remarquer que ces agissements sont inadmissibles et exposent à des pénalités. »

Entretemps, l'administration communale avait eu à protester contre la réquisition des noyers, à laquelle elle refusa de se prêter en fournissant la liste des noyers existant à Bruxelles, contre la réinstallation des terrasses de café, que les Allemands autorisèrent malgré l'interdiction du bourgmestre faisant fonctions, et contre le maintien des concerts dans les établissements publics, défendus par M. Lemonnier en raison du deuil des familles éprouvées.

Le 24 avril, on annonçait, par voie d'affiche, deux concerts organisés par les Allemands pour les 4 et 5 mai, sous la direction de M. Félix von Weingartner, et consacrés l'un à Beethoven, l'autre à Liszt, Wagner, Brahms et Weingartner. Le fait s'était déjà produit le 13 mars, sans que la Ville eût été prévenue. Cette fois, l'autorité allemande lui ayant demandé de mettre la salle du théâtre de la Monnaie à sa disposition, le Collège refusa toute autorisation, objectant que le théâtre ne pouvait ouvrir ses portes quand la

nation était en deuil, et que les pouvoirs publics ne pouvaient, au surplus, coopérer à l'organisation d'un concert dans un théâtre officiel à qui le Roi accorde un subside personnel, lorsque le Souverain prend part aux cruelles épreuves que son peuple endure.

Le gouverneur militaire, baron von Kraewel, mit naturellement fin à cet échange de vues en prévenant la Ville que les concerts auraient lieu sans son consentement.

Si nous nous bornons à signaler ici les phases de la résistance bruxelloise à l'ennemi, comme étant caractéristique de l'état d'esprit de toute la population, il convient de répéter que dans maintes localités cette résistance se manifestait avec la même énergie. Et il nous suffit de rappeler, à titre d'exemple, que le 25 mai, ordre ayant été donné au personnel de l'arsenal des chemins de fer de Malines de reprendre la besogne, pas un seul ouvrier ne se présenta à la date indiquée, ce qui valut à la région malinoise, pendant un certain temps, l'arrêt complet de tout trafic économique.

La fête nationale du 21 juillet ayant été célébrée par un chômage complet, une messe solennelle à Sainte-Gudule terminée par une vibrante *Brabançonne* et l'offrande de fleurs et de couronnes jetées dans la crypte du monument des héros de 1830, le gouverneur manifesta sa mauvaise humeur en interdisant le 4 août, anniversaire de la déclaration de guerre, toute manifestation, et à partir de 8 heures du soir, toute circulation dans les rues sans autorisation. Dans la soirée, un soldat ayant été assailli par une pluie de boîtes de conserves et autres objets lancés des fenêtres, le gouverneur décréta qu'à partir du 9 août jusqu'au 22 inclus, toutes les maisons de commerce et les cafés des rues de l'Escalier et du Dam, seraient fermés à 7 heures du soir, et que plus personne ne pourrait y circuler après 9 heures.

Les habitants subirent la punition avec un flegme ironique.

D'autre part, le gouverneur militaire ayant appris qu'à l'occasion de la fête nationale, le Collège échevinal avait réussi à faire parvenir au Roi un télégramme d'hommage et d'inébranlable confiance, défendit toute récidive, sous menace de poursuivre les expéditeurs.

Dans la nuit du 7 janvier 1916, on découvrait à Schaerbeek, avenue Clays, le cadavre d'un nommé Neels, tué à coups de revolver. On apprit bientôt que la victime était à la solde des Allemands et leur avait livré, entre autres, Miss Edith Cavell, Philippe Baucq et plusieurs de leurs compagnons, fusillés comme eux. Le 12 janvier, le gouverneur von Sauberzweig, successeur de von Kraewel, prévenait la ville que, des armes existant encore dans la capitale, il ordonnait le licenciement de la garde bourgeoise, le renforcement des polices locales, frappait solidairement les communes de l'agglomération d'une amende de cinq cent mille marks, plus une amende de cinquante mille marks infligée à Schaerbeek, sur le territoire de laquelle le crime avait été commis. Le Collège lui répondit que l'assassin étant inconnu, on ne pouvait affirmer ni qu'il habitât Bruxelles, ni que l'arme provînt de l'agglomération. D'autre part, la victime étant belge, il n'y avait aucune raison pour que la Ville lui eût signalé le crime, ainsi qu'il reprochait de ne pas l'avoir fait. L'affaire, au surplus, regardait le parquet, et non les administrations communales. Le gouverneur prouva, naturellement, que l'amende était fondée ; mais l'affaire n'eut pas d'autre suite, la contribution forcée ayant été levée par suite de l'arrestation du meurtrier qui paya de sa vie son acte de justice.

De multiples manifestations ayant déjoué, le 21 juillet 1916, les mesures du gouverneur militaire — à cette époque le général von Hurt — celui-ci frappa l'agglomération bruxelloise d'une amende de 1 250 000 francs, sous prétexte que le cardinal Mercier avait été ovationné par la foule à sa sortie du *Te Deum*, et le soir, comme il quittait l'Institut Saint-Louis pour regagner Malines en automobile.

Les magistrats communaux rappelèrent que le baron von der Goltz avait reconnu le droit aux Belges d'affirmer leurs sentiments patriotiques, que la Convention de La Haye condamnait toute peine collective, que l'amende était en opposition avec la convention du 12 octobre, tous arguments qu'on ne se lassait pas de répéter pour souligner à chaque occasion la mauvaise foi allemande. Cette protestation eut le sort des précédentes, et le 10 août la Ville dut verser les douze cent cinquante mille francs.

Quelques semaines plus tard, le public ayant accueilli par des acclamations des aviateurs alliés, le gouverneur général von Bissing prit prétexte de ces manifestations et de prétendus signaux lumineux faits à l'aviateur pour punir certains quar-

tiers de l'agglomération. Il exigea, en outre, l'extinction des lumières dans toute l'agglomération à l'arrivée d'un avion, et l'arrêt de toute circulation de trains, de véhicules ou de piétons. L'administration communale, tout en protestant contre l'affirmation que des signaux lumineux eussent été faits, signala les difficultés d'exécution des mesures ordonnées par le gouverneur général. Celui-ci, au cours d'une entrevue avec le Collège, se plaignit, avec une irritation plaisante, de l'attitude des Bruxellois, qui « manquaient de déférence à son égard » (!), et déclara que si les mesures n'étaient pas strictement appliquées, il frapperait la Ville d'une amende de trente millions de marks.

Une autre question, plus grave, allait soulever un conflit aigu entre l'occupant et l'autorité communale.

Au début d'octobre, le gouverneur militaire de Bruges avait exigé de cette ville qu'elle mît 400 ouvriers à sa disposition. Le bourgmestre, le comte Visart, ayant refusé, ainsi que le comité de chômage, les Allemands avaient arrêté des hommes contraints de se présenter mensuellement au Meldeamt, et complété par des rafles dans les rues voisines le nombre qu'il leur fallait.

Peu à peu, cet enrôlement forcé de chômeurs, de négociants, de petits employés et même d'hommes aux carrières libérales s'étendit à tout le territoire occupé. Le 20 octobre, la Kommandantur réclamait de toutes les communes de l'agglomération bruxelloise la liste des chômeurs. M. Lemonnier répondit que les administrations communales ne pouvaient être tenues de prêter leur concours au pouvoir occupant pour la réalisation de mesures de cette nature, et qu'au surplus des promesses du Gouvernement allemand avaient garanti aux Belges une complète liberté de travail. Le bourgmestre, faisant fonctions, s'empressait en même temps d'avertir les ministres des États-Unis et d'Espagne.

Le 14 novembre, les bourgmestres de l'agglomération bruxelloise étaient convoqués à la Kommandantur où le commandant de place, von Soden, leur remit un avis du lieutenant-général Hurt, gouverneur de Bruxelles et de Brabant, réclamant les listes des chômeurs. Il ajouta qu'en cas de refus des mesures de rigueur seraient prises contre les bourgmestres récalcitrants, et que l'autorité militaire procéderait elle-même au choix des déportés. M. l'échevin Lemonnier, dans un discours à la fois ferme et digne, déclara que ses collègues et lui n'avaient pas besoin de délibérer sur leur attitude, tous étant résolus à ne jamais livrer des citoyens belges à l'Allemagne pour les vouer au travail forcé. Deux de ses collègues, MM. Errera et Hermann-Debroux, approuvèrent en allemand cette déclaration, en faisant ressortir que chaque ouvrier belge envoyé en Allemagne libérait un Allemand au profit du front.

Le 17 novembre, le prince de Ratibor, commissaire civil, se présentait à l'Hôtel de Ville, accompagné d'un premier lieutenant, de trois interprètes, d'un peloton de soldats et d'une dizaine de policiers. Le prince mit M. Lemonnier en état d'arrestation et annonça que tout le personnel était consigné jusqu'à ce que les listes de chômeurs eussent été remises.

M. Lemonnier persista dans son refus et convoqua le personnel dans la salle gothique pour le mettre au courant de la situation, en présence des policiers allemands. Un murmure d'approbation accueillit ses paroles. Des perquisitions furent opérées dans divers bureaux. A une heure, le per-

HOTEL DES MONNAIES

sonnel était libéré ainsi que le bourgmestre faisant fonctions, et les Allemands quittaient l'Hôtel de Ville en emportant les rôles des contributions. Des mesures identiques avaient été prises dans les autres communes.

Le même jour, une nouvelle protestation était adressée au gouverneur. Le 24 novembre, les bourgmestres des seize communes de l'agglomération étaient convoqués individuellement pour le lendemain matin à la Kommandantur. Ils y comparurent un à un devant un juge d'instruction sous inculpation de complot, pour avoir unanimement refusé de livrer les listes. Le jugement ne devait être rendu que plusieurs mois plus tard. Le 23 avril 1917, les bourgmestres étaient condamnés à une amende individuelle qui, pour M. Lemonnier, s'élevait à douze mille marks.

Le 27 novembre, à la suite des manifestations qui s'étaient produites au *Te Deum* chanté pour la fête du Roi, tous les établissements, y compris les théâtres, furent fermés à 7 heures et la circulation interdite sur tout le territoire bruxellois du 21 novembre au 18 décembre.

L'enlèvement des chômeurs à Bruxelles commença les 22, 23 et 24 janvier, et 1348 personnes furent expédiées en Allemagne. Déjà des chômeurs en étaient revenus, dans un état complet de délabrement physique, ayant subi des traitements dépassant les tortures des bagnes sibériens. Aussi le départ des ouvriers bruxellois provoqua-t-il une indignation profonde.

A ce moment, un nouveau conflit s'était élevé à propos de l'emploi du flamand en matière répressive, dans les relations de service des autorités administratives, et le pouvoir occupant avait réclamé la liste des fonctionnaires, en signalant ceux qui connaissaient les deux langues ; et plusieurs lettres avaient été échangées à ce sujet entre le gouverneur allemand et les magistrats communaux protestataires. Le conflit ne devait passer à l'état aigu que quelques mois plus tard.

Le Gouvernement avait d'ailleurs à régler une question plus urgente. Le 28 avril, il réclamait des communes bruxelloises la livraison immédiate de toutes les clôtures en fil de fer barbelé existant sur leur territoire. On lui objecta que ce serait porter atteinte au droit de propriété des particuliers, et, qu'au surplus, la mesure était inspirée par des considérations d'ordre militaire.

Le 10 mai, sur son refus de livrer les fils, M. Lemonnier était arrêté ainsi que M. Delleur, bourgmestre de Boitsfort. Les autres bourgmestres, qui pourtant s'étaient déclarés solidaires, étant tous d'accord pour ne pas livrer les fils aux Allemands, furent laissés en liberté. Huit jours après, les deux bourgmestres étaient envoyés en détention dans une forteresse, M. Lemonnier pour un an, M. Delleur pour neuf mois. Tous deux ne furent libérés qu'à l'armistice.

M. Jacqmain, échevin de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, condamné le 16 avril à un mois de prison pour n'avoir pas obéi à l'ordre de fermer les écoles, était déporté le 21 mai à Celle-Schloss comme indésirable. Les Allemands se débarrassaient ainsi d'un adversaire qui mettait obstacle à leur projet de flamandisation de l'enseignement. Mais son successeur, M. l'échevin Steens, qui, au départ de M. Lemonnier, avait pris également les rênes de l'administration, n'allait pas leur rendre la tâche plus aisée.

M. Steens commença par prévenir l'autorité allemande que le Conseil communal maintenait son attitude de ne point livrer les fils barbelés. Lassés de cette résistance, les Allemands nommèrent un commissaire spécial chargé de faire enlever les fils barbelés aux frais des communes.

Puis, comme le gouverneur général avait enjoint à la ville de classer par rues les déclarations de laine des matelas et coussins et de faire le relevé des laines déclarées, M. Steens renvoya au chef de district les déclarations en se refusant à coopérer à ce travail. Il refusa de même de faire afficher dans les magasins communaux une ordonnance invitant le public à vendre aux Allemands les noyaux de cerises et de prunes et les tiges d'orties.

Et les protestations se succédèrent, inlassablement, contre tout ordre illégal, contre tout abus de pouvoir ; en septembre, contre l'abatage de 277 arbres du parc, acte de vandalisme que l'on parvint à empêcher ; en octobre, contre la saisie des objets d'installation en cuivre, bronze et laiton ; le 24 janvier 1918, contre la prétention de l'occupant d'arborer des drapeaux allemands à l'Hôtel de Ville à l'occasion de la fête de l'Empereur. M. Steens va jusqu'à faire scier toutes les hampes disponibles pour empêcher l'exécution de ce projet. En mars, l'administration communale joint sa protestation à celle du cardinal Mercier contre l'enlèvement des cloches des églises, épreuve que l'intervention du Pape épargna aux fidèles.

Le souci de l'indépendance communale fut poussé à tel point que M. Steens, réclamant un jour le règlement de compte de l'électricité consommée au théâtre de la Monnaie pour les représentations organisées sous les auspices de la Bildungszentrale, menaça le comte von Sorden, commandant de place, de refuser l'usage du théâtre aux organisateurs des représentations suivantes si la note n'était pas payée dans les vingt-quatre heures. Le bourgmestre faisant fonctions faillit être arrêté de ce chef.

Mais les faits qui caractérisent surtout cette période de l'occupation sont : la séparation administrative, établie le 13 mai 1917 par la création des deux ministères, un flamand et un wallon, les menées activistes, et la flamandisation des écoles, dont nous exposons plus loin les péripéties.

L'emploi du flamand comme langue officielle dans l'agglomération bruxelloise avait fait l'objet, fin octobre, d'entrevues entre les bourgmestres et le chef de l'administration civile, M. Kransbuhler, qui leur avait conseillé de retarder l'envoi de leur protestation, dans l'espoir d'arriver à une transaction. Le 6 novembre, comme M. Steens lui expliquait que toute transaction entraînerait l'acceptation de la séparation administrative — repoussée par les villes flamandes elles-mêmes telles que Gand et Anvers — M. Kransbuhler l'avertit que l'envoi des lettres de protestation aurait « des conséquences foudroyantes ».

Sans tenir compte de l'avis, M. Steens les lui envoya le jour même, et le Collège échevinal, au nom des communes de l'agglomération, adressa en outre une requête au Chancelier de l'Empire. Cette manœuvre eut pour résultat d'amener le gouverneur général à réclamer un supplément d'enquête. La ville de Bruxelles y collabora en versant au dossier un rapport historique convaincant sur l'emploi du français dans la capitale belge.

L'attitude de l'échevin Steens lui avait valu, le 10 novembre, la lettre suivante du cardinal Mercier :

Monsieur le Bourgmestre,

Je ne puis me retenir de vous exprimer mon admiration. Votre acte d'énergie est superbe, et votre fierté patriotique nous fait du bien à tous. Je voudrais avoir l'occasion de le dire, du fond de mon âme, à tous vos collègues des Conseils communaux, de Bruxelles et faubourgs.

Que le bon Dieu garde et protège notre union patriotique et notre chère Patrie !

† D. J. Cardinal Mercier,
Archevêque de Malines.

UN SOLDAT DU CORPS DE POLICE A BRUXELLES

A la suite de la proclamation du Conseil des Flandres, constitué le 21 janvier, un mouvement s'était produit parmi les sociétés bruxelloises, tant flamandes que françaises, et le 11 février plus de cinq cents délégations venaient solennellement remettre au Conseil communal des protestations adressées au Chancelier de l'Empire contre la séparation administrative. L'intervention de soldats, baïonnette au canon, l'arrivée de M. Kransbuhler lui-même, ne purent empêcher cette manifestation qui, le 19 mars, valut aux communes de l'agglomération une amende solidaire de deux millions de marks.

L'été se passa au milieu d'incidents activistes et de conflits scolaires. En octobre, Bruxelles fut envahi par les fugitifs du nord de la France et des Flandres. Les Allemands ayant refusé le permis d'impression d'une ordonnance de M. Steens réquisitionnant des immeubles pour y loger les réfugiés, le bourgmestre faisant fonctions passa outre et réquisitionna quand même. Il ne put empêcher les officiers fuyant la débâcle d'occuper en octobre les maisons abandonnées. Déjà le gouvernement était impuissant. Les membres du Conseil des Flandres cherchaient asile hors frontières. M. Lemonnier était rentré le 26 et reçu solennellement le 28 par le Conseil communal. M. l'échevin Jacqmain était fêté à son tour le 4 novembre à l'occasion de sa libération. La révo-

lution allemande avait eu le 10 son contre-coup à Bruxelles où crépitait la fusillade, et, le 15 au soir, M. le bourgmestre Max, échappé de Goslar, atteignait Bruxelles après maintes péripéties, et était acclamé le surlendemain par la population en délire.

L'ESSAI DE FLAMANDISATION DES ÉCOLES

Les menées activistes, la création du « Conseil des Flandres », de l'Université flamande, puis l'instauration de la séparation administrative du pays préparant la constitution d'un État flamand, avaient eu pour effet d'imposer l'usage du flamand à Bruxelles, avec certaines restrictions pour quelques faubourgs.

La question de l'application de l'article 20 de la loi scolaire de 1914, concernant la désignation de la langue véhiculaire de l'enseignement, ne tarda pas à créer de sérieuses difficultés. Déjà un arrêté du 25 février 1916, tout en respectant le principe de la détermination par le père de famille de la langue maternelle des enfants, viciait l'esprit même de la loi au point de vue des tempéraments autorisés dans l'application de la règle. Il édictait une série de mesures qui détruisaient le principe de l'autorité communale et anéantissaient le droit des administrations locales de diriger leurs écoles dans les limites fixées par la loi.

Dans une lettre au gouverneur général, en date du 10 avril 1916, l'administration communale de Bruxelles avait démontré que les derniers articles de l'arrêté n'étaient point compatibles avec l'article 20 de la loi et avec le droit de la commune à la direction de ses écoles.

En outre, par arrêté du 24 mars 1917, l'autorité occupante avait créé une commission d'État que ne prévoyait ni la loi du 19 mai 1914 ni l'arrêté allemand du 25 février 1916. Un arrêté du 19 mai 1917 organisait l'inspection des écoles sous le contrôle de cette commission et enjoignait aux administrations communales de prêter leur concours à cette mesure. Le 6 juin, l'autorité allemande réclamait d'urgence les listes des parents d'élèves avec la mention de leur origine.

Le Collège protesta contre l'arrêté du 19 mai, en rappelant que l'inspection des écoles devait se faire par l'État ainsi que la nomination des inspecteurs, et démontrant que les décisions de la Commission d'État ne pouvaient avoir la moindre valeur. L'administration constatait, dans une autre lettre, que la liste des élèves avait été fournie au département des sciences et arts dès le début de l'année.

Naturellement, l'autorité allemande repoussa l'argumentation du collège, et renouvela ses menaces en cas de résistance. Une lettre du 4 juillet ajoutait que la compétence de la Commission d'État s'étendait aux jardins d'enfants. Le Gouvernement général ayant notifié à l'administration la désignation des commissaires spéciaux chargés de procéder à l'établissement des listes mentionnant l'origine des élèves, le Collège répondit qu'il ne pouvait déférer à l'injonction qui lui était faite, parce qu'elle méconnaissait la lettre et l'esprit de la loi du 15 juin 1914, laquelle s'attache essentiellement à assurer la liberté du père de famille quant à la détermination de la langue qui doit servir à l'instruction des enfants. Le Collège ajoutait :

> Tout procédé, destiné à établir entre les enfants des distinctions fondées sur une différence d'origine ou sur une diversité de race, en dehors même de l'incertitude et de l'arbitraire qui en sont inséparables, pourrait devenir un grave danger pour l'unité et l'indivisibilité de la Patrie belge. Le maintien de cette unité et de cette indivisibilité répond, sans qu'un seul doute soit possible à cet égard, aux sentiments patriotiques de tous les citoyens belges. Le Collège échevinal proteste contre toutes mesures que prendraient les commissaires spéciaux et se réserve de discuter, le cas échéant, leur légalité devant les tribunaux belges.

Le Président de l'administration civile répondit à cette ferme protestation par un dernier avertissement, et convoqua pour le lendemain, 11 août, M. Steens faisant fonction de bourgmestre et d'échevin de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Il critiqua la lettre du Collège, conçue dans des termes inadmissibles, et insista pour qu'on en modifiât le contenu.

M. Steens ayant constaté que la protestation était conforme à la vérité et au droit, et que les termes mêmes reflétaient fidèlement sa pensée, le Président le menaça de mesures sévères et lui fit remarquer que la protestation portait en tête une croix bleue signifiant « acte de rébellion ». Mais le bourgmestre Steens acceptait toutes les conséquences et les responsabilités de ses actes. Il affirma que le bilinguisme avait toujours été scrupuleu-

sement respecté par l'administration, et que ce n'était pas par un simple trait de plume, que l'on pouvait changer les habitudes de langue d'une ville comme Bruxelles. Il se refusa, au surplus, à modifier quoi que ce fût dans le texte de la protestation.

Le 21 août, les commissaires spéciaux se présentèrent au cabinet du bourgmestre qui refusa de leur parler en flamand, déclarant qu'il avait cessé d'user de cette langue depuis la constitution du Conseil des Flandres. Les commissaires se rendirent ensuite chez M. Devogel, directeur des écoles, à qui ils remirent une lettre lui enjoignant de faire parvenir à leur adresse, avant le 31 août, la liste des élèves des écoles, avec l'indication du lieu de naissance des parents.

Le Collège, en ayant pris connaissance, interdit à M. Devogel de la transmettre aux chefs d'école. Ceux-ci furent également avisés qu'ils ne pouvaient dresser la liste réclamée, et que défense leur était faite d'accorder l'accès des classes aux commissaires spéciaux en l'absence de l'inspecteur officiel. On leur rappelait, en outre, que la déclaration du chef de famille fixant la langue maternelle de l'enfant devait être conservée dans les archives de l'école et que les directeurs ne pouvaient s'en dessaisir sous aucun prétexte.

La résistance du Collège se maintint malgré les ordres et les menaces, si bien qu'en novembre 1917 les commissaires spéciaux réclamaient toujours les listes, avec noms, prénoms, adresses et lieux de naissance des élèves. Pour gagner du temps, la Ville demanda un délai, puis finit par envoyer les listes — telles que les possédait d'ailleurs le service d'inspection de l'État — sans l'indication du lieu de naissance, le seul renseignement qui intéressât, en réalité, l'autorité occupante. Celle-ci supprima les subsides accordés à l'enseignement communal par l'État. Le Collège riposta, en constatant que cette mesure laissait dorénavant la Ville seule maîtresse de son enseignement et en intimant à l'inspecteur défense de visiter les écoles. Le corps professionnel était en même temps averti qu'il ne devait céder qu'à la contrainte.

Cette attitude ferme ne se démentit pas pendant les mois qui devaient encore s'écouler jusqu'à l'armistice. L'administration civile ayant imposé, le 27 décembre 1917, l'emploi dans les écoles d'un registre matricule comportant l'indication de l'origine des parents des élèves, le registre ne fut jamais mis en usage.

Un inspecteur allemand ayant été nommé en juin 1918, reçut dans les classes qu'il visita un tel accueil que le Président de l'administration civile, après avoir déclaré que les objections du Collège étaient pour lui sans importance, menaça de sévir contre les instituteurs récalcitrants. Mais on approchait de l'époque des vacances. L'offensive de juillet donnait aux Allemands d'autres soucis que les préoccupations scolaires; et quand, en octobre, les écoles se rouvrirent, la situation désespérée de l'envahisseur ne lui permettait plus de reprendre une lutte dans laquelle, malgré les menaces, les abus de pouvoir, et l'arrestation de plus d'un membre de l'enseignement, il n'avait pas réussi à imposer ses volontés.

L'ATTITUDE DE LA MAGISTRATURE

Le Palais de justice de Bruxelles n'avait pas tardé à être, lui aussi, envahi par l'ennemi. Quinze jours après l'occupation de Bruxelles, le 4 septembre, des troupes y cantonnaient, montaient des cantines, mettaient des canons en batterie dans l'enceinte grillagée et retenaient pour leur casernement la moitié nord-est du Palais. Le 7, sous le multiple prétexte que l'édifice abritait un colombier militaire, qu'il renfermait un dépôt d'armes et constituait un centre d'espionnage et de correspondance avec les autorités belges du dehors, le Palais fut brusquement fermé et l'accès en fut interdit à tous.

A la suite des protestations des magistrats et du bourgmestre Max, l'autorité allemande admit « par faveur » que les magistrats et les avocats eussent accès au Palais, à la condition de fournir des preuves d'identité aux fonctionnaires placés à l'une des entrées et aidés de membres du personnel judiciaire subalterne.

Cet arrangement, malgré ses clauses restrictives et vexatoires, permettait, à tout le moins, le fonctionnement de l'appareil judiciaire. Il se justifiait d'autant mieux que les motifs allégués par les Allemands étaient sans fondement. Le Palais a toujours été peuplé de pigeons errants, les greffes correctionnels ont toujours eu en dépôt des armes saisies comme pièces à conviction ; et quand au service d'espionnage, les Allemands furent forcés de convenir qu'on n'en trouvait trace nulle part.

Or, les magistrats qui se présentèrent le 8 pour siéger trouvèrent barrés les couloirs dont on leur

avait réservé l'accès. Ils constatèrent que des perquisitions avaient été opérées, des portes fracturées, les fils de la communication téléphonique intérieure coupés. On avait bouleversé les dossiers, cambriolé les coffres-forts, arraché les décorations aux robes des magistrats, pillé des armoires contenant une argenterie plus précieuse encore par son intérêt historique que par sa valeur intrinsèque, volé la collection des sceaux de justice depuis l'époque de Marie-Thérèse, mis dans un désordre indescriptible le local affecté aux pièces à conviction. Les soldats, revêtus des robes rouges des magistrats de la Cour de cassation, avaient organisé une mascarade dans les couloirs.

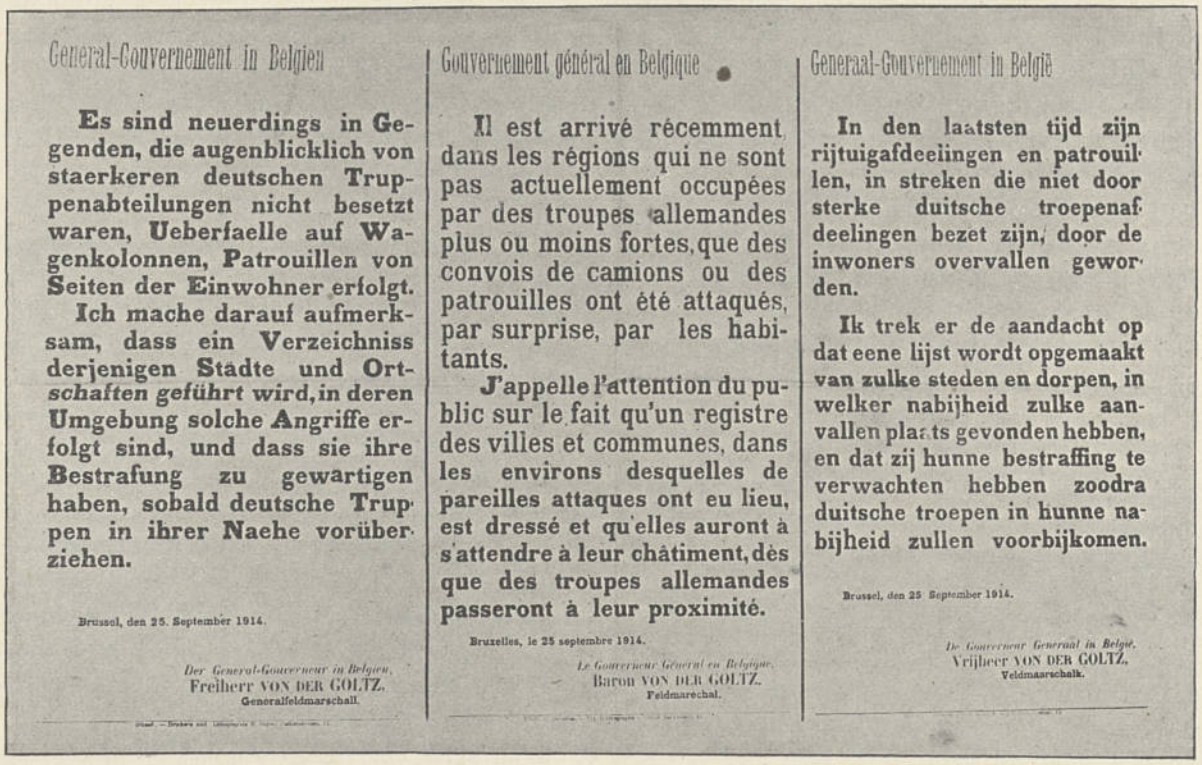
Les chefs des corps judiciaires, bâtonniers des Barreaux de Cassation et d'Appel adressèrent à ce sujet, au gouverneur général, une éloquente protestation contre l'atteinte portée au prestige de la justice belge et à la considération et indépendance de ceux qui coopèrent à l'administrer.

Dans aucun État, disaient les signataires, l'administration de la justice n'est regardée comme possible en dehors des garanties de publicité, de liberté et de décence extérieures, tout ensemble définies par les lois, commandées par la dignité de la fonction judiciaire et exigées par l'intérêt même du justiciable. Partout, en temps de guerre, les bâtiments publics où la justice rend ses arrêts, sont tenus pour des « choses sacrées » couvertes par la même immunité générale que les sanctuaires voués au culte de la Divinité et les monuments où se conservent les chefs-d'œuvre de l'esprit humain.

Et après avoir rappelé ce que contenait le Palais de justice en archives, en œuvres d'art, en livres nombreux d'un prix inestimable, ils ajoutaient :

Votre Excellence s'est plu, dans sa proclamation du 2 septembre 1914, à augurer une prompte reprise de la vie normale du pays, et Elle conviait, dans ce dessein, les citoyens paisibles, spécialement ceux qui remplissent une fonction publique, à vaquer à leurs occupations ordinaires. Le but poursuivi par Votre Excellence pourrait-il, en vérité, être atteint, si le cours de la Justice, qui reste la régulatrice suprême de la vie sociale, même dans la mesure réduite où les circonstances permettent encore aux tribunaux de fonctionner, continuait d'être entravé par l'occupation du Palais?

Toutes ces objections et bien d'autres d'un caractère pratique, restèrent sans effet. Le Palais de justice continua à servir de corps de garde, et les tribunaux, désormais à l'étroit, se tirèrent



General-Gouvernement in Belgien

Es sind neuerdings in Gegenden, die augenblicklich von staerkeren deutschen Truppenabteilungen nicht besetzt waren, Ueberfaelle auf Wagenkolonnen, Patrouillen von Seiten der Einwohner erfolgt.

Ich mache darauf aufmerksam, dass ein Verzeichniss derjenigen Städte und Ortschaften geführt wird, in deren Umgebung solche Angriffe erfolgt sind, und dass sie ihre Bestrafung zu gewartigen haben, sobald deutsche Truppen in ihrer Naehe vorüberziehen.

Brussel, den 25. September 1914.

Der General-Gouverneur in Belgien,
Freiherr VON DER GOLTZ.
Generalfeldmarschall.

Gouvernement général en Belgique

Il est arrivé récemment dans les régions qui ne sont pas actuellement occupées par des troupes allemandes plus ou moins fortes, que des convois de camions ou des patrouilles ont été attaqués, par surprise, par les habitants.

J'appelle l'attention du public sur le fait qu'un registre des villes et communes, dans les environs desquelles de pareilles attaques ont eu lieu, est dressé et qu'elles auront à s'attendre à leur châtiment, dès que des troupes allemandes passeront à leur proximité.

Bruxelles, le 25 septembre 1914.

Le Gouverneur Général en Belgique,
Baron VON DER GOLTZ.
Feldmarechal.

Generaal-Gouvernement in België

In den laatsten tijd zijn rijtuigafdeelingen en patrouillen, in streken die niet door sterke duitsche troepenafdeelingen bezet zijn, door de inwoners overvallen geworden.

Ik trek er de aandacht op dat eene lijst wordt opgemaakt van zulke steden en dorpen, in welker nabijheid zulke aanvallen plaats gevonden hebben, en dat zij hunne bestraffing te verwachten hebben zoodra duitsche troepen in hunne nabijheid zullen voorbijkomen.

Brussel, den 25 September 1914.

De Gouverneur Generaal in België,
Vrijheer VON DER GOLTZ,
Veldmaarschalk.

d'affaire comme ils purent, non sans conflits avec l'occupant.

En décembre 1914, une firme de Düsseldorf, mécontente de l'issue du procès qu'elle soutenait, se plaignit au gouverneur allemand du manque de zèle de son défenseur Me R..., avocat à Bruxelles. Le chef de l'administration civile réclama de revanche, l'Allemand, sujet de droit, justiciable de nos tribunaux, est sacré à nos yeux. Qu'il comparaisse devant nos juridictions, civiles ou répressives, il peut être rassuré; il ne connaîtra ni déni de justice, ni parti pris, ni malveillance, ni vexations. Que si sa liberté, son honneur ou ses intérêts étaient injustement menacés, le Barreau serait là pour le protéger.

Quant à la menace qui nous est faite, de prendre des

VERORDNUNG

1° **Alle Erzeugnisse der Buchdruckerpresse,** sowie alle andern, durch mechanische oder chemische Mittel bewirkten zur Verbreitung bestimmten Vervielfältigungen von Schriften und bildlichen Darstellungen mit oder ohne Schrift und von Musikalien mit Text oder Erläuterungen (Druckschriften) sind der **Zensur** des Kaiserlich Deutschen General-Gouvernements (Zivilverwaltung) unterworfen.

Wer die in Absatz 1 bezeichneten Druckschriften ohne Erlaubnis der Zensurstelle herstellt oder verbreitet, wird nach Kriegsrecht bestraft. Die Druckschriften werden eingezogen und die zur Herstellung bestimmten Formen und Platten unbrauchbar gemacht.

Als Verbreitung einer Druckschrift im Sinne dieser Verordnung gilt auch das Anschlagen, Ausstellen oder Auslegen derselben an Orten, wo sie der Kenntnisnahme durch das Publikum zugänglich ist.

2° **Theateraufführungen, Gesangs- oder deklamatorische Vorträge aller Art sowie kinematographische Schaustellungen oder Verführungen von sonstigen Lichtbildern** dürfen nur veranstaltet werden wenn die aufzuführenden Theaterstücke, die Vorträge oder die vorzuführenden Lichtbilder vorher von der Zensurstelle zugelassen sind.

Wer Theateraufführungen, Vorträge oder Vorführungen von Lichtbildern ohne Erlaubnis der Zensurstelle veranstaltet oder wer sich an solchen Aufführungen, Vorträgen oder Vorführungen irgendwie beteiligt, wird nach Kriegsrecht bestraft. Die Platten und Films werden eingezogen.

Diese Verordnung tritt sofort in Kraft.

Brüssel, den 13. October 1914.

Der General-Gouverneur in Belgien.
Freiherr VON DER GOLTZ,
Generalfeldmarschall.

Arrêté

1° **Tous les produits d'imprimerie** ainsi que toutes autres reproductions d'écrits ou d'images, avec ou sans légende, et de compositions musicales avec texte ou commentaires, (imprimés), obtenus par des procédés mécaniques ou chimiques et destinés à être distribués, sont soumis à la **censure** du Gouvernement Général Impérial allemand (Administration civile).

Quiconque aura fabriqué ou distribué des imprimés indiqués à l'alinéa 1er sans la permission du censeur, sera puni conformément à la loi martiale. Les imprimés seront confisqués et les plaques et clichés destinés à la reproduction seront rendus inutilisables.

Est considéré également comme distribution d'un imprimé prohibée par le présent arrêté, l'affichage, l'exposition ou la mise à l'étalage en des endroits où le public est à même d'en prendre connaissance.

2° **Des représentations théâtrales, des récitations chantées ou parlées de toute espèce, ainsi que des projections lumineuses, cinématographiques ou autres,** ne peuvent être organisées que lorsque les pièces théâtrales, les récitations ou les projections lumineuses en question auront été admises par le censeur.

Quiconque aura organisé des représentations théâtrales, des récitations ou des projections lumineuses sans la permission du censeur, ou quiconque aura pris part, d'une manière quelconque, à ces représentations, récitations ou projections, sera puni conformément à la loi martiale. Les plaques et films seront confisqués.

Cet arrêté entre immédiatement en vigueur.

Bruxelles, le 13 octobre 1914.

Le Gouverneur Général en Belgique.
Baron VON DER GOLTZ,
Feldmarschall.

VERORDENING

1° **Alle voortbrengselen der drukpers,** evenals alle andere door machinale of scheikundige middelen verkregene en tot uitbreiding onder het publiek bestemde vermenigvuldigingen van geschriften en afbeeldingen, met of zonder schrift, en van muziekstukken met tekst of uitleggingen (drukwerken), zijn aan de **censuur** van het Keizerlijk duitsche Gouvernement-Generaal (Burgerlijk bestuur) onderworpen.

Wie de in alinea 1 aangegeven drukwerken zonder toestemming van den censor daarstelt of uitbreidt, wordt volgens de oorlogswetten gestraft. De drukwerken worden verbeurd verklaard en de vormen en platen onbruikbaar gemaakt.

Als uitbreiding van een drukwerk in den zin van deze verordening wordt ook aanzien het aanplakken, ten toon stellen of ten toon leggen op plaatsen waar het publiek ervan kan kennis nemen.

2° **Theatervertooningen, gezongen of gesproken recitaties, evenals tentoonstellingen van kinematograafische of andere lichtbeelden,** mogen alleenlijk georganiseerd worden indien zij te voren door den censor toegelaten zijn.

Wie theatervertooningen, recitaties of tentoonstellingen van lichtbeelden zonder toelating van den censor organiseerd of wie op hetzij welke wijze deel neemt aan de organisatie van zulke vertooningen, recitaties of tentoonstellingen wordt volgens de oorlogswetten gestraft. De platen en films worden verbeurd verklaard.

Deze verordening treedt onmiddellijk in werking.

Brussel, den 13 October 1914.

De Gouverneur Generaal in België.
Vrijheer VON DER GOLTZ,
Veldmaarschalk.

Me Théodor, bâtonnier des avocats d'appel, justification de la conduite de Me R..., menaçant de mesures de rigueur le barreau tout entier au cas où il serait prouvé que les avocats belges manifestent de la répugnance à défendre des clients allemands.

Après avoir fourni la justification demandée, Me Théodor déclara qu'il n'avait pas à se préoccuper de l'état d'âme de ses confrères et que personne n'avait le droit de sonder leur conscience. Et il ajoutait, noblement et virilement :

> Sans doute, depuis qu'elle nous a envahis, l'Allemagne est devenue notre ennemie. Menacés par elle dans notre existence, nous la combattons avec toute l'âpreté d'un patriotisme enraciné. A elle, nous ne devons rien. En mesures — mesures dont je ne devine ni la nature ni la portée — elle est superflue. Elle ne saurait modifier en rien notre attitude. Nous agirons à l'avenir comme nous l'avons fait dans le passé, sans préoccupation d'aucune espèce et sans autre mobile que celui de bien faire.

Me Théodor ajoutait enfin que le Barreau ne connaît ni la tutelle, ni le pouvoir d'aucun parti politique, qu'il règle sa vie et son activité comme il l'entend et qu'il ne reçoit d'ordre ni d'injonction de personne.

L'honorable bâtonnier ne devait pas borner à cette fière réponse son attitude vis-à-vis de l'occupant. Le 17 février 1915, il adressait au gouverneur général une nouvelle lettre pour se plaindre, cette fois, d'abus graves dont les Belges étaient

victimes en matière répressive. Il y constatait que tout dans l'organisation judiciaire allemande en Belgique est contraire aux principes du droit, que rien n'éclairait le public sur l'institution du pouvoir établi, les lois de son fonctionnement, sa compétence, les prescriptions appliquées et les mesures qui en garantissaient l'efficacité. Il rappelait que nulle juridiction contentieuse, nul tribunal ne peut être établi, nulle peine établie et appliquée, qu'en vertu d'une loi, que la justice allemande était une justice sans contrôle, laissant le juge livré à ses impressions, à ses préjugés, à son ambiance, et le prévenu, abandonné sans défense efficace à un adversaire tout-puissant. Il flétrissait la police secrète et les délateurs, les longues détentions, les tortures morales infligées aux prisonniers ; il rappelait que l'occupation du Palais de justice est une violation de la Convention de La Haye ; et, montrant le Belge, libre par atavisme, entravé par mille contraintes, il déclarait : « Son âme meurtrie n'oubliera jamais. »

Et deux décrets allemands ayant institué ce même mois des tribunaux d'arbitrage, composés en majorité de personnes désignées par l'occupant, le Conseil de l'Ordre des avocats près la Cour d'Appel interdit à tout avocat ou stagiaire de concourir, fût-ce par la simple rédaction d'ajournements, conclusions, mémoires ou notes, au fonctionnement de ces juridictions d'exception, et chargea son bâtonnier de transmettre cette décision au gouvernement général, en lui en faisant connaître les motifs et la portée. Me Théodor s'acquitta de cette mission par une lettre, d'argumentation irréfutable, adressée au chef de l'administration civile.

Un incident sans importance lui permit de rouvrir le débat le 18 mars en lui donnant un grand retentissement. Un locataire poursuivi pour non-paiement de son loyer avait demandé le renvoi de la cause devant la juridiction d'arbitrage. M. Théodor se présenta à la barre pour défendre le propriétaire et soutenir que l'arrêt allemand n'avait pas de valeur légale.

Le procureur du Roi ayant émis l'avis que le champ d'action de ces tribunaux devait se limiter aux petites contestations, l'autorité allemande riposta par un arrêté du 27 mars étendant la compétence des tribunaux arbitraux à toutes les contestations, d'où nouvelle plaidoirie de Me Théodor sur l'illégalité de l'arrêté. Le 22 avril, le tribunal de première instance rendait un jugement conforme à la thèse du bâtonnier. Cinq jours après, le chef de l'administration civile ordonnait au procureur général de faire interjeter appel au jugement rendu. La Cour d'appel de Bruxelles, dans son arrêt du 19 juillet, déclara légal l'arrêté allemand créant des tribunaux d'arbitrage. Statuant dans une matière identique, la Cour d'appel de Liége, quelques jours auparavant, avait rendu un arrêt diamétralement opposé.

Le 6 septembre suivant, Me Théodor était arrêté comme indésirable et envoyé sans jugement en Allemagne. Le Conseil général de la Fédération des Avocats, en une séance à laquelle assistaient trois émissaires du Gouvernement général, signait, le 22 octobre, une protestation énergique contre la déportation du bâtonnier. Celui-ci, à la suite d'une démarche tentée en 1916 par le Barreau de Paris auprès du Roi d'Espagne, fut libéré sous condition de ne pas rentrer en Belgique.

La Cour d'appel, continuant la lutte de la magistrature contre les illégalités du pouvoir occupant en matière judiciaire, eut à statuer dans un procès plaidé à la suite d'une requête d'un sénateur protestant contre la décision du directeur des contributions qui l'avait imposé au décuple, à titre d'absent. Cette taxe sur les absents faisait depuis des mois l'objet d'une correspondance aigre-douce entre le chef de l'administration civile et l'administration des finances, laquelle s'efforçait d'en entraver, de son mieux, l'application. La Cour d'appel se déclara incompétente, après des attendus qui assimilaient la taxe à une véritable peine civile. La Cour de cassation confirma définitivement cet arrêté le 1er mai 1916. En fait, l'affaire était close depuis le 12 janvier par l'ordonnance de M. Benoidt, président du tribunal de première instance de Bruxelles, déclarant qu'il serait sursis à toute mesure d'exécution. En conséquence, les fonctionnaires ne coopérant plus à l'application de la taxe, celle-ci ne fut plus perçue. A la suite d'une autre ordonnance dont les considérants furent jugés « intentionnellement hostiles à l'Allemagne », M. Benoidt fut relevé de ses fonctions.

Cette atteinte au principe de l'inamovibilité provoqua une vive émotion dans le monde du Palais, et la Cour de cassation demanda au Gouvernement général des précisions au sujet de l'indépendance de la mission des juges. Le chef de l'administration civile ayant déclaré sans fondement les

craintes de la magistrature belge, la Cour de cassation se tint pour satisfaite, ce qui provoqua une manifestation de profond regret de la part du Conseil de l'Ordre des avocats près la Cour d'appel qui eût souhaité voir la Cour exiger le retrait de la mesure illégale qui avait atteint M. Benoidt.

Un arrêt de la Cour de cassation, conforme à celui de la Cour d'appel de Bruxelles sur la question de la légalité de la création des tribunaux d'arbitrage, causa une émotion plus considérable encore. Il s'agissait, en effet, de savoir jusqu'à quel point le pouvoir occupant a le droit d'innover législativement. La Cour de cassation estima qu'en prononçant comme elle l'avait fait, elle servait les intérêts nationaux. Le bruit courut cependant que cette opinion n'était pas unanime parmi les conseillers.

VISITE DU GRAND-DUC DE BAVIÈRE A ANVERS
1. Grand-Duc de Bavière. — 2. Le gouverneur d'Anvers, général Freiherr von Huene

Le 8 novembre, la magistrature belge adressait au gouverneur général une protestation contre la déportation des ouvriers en Allemagne, méconnaissance du principe de la liberté individuelle, du droit de la guerre et des promesses faites par l'occupant quant à la sécurité et à la protection des citoyens restés au pays.

Une protestation signée par près de 500 membres de la magistrature et des barreaux de cassation et d'appel fut adressée, en juin 1917, au Chancelier de l'Empire contre les déportations des fonctionnaires, qui avaient résigné leurs fonctions, plutôt que de coopérer à la séparation administrative établie par l'autorité allemande.

Peu à peu, une réaction s'était esquissée au Palais de justice contre la tendance de la Cour de cassation à reconnaître la légalité des tribunaux d'exception. Mais la déception que cet arrêt avait causée se dissipa lorsque, le 21 janvier 1918, à propos d'un pourvoi contre une décision de la députation permanente de Namur, la Cour de cassation rejeta le pourvoi en déclarant qu'elle ne peut être appelée à connaître que des décisions qui sont l'œuvre de juridictions nationales, que seules peuvent être considérées comme telles les juridictions instituées par les dispositions de la Constitution et des lois du royaume, et que la décision entreprise n'émanait pas de la députation permanente, ayant été rendue à l'intervention du président de l'administration civile qui avait participé à la délibération.

Bientôt, du reste, la haute magistrature allait être appelée à prendre des décisions dans une affaire d'une gravité exceptionnelle.

La création du soi-disant « Conseil des Flandres » par les activistes, et la proclamation de l'autonomie politique de la Flandre qui prétendait consacrer la division du pays en deux États appelaient une protestation dont les parlementaires, tant flamands que wallons, se chargèrent, d'abord par une lettre adressée au chancelier von Hertling, puis par une dénonciation à la Cour d'appel des membres du Conseil des Flandres pour atteinte à la sûreté de l'État. Convoquée le 7 février pour délibérer sur cette plainte, la Cour d'appel enjoignit au procureur général de faire rechercher et poursuivre les traîtres. Des mandats d'amener furent aussitôt délivrés contre Tack, président du « Conseil des Flandres », Borms et Lambrichts. Les deux premiers furent arrêtés à leur domicile. Au cours de l'interrogatoire, un fonctionnaire allemand, occupant le poste de ministre de la justice, M. Schauer, accompagné de soldats armés, venait délivrer les inculpés. Le surlendemain, l'au-

torité allemande faisait arrêter M. Lévy-Morelle, faisant fonctions de président de la Cour d'appel, et les trois présidents de la Chambre, MM. Jamar, Ernst et Carez. En raison de son grand âge, M. Jamar fut relaxé. Les autres furent envoyés à Celle-Schloss où ils retrouvèrent M. le bourgmestre Max. En outre, les conseillers à la Cour d'appel furent suspendus.

L'indignation au Palais se traduisit aussitôt par la décision générale, prise par tous les magistrats, de ne plus siéger. La Cour de cassation, réunie le 11 février en assemblée générale, décida également de suspendre ses audiences. Cette décision provoquait automatiquement l'arrêt de tous les rouages de la vie judiciaire. Le tribunal de première instance, le tribunal de commerce, le Parquet, les avocats adoptèrent la même attitude, et le Palais tout entier resta livré à la soldatesque.

La retraite de la magistrature amena le gouverneur général, von Falkenhausen, à adresser au procureur général près la Cour de cassation une lettre expliquant la nécessité des mesures prises par l'autorité allemande, regrettant que la Cour, au lieu de se solidariser avec les juges de la Cour d'appel, n'eût point délibéré sur le problème d'assurer le fonctionnement régulier de la justice dans les circonstances actuelles, et qui gardait un ton si exceptionnellement courtois que d'aucuns y virent le désir d'aplanir le conflit. La Cour de cassation, par des considérants chaleureusement approuvés, répondit au gouverneur général qu'elle maintenait sa délibération du 11 février. Les ministres d'Espagne et de Hollande tentèrent d'intervenir en conciliateurs. Mais la Cour de cassation exigeait qu'on libérât d'abord les trois présidents, et qu'on levât l'interdiction qui frappait la Cour d'appel, tandis que l'autorité allemande prétendait que la justice reprît son cours avant de faire droit aux désirs de la magistrature.

La Cour de cassation entendait d'ailleurs obtenir la nette assurance que l'occupant ne s'immiscerait plus dans les affaires judiciaires, le pouvoir judiciaire belge étant un pouvoir souverain.

Les négociations étaient dès lors impossibles, et le gouverneur général, par un avis placardé le 2 avril, annonça l'organisation des tribunaux allemands, les commandants militaires étant provisoirement chargés de réprimer les crimes et les délits.

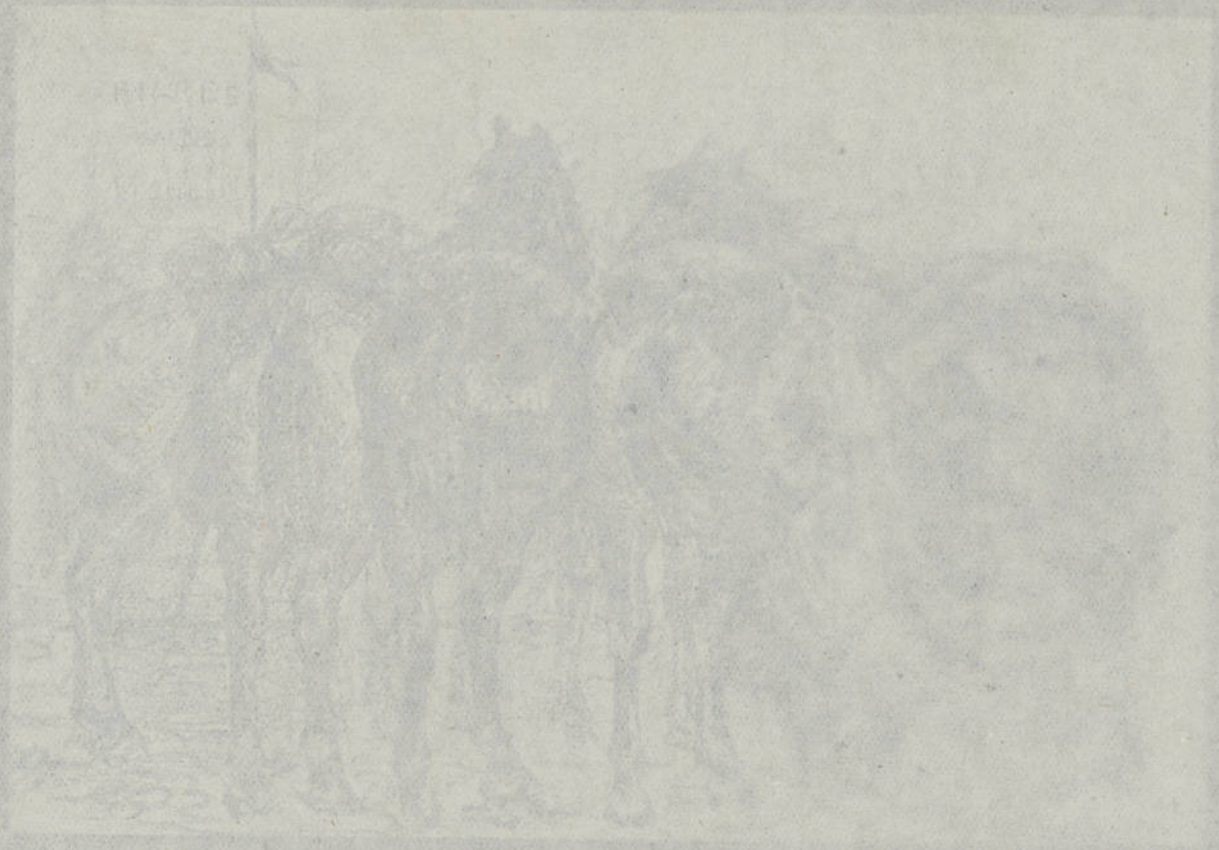
Quelques jours après, une perquisition avait lieu au Palais de justice, au vestiaire des avocats, dans la salle des délibérations du Conseil de discipline des avocats d'appel et celle du Conseil de discipline des avocats de cassation, puis enfin au domicile de Me Jaspar, secrétaire du Conseil, chez qui les Allemands saisirent la plainte des parlementaires contre le Conseil des Flandres, les conclusions du procureur général au sujet de l'arrêt du 11 février, et une copie de la lettre adressée par le bâtonnier au procureur général pour lui faire savoir que le barreau ne reparaîtrait à la barre que quand la magistrature pourrait remplir son office en pleine indépendance. Il est à supposer que les Allemands cherchaient surtout des documents qui leur eussent permis d'échafauder une accusation de « complot » contre avocats et magistrats ; mais leur astuce et leur fourberie furent impuissants à mener ce projet à bonne fin.

Et des tribunaux allemands ayant chacun une section pénale et une section civile, et dont les juges, ainsi que les membres du parquet, étaient nommés par le gouverneur général, furent établis un peu partout. Il fut toutefois décidé que les conflits entre Belges ne seraient pas jugés par les tribunaux civils. Et ce ne furent certes pas les Belges qui s'en plaignirent. Les plaideurs attendirent patiemment des temps meilleurs, et le 13 novembre 1918, une affiche signée par le gouverneur de Brabant, annonçant la fin imminente de l'occupation ennemie et la reprise de ses fonctions administratives, proclamait que la justice belge reprenait son cours.

L'ACTION DU COMITÉ NATIONAL

L'invasion des troupes allemandes, marquée par les incendies, les pillages, les arrestations, les déportations, les fusillades et les réquisitions de toute nature, avait eu pour premiers effets de réduire à la misère des populations entières chassées de leurs foyers. Dans les régions non encore envahies, une partie des habitants s'enfuyait vers la France, la Hollande, le littoral où elle se trouvait presque toujours dépourvue de tout. Parmi ceux qui — c'était le plus grand nombre — avaient attendu sur place les événements, beaucoup étaient condamnés au chômage forcé et à la perte de leur gagne-pain par suite de l'arrêt brusque de l'industrie, du commerce et des affaires.

Leur situation était encore compliquée par l'arrêt



L'ÉTAPE

LES RÉQUISITIONS

SCÈNES DE L'OCCUPATION

Croquis extraits de l'œuvre de *E. Renard*

BIÈRES
VINS

des importations, les difficultés croissantes des communications, les réquisitions continuelles et par le renchérissement des denrées qui en était la conséquence. Ceux-là même qui jouissaient de certains revenus ou d'économies déposées en banque ou à la Caisse d'épargne se voyaient réduits à la gêne par la réglementation des retraits de fonds en banque, la fermeture des bureaux de poste qui faisaient le service d'agences de la Caisse générale d'épargne et de retraite ou par la cessation des paiements de l'État, et allaient grossir les rangs des nécessiteux. A Bruxelles, le chômage était général. Dans la province de Liége, sur 200 000 ouvriers industriels, le cinquième à peine parvenait encore à gagner des salaires réduits. Dans l'arrondissement de Mons, 150 000 travailleurs se trouvaient sans ressources. En quelques jours, la Belgique était acculée à la misère et à la faim.

Un arrêté royal du 14 août 1914 fixa les prix maxima pour les denrées alimentaires et organisa les réquisitions indispensables. Dans beaucoup de localités des comités de distribution furent institués avec le concours des pouvoirs officiels. Mais la plupart ne disposaient que de ressources précaires. D'autre part, l'épuisement des réserves alimentaires indigènes nécessitait l'importation de grandes quantités de vivres. Cette situation exigeait un effort que ne pouvaient donner les organisations locales. On comprit promptement la nécessité d'une centralisation. C'est ce qui provoqua, autour du Comité central, fondé à Bruxelles, le 3 septembre, avec le concours de M. le bourgmestre Max, de M. Ernest Solvay, de son petit-fils, M. Emmanuel Janssen, de M. Jadot, gouverneur, et de M. Franqui, directeur de la Société Générale de Belgique, le groupement des forces qui aboutit à la constitution du Comité national de Secours et d'alimentation.

Le Comité central avait eu soin d'abriter ses efforts sous le patronage des ministres d'Espagne et des États-Unis, par la création d'un organisme hispano-américain dont le but était de faciliter les relations du Comité belge avec les envahisseurs. On commença par recueillir les souscriptions nécessaires, par régler les conditions de l'intervention par voie de subside en faveur des comités locaux et par créer des cantines populaires pour uniformiser l'assistance des indigents.

Comme on devait pouvoir disposer de vivres et de farine à l'abri des réquisitions de l'ennemi, on demanda à l'autorité allemande des sauf-conduits pour les vivres destinés aux œuvres d'alimentation. L'autorité militaire accorda cette autorisation sous forme d'affiches, dites de protection, apposées sur les véhicules. Mais les ressources en céréales du pays furent bientôt épuisées. D'autre part, le Gouvernement impérial prenait prétexte du blocus anglais pour se dérober au devoir de nourrir la population des territoires occupés. Dès la mi-septembre, la farine manqua dans la capitale.

Des négociations, auxquelles prirent part les ministres d'Espagne et des États-Unis, furent engagées avec le Gouvernement anglais pour obtenir l'importation de denrées que, par lettre du 16 octobre, le maréchal von der Goltz s'engageait à exempter de toute réquisition.

Le Gouvernement consentit finalement, à condition que ces produits fussent convoyés jusqu'à la frontière belge sous le patronage des ambassadeurs d'Espagne et des États-Unis à Londres. De la frontière jusqu'aux magasins de distribution, le transport devait s'effectuer sous le patronage des ministres d'Espagne et des États-Unis en Belgique. De là, la création de la C. R. B. (Commission for Relief in Belgium) qui exécuta les opérations d'expédition et de réception des marchandises autorisées et en surveilla l'emploi.

Dès le 23 octobre, une réunion des délégués des comités de province permit au Comité central d'étendre son action sur tout le pays. Son titre fut alors remplacé par celui de Comité national. Même à ce moment, aucun de ses fondateurs ne pouvait certes se douter du développement que cette institution allait atteindre, des modifications fréquentes qu'elle subirait dans son fonctionnement. Seuls, se maintenaient intacts les grands principes qui lui servaient de base : caractère exclusivement privé, neutralité à l'égard des belligérants, abstention de tout contact avec les services publics, de toute intervention dans les luttes politiques, libération de tout contrôle, soit des administrations publiques, soit de la part des citoyens.

Malgré sa neutralité et son indépendance, le Comité national eût été impuissant en présence d'une autorité absolue, ne s'inspirant que des intérêts allemands, et qui avait fait table rase des libertés individuelles, de la liberté d'association, du droit de réunion, de l'inviolabilité du domicile, qui censurait la presse et les lettres privées et restreignait, par maintes entraves, la circulation des

personnes et des véhicules. L'autonomie que le gouverneur général von der Goltz avait reconnue au Comité n'eût été bientôt qu'un vain mot sans l'action permanente des ministres des Puissances neutres. Pendant toute la durée de l'occupation, ceux-ci exercèrent un pouvoir modérateur qui tempéra les rigueurs des actes de l'envahisseur, assura l'observation des garanties fondamentales du Comité national, et réprima les tentatives d'ingérence des autorités civiles et militaires dans le fonctionnement et les affaires de l'œuvre, tout en évitant qu'il ne fût porté atteinte aux pouvoirs de l'occupant.

Leur intervention éclairée parvint toujours à atténuer les prétentions excessives émises de part et d'autre par les parties contractantes et à trouver, même dans les cas où la situation paraissait la plus compromise, des solutions pratiques de juste milieu.

Car les occasions de conflit étaient nombreuses. Dans sa préoccupation à exercer sur le Comité national un contrôle de fait, l'autorité allemande avait soumis à la censure toute la correspondance et tous les imprimés. Un arrêté, accordant aux délégués de l'autorité le droit d'assister à toutes les réunions autorisées, proclamait implicitement le droit pour les Allemands d'être présents à toutes les délibérations du Comité national. Celui-ci résista à cette exigence ainsi qu'aux tentatives d'ingérence du pouvoir occupant dans le recrutement du personnel.

Un autre incident surgit à propos de l'emploi des langues, l'autorité allemande prétendant imposer l'emploi exclusif du flamand au Comité national, à ses sous-organismes et aux œuvres patronnées par lui, dès qu'il s'agissait de la partie flamande du pays. Les ministres protecteurs protestèrent et la Commission for Relief in Belgium supprima le ravitaillement dans le Limbourg et la Flandre Orientale. Devant cette attitude énergique, les Allemands durent céder.

Ils cherchèrent, d'autre part, à paralyser, par diverses manœuvres, les services de secours du C. N. Après avoir exprimé, dès 1915, le désir d'en connaître l'organisation dans tous ses détails et avoir interdit d'augmenter le nombre les institutions créées ou patronnées par le Comité, l'autorité occupante avait imaginé de centraliser, sous sa direction et sa surveillance, la bienfaisance publique et privée. Afin de contrôler l'emploi judicieux des secours dans les familles indigentes, il réclamait la collaboration de tous les organismes, y compris, par conséquent, le Comité national.

Or, à ce moment, le département de secours du Comité fonctionnait depuis plus de dix mois. Il avait étendu son action à toutes les communes du pays et y avait mobilisé une véritable armée distribuant aux nécessiteux des aliments, des vêtements, des secours de toute nature, pour une valeur excédant déjà, à cette époque, 50 millions. L'appel allemand resta lettre morte.

Le gouverneur général, qui avait surtout pour but d'amener les Belges à travailler pour l'Allemagne, s'efforça d'entraver tous les efforts du Comité national pour remédier au chômage. Il fit échouer des négociations en vue d'un arrangement avec les Gouvernements alliés permettant la reprise du travail. Un arrêté du 15 août 1915 punissait « quiconque, sciemment, favorise par des secours ou d'autres moyens le refus de travailler » et prononçait la confiscation des sommes destinées à secourir les personnes refusant du travail.

L'opposition du Gouvernement britannique empêcha le Gouvernement allemand de donner suite à ses projets. Celui-ci menaça alors des peines les plus sévères les autorités ou les particuliers qui faisaient exécuter par des chômeurs des travaux non autorisés par lui. Cela eut pour effet d'arrêter notamment tous les travaux entrepris par le Comité national dans le Luxembourg, et grâce auxquels le chômage était resté inconnu dans cette province, et de préparer les déportations d'ouvriers belges en Allemagne, qui commencèrent en octobre 1916.

Le Comité national avait aussi mis à l'étude un projet d'organisation de cours d'enseignement professionnel dans le but de mettre fin à l'oisiveté complète de nombreux chômeurs et d'augmenter leur degré d'instruction.

Le gouverneur général interdit cet enseignement sous prétexte que le Comité sortait du cadre de ses attributions. Une interdiction identique intervint lorsque la Section agricole du Comité national institua dans toutes les provinces des cours ménagers pour vulgariser parmi les classes populaires l'utilisation rationnelle et économique des vivres, — institution d'autant plus utile qu'il s'agissait de faire entrer dans l'alimentation populaire des denrées telles que le riz et les dérivés du maïs qui

n'étaient pour ainsi dire pas employés avant la guerre dans nombre de régions.

Une autre fois, pour favoriser la production du sol, la Section agricole avait donné des indications pour combattre la stagnation des eaux dormantes non navigables et provoquer l'asséchement des terrains. L'autorité allemande avisa le Comité national que cette activité dépassait également les limites de sa mission.

Naturellement, le Comité national ne s'était jamais imaginé qu'il pourrait rencontrer dans l'autorité allemande un adversaire de l'enseignement obligatoire et des mesures propres à entretenir et perfectionner l'habileté professionnelle des ouvriers, à faciliter l'utilisation de certaines denrées alimentaires ou à améliorer les terrains de culture.

Il allait avoir d'autres désillusions. Un nouvel incident devait d'ailleurs prouver que l'autorité allemande était décidée à battre en brèche toutes les initiatives du Comité.

Un Comité central des Œuvres de lecture populaire avait été fondé à Bruxelles, le 14 juillet 1915, pour favoriser la lecture populaire et gratuite. Ce Comité apparaissait ainsi comme le complément intellectuel du Comité national. Celui-ci le comprit si bien qu'il s'empressa de l'encourager par un subside mensuel.

En un an, le Comité central avait créé 313 bibliothèques nouvelles, reconstitué 159 bibliothèques populaires détruites par la guerre et distribué gratuitement 18 920 livres aux 1 176 bibliothèques existantes. Le 16 juin 1916, l'autorité allemande demandait la liste des bibliothèques subsidiées, la proportion existant entre les livres français et flamands (ce qui expliquait la véritable raison de son intervention) et invitait le Comité national à ne plus s'en occuper parce qu'il ne s'agissait ni d'alimentation ni de prévoyance.

Le Comité national avait assuré, par l'intermédiaire des œuvres de la Caissette du Soldat belge et de la Cantine du Soldat prisonnier la centralisation de l'expédition de vivres aux Belges détenus en Allemagne.

Le Gouvernement allemand mit son veto à ce ravitaillement en réduisant à un colis de 5 kilos par mois les envois aux prisonniers et en décrétant que ces colis ne pourraient plus contenir ni viandes, ni conserves, ni produits préparés avec de la viande, ni graisse, ni sucre, ni pain, ni gâteaux ou autres produits alimentaires fabriqués avec la farine.

Des difficultés de tout genre furent encore soulevées à propos de l'entretien du bétail nécessaire pour alimenter en lait les enfants et les malades, de la ration supplémentaire de pain aux ouvriers, dont les Allemands voulaient faire surtout bénéficier ceux qui travaillaient pour l'occupant, et de l'inspection du lard importé que le gouverneur général prétendit confier au service vétérinaire allemand afin de pouvoir intervenir dans la répartition.

De tels exemples, que l'on pourrait multiplier, montrent quelle ténacité le Comité national et les ministres protecteurs durent employer pour poursuivre et développer leur œuvre malgré l'opposition de l'ennemi.

En dépit de ces difficultés, les résultats dépassèrent toutes les prévisions. Au 31 décembre 1918, la valeur des vivres facturés aux comités provinciaux atteignait 3 milliards 400 millions, dont un milliard pour le nord de la France. Le total des secours, à la même date, se chiffrait par un milliard 300 millions.

Le Comité national créa, en outre, de nombreuses œuvres particulières pour aider les familles d'officiers, de sous-officiers ou de civils, privées de leur soutien par suite de la guerre, les sans-travail nécessiteux, les dentelières, les orphelins de la guerre, etc.

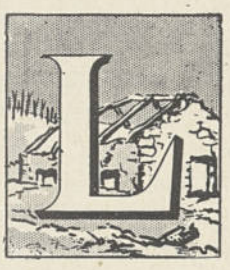
Il accorda aussi son patronage : 1° à une société d'avances et de prêts instituée pour payer aux fonctionnaires de l'État en non-activité une portion de leur traitement et pour faire aux créanciers de l'État des avances sur les titres établissant leurs droits ; 2° à l'Auxiliaire des sociétés d'habitations ouvrières créée en vue de procurer aux acquéreurs d'habitations ouvrières des facilités pour l'exécution de leurs engagements envers les sociétés de construction et des prêts sur la valeur de leurs propriétés ; 3° à la Ligue nationale belge contre la tuberculose ; 4° à l'Union des villes et communes belges qui s'occupait spécialement de l'édification des abris provisoires pour les malheureux dont la guerre avait détruit les foyers, et faisait les études préparatoires à la reconstruction des localités détruites ; 5° à l'Agence de renseignements pour les prisonniers de guerre et les internés ; 6° à la Caissette du Soldat belge et à la Cantine du Soldat prisonnier.

L'action matérielle du Comité national ne s'est donc pas bornée à la répartition des vivres et à la distribution des secours. Grâce aux relations intimes qu'il entretenait avec les représentants de toutes les provinces, il a pu maintenir le sentiment de l'unité nationale, relever le courage des populations et entraver par son attitude énergique l'ingérence despotique des Allemands dans maints domaines et leurs manœuvres démoralisantes.

VIII

LA RÉSISTANCE INDIVIDUELLE

I. — SON CARACTÈRE



La résistance des populations à l'envahisseur fut féconde en épisodes : il y aurait mille anecdotes héroïques ou amusantes à raconter. Si, pendant ces cinquante mois d'épreuves, chaque jour apportait sa peine, chaque jour aussi marquait sa niche à l'officier ou au soldat boche, son attaque directe ou indirecte à l'autorité administrative insolente et souvent pataude. La Wallonie est primesautière, agressive et frondeuse ; la Flandre a des colères froides et des rancunes redoutables ; Bruxelles, au point de jonction des deux races, possède une impertinence et une désinvolture spéciales, haute en couleur, une drôlerie de terroir venue des couches profondes de la population.

Tout cela s'employa contre le vainqueur, contre les « cloportes à deux pattes » dont le grouillement souillait les abords du foyer familial et souvent le foyer lui-même. Toute cette population, tour à tour nerveuse, résignée et crispée, s'insurgea dès la première heure de l'occupation, et, si la guerre n'eût pas duré aussi longtemps, il n'y eût eu que des résistances sans défaillance, d'admirables résistances ; on n'eût vu que des magistrats communaux et judiciaires impavides, des espions bravant la mort, des femmes animées dans tous leurs actes par le plus noble esprit de sacrifice, des philanthropes aux inoubliables bienfaits, des bourgeois et des ouvriers enflammés par le patriotisme le plus ardent, des publicistes méprisant le barbare et luttant dans l'ombre, sans savoir s'ils ne prendraient pas, le lendemain, le chemin de l'Allemagne... Hélas ! la guerre dura trop, et, parmi les baïonnettes allemandes, on aperçut des trembleurs, des exploiteurs, des fonctionnaires terrorisés et des journalistes vendus. Mais ces journalistes — hâtons-nous de le dire — furent en très petit nombre ; on peut affirmer que tous ceux qui prêtèrent aux Boches une assistance effective étaient tarés avant l'occupation, et c'est une constatation dont l'esprit corporatif de la presse belge se fait gloire avec raison.

***

Personne n'est plus réfractaire que le Belge à l'obéissance ; le citoyen français est « rouspéteur », le citoyen belge est « contraire ». « Contraire », c'est-à-dire rechignant à se plier à la discipline, s'insurgeant contre un ordre, un règlement ou une loi, avant même de bien connaître cette loi, ce règlement ou cet ordre. S'il ne peut refuser d'obéir, il songera tout de suite à mécaniser le supérieur, il « fera la bête », ou bien il exécutera l'ordre reçu avec un empressement comique qui mettra en posture ridicule celui de qui l'ordre émane ; tel est l'état d'esprit du « vrai » Belge en temps normal, en temps de paix. On comprend combien les circonstances de la guerre donnèrent de vigueur nouvelle à cet état d'esprit : convaincu qu'il accomplissait son devoir en se révoltant contre la plus injuste, la plus violente, la plus hypocrite et la plus imméritée des agressions, le Belge trouva en lui une force morale qui décupla sa faculté de réagir ; il y eut une émulation générale ; un désir naquit de se distinguer par l'audace ou l'ingéniosité de la désobéissance ; la foule s'attacha à cet objet avec entrain, avec enthousiasme. Citoyens d'un pays de liberté, braves gens à qui une existence paisible et mesurée avait enseigné le sens de la sagesse et donné le goût de la justice, victimes maintenant d'un peuple de proie, tous se liguèrent contre ces oppresseurs élevés pour la force, vivant par la violence et cherchant à fonder dans la guerre leur domination sur le monde.

Si l'on est dans l'impunité, on multipliera les attaques ; si l'on est puni, on se défendra avec toutes les ruses de la bataille, on se moquera avec effronterie du maître de l'heure, on niera tout, avec une obstination offensante et goguenarde : on sera patriote, on se dressera, crispé, douloureux et ricanant — on ne pleure pas devant un Allemand ! — contre le conquérant botté, méprisable et méprisé !

***

A Bruxelles, l'âme de la résistance fut le bourgmestre Max. On connaît la proclamation qu'il fit afficher sur les murs de Bruxelles, la veille de l'entrée des Allemands dans la vieille capitale du Brabant : cette proclamation donna le ton à la population ; si Bruxelles fut moins éprouvée que les autres villes belges pendant toute l'occupation allemande, c'est à Max qu'on le doit. Dès le premier jour, l'Allemand sentit qu'il avait devant lui une force patriotique contre laquelle il userait ses dents, et il ménagea, même dans l'emportement de ses plus violentes colères, ces gens qu'unissait l'idée bien arrêtée d'insubordination, l'espoir indéfectible de la revanche.

CARTE POSTALE CIRCULANT EN BELGIQUE PENDANT L'OCCUPATION

Ce n'est pas à dire que les autres villes du pays furent inférieures en patriotisme ; mais l'attitude de Max organisa, dès le début, une résistance qui, ailleurs, eut besoin de se saisir et de se connaître pour devenir agissante : une fois concertée, elle fit bloc partout avec autant de bravoure, de décision et d'habileté qu'à Bruxelles.

II. — L'IMAGE ET LA CARICATURE

A mesure que les progrès de l'invasion allemande s'accomplissaient et que, dans lès villes successivement atteintes, la presse libre d'avant-guerre se condamnait au silence, la caricature se montrait. Ce fut d'abord l'ouvrier, plus prompt à extérioriser sa colère, qui saisit la plume ou le crayon ; son indignation se traduisit par le moyen le plus courant, le plus à la portée de son désir : la carte postale. Il existe toute une collection de cartes illustrées, imprimées depuis le 4 août, où le sentiment populaire se manifeste en des images violentes, informes, exaspérées, triviales jusqu'à la scatologie. C'est de l'injure, c'est de l'insulte, c'est de la menace, c'est de la malédiction. On ne trouve rien d'assez méprisable et d'assez haineux. Ces cartes circulent dans la foule ; on les affiche aux fenêtres, on les colle sur les murs : voici Guillaume II pendu, verdâtre et affreux ; voici des casques prussiens transformés en pots de chambre ; voici la tête sanglante et grimaçante de Bethmann-Holweg accostée d'une tête de cochon ; voici Manneken-pis arrosant les hordes teutonnes d'un jet dont, en cambrant les reins, il allonge le tir jusqu'aux derniers rangs de l'armée envahissante ; voici le Kronprinz écartelé par la garde civique de Bruxelles ou dépiauté par les commères du grand marché ; voici la garde impériale reconduite à Berlin, à coups de pied au derrière, par les sergents de ville...

Gestes dérisoires, inutiles cris de colère, mais gestes et cris par quoi se soulageait la conscience publique, effarée d'un pareil crime.

***

Avec quelle ferveur, par contre, dans ces mois de deuil, toute la Nation portait vers le Roi-Chevalier son esprit et son cœur !

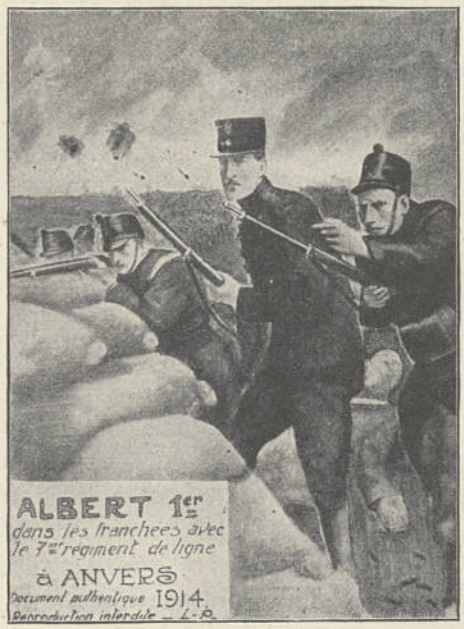
Innombrables furent les portraits du Roi qui circulèrent sous forme d'estampes, de photographies ou de cartes postales : on les portait sur soi comme des amulettes. On voyait le Roi dans les costumes les plus variés et dans les situations les

plus diverses ; beaucoup de cartes postales le montraient dans les tranchées, en uniforme de fantassin, faisant le coup de feu sur les Boches : imagination assez puérile, assez vaine aussi : on ne met pas de rubans aux statues. On représentait encore Albert Ier en aviateur ; on le voyait causant sur la porte-charretière d'une ferme avec des paysans, dans la cour d'une usine avec des ouvriers, enlevant une compagnie, un drapeau tricolore au poing, buvant une pinte de lait que lui offrait une accorte villageoise, roulant à bicyclette sur les routes. On le voyait dans des poses symboliques, accosté du lion belge ou tordant le cou à l'aigle de Prusse, ou bien, à cheval, indiquant de son épée le but aux artilleurs. Des inscriptions, sous l'image, disaient : « Au défenseur de la Patrie », « Au sauveur du pays », ou simplement, avec quelle fierté : « Notre Roi ! »

Quand, vers la fin de 1917, une photographie, arrivant du Havre, fut apportée à Bruxelles dans les malles d'un ingénieur à qui les Boches avaient permis de passer la frontière, cette photographie, représentant le roi casqué, avec un fier et pensif visage et la reine, toute frêle, énergique et douce dans un costume d'infirmière, cette photographie, disons-nous, fut reproduite à des milliers d'exemplaires, orna la cheminée du salon et le mur de la mansarde, s'étala aux vitrines, malgré la défense expresse de la Kommandantur : c'était le salut de l'héroïque exilé qui nous venait par-dessus les collines fortifiées, les fleuves asservis et les routes occupées par l'envahisseur !

A la Reine allait le respect universel. Elle était « la Providence de l'armée », « la mère de nos soldats », « la sœur de charité de l'Yser », « Notre Reine ! » Elle était au chevet des mutilés, elle préparait les tisanes et administrait les médecines, elle priait pour les morts, elle recueillait les enfants orphelins, elle aidait des vieillards à quitter des chaumières dévastées par les obus. Elle portait invariablement la cornette des religieuses qui se sont vouées aux hôpitaux et, sur sa poitrine, la croix rouge mettait son signe ennoblissant. Je me souviendrai toujours du geste d'une petite fille qui, après qu'eussent circulé, dans un salon, les effigies royales, les prit en main, se cacha derrière le fauteuil de sa grand'mère, et, ne se sachant pas observée, baisa pieusement, longuement, à la dérobée, les deux images vénérées.

Les enfants royaux, eux aussi, connurent la popularité de la carte postale illustrée : ils figuraient, à trois, la Foi, l'Espérance et la Charité ; le duc de Brabant, que l'on savait engagé dans l'armée, mais sans que l'on pût dire dans quel régiment, fut présenté en carabinier, en grenadier, voire en chasseur à cheval, par des photographies truquées ; la princesse Marie-José portait, dans son panier, des friandises aux soldats malades, souriait aux généraux alliés, ébouriffait sa chevelure foisonnante au vent des champs de bataille, trottinait allègrement par les routes des Flandres, entre les convois de blessés, ou bien encore donnait la becquée à un nid d'oiseaux blotti dans la gueule d'un canon...



CARTE POSTALE CIRCULANT EN BELGIQUE PENDANT L'OCCUPATION

Puis, c'étaient nos grandes figures de la guerre : le général Leman, tiré, tout sanglant et noir de poudre, des ruines du fort de Loncin ; le cardinal Mercier, avec cette exergue extraite d'un de ses mandements les plus retentissants : *Nous ne devons aux Allemands ni respect, ni estime* ; le bourgmestre Max écrivant sur les tablettes de l'histoire la phrase énergique de sa première proclamation, celle du 19 août 1914 : *Aussi longtemps que je serai en vie et en liberté, je protégerai de toutes mes forces les droits de mes concitoyens.*

***

Les Boches laissèrent circuler librement quelques cartons sur lesquels des dessinateurs, obéissant à cette incorrigible propension qu'a le Belge à se

blaguer lui-même, montraient leurs compatriotes, en proie à la disette, faisant la file devant les magasins d'approvisionnement, raillaient les francs-fileurs qui, à la première alerte, avaient passé la Manche, caricaturaient les bourgeois effarés dont les cuivres et les laines avaient été réquisitionnés, chargeaient les mercantis, de plus en plus nombreux et de plus en plus impudents, qui s'enrichissaient aux dépens de la collectivité. La censure allemande tolérait qu'à cette occasion le caricaturiste égratignât la majesté du conquérant, mais elle faisait une chasse impitoyable aux dessins injurieux et vengeurs qui, férocement, dénonçaient les ridicules, les vices et les crimes du conquérant vautré dans sa conquête sans gloire. Malheur à l'artiste chez qui les policiers découvraient ces images subversives : les tribunaux de guerre se chargeaient de l'empêcher de continuer à se servir de son crayon ou de son pinceau !...

Mais les policiers étaient si bêtes et les dessinateurs si pleins d'audace et de malice que, plus les condamnations pleuvaient, plus les dessins devenaient nombreux et violents.

III. — LA PRESSE PRO-BOCHE

Tous les journaux de Bruxelles et l'immense majorité des journaux de province cessèrent de paraître à mesure que l'invasion allemande prenait les villes dans ses filets.

A Bruxelles, la fermeture des bureaux de rédaction et des ateliers se fit sans accord préalable : tous les directeurs de journaux, tous les rédacteurs comprirent qu'ils ne pouvaient se soumettre à la censure boche : cette seule idée les soulevait d'indignation.

Les Allemands s'en inquiétèrent, dès qu'ils furent installés à Bruxelles.

En septembre 1914, ils imaginèrent de faire paraître un journal; ils s'adressèrent aux *Messageries de la Presse* qui leur rirent au nez, puis au secrétaire du bourgmestre qui leur offrit la liste des journaux avec leur numéro téléphonique, en les invitant à s'entendre avec les directeurs de ceux-ci...

Ils virent, notamment, M. Alfred Madoux, le directeur de *l'Etoile belge*, qui leur signifia que s'il avait consenti à faire paraître son journal du 8 au 20 août, avec la censure de l'état-major belge, il se refusait catégoriquement à le publier jamais avec la censure de l'état-major allemand.

On lui répondit qu'il serait libre de faire paraître son journal, rédigé comme il l'entendrait.

Il répliqua :

— Je connais mes rédacteurs et moi-même ; dès le premier numéro que je publierais, vous seriez obligés de nous fusiller tous... Croyez-moi, si vous voulez avoir un journal, faites-le vous-mêmes.

Et la conversation ne continua jamais.

***

Le journal le plus important qui parut, pendant l'occupation, fut *la Belgique*. Trois hommes se rencontrèrent pour le créer : les frères Hutt et Joseph Moressée.

Les frères Hutt étaient des financiers trop connus avant la guerre : ils avaient eu maille à partir avec la justice belge ; de fortes condamnations correctionnelles avaient été prononcées à leur charge pour avoir rançonné l'épargne publique de façon par trop abusive. Moressée, journaliste à Anvers, était de ces hommes qui suivent le succès d'argent ou s'entendent à le provoquer, sans que quelque scrupule les arrête jamais.

Les Hutt connaissaient leur métier d'administrateurs d'entreprises, Joseph Moressée connaissait son métier de journaliste. L'affaire fut fort habilement montée. La façon dont le journal fut lancé, et dont, plus tard, il se développa, mérite d'être contée.

C'est une histoire en plusieurs périodes.

Première période : la présentation. Décembre 1914. Un matin, tandis que Bruxelles s'accommodait comme il pouvait des nouvelles qui lui parvenaient par les journaux hollandais et par les copies dactylographiées de journaux français et anglais, un journal belge se révéla au public. Le rédacteur en chef — encore anonyme : si on l'avait connu par son nom, on eût déjà été édifié dans le monde de la presse — affirmait qu'en faisant paraître sa feuille, il répondait à un besoin et brûlait de prouver son dévouement à ses concitoyens.

« Je ne suis qu'un journaliste comme un autre, disait-il ; je pourrais faire comme mes confrères : me taire, en attendant que la liberté de la presse nous soit rendue. Mais, sachant le public ignorant de ce qui se passe, je me suis dit que,

bien qu'à peu près aussi ignorant que lui-même, je me devais de lui venir en aide. Je pourrai lui rendre une foule de petits services : grâce à moi, il aura dorénavant, à domicile, les communiqués de guerre qu'il est obligé d'aller lire sur les affiches quotidiennes du gouvernement général ; il saura l'heure du lever du rideau dans les théâtres, le résultat des courses de levriers, mes vues, que j'ose annoncer spirituelles et piquantes, sur le prix des bottines, l'encombrement des plates-formes de tramways, le Rutabaga et la Laxatine Fleury, des articles documentés sur la chasse au phoque à Terre-Neuve, les origines de la Tour Noire et la fabrication de la margarine en Zélande, et aussi le détail des admirables procédés charitables par quoi l'un de mes rédacteurs, surnommé le « Vieux Mendigo » va se substituer à la Providence elle-même. »

L'invention du *Vieux Mendigo* fut une trouvaille : pendant plusieurs mois, grâce à lui, *la Belgique* s'insinua dans la foule sous l'égide de la Charité. Le journal tenait un bazar d'aumônes, un comptoir de dons en argent et de dons en nature ; ses lecteurs fournissaient la marchandise, et c'étaient eux, exclusivement, qui la fournissaient.

CARTE POSTALE CIRCULANT EN BELGIQUE PENDANT L'OCCUPATION

Les frères Hutt, les richissimes propriétaires du journal, ne consacraient pas un centime de leurs bénéfices — qui, tout de suite, furent énormes — à la boutique du « Vieux Mendigo » ; sans doute se disaient-ils que, condamnés qu'ils avaient été pour escroqueries au préjudice de la petite épargne, leurs versements en faveur des petits bourgeois devenus nécessiteux auraient eu l'air, non pas d'une libéralité, mais d'une restitution...

Pendant des semaines, pendant des mois, le « Vieux Mendigo » découvrit des infortunes, les signala à la générosité de ses lecteurs, échangea une paire de jumelles pour les prisonniers de Cassel contre une boîte à musique pour les détenus de Celle-Schloss. Il n'y en avait que pour lui : « Je désire... je demande... je propose... j'offre... » Il remerciait à la ronde, il faisait la roue, il se perdait en révérences, il fondait en sourires.

Pour lancer les affaires financières qui leur valurent leurs précédentes condamnations judiciaires, les frères Hutt avaient employé des démarcheurs ; pour le lancement de *la Belgique*, ils eurent recours au même procédé : leur démarcheur fut le « Vieux Mendigo ». C'était un agent intelligent et avisé : il fit consciencieusement son métier et servit bien ses patrons.

Le public se laissa prendre.

Le tirage monta.

Le travail d'approche étant terminé, *la Belgique* pouvait causer.

L'agence de Charité fut fermée, la Providence plia bagages et, dans les locaux qu'elle occupait, s'installa le bureau des annonces et fut affiché le tarif de la publicité.

Deuxième période : la confiance. Ces gens de plume avaient du savoir-faire, du doigté et un plan bien arrêté : ils émettaient sur beaucoup de choses des opinions raisonnables ; ils les formulaient sur un ton modéré ; ils prêchaient la sagesse ; ils mettaient en évidence quelques imprudences commises par des patriotes trop ardents et trop pressés ; ils glissèrent le mot « patriotard » et en exagérèrent l'application. Chaque jour, l'emprise s'agrandissait ; par des transitions savantes, ils en vinrent à conseiller la résignation, l'adaptation, le renoncement, la soumission. Ce fut gradué avec art, avec une douceur persévérante et obstinée ; ils administraient à la cuiller les potions calmantes et les soporifiques. Ils feignaient de croire — peut-être le croyaient-ils — que tout devrait finalement s'incliner devant le Pangermanisme triomphant ; leur force scélérate fut la manière de le dire. Ils faisaient sonner ses victoires et taisaient ses revers ; ils étaient de discrets joueurs de flûte escortant le vainqueur.

Le rédacteur de la *Petite Gazette* vous parlait à l'oreille d'un ton de confidence et de bonhomie; il vous donnait des conseils en se penchant sur votre épaule ; il vous exposait, en vous tapotant les mains, ses idées, ses conseils, ses avis ; il vous endormait au ron-ron de ses phrases, comme ces faux amis qui bredouillent des « consolations », dont on ne comprend pas bien le sens, mais dont la musique agit comme un émollient ; il vous faisait doucement honte de vous livrer à l'espoir de la Patrie délivrée, de souhaiter la venue du jour où le crime de l'envahisseur serait puni. Il disait le pardon des souffrances endurées, l'oubli du parjure, la magnanimité du Boche à la paix, l'acceptation du fait accompli ; il conjurait ses lecteurs d'écouter la raison ; il signalait hypocritement les « exaltés » à l'autorité allemande ; il vantait les journalistes qui, comme lui, « apportent à leurs lecteurs le chaud réconfort d'une communauté d'intérêts et de sympathies qui maintiennent les âmes à la hauteur des circonstances ».

Ceux qui savent lire les journaux et observer leur action sur la foule, suivaient avec inquiétude les ravages que cette bande Hutt-J.-Moressée-Nyst-Grimberghs causait dans l'opinion. Eux, cependant, forts d'être seuls à pouvoir parler, s'enhardissaient et régentaient la conscience publique.

Troisième période : le masque est tombé. *La Belgique* insulte à notre résistance ; chaque matin, elle verse à la ronde le vin des lâches ! Elle infiltre perfidement, adroitement, au corps social le poison que l'on distille à son intention dans les bureaux de l'état-major ; elle y rédige son *Jour de Guerre* ; elle seconde sa politique qui est simpliste, forte, grossière et maladroite comme tout ce qui tient au militarisme prussien : diviser les Belges pour affaiblir la Belgique. Elle met en opposition le Gouvernement du Havre et l'à jamais grotesque et criminel Conseil des Flandres ; elle ameute contre le Comité national et les Magasins communaux les mécontentements isolés, qui, inévitablement, se produisent; elle excite les citadins contre les paysans ; les administrés contre les administrations communales ; les Flamands contre les Wallons ; les Belges restés au pays contre ceux qui résident à l'étranger ; la classe ouvrière contre les capitalistes.

Elle donne aux Belges des leçons de patriotisme ! Parfaitement, ces deux écumeurs flétris par la justice, fils d'Allemands et dévoués à l'Allemagne, nous ont donné pendant des mois des leçons de patriotisme ! Tandis que le cardinal Mercier proclamait que nous ne devions à l'envahisseur parjure, ni estime, ni respect, tandis que, pour s'être fait les porte-voix de notre conscience révoltée, les rédacteurs de la *Libre Belgique*, de *l'Ame Belge*, du *Flambeau* et de tant d'autres publications qui montraient que l'héroïsme de la plume peut égaler celui des baïonnettes, étaient traqués, arrêtés, jetés en prison et condamnés à des peines si dures que plus d'un y laissa sa vie, ces deux Allemands, ces deux coquins, ces deux épaves du tribunal, dans un organe qui emprunta son nom à notre Patrie, nous expliquaient la façon dont nous devions comprendre et manifester notre amour et notre dévouement pour elle ! Ah ! le dégoût, chaque matin, d'avoir à chercher, dans ce fatras d'informations tendancieuses et de papotages hypocrites, dans la prose melliflue de la *Petite Gazette*, répugnante comme un contact malpropre, l'information intéressante, celle qu'il fallait bien posséder pour essayer de comprendre la situation faite au jour le jour par la guerre — comme le crochet du chiffonnier dégage un os dans le bac à ordures déposé au bord du trottoir !...

S'il s'est produit, surtout vers la fin de ces cinquante mois de joug, des dépressions dans l'esprit public, si la résistance a faibli, si des compromissions regrettables se sont produites, s'il y a eu, pendant la dernière période de la guerre une tendance à s'adapter, cela ne fut dû ni au Conseil des Flandres, ni aux embûches, ni à la pression du gouvernement général, ce fut l'œuvre de *la Belgique*.

Jamais, il ne se trouvera, dans aucun cœur belge, une parcelle d'indulgence pour ceux qui, poussés par le désir de s'enrichir ou le désir d'attirer sur eux une attention que la foule leur avait toujours refusée, ont entrepris et réussi cette abominable besogne !

En octobre 1919, la Cour d'assises du Brabant, après de longs débats, prononça les condamnations suivantes : les frères Hutt, 20 années de détention extraordinaire ; Jos. Moressée, 15 ans et Raymond Nyst, 10 ans de la même peine ; l'administrateur Ghesquière, 10 ans de travaux forcés ; P. Grimberghs et Ledoux, 2 ans de prison. André Moressée (le vieux mendigo) qui paraît avoir été, dans cette affaire, plus exploité qu'exploiteur, fut acquitté.

***

Nous n'avons rien dit encore du journal *le Bruxellois*. En vérité, le dégoût nous prend rien qu'à y songer.

L'infamie de ce journal fut notoire dès le premier jour ; la perfidie de *la Belgique* la rendait redoutable auprès de la masse; la stupidité haineuse et servile du *Bruxellois*, ses viles complaisances, sa vénalité évidente l'empêchèrent d'exercer une action sur l'esprit public. Les Allemands eux-mêmes vomissaient ce journal. Un jour, Marc de Salm, son directeur, reçut, à la Scala, une gazette emplie de... parfaitement, qui lui creva sur la figure... Tout le monde s'accorda à dire que « parfaitement » n'avait pas mérité cette souillure.

CARTE POSTALE ÉDITÉE PENDANT L'OCCUPATION

Ledit Marc de Salm, de son vrai nom Belvaux, fut condamné à mort par contumace, le 7 novembre 1919, par la Cour d'assises du Brabant, ainsi que ses complices Rosembaum, Kersten, Bussens et Kemerick.

***

Si bonne que fût l'intention du journaliste, il était regrettable qu'un journal se publiât sous l'occupation. *Le Quotidien* essaya de faire contrepoids à *La Belgique* et au *Bruxellois*; il n'y réussit guère et ce qui lui advint de meilleur fut d'être supprimé par l'autorité allemande « à raison de son allure générale »; sa mort en fut purifiée et ceux qui, dans le monde de la presse belge, avaient suivi avec une inquiétude maugréante la carrière du *Quotidien* purent lui adresser, à l'occasion de son décès, non des condoléances, mais des félicitations.

***

Parmi les journaux de province qui continuèrent à paraître figura une vieille feuille, depuis toujours honorée dans le Namurois et qui, en se compromettant tristement dans la bagarre boche, connut des aventures qui la mirent plusieurs fois dans la position la plus ridicule.

Nous raconterons une des aventures de ce journal « publié sous le contrôle de l'autorité allemande » (cela se lisait sur sa manchette) encore qu'elle soit un peu risquée, parce qu'elle est exemplative de cet esprit de résistance, frondeur et ingénieux, que nous avons essayé de caractériser au début de ce chapitre.

Agacé par la pleutrerie d'un journal qui prêchait tous les matins la prudence et la résignation, un poète, demeuré inconnu, envoya à la rédaction de *l'Ami de l'Ordre* une pièce de vers que celui-ci inséra dans son numéro du 29 novembre 1914.

La voici :

LA GUERRE

Ma sœur, vous souvient-il qu'aux jours de notre enfance.
En lisant les hauts faits de l'Histoire de France,
Remplis d'admiration pour nos frères Gaulois,
Des généraux fameux nous vantions les exploits?

En nos âmes d'enfants, les seuls noms des victoires
Prenaient un sens mystique évocateur de gloires ;
On ne rêvait qu'assauts et combats ; à nos yeux
Un général vainqueur était l'égal des Dieux.

Rien ne semblait ternir l'éclat de ces conquêtes,
Les batailles prenaient des allures de fêtes
Et nous ne songions pas qu'aux hurrahs triomphants
Se mêlaient les sanglots des mères, des enfants.

Ah ! nous la connaissons, hélas, l'horrible guerre
Le fléau qui punit les crimes de la terre,
Le mot qui fait trembler les mères à genoux
Et qui sème le deuil et la mort parmi nous !

Mais où sont les lauriers que réserve l'Histoire
A celui qui demain forcera la Victoire?
Nul ne les cueillera : les lauriers sont flétris
Seul un cyprès s'élève aux tombes de nos fils.

Peut-être n'avez-vous pas remarqué que cette pièce de vers est un acrostiche... Ce qui est sûr, c'est que le directeur de *l'Ami de l'Ordre*, lui, ne le remarqua pas. Quand les Allemands s'en aperçurent, ils entrèrent dans une fureur comique. Loin d'imiter le sage exemple de Metternich :

Je ne parle jamais des tours qu'on m'a joués,

ils se mirent à faire sonner leurs éperons et leurs sabres et à prendre les passants à témoin de la grossière insulte qu'on venait de leur faire !

Le journal fut suspendu, le directeur arrêté ; il fut même question de frapper la ville de Namur d'une contribution de guerre de deux millions ; mais, à la réflexion, l'autorité militaire renonça à cet argent de source... impure.

La façon dont *l'Ami de l'Ordre* se tira de cette affaire acheva de le rendre odieux, grotesque et pitoyable. Après quelques jours de suspension, l'autorité allemande l'autorisa à reprendre sa publication. Et le premier article du journal s'expliqua ainsi sur la pièce de vers fécale :

Un incident très grave s'est produit dans les colonnes de notre journal. Il a provoqué la légitime indignation de Son Excellence le Gouverneur de la province fortifiée de Namur... Nous devons à l'autorité allemande de loyales et publiques excuses... Nous devons à nous-mêmes et au journal que nous avons l'honneur de représenter, une justification qui laisse intactes notre conscience professionnelle et notre dignité d'hommes privés (*sic*).

Suivait un profus commentaire sur « l'injure grossière » que les premières lettres des vers formulaient ; il y avait cent lignes de regrets, d'excuses et de protestations

Deux phrases à épingler :

Nous nous excusons auprès de nos lecteurs, aussi offensés, certes, que nous-mêmes, par le rôle indigne d'eux et de nous qu'on nous a fait jouer. Nous regrettons qu'ils aient, de ce fait, été privés de nouvelles quotidiennes.

Et celle-ci :

Si délicate que soit notre tâche, si pénible soit-elle rendue par les circonstances, reprenons-la d'une main vaillante. Nous l'accomplirons avec courage pour le bien général, pour faire notre devoir, tout notre devoir.

Joignant le geste à la parole, le directeur écrivait à la même page ces lignes « courageuses » et qui montraient qu'il savait, comme Belge, faire « son devoir », « tout son devoir » :

Son Excellence le Gouverneur Baron von Hirschburg fête aujourd'hui son anniversaire... L'honorable baron von Hirschburg, désigné pour commander notre ville... apporte dans l'accomplissement de sa tâche si délicate et si importante un tact et une urbanité qui lui valent l'estime de la population.

L'estime de la population allait aussi au rédacteur de *l'Ami de l'Ordre* ; nul n'en pourrait douter...

Pour montrer la réprobation de l'opinion publique à l'endroit de la presse prohibée (si on la lisait, c'est qu'il fallait bien tâcher d'apercevoir des coins de vérité à travers ses mensonges), il n'est pas sans intérêt de rappeler le jugement prononcé, *en juillet* 1915, par la Chambre du Tribunal de première instance de Bruxelles, présidée par M. Benoidt, un magistrat dont la conduite fut, d'ailleurs, durant toute l'occupation, digne des plus grands éloges et des plus belles récompenses. Le fond du procès, qui tendait à obtenir des insertions dans des journaux belges, importe peu ; l'intérêt est dans un des attendus du jugement : « Attendu qu'il n'existe plus actuellement, en Belgique, de journaux belges, les feuilles paraissant depuis l'occupation étrangère, sous la censure allemande, ne pouvant prétendre à ce titre ; qu'il faudra donc que le demandeur attende la libération du pays pour exercer ses droits à cet égard, que la réparation n'en sera que plus certaine, etc... »

N'est-ce pas que la magistrature parlait tout de même là un fier langage au Prussien?

IV. — « LA LIBRE BELGIQUE » ET AUTRES PUBLICATIONS CLANDESTINES

La Libre Belgique, dès les premiers mois de l'occupation, fit à l'Allemand une guerre sans merci, effrontée et joyeuse. Elle s'est tirée à des milliers d'exemplaires dans des imprimeries mystérieuses, mais quel que fût le lieu obscur de son origine (une cave automobile, déclarait-elle...), jamais le gouverneur général imposé par l'Allemagne à la Belgique ne manqua de recevoir le premier numéro sorti de ses presses.

On la colporta dans des paniers de vivres, dans des doublures de vêtements, dans des dossiers d'avocats, dans des journaux allemands, dans des cannes creuses, dans des caisses à double fond, dans le ventre de poissons séchés, dans des écailles de moules, dans les paniers de l'Alimentation publique. Elle pénétra partout, insaisissable, vengeresse et goguenarde; les garçons de café vous la passaient sous leur plateau en vous servant un bock; les agents de police la tiraient de la coiffe de leurs képis; les fonctionnaires la glissaient dans leurs papiers administratifs ; des mains inconnues la déposaient dans votre boîte aux lettres; des voyageurs en oubliaient des exemplaires dans les tramways, et les prêtres, dans les confessionnaux, la confiaient aux pénitents après l'absolution.

Telle quelle, elle fit, avec bravoure, la guerre de partisans ; elle combattit avec cette crânerie et cette impertinence agressive qui plaisent au peuple. Elle servit d'antidote aux poisons que répandaient, parmi les populations crispées, de misérables folliculaires, poisons lents, sûrs et savants, injectés quotidiennement au corps social, moins par la presse étrangère que par la presse « nationale », servile, dont la perfidie (*la Belgique*) ou le cynisme (*le Bruxellois*) jetèrent, pendant si longtemps, dans les cœurs faibles et les cerveaux abusés, les germes de la peur ou du renoncement

Ce fut dans les campagnes surtout que ces coups de clairon isolés, ces coups de sifflet, stridents et nécessaires, tinrent en éveil les consciences et rendirent vigilant l'esprit de résistance. Nous savons des villages perdus où chacun des numéros que l'on introduisait furtivement, en déjouant la surveillance de l'occupant, était aussitôt copié ligne par ligne, du titre au point final : ces copies circulaient de main en main pendant des semaines et des semaines, de ferme en ferme, de hameau en hameau, de bourg en bourg.

CARTE POSTALE ÉDITÉE PENDANT L'OCCUPATION

L'esprit public, vivement impressionné par la vigueur et l'entrain de ce pamphlet, se passionna pour la lutte qui s'établit entre les auteurs et colporteurs de la publication et la police allemande irritée, pataugeant dans les perquisitions les plus saugrenues, se lançant avec ses grosses bottes sur les pistes les plus invraisemblables. Des milliers d'arrestations furent opérées. Des centaines de condamnations, souvent prononcées pour inspirer la crainte et reposant rarement sur des charges établies, témoignèrent de la fureur exaspérée, comique et redoutable, du teuton bafoué.

Pendant plus de deux ans, ce moucheron fit glapir le chacal... Bien souvent, on pensa que c'en était fait, que, d'un coup de sa grosse patte velue, la méchante bête avait, à force de battre l'air autour d'elle, écrasé l'insecte au dard habile ; on restait huit jours sans entendre son bourdonnement... et, brusquement, on le percevait à nouveau, le moustique, dans l'atmosphère empoisonnée par l'haleine allemande : il vivait encore, il chantait encore, il harcelait encore le monstre, il multipliait les piqûres dans sa peau !

Personne ne s'entendait comme les rédacteurs

de la *Libre* (c'est ainsi qu'on l'appelait par abréviation) à mécaniser l'autorité. L'un d'eux, M. Albert Van de Kerkhove, avocat à la Cour d'appel de Bruxelles, qui signait Fidelis, a publié un livre curieux et amusant, intitulé *l'Histoire merveilleuse de la Libre Belgique*, avec une préface de S. E. M. Brand Whitlock, ministre des États-Unis à Bruxelles, où il a narré, avec beaucoup de bonne humeur, l'odyssée de la fameuse publication. Nous y renvoyons le lecteur désireux de savoir comment on pouvait berner les Allemands quand on n'avait pas peur de vivre dans une telle alerte que l'on ne savait jamais si l'on coucherait le soir dans son lit ou sur les planches d'une cellule...

« A l'époque du nouvel an, nous dit M. Van de Kerkhove, une carte admirablement calligraphiée était régulièrement envoyée à Berlin et parlait à Guillaume II à peu près en ces termes : « *La* « *Libre Belgique* se fait un devoir d'envoyer au « roi de Prusse l'expression des sentiments qu'il « devine. Elle continuera à lui servir un abonne- « ment régulier, gratuit, étant donné l'état pré- « caire des finances de l'Empire. »

Souvent le moucheron de *la Libre Belgique* envoyait des invites au fauve : il lui conseillait par des moyens anonymes de s'adresser à tels endroits, précisés avec soin, pour trouver une proie certaine et sans méfiance.

Un jour, par exemple, une lettre mystérieuse parvint au gouverneur général von Bissing, ainsi rédigée :

« Si Son Excellence le gouverneur général veut faire une enquête à la place des Barricades et s'informer de l'endroit où loge M. Vésale, il trouvera la presse sur laquelle on imprime *la Libre Belgique.* »

Son Excellence le gouverneur général n'hésita pas : il lança le plus fin limier de sa police, flanqué des meilleurs soldats de la garnison, à la recherche de M. Vésale.

Les habitants de la place des Barricades, l'un après l'autre surpris et visités, déclarèrent, avec l'accent de la vérité la plus sincère, qu'ils ignoraient M. Vésale. L'un d'eux finit par faire remarquer que... la statue d'André Vésale s'érige au milieu de la place des Barricades et qu'il suffisait à un limier, si Prussien fût-il, de considérer le piédestal de ladite statue pour se persuader qu'il ne donnait asile à aucune machine rotative capable d'imprimer *la Libre Belgique.*

Les fins limiers furent obligés d'en convenir..

Ils ne se découragèrent pas pour cela, et marchèrent comme une meute de Panurge, lorsque, quelques jours après, une nouvelle dénonciation anonyme — émanée toujours de la rédaction de *la Libre Belgique* — leur indiqua que la presse subversive et l'atelier typographique se trouvaient domiciliés dans un immeuble du faubourg de Saint-Josse-Ten-Noode : il suffisait de s'y introduire à l'improviste, de foncer dans le vestibule avant que l'alarme fût donnée, d'enfoncer la porte du fond : on découvrirait le pot aux roses...

Les policiers du gouverneur général ne se le firent pas dire deux fois : ils envahirent l'immeuble aux premières heures du matin, coururent à la porte du fond comme à une tranchée ennemie, et se trouvèrent devant une installation hygiénique, où ils ne découvrirent qu'une cuvette à couverture d'acajou, une chaîne attachée à un réservoir et un rouleau de papier dentelé sur lequel aucun caractère d'imprimerie ne se pouvait apercevoir...

Mais qui dira les trésors de la rosserie bruxelloise? *La Libre Belgique* n'a-t-elle pas publié le portrait photographié de von Bissing lisant *la Libre Belgique*? N'a-t-elle pas relaté les hauts faits dont ledit von Bissing se rendit coupable, en 1870, lorsque, simple sous-lieutenant de l'armée allemande, il pilla le château de Saint-Cloud et encourut, de ce chef, des pénalités allemandes?

Des primes importantes furent promises à « tout quiconque », comme ils disaient, ferait arrêter un rédacteur, un imprimeur, un typographe, un colporteur, distributeur ou propagateur du journal abhorré. Des centaines d'arrestations furent opérées ; des innocents — ou quasi innocents — furent condamnés par douzaines. *La Libre Belgique* continua à braver, en sifflant l'air de la *Brabançonne*, la fureur du gouverneur général.

Et Bruxelles, intensément, rigola sur le mode patrial.

Les cendres de Claes battaient sur le cœur d'Uylenspiegel : les cendres de Dinant battaient sur la poitrine des pamphlétaires de *la Libre Belgique.*

***

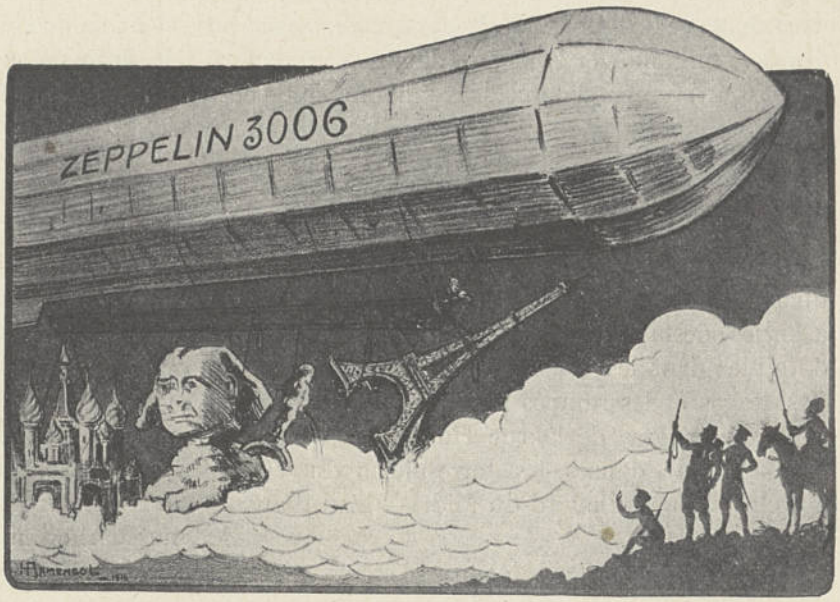
Nos confrères Louis Gilles, Alphonse Ooms et P. Delandsheere remarquent fort justement, dans

leur très consciencieux et très documenté journal *Cinquante mois d'occupation allemande* (1) :

« Plus la police et la justice allemandes essayaient de piétiner la presse clandestine, plus cette mauvaise herbe leur poussait entre les jambes. »

Parmi les publications prohibées les plus intéressantes, il faut citer *le Flambeau*, fondé au printemps de 1918, par M. Henri Grégoire, professeur à l'Université de Bruxelles, Oscar Grojean, conservateur à la bibliothèque royale, et Anatole Muhlstein, depuis secrétaire de la légation de Pologne en Belgique. Cette publication, éditée sous forme de brochure, contenait d'excellents articles de haute politique qui aidèrent à fixer bien des idées chez les lecteurs obligés de *la Belgique* et du *Bruxellois*. Le 13 novembre, *le Flambeau* devint, pour quelques jours, quotidien, en attendant la résurrection de la presse politique d'avant-guerre. En même temps, reparut le *Pourquoi pas?* journal satirique, dont le premier numéro, nouvelle série, vendu dans les rues aux soldats et officiers boches en retraite, contenait des illustrations qui faisaient blémir et écumer de rage les militaires ayant eu la naïveté de l'acheter.

1. Bruxelles, Librairie Albert Dewit, 53, rue Royale. — 4 vol.

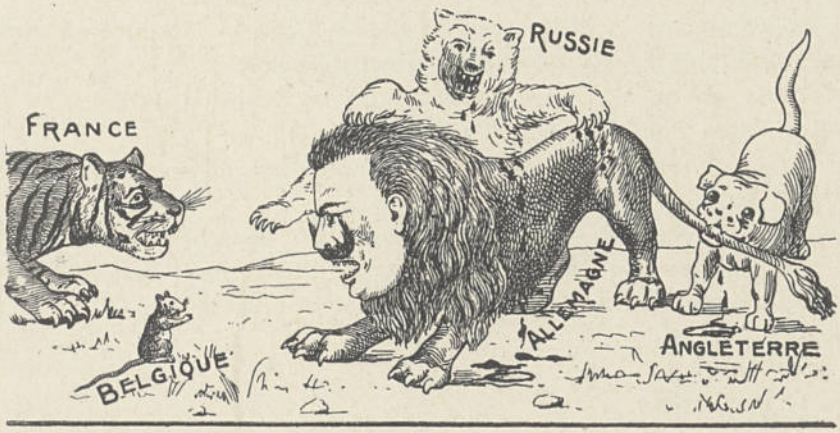


LE BLUFF ALLEMAND D'APRÈS AMENGEL

Ajoutons que *le Flambeau* est devenu, depuis l'armistice, notre meilleure revue périodique belge, faisant part égale à la politique et à la littérature.

L'Ame Belge, autre publication poursuivie avec férocité par les policiers allemands, groupait plusieurs de nos meilleurs écrivains, publiait de fort beaux vers dont la paternité n'était pas douteuse pour ceux qui, en Belgique, ont des lettres, et faisait, dans les milieux intellectuels, la meilleure des propagandes.

La *Revue de la Presse française* compta aussi parmi les principales publications clandestines ; longtemps, elle s'imprima à Louvain ; elle avait aussi le don d'exaspérer les Boches. Elle contenait des extraits de la presse française, soigneusement choisis pour maintenir le moral du civil et l'encourager à « tenir ». Elle valut à ses rédacteurs, imprimeurs, colporteurs, distributeurs et lecteurs d'innombrables amendes et d'innombrables jours ou mois de prison.



Histoire sans parole. Le Lion et la Souris.

CARTE POSTALE ÉDITÉE PENDANT L'OCCUPATION

V. — LES « KETJES » ET LES ÉCOLIERS

Gavroche, à Bruxelles, s'appelle le *ketje* (*homuncio*). En temps de paix, les ketjes, maî-

tres du pavé des ruelles de la basse ville, vivent en bandes, font endêver le sergent de ville, se moquent du passant, fument la pipe, jargonnent comme père et mère, chantent des chansons « marolliennes » à faire rougir un singe, acclament, huent, sifflent, braillent. Ils sont doués d'on ne sait quelle jovialité propre, d'on ne sait quelle aptitude traditionnelle à la « zwanze » bruxelloise. Il y a, dans les quartiers populaires, des coins qui sont des réserves à ketjes, de la même façon qu'il y a des réserves de gibier dans les chasses bien gardées : ainsi les bas étages et les rampes du Palais de justice, les cours et impasse de la rue Haute, les vestibules des salles de danses, les terre-pleins du Vieux-Marché et du boulevard du Midi — bien d'autres encore.

Le *ketje* aime sa ville comme l'oiseau aime la forêt natale. Il eut, donc, d'instinct, la haine de l'Allemand. Et il organisa une résistance à lui, qui laissa souventes fois ahuri le teuton balourd.

Dès les premiers jours de l'occupation, les ketjes avaient trouvé : ils jouèrent au «soldat allemand». Ils se mobilisaient rue Haute, et, divisés en pelotons, parcouraient le quartier des Marolles. Pour imiter le casque prussien, ils avaient percé leur chapeau ou casquette d'un trou central par où passait une carotte taillée en pointe. En avant, marchaient cinq gamins jouant, sur des flûtes en fer-blanc, les airs de fifres de l'armée allemande, et les jouant impeccablement. Douze joueurs de casserolles imitaient l'accompagnement des tambours militaires. Derrière le gros des troupes, s'avançaient, ayant l'air de marcher péniblement, les gamins les plus âgés, formant le landsturm ; d'aucuns avaient des béquilles...

Ces promenades militaires se continuèrent pendant toute la première année de l'occupation. Il nous souvient avoir vu les *ketjes* défiler, en novembre 1914, avec des chariots à roulettes ; un gosse qui faisait le chauffeur, aux côtés d'un officier, soufflait, dans une trompette de fer-blanc, les quelques notes qui formaient l'habituel signal ; l'officier chantait, sur le même air : « Nous somm's foutus ! nous somm's foutus !... » L'armée marollienne croisa ainsi un officier allemand, passablement interloqué. Sitôt l'officier aperçu, le colonel des ketjes commanda d'une voix éclatante : « Poechenelle Marche ! », et les troupes firent un « pas de parade » grotesque. L'officier tiraillait sa moustache, la foule s'amusait..., mais un incident se produisit : au dernier rang de son armée, le ketje-colonel, ayant aperçu un flemmard qui marchait traînant les guibolles, s'approcha de lui et lui envoya un magistral coup de pied au derrière en hurlant à la façon gutturale et sauvage des sous-officiers boches : « Parade-Marche, potferdum ! »

Cette fois, l'officier se mit à rire... et le jeune colonel s'éloigna sans tourner la tête et sans que son armée fût inquiétée.

Ce même jour, deux autres officiers, à la « Taverne de la Régence », place Royale, s'en tirèrent moins bien : tandis qu'ils déjeunaient, à une table près d'une fenêtre, un ketje s'arrêta devant eux sur le trottoir, les toisa, passa son index sous le nez en criant : « Paris ! » et s'enfuit à toutes jambes. Le nombreux public de dîneurs se mit à rire sous cape. Cinq minutes après, le gamin revint, renouvelant geste et parole. Les officiers étaient perplexes : faire appeler une patrouille pour appréhender ce moucheron, réclamer l'aide du garçon, intervenir eux-mêmes, c'était, de toutes façons, le ridicule affiché. Ils le comprirent... et quittèrent la place.

***

Plus tard, les *ketjes* perfectionnèrent encore leurs exercices. Ils s'avançaient en ordre de bataille et l'officier qui les commandait criait :

« Pour Namur, en avant, marche ! »

Tout la troupe partait en marquant le pas et avançait en files irréprochables.

Le commandant criait : « Halte ! »..., puis :

« Pour Maubeuge, en avant, marche ! »

On repartait du pied gauche, jusqu'à un nouveau commandement de halte.

« Pour Compiègne, en avant, marche ! »

Même jeu.

Alors, le commandant lançait un nouvel ordre impérieux :

« Pour Paris, en avant, marche ! »

Et toute la troupe, admirable d'ensemble, faisait... marche arrière et reculait en ligne !

***

Et ceci nous rappelle, en passant, le mot d'un congénère : deux soldats contemplent, de la terrasse du Palais de justice, le panorama de Bruxelles.

Passe le ketje ; il les regarde longtemps en silence, puis s'en allant, et lançant un jet de salive de côté, « comme un grand », il leur dit d'un ton amical :

— C'est beau, hein, Paris !

Mais il faudrait entendre dire cela avec l'accent du terroir...

Un autre mot : quand, en décembre 1914, nombre de « boy-scouts » allemands, hauts comme des bottes, mouchés avec un panier et coiffés avec un clou, arrivèrent à Bruxelles et pullulèrent, petits cloportes, entre les grands cloportes, le ketje, avec son mépris goguenard et souverain, tout de suite les baptisa :

— Les cochons de lait !

***

Les enfants de la bourgeoisie avaient, eux aussi, leur manière « d'embêter » le boche : ils collectionnaient les glands des dragonnes de sabres d'officiers qu'ils coupaient sur la plate-forme encombrée des trams. Le jeu n'était pas sans péril et n'en avait que plus d'attraits. Un des collégiens exhibait couramment une vingtaine de trophées délicatement cueillis entre les branches de ciseaux bien aiguisés. La « polizei » eut connaissance de ce match aux dépouilles et elle perquisitionna dans les collèges, d'ailleurs avec un résultat complètement négatif.

Dans les écoles de jeunes filles, un même esprit de désobéissance régnait.

PUBLICATIONS CLANDESTINES DURANT L'OCCUPATION

En février 1917, il s'affirma d'une façon plus particulière à l'école Gatti, de Bruxelles.

L'école Gatti — fréquentée par les jeunes filles de la meilleure bourgeoisie — avait comme professeur de flamand un M. Tack, qui devait plus tard devenir membre du fameux *Conseil des Flandres*, et que les tribunaux belges ont condamné à mort par contumace, dès l'armistice. Ce M. Tack avait démissionné de son emploi à l'école Gatti pour donner des cours à l'Université boche de Gand. Il fallut deux professeurs pour remplacer ce M. Tack : l'un des deux nouveaux titulaires, désignés par le Gouvernement général, fut une femme.

Les jeunes filles, d'ordinaire si disciplinées, résolurent de lui montrer les sentiments qu'elle leur inspirait :

— Neemt uw leesboek, ordonne en flamand la professeur.

Personne ne bouge : toutes ces jeunes filles semblent convaincues que ces mots inconnus ne peuvent s'adresser à elles.

— Prenez votre livre de lecture, traduit la professeur, irritée.

— Nous ne l'avons pas, daigne répondre le chœur.

— Je ne vous permettrai plus pareil oubli...

— Ce n'est pas un oubli, madame, déclare une petite, nous l'avons fait exprès.

Approbations bruyantes et générales

— Je vous apprendrai à me respecter, s'exaspère la professeur, je suis nommée par le Gouvernement...

— ... boche ! achève une grande.

— Qui a dit : « boche »?

Les élèves se regardent d'un air innocent, d'un air étonné : quelqu'un a-t-il dit « boche »? C'est curieux, personne ne l'a entendu.

La professeur, trépignant de rage, se dispose à écrire au tableau. Elle s'aperçoit, stupéfaite, qu'on y a déjà écrit quelque chose, simplement ceci : « Attendons avec patience l'heure des réparations ! (Signé : Max.) »

La professeur se retourne vers les élèves : deux d'entre elles ont mis à profit le temps qu'elle consacrait à la lecture du tableau noir pour arborer d'énormes cocardes aux couleurs belges.

— Sortez, mesdemoiselles ! ordonne la professeur en pointant vers la porte un doigt olympien.

— Avec plaisir; nous ne demandons que çà; merci bien, madame...

Quant à l'autre professeur qui avait partagé la succession de M. Tack, c'était un jeune homme de vingt-deux ans, Belge, prisonnier de guerre en Allemagne, et qui avait obtenu de rentrer en Belgique à la condition de se prêter aux visées flamingantes de l'occupant. Il fut chargé d'une chaire de mathématiques flamandes (!) ; les élèves aussitôt désertèrent le cours, le huèrent copieusement, si copieusement qu'il chercha son salut dans la fuite ; il essaya de leur échapper par une porte percée dans le mur du jardin ; mais cette porte résista à cause de la gelée ; il dut rentrer dans les bâtiments de l'école où toutes les élèves, depuis les normaliennes jusqu'aux gamines de quatre ans du jardin d'enfants, l'invectivèrent, puis entamèrent en chœur une *Brabançonne* triomphale. Il erra par les couloirs, toujours poursuivi par le galop enragé des écolières, et finit par trouver une issue dérobée donnant sur une rue voisine...

Ce courageux jeune homme se plaignit à l'autorité. La directrice de l'école, Mlle Monod, fut révoquée le soir même. Les élèves quittèrent l'école en emportant leur matériel de classe ; la directrice fut condamnée ; le gouverneur général prit un arrêté fermant l'établissement et M. Jacqmain, échevin de l'instruction publique, fut envoyé en Allemagne jusqu'à la fin de l'occupation.

On payait sans rechigner la « douloureuse » : personne, avant de passer à la protestation patriotique, n'ignorait les risques que cette protestation lui faisait courir...

***

Et, pour en finir avec ce chapitre des écoliers, qu'on me permette de rapporter une de mes plus fortes impressions de ces temps d'épreuves : c'était le 28 avril 1915. Il y eut, ce soir-là, un crépuscule prestigieux : jamais la nuit, semant ses cendres sur les têtes chenues des grands arbres du parc public de Laeken, ne nous parut plus sereine et plus majestueuse. Comme nous étions assis sur un banc de la grande allée pour goûter ce charme ineffable, nous entendîmes brusquement des voix d'enfants qui, dans le grand silence recueilli, chantaient la *Brabançonne*. C'étaient des écoliers qui s'étaient réfugiés dans un creux du vallon pour dire aux étoiles ce chant que l'envahisseur avait proscrit. Et le concert de ces voix jeunes et pures, vibrantes et tremblantes, qui montait vers le ciel apaisé, nous donna brusquement une des émotions les plus poignantes que nous ayons connues : une de ces minutes où l'on sent combien l'on aime sa patrie, et combien on l'aime mieux encore quand elle est meurtrie, appauvrie et sanglante.

VI. — LES FÊTES NATIONALES PENDANT L'OCCUPATION

Avant 1914, la fête nationale, qui tombe le 21 juillet, ne suscitait guère d'enthousiasme patriotique ; on organisait quelques revues militaires, quelques concours hippiques, voire quelques cortèges ou cavalcades ; la province venait passer 48 heures à Bruxelles, et c'était tout.

Il en fut tout autrement pendant l'occupation ; le désir de proclamer l'espoir indéfectible dans les destinées de la patrie esclave et opprimée, poussait à des manifestations d'autant plus généreuses qu'on n'ignorait pas les dangers auxquels elles exposaient.

En 1915, dès le début de juillet, on se mit à arborer partout des cocardes aux couleurs nationales. Aussitôt le gouverneur général fit placarder un avis interdisant le port de tout ruban, de toute médaille, de tout insigne « même d'une façon non provocatrice ».

Les cocardes disparurent ; pouvait-on, de propos délibéré, payer la vaine bravade de la cocarde

d'une amende de 600 marks ou de six semaines de prison?

Mais toutes les boutonnières se fleurirent immédiatement, comme si le mot d'ordre en avait été soufflé à travers l'agglomération par une bouche invisible, d'une verte feuille de lierre : couleur d'espérance, devise de fidèle attachement

Eh bien, le gouverneur trouva un moyen spirituel — c'est même la seule fois que ça lui arriva — de nous faire renoncer à un dessein préconçu : il donna ordre à la garnison de porter la feuille de lierre! L'apparition de cette feuille sur les sordides vestes grises des galériens tondus, détruisit immédiatement le prestige du symbole et l'envie de l'arborer.

On se préoccupait cependant d'organiser, pour le 21 juillet, une manifestation patriotique, telle que les Allemands ne pussent l'interdire et l'on décida de prôner la fermeture des magasins et tous établissements publics. Le gouverneur prit un arrêté défendant « les démonstrations de tout genre ». C'était l'éternelle fourberie; le fait de fermer une boutique ou un café tombait-il dans la catégorie « démonstrations de tout genre »?

A la kommandantur, on répondait aux gens désireux d'y voir plus clair :

— Fermez vos cafés si vous le voulez ; cela nous gêne si peu... que nous vous engagerons — et même vous obligerons — à les fermer de temps en temps pour une période plus ou moins longue Ainsi, vos désirs seront plus que satisfaits.

Autrement dit : à bon entendeur, salut..

Malgré tous les cris d'avertissement poussés, d'autre part, par la presse embochée, la journée du 21 juillet 1915 fut, à Bruxelles, une magnifique protestation de patriotisme et de dignité.

PUBLICATIONS CLANDESTINES PENDANT L'OCCUPATION ALLEMANDE

Parmi les baïonnettes allemandes, des gens, graves, recueillis, presque muets, déambulèrent, pendant toute la journée et pendant toute la soirée, dans une ville aux volets clos, aux lumières éteintes, une ville morte. Deux cafés aux enseignes allemandes, au boulevard Anspach, et un autre, place Rogier, furent les seuls établissements qui tinrent leurs portes ouvertes. Cette journée montra aux Allemands, étonnés de la grandeur sereine de cette démonstration, la force irréductible de la résistance passive de la capitale; elle enseigna aussi aux Bruxellois eux-mêmes comment la population tout entière pouvait faire bloc contre l'ennemi : chacun savait désormais qu'il pouvait compter sur son voisin; parmi les 700 000 habitants de l'agglomération, il n'y en a pas un qui ait forfait!

Il faut le dire à l'honneur de la classe ouvrière : c'est elle qui donna à la bourgeoisie l'exemple du calme et de la décision ; alors que les grands cafés du centre hésitaient sur la conduite à tenir et reniaient, depuis huit jours, le soir, les résolu-

tions qu'ils avaient prises le matin, il n'y eut pas l'ombre d'un atermoiement dans les quartiers populaires : les cabaretiers de la rue Haute et des faubourgs ouvriers descendirent leurs volets le mardi soir à l'heure réglementaire, en déclarant qu'ils ne les relèveraient pas avant le jeudi matin. Le peuple de Bruxelles, qui a fait la révolution de 1830, montra, à quatre-vingt-cinq ans de distance, qu'il était resté le même peuple énergique.

Le pèlerinage à la place des Martyrs où reposent les soldats et les citoyens tombés à la révolution de 1830, prit une signification pathétique : des centaines de petits bouquets furent jetés dans la crypte, plus émouvants que la profusion coûteuse des couronnes officielles ; pendant des heures et des heures, la foule défila, chapeau bas, devant le monument historique, encadré par des sentinelles.

Les Allemands, cette année-là, respectèrent cette manifestation : les soldats, raidis dans leur uniforme, songeaient.

Pourtant, l'appareil militaire déployé par les Allemands fut considérable : des mitrailleuses furent promenées dès le matin par les rues ; des patrouilles de cavalerie, sabre au clair, firent sonner les pavés ; des troupes d'infanterie prirent position sur les places publiques et formèrent les faisceaux, tandis que les sentinelles faisaient les cent pas sur le front, le fusil chargé en position d'attaque.

A peine si l'attitude de la foule, malgré ces mesures provocatrices, donna lieu à quelques incidents ; l'un des plus typiques fut celui de trois dames qui parurent à un balcon de l'immeuble enseigné : « Au Succès », où elles exhibaient de sensationnelles toilettes : la première avait une robe rouge, la seconde une robe jaune et la troisième une robe noire, de sorte que l'ensemble formait les couleurs du drapeau national. Pendant deux heures, la foule les acclama. Les Allemands finirent par s'émouvoir : un piquet monta à l'étage et invita ces dames à l'accompagner à la kommandantur : elles se rendirent délibérément à l'invitation ; elles prirent place sur la banquette de fond d'une auto dans l'ordre protocolaire où les couleurs du drapeau sont disposées et la foule salua leur départ d'une *Brabançonne*.

Les portes de l'église cathédrale de Sainte-Gudule avaient été ouvertes au large : à 10 heures, le pourtour du vieil édifice, dont la vie est associée, depuis cinq siècles, à la vie bruxelloise, était, comme l'église elle-même, empli de milliers de personnes. La chapelle, au mépris de toutes les injonctions allemandes, attaqua le chant national que toute l'assistance, debout, accompagna ; ce fut une minute formidable : le chant populaire, roulant sous les voûtes, monta à l'assaut des tours gothiques et s'en alla dans le vaste ciel, comme le cri d'espoir d'un peuple qui ne veut pas mourir, qui convie le monde entier à être témoin de son courage et de son sacrifice !

Et, l'après-midi, ce fut, aux cimetières où reposent nos officiers et soldats morts pour la Patrie, un pèlerinage pieux ; il y eut une affluence égale à celle de la Toussaint : Bruxelles avait, avec simplicité, remplacé la journée traditionnelle de ses fêtes nationales par celle de la Fête des Morts

***

Quelques jours après, le 4 août, à l'occasion de l'anniversaire de la déclaration de guerre, on décida d'arborer aux boutonnières, en commémoration des paroles de Bethmann-Holweg, un « chiffon de papier ! » Les Allemands en eurent vent et prirent des mesures radicales : toute manifestation fut interdite ; la fermeture générale des cafés à 7 heures fut ordonnée ; défense fut faite de circuler dans les rues après 8 heures.

La « zwanze » bruxelloise se donna libre carrière, en suite de cet arrêté.

Dès 7 heures, tous les débits se vidèrent ; à 8 heures, chacun était chez soi ; les portes se fermèrent, et, simultanément, les fenêtres s'ouvrirent, des rez-de-chaussée aux mansardes. Des torrents d'harmonie s'en échappèrent : phonographes, pianos, violons, cornets à pistons, voix humaines crissaient, tapotaient, raclaient, fanfaraient, chantaient la *Brabançonne*, la *Marseillaise* et *Tipperary* ; on était bien libre, puisqu'on était chez soi !

L'accès de la voirie ayant été défendu aux personnes, mais non aux animaux, de nombreux chiens, à la queue desquels on avait attaché des casseroles, portant des inscriptions que Germania dut juger subversives (il y avait même des vers qu'on se passa longtemps de main en main, à l'adresse de Guillaume et qui étaient du pur Uylenspiegel), de nombreux chiens, donc, parcoururent les rues, affolés, poursuivis par des patrouilles allemandes. Des légumes, des boîtes de

conserves vides, des débris d'assiettes plurent devant et derrière les patrouilles : il n'était pas défendu de jeter par les fenêtres les ordures ménagères... Dans une rue populaire, du quartier de la rue Haute, des farceurs avaient placé leurs réveille-matin dans une boîte de résonnance ; cela produisait, à s'y méprendre, le lointain crépitement des mitrailleuses, et les patrouilles qui passaient près de cette machine infernale s'interrogeaient avec une curiosité alarmée. Il y eut des citoyens qui, à minuit, heure allemande, sortirent de chez eux et déambulèrent, soutenant que l'arrêté portait des prescriptions pour le 4 et non pour le 5 août... Sur le toit d'une maison de la rue de l'Escalier, un particulier modulait la *Brabançonne* sur sa clarinette ; quand la patrouille grimpait au grenier pour le saisir, il courait le long des corniches, descendait par la tabatière d'une maison voisine, traversait la rue, gagnait un toit en face, de sorte que la patrouille devait se contenter de le contempler et d'admirer son talent, séparée de lui par le précipice de la rue : la clarinette n'en jouait d'ailleurs notre air national qu'avec plus de patriotisme.

Ainsi se passa le 4 août 1915, dans la bonne ville de Bruxelles, en Brabant.

Tant d'impertinence, tant de coups d'épingles dans l'épaisse fourrure du monstre allemand ne pouvaient rester sans sanction : M. le gouverneur de Bruxelles, von Kraewel, invita donc la Ville à faire une enquête sur ce qui s'était passé, particulièrement rue du Dam et rue de l'Escalier, et à lui livrer les coupables; la Ville fit une enquête et répondit que n'ayant point trouvé de coupables, il lui était impossible de les livrer..

Et le gouverneur dut se contenter de faire fermer pendant 14 jours, à 7 heures du soir, les magasins et cafés des rues précitées.

***

En 1916, le « general-lieutnant gouverneur Hurt » prit, dès le 16 juillet, un arrêté qui interdisait de célébrer, le 21 juillet, la fête nationale belge : aucune manifestation ne serait tolérée; on ne pourrait porter ni insignes, ni emblèmes, ni décorations patriotiques ; il était défendu de pavoiser, il était défendu de fermer les établissements publics, à commencer par les cafés et les magasins ; il était défendu de cesser le travail : bref, le 21 juillet 1916 devait être considéré comme un jour « non férié », sous peine d'amendes pouvant aller jusque 20 000 francs ou d'un emprisonnement pouvant atteindre quinze jours... ou des deux peines cumulées.

Il ne nous déplut pas de constater qu'après deux ans d'occupation, les Allemands se méfiaient encore plus de notre patriotisme qu'ils ne s'en méfiaient après la première année ; les mesures préventives qu'ils venaient d'édicter étaient, en effet, plus sévères que celles de l'an précédent. Or, jamais aucune fête nationale ne vit pareille foule endimanchée circuler dans les rues de Bruxelles. Clair soleil, toilettes fraîches bariolant le nombre infini des redingotes et des noirs hauts-de-forme. Les magasins ouverts, mais déserts, les cafés sans terrasse; quelques boches ou quelques soiffards impénitents à l'intérieur.

A Sainte-Gudule, des milliers et des milliers de citoyens, fidèles ou mécréants — on ne peut s'imaginer ce que ce vaisseau peut contenir de monde —écoutèrent, en frémissant de patriotisme, un sermon du cardinal Mercier, proclamant que c'est un devoir de venger le droit outragé, devoir supérieur aux commandements de la fraternité universelle qui désarme la haine : car la haine est sainte contre l'oppresseur parjure ; le sang du Christ a coulé pour tous les hommes, mais il n'a pas coulé pour désarmer les victimes de la force triomphante et du droit violé !... Les grandes orgues jouèrent la *Brabançonne* ; un formidable cri de « Vive le Roi ! Vive la Belgique indépendante ! » ébranla pendant cinq minutes les voûtes de la collégiale : un tel spectacle est inoubliable !

Une multitude défila l'après-midi, grave et digne par toutes les artères de la capitale : rue Neuve, à la coupure de la rue Saint-Michel, d'où l'on aperçoit le monument des combattants de 1830 — l'accès de la place était barré, cette fois, au débouché de toutes les rues riveraines — les passants se découvraient.

Devant la déconvenue allemande, le public s'égayait partout. Les épaules carrées et la tête brutale d'un officier supérieur — sans doute le Hurt — firent la navette sur les boulevards du centre dans un automobile militaire. Peut-être cet officier croyait-il impressionner la foule. On le baptisa tout de suite : « Le directeur des fêtes » ; on le dévisagea avec une curiosité goguenarde, jusqu'à ce que, fatigué de s'exhiber, il se décidât

à laisser les Bruxellois se divertir sans lui.

Et l'on se racontait des incidents typiques. Une maison de nouveautés avait laissé ses portes ouvertes suivant l'ordonnance ; mais le patron y avait fait installer un piano et un pianiste ; on dansait entre garçons de magasin et demoiselles de rayon ; si un client se présentait, la demoiselle déclarait :

— Mille regrets de ne pouvoir vous servir ; voyez mon carnet : je suis retenue pour la deuxième polka. Pour patienter, vous pourriez inviter mon amie qui fait tapisserie dans ce coin; après, je serai toute à vous.

Un charcutier avait sa montre occupée uniquement par des petits cochons, innocent étalage professionnel; tel marchand de fruits du boulevard Anspach avait recouvert son étalage de papier vert; on vint lui ordonner d'enlever cette couverture suspecte, parce que patriotique; il s'empressa de le faire : on vit apparaître une savante marqueterie : tomates, citrons, pruneaux, les couleurs nationales. Dare-dare, on lui enjoignit de remettre le papier vert.

Une boutique de fleuriste ne montrait que de la verdure, toute la verdure, du vert blanc au vert noir. Un cabaretier avait imaginé d'embaucher des « nettoyeurs » ; chaque fois qu'un consommateur se présentait, sans méfiance, il lui était envoyé dans les jambes un seau d'eau et des brosses préparées à cet effet. Dans des restaurants de la rue Neuve, des serveuses endeuillées décourageaient les amateurs de lambic par leur tenue funèbre...

Le Hurt, exaspéré, fit publier, le lendemain, la petite note que voici sous forme de lettre au bourgmestre :

La police allemande ne s'est pas occupée du port des rubans verts, l'ordre public n'en ayant pas été troublé.

Par contre, lorsque, dans la soirée, le Cardinal Mercier a traversé la ville en automobile, il s'est produit des manifestations en opposition directe avec les prescriptions de l'autorité allemande, et de nature à inciter la population à la résistance et à des actes irréfléchis. Vous conviendrez, Monsieur le Bourgmestre, qu'aucune puissance occupante au monde ne peut souffrir une pareille provocation.

Par conséquent, j'ai proposé à M. le Gouverneur général, d'infliger une amende d'un million de marks. Il a fait remarquer, à cette occasion, que c'est uniquement par égard pour la collaboration loyale prêtée par les administrations communales au maintien de l'ordre que l'amende infligée a été fixée à un chiffre aussi modéré.

« C'est un million placé à la Caisse d'épargne, se disait-on; ils nous le rendront avec les intérêts de guerre! La journée valait bien cette avance de fonds. »

Le 4 août 1916 fut calme : notre bien-aimé gouverneur dut renoncer à travailler en gros, c'est-à-dire à nous imposer d'un nouveau million de marks. Il se décida alors à travailler en détail : tous les passants et passantes qui portaient un insigne ou un bijou pouvant sembler « patriotique », en furent dépouillés; c'est par centaines et centaines que ces vols furent commis; on raflait de préférence les broches formées d'un louis d'or à l'effigie d'Albert et au millésime de 1914, sans omettre les médailles d'argent et les broches « Ma Jeannette », qu'arboraient les élégantes aussi bien que les femmes du peuple. Au bureau de la Bourse, des tables entières étaient couvertes de bijoux.

Les personnes ainsi dévalisées étaient obligées de livrer leur carte d'identité ; pour se la faire rendre, elles devaient acquitter une amende de 5 à 10 marks. Quant aux bijoux, le gouvernement leur appliqua sa maxime favorite : « Ce que nous tenons, nous le tenons bien. »

***

En juillet 1917, l'affaissement de l'esprit public était inévitable : les plus mauvaises nouvelles arrivaient du théâtre de la guerre, et des ruines d'hommes, hébétés, réduits à rien, commençaient

à revenir d'Allemagne : c'étaient de beaux gas que l'on avait déportés pendant l'hiver ! Les perquisitions se multipliaient, les tribunaux condamnaient à tour de bras ; les pacifistes de *la Belgique* prônaient la paix à tout prix, les prisons regorgeaient : l'Allemand se proclamait, tous les jours, certain de la victoire finale.

Le Hurt se chargea de régler lui-même le cérémonial des journées chères à nos cœurs : « Il est défendu de célébrer, d'une manière quelconque, la fête nationale belge ; il est interdit de fermer les magasins, cafés ou marchés en signe de deuil et de se livrer à des démonstrations concertées consistant dans le port d'insignes spéciaux ou de costumes de mêmes couleurs. »

LA LIBRE BELGIQUE

BULLETIN DE PROPAGANDE PATRIOTIQUE. — RÉGULIÈREMENT IRRÉGULIER

LE CHIFFON DE PAPIER

LES DIX MILLIARDS DU CHANCELIER PRUSSIEN

LA RÉPONSE DE SIR E. GREY

On se le tint pour dit.

Quelques jeunes gens s'offrirent la satisfaction de crier : « Vive la Belgique ! » et de se faire arrêter

L'accès de la place des Martyrs fut défendu, mais une foule endimanchée par courut la rue Neuve, dès le matin, se découvrant en passant devant la rue Saint-Michel

Les mauvaises nouvelles du front russe achevèrent d'attrister cette journée..

Et l'on entendit, le matin, les Allemands fusiller au *Tir national* des Belges condamnés par ce qu'ils appelaient leur justice militaire

Autrefois, pour terroriser la population, on affichait les noms des condamnés à mort ; on s'était aperçu qu'au lieu d'épouvanter les gens, cet affichage n'avait pour effet que d'exalter le culte des martyrs, de pousser à la haine du tyran et de susciter des héroïsmes nouveaux

On n'affichait plus..., mais on fusillait de plus belle...

***

En juillet 1918, l'atmosphère a changé. A la double attaque des Allemands, viennent de succéder, des deux côtés de la Marne, de très violentes contre-attaques françaises. qu'a suivies à son tour la contre-offensive franco-américaine entre l'Aisne et la Marne.

Le résultat principal, et triomphant pour nous, en est annoncé par ces lignes ineffables du communiqué allemand : « La nuit, nous avons retiré sur la rive septentrionale de la Marne celles de nos troupes qui se trouvaient au sud de la rivière sans que l'ennemi ait aperçu notre mouvement. »

Fallait-il que ces Français fussent bêtes tout de même ! Peuple léger et distrait.. on ne te changera jamais !

Un nouveau communiqué insista pour notre plus grande joie : « La brillante exécution du nouveau changement de rive (nouveau changement est tout un poème allemand !) est un nouvel et remarquable exploit à l'actif des troupes allemandes et de leurs chefs. »

Qu'est-ce qu'on demandait ? C'était que les troupes allemandes et leurs chefs continuassent d'aussi remarquables exploits.

L'attention que ces messieurs avaient eue de nous réserver leur retraite pour les fêtes nationales fut très appréciée. Aussi une foule immense n'hésita-t-elle pas, en guise de *Te Deum*, à chanter la *Brabançonne* à Sainte-Gudule. Tous les pianos de l'agglomération jouèrent d'eux-mêmes, depuis le matin jusqu'à la nuit, *Vers l'Avenir* et la *Marseillaise*, sans oublier les danses américaines les plus en vogue.

Comme elle l'avait fait les autres années, la population pèlerina par la rue Neuve pour envoyer, à la hauteur de la rue Saint-Michel, un coup de chapeau au monument des combattants de 1830, toujours gardé par les baïonnettes de l'ennemi et inaccessible.

Il n'y eut pas de tentative de manifestation, parce que le gouverneur du Brabant eut le bon esprit de ne rien faire pour les provoquer.

Mais nos haines s'enracinèrent un peu plus à voir flotter de funèbres drapeaux allemands sur les édifices où flottaient, à cinq ans de là, nos chères couleurs nationales !

VII. — LA VIE QUOTIDIENNE

Quand on trouvait une bonne histoire contre le Boche, on s'empressait de la faire taper à la machine et on l'adressait — anonymement s'entend ! — à la kommandantur. En voici une qui fut envoyée au saumâtre Hurt, gouverneur de Bruxelles, et qui eut le don d'exaspérer jusqu'à la congestion ce militaire, dont toutes les proclamations reflétaient la plus arrogante âme de hobereau casqué qu'il soit possible de trouver dans la Poméranie :

« Un général inspecteur de l'armée allemande visite les villes de sa circonscription ; dans une petite localité du Brabant, il est admirablement reçu par le colonel du régiment y cantonné ; il fait, notamment, un dîner succulent.

— Vous remettrez tous mes compliments au cuisinier du régiment, dit-il. Vous lui donnerez de ma part la croix de fer.

— Je vous remercie, dit le colonel, mais cet homme est déjà décoré de cet insigne.

— Vous lui donnerez alors la médaille de l'Empereur...

— Il a déjà obtenu, aussi, cette distinction.

Le général reste un moment perplexe, puis :

— S'il en est ainsi, donnez-lui un mark ! »

Un des plus typiques récits de l'époque fut celui que l'auteur de ces lignes a rapporté dans un journal tenu au jour le jour pendant l'occupation (1) :

M. Dubois, professeur de mathématiques retraité, habitait Louvain et y vivait tranquille et honoré, avec sa mère, son beau-père et ses deux filles, lorsqu'eut lieu le sac de la ville par les troupes allemandes. Sa maison fut brûlée jusqu'aux souterrains ; il ne sauva les siens et lui-même qu'après des péripéties dramatiques et par un miracle dont il s'étonne encore à la réflexion.

Il se retira à Bruxelles, loua un modeste appartement de trois chambres, où il se logea avec toute sa famille : tout ce petit monde vécut d'une vie effacée et muette, sur la pension du professeur, encore impressionné par les journées terribles.

Un matin qu'il finissait de s'habiller, M. Dubois fut prévenu par l'une de ses filles, toute tremblante, que deux officiers allemands demandaient à le voir immédiatement. Ils s'habilla rapidement, sans perdre la tête, résigné et courageux. Il trouva les deux officiers dans la salle à manger. Leur attitude marquait une grande politesse, presque de l'obséquiosité.

— Monsieur, lui dit l'un d'eux en bon français, après l'avoir longuement dévisagé, vous êtes bien la personne qui se fait appeler M. Dubois?

— Je suis, en effet, M. Dubois, professeur de mathématiques, répondit-il.

— Permettez-nous de n'en rien croire et de vous donner le conseil de ne pas cacher plus longtemps une identité qui nous est parfaitement connue.

M. Dubois ouvrit des yeux étonnés et répondit :

— C'est vous qui faites erreur, Messieurs ; je vous affirme que je suis bien M. Dubois, professeur de mathématiques.

L'officier effila sa moustache en souriant :

— Comme vous voudrez. Nous ne nous attarderons pas là-dessus maintenant. Veuillez vous munir d'une valise avec du linge pour quelques jours et nous suivre : un automobile nous attend en bas; si vous désirez faire quelques recommandations à votre famille et la rassurer sur nos intentions qui sont, faut-il le dire, bienveillantes, vous pouvez disposer pour cela de quelques minutes.

M. Dubois s'inclina et sortit de la chambre.

Les officiers, prêtant l'oreille, entendirent de l'autre côté de la porte des exclamations étouffées, puis le murmure de plusieurs voix pressées, puis encore des sanglots mal contenus et des bruits de baisers.

Cinq minutes après, M. Dubois, une valise à la main, reparaissait :

— Je suis prêt, Messieurs.

Les officiers s'effacèrent pour le laisser passer ; cette déférence l'enhardit et il demanda :

— Ne pourriez-vous pas me dire pour quelle raison vous m'emmenez?...

— Vous le savez bien, sourit le même officier ; pour l'ignorer, il faudrait que vous ayez oublié qui vous êtes.

— Je suis M. Dubois, professeur de mathématiques.

— Oui, c'est entendu..., descendons, je vous prie.

Le luxueux auto ne mit pas cinq minutes à conduire les trois hommes devant l'hôtel Astoria.

Le portier se précipita, un groom ouvrit la porte, prit la valise, et M. Dubois se trouva bientôt

1. « *Pourquoi pas ?* » *pendant l'occupation*, Editions de l'Expansion Belge, 4, rue de Berlaimont, Bruxelles.

dans l'une des chambres les plus luxueuses de l'hôtel.

— Vous êtes chez vous, dit l'officier ; excusez-nous si nous mettons un soldat de planton devant votre porte ; c'est la guerre, n'est-ce pas?...

M. Dubois acquiesça : évidemment, c'était la guerre ; tout le monde le savait.

— Veuillez vous asseoir, dit l'officier.

Et, en anglais, il tint un petit discours à M. Dubois, sur un ton persuasif et aimable, ponctué de gestes, de regrets et de sourires. Quand il eut fini, M. Dubois lui dit :

— Je crois que vous venez de parler en anglais. Je ne connais pas cette langue : je suis professeur de mathématiques.

L'officier reprit en français :

— Puisque vous ne voulez pas nous répondre, veuillez bien passer dans la pièce voisine ; vous y trouverez un barbier auquel vous pouvez vous livrer sans crainte.

M. Dubois commençait à ne plus s'étonner de rien. Il poussa la porte ; ce barbier, muet, l'invita d'un signe à prendre place dans un fauteuil devant la glace, lui attacha une serviette au cou et — crriss, crriss, — en deux coups de ciseaux lui abattit les moustaches, que M. Dubois avait longues et épaisses.

M. Dubois voulut s'écrier ; il était trop tard, les moustaches avaient roulé sur la serviette jusqu'à ses pieds.

— Je vous en prie, permettez...

Le barbier était muet ou avait mission de la paraître ; il se borna à s'excuser en s'inclinant, et quand l'émoi de M. Dubois fut un peu calmé d'un nouveau coup magistral — crriss ! — il lui enleva la plus grande partie de sa barbe. Après quoi, il rogna, travailla à la tondeuse, aiguisa son rasoir, savonna M. Dubois d'une main légère et le fit en quelques minutes aussi glabre qu'une jeune fille de quinze ans.

Un des officiers ouvrit la porte :

— C'est fini? demanda-t-il.

Le barbier fit un signe affirmatif, et M. Dubois passa dans l'autre chambre.

L'officier regarda M. Dubois avec un air de satisfaction où perçait même un modeste triomphe, lui tendit un monocle et prononça de nouveaux mots en anglais, avec un geste d'invitation. M. Dubois le contemplait éberlué.

Alors, l'officier, en français :

— Veuillez bien mettre ce monocle, je vous prie.

— Je veux bien essayer, mais je n'ai jamais mis de monocle...

— Que vous dites, fit l'officier. Allons, faites un effort, vous verrez que ça ira...

M. Dubois fit un effort ; il agrandit son arcade sourcilière, ébaucha la grimace de ceux à qui on pince sournoisement et douloureusement le mollet ; le monocle glissa et tomba.

— Comme vous voudrez, dit froidement l'officier. Cela n'est pas indispensable.

Puis, les yeux dans les yeux de M. Dubois :

— Amiral, ne continuez pas cette comédie ; avouez ; nous avons pour vous, vous le voyez, tous les égards que méritent votre rang et votre malheur (ici, M. Dubois passa, malgré lui, sa paume sur son menton et ses doigts sur ses joues) ; nous respectons, dans l'armée allemande, l'ennemi désarmé ; ainsi donc comprenez qu'il est inutile de feindre plus longtemps.

Il attendit quelques secondes, puis :

— Nous savons que vous êtes l'amiral Barasford.

— Moi?

— Vous !

— Je suis M. Dubois, professeur de mathématiques.

— L'obstination, dit l'officier avec un sourire qui s'impatientait un peu, est une vertu anglaise.

Et il attendit de nouveau quelques instants.

— Je suis M. Dubois, professeur de mathématiques, affirma l'autre de plus belle.

L'officier changea de ton.

— Je n'insiste plus, dit-il. Nous avons ce soir un dîner d'officiers à l'hôtel. La table sera présidée par Son Excellence le duc de Schwemstein, allié à la famille royale. Son Excellence m'a prié de vous dire qu'elle serait heureuse si vous vouliez bien assister à ce repas ; la place qui sera réservée sera à la droite de Son Excellence.

M. Dubois, effaré, secouait la tête, avec une douce obstination.

— Que dois-je répondre à Son Excellence?

— Que je suis M. Dubois, professeur de mathématiques. Vous lui direz encore..., mon Dieu..., je ne sais pas, moi..., vous lui direz que je lui suis très reconnaissant..., que je suis très touché..., mais que, véritablement...

— Son Excellence en sera chagrinée, amiral. Je n'ai plus qu'un mot à ajouter : vous êtes ici chez

vous ; le personnel de l'hôtel est à votre disposition, et, sauf vous rendre la liberté, il n'est rien ici que nous ne nous empressions de vous accorder sur un simple désir...

Il se mit en position, avec son compagnon, tous deux raidis, les talons joints, poitrinant :

— Nous pouvons disposer, amiral?

— Je vous assure, Messieurs..., je suis confus..., mais vous vous trompez..., je suis M. Dubois, professeur de mathématiques.

Les deux officiers n'entendaient plus. Ils firent le salut militaire : « Amiral ! », puis ils pivotèrent sur leurs talons et sortirent du même pas. M. Dubois entendit la crosse du fusil de la sentinelle, qui tombait avec bruit sur le parquet de l'antichambre, devant la porte.

M. Dubois demeura deux jours et deux nuits dans sa chambre luxueuse, sans voir personne, sauf les domestiques qui se multiplièrent pour donner le plus de confort possible à sa captivité. On lui avait demandé le premier jour de faire son menu ; il avait répondu modestement : « Ce que vous voudrez », et on lui avait servi ce qu'il y avait de meilleur à manger et à boire. Un maître d'hôtel présidait aux soins de sa table ; à sa première visite, il appela le prisonnier « amiral », d'un ton de confidence et de respect. Et lorsque M. Dubois, avec un air ruisselant de conviction, répondit : « Je suis M. Dubois, professeur de mathématiques », le maître d'hôtel n'insista plus; il garda un air supérieur et fermé, un air d'intelligence, la figure grave et digne d'un maître d'hôtel qui sait se conduire et par les soins duquel ont passé déjà des puissants de la terre, qui, pour des raisons les regardant seuls, tiennent à garder l'incognito.

Le troisième jour, au matin, comme M. Dubois venait de déjeuner et contemplait, en point d'interrogation doucement courbé, le monocle qui traînait sur la table de nuit, les deux officiers reparurent, en grande tenue, et s'informèrent de sa santé.

— Amiral, dit ensuite celui qui parlait correctement le français, vous voudrez bien, d'après les ordres que nous avons reçus du commandant des forces navales allemandes en Belgique, nous accompagner à Zeebrugge.

M. Dubois en était arrivé à ce point d'éberluement qu'il n'eût pas bronché si on lui avait proposé une partie de piquet avec Sa Sainteté. Il dit cependant, plutôt pour la forme :

— M. le Commandant des forces navales allemandes en Belgique me fait beaucoup d'honneur; je crois, cependant, qu'il se plaindra du temps que je lui aurai fait perdre, quand il saura que je suis M. Dubois, professeur de mathématiques.

Les deux officiers, désarmés par tant d'obstination, rirent de bon cœur.

— Amiral, dans un quart d'heure, nous viendrons vous prendre.

Un quart d'heure après, l'auto emmenait les trois hommes à la gare du Nord, où, parmi les salutations et les présentez armes, M. Dubois prenait place dans un wagon-salon.

Le train s'arrêta à Bruges ; M. Dubois et ses deux gardes du corps remontèrent dans un nouvel auto qui fila le long du canal maritime à la troisième vitesse.

— Vous savez, amiral, les usages de la guerre, avait dit l'officier dès que M. Dubois eut pris place dans la voiture : je suis obligé de vous prier de vous laisser bander les yeux.

— Faites, faites..., dit M. Dubois.

L'auto s'arrêta ; on marcha, et, quand le bandeau lui fut retiré, M. Dubois se trouva dans une grande pièce où plusieurs officiers âgés entouraient une table couverte de cartes, de plans et de photographies.

L'un de ces officiers s'avança, la main tendue, au devant de l'arrivant :

— Amiral, lui dit-il, permettez-moi de vous offrir la poignée de mains que l'on donne aux ennemis que l'on estime...

M. Dubois tendit la main et souffla :

— Je suis M. Dubois, professeur de mathématiques.

— Messieurs, dit à ses collègues, sans sembler avoir entendu, l'officier qui venait de parler, je vous présente l'amiral Barasford que les hasards de la guerre ont fait notre prisonnier.

Et il nomma à M. Dubois, l'un après l'autre, les officiers présents qui s'inclinèrent avec un bruit de sabre et de croix remuées.

M. Dubois, intimidé pour de bon, crut devoir dire d'une voix machinale :

— Je suis très honoré, Messieurs..., je suis M. Dubois, prof...

— Vous êtes si peu M. Dubois, professeur de mathématiques, interrompit avec une grande politesse l'un des officiers, que vous portez au pouce droit la trace d'une blessure que vous avez reçue,

à votre bord, il y a six ans, lors de l'éclatement d'un canon.

Et il montrait le pouce de M. Dubois, auquel manquait la phalange supérieure.

— Pardon, dit M. Dubois, ceci est la suite d'un accident de voiture dont j'ai été victime il y a une dizaine d'années ; ma main fut lancée dans la glace de la portière et les débris...

— N'insistez pas, n'insistez pas, amiral, dit l'officier supérieur.

Or, à ce moment, il y eut, profanant la respectabilité et la solennité du lieu, un juron retentissant lancé par un officier qui tenait en mains la photographie de l'amiral Barasford :

—Qu'est-ce qui vous permet?... dit d'une voix tranchante et les sourcils terriblement froncés, le commandant supérieur des forces navales...

CARICATURE ÉDITÉE EN CARTE POSTALE A BRUXELLES

— Mais, voyez... voyez..., c'est le pouce gauche de l'amiral qui est mutilé, tandis que, chez ce monsieur, c'est le pouce droit !

La photographie passa de main en main dans un grand et lourd silence ; les deux officiers qui avaient amené M. Dubois sentirent parfaitement souffler sur leur nuque un vent de catastrophe.

Le commandant supérieur se croisa les bras et toisa M. Dubois.

— Alors, vous n'êtes pas l'amiral Barasford?

— Je suis M. Dubois, professeur de mathématiques, dit-il, avec un regard vers la porte.

— Mais, qu'est-ce que vous f... ici? cria le commandant supérieur.

Et, le bras tendu, l'index pointé vers la sortie, avec le geste de l'ange chassant Adam et Eve du paradis terrestre :

— « Heraus ! » hurla-t-il.

M. Dubois s'en fut sans saluer personne, d'un pas rapide, avec les deux officiers qui filaient comme des zèbres.

On remonta dans l'auto ; à Bruges, où on reprit le train, M. Dubois fut invité sans amabilité à monter dans un wagon de seconde classe, et les officiers, les dents serrées, lui donnèrent de temps à autre des coups de pied dans les jambes, si petit qu'il se fît dans son coin ; ils avaient espéré la croix de fer

.. Ce fut à l'arrivée à la gare du Nord, à Bruxelles, qu'ils prononcèrent les seuls mots qui furent dits pendant le trajet :

— F... le camp !

M. Dubois détala, abruti de confusion, ne voyant plus très clair en lui ni autour de lui, heureux seulement d'être libre et de courir.

Il monta l'escalier qui conduisait à sa chambre, ouvrit la porte et se trouva vis-à-vis de sa famille qui contempla avec ahurissement cet homme rasé de près, le teint animé par la course, les yeux un peu fous.

— Qu'est-ce que c'est que ça? put enfin dire le beau-père.

Alors, M. Dubois mit le monocle, toisa sa parenté et, prodigieux, déclara :

— Je suis l'amiral Barasford ! »

Voilà l'histoire de M. Dubois, telle qu'on la racontait ; supposez que, dans le feu du récit, on ait fait quelques accrocs à la stricte vérité : il n'est pas d'histoire qui, pour être bien présentée, ne doive être enjolivée quelque peu... Le principal est qu'elle excitait la fureur du Boche. Il grinçait des dents; la police informait et se lançait sur le premier ahuri qui passait à sa portée, dans la rue...

***

Aussi bien, les anecdotes abondent sur ce chapitre.

Un bourgeois lit l'affiche quotidienne signée « Le Gouverneur allemand ». Le bourgeois apprend qu'ainsi qu'il arrive tous les jours, les Allemands ont fait 35 000 prisonniers russes et pris 27 canons...

Il s'éloigne, demi-narquois, mi-indigné de si copieux mensonges, et grommèle entre ses dents :

— Cochon d'empereur !

Une lourde main s'abat aussitôt sur son épaule.

— Je suis agent allemand ; veuillez me suivre à la kommandantur ; exécutez-vous de bonne grâce, si vous ne voulez pas que j'appelle le poste.

Le bourgeois, très embêté, mais s'efforçant de faire bonne contenance, suit l'agent vers la kommandantur.

Sitôt arrivé, il est interrogé sommairement :

— Vous avez dit : « Cochon d'empereur? »

— Parfaitement : je parlais de l'empereur de Russie.

— Ah !

— C'est comme je vous le dis.

— C'est assez adroit de prétendre çà ; malheureusement pour vous, c'est bien invraisemblable ; « cochon d'empereur » ne pouvait évidemment s'adresser qu'à notre Kaiser.

Alors, le Bruxellois, avec l'accent de la plus vive déférence :

— Du moment où vous l'affirmez...

***

Une autre :

Un ouvrier, l'air guilleret, se présente à « l'office des pommes de terre » installé par les Allemands dans la cour de l'ancien Observatoire.

— Je voudrais avoir dix kilos de pommes de terre.

— Voulez-vous prendre l'engagement de travailler pour nous?

— Volontiers ; du matin au soir et même la nuit, si vous le désirez.

— Alors, vous allez avoir dix kilos. Votre profession?

— Fossoyeur et, quand j'ai le temps, croque-mort...

Kommandantur.

***

Un receveur de tramway voit entrer dans sa voiture cinq soldats allemands ; il délivre un billet de deux sous à chacun, et, en recevant leur monnaie, il leur dit à l'un et à l'autre, en bon flamand bruxellois, sur un ton excessivement poli et avec un sourire :

— Merci... 'k wensch ââ duud.

Ce qui veut dire : je souhaite votre mort.

Les Allemands goûtent cet air de politesse et ce sourire et remercient de la tête, tandis que les voyageurs se font une pinte de bon sang.

***

Peut-être connaissez-vous « celle » du barbier.

Un officier allemand s'était fait raser chez un petit barbier du centre de la ville, en août 1914, lors du passage à Bruxelles des troupes envahissantes ; on lui réclama 25 centimes ; tandis qu'il payait, il fit remarquer, en souriant avantageusement : « Il faut avoir fait toilette pour aller à Paris. » Silence glacial de la galerie.

En février 1915, le même officier revient chez le même barbier ; l'opération faite, on lui réclame 30 centimes.

— Mais il y a sept mois, je n'ai payé que 25 centimes...

— Assurément ; seulement, depuis ce temps-là, *votre figure s'est allongée.*

***

Le public ne voulut jamais, quoi qu'en édictât l'ennemi, adopter l'heure allemande. On continua à régler sa vie sur l'horaire d'avant la guerre. Dans nombre de cafés et d'établissements publics, les propriétaires firent enlever les horloges plutôt que d'obéir aux injonctions allemandes.

***

Tout était bon à la population pour déprécier les succès militaires des boches. Quand on ne pouvait les nier, on ironisait.

A Mons, la garnison boche fêta à l'égal d'un fait d'armes éclatant, en novembre 1914, la chute d'Anvers. Les officiers dînèrent copieusement à l'hôtel Schmidt, s'emplirent de champagne et, au

dessert, convièrent la bonne hôtesse à trinquer avec eux.

Quand elle se fut exécutée, — on ne résiste pas à une « invitation allemande », — plusieurs officiers, qui tenaient un carnet de campagne, la prièrent d'écrire et de signer quelques mots sur une page de ces carnets.. Elle s'en défendit, alléguant qu'elle ne trouvait point la phrase qu'il fallait. Lun des officiers, la pressant davantage, lui suggéra d'écrire : « Honneur au vainqueur ! » Elle y consentit, demandant cependant à ajouter un mot, ce qui lui fut accordé. Et, sur tous les carnets, elle marqua : « Honneur au vainqueur final ! »

Tous les officiers rirent beaucoup, elle aussi.

Une autre fois, une dame belge, ayant été soignée dans un dispensaire allemand, fut, à sa sortie de l'établissement, sollicitée par le prêtre boche auquel elle adressait ses remerciements, de prier pour les soldats allemands au front.

Elle hésita un instant, puis, avec un sourire convaincu :

— Je prierai pour qu'ils aient une bonne mort mon père...

* * *

On vous a parlé, d'autre part, du vent de terreur qui souffla sur toute la Belgique quand on commença à déporter des milliers de Belges en Allemagne, pour libérer des travailleurs allemands aussiôt enrôlés et que l'on se mit à diriger d'autres Belges vers le front, où on les occupait à des travaux de défense en arrière de la ligne de feu.

Ici aussi, la résistance individuelle se manifesta en traits typiques.

Il est à noter que beaucoup de soldats allemands se déclaraient honteux de la besogne qu'on leur faisait faire. Beaucoup conseillaient aux Belges de ne pas signer le « libre » engagement auquel on les conviait.

A La Louvière, un hercule assomma quatre guerriers qui voulaient l'appréhender ; il fallut que toute une compagnie se jetât sur lui et le ficelât comme un saucisson.

Malgré tout, la gouaillerie wallonne ne perdait pas ses droits. Un ouvrier métallurgiste criait à l'officier, au moment où on l'emmenait : « Vous

VERORDNUNG

Wer in herausfordernder Weise belgische Abzeichen, und wer, auch ohne dass es herausfordernd wirkt, Abzeichen anderer mit Deutschland oder seinen Verbündeten im Kriege befindlicher Länder anlegt, ausstellt oder sonst öffentlich zeigt, wird mit Geldstrafe bis 600 M. oder mit Haft bis zu 6 Wochen bestraft. Beide Strafen können auch nebeneinander verhängt werden.

Zuständig zur Bestrafung sind die deutschen Militärbehörden und Militärgerichte.

Die Verordnung tritt am 1. Juli 1915 in Kraft.

Brüssel, den 26. Juni 1915.

Der General-Gouverneur in Belgien,
Freiherr von BISSING,
Generaloberst.

VERORDENING

Wie op uitdagende wijze Belgische kenteekens en wie, ook zonder uitdagende bedoeling, kenteekens van andere met Duitschland of diens Bondgenooten oorlogvoerende landen draagt, uitstalt of anderszins in 't openbaar vertoont, wordt met ten hoogste 600 mark of ten hoogste 6 week gevangenis gestraft. Beide straffen kunnen ook te gelijk uitgesproken worden.

Tot straffen bevoegd zijn de Duitsche krijgsoverheden en krijgsrechtbanken.

Deze verordening wordt op 1 Juli 1915 van kracht.

Brussel, den 26 Juni 1915.

Der General-Gouverneur in Belgien,
Freiherr von BISSING,
Generaloberst.

ARRÊTÉ

Quiconque porte, expose ou montre public d'une façon provocatrice des insig belges ou quiconque porte, expose ou mon en public, même d'une manière non provo trice, des insignes d'autres pays en gue avec l'Allemagne ou ses Alliés est passi d'une amende de 600 mares au plus ou d'u peine d'emprisonnement de 6 semaines au pl Ces deux peines peuvent aussi être réunies.

Les contraventions seront jugées par autorités ou les tribunaux militaires alleman

Le présent arrêté entrera en vigueur 1er juillet 1915.

Bruxelles, le 26 juin 1915.

Der General-Gouverneur in Belgien
Freiherr von BISSING,
Generaloberst.

Ici aussi, la résistance individuelle se manifesta en traits typiques.

Il est à noter que beaucoup de soldats allemands se déclaraient honteux de la besogne qu'on leur faisait faire. Beaucoup conseillaient aux Belges de ne pas signer le « libre » engagement auquel on les conviait.

A La Louvière, un hercule assomma quatre guerriers qui voulaient l'appréhender ; il fallut que toute une compagnie se jetât sur lui et le ficelât comme un saucisson.

Malgré tout, la gouaillerie wallonne ne perdait pas ses droits. Un ouvrier métallurgiste criait à l'officier, au moment où on l'emmenait : « Vous

n'avez pas pu aller à Paris, vous ; moi je vais à Berlin. »

***

Nous entendîmes, en décembre 1916, à Yvoir-sur-Meuse, plusieurs pauvres femmes malades causer, dans la salle d'attente d'un médecin du village. L'une d'elles, venue de Warnant, qui n'était plus qu'un paquet d'os secoué de toux dans un châle de laine, dit :

— Mon fils aîné a deux doigts de la main broyés : ils me l'ont pris ; le second est tuberculeux : ils me l'ont pris ; ils m'ont laissé le troisième qui n'a pas la force de se traîner.

Une autre :

— Mes deux fils travaillaient à des coupes de bois ; ils avaient de la besogne jusqu'à la fin de l'hiver ; ils ont été pris. Ils ne signeront pas. Ils ont dit qu'ils se coucheraient par terre, qu'ils n'écouteraient même pas si on leur parle de travailler.

Ses yeux, fatigués de pleurer, semblent mesurer le fond de sa détresse et de son abandon. Elle ajouta :

— Depuis quinze jours, ils s'habituent à manger des betteraves. Ils tripotent ça avec du sel dans un pot ; ils ont dit qu'ils commençaient à s'y faire, que cela leur tenait sur l'estomac, qu'ils trouveraient toujours bien des betteraves en Allemagne.

VIII. — LA FIN

Une des grandes joies, des vraies joies de Bruxelles, à partir d'août 1918, ce fut la lecture des communiqués de guerre allemands. Ce n'était pas de la veille que l'on savait combien le sens du ridicule manque au Teuton balourd ; pourtant la démonstration quotidienne qui s'en fit alors à la face du monde civilisé dépassa les idées reçues.

Tous les jours, le préposé aux communiqués se disait : « Nous avons perdu tant de villages, on nous a fait tant de prisonniers et enlevé tant de canons, comment annoncer ça de la façon la moins pénible? »

Un des moyens qu'il avait imaginés, à force de se creuser les méninges, était de s'étendre longuement sur les à-côtés et d'escamoter, en fin de texte, la nouvelle principale : ainsi, il consacrait vingt-cinq lignes à expliquer comment une reconnaissance faite par une patrouille d'Anglais avait « croulé dans le sang », comment le lieutenant Müller ou le sergent Baumgartner avait abattu, avec son seul canon, douze tanks, comment le régiment nº 2278 de l'empereur Charles, qui avait déjà donné tant de preuves d'héroïsme, venait encore une fois de se signaler en enlevant à la baïonnette un poste d'Américains, puis, en deux lignes, il glissait : « Nous avons évacué Montdidier, ou Roye, sans que l'ennemi s'en aperçût. »

Pour annoncer, le 29 août, la prise capitale de Noyon, il écrivait, après avoir battu l'eau pendant cinq minutes : « Noyon se trouve devant notre front de bataille. » Ainsi il avait réalisé le tour de force d'empêcher sa plume d'écrire : « Noyon est au pouvoir de l'ennemi. »

Ayant à nous avouer, le lendemain, la prise de Péronne, de Bapaume et de Maurepas, il entortillait son caramel dans le billet suivant : « ... Nous avons déplacé notre défense dans les lignes de l'est de Bapaume et au nord-ouest de Péronne, en connexion avec les mouvements exécutés au sud de la rivière. L'ennemi nous a suivis en hésitant au delà de Bapaume-Combles-Maurepas. »

Il avait trouvé mieux encore pour expliquer le constant recul des troupes allemandes ; il disait : « La tactique triomphante de notre état-major est de conserver l'offensive de la retraite ! »

Une douce gaîté nous inondait à contempler ces contorsions. Chaque soir, à 7 heures, on attendait avec impatience *le Bruxellois* ; on avait, pour trois sous, trois minutes de saine gaîté.

Nos bons journaux bruxellois embochés bafouillaient des commentaires que nous saluions au passage avec de grands cris d'enthousiasme. Ainsi, *la Belgique* faisait sienne, dans un article de fond, l'opinion ainsi libellée d'un critique militaire allemand qu'elle ne nommait d'ailleurs pas : « ... En admettant que la fortune des armes reste constamment fidèle aux Alliés, il leur faudrait au moins dix ans pour que des succès partiels puissent exercer sur l'ensemble de la situation une influence suffisante pour obliger les Puissances centrales à s'avouer vaincues... »

C'étaient là des choses qui ne se discutaient pas...

***

Fin septembre, un vent brûlant d'optimisme, une folie d'espérance souffla sur nous : on riait

aux anges, on pouffait au nez des Boches interdits ; on flairait enfin le parfum de la juste revanche ; on chantait, on s'embrassait dans les rues : la victoire arrivait !

Nous avions peine à croire que nous étions les mêmes hommes qui disaient, il y avait moins de trois mois, en grossissant la voix pour cacher leur secrète angoisse : « S'ils prennent Paris et Calais... eh bien ! la guerre ne sera pas finie ! »

Il nous semblait, en lisant les journaux français, que nous entendions déjà sonner les clairons des carabiniers au boulevard Anspach, et le cœur nous sautait dans la poitrine !

Vers la mi-octobre, le doute ne fut plus permis : *l'évacuation avait commencé !*

C'était donc vrai ! Le cauchemar finissait : l'horrible patte velue et malpropre qui nous tenait à la gorge depuis quatre ans et demi, desserrait son étreinte ; les morts allaient frémir dans leur tombe, en entendant sonner l'heure où la Justice, enfin ! atteint le crime ; nos soldats, nos amis, nos parents exilés allaient nous être rendus ; dans quelques jours, les drapeaux de la victoire claqueraient à l'Hôtel de Ville : des français, des anglais, des américains, des belges — des drapeaux belges !

C'était vrai que nous allions cesser de vivre comme des bêtes traquées, cesser de surveiller nos conversations, l'expression de nos désirs et jusqu'à celle de nos peines et de nos espérances ; c'était vrai que nous allions vivre dorénavant chez nous, entre nous, avec des gens qui ne mentent pas, qui n'espionnent pas, qui marchent dans la rue sans sabre et sans fusil, qui n'empoisonnent pas de leur langage, de leur odeur, de leur grossièreté l'endroit où ils passent ! C'était vrai que nous allions pouvoir affirmer, en nous levant, que le soir nous ne coucherions pas à la kommandantur ! C'était vrai que nous ne trouverions plus chaque matin dans ces journaux, dont le seul aspect nous donnait la nausée, et sur les murs de la cité, des arrêtés comminant, pour un oui ou pour un non, des amendes de 500 à 20000 marks et des peines de prison pouvant s'élever jusqu'à cinq ans ! C'était vrai que nous n'apprendrions plus que les attaques françaises avaient « croulé dans le sang », et que les Anglais avaient tenté des assauts « riches en pertes » ; que nous ne craindrions plus à toute heure du jour de voir d'affreux soudards s'introduire dans nos domiciles pour scruter nos placards, ouvrir nos tiroirs, sonder nos murs, éventrer nos matelas et emporter nos cuivres, nos papiers, nos laines, nos victuailles !

Ah ! que Bruxelles, que notre Bruxelles était beau déjà, par cet après-midi doré d'octobre ! Comme la seule annonce de la délivrance prochaine nous l'avait déjà changé ! Et comme il serait plus beau encore, demain, notre Bruxelles, notre cher Bruxelles à nous, quand il serait purgé des hordes scélérates, quand l'air salubre d'avant le 20 août 1914 balayerait nos rues publiques, quand nos grenadiers, nos chasseurs, nos carabiniers montreraient leurs faces martiales et réjouies, au lieu des faces abêties et sinistres des forçats de l'impérialisme, quand nous jetterions des fleurs sous les pas de la Reine, et que nous crierions : « Vive le Roi ! », les bras levés jusqu'au ciel !

C'était donc vrai ! C'était donc vrai !...

On fermait les yeux pour se recueillir ; on sentait tressaillir au fond de soi la fibre profonde de la joie et se pâmer l'émoi de l'enfant qui retrouve sa mère.

Et Bruxelles fit ce soir-là quelque chose de très simple et de très grand : dédaignant les manifestations bruyantes et injurieuses pour l'Allemand abhorré, la population défila tout l'après-midi devant le monument de la place des Martyrs, en jetant des fleurs dans la crypte !

* * *

« Ils » achevèrent d'évacuer Bruxelles le 16 novembre. Le vent d'hiver dissipa leur odeur. Leurs canons dansèrent une dernière fois sur le pavé de nos chaussées.

Ils partirent : les uns à pied, un bâton à la main, la besace pleine de leurs derniers vols, d'autres dans des chariots ou des autos où s'entassait un suprême butin, le butin fait dans la maison du pauvre comme dans la maison du riche.

Ils partirent ! mais sur tout le réseau du chemin de fer de ceinture, dans toutes les gares du Grand Bruxelles, des détonations formidables éclataient d'instant en instant : c'étaient leurs wagons de munitions qui sautaient : forcés de les abandonner, ils en avaient assuré l'explosion par des fusées à retardement ! Il y eut de nombreux morts et blessés et quantité d'immeubles endommagés tout le long du railway : ce furent leurs dernières ruines et leurs derniers cadavres.

Qu'ils soient maudits, jusque dans les enfants de leurs enfants !

*
* *

Le lendemain, Bruxelles ne fut plus qu'une corbeille de drapeaux, un bouquet flottant de couleurs vives !

Nous étions chez nous !

Nous ne savions plus que nous avons lutté, que nous avions souffert : les ailes de la Victoire battaient sur nos mauvais souvenirs et les dissipaient.

Nous attendions notre armée, notre Roi...

La résistance était finie.

IX

A LIÉGE

I

EST l'invasion !...

La tête encore bourdonnante et le souvenir encore ébloui au sortir de l'inoubliable séance où le roi Albert, acclamé furieusement par tous sans distinction, avait promis au monde que la Belgique tiendrait la parole donnée et lutterait jusqu'au bout pour son indépendance, les parlementaires, en hâte, regagnent leurs circonscriptions. C'est le tohu-bohu de la mobilisation, l'affolement des gens troublés dans leurs projets, s'irritant de devoir rentrer chez eux ou en partir, ne soupçonnant pas encore la gravité de la catastrophe qui se préparait.

Voici Liége, fumeuse sous le ciel bleu d'août, animée, bruissante, dans l'énervement de l'attente, dans l'anxiété des premiers coups qu'elle sent et sait lui être destinés. L'Hôtel de Ville est une ruche où tous viennent s'informer, se réconforter; où siège, calme et digne, prêt à tout, le vénéré bourgmestre G. Kleyer.

La nuit passe, agitée. On sait que l'ennemi avance, qu'il a occupé Visé, que les nôtres résistent vaillamment. Dans le lointain, sourdement, le canon tonne. Et puis, brusquement, c'est l'attaque des forts de ceinture.

Des hauteurs de la citadelle, où accourt une foule curieuse, on aperçoit et l'on compte les coups de canon qui s'abattent sur le fort de Barchon, faisant à chaque fois surgir en l'air une colonne de terre, de pierres, de débris et de fumée.

Mais on ne craint rien : nos amis, les Français, vont venir. On les attend. Ils sont à Dinant, à Namur, à Huy. Ils vont balayer cette vermine et reconduire les Allemands plus vite qu'ils ne sont venus, jusqu'à leur Rhin. Aux environs des gares, la foule s'amasse, acclamant les bataillons de Belges qui viennent prendre leurs positions, mais un peu déçue d'attendre en vain les pantalons garance.

Et autour des forts, la bataille continue, acharnée. On parle de milliers d'Allemands abattus ; on entend, des extrémités de la ville, le crépitement de la fusillade et le déchirement des mitrailleuses...

Puis, de nouveau, le soir, après cette journée plus longue qu'un mois ; l'attaque, pendant la nuit, du local où siégeait l'état-major de la position ; la retraite du général Leman au fort de Loncin ; le bombardement de la ville commençant le jeudi matin et se poursuivant jusqu'à deux heures ; l'idée bizarre d'un colonel, assisté d'un conseil de guerre de fortune, de hisser le drapeau blanc sur la citadelle, d'ailleurs désaffectée et démantelée ; les pourparlers avec un parlementaire allemand envoyé par le général von Emmich; le refus du général Leman de rendre la place et la reprise du bombardement, à six heures du soir.

Et qu'on sache bien qu'il n'y a pas un mot de vrai dans cette gasconnade — pardon à mes amis méridionaux d'employer le terme — du général Ludendorff racontant que, ayant aperçu le drapeau blanc, il avait, à lui seul et sans coup férir, traversé la ville et emporté la citadelle...

Puis, le vendredi matin, l'annonce que des détachements allemands avaient pu passer par les intervalles des forts, et, par petites troupes grossissantes, avaient pénétré dans la ville !

Et c'était vrai !...

L'après-midi, l'occupation de la ville était accomplie. Partout surgissaient des hommes, des chevaux, des pièces d'artillerie défilant sans trêve ; des troupes merveilleusement armées et équipées, marchant vers Bruxelles et Anvers, malgré les dernières tentatives désespérées de nos forts.

Et le 16 août, c'est la chute du fort de Loncin..

Le lundi 17 août, réveillé le matin par les commandements, ou plutôt les aboiements d'un chef qui fait faire l'exercice à ses hommes, dans ma rue. Cela dure une bonne heure. On sent s'accroître le sentiment d'angoisse, qui nous étreint depuis plusieurs jours, de plus en plus. Il y a cinq jours que nous n'avons vu un journal. On ne sait rien. La canonnade a cessé. Dans la ville, c'est le silence, coupé seulement par le bruit des bottes, par des aboiements de chiens, par le ronflement d'un aéroplane et par le carillon de la cathédrale, qui, imperturbablement, égrène ses notes gaies pardessus la cité morne et muette. C'est à la fois attristant et réconfortant; c'est l'âme de la ville qui continue à se manifester et qui nous dit d'espérer. La voix de l'artillerie s'est tue.

LES ALLEMANDS A BRUXELLES

Et vraiment, on s'inquiète de n'entendre plus ce grondement, devenu presque familier...

En ville, s'étalent les affiches de l'autorité militaire, défenses et menaces : quiconque contreviendra, sera fusillé; quiconque n'obéira pas, sera fusillé.

Puis, après trois ou quatre jours de calme relatif, c'est la période terrible : l'incendie et le sac de Visé, de Tamines, de Dinant, de Liége ; le régime de la terreur et de l'intimidation, celui des réquisitions et des otages. Jusqu'à ce que, peu à peu, le calme revienne et que l'administration boche, tatillonne et despotique, étende sur le pays entier sa main tyrannique.

II

L'OCCUPATION

Depuis deux ans et plus, l'occupation se prolonge, chaque jour plus dure, plus pesante, plus insupportable.

Les vexations pleuvent. Le réseau de la réglementation devient chaque jour plus serré. L'insolence des vainqueurs se traduit, à la teutonne, par des actes de sauvagerie, par de lourdes plaisanteries, par des raffinements de tracasserie. Ils sont installés comme en pays conquis et définitivement annexé. Ils ont érigé dans notre majestueux cimetière de Robermont, un monument à leurs morts, une grande machine massive, haute, toute en blocs, affreuse, surmontée d'une Germania casquée et appuyée sur un glaive, et autour de laquelle nous allons parfois errer en nous disant : « Quelle joie, le jour où nous flanquerons ça par terre ! »

Ils ont, dans la cour de notre vieux Palais de justice, qu'ils ont sali et dévasté, apporté une énorme statue de Hindenburg, dans laquelle ils enfoncent, en poussant des « hoch » féroces, des clous de métaux divers.

Ils occupent bruyamment et brutalement, les cafés, les hôtels et les restaurants, que d'ailleurs la population autochtone leur abandonne, pour se réfugier dans des établissements où les uniformes « gris pioux », comme les appellent nos bons Wallons, ne se risquent pas, se sentant dépaysés.

Car elle est, cette population, merveilleuse de dignité, de calme, d'endurance et de bonne humeur. Les anecdotes, vraies ou inventées, sur les Boches, même les plus haut placés, courent sous le manteau. On en fait des anthologies et l'on en rit, malgré la gravité des heures, à gorge déployée, dans les cercles de famille et d'amis.

Pas de relations avec l'occupant. On n'entre en contact que pour des raisons de nécessité majeure. Les fringants officiers aux cabans gris-perle ne recueillent nulle attention. A Bruxelles, on les raille. A Liége, on les ignore. Une jeune femme

LES ALLEMANDS PLACE D'ANVERS, A BRUXELLES

me disait : « Quand nos yeux rencontrent un de ces individus, nous regardons à travers. »

La partie féminine de la population se comporte admirablement. Excepté chez quelques malheureuses déclassées et professionnelles, la haine de l'envahisseur est profonde et absolue. C'est chez les femmes que se recrutent les plus héroïques et les plus habiles agents des services de renseignements belges et anglais. Plusieurs paient de leur vie leur dévouement patriotique.

Car les tribunaux de guerre fonctionnent sans relâche, si l'on peut donner ce nom aux simulacres de tribunaux devant lesquels comparaissent, par fournées, nos malheureux compatriotes !

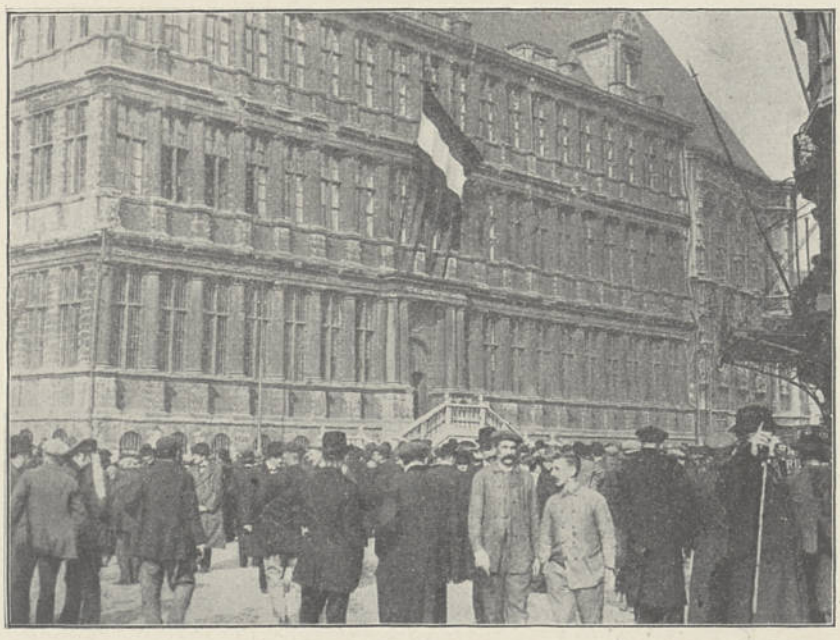
Les prisons regorgent, et l'on doit en improviser. Les condamnations à mort sont fréquentes, parfois commuées, souvent exécutées.

Pour avertir et terroriser la population, l'autorité militaire faisait afficher de grands placards, de couleur rouge sang, annonçant les jugements et faisant connaître que tel et tel condamnés avaient été fusillés. Elle y renonça bientôt. Car, en passant devant les affiches sanguinaires, les Liégeois, sans mot d'ordre, d'instinct, eurent le geste qu'il fallait : les femmes s'inclinaient bien bas et les hommes, gravement, ôtaient leur chapeau.

Les placards disparurent, et désormais les assassinats furent consommés secrètement, honteusement peut-on dire, dans les glacis du fort de la Chartreuse.

Toute communication est rompue avec le monde extérieur. Impossible de sortir du pays. Un réseau de fils de fer barbelés et électrisés court, sans un mètre d'interruption, d'un bout à l'autre de la frontière. Pas de nouvelles des êtres qui nous sont les plus chers et qu'on sait en danger là-bas, de l'autre côté de l'Yser, en Russie, partout où le péril guette. Recevoir une lettre de l'étranger allié est un délit ; en écrire une, fût-ce à son fils, à son mari, est un crime.

Les journaux français et anglais sont proscrits et quasi introuvables, encore qu'on se cotise pour



GAND. — LE DRAPEAU ALLEMAND SUR L'HOTEL DE VILLE

en obtenir un de temps en temps et le lire en commun : un numéro dont quelque sous-ordre de la censure se dessaisit, à chers deniers, pour quelques heures.

Mais rien ne peut paralyser les effets du blocus de l'Allemagne. Et c'est l'occasion, pour celle-ci, de procéder à ces réquisitions, ou plutôt à ces razzias qui systématiquement vident le pays. Cuirs, laines, cuivres, machines de toute espèce, produits alimentaires, graisses, chevaux, véhicules, jusqu'aux chiens : tout est enlevé.

Le vin court les plus graves dangers. Les Wallons, amateurs, on le sait, de bordeaux fin et de bourgogne généreux, ont, dès les premiers mois de l'occupation, et en prévision des pillages probables, intensifié la consommation et fait des vides énormes dans les caves les mieux fournies. Et l'on avait coutume de dire devant le flacon vide : « Encore un que les Boches n'auront pas !... »

Ce qui permit même à un des hauts fonctionnaires de l'administration occupante d'être, un jour, à peu près spirituel, et dans une maison où l'on avait été obligé de lui offrir de partager avec lui une bouteille de vieux bourgogne, de dire malicieusement à l'amphitryon : « Encore une que les Boches n'auront pas !... »

Mais ce qui était merveilleux et ce qui demeure un phénomène aussi inexplicable que rassurant pour ceux qui, comme moi, estiment que parmi les plus hautes et les plus utiles qualités de l'homme il faut ranger l'optimisme, c'est la persistance, au travers de toutes les épreuves et de toutes les déceptions, d'une confiance inébranlable dans le succès final.

Ceux-là, plus que rares, qui désespéraient ; ceux même qui, simplement, exprimaient un doute, se voyaient rabrouer avec une vigueur de conviction, qui reste encore aujourd'hui pour moi — qui ai cependant eu parfois l'occasion de relever des courages faiblissants — un sujet de joyeux étonnement.

Ni l'immobilisation de l'Italie, dont l'intervention était apparue au début comme immédiatement décisive ; ni le recul ininterrompu des Russes ; ni l'écrasement de la Roumanie, dont l'entrée en scène avait éveillé les mêmes espoirs que celle de l'Italie ; ni l'aggravation de la guerre sous-marine ; ni la défaite de la Russie : rien ne prévalait contre l'optimisme systématique, aveugle presque, de ce peuple qui ne voulait pas mourir !

A un seul moment, il y eut, non pas du désespoir, à peine de la crainte, mais un peu d'anxiété : ce fut lors de l'offensive de mars-avril 1918, lorsque l'effort gigantesque et suprême de Ludendorff l'amena jusqu'aux portes d'Amiens.

Mais ce ne fut qu'un éclair : l'offensive se « terminait en pointe », comme l'expliquaient les stratèges qui s'étaient donné pour mission de remonter le moral des pusillanimes. Et de fait, ils avaient raison.

Après la seconde alerte, celle du Chemin des Dames, dont le génie de Foch, enfin devenu chef suprême, sut pallier les conséquences, le mois de juillet apportait enfin, dans la vaste prison qu'était la Belgique, l'aube d'espoir depuis si longtemps attendue...

III

LA VICTOIRE

Enfin !...

Enfin, il est arrivé le jour de délivrance, de gloire et de joie !

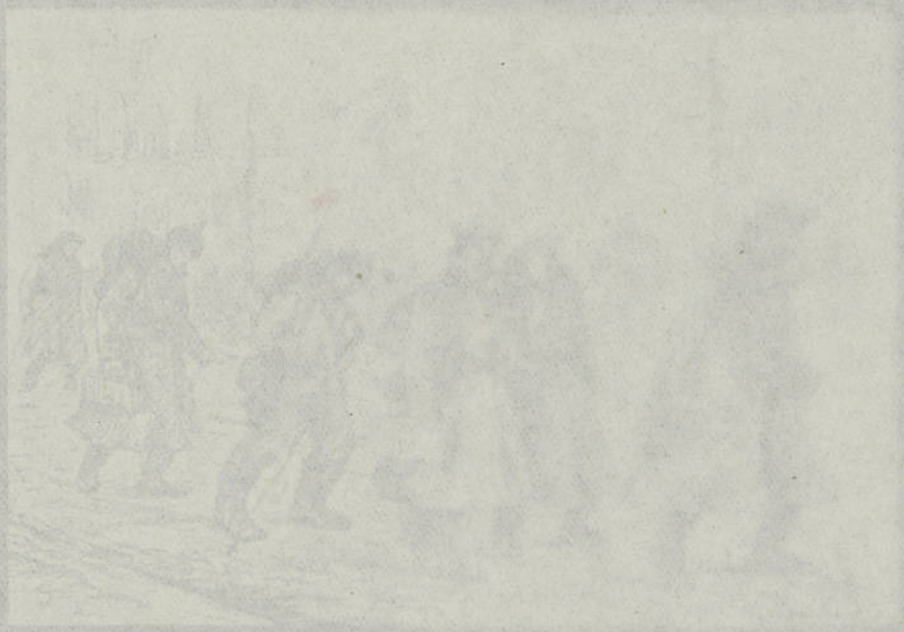
C'est par une matinée automnale, claire et fraîche, que la nouvelle, tant espérée, prit sa course et se répandit, pénétrant, avec une rapidité et une simultanéité prodigieuses, dans les coins les plus reculés où vit la pensée humaine.

Déjà, les signes avant-coureurs, multiples et certains, annonçaient la chute prochaine du colosse ébranlé.

Dès l'offensive ratée de la mi-juillet 1918, que Foch transforme en une retraite de plus en plus hâtive, on devine, on sent, on sait, on voit que le dénouement s'avance et se précipite. Les camouflages savants des communiqués allemands ne trompent plus personne. Les poitrines se dilatent ; l'air devient plus respirable et le redoublement de hargne des occupants, que l'on supporte de plus en plus allègrement, apparaît comme le signe précurseur de l'imminente déroute. Il règne dans les bureaux et les groupements des Boches une agitation nerveuse du meilleur augure : le sourire arrogant du vainqueur a disparu pour faire place à une espèce de haineuse inquiétude...

Jusqu'à ce que, brusquement, un beau matin de septembre, les journaux les plus censurés annoncent l'enlèvement par les Américains, en un raid aussi merveilleux qu'inattendu, du saillant de

TYPES DE SOLDATS RÉVOLUTIONNAIRES



LES DÉBRIS

LES DERNIERS JOURS DE L'OCCUPATION

Croquis extraits de l'œuvre de *E. Renard*

Saint-Mihiel contre lequel tous les efforts s'épuisaient, depuis quatre ans.

Joie et enthousiasme. Stupeur et consternation...

Puis, comme un coup de foudre, comme le premier coup de tonnerre de l'orage qui s'est amassé au loin, la nouvelle de la première défaite avouée : la Bulgarie demande l'armistice !

Alors, les événements se succèdent et se bousculent. Et enfin, le 11 novembre, dès le grand matin, un frémissement ineffable parcourt la ville, la campagne, le pays tout entier. On sait partout, et avant que les derniers coups de feu n'aient éclaté, que c'est l'armistice, et la paix, et que c'est l'Allemagne qui demande grâce. Moments inoubliables, inexprimablement enivrants!... De toute part, avec une force irrésistible, les drapeaux sortent des cachettes, et fièrement s'accrochent aux fenêtres. En un rien de temps, la ville est pavoisée : les trois couleurs belges se mêlent à celles des alliés et surtout à celles de la grande et noble France.

MANIFESTATION RÉVOLUTIONNAIRE DES ALLEMANDS DEVANT LE PALAIS DE JUSTICE DE BRUXELLES LE 10 NOVEMBRE 1918.
(Tableau de Renéo Dumoulin au Musée de la Guerre à Paris.)

Et comme la bonne humeur wallonne ne perd jamais ses droits, on fait un grand succès à ceux qui, aux hampes de leurs drapeaux, suspendent, pour narguer les Boches, leurs « cuivres », ces fameux cuivres auxquels les occupants ont fait une chasse si acharnée, et en somme si peu fructueuse.

L'autorité militaire s'inquiète, voudrait restreindre ce luxe de bannières, ne tolérer que le drapeau national ; elle adresse en ce sens des sommations à l'administration communale : rien n'y fait.

On se parle, on se regarde, on se sourit sans se connaître. Les mêmes mots sur toutes les lèvres : « On ne les verra plus ! »

Mais il faudra encore passer quelques mauvais jours. La révolte a disloqué la merveilleuse machine, cette armée allemande si bien disciplinée. Nous contemplons avec un étonnement joyeux, passer les trains bondés de soldats rentrant dans leur Germanie, et ornés de drapeaux rouges. Et sur un wagon, je lis cette inscription tracée à la craie, en grandes lettres, à notre adresse et dans une intention évidemment amicale: «Wir Morden nicht mehr. » (Nous n'assassinerons plus.)

A Liége même et dans tout le pays, des conseils d'ouvriers et de soldats se sont formés et ont pris la direction des affaires militaires et politiques. Les fonctionnaires de l'ancien régime ou bien ont quitté les lieux, ou bien se soumettent, avec une bonne grâce qui paraît surprenante et même, à certains, suspecte, aux ordres des nouveaux maîtres.

Ceux-ci d'ailleurs ne molestent pas trop la population. Entre eux, ils se chamaillent et le mauser ou le browning est généralement l'*ultima ratio*.

Vers la soirée, on entend souvent les détonations de fusils et le craquement de mitrailleuses. Les caporaux et sergents qui commandent la garnison, nous assurent que ce sont leurs patrouilles qui

écartent ainsi les voleurs et malandrins tentant de pénétrer dans les bateaux et péniches amarrés au bord du fleuve, et pleins de vins, provisions et produits de toute espèce. Mais on s'abstient de courir les rues, le soir, sans nécessité.

Le jour même de l'armistice, un officier venait avertir notre administration communale que, dès le soir, les Allemands cesseraient de s'occuper des prisonniers internés à la Citadelle et parmi lesquels se trouvaient plus de 400 malades et blessés.

Il faut donc improviser un hôpital, et, courant au plus pressé, soigner sur place ces malheureux, abandonnés brusquement et brutalement par les Boches en déroute. On réquisitionne le corps médical de la Croix-Rouge, infirmiers, infirmières et brancardiers, qui, d'urgence et avec un dévouement admirable, se mettent à la tâche.

Mais quelle vision d'horreur ! Quelle géhenne, quel enfer indescriptible, dont le souvenir atroce me poursuivra toute ma vie, que cet entassement de malades, de blessés, de moribonds dans des casemates infectes, dans des salles sans air, sans lumière parfois, sans feu, où l'on ne pénètre qu'en vainquant un effort de répulsion ; où agonisent des Français, des Anglais, des Italiens, de tous âges et de tous rangs, et où des femmes — nos filles, nos sœurs, nos femmes, nos amies — apportent, à défaut de remèdes emportés par les barbares et d'objets de première nécessité qui manquaient partout, leurs soins, leur sourire, leurs paroles d'espoir et de réconfort.

J'ai vu mourir, devant moi, de beaux jeunes gens, appelant leur maman et qu'un peu de soins auraient guéris. J'ai retrouvé un pneumonique, abandonné et oublié dans une espèce de cave, depuis 48 heures, un pauvre petit Français que nous n'avons pu sauver. J'ai retrouvé des cadavres qui, dans des cercueils de fortune, gisaient depuis des jours dans des hangars et des écuries...

J'ai vu tout cela. J'ai vécu dans tout cela. Et quand, quelques jours plus tard, tous nos malades — ceux qui restaient — se trouvèrent transportés et installés dans l'Académie des Beaux-Arts, transformée en un hôpital coquet et confortable, nous nous demandions, nous aussi, si nous n'avions pas rêvé. Et un pauvre diable de Marocain, amputé d'une jambe, tout noir au milieu de tout ce blanc, me disait avec un sourire de béatitude : « Moussu, ici, Paradis !... »

Pendant ce temps, interminablement, bruyamment, par toutes les voies, des hauteurs descendant vers Liége, dévalaient, défilaient les troupes en retraite. Les unes, misérables, dépenaillées, sans ordre, traînant les objets les plus hétéroclites. J'ai vu un grand diable roux, poussant une petite charrette chargée d'une machine à coudre, et traînant une chèvre efflanquée. Les autres, les derniers, ceux qui venaient du front, en bon ordre, l'allure encore martiale, mais ayant perdu leur attitude arrogante, bien que continuant à piller et à razzier sur leur passage.

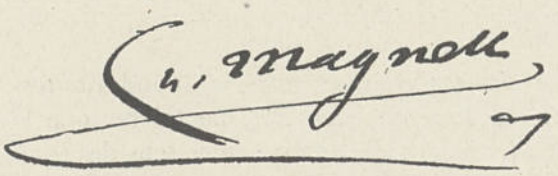
Je n'oublierai jamais l'impression intense de soulagement que je ressentis lorsque, allant en automobile à Bruxelles pour assister à la rentrée du Roi, et ayant croisé, pendant de longs kilomètres, l'ennemi en déroute, nous aperçûmes les derniers éléments de la colonne. Puis, ce fut le tout dernier Boche, un motocycliste esquinté..., et, quelques kilomètres plus loin, les premiers uniformes kaki et bleu horizon, dont on nous avait tant parlé et que nous n'avions jamais vus encore !

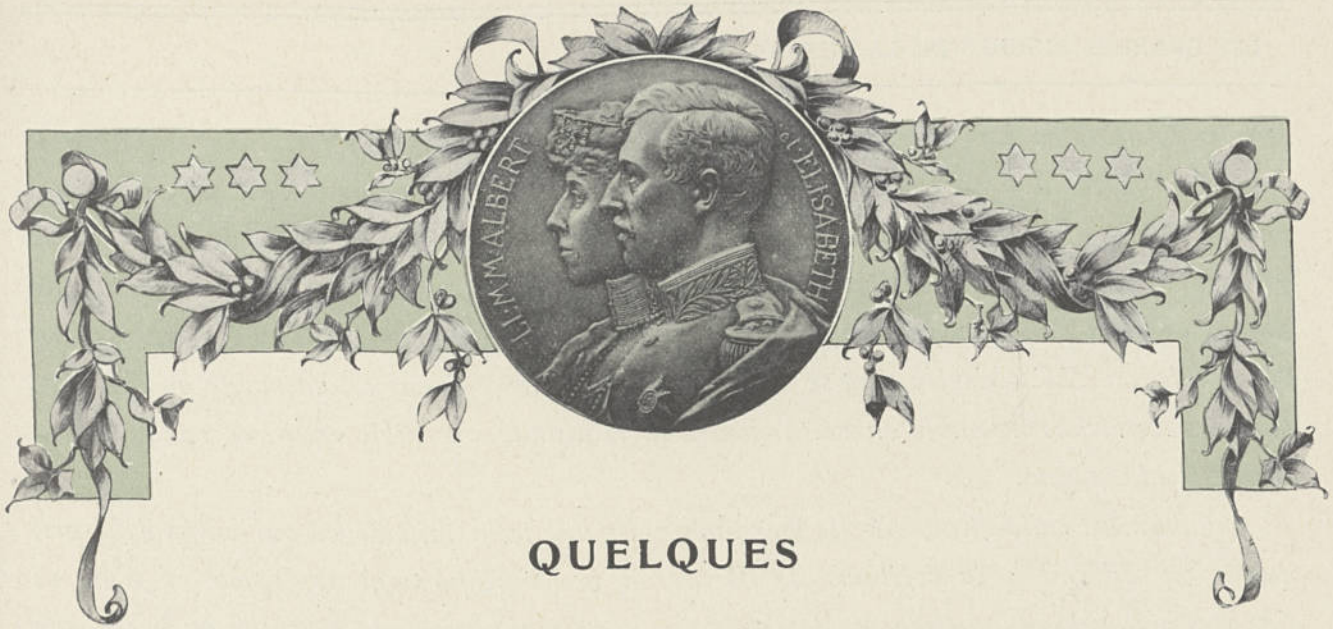
Le retour triomphal des troupes alliées ayant à leur tête le Roi Albert, tandis que les derniers Allemands passaient encore à Liége, où nous les retrouvions, hélas, en rentrant de la capitale ; enfin, leur départ définitif, le dimanche 24 novembre, par un bel après-midi ensoleillé, et au milieu de l'allégresse, de l'enthousiasme et de l'espoir de tout un peuple, fier de ses exploits, prêt à se remettre à l'œuvre, confiant dans les promesses que lui avaient faites, solennellement et spontanément, ses grands alliés, aux côtés desquels et pour la cause desquels il avait consenti les ultimes sacrifices.

Et heureusement, il n'apercevait pas, dans les lointains brumeux de l'avenir, les désillusions, les amertumes et les épreuves qui allaient, pour lui, suivre la victoire.

Et il ne se doutait pas qu'il devrait dire un jour :

« Que la paix était belle, pendant la guerre ! »





QUELQUES

GRANDES FIGURES

DE LA GUERRE

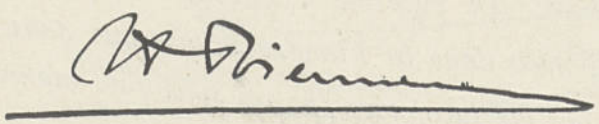
AVANT-PROPOS

---

our apprécier dans sa signification profonde et dans toute sa grandeur l'inflexible résistance de la Belgique à l'Allemagne durant les quatre années de l'occupation la plus impitoyable à laquelle un peuple ait jamais été soumis, il faut l'envisager, si l'on peut ainsi dire, dans la perspective de l'histoire. Elle s'affirme alors comme l'expression suprême de l'opposition foncière de deux caractères nationaux incompatibles. Et cette incompatibilité résulte à l'évidence d'une évolution qui, pour chacun d'eux, s'est opérée en sens contraire. Elle ne provient ni de la race ni de la langue puisque les Flamands, par leur origine comme par leur idiome, se rattachent incontestablement à la communauté germanique. Et pourtant l'opposition à l'envahisseur n'a été ni moins spontanée ni moins tenace dans la Flandre thioise que dans la Wallonie romane. C'est que l'une et l'autre ont été façonnées par les siècles de manière identique. Leurs dialectes diffèrent :

leur conception de la vie est la même. Depuis huit cents ans, en effet, l'une et l'autre se sont développées dans la liberté. Grandies au moyen âge dans la pratique des franchises communales, elles ont conservé depuis lors, à travers les vicissitudes de destinées où la prospérité et la détresse alternent en saisissants contrastes, un sentiment civique et un amour de l'indépendance qui les ont fait se dresser côte à côte contre toutes les oppressions. Ensemble, au XVIe siècle, elles se sont soulevées contre l'Espagne, ensemble au XVIIIe, contre l'Autriche, ensemble en 1830, contre la Hollande, ensemble enfin, de 1914 à 1918, contre l'Allemagne.

Comment celle-ci aurait-elle pu comprendre une telle nation? Ce qui confond l'esprit quand on réfléchit à la politique qu'elle lui a systématiquement appliquée, ce n'est ni l'hypocrisie ou le pédantisme des déclarations, ni la maladresse, la brutalité ou la férocité des mesures, c'est un manque d'intelligence si complet qu'il semble confiner à la stupidité. Il était peut-être impossible qu'il en fût autrement. Au bord de la Meuse et de l'Escaut, les Junkers *prussiens n'apportaient-ils pas, avec leur arrogance, leurs traditions et leurs idées des bords de l'Elbe? Dans leurs gestes, dans leurs proclamations, dans leurs méthodes de gouvernement, d'administration et de terrorisme, ce qui se manifestait, c'était leur histoire, c'est-à-dire l'histoire d'un peuple dressé à l'obéissance et à la discipline, totalement dépourvu d'esprit politique, héréditairement dominé par une monarchie absolue et par une féodalité brutale et chez qui le servage n'a disparu qu'au commencement du XIXe siècle. En Belgique, toute tentative du pouvoir contre les libertés du peuple a toujours eu, comme conséquence immédiate, la révolte. En Allemagne, l'asservissement à l'autorité est tel qu'il va, du XVIe siècle au XVIIIe siècle, jusqu'à faire dépendre de la politique du prince régnant la religion qu'on professe. Sur les places publiques de Belgique se dressent, entourées de la vénération nationale, les statues de héros morts sur l'échafaud. Ce sont des princes ou des généraux qui paradent sur celles d'Allemagne. Le contraste du citoyen et du sujet, voilà ce qu'a révélé l'opposition des deux peuples. Le premier, parce qu'il était accoutumé à obéir, a cru que le second obéirait et qu'il se courberait sous la force, puisqu'il était le plus faible. La seule excuse qu'il puisse invoquer pour justifier cette erreur, c'est son ignorance de ce qu'est une nation libre. Certes, la constance qu'il a mise à railler et à calomnier les héros et les martyrs qui lui ont résisté fera son éternel opprobre. Mais elle apparaîtrait plus abominable encore si jamais quelqu'un, au cours de l'histoire, avait su mourir en Allemagne pour la liberté.*



Albert

X

ALBERT, ROI DES BELGES

Le Roi-Soldat, le Roi-Chevalier, le dernier Roi selon la légende héroïque, avec de la majesté dans la parole et de la majesté dans le geste, telle s'est fixée à jamais dans l'Histoire l'image du vainqueur des Flandres. Son règne peut s'épanouir maintenant dans la splendeur de la paix assurée et de la liberté reconquise, aucune puissance humaine ne saurait ajouter encore à l'éclat de sa gloire si pure, née du sacrifice et formée par l'épreuve. Il s'offre en exemple à la méditation des hommes : ce Roi fut aussi grand dans la défaite des premiers jours que dans la victoire de la ruée finale. La vaillance est le fait de tout chef digne de la confiance populaire ; la conscience du devoir envers les autres et envers soi-même est le fait d'une âme d'élite, et quand cette confiance s'affirme simplement, sans regret du passé, sans peur de l'avenir, sans hésitation et sans calcul, uniquement parce que l'attitude à prendre doit être celle que commande la gravité de l'heure, alors l'homme est plus fort que le malheur et plus haut que le destin.

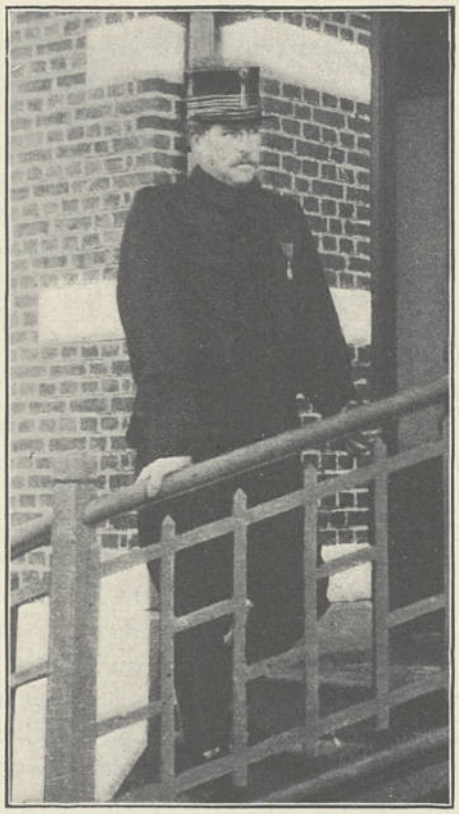
Albert, Roi des Belges, fut cet homme-là dans le plus prodigieux bouleversement qu'ait connu le monde civilisé : il résuma en sa volonté, non seulement la volonté d'un peuple loyal et fier de combattre jusqu'au bout pour sa juste cause, mais il symbolisa quatre années durant le droit et la liberté aux yeux de toutes les nations. Il fut l'idée défiant la force et usant sûrement la tyrannie; il fut pour des millions d'êtres ce qui ne meurt point, ce qui survit à toutes les douleurs et tous les martyres, ce qui, lorsque tout est consommé, subsiste dans l'âme des foules, ce que le conquérant le plus barbare ne saurait anéantir par la puissance du glaive ou l'horreur du feu : la Patrie, souffle divin qui monte de la terre des ancêtres au cœur des hommes pour l'exalter, l'enivrer et lui donner l'audace de tous les héroïsmes, — la Patrie, la plus douce, la plus noble, à la fois la plus claire et la plus mystérieuse des choses, puisqu'elle fait la joie de vivre et donne l'orgueil de mourir. Albert, Roi des Belges, fut tout cela en étant simplement lui-même, et c'est par là qu'il est grand.

***

Etrange destinée que celle de ce prince auquel, à sa naissance, aucune couronne ne semblait promise ! Fils cadet du comte et de la comtesse de Flandre, il paraissait appelé à vivre à l'ombre de ce trône fondé par son grand-père, le roi Léopold Ier, et que son oncle, Léopold II, sut consolider par la puissance de son génie politique. Pour qu'il pût se dresser, à l'heure tragique entre toutes les heures, dans toute la force de sa personnalité, il fallut que la mort le frappât dans ses affections les plus chères : son frère, le prince Baudouin, disparaissant en pleine jeunesse ; son père, le comte de Flandre, succombant avant le roi Léopold, telles furent les douloureuses étapes qui l'amenèrent au pouvoir suprême. Cette dynastie, bientôt vieille d'un siècle, se résumait, en somme, dans cet adolescent blond et d'apparence timide, aux yeux clairs, à la parole lente, précise et réfléchie.

Il eut un maître qui sut développer intelligemment ses qualités propres et le préparer sincèrement à une grande tâche éventuelle, le général Jungbluth. Nulle influence ne s'exerça plus sûrement que celle de cet homme d'élite pour la formation d'un esprit supérieur et d'un caractère d'une admirable droiture. Être le prince d'un peuple jaloux de sa franchise ; incarner le pouvoir à une époque de saine démocratie et dans un pays où l'égalité fait le fond des aspirations populaires,

ce n'était point chose aisée. Surgir ainsi en pleine lumière, au premier rang, au lendemain de la mort d'un grand Roi qui s'était imposé même à ses adversaires par la puissance de ses conceptions et le succès de ses réalisations, et subir heureusement l'épreuve des comparaisons que la foule fait spontanément, sans se préoccuper des différences profondes résultant de l'opposition des caractères et de la valeur des circonstances, ce fut un rôle ingrat et périlleux à bien des égards. Et pourtant, la confiance s'établit tout de suite entre le prince et le peuple, car on le sentait très différent des autres monarques de notre époque. Il rappelait par ses allures et ses goûts le roi Léopold Ier, auquel la nation a gardé un souvenir ému, le souverain scrupuleusement respectueux de son devoir constitutionnel; il avait le dédain des formes trop rigidement protocolaires, et, surtout, on le sentait Belge jusque dans l'âme, Belge par la pensée, le sentiment et l'attitude. Le peuple reconnaissait en lui un des siens, avec toutes les qualités de la race. Il était bien du pays où les hommes valent par la pondération de l'esprit et la fermeté du caractère.



S. M. LE ROI ALBERT LE JOUR DE LA REMISE DE LA MÉDAILLE MILITAIRE

Comme Léopold II, le Roi Albert est un esprit positif, orienté vers le côté pratique de la vie, mais tandis que Léopold II s'entendait merveilleusement à établir en quelques instants les combinaisons les plus subtiles et entrevoyait tout de suite les effets politiques et pratiques à tirer de toutes les situations, le Roi Albert, au contraire, n'a pas l'esprit de spéculation et les grandes questions économiques l'intéressent surtout parce qu'elles constituent à ses yeux des éléments essentiels du mieux-être général. Pour Léopold II, l'individu n'était qu'une force dont il était habile à se servir pour la réalisation de ses grandes conceptions ; le Roi Albert, lui, a, à un haut degré, le respect de l'individu, le respect de ce qu'on peut appeler la valeur de rendement de chaque homme, et c'est par là qu'il est devenu un esprit absolument, rigoureusement juste. Aucun orgueil, aucune morgue, mais une tendance peut-être à se laisser influencer par l'argument sentimental. Quelqu'un qui le connaît bien depuis les années d'adolescence, le définissait « l'esprit le plus loyal et le plus profondément humain que l'on puisse rencontrer ».

Tout enfant, il a connu la joie du contact avec les humbles; il a su ne pas être indifférent au dur labeur des pauvres, comme s'il avait eu le pressentiment qu'il serait un jour le souverain d'un peuple pour lequel l'âpre labeur est la grande loi et la grande vertu. On l'avait vu descendre dans un des charbonnages du pays de Liége, en costume de mineur, et abattre du charbon ; on le savait hardi, ayant la passion du sport et la passion encore de tout ce qui fait la beauté de vivre, les sciences, les arts, les voyages, les efforts accomplis dans tous les domaines, le miracle des énergies toujours renouvelées et rajeunies. Il fut un fervent de l'automobile à ses débuts et un fervent également jusqu'à la témérité, de l'aéroplane. Quand il était héritier présomptif du trône, il entreprit un grand voyage au Congo, afin d'étudier les conditions du développement de l'empire colonial, dont Léopold II a doté la Belgique. Au cours du voyage qu'il fit aux États-Unis, ce fut à la prodigieuse organisation industrielle du Nouveau-Monde qu'allèrent toutes ses curiosités. D'une culture générale très étendue, c'est vers les sciences exactes, surtout vers la mécanique, que le portent son esprit et ses goûts. Les problèmes économiques et sociaux, l'immense enchevêtrement des intérêts, qui est à la base de la vie moderne, il les connaît, y a réfléchi, en a pesé dans sa conscience tous les facteurs. On lui connaît des idées

que la foule pourrait s'étonner de rencontrer chez un Roi, mais qui procèdent d'une conception généreuse du pouvoir royal, des idées s'adaptant exactement à l'évolution politique et morale de notre époque. Ce n'est pas le souverain que voici que pourront surprendre les formules les plus hardies, les espérances les plus audacieuses, si elles répondent vraiment à des nécessités logiques de l'heure. Il ignore la peur des idées, comme il ignore la peur des hommes. Il n'a d'autre souci que le bien général. Il est, au sens biblique de l'expression, un homme de bonne volonté.

C'est tout cela qui, au début de son règne, lui valut l'affection et le respect de son peuple — cela et l'exemple qu'il donnait de toutes les vertus familiales qui tiennent au cœur du peuple belge, parce qu'elles caractérisent le fond de sa nature et de ses mœurs. Aux yeux de la nation, à l'aurore de ce règne, le Roi Albert et la Reine Elisabeth semblaient en quelque sorte se compléter moralement l'un l'autre. Quand on évoquait l'image de l'un, l'image de l'autre se présentait tout naturellement à l'esprit, si bien qu'il eût été difficile de dire quelle était la part du Roi et la part de la Reine dans les initiatives et les réalisations royales. Ce qui a le plus contribué à populariser leurs traits à cette époque, ce furent les scènes d'intérieur, où on les voit réunis, avec leurs enfants, la Reine jouant du violon, le Roi lisant. Ce qui a valu au règne naissant le meilleur de sa jeune gloire, ce fut l'accueil fait au Palais de Bruxelles, en dehors de tout cérémonial protocolaire, aux artistes, aux poètes, à tous ceux qui représentaient une valeur dans le développement moral et intellectuel de la nation, car on devinait, en ces jeunes souverains, les artisans d'une prodigieuse renaissance. Ils étaient le Roi et la Reine d'un peuple heureux...

LE ROI DES BELGES VISITANT LES RÉFUGIÉS

***

Ce fut la guerre qui survint.

Alors on connut un Roi que son peuple lui-même ne connaissait pas, qui, à l'heure où il jouait sa couronne et tout l'avenir de sa dynastie, n'a pas discuté un instant avec lui-même et n'a voulu connaître que son devoir, — si dur fût-il, — le devoir avec toutes les larmes, toutes les ruines, tout le sang, mais aussi toute la gloire qu'il comportait. Quand, au lendemain de la mise en demeure allemande, il est apparu au Palais de la Nation, on a eu la brusque révélation d'une âme qu'on ne soupçonnait point. Ceux qui l'ont vu là ne sauraient l'oublier : l'homme timide d'allure avait disparu, et pour souligner le cri appelant le peuple aux armes, il trouva le geste qui ne discute pas, qui ne transige pas, qui ne pardonne pas. Cette attitude-là, à la fois simple et héroïque, il a su la maintenir pendant plus de quatre années, depuis la première bataille devant Liége jusqu'à la dernière bataille en Flandre. Il a vécu avec ses soldats dans la boue des tranchées ; il a subi avec eux le siège dans Anvers et la tragique retraite jusqu'à l'Yser. Il est resté là, pendant des mois et des mois, pendant des années, s'accrochant au dernier lambeau de la Belgique libre, dans ce minuscule royaume de quatre villes et vingt villages que les légions impériales ne purent jamais conquérir, malgré le sacrifice

de centaines de milliers d'hommes dans des assauts constamment répétés. Sous les bombes des zeppelins à Anvers, sous les bombes des « taubes » à La Panne, il est demeuré impassible et inflexible, dressé dans toute la force de son droit. Les soldats le voyaient passer souvent dans les tranchées de première ligne ; ils savaient qu'il était là, avec eux, partageant leurs peines et leurs risques, et quand un blessé se trouvait sur sa route, c'est lui qui l'emportait dans ses bras, comme un frère, vers l'ambulance. Tandis que le Gouvernement belge s'établissait au Havre, et qu'à Paris et à Londres, les hommes d'État des pays alliés s'efforçaient de préparer les voies à une paix avantageuse et engageaient, même avant que la victoire fût acquise, la lutte parfois décevante des « égoïsmes sacrés », le Roi Albert restait obstinément sur le petit territoire de son royaume, vivante protestation permanente contre la plus criminelle violation du droit que l'Histoire ait jamais enregistrée. Sa seule apparition, dans les avenues de Paris ou les rues de Londres, eût déchaîné tous les enthousiasmes, et, s'il l'avait voulu, il eût pu connaître, avant le triomphe final, les acclamations des foules pour lesquelles il symbolisait l'esprit de justice et de liberté du monde civilisé dressé contre la barbarie allemande. Il a préféré, devant son peuple en deuil, la méditation dans le silence, au milieu des tombes et des ruines. Dans cette humble maison du Moere, où la famille royale s'installa quand elle quitta La Panne, les jours des Souverains s'écoulaient dans un décor d'une simplicité touchante. C'est là, au milieu des graves soucis de l'heure, attentif aux bruits du monde qui s'écroulait et du monde qui naissait, qu'il étudiait les angoissants problèmes qui devaient tout naturellement se poser pour la Belgique dès les premiers jours de la paix ; c'est là qu'il s'occupait, avec un dévouement inlassable, de son armée qui se battait et de son peuple qui saignait ; c'est là, enfin, qu'il faisait son devoir de Roi avec cette loyauté et cette conscience qui ne se sont démenties à aucune heure de son existence.

LE ROI ET LE MARÉCHAL FOCH (JUIN 1918)

Le Roi Albert fut vraiment l'âme de la résistance belge, et quand, enfin, au mois de septembre 1918, commença la grande offensive sur le front des Flandres, il réalisa tout le rêve longtemps caressé par ses soldats. On vit alors, comme dans une apothéose, la prodigieuse marche en avant à travers la Flandre libérée, l'entrée triomphale à Bruges et à Ostende, puis la marche sur Gand, l'attente des jours qui suivirent l'armistice, et que le Roi mit à profit pour organiser le Gouvernement de la rentrée, la reprise de contact avec les populations des provinces qui furent occupées. C'est alors qu'il affirma l'esprit nouveau dans lequel la Belgique devait reconstituer son existence indépendante. Ce Gouvernement d'union sacrée, où les catholiques, les libéraux et les socialistes collaborèrent au début dans une même pensée patriotique, put se constituer surtout en raison de l'absolue confiance que la nation entière témoignait au Souverain. La restauration politique et administrative de la Belgique indépendante fut une tâche immense, dont on ne soupçonna pas toutes les difficultés. Il ne s'agissait pas seulement de supprimer d'un

REMISE DE LA CROIX DE GUERRE AU ROI LE 14 MAI 1919

trait de plume tout ce que les Allemands avaient créé pendant quatre années dans le monstrueux espoir de diviser le peuple et de dresser la nation contre elle-même, afin de pouvoir mieux l'asservir; il fallait encore adapter l'ancien ordre de choses à l'esprit nouveau créé par la guerre; il fallait improviser les mesures que commandaient des circonstances exceptionnelles et réaliser pratiquement des réformes démocratiques dont on ne savait au juste ce qu'elles donneraient à l'expérience. Malgré les chocs et les heurts des premières reprises de contact entre les Belges du dehors, qui avaient vécu les années d'exil en France et en Angleterre, et les Belges de l'intérieur, qui avaient subi le joug allemand dans toute sa rigueur ; malgré l'inévitable réveil de l'esprit de parti, rendant peu à peu aux luttes politiques leur âpreté ancienne, les choses purent se tasser peu à peu, parce que l'influence personnelle du Souverain réussit à concilier, dans une certaine mesure, les aspirations et les intérêts des uns et des autres. Le Roi-Héros s'imposait à tous avec la même autorité morale que lui assurait son rôle pendant la guerre et l'immense popularité que lui valaient; dans le monde entier, sa loyauté et sa vaillance. On avait le sentiment très net que si la Belgique était devenue une grande puissance dans l'Europe remaniée et rajeunie, c'était beaucoup à l'effort de son Roi et à son prestige personnel qu'elle le devait. On considérait que là où la diplomatie était impuissante à assurer au pays les avantages qu'il avait le droit de réclamer, l'action du Souverain, dans le cadre de son rôle constitutionnel, devait être efficace. Pendant la Conférence de la Paix, on le vit arriver à Paris par la voie des airs — celle qu'il préfère à toute autre — pour défendre les intérêts belges. A peine reposé des fatigues de la guerre, il entreprit un voyage aux États-Unis, et, plus récemment, un voyage au Brésil, qui fut triomphal, et dont les résultats politiques et économiques eurent une réelle portée. Servant son

NIEUPORT. — REMISE DE LA CROIX DE GUERRE FRANCAISE AU ROI
Le Bourgmestre. — M. Delacroix. — M. Poincaré. — Le Roi. — Le Maréchal Foch.

pays dans la paix comme dans la guerre, il est vraiment le premier citoyen de la Belgique indépendante, ayant de son rôle la conception la plus haute, la plus saine, la plus digne d'un esprit libéral et d'un esprit généreux.

* * *

Telle apparaît, esquissée à grands traits, cette figure de Roi, dont la plus lointaine légende redira la noblesse et la fierté. A quarante-neuf ans, et après treize années de règne, il se trouve avoir vécu la plus prodigieuse épopée que puisse concevoir une imagination de poète, et dans l'épreuve la plus cruelle, il a acquis cette maîtrise de soi, qui permet de faire franchement face au destin. Cette dynastie belge, fondée par Léopold Ier, consolidée par Léopold II, c'est le Roi Albert qui, par la loyauté de son attitude et la simplicité de son héroïsme, lui a donné des bases morales qu'aucune tourmente ne saurait plus ébranler. Quand un prince s'identifie avec son peuple, comme celui-ci a su le faire aux jours de misère et de souffrance, quand, ensemble, ils ont réalisé de l'Histoire, avec leurs larmes et leur sang, des liens se trouvent créés entre ce peuple et ce prince qu'il n'est plus au pouvoir des passions politiques d'affaiblir. En lui se résume ce qui fait la force, l'orgueil et l'unité d'une nation. Il est celui dont on peut dire que le geste, lorsque les peuples emportés par un vent de mort et de folie roulaient aux abîmes, détermina un suprême sursaut de la conscience humaine, car tout fut sauvé, en somme, parce que dans un siècle de fer et de feu, héraut de la Vérité et face rayonnante de la Justice éternelle, un Roi passa...

Roland de Marès

XI

LA REINE

NUL plus que le peuple belge n'est difficile à gouverner, car nul plus que lui n'est assoiffé d'indépendance et ceux qui ont essayé de contraindre sa volonté tenace n'ont récolté que violence et révolte. Pourtant, ce peuple à la rude écorce possède un cœur sensible et ce qu'il refuse obstinément à l'ordre altier, il l'accorde généreusement à la bonté douce. Le Belge aime qui l'aime! C'est pourquoi la Reine Élisabeth l'a conquis tout entier.

Rappellerons-nous avec quelle impatience ce peuple attendait Celle que le prince Albert avait choisie pour son épouse et qui devait partager plus tard, avec Lui, le trône de Belgique.

C'est le 5 octobre de l'an 1900 qu'elle mit, pour la première fois, le pied sur notre sol et témoigna aussitôt de ce tact exquis qui lui gagne tous les cœurs. La fille du bourgmestre de Verviers lui ayant offert une gerbe de roses, la princesse refusa de s'en séparer durant tout le voyage, parce que c'étaient les premières fleurs reçues dans sa nouvelle patrie.

A Bruxelles, des milliers de personnes étaient venues pour saluer l'élue de celui sur lequel reposaient toutes les espérances de la nation. Lorsqu'elle apparut si délicatement gracieuse et fine, si délicieusement émue aussi, en adressant à tous, avec son lumineux sourire, le salut si peu protocolaire mais si plein de cordialité et de charme qu'est le sien, l'enthousiasme s'empara de la foule qui suivit le couple princier de ses acclamations jusqu'au palais royal.

S. A. R. le comte de Flandre, ennemi de tout faste, ayant refusé que le cortège militaire se reformât pour accompagner les jeunes époux jusqu'à son palais, le peuple se chargea d'en constituer un, moins brillant peut-être, mais dont l'enthousiasme indescriptible toucha profondément le prince Albert et la princesse Élisabeth, car cette manifestation n'était point due, ils le sentaient, à un de ces élans irréfléchis qui n'ont point de lendemain, mais à cette intuition infaillible qui donne aux simples, comme aux enfants, la prescience des affections sûres et des dévouements vrais.

Il nous fut conté comment la « petite princesse », ainsi qu'on la dénommait alors, comme plus tard on devait l'appeler la « petite Reine », crut, en entrant le soir dans ses appartements, pénétrer dans un jardin de rêves, tant les corbeilles, les gerbes, les bouquets envoyés de toutes parts, les remplissaient, de leurs corolles et de leurs parfums et lui prouvaient, mieux qu'aucune parole, qu'elle avait gagné le cœur de son peuple.

S. M. LA REINE DANS LES TRANCHÉES (JUIN 1915)

Le lendemain, Bruxelles s'épanouissait dans la joie des festivités extraordinaires qui avaient été organisées en l'honneur des jeunes époux. Les couleurs éclatantes de nos drapeaux et de nos oriflammes vibraient joyeusement dans les splendeurs d'un superbe soleil d'automne. Des milliers d'enfants exécutaient sur la grand'place une cantate patriotique que saint Michel, du haut de la flèche

dentelée de l'Hôtel de Ville, semblait diriger de son épée d'or. Devant les princes et la famille royale, assemblés sur le perron de la Bourse, défilaient d'innombrables « Sociétés » de « notre pays » avec leurs insignes et leurs bannières, tandis que les enfants des écoles déposaient, aux pieds de la princesse Élisabeth, une moisson de roses et de chrysanthèmes, ce qui lui donna l'occasion d'embrasser, à pleines joues, quelques-uns d'entre eux et d'apprendre au peuple enthousiasmé son amour pour les petits.

Ce n'est point dans les cours où le tumulte des armes trouble le recueillement de la pensée, ni dans celles où la frivole ambiance éteint la flamme de l'idéal, que le prince Albert avait cherché la compagne aimée qui allait éclairer son foyer par la douce lumière de son sourire et le pénétrer par le charme de son âme.

Il l'avait rencontrée dans le palais du grand-duc Charles-Théodore de Bavière, où l'art et la science étaient les plus beaux titres de gloire et où, avec son épouse, Marie-Thérèse de Bragance, il se plaisait à réunir les savants, les poètes, les peintres, les musiciens et faisait apprécier à ses enfants, l'honneur qu'il y avait à les recevoir à sa table.

Le duc Charles-Théodore était plus fier de sa réputation de célèbre oculiste que du sang royal qui coulait dans ses veines. Philanthrope éclairé, il consacrait la meilleure partie de son temps aux infortunés pour lesquels il avait fondé un hôpital ophtalmologique, le plus perfectionné qui fût, où sa seconde fille, la duchesse Elisabeth, instruite dans l'art de guérir, l'aidait à soigner les yeux malades, tandis que ses paroles de bonté encourageaient les cœurs aigris par la souffrance.

La duchesse Elisabeth, née le 25 juillet 1876, partageait avec la princesse Gabrielle, sa sœur cadette, qu'elle aimait profondément, la culture de l'art, de la musique surtout et avait réussi à acquérir un joli talent de violoniste, qu'elle continua de perfectionner en Belgique avec l'artiste Édouard Deru, un fervent disciple du grand Ysaye. Comme celle de tous les enfants du comte de Flandre, l'éducation de la princesse Élisabeth fut, en tous points, parfaite et se compléta par les voyages. C'est ainsi qu'avant son mariage, elle avait déjà visité la Belgique, la France, la Suisse, l'Italie, la Palestine, l'Égypte et, depuis lors, on se rappelle ses excursions dans le Tyrol, en Suisse, avec le Roi, où les ascensions les plus périlleuses ne l'effrayaient pas plus que ses randonnées en avion après la guerre et toutes les péripéties du voyage mouvementé de Leurs Majestés en Amérique. Le prince Albert avait donc trouvé, dans sa jeune épouse, toutes les qualités de l'intelligence et du cœur, toutes les connaissances sérieuses qui devaient, en s'épanouissant dans toute leur plénitude, créer une personnalité unique à notre Reine.

Jusqu'à leur avènement au trône, la vie du prince héritier et de sa jeune épouse fut paisible et, dans le coquet hôtel qu'ils occupaient dans la rue de la Science, ils goûtèrent une félicité sans mélange. Dans l'intimité qui leur était chère, ils se complaisaient dans les devoirs et les joies de la vie familiale qu'ils ont toujours préférée aux fêtes les plus brillantes.

C'est là que le prince Albert s'est préparé par l'étude et les voyages à remplir si parfaitement plus tard, son rôle de Roi. C'est là qu'il a conçu le plan de « l'Ibis », cette œuvre remarquable créée à Ostende par lui, et où les enfants de nos pêcheurs reçoivent l'éducation qu'il faut pour en faire des marins instruits et expérimentés. C'est de là que le prince Albert est parti pour le Congo où il s'est aventuré plus loin qu'aucun Européen n'avait pénétré jusqu'alors. C'est là encore que la princesse Élisabeth s'est mise au courant de toutes les œuvres de bienfaisance de Bruxelles, surtout de celles qui ont trait à l'enfance ; ce qui, plus tard, lui a donné l'idée de fonder « La goutte de lait » et « Le grand air pour les petits » qui procurent aux uns la nourriture qui leur convient, aux autres, la villégiature au bord de la mer où, tels les enfants des riches, ils peuvent respirer la brise saline, bâtir des châteaux avec le sable des dunes ou s'en aller dans les Ardennes, humer l'odeur âpre des prés et cueillir la bruyère aux fleurs mauves et blanches. On lui doit aussi « l'Office international pour la Protection de l'Enfance ». Cet amour pour les petits, S. M. la Reine ne laisse échapper aucune occasion de le témoigner. Combien de fois ne l'a-t-on point vue, au cours d'une promenade ou même d'une cérémonie officielle, s'arrêter devant un bambin qui lui souriait ou lui plaisait, tout simplement, et l'embrasser avec tendresse?

On a souvent conté la jolie anecdote de la pauvre petite malade, dont la princesse Élisabeth allait enchanter la mansarde, en lui jouant du violon, pendant une heure. Enfin, Sa Majesté n'a-t-elle point, il y a quelques années, pris sous

Elisabeth

son égide les multiples œuvres imposées par les lois nouvelles que M. Henri Carton de Wiart, alors ministre de la Justice, a créées pour la sauvegarde des droits de l'enfance.

C'est dans l'hôtel de la rue de la Science que sont nés, le 3 novembre 1902, le prince Léopold et, le 10 octobre 1903, le prince Charles-Théodore. La princesse Marie-José naquit le 6 août 1906 à Ostende. L'éducation de leurs enfants a toujours été, alors comme après leur avènement au trône, l'objet d'une sollicitude fort grande de la part du prince et de la princesse Albert de Belgique. Éducation soignée à tous les points de vue et dont la douceur tempère la fermeté, mais surtout éducation imprégnée de la plus grande simplicité, d'où l'amour du luxe est banni et où la richesse n'est considérée que comme un moyen de faire le bien. Éducation du cœur où la bonté leur est désignée comme la plus haute des vertus. Éducation de l'intelligence dont toutes les facultés sont cultivées avec soin. Éducation respectueuse de la personnalité qui, tout en corrigeant les défauts des enfants, s'applique à tenir compte de leurs tendances, de leurs goûts, de leurs qualités, de leurs talents et à travailler à leur développement, de telle sorte que le caractère de chacun d'eux en soit affermi dans la voie qui lui est propre.

LA PRINCESSE MARIE-JOSE PENDANT LA GUERRE

Les occasions de leur inculquer l'amour des malheureux ont toujours été recherchées avec empressement par le Roi et la Reine, qui voulaient que tout ce qui était distribué aux indigents passât par leurs mains. « Il faut que nos enfants s'habituent à donner », disaient-ils.

Bien jeunes encore, les petits princes consacraient la plus grande partie de leurs journées à l'étude. Pourtant, tout rigorisme était exclu de cette éducation sérieuse et aucune contrainte n'a jamais diminué leur franche gaieté qui, toujours, a réjoui le cœur de leurs parents comme la plus harmonieuse des musiques.

Léopold II mourut le 17 décembre 1909. Le prince Albert et la princesse Élisabeth montèrent sur le trône de Belgique, au lendemain de ses funérailles, c'est-à-dire le 23 du même mois et jamais avènement ne mit le peuple en pareille liesse. Selon la coutume, la Reine Élisabeth, précédant S. M. le Roi de quelques minutes, quitta le palais de Laeken en voiture, vers 10 heures du matin, accompagnée de Madame la Comtesse de Flandre et des princes Léopold et Charles-Théodore, pour se rendre à Bruxelles. La foule les poursuivait de ses acclamations enthousiastes, mais ces paroles dominaient toutes les autres : « Vive notre bonne Reine ». Comme elle arrivait aux confins de la commune de Bruxelles, le bourgmestre Adolphe Max lui adressa le discours de bienvenue que nous reproduisons ici parce que, avec le tact et l'esprit qui lui appartiennent, le premier magistrat de la cité réussit à exprimer de la façon la plus parfaite les sentiments du peuple belge pour la Reine

« Le jour où Votre Majesté apparut, pour la première fois, dans la capitale de son petit royaume, la population bruxelloise, par l'enthousiasme sincère et spontané de son accueil, lui montra quelles

sympathies l'attendaient dans sa nouvelle patrie.

« Ces sympathies n'ont fait, depuis lors, que s'accroître et s'agrandir, elles ont été la source d'une popularité profonde, durable et franche.

« *On prend le cœur des foules par de la grâce, on le retient par de la bonté.* Le peuple de Bruxelles a été séduit par le désir de la nouvelle princesse belge de se mêler à sa vie et à ses traditions familières, de s'associer à ses émotions, à ses joies, de soulager ses misères et ses souffrances.

« Madame, nous associons dans notre affection pour la Reine, les enfants qu'elle entoure de sollicitude maternelle et dont la jeunesse symbolise l'amour de la patrie. Et c'est eux, en même temps que Votre Majesté, que nous acclamons en poussant le cri de : « Vive la Reine ».

Tout le long du cortège, ce même cri fut enlacé par le peuple, avec amour, à celui de : « Vive le Roi ! »

Notre Souverain, lui-même, n'a jamais manqué d'évoquer le nom de son auguste compagne, dans les circonstances les plus importantes de son règne, notamment dans ce passage de l'admirable discours du trône :

« J'aime mon pays ! La Reine partage ces sentiments d'inaltérable fidélité à la Belgique ; nous en pénétrons nos enfants et nous éveillons chez eux, à la fois, l'amour du sol natal, l'amour de la famille, l'amour du travail, l'amour du bien. Ce sont ces vertus qui rendent les nations fortes. » Plus tard, ces mêmes paroles étaient inscrites dans la chambre d'étude des princes, afin de les inciter à les mettre en pratique.

LE COMTE DE FLANDRE. (PRINCE CHARLES DE BELGIQUE)

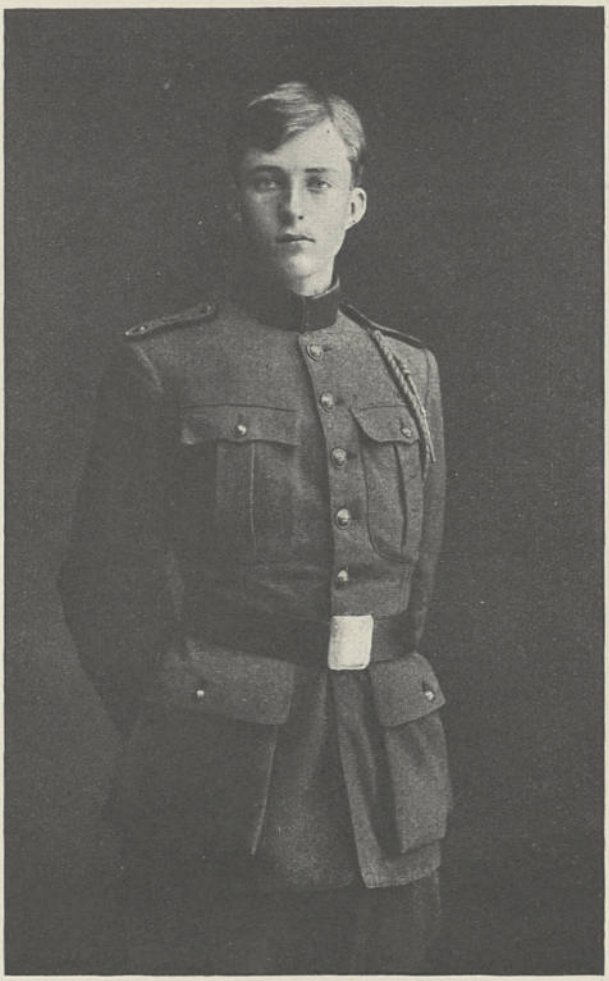
Il faut avoir assisté à la joyeuse entrée d'Albert et d'Élisabeth de Belgique pour se rendre compte de l'enthousiasme de ce peuple reconnaissant, en eux, les souverains démocrates et bons qui comprendraient toutes les aspirations de son esprit et de son cœur. Les rues jonchées de fleurs, les maisons tapissées de drapeaux, dont les trois couleurs unissaient, dans le vent, leurs harmonies au chant des cloches, s'accordaient avec l'*Alleluia* qui s'élevait de toutes les âmes. Mais ce qui toucha surtout ce peuple épris des douceurs du foyer familial, ce fut de voir Albert et Elisabeth de Belgique se diriger, après cette ovation grandiose, non pas vers une des résidences royales de Bruxelles ou de Laeken, mais vers ce modeste palais de la rue de la Science, comme si cette simple demeure, témoin des plus hautes et des plus douces joies de leur vie, dût participer à celle de leur triomphe.

Le lendemain, un *Te Deum* fut chanté dans la Collégiale de Sainte-Gudule et, au moment où la sonnerie des cors annonçait l'arrivée du Roi et de la Reine, le cardinal Mercier s'avança vers « ces souverains venant s'incliner, à la face du monde, qui les regarde, devant Dieu, qui domine toutes les souverainetés de l'Univers ». Il salua ce Roi et cette Reine, alors pacifiques et heureux, dont, plus tard, il donnerait à la Belgique l'héroïsme en exemple, pour la stimuler encore dans son haut patriotisme et sa noble endurance.

L'accession du prince Albert et de la princesse Élisabeth au trône de Belgique ne changea rien à l'intimité et à la douceur de leur vie familiale, si

ce n'est qu'ils durent en sacrifier maintes heures au bonheur de leurs sujets et à la prospérité de la nation. Mais ces préoccupations ne pouvaient qu'unir plus encore ces âmes également pénétrées de l'amour du devoir, de la soif de dévouement et de la bonté grande, qu'elles trouvaient à alimenter dans leur noble tâche quotidienne.

Le mot de Reine a quelque chose en soi qui attire par l'indication d'une personnalité supérieure, mais éloigne par ce sentiment de la distance que cette supériorité doit établir entre elle et nous. Or, la Reine Élisabeth qui possède la perception innée de toutes choses, a conscience de cette sorte de dualisme et s'efforce de l'effacer avec ce tact infini qui ne laisse plus subsister, entre elle et ses interlocuteurs, qu'une attirance toute pénétrée de respectueuse affection et d'admiration sincère pour celle qui est véritablement la Reine, non seulement par le rang, mais par l'élévation de l'âme, la largeur de l'esprit, l'exquise sensibilité du cœur.



LE DUC DE BRABANT. (PRINCE LÉOPOLD DE BELGIQUE)

Elle est la Reine parce qu'elle plane dans un monde idéal qui, pourtant, ne la détache point de la réalité et ne l'abuse point sur les épreuves de cette vie, mais lui donne l'ardent désir d'améliorer celle-ci, de l'embellir, d'y substituer, à la souffrance, le bonheur.

Comme le Roi, elle possède un esprit observateur, et curieux de tout ce qui est du domaine de l'art, de la science, de la sociologie. Comme lui encore, elle est douée d'un jugement très droit, et très clair, dû, plus encore qu'à son esprit réfléchi, à un coup d'œil de physionomiste extraordinaire qui lui fait plonger jusqu'au tréfond des âmes et y découvrir leurs vertus et leurs faiblesses. Aussi, dans ses audiences privées, ses interlocuteurs sont-ils surpris et charmés de se sentir si bien compris par elle et, non seulement de n'éprouver aucune timidité en sa présence, à cause de sa délicieuse simplicité, mais de voir leurs qualités mises en relief par sa suprême délicatesse qui leur fournit toujours l'occasion de paraître à leur avantage, en les entretenant des sujets qui leur sont le plus familiers.

Toute conversation avec Elisabeth de Belgique laisse un souvenir ineffaçable tant on est subjugué par cette personnalité toute d'intelligence, de bonté, de charme qui n'appartient qu'à notre Reine.

Il y a quelques années, nous eûmes cet insigne bonheur de nous entretenir longuement, seule, avec Sa Majesté, d'une des choses qui l'intéresse le plus au monde : l'art. Jamais nous n'oublierons cette heure exquise. La toute gracieuse princesse Alice de Teck, belle-sœur et cousine du Roi d'Angleterre, qui fut souvent l'hôte de nos souverains à La Panne, nous disait, pendant la guerre : « On parle beaucoup de la Reine ; pourtant, on ne connaît pas encore tous les trésors de son intelligence et de son cœur. Dans les réceptions officielles, elle est toujours un peu timide, réservée, elle ne se livre pas. Il faut la voir dans l'intimité, pour goûter tout le charme de cette conversation, toute la douceur de ce sourire, toute la sérénité de cette âme qui ne s'épanouit véritablement qu'au milieu des siens,

auxquels elle arrive à créer, par sa seule présence, une véritable oasis, même au milieu de la tempête qui, depuis bientôt deux ans, menace leur bonheur. »

Sa Majesté Élisabeth a la passion du dévouement pour tous ceux qui peinent, tous ceux qui souffrent. Nous l'avons vue au chevet des aveugles dans la clinique de son père, nous la retrouverons à celui des blessés de la grande guerre. D'ailleurs, on peut dire que, depuis son arrivée en Belgique, il n'est aucun genre d'infortune qu'elle ne se soit attachée à secourir, il n'est aucune œuvre de bienfaisance à laquelle elle n'ait prêté son aide, et, comme nous le disions plus haut, celles qui se rattachent au soulagement de l'enfance malheureuse la touchent spécialement.

L'une ou l'autre des personnes de sa Maison, occupant même un poste infime, est-elle malade, elle va la voir, la soigner et ne néglige rien pour hâter sa guérison.

Peu de temps avant la guerre, une catastrophe s'étant produite dans le bassin minier du Hainaut, la Reine y court, entre dans chaque maison atteinte par le malheur, encourage et console chaque patient de sa voix douce, de son regard ému et lui laisse une jolie somme afin que rien ne soit épargné pour diminuer ses souffrances. Elle étend sa bienfaisance jusqu'au delà des mers et a fait ériger, à Léopoldville, un lazaret modèle pour les malades trypanosés; enfin elle s'est occupée de pourvoir les différents lazarets du Congo d'infirmières, de médicaments, de tout ce qui peut utilement combattre la maladie du sommeil.

Aussi, est-elle adorée de tous, mais surtout des pauvres, des humbles, des souffrants. On en eut la preuve, lorsqu'il y a quelques années, la Reine fut atteinte d'un typhus violent qui mit ses jours en danger. Le pays vivait alors dans l'angoisse et, de toutes les âmes, des supplications ardentes montaient vers le ciel pour obtenir la guérison « de la bonne Reine ». Il semblait que le sort de la Belgique fût suspendu au fil de sa vie, et lorsqu'un mieux véritable se fit sentir dans l'état de l'auguste malade, la joie remplit tous les cœurs.

Quand on apprit qu'elle allait pouvoir quitter le palais de Laeken pour celui de Bruxelles, le peuple se mit à joncher les rues de feuillages et de fleurs, afin que le parcours lui en fût doux et parfumé. Tous se pressaient sur son passage et les femmes endimanchées pleuraient de joie en élevant leurs enfants vers celle qui était « leur bonne Reine », à eux, plus qu'aux privilégiés de la vie Aussi, avaient-ils le droit d'être les premiers à la saluer, à l'acclamer, à se presser autour de sa voiture pour voir si c'était bien vrai qu'elle leur fût rendue et que la jeunesse et la santé eussent repris leurs droits sur elle.

Son intérêt est tout acquis au travail des femmes, des dentellières surtout, qui, il y a peu de temps encore, fabriquaient des chefs-d'œuvre pour un mince salaire Elle leur a accordé non seulement l'appui nécessaire à l'amélioration de leur sort matériel, mais s'est attachée à relever le niveau artistique de leur profession en les invitant à créer des modèles d'une originalité et d'une beauté nouvelles. Même pendant la guerre, elle a veillé jalousement à ce que cette industrie ne s'implantât point là où les dentellières abritaient leur exil, afin qu'elle demeurât essentiellement nationale.

Celle-ci fait partie de notre domaine artistique et tout ce qui appartient à celui-ci est sacré pour notre Reine, comme il l'est, d'ailleurs, pour notre Roi.

Dans son discours du trône, le jour de son avènement, Albert Ier n'a-t-il pas incité « les écrivains de Flandre et de Wallonie à semer les chemins de leurs chefs-d'œuvre » ?

Dans celui qu'il prononça à l'occasion de l'ouverture de l'Exposition de 1910, n'affirmait-il pas que « la flamme sacrée des Van Eyck, des Memling, des Rubens, réchauffait encore le cœur de leurs petits-fils d'à présent ».

Enfin, lors de la visite du Président de la République, à cette même Exposition, ne prit-il point plaisir à démontrer combien le rayonnement artistique et littéraire de la France avait, plus que les intérêts, rapproché nos deux pays : « Nos penseurs, nos artistes, nos écrivains de langue française, si attachés qu'ils soient au caractère de leur race, n'ignorent pas ce qu'ils doivent à la France, à la clarté de son génie, à la perfection de son goût, à ce souci d'art qui embellit chacune de ses productions. »

Toute manifestation d'art, à quelque branche qu'elle se rattache, intéresse vivement nos Souverains qui visitent non seulement les salons d'art officiels, mais les ateliers de nos peintres, de nos

sculpteurs, assistent aux concerts de nos musiciens, aux opéras nouveaux, aux conférences de choix et lisent les œuvres de nos littérateurs. Tous les artistes de marque, appartenant même à une autre nationalité que la nôtre, sont reçus en audience par Leurs Majestés et souvent invités à leur table. Les artistes français surtout sont accueillis par eux avec une cordiale amabilité. Dernièrement, c'était Henri de Régnier, représentant l'Académie française à la manife tation nationale, en l'honneur d'Emile Verhaeren, présidée par nos Souverains. Quant à Camille Saint-Saëns, ceux-ci voient en lui non seulement le maître génial, mais l'ami pour lequel ils ont les plus délicates attentions. N'a-t-il pas été invité, par Leurs Majestés, à séjourner au palais, chaque fois qu'il viendrait à Bruxelles et si son intransigeante indépendance lui a toujours fait décliner cet honneur, au moins s'assied-il souvent à la table royale et passe-t-il des heures entières dans l'intimité de Leurs Majestés. Aussi nous écrivait-il un jour : « Au sentiment de reconnaissance dont sont animés tous les Français pour Albert Ier et la Reine Elisabeth, s'ajoute pour moi la reconnaissance des bontés exceptionnelles dont Leurs Majestés ont bien voulu m'honorer et dont le souvenir est profondément gravé dans mon cœur. »

LE PRINCE HÉRITIER DE BELGIQUE PENDANT LA GUERRE

Un jour que Raoul Pugno venait d'interpréter avec Eugène Ysaye, la merveilleuse sonate pour piano et violon que César Franck a dédiée à ce dernier, le Roi, fort ému, les félicita chaleureusement et nomma l'artiste français officier de l'Ordre de Léopold.

Nos Souverains admiraient profondément et aimaient Emile Verhaeren qu'ils invitaient souvent à venir passer quelques jours, avec eux, à la mer. Celui-ci leur lisait ses puissants poèmes, la Reine interprétait, pour lui, au violon, ses pièces préférées. Pendant les jours sombres et durs de la guerre, ils l'appelèrent auprès d'eux, comme un ami fidèle, qui eût pu s'offenser de ne point participer à leurs douleurs comme à leurs félicités.

Ils l'appelèrent là-bas, entre la mer lumineuse et la tranchée obscure, afin qu'il pût revoir le dernier lambeau de terre encore libre du pays qu'il avait si ardemment chanté, afin qu'il pût pleurer sur l'infinie désolation de nos campagnes dévastées, de nos villages en ruines, et étreindre encore quelque vieux saule rabougri mais resté debout, quand même, telle l'âme de la patrie, malgré la tourmente de mort qui balayait nos Flandres.

Ils invitèrent, encore à La Panne, le maître Victor Rousseau, qui a su refléter dans de fines statuettes, qui sont des chefs-d'œuvre, l'âme toute pétrie d'intelligence, de sensibilité, de délicatesse d'émotion, de beauté, qu'est celle de notre Reine. Ils invitèrent Emile Claus, les Ysaye, Jean Deru, Besnard et tant d'autres artistes de Belgique et de France, dont ils admirent les œuvres.

Rappellerons-nous la visite que Sa Majesté la Reine fit, il y a quelques années, au peintre Eugène Laermans, alors menacé de cécité. Elle examina elle-même, ses pauvres yeux avec l'habileté d'un praticien et lui prédit, ce qui se réalisa d'ailleurs, une prompte guérison. Enfin, elle lui acheta une de ses œuvres les plus belles et adressa des paroles d'une si infinie douceur à sa vieille mère déjà octogénaire, que celle-ci, en parlant de la royale visiteuse, ne pouvait que répéter : « Oh ! oui. Elle est bonne, si bonne ! C'est bien une Reine

une vraie Reine ! » Comme elle avait raison ! La bonté n'est-elle pas une vertu royale dont le fleuron devrait s'épanouir à toutes les couronnes ?

Si l'épouvantable catastrophe qui a bouleversé le monde n'a point étouffé dans son germe toute éclosion d'art national, si, au contraire, nos artistes du front comme ceux de l'exil et des pays envahis, ont produit, dans tous les domaines, une floraison d'art magnifique, n'est-ce point à cause de la sollicitude touchante que des Souverains intelligents et éclairés, comme les nôtres, n'ont cessé de témoigner à tous ceux qui créent de la beauté.

Pendant cette guerre affreuse surtout, Elisabeth de Belgique s'est montrée véritablement notre Reine, par son attachement à son pays d'adoption, par son dévouement à nos blessés, par sa bonté envers toute la Belgique souffrante.

On n'a, peut-être, pas su réaliser autant qu'il l'eût fallu, l'agonie que dut souffrir un cœur comme le sien, lorsque l'ultimatum du 2 août 1914 eut sonné l'heure de la trahison de l'Allemagne et ténébré les joies claires qui, jusqu'alors, avaient illuminé sa vie. Des roses cueillies au cours de ses années printanières, il ne restait que les épines dont les pointes acérées allaient lui percer le cœur, mais elle n'eut pas un moment de faiblesse et, n'écoutant que le devoir qui l'attachait à notre sol, elle abaissa brusquement, comme elle le dit à Pierre Loti plus tard, entre elle et le pays qui fut le sien un rideau de fer et donna, pour jamais, son cœur à l'honnête et fière Belgique. Aussi, le 4 août 1914, pût-on la voir émue mais décidée, au palais de la Nation, à côté du Roi et de ses enfants Aussi, le peuple confondait, dans ses acclamations enthousiastes, son nom et celui du Roi qu'ils unissaient dans leur attachement pour la patrie.

LA REINE VISITE LES ÉCOLES DU FRONT

Dès ce moment, la Reine Elisabeth concentra toutes les énergies de sa volonté, toutes les intelligences de son cœur sur notre armée. Elle fit transformer immédiatement le palais de Bruxelles en un superbe hôpital et s'occupa de voir si les installations publiques et privées étaient propres à recevoir, comme il le fallait, nos vaillants défenseurs. Elle associa, même, ses enfants à son œuvre de miséricorde, en leur permettant d'abandonner momentanément leurs études, afin de confectionner des chemises et des chaussettes pour nos « jass ».

N'écoutant que son amour pour la Belgique, elle ne voulut point de l'exil et ne quitta Bruxelles que pour Anvers, le 17 août 1914, avec ses enfants et le général Jungbluth, alors qu'elle courait déjà un danger imminent d'être arrêtée en route par les patrouilles de la cavalerie ennemie. Dans la métropole, elle s'installa au palais de la place de Meir et employa ses journées à soigner les blessés et à s'occuper des réfugiés. La nuit du 24 août, un zeppelin ayant visé la résidence royale, les bombes éclatèrent tout près d'elle et la Reine, s'effrayant du danger que couraient ses enfants, les conduisit, le 31 du même mois, en Angleterre, chez Lord Curzon, vice-roi des Indes et ami personnel de nos Souverains. Sûre de son dévouement, elle lui confia son trésor le plus précieux et après avoir mis toute sa tendresse maternelle dans un baiser qui serait, peut-être, le dernier, elle s'en revint au poste qu'elle s'était choisi auprès de son royal époux et de l'armée,

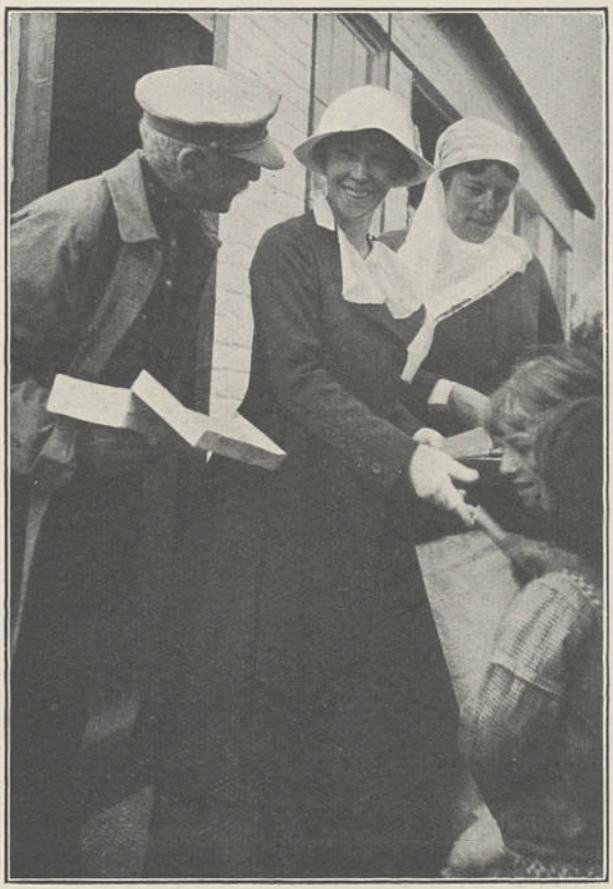
dont elle partagea les angoisses et les tristesses comme elle s'associa à leurs espoirs.

Lors de la retraite d'Anvers, la Reine voulut accompagner l'armée et, le 7 octobre, à 3 heures de l'après-midi, tandis que celle-ci était déjà presque tout entière sur l'autre rive de l'Escaut, elle traversait le fleuve avec sa fidèle dame d'honneur, la comtesse Ghislaine de Caraman-Chimay, sur un pont de bateaux qu'on détruisit aussitôt qu'elle eut gagné l'autre rive. Son automobile suivait la même route que nos soldats, ne s'arrêtant que pour permettre à la Reine de distribuer des cigarettes, du chocolat, et encourager, par la douceur de ses paroles et la lumière de son sourire, les plus fatigués qui reprenaient leur marche en criant : « Vive la Reine ! »

Elle ne retrouva le Roi qu'à Saint-Nicolas, chez le bourgmestre Van Naemen, où ils passèrent la nuit debout, avec leur escorte, tant le danger de voir la retraite coupée était grave. L'Escaut avait été percé à Schoonaerde et on craignait de ne pouvoir atteindre Lokeren. La Reine le sait, mais se refuse à devancer l'armée et, durant toute la guerre, elle fera preuve d'un courage, d'une promptitude et d'une fermeté de décision remarquables.

Nos souverains passent la nuit suivante chez un brasseur de Selzaete. Le lendemain, avant de partir, la Reine se promène, seule, dans le jardin où, se penchant vers un buisson de roses auréolé par les derniers rayons du soleil automnal, comme si elle voulait en respirer de plus près le parfum, elle pleure, et la reine des fleurs recueille dans sa corolle embaumée, les larmes de cette autre Reine dont elle partage le charme mais ignore les douleurs. Elisabeth de Belgique pleure, parce que d'avoir laissé parler sa souffrance dans la solitude et le silence, allait l'aider à sourire devant tous, avec plus de courage encore, au malheur.

Le 9 octobre, elle s'arrêtait à Ecloo, chez d'humbles bourgeois et n'entrait à Ostende que le 10 avec le Roi et le gros de l'armée. Là, pendant que tous s'agitaient, nos Souverains ne se départissaient point de leur calme réfléchi. Quelles que fussent leurs anxiétés, elles ne s'accusaient point au dehors. Le Roi préparait la défense de l'Yser, la Reine se préoccupait des moyens de diminuer les souffrances de ceux qui s'en allaient en exil et d'adoucir le sort de ceux qui partaient pour la bataille. Le 13 octobre, en même temps que le Roi quitte définitivement Ostende avec l'armée, la Reine s'en va, elle aussi, vers l'Yser, qu'elle franchit, pour s'installer dans une humble villa de la côte. Elle fait venir le docteur Depage de Bruxelles, et organise avec lui, dans l'hôtel de l'Océan, l'hôpital le plus perfectionné qui soit, afin que nos soldats y reçoivent les soins les plus éclairés, les plus assidus, car l'âme de cette Reine s'est donnée tout entière à ceux qui se sacrifient pour la patrie.



LA REINE DISTRIBUANT DU CHOCOLAT AUX ENFANTS

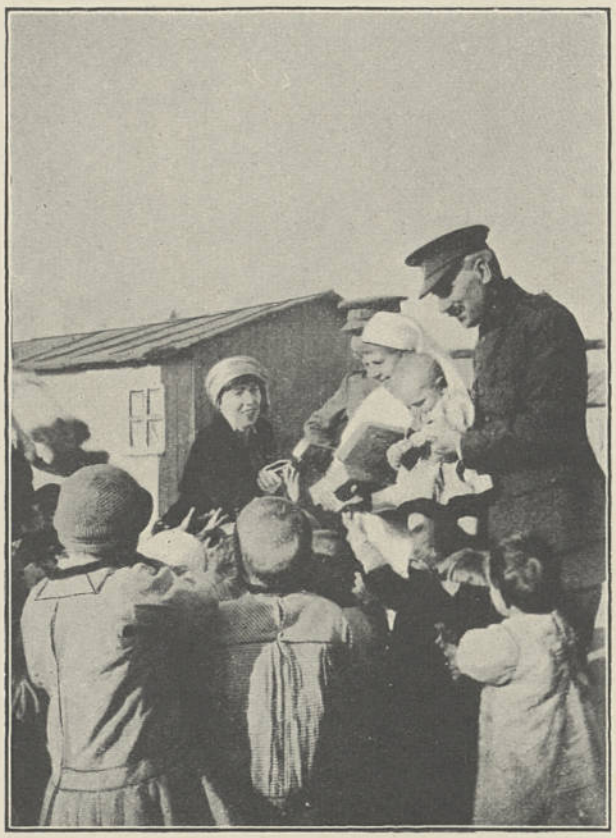
Chaque matin, nos blessés la voient entrer, le front serein, les yeux compatissants, les lèvres entr'ouvertes dans un sourire de bonté suprême. Elle s'assied auprès des lits de douleur, s'enquiert de l'état des patients, s'informe de leurs désirs, qu'elle réalise, des amis qu'ils voudraient revoir, et qu'elle appelle. Si leurs blessures sont graves, elle-même les panse ; si leur cœur est triste, elle le console.

Vont-ils mourir seuls, loin des êtres chers? elle

étreindra leurs mains glacées entre les siennes, pour leur donner une illusion dernière, et leur voix s'éteindra en l'appelant « maman » !

Si la Reine quitte, parfois, le littoral pour quelques jours, c'est afin de se rendre incognito en Angleterre où elle ira non seulement embrasser ses enfants, mais récolter des vivres, des vêtements, des cigares, de l'argent pour ses soldats qui, sachant ce qu'ils lui doivent, sont prêts à accomplir n'importe quel acte d'héroïsme pour lui plaire.

N'a-t-on pas raconté, lors de l'ultime assaut de la forêt d'Houthulst, qu'une haute personnalité, ayant émis la crainte que nos soldats ne pussent fournir un si gigantesque effort, la Reine aurait affirmé : « Il n'y a rien que les Belges ne soient capables d'accomplir ! » Et ces paroles, répétées de bouche en bouche, ont, nous dit-on, enflammé plus encore l'ardeur prodigieuse de nos troupes.



LA REINE DISTRIBUANT DES FRIANDISES AUX ENFANTS

Le peuple de Paris, ému de tant de bravoure et de bonté unies à tant de charme, a voulu rendre hommage à la Reine Elisabeth, lorsqu'il offrit à Albert Ier une épée d'honneur « pour exalter, nous dit le poète Léon Bocquet, l'héroïsme d'un roi, frère des preux, sans peur et sans reproche ». Aussi, fit-il à Sa Majesté la Reine un présent qui répondait, tout à la fois, à ses goûts artistiques et à la générosité de son cœur. Ce fut un coffret en bois précieux, recouvert de vieil argent et d'émail, admirablement travaillé et renfermant une moisson d'or, afin que la Reine pût distribuer au peuple belge les largesses du peuple de Paris.

Les nobles femmes de France voulurent, à leur tour, célébrer les vertus héroïques de cette sœur royale, dont la couronne s'était enrichie des roses sanglantes de la souffrance et illuminée des rayons clairs de la bonté. Mesdames Raymond Poincaré, Jules Siegfried, Yvonne Sarcey, lui offraient un coffret dû à un autre ciseleur français et rempli d'une récolte abondante de cet or qui allait lui permettre de soulager bien des misères.

Après le cardinal Amette et Monseigneur Baudrillart, c'est le Père Sertillangea qui, du haut de la chaire de la Madeleine, a « glorifié » les vertus simples, l'héroïsme sans panache de cette Reine des Belges qui a été digne de son Roi. « Nous vous donnons l'épée, Albert Ier, dit-il, mais c'est elle, votre Elisabeth, qui vous arme chevalier, en faisant sien, chaque jour, pour vous le souffler après l'avoir revivifié, votre héroïsme.

« Aimée soit-elle des cœurs français ! C'est notre Elisabeth aussi... nous sommes son peuple par alliance. L'amour des peuples a droit aux familiarités magnifiques. »

Enfin, le président Poincaré, connaissant la modestie de notre Souveraine et l'amour qu'elle porte à ses sujets, avait la délicate attention de lui offrir la Croix de guerre, « en hommage et admiration de la France pour la magnifique bravoure du peuple belge. » Ce qui donnait à notre gracieuse Souveraine l'occasion d'exprimer « toute sa joie d'accepter cet insigne venant d'une nation aussi héroïquement défendue par des soldats d'une si extraordinaire vaillance »; et elle voulut aller faire une visite aux poilus des tranchées avancées, n'adoptant, pour toute mesure de prudence, que le casque bleu horizon, accompagnant le grand dolman de même teinte.

Avec cette exquise simplicité qui lui gagne tous

les cœurs, elle s'entretint avec eux de tout ce qui pouvait leur plaire ; les photographia, leur accorda les autographes qu'ils sollicitaient et les braves troupiers ne se lassaient point d'entendre sa voix douce et de rafraîchir leurs yeux dans la clarté de son sourire.

Lorsqu'elle fut partie, avec cette familiarité si charmante du peuple français, parce que le respect n'en est point exclu, les poilus la baptisèrent la « fauvette ». N'avaient-ils pas entendu chanter son âme tout entière dans son geste de bonté?

Non seulement les soldats, mais leurs enfants et ceux des campagnes environnant les tranchées, étaient l'objet de la sollicitude de notre Reine. Elle fonda, pour eux, des asiles, des écoles, où elle allait les voir chaque semaine, assistait à leurs leçons, partageait leurs jeux et avait, pour eux, mille gâteries. Elle fondait aussi, à Poperinghe, un hôpital pour les civils que, trop souvent, les bombes meurtrières atteignaient dans ces zones dangereuses. Enfin, tous ceux qui s'attristaient de leur exil, gémissaient au fond des prisons, ou subissaient le joug des barbares, étaient l'objet de son dévouement le plus fervent.

LA REINE AU CHEVET DES BLESSÉS DANS UN HÔPITAL DU FRONT

Dans sa préoccupation constante de trouver des remèdes à toutes les misères de son peuple, elle mettait souvent une recherche d'idéalisme qui ne pouvait éclore que dans une âme aussi délicate que la sienne. Ne s'avisa-t-elle pas, un jour, de meubler la chapelle Sainte-Elisabeth, créée par elle, dans un hôpital des environs de La Panne, avec tous les objets de culte retrouvés dans les ruines des églises avoisinant l'Yser? Il lui semblait que nos grands blessés trouveraient un adoucissement à leurs souffrances, en venant s'agenouiller devant ce tabernacle noirci, ce Christ sans bras, ces statues de la Vierge et des Bienheureux, victimes, comme eux, des cruautés de la guerre.

Dans cette atmosphère d'angoisse et de douleur, sur ce coin de terre aride où nulle fleur ne réjouit les yeux, où rien n'a jamais pu croître que le chardon des dunes, quelques plants de genêts et des touffes d'herbes folles, au bord du mélancolique étang avoisinant la toute simple villa royale, qui n'a pour horizon que le sable et la mer, combien lourdement les jours, les mois, les années devaient peser sur les frêles épaules de notre Reine ! Pourtant, jamais on ne vit faiblir son courage. A travers les ténèbres du présent, elle apercevait dans l'avenir, la lumière de la victoire. Elle avait pour appuyer son âme fatiguée, l'âme magnanime de son royal époux, pour la rattacher à cette terre de souffrance, les liens de leur mutuel amour, pour alléger le poids de ses épreuves, la douleur des autres à soulager. Il est vrai que, parfois, un rayon de soleil venait submerger, pour un temps, toute la plénitude de ses tristesses : c'est quand les vacances ramenaient vers elle les enfants adorés dont le danger permanent qui les guettait à La Panne et leur instruction à compléter, avaient nécessité le départ pour l'Angleterre. Quand ils rentraient au foyer, la modeste villa de nos Souverains était transformée en un palais enchanté où les sourires clairs, les paroles naïves, les baisers tendres apaisaient les pires angoisses et suscitaient les plus purs espoirs. C'est pendant une de ces éclaircies que le prince Léopold, qui n'était alors âgé que de treize ans et cinq mois, s'engagea comme simple soldat dans le douzième de ligne, au jour anniversaire de la naissance d'Albert Ier, le 8 avril 1915. Il savait que le don de soi « au Pays » était le plus beau présent qu'il pût offrir à son illustre père.

Mais voici que ce lambeau de patrie s'illumine des flammes glorieuses de la victoire et c'est de La Panne qu'Albert et Élisabeth de Belgique vont reprendre avec leurs enfants, la route du « pays » enfin délivré.

Qui dira les larmes de joie, les clameurs de triomphe, les gestes de loyalisme fervent qui les accueillirent ! Des hommes amaigris et souffrants

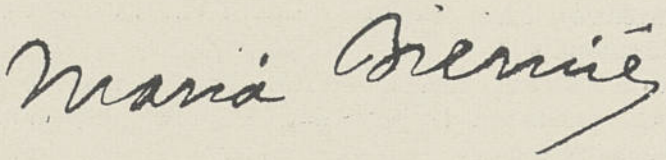
étendaient leurs vestes, des femmes, leurs manteaux au-devant de leurs pas. D'autres semaient la route de fleurs, quelques-uns même se jetèrent dans leurs bras, tant était délirante la joie de ces malheureux, opprimés depuis plus de quatre années par les hordes allemandes. Au fur et à mesure que l'ennemi s'enfuyait de nos campagnes et de nos villes, la Reine Élisabeth et son royal époux s'avançaient, le cœur ému, par les routes et par les rues, avec les soldats vainqueurs, tandis que les drapeaux de pourpre, de noir et d'or, flottaient dans le vent et que les cloches sonnaient la joie éperdûment. Les carillons mêlaient leurs airs désuets à de triomphales *Brabançonnes*. La Roelandt de Gand, muette depuis l'invasion, clamait violemment le glas de l'Injustice et le triomphe du Droit. Mais nulle part, peut-être, la joie ne fut plus intense, l'apothéose plus magnifique qu'à Bruxelles S'imagine-t-on l'émotion de nos Souverains et de leurs enfants, non seulement en rentrant dans cette capitale, où chaque pierre leur était familière, où chaque visage leur était connu, mais en reprenant leur place à ce foyer, qu'ils eussent pu ne jamais revoir? Se figure-t-on la joie du peuple en retrouvant Celui qu'il avait connu tout enfant, glorifié par l'Univers; et de quelles acclamations ne saluait-il pas Celle que nos soldats appelaient leur « mère » et dont le front était nimbé, à présent, du double diadème de la souffrance et de l'héroïsme.

Il semblait que l'atmosphère fût, soudain, purifiée, rafraîchie, embaumée par *sa* Présence, que la nuit de cette funeste guerre s'éteignît dans *sa* Lumière, que le monde tout entier fût conquis par *sa* Bonté.

Sa Présence qui jamais ne s'impose mais répond à l'appel subconscient des êtres qui souffrent, *sa* Lumière qui jamais n'éblouit, mais éclaire et fortifie, rassérène ou illumine, *sa* Bonté souveraine qui est celle des tendres et des forts, des tendres qui aiment et qu'on aime, des forts qui donnent et à qui l'on donne le meilleur de soi, parce qu'ils aimantent vers eux le meilleur de nous-même.

Avec le Roi, la Reine Elisabeth a vécu la vie de son armée et de son peuple, avec Lui Elle a souffert de leurs douleurs, Elle a partagé leurs sacrifices, Elle s'est réconfortée de leurs espoirs, Elle a participé à leur triomphe.

L'Histoire L'a élevée, à côté d'Albert de Belgique, sur le pavois de la Gloire; la Légende les attend, tous deux, sur le seuil de ses Parvis sacrés, car la seule Beauté de leur Geste a suffi pour Les auréoler d'une Lumière immortelle.



XII

LE CARDINAL MERCIER

Lorsqu'un matin d'août 14, dans Termonde menacée où mon régiment attendait, nous apprîmes, par un journal anglais, la mort de Pie X, j'entends encore le cri de mes amis et le mien : « Le cardinal Mercier doit devenir pape ! » Le plus savant, le plus illustre déjà parmi ses pairs, le plus proche de la vie moderne, l'archevêque de Malines nous apparaissait voué à la réconciliation solennelle de l'Eglise et du Siècle Et quelle haute figure de juge dressée à Rome au-dessus de l'atroce conflit ! Le geste qui venait de lancer son pays dans la guerre devait, contrairement à nos espoirs irréfléchis, empêcher le vote du Sacré Collège de se porter sur le prélat belge. Et si nous voyons fort bien aujourd'hui ce que l'Eglise universelle a perdu à ne pas avoir à sa tête un homme de cette stature, nous voyons aussi la sagesse d'une providence qui réservait au cardinal Mercier la fonction d'être à la fois le *defensor civitatis*, le consolateur des âmes dans son pays martyrisé, et l'incarnation la plus sublime de cette Belgique opprimée, victorieuse dans sa défaite, dont l'image doit éternellement être liée à la sienne

Peu de jours après nous apprenions l'élection de Benoît XV, et nous comprenions la hâte douloureuse du grand patriote retenu jusque là dans la paix lumineuse de Rome, et qui, y ayant appris coup sur coup le martyre de Louvain et les sacrilèges de Malines, n'avait plus d'autre désir que de rentrer parmi les populations atterrées, parmi les ruines et les carnages pour soutenir le courage de ses frères. Par Paris, Rouen, le Havre où il fut la première apparition de la Belgique, nous suivions de nos tranchées les étapes de son retour. Ceux qui le saluaient au passage — en Italie, en France, en Angleterre — voyaient en lui la Belgique loyale et meurtrie, ils ne savaient pas combien il allait, de la ville épiscopale où il retournait, dominer fièrement toute la guerre et devenir pendant quatre années la plus grande voix de la conscience humaine.

Le Havre, Londres, Anvers. Dans la ville assiégée sa pourpre apporte une lumière. Malines vide et bombardée le voit arriver entre deux batailles. Quand l'armée se retire vers Ostende et l'Yser, il franchit définitivement la ligne de feu et, séparé de la partie militante de son troupeau, il accepte avec le reste du peuple la nuit tragique de l'occupation.

Grand et mince, légèrement voûté, le front vaste, le regard profond qu'adoucit facilement un sourire,

MALINES. AOUT 1919. — VISITE DU PRÉSIDENT WILSON AU CARDINAL MERCIER

le cardinal Mercier est de ces hommes autour desquels, comme un trop plein de grâce, rayonne une atmosphère de joie sereine. Ceux qui avaient eu le bonheur de l'approcher connaissaient cette sérénité, cette paix, cette volonté égale et toujours joyeuse. Les autres devaient en éprouver soudain le bienfait. Franchement ils vinrent à lui. Il n'y eut plus de partis dans la Belgique si divisée la veille. Il n'y eut plus que des hommes de bonne volonté décidés à défendre contre l'occupant le patrimoine moral, commun à tous. Ceux qui s'étonnèrent de cette facile collaboration furent rares. Tout préparait le cardinal Mercier à être ce qu'il fut parmi l'unanimité des Belges réconciliés.

Wallon ayant fait ses études en pays flamand, bourgeois de grande bourgeoisie mais né de parents ruinés, tout proche pendant son enfance des humbles du village et de l'atelier, vieilli sans avoir jamais perdu contact avec la jeunesse, grâce au renouvellement, autour de sa chaire de professeur, des générations chaque fois plus neuves, il apparut, dans la solennité même de sa robe cardinalice, de plain-pied avec chacun. Et comment n'eut-il pas été proche des âmes les plus modernes, le penseur et l'homme d'action qui depuis sa jeunesse avait réalisé l'accord de sa foi immuable et des investigations scientifiques les plus hardies?

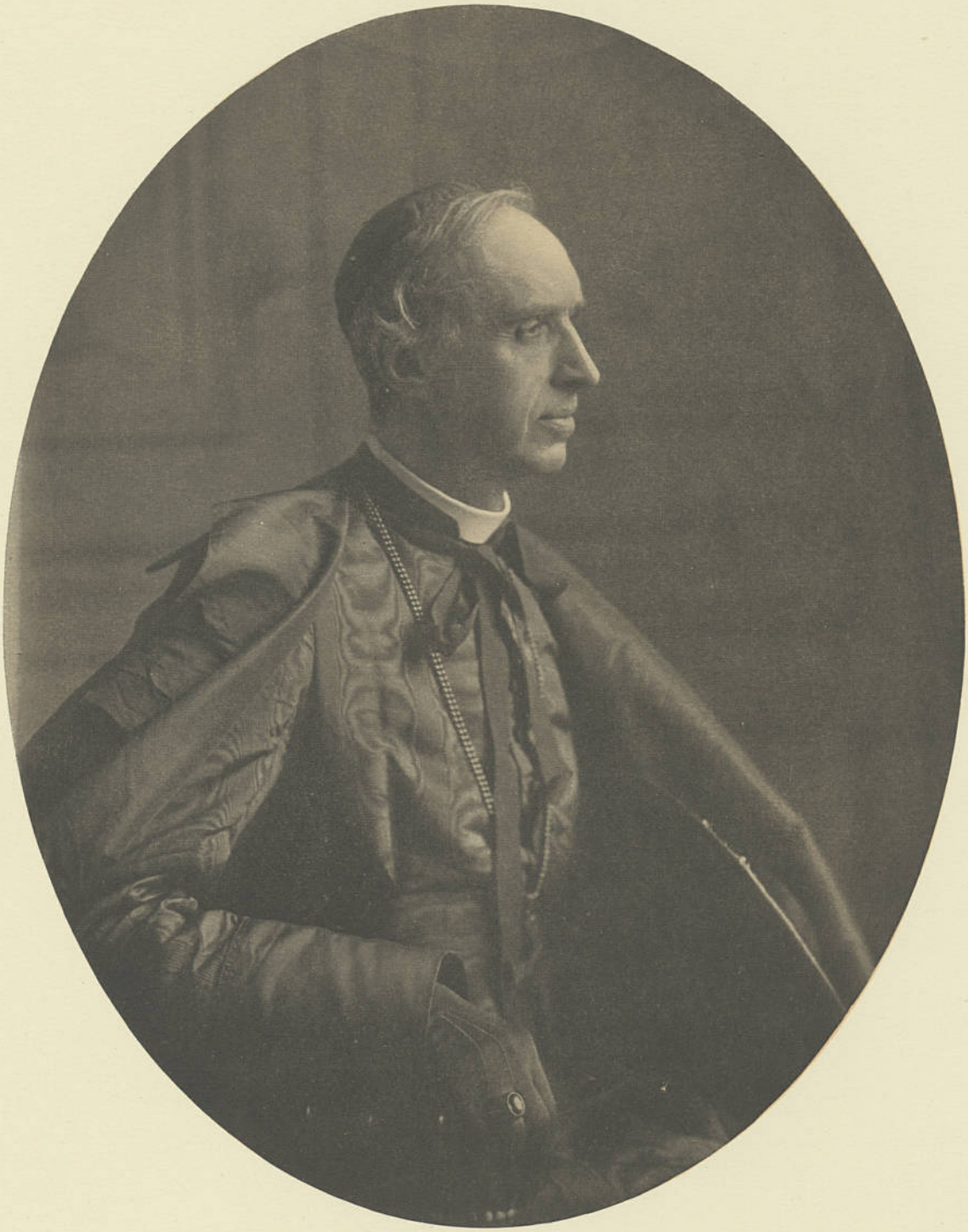
Professeur à Malines, l'abbé Mercier avait été choisi en 1882 — il avait trente et un ans — pour instaurer à l'Université de Louvain, sur la demande du pape Léon XIII, l'enseignement de la philosophie selon saint Thomas d'Aquin. Loin de faire de l'archaïsme, le jeune professeur avait, en prolongeant les lignes mêmes des vieilles méthodes scolastiques, renouvelé la doctrine ancienne. A la base même du monument qu'il bâtissait il avait placé les réalités scientifiques dont aucune (l'expérience le lui montrait) ne contredisait les idées maîtresses du grand docteur médiéval. Savant de laboratoire, élève de Charcot et de Van Gehuchten, il avait vu les rapports nécessaires de la philosophie et des sciences. Ce n'est pas seulement un cours que l'abbé Mercier avait donné, c'était tout un institut qu'il avait fondé, où des disciples enthousiastes, spécialisés chacun dans une science qu'il avait pour mission d'approfondir, contribuaient à un vaste enseignement d'ensemble. Certains laboratoires de l'*Institut supérieur de philosophie* — celui de psycho-physiologie par exemple — atteignirent une célébrité européenne. Et pour mieux marquer que c'était toute la vie de l'esprit, de l'âme et de l'action que voulait embrasser le programme du prêtre savant, son école se doublait d'un séminaire où ses élèves développaient, dans l'intervalle de leur labeur, leur pensée religieuse, et, parmi d'autres œuvres vivantes, d'une maison d'éditions d'où sortaient des revues et des livres, d'une imprimerie dont le nom seul « Nova et Vetera » résumait toute une méthode et toute une vie.

Quoi d'étonnant qu'après avoir vécu une telle existence, établi pour toute une jeunesse une telle discipline, Monseigneur Mercier soit apparu, au seuil de la guerre, à ceux qui lui tendaient la main pour la première fois, comme l'évêque moderne frémissant de toutes les préoccupations de son temps? Ils savaient déjà qu'il était un évêque national. Dès son arrivée au Trône épiscopal de Malines, il avait dans ses pastorales dit sa fierté d'être Belge, annoncé la grandeur de son pays, béni sa richesse, et au lendemain de la mort de Léopold II, souverain indignement méconnu, consacré au grand Roi un mandement où la « piété patriotique » était mise justement au rang des vertus chrétiennes...

* * *

L'évêque n'eut d'abord qu'un souci : constater le désastre, panser les plaies. Autant que le toléra le gouvernement ennemi, on le vit aller à travers son diocèse et au delà, jusqu'aux limites des étapes, priant sur la tombe de ses prêtres martyrs, consolant les habitants survivant parmi les ruines, pleurant sur la grande pitié de ses églises écroulées. J'entends encore Son Éminence me racontant à Rome, en janvier 1916, un pèlerinage à Dinant où sur le roc, au bord de la Meuse, il avait été voir, boue encore mal séchée, les éclaboussures de cervelle des fusillés du mois d'août... Et bientôt plein de l'horreur du crime qui se perpétue il se sentit prêt pour le rôle qu'il devait jouer.

C'est au mois de décembre que l'autorité allemande prit contact avec le cardinal, le nouveau gouverneur, baron von Bissing, voulant obtenir son concours pour établir une sorte d'apaisement dans le respect de l'occupant. Tout de suite l'attitude de l'évêque fut nette : il ne refuserait jamais de travailler au maintien de la tranquillité publique. Mais celle-ci n'était-elle pas admirable malgré



+ D. J. Card. Mercier, archev. de Malines.

les excès des Allemands? Si ceux-ci veulent en assurer la continuité, qu'ils changent d'allures et de procédés ! Concours? Oui, mais que l'Allemagne n'oublie pas qu'elle n'a qu'une puissance de fait, que le chef légitime est le Roi, que quelles que soient les relations courtoises qui peuvent s'établir entre autorités ennemies, cela ne suppose de la part du vaincu aucune réconciliation ! Rien de plus net dans ce sens que la première lettre du cardinal au gouverneur : « Quelles que soient les dispositions personnelles de M. le baron von Bissing, M. le gouverneur général représente chez nous une nation usurpatrice et ennemie en face de laquelle nous affirmons notre droit. Au surplus, en ma qualité de représentant des intérêts moraux et religieux de la Belgique, je proteste contre les injustices et les violences dont mes compatriotes ont été les innocentes victimes. » Et dans sa réponse du même jour au cardinal Hartmann dont une lettre avait introduit von Bissing près de lui, le cardinal reprenait le même thème : « Nous recommandons le respect des règlements militaires qui ne blessent ni notre conscience chrétienne ni notre dignité patriotique. Mais il doit être entendu, cependant, que si nous nous courbons momentanément sous un pouvoir plus fort, nous réservons fièrement notre droit et notre inébranlable confiance dans l'avenir; il doit être entendu aussi que la bienveillance relative (elle fut bien passagère) dont nous sommes aujourd'hui l'objet n'absout pas les crimes dont les Belges ont si atrocement souffert... » Suivait une énumération de ces crimes, certifiés vrais sous la foi du serment épiscopal et une condamnation hautaine des « mensonges monstrueux » de Bethmann Hollweg... Bissing refusa net de transmettre à Cologne cette lettre vengeresse. Il devait bientôt empêcher de même les évêques belges d'exiger des évêques allemands une enquête sur les atrocités commises en Belgique. Tel fut le début des relations du pouvoir allemand et du plus haut pouvoir moral qui existait en Belgique.

RÉCEPTION DU ROI ET DE M. POINCARÉ PAR LE CARDINAL MERCIER

Ces relations se poursuivirent pendant quatre années, journellement, à propos de tout. Réclamations contre des prêtres qui ont fait des discours trop nationaux, condamnations, déportations, injustices; libérations demandées ou annoncées, familles et populations à défendre : innombrables sont les raisons de correspondre. Jamais le cardinal ne reçoit un reproche — ils sont tous mal fondés — sans attaquer l'ennemi à son tour, l'offensive morale lui rend chaque fois l'ascendant qu'un silence pourrait lui fait perdre. L'ironie, la colère, l'indignation, percent sous ses phrases courtoises et vengeresses. Pas un intérêt public ou privé ne lui est indifférent. On le respecte, ou on feint de le respecter, parce qu'on n'ose pas provoquer un scandale universel : le prélat sent que sa responsabilité en devient plus grande, son devoir plus net. On lui laisse une certaine liberté extérieure : il a soin d'en user jusqu'aux extrêmes limites. On hésite à le toucher : il prendra sur lui les responsabilités de ceux qu'on frapperait sans ménagements. Peu à peu il devient à ce jeu non seulement le centre du pays envahi, mais son représentant, son chef. Les églises sont devenues les seuls endroits où se réfugie la liberté traquée. Les orgues y jouent les airs nationaux, on n'ose pas arracher les drapeaux qui ornent l'autel, chaque parole du prêtre qui parle apporte un peu de la voix du prélat. Et l'on voit se presser les incroyants comme les

croyants sous les voûtes des cathédrales et des chapelles, où est présente, vivante, l'âme de celui qui, de plus en plus, incarne la résistance.

Il faudrait un volume pour raconter par le menu ces quatre années sublimes. Quelques épisodes caractéristiques les jalonnent.

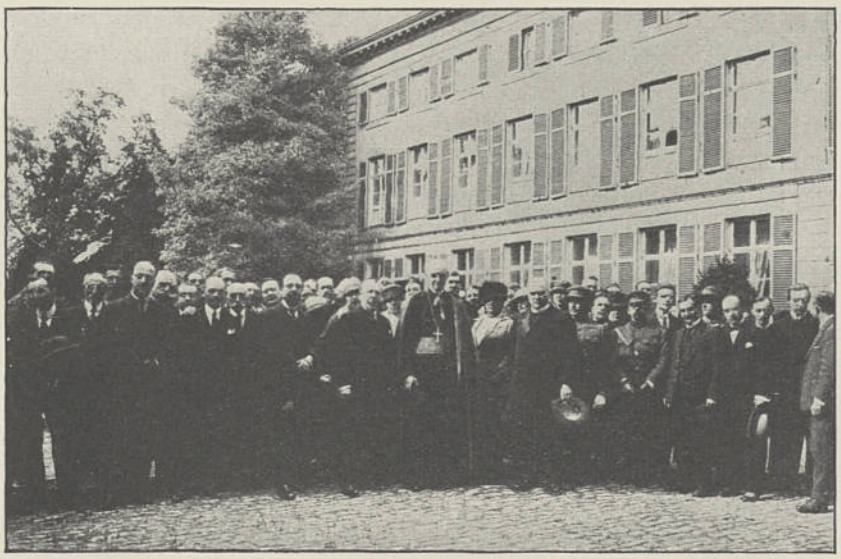
Le 1er janvier 1915 dans toutes les églises du diocèse de Malines les prêtres montèrent en chaire pour lire la fameuse pastorale — la première — *Patriotisme et endurance*. On y affirmait publiquement la certitude de la victoire et la vérité politique qui dominait tout : « L'unique pouvoir légitime en Belgique est celui qui appartient au Roi, au gouvernement, aux représentants de la Nation . Lui seul a droit à l'affection de nos cœurs, à notre soumission; lui seul est pour nous l'autorité ! » On ne peut se rendre compte, si on ne l'a vécue, de l'émotion immense et bienfaisante qui soulevait le cœur des Belges à pareille lecture. Les prêtres avaient reçu l'ordre de lire la lettre aux fidèles « sans omissions ni coupures *quel que soit le pouvoir qui interviendrait pour donner des ordres contraires* ». Le pouvoir ennemi intervint aussitôt. En même temps qu'on perquisitionnait à l'imprimerie, les officiers allemands arrivaient à la fin de la nuit du 1er au 2 janvier au Palais épiscopal pour exiger du cardinal une rétractation et un ordre au clergé de ne plus lire le reste de la pastorale. Refus. Son Eminence fut priée de se tenir le lendemain à la disposition du gouverneur. Elle exprima le regret de ne pouvoir le faire, devant se rendre à Anvers. Le soir arriva un télégramme tenant le cardinal aux arrêts dans sa maison. Le 4 des officiers apportèrent un ultimatum de von Bissing : il exigeait un désaveu de la lettre pastorale. Mgr Mercier déclara qu'il répondrait quand on lui rendrait sa liberté. Nouveau refus. Tout le jour, les Allemands restèrent à sa porte. Le soir enfin ils emportèrent une lettre qui ne cédait point. Le gouverneur eut l'audace d'y trouver un conseil aux curés de ne point continuer le dimanche suivant la lecture de la lettre incriminée. Cette fois un désaveu part de Malines et arrive partout. Le dimanche suivant malgré la surveillance des soldats ennemis, tous les curés, héroïquement, montent en chaire tandis que retentit déjà à l'étranger la protestation de l'archevêque contre l'atteinte portée à sa liberté.

Celle-ci dès ce jour n'est plus complète. Comme les fidèles, le prélat doit sentir qu'il est en prison. Quand il circule, des policiers le suivent. Quand la ville de Malines est *punie*, on interdit au cardinal d'en sortir en auto. Un jour qu'il doit se rendre à Bruxelles — 25 kilomètres — on oblige le vieillard d'y aller à pied. Et comme, à son passage aux portes de la ville, le petit peuple murmure de le voir maltraité par les sentinelles, des charges à la baïonnette sont ordonnées sous ses yeux contre des femmes et des enfants ! A chaque pastorale — car il récidive avec la même fierté — les persécutions s'accentuent contre le pasteur. A chaque cérémonie à laquelle il participe, des agents provocateurs l'attendent pour trouver dans l'enthousiasme de la foule autour de lui un prétexte à répression.

A la veille du 21 juillet 1916 une défense formelle est édictée à Bruxelles de faire quoi que ce soit pour célébrer cette fête nationale. Six mois de prison, vingt mille marks d'amende pour ceux qui, par exemple, fermeront leur magasin. Cela donne une idée des peines que méritaient des « délits » plus graves ! Encore une fois, c'est à l'église que la foule se rend. A Sainte-Gudule on chante un service funèbre pour les soldats tombés sur l'Yser. A l'Évangile, le cardinal parle. Jamais sa voix n'a été plus haute, son éloquence plus fière. Il entraîne ses auditeurs sur les sommets de la pensée pour, de là-haut, considérer la guerre. Il leur prêche la résignation, la patience — l'espérance aussi, et il évoque les fêtes nationales futures, avec le Roi, la Reine, les princes. Puis, dans une envolée calme et vengeresse où il prêche la beauté de l'amour et l'horreur de la haine, il proclame que tous les crimes seront punis et que la « vindicte publique » — le mot est de saint Thomas — est une vertu. Il a à peine fini que la *Brabançonne* — comme spontanément jaillie — éclate à l'orgue. Dans l'immense église on chante, on acclame, on pleure. *Vive le Roi !* Et quand le cardinal apparaît au seuil de la cathédrale, la multitude continue : *Vive la liberté !* Tout le jour, malgré les précautions que prend Monseigneur Mercier pour s'effacer, les manifestations se poursuivent sur le passage de l'archevêque.

On devine le réconfort que cette parole, libre dans sa mesure même, met au cœur des opprimés, avec quel courage nouveau, quelle patience nouvelle le peuple qui a reçu un tel secours moral peut s'apprêter à attendre encore. Brutalement l'Allemand qui ne comprend pas, et qui voit là une exci-

tation à la révolte, défait en partie l'effet produit en réprimant sans pitié ces grands élans d'espoir, gages de tranquillité publique. On devine aussi les correspondances auxquelles donnent lieu de tels incidents, les entrevues tragiques avec les chefs allemands. Tantôt c'est Bissing, général de cavalerie, qui discute sans souplesse. Tantôt c'est le baron von der Lancken, — chef du département politique de l'armée d'occupation, — qui procède en diplomate. Et tour à tour les réponses du cardinal Mercier sont souriantes dans leur gravité dédaigneuse, comme par exemple lorsque Lancken fait à sa conduite des objections tirées de saint Thomas d'Aquin, ou, au long d'interminables missives, défend la philosophie de Kant! — ou déchirantes, comme lorsque le pasteur s'offre en vain pour le salut des déportés ; — ou cinglantes, comme lorsqu'il reproche au gouverneur de laisser circuler les caricatures allemandes qui l'insultent ; — ou décisives dans leur force, leur noblesse et leur vérité psychologique : « Nous avons le cœur insoumis, mais nous sommes patients... » « ...C'est en donnant à notre peuple l'assurance que la Belgique est et restera un pays libre que nous pouvons lui prêcher l'endurance et la lui faire pratiquer, malgré vous... » « Nous sommes impuissants à contenir la force de votre bras militaire, mais nous avons le droit et le devoir de libérer notre conscience en vous rappelant que vous rendrez compte un jour ! »



MALINES, JUIN 1919. — LE CARDINAL MERCIER AU MILIEU D'UN GROUPE DE JOURNALISTES ÉTRANGERS

Et quelle dramatique beauté a cette fin de dialogue avec le baron von der Lancken notée par un témoin : « Nous nous abstenons de résister, mais si par résistance vous entendez l'affirmation de notre droit, l'appel à la prière pour obtenir la protection de Dieu et le triomphe des intérêts sacrés de notre patriotisme, alors, Monsieur le baron, je suis obligé, en conscience, de vous dire que je continuerai à vous résister, sans fléchir.

— Mais alors ?

— Alors? Tout ce que vous voudrez !... »

Et cette fine et grande apostrophe au même Lancken qui riait d'entendre nos protestataires comparés aux martyrs : « Non ! c'est au fond la même chose. Un martyr n'est pas quelqu'un qui livre sa vie pour le plaisir de la sacrifier, c'est quelqu'un qui affirme une vérité imprescriptible et qui s'en fait l'esclave jusqu'à offrir pour elle sa liberté et son sang. Il eut été très aisé aux martyrs de faire monter parfois à la dérobée, un peu d'encens devant une idole. Mais ce geste, matériellement insignifiant et momentanément très profitable, eût été l'aveu qu'ils n'avaient pas une foi absolue dans la vérité qu'ils avaient professée, *et, du coup, ce qui ne passe pas fût descendu au niveau de ce qui passe...* » Ce qui ne passe pas, c'est ici la justice et l'honneur. Ce qui passe c'est le sophisme allemand, la force allemande, la victoire allemande !

***

Au milieu de cette lutte héroïque et monotone, éclate le voyage de Rome. Le cardinal, grand formateur d'âmes, y est convoqué pour donner son avis sur la réforme des séminaires. Nul ne peut s'empêcher de voir dans cette convocation pontificale le désir de faire la lumière sur la question belge. L'Allemagne qui flatte Rome n'ose point refuser. Et malgré la modestie d'un homme qui dis-

simule sa grandeur, tout le long de son passage, dès qu'il a franchi la frontière du *Reich*, éclatent des manifestations en son honneur. C'est la Belgique qui passe et c'est la vérité. A Rome, où se combattent les influences contraires, il apparaît comme un grand témoin. Il faut avoir vu le peuple italien l'acclamer, cette plèbe de Rome enthousiaste et noble, il faut avoir suivi ses pas à travers la grande cité, il faut l'avoir vu franchir les portes de bronze et porter aux martyrs des premiers siècles le salut des martyrs de son pays, il faut avoir causé avec eux, — les neutres — que quelques instants de conversation avec le prélat avaient convaincus du vrai et du faux, pour se rendre compte de la colère froide qui accueillit Monseigneur Mercier à son retour en Belgique. Et celle-ci s'augmentait de ceci, que personne, je crois, n'a encore révélé : que chargé de porter à l'Entente des propositions de paix boiteuse, il avait refusé d'instinct, d'en parler même, sûr de la victoire des alliés à l'heure où quelques-uns en doutaient. Il avait rencontré à Rome, venus à lui spontanément, de nombreux hommes d'État, il avait causé avec M. Briand notamment. On décida de le lui faire payer. Et plus froide, plus systématique, plus savante, la persécution s'accentue. Une lettre pastorale nouvelle « A mon retour de Rome », où le cardinal déclare fièrement qu'il a acquis la certitude qu'aucune paix ne se fera sans la totale résurrection du pays, est l'occasion de nouveaux et tragiques incidents. Ils ne refroidissent pas le zèle du pasteur qui tenacement va s'opposer, d'accord avec la nation unanime, à toutes les tentatives faites par l'Allemagne pour réveiller les passions intérieures, diviser le pays, briser le front moral dont Monseigneur Mercier — depuis les déportations des Max, des Theodor et des autres — reste le seul chef.

Aussi comprend-on que le 17 octobre 1918, lorsque l'Allemagne se sentit vaincue et dut l'avouer, celui qui pendant des années avait lutté en vain contre l'archevêque de Malines lui ait envoyé cette déclaration fameuse :

« Vous incarnez pour nous la Belgique occupée dont vous êtes le pasteur vénéré et écouté. Aussi est-ce à vous que mon gouvernement m'a chargé de venir annoncer que, lorsque nous évacuerons votre sol, nous allons vous rendre de plein gré les Belges prisonniers et déportés. Ils vont être libres de rentrer dans leurs foyers. Cette déclaration doit réjouir votre cœur. Je suis heureux de vous la faire d'autant plus que je n'ai pu vivre quatre années au milieu des Belges sans les estimer et sans apprécier leur patriotisme à sa juste valeur. »

Ainsi aucun éloge du cardinal, même dans la bouche d'un ennemi, ne pouvait se faire sans un éloge de la Belgique. L'évocation de ce prêtre, de ce savant, de cet évêque n'est plus possible dorénavant sans que se lève en même temps l'image du peuple martyr que, pendant quatre ans, il a magnifiquement incarné.

Pierre Nothomb

XIII

M. ADOLPHE MAX

De tous les magistrats belges qui pendant la guerre surent s'élever à la hauteur des événements, il en est peu sans doute que le destin avait mieux préparés aux soudaines nécessités de leurs fonctions que M. Adolphe Max, l'illustre bourgmestre de Bruxelles.

Dès sa prime adolescence il étonnait par une discrétion et une réserve au-dessus de son âge, son ardeur à l'étude, sa vivacité de compréhension, si bien qu'un homme d'État, ami de sa famille, avait pu dire un jour en lui mettant la main sur l'épaule : « Voilà un futur ministre ! » On sentait en lui un être d'énergie, volontairement soumis à une sévère discipline morale. Il avait du reste de qui tenir, son père, le docteur Max, ayant remporté le prix au Concours général des Athénées royaux par une dissertation sur « l'Amour de la Patrie ». Ce que le père avait démontré avec une si éloquente conviction, le fils devait l'affirmer par des actes qui frappèrent le monde d'admiration.

Bruxellois de vieille souche (né le 31 décembre 1869), docteur en droit avec la plus grande distinction à vingt ans et demi, avocat d'affaires promptement classé parmi les jeunes maîtres d'avenir, polémiste, chroniqueur parlementaire, critique théâtral, homme politique, M. Adolphe Max, avec un art parfait de ne jamais s'imposer, savait en toutes circonstances donner l'effort exact qu'on attendait, être « the right man in the right place ».

Aussi, élu à vingt-cinq ans conseiller provincial, il ne tardait pas à être nommé rapporteur du budget. Son tact, sa politesse affable, sa verve spirituelle qui ne sacrifiait jamais la courtoisie au plaisir d'un bon mot lui conquéraient toutes les sympathies ; et sa participation active aux débats, en l'initiant aux affaires publiques et aux rouages administratifs, le préparait peu à peu à sa tâche future.

Il entra au conseil communal de Bruxelles en 1903, comme libéral modéré. Il s'y fit rapidement remarquer par son éloquence nette, son argumentation substantielle, sa clarté d'exposition, sa largeur de vues, sa sympathie pour toute initiative, et surtout par sa droiture et sa loyauté. Le 2 janvier 1908, il était nommé échevin du Contentieux et de la Bienfaisance; et il venait d'accepter l'échevinat de l'Instruction publique et des Beaux-Arts lorsque le roi l'appela, le 7 décembre 1909, aux fonctions de bourgmestre de Bruxelles.

Au moment où cette charge importante lui fut conférée, le nouveau bourgmestre comptait quinze années d'expérience des affaires publiques et administratives, qui avaient élargi ses vues et affermi son jugement. Il abordait sa tâche avec un respect conscient des prérogatives communales, une notion précise des intérêts de la cité. Son activité, son esprit méthodique, sa fermeté de caractère, sa promptitude de décision, son souci d'examiner tout par lui-même allaient lui en faciliter l'accomplissement.

Bien qu'il ne jouît point d'une majorité dans le Conseil, il sut imposer son autorité par sa force morale, un doigté expert et une diplomatie dont la finesse et l'habileté comptaient moins peut-être dans le succès que sa loyale franchise.

Dès le début, il avait réussi à se rendre populaire bien qu'il n'eût rien de cette rondeur sans façon qui plaît tant aux Bruxellois ; et les discours qu'il eut l'occasion de prononcer au cours des fêtes de l'Exposition universelle de 1910, des réceptions de chefs d'État et de la visite du Conseil communal à Paris et à Versailles lui gagnèrent l'estime et la sympathie de l'étranger par leur éloquence châtiée, leur tour original et leur finesse distinguée

Les graves événements qui devaient bouleverser le monde, allaient bientôt lui conquérir l'admiration universelle.

Dans les premiers jours d'août 1914, M. le bourgmestre Max avait pris diverses mesures que nous avons énumérées plus haut et auxquelles il convient d'ajouter l'institution des cantines communales et du service d'assistance dont l'efficacité fut assurée par les souscriptions de plusieurs philanthropes. Un versement d'un million fut effectué par M. Ernest Solvay qui s'intéressa à l'idée d'où devait sortir la constitution du Comité National.

La ville était en pleine effervescence. On courait sus aux suspects, on mettait à sac les maisons allemandes. Le bourgmestre Max était partout, rétablissant l'ordre ; et parfois il descendait d'auto pour aider aux agents débordés et repousser lui-même les rangs des manifestants.

Le 20 août, M. Adolphe Max allait entamer contre l'occupant une lutte dont les détails se confondent avec ceux de la résistance communale, mais à laquelle il imprima dès le début un tel caractère que même après son départ, Bruxelles, privilégiée sur ce point entre toutes les autres cités de la Belgique envahie, devait en ressentir les heureux effets.

A son premier contact avec l'ennemi, il sut montrer ce que peut l'énergie alliée à la conscience du devoir.

On a vu les concessions qu'il arracha à l'envahisseur lors de la convention du 20 août. Le général von Jarotsky s'étant présenté devant les édiles, le bourgmestre refusa de serrer la main qui lui était tendue, en s'excusant de ne pouvoir donner la main à un ennemi.

— Je comprends cela, Monsieur le bourgmestre, répondit le général.

Une demi-heure après, dès son arrivée à l'Hôtel de Ville, le commandant allemand ayant réclamé l'enlèvement des drapeaux français et britannique qui flottaient sur l'édifice, le bourgmestre refusa son concours à l'exécution de cet ordre; et tandis qu'on arborait le drapeau allemand à l'aile gauche de la façade, il faisait maintenir sur la tour le drapeau national et l'étendard aux couleurs bruxelloises.

Le général von Jarotsky, en s'installant avec son état-major au palais communal avait fait préparer six lits dans la salle gothique. Le bourgmestre en fit dresser un pour lui dans la salle du collège, ne voulant pas abandonner l'Hôtel de Ville aux Allemands Dans la soirée, un officier vint lui réclamer les clefs de la salle gothique. M. Max répondit qu'il ne les avait pas, mais que lui, seul Belge parmi eux, laisserait sa porte ouverte. L'officier n'insista pas.

Au cours de l'après-midi, dans certains quartiers, des gens suspects étaient allés, de porte en porte, inviter les habitants à retirer le drapeau qui pavoisait leur demeure. Le bourgmestre publia un avis faisant connaître que l'administration communale n'avait donné à personne un mandat aussi peu compatible avec les sentiments patriotiques dont elle était animée.

Les exigences de l'occupant se multipliaient d'heure en heure. Le bourgmestre, pour empêcher les abus, obtint que tout bon de réquisition ne serait valable que s'il était contresigné par le général et un capitaine d'état-major spécialement désigné.

Un officier, s'étant vu refuser un bon irrégulier, vint se plaindre au bourgmestre et prit une attitude insolente quand celui-ci confirma que le bon ne valait rien. « Vous êtes un grossier personnage, lui dit M. Max, je vais vous remettre à votre place. » Et il déposa plainte entre les mains du général qui tança vertement son subordonné.

Ici se place un incident très connu, auquel on mêla erronément les noms du général-gouverneur de la ville, et du marquis de Villalobar, ministre d'Espagne. Un officier, ayant obtenu audience du bourgmestre pour une affaire de réquisition, avait, en s'asseyant, déposé son revolver sur la table. Flegmatiquement, le bourgmestre prit son crayon et le plaça devant lui, à portée de sa main. L'officier comprit l'ironie du geste et tout en rengainant son arme, s'excusa d'avoir obéi machinalement à un usage de guerre.

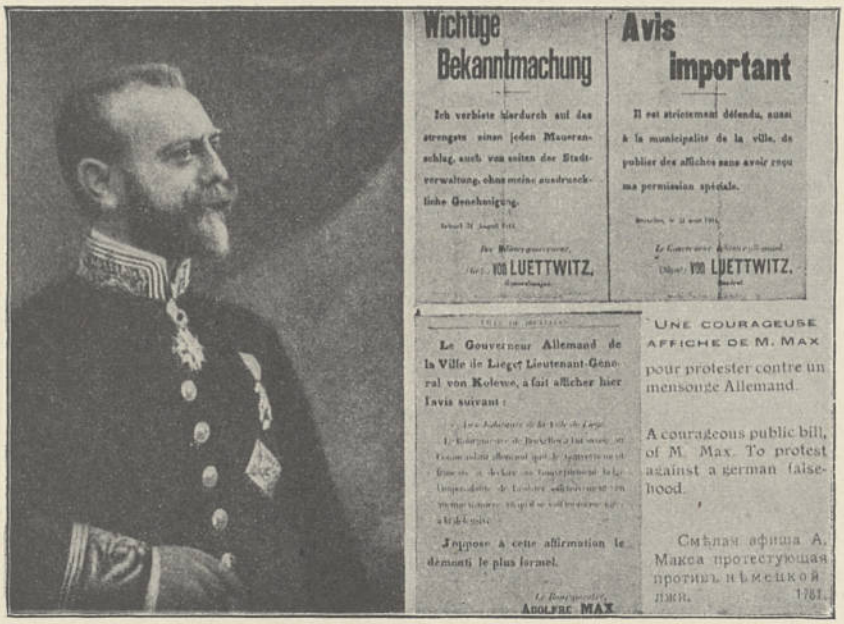
Ce petit fait eut un retentissement considérable et fut cité jusque dans la presse américaine parce qu'on y vit l'image concrète et symbolique de la résistance civile contre l'oppression militaire.

Cette résistance se manifestait à Bruxelles à chaque occasion, M. Adolphe Max étant fermement résolu à ne laisser passer sans protestation aucune atteinte aux droits de la ville ou de la population.

Se conformant à son ordre, les habitants victimes de déprédations et d'actes de pillage commis par des soldats allemands l'en avaient avisé d'urgence.

Il transmit copie de leurs griefs au général en y opposant la parfaite attitude des Bruxellois. Il ajoutait : « Je crains que si les excès dont se rendent coupables les soldats allemands se renouvellent, il me soit impossible d'éviter de la part de mes concitoyens des représailles dont les conséquences seraient déplorables. J'ose compter sur votre fermeté pour que des ordres sévères soient donnés à vos troupes. »

Constatons ici que le successeur de von Jarotsky ayant interdit au bourgmestre de lui transmettre les plaintes dont les termes étaient offensants pour l'armée allemande, M. Max lui répondit qu'il devait s'attendre à ce que les termes dans lesquels ces plaintes étaient rédigées ne fussent pas flatteurs pour ceux qui en étaient l'objet, et qu'il les conserverait désormais par devers lui pour les soumettre à qui de droit après les hostilités.



M. MAX ET SA FAMEUSE AFFICHE DU 1er SEPTEMBRE 1914
Carte postale éditée pendant la guerre

La population pâtissait davantage encore de la raréfaction des vivres due aux constantes réquisitions de l'ennemi. La convention du 24 août, qui réglait le paiement de la contribution des vingt millions consentis par le bourgmestre Max, avait suspendu pour huit jours ces réquisitions. Elle était à peine signée que le général von Beseler, de passage à Bruxelles, se refusait à la reconnaître et exigeait des vivres. Le bourgmestre protesta énergiquement contre cette violation de l'accord conclu. L'engagement pris par l'autorité militaire n'était subordonné à aucune condition. « En introduire une ultérieurement, ajoutait il dans une lettre au gouverneur, c'est méconnaître la parole donnée et détruire la confiance que doit inspirer un contrat souscrit régulièrement au nom du gouvernement allemand. » La réquisition fut annulée.

Le lendemain, un officier se présentait chez le bourgmestre et exigeait de la levure. Le bourgmestre lui ayant renouvelé la même protestation, l'officier répondit que nécessité faisait loi et que ses troupes devant être nourries, il se verrait forcé de passer outre. M. Max tint bon et déclara qu'au besoin il réunirait les membres du corps diplomatique et les prierait de faire connaître au monde civilisé que l'Empire allemand violait une parole donnée en son nom. Le bourgmestre refusa également d'aider l'officier à découvrir les magasins où il pourrait se procurer de la levure.

Le 25 août, le bourgmestre avait obtenu l'évacuation de l'Hôtel de Ville par l'État-major. Cet exode coïncida avec le départ du général von Jarotsky. Celui-ci ne voulut point quitter Bruxelles sans exprimer les sentiments de haute estime qu'il éprouvait pour l'homme qui par son tact et sa fermeté avait épargné les plus grands malheurs à la population bruxelloise, et ses regrets de ce que les circonstances dans lesquelles il avait fait la connaissance de M. le bourgmestre Max ne lui permissent pas de briguer l'honneur de le compter parmi ses amis.

Son successeur, le général von Lüttwitz, n'allait pas tarder à apprécier à un autre point de vue la dignité fière et la ferme attitude du premier magistrat de la Capitale ; et le démenti qu'il reçut par ricochet à propos de la fallacieuse affiche du gouverneur militaire de Liége lui apprit à quelle inébranlable volonté il allait se heurter.

En vue de restreindre les causes de surexcita-

tion et de désordre, le bourgmestre avait décidé l'interdiction de la vente de l'alcool et la fermeture des cabarets à 9 heures du soir.

Ayant été prévenu que des officiers étaient restés attablés dans un café après l'heure de fermeture, le bourgmestre se rendit en auto à l'établissement désigné pour faire respecter l'ordonnance de police.

— Les ordonnances concernent les « civiliens » et non les officiers, lui répondit-on.

— Les ordonnances de police sont faites pour tout le monde, répliqua le bourgmestre. Vous allez sortir immédiatement.

Les officiers, outrés, protestèrent, s'étonnant qu'un civil osât s'adresser sur un tel ton à des officiers allemands.

— Puisqu'il n'y a pas ici d'officier belge, riposta M. Max, il faut bien que ce soit un civil qui vous dise ce qui doit vous être dit.

— Sortez d'abord. Nous sortirons après vous, dit alors le plus élevé en grade.

— Je représente ici l'autorité, répondit le bourgmestre. C'est moi qui sortirai le dernier.

Et se tournant vers la dame du comptoir, plus morte que vive, il donna l'ordre d'éteindre les lumières.

Dans l'obscurité, un concert d'imprécations s'éleva.

— Rallumez de suite ; nous voulons de la lumière, crient les officiers.

— Je n'ai pas donné l'ordre d'éteindre les lumières pour qu'on les rallume ensuite. Si l'on ne sort pas immédiatement, j'en aviserai le gouverneur.

Les protestations furieuses continuaient en allemand. Tout à coup, quelques ampoules s'allumèrent. Un officier, tâtonnant le long de la muraille avait tourné un commutateur.

Les officiers quittèrent alors l'établissement, laissant le bourgmestre maître de la place.

Un autre soir, ayant appris qu'un agent de police et deux gardes de la police bourgeoise étaient retenus dans un poste allemand où ils étaient allés signaler la présence des soldats ivres en rue, le bourgmestre alla les y réclamer. Le lieutenant refusa grossièrement et voulut même expulser M. Max. Celui-ci tint bon, et tirant son calepin demanda au chef de poste ses nom et prénoms pour adresser une plainte au gouverneur. Devant cette menace l'officier de police céda.

Tel était d'ailleurs l'ascendant exercé par le bourgmestre qu'on lui demanda un jour, de la part du gouvernement militaire, l'autorisation pour des officiers de passer la soirée dans un café après neuf heures. L'autorisation fut refusée.

L'écho de ces incidents parvenait jusqu'en Allemagne où l'on reprochait au général von Lüttwitz de se laisser mener par M. Max. Aussi celui-ci, qui avait été arrêté à deux reprises, puis relâché, fut mis définitivement en état d'arrestation le 26 septembre, à la suite de son refus de rembourser les bons de Ville à l'échéance du 30 septembre, le gouverneur ayant prévenu la population que les bons de réquisition ne seraient plus payés.

Incarcéré à la prison de Namur, il adressait au gouverneur militaire la lettre suivante :

Prison de Namur, 5 octobre 1914.

Monsieur le Gouverneur,

Depuis plus de huit jours, je suis enfermé dans la prison de Namur et aucun ordre de vous n'est encore arrivé prescrivant ma libération.

Je viens vous prier de bien vouloir mettre fin à cette situation anormale qui mérite de retenir votre attention la plus sérieuse.

Je ne suis pas ici comme prisonnier de droit commun puisque je n'ai commis ni crime ni délit.

C'est en qualité de prisonnier de guerre que j'ai été incarcéré. Or ceci ne serait légitime que si je pouvais être considéré comme belligérant — ce qui n'est pas — ou si j'avais, quoique civil, pris une part quelconque aux hostilités — ce qui n'est pas non plus.

Le maintien de mon emprisonnement serait donc manifestement contraire au Droit et je fais appel à votre esprit de justice pour que cette iniquité ne soit pas commise.

La privation de la liberté ne m'affecte en aucune manière, mais l'empêchement où vous m'avez mis de rester à mon poste et de continuer à remplir mes devoirs dans les circonstances douloureuses que traverse mon Pays est pour moi une souffrance morale de tous les instants.

Vous avez pu vous convaincre de mon dévouement à mes fonctions et vous êtes en mesure d'apprécier, qu'en m'arrachant à ma tâche, vous m'avez frappé de la peine la plus rigoureuse. Sans doute jugerez-vous que l'épreuve a suffisamment duré.

Monsieur le Baron von Bayer m'a dit que l'obstacle à ma libération serait peut-être l'éventualité des commentaires auxquels elle pourrait donner lieu.

Je veux croire que vous vous placerez au-dessus de cette considération. Le prince de Schwarzenberg disait un jour à ceux qui le critiquaient : « Je ne saurais rester en paix et jouir de mes biens et de mes honneurs, si ma conscience me reprochait d'avoir agi par crainte de l'opinion publique. »

Cette parole est assez belle pour être reprise après un siècle et c'est en l'invoquant, Monsieur le Gouverneur, et en m'adressant aux sentiments élevés d'un adversaire loyal que j'attends avec confiance votre décision.

Le Bourgmestre de la ville de Bruxelles,

ADOLPHE MAX.

Dans une note adressée au Collège le 28 septembre, il déclarait :

J'accepterais avec résignation ma captivité si elle était légitime et si les usages de la guerre pouvaient la motiver. Mais elle est injuste, et c'est par l'effet d'une indéfendable erreur que je suis privé du droit de servir mon Pays et ma Ville natale.

J'ai été frappé sans avoir été entendu. On ne m'a convoqué que pour me notifier la décision prise et je n'ai pas été admis à fournir aucune explication quelconque.

Et après avoir motivé son attitude et prouvé qu'en cessant de payer le montant des rétributions le gouverneur altérait dans son essence la convention du 24 août, il ajoutait :

J'ai été persuadé qu'une explication loyale aurait dissipé tout malentendu et aurait amené un accord. Mais je n'ai pu exposer la Ville à voir son crédit éventuellement ébranlé. Et c'est dans cet esprit qu'à titre conservatoire, j'ai adressé aux établissements financiers de la place une circulaire où, sans mettre en cause le Gouvernement allemand, j'ai annulé les bons du 30 septembre. Je ne m'interdirais pas, s'il y avait lieu, de les valider de nouveau ultérieurement et même avant l'échéance. Mon seul but était d'éviter, pour le cas où une entente n'interviendrait pas, d'être, en présence de tiers porteurs, exposé à un préjudice.

Il s'agit donc d'un différend sur une question de droit. Et c'est pour cela que l'on m'arrête, que l'on m'emprisonne et que l'on m'exile.

Si cette décision était maintenue, elle constituerait une flagrante iniquité.

Les souffrances que comporte le régime cellulaire ne pèsent en rien dans ma réclamation. Je ne crains pas plus ces souffrances-là que d'autres. Mais je demande à reprendre ma charge — avec ses responsabilités et ses risques — parce que tel est mon devoir et tel est mon droit.

Transféré à la forteresse de Glatz (Silésie) où il avait été interné le 12 octobre après avoir passé, le 10, quelques heures à la prison militaire de Cologne, il y renouvela ses protestations. Il avait refusé de remettre volontairement à la Kommandantur l'argent dont il était porteur, afin de bien affirmer qu'à aucun titre, il ne pouvait consentir à reconnaître la légitimité de son incarcération.

Pendant ses quatre années de détention, il maintint rigoureusement sa manière de voir. Les rigueurs du régime cellulaire n'abattaient ni son énergie, ni sa fierté morale, ni son tenace optimisme. « ... Je ne suis nullement découragé, abattu, ni démoralisé, écrivait-il à son frère. Et je garde la confiance que notre pays, renaissant de ses cendres après la guerre, obtiendra la compensation des épreuves qu'il a subies. »

Il ne se faisait pourtant aucune illusion, car dès le 23 décembre 1914, il pronostiquait que la lutte durerait de trois à six ans. Et c'était lui qui soutenait le courage de ses correspondants, et par ses lettres pleines de verve, de bonne humeur, de commentaires audacieux, et de traits ironiques que laissait passer la censure, maintenait le moral de ses concitoyens et raffermissait leur foi et leurs espérances. Il lui arrivait parfois d'adresser à quelques intimes des strophes charmantes, d'un tour fin et spirituel, et je ne puis résister au plaisir de citer ici — pour la crânerie désinvolte du trait final — les vers qu'il m'envoyait le 13 février 1915.

Je lui avais adressé une épître se terminant ainsi :

... Et l'on entend un bruit de bottes, et de bottes,
De bottes martelant le sol des boulevards
De ce lourd « pas d'airain » vanté par les placards.
Alors, malgré l'air pur, la lumière si belle,
Je me dis, à part moi, devant la ribambelle
Des bottes que je vois, des bottes que j'entends :
« Non, c'est l'hiver encor, ce n'est pas le printemps. »

Le bourgmestre Max me répondit par les strophes suivantes :

Vous avez, cher ami, des talents très divers.
Apollon avec vous habite votre grotte,
Et vous savez, ma foi, faire de fort bons vers
Même à propos de botte.

J'aurais pu craindre ici que l'ennui ne me prît,
Mais de ce lent poison vous avez l'antidote.
Le remède certain, c'est, de vos traits d'esprit
M'envoyer une botte.

Votre médicament est d'un parfum subtil.
C'est comme un léger souffle un peu moqueur qui flotte.
Aussi vous devinez, au fond de mon exil,
Combien cela me botte.

Car on ne trouverait en ces lieux écartés,
Hostiles et déserts, aucun fond de culotte
Où pour se soulager, on ait la liberté
De faire aller sa botte.

Le 26 novembre 1915 il était conduit à Celle-Schloss, via Berlin où il passait la nuit à la prison militaire. Pendant son séjour il fut à deux reprises frappé de trois jours d'arrêts de rigueur pour avoir formulé des plaintes au sujet du régime du camp devant un délégué de la Croix-Rouge Suisse, et pour avoir protesté contre la grossièreté d'un feldwebel. Le 12 octobre 1916, il était transféré à Berlin dans la cellule qu'il avait déjà occupée.

Le 7 mars 1917 il apprit qu'il était accusé : 1° d'avoir conspiré contre la sûreté de l'État; 2° d'avoir correspondu secrètement avec l'ambassade d'Espagne à Berlin ; 3° d'avoir entretenu des relations avec M. le ministre Berryer au Havre ; 4° d'avoir éludé le contrôle de la censure en confiant des lettres à des soldats belges faisant à Celle-Schloss fonction d'ordonnances; 5° d'avoir participé au vol d'un sceau de la kommandantur du camp.

Ces accusations étaient inventées de toutes pièces et le tribunal de Luneburg en jugea ainsi en l'acquittant le 5 octobre suivant.

Le 29 janvier 1918, le bourgmestre Max était ramené à Celle Schloss. On voulut l'y contraindre à se présenter à l'appel trois fois par jour. Le bourgmestre refusa de se soumettre à une exigence qui, malgré son acquittement, amoindrissait sa situation. Il fut mis au cachot du 3 au 11 février, puis du 19 février au 5 mars. Réincarcéré dans sa cellule à Berlin, il y resta jusqu'au 30 octobre 1918. Il fut alors interné à Goslar, avec l'obligation de se présenter chaque jour au commissariat de police. M. Max répondit qu'il se refusait à rester à Goslar sous la dépendance du général-kommando de Hanovre. Le conflit fut résolu par le mouvement insurrectionnel. Le bourgmestre Max en profita pour s'évader. Il apprit en cours de route que son frère et M. l'échevin Jacqmain l'attendaient à Aix-la-Chapelle et il regagna avec eux Bruxelles, après maintes péripéties.

Rentré le 15 novembre, il ne faisait que toucher barre, se rendait le lendemain au château de Lophem où le mandait le Roi, et était reçu le 17 à l'Hôtel de Ville par ses collègues et toute la population dont l'accueil délirant lui fut sans doute plus doux au cœur que tous les honneurs qui allaient lui échoir.

M. le bourgmestre Max a été nommé ministre d'État, promu grand officier de l'Ordre de Léopold, cité à l'ordre du jour de la Nation, élu membre de l'Académie royale de Belgique et nommé vice-président du Conseil supérieur du Congo. Il est depuis novembre 1919 membre de la Chambre des Représentants.

XIV

LEMAN

ANS le confus tumulte du début de la guerre, ce nom surgit brusquement. Au premier coup de canon de Liége, le monde entier le répéta. Pendant dix jours, toutes les pensées anxieuses se tournèrent vers la ville mosane, premier rempart de l'Occident et vers l'homme énergique qui la défendait. Inconnu avant le 3 août en dehors des frontières de son pays, sa popularité fut tout de suite universelle. Une immortelle gloire le consacre aujourd'hui.

* * *

Soldat, fils de soldat, Leman descend, en ligne paternelle, comme en ligne maternelle, de brillantes lignées d'officiers. Ses deux grands-pères s'étaient battus à Waterloo, dans les camps opposés. Son père était un savant, dont une mort prématurée brisa la carrière. Capitaine d'artillerie, professeur à l'école militaire, spécialisé dans les questions de mécanique et de balistique, il avait été sur le point d'être nommé aux fonctions d'examinateur permanent pour les sciences mathématiques, poste que devait illustrer son fils. Celui-ci devait littéralement compléter la vie de son père, poursuivre son rêve, sa carrière, son labeur inachevé. Il est peu d'aussi beaux exemples de continuité.

Le destin est beau qui le fit naître, le 8 janvier 1851, au hasard d'une garnison, à Liége! L'enfant grandit au cœur de l'ardente et vive cité, et fit ses premières promenades sur les collines d'alentour. Une parenté s'établit, dès lors, mystérieuse, entre le paysage et lui. Quels souvenirs d'aurore allaient le hanter, lorsque, revenu soixante ans plus tard en sa ville natale, il allait armer contre l'envahisseur, plus, faire participer à son héroïque défense ces coteaux, ces eaux et ces bois.

Devenu orphelin en 1864, pendant qu'il poursuit à l'*Athénée* de Bruxelles de prodigieuses études, Leman entre à seize ans premier à l'école militaire. Deux ans plus tard, il est à l'école d'application, section du génie ; il en sort premier comme il y était entré. Pendant la guerre franco-allemande, il avait, avec son régiment, monté la garde à la frontière. Capitaine à vingt-trois ans, il est remarqué par le célèbre général Brialmont, qui le charge de nombreux travaux, et notamment d'importantes études pour l'utilisation du fer et de l'acier dans les constructions défensives. La réputation du jeune savant fut bientôt telle que c'est au capitaine Leman qu'on recourut lorsque, des doutes s'étant élevés sur la stabilité du Palais de justice de Bruxelles, alors en construction, il fallut décider la continuation ou l'interruption de ce gigantesque travail.

Détaché à l'état-major du génie, puis chef du bureau technique du ministère de la Guerre, il fut nommé, en 1880, répétiteur d'art militaire et de fortification. Professeur titulaire en 1885, examinateur permanent en 1893, bientôt directeur des études, commandant de l'école en 1906, la vie de Leman s'identifie pendant trente ans avec celle de l'établissement dont peu à peu il relève le niveau jusqu'à en faire un des meilleurs de l'Europe. Les techniciens connaissent ses cours de construction, de géologie, d'architecture, son cours (public) de statique physique, ses « leçons sur la résistance des matériaux » (1895).

Mais ce savant est plus qu'un savant. C'est un homme d'action. Il ne se contente pas de former des esprits, il forme des hommes. Si chacun reconnaît qu'il est un chef, ce n'est pas seulement à son allure et à la froide flamme de ses yeux, c'est à l'empire qu'il exerce sur des générations de jeunes hommes. Certes, c'est beaucoup, pour savoir commander, que de conserver en vieillissant cette allègre vigueur qui vous permet, après le

labeur du jour et parfois de la nuit, de faire cinquante kilomètres à cheval dans la matinée, mais plus que cette force physique et cette souplesse du corps, il faut l'élan perpétuel de l'âme, la culture étendue qui permet d'enseigner la vie en illustrant la science, et de faire des élèves d'une école plus que des savants : des chefs aussi.

Pour cela, Leman ne néglige rien. Il s'inquiète de tout, il dirige tout. Tout dans son école est bientôt marqué de sa forte empreinte, le corps professoral réorganisé, entretenu par une collaboration constante, merveilleuse réalisatrice d'unité, les étudiants suivis, poussés, éprouvés. C'est à lui, en grande partie, que la Belgique a dû ses officiers de la guerre. Le Roi Albert fut son élève aussi.

Cela n'empêche qu'il y eut quelque étonnement quand, en janvier 1914, le général Leman, ignoré du grand public encore, fut désigné par le Gouvernement pour prendre le commandement de la 3e division d'armée, de la circonscription militaire de l'est et de la position fortifiée de Liége.

C'est l'heure où, les avertissements diplomatiques s'étant multipliés, la Belgique termine les plans de réorganisation de son armée, voit jouer les premières lois militaires sérieuses, songe enfin à assurer solidement sa défense. L'importance de Liége apparaît alors capitale. Finie la théorie qui pousse la nation à se précautionner à la fois à l'est et au sud chaque fois qu'elle se préoccupe de sa sécurité. Chacun sait, sent ou devine que l'invasion ne peut venir que du voisin oriental. Liége est vraiment la barrière qui coupe l'entrée du pays. On songe avec amertume aux obstacles rencontrés par Léopold II lorsqu'il s'obstina à entourer la ville d'une ceinture de forts modernes et puissants. Tous ceux qui ont étudié l'histoire militaire, suivi les travaux de Brialmont, lu les œuvres prophétiques du grand Emile Banning, savent que sur la Meuse se joue le sort de l'Occident. Et la Meuse est particulièrement difficile à défendre, puisque le traité de 1839, en arrachant, dans ce but, la moitié du Limbourg à la Belgique et en dessinant sur la rive gauche la tête de pont hollandaise de Maestricht, a créé à Liége la menace perpétuelle, dans sa proximité immédiate, d'être tournée par le nord. C'est pourquoi on ne pourra jamais hasarder à Liége qu'une partie de l'armée, à moins d'une confiance absolue dans le respect par l'Allemagne de la neutralité du Limbourg.

Dès lors, quelle importance immense ont ces forts ! Leman, prenant possession de son poste, les trouve démunis, dépourvus des canons nécessaires, mal préparés pour un siège. Six forts s'alignent sur la rive gauche, Hollogne, Flemalle, Loncin, Lantin, Liers, Pontisse : la Prusse s'est opposée naguère à ce qu'un septième fort fût construit près de la frontière hollandaise, dominant le passage possible de Lixhe. Sur la rive droite, au devant de l'ennemi, s'avancent Boncelles, Embourg, Chaudfontaine, Fléron, Evegnée, Barchon. « C'est par ici qu'ils nous attaqueront », annonce, dès le début, Leman à son aide de camp, en passant sur les hauteurs de Sart-Tilman...

Vraiment il se prépare à la guerre ; les bourgeois de Liége ne le comprennent pas ; les antimilitaristes sourient et s'indignent. Non seulement il arme ces forts, mais fidèle à sa méthode, il entraîne ses hommes. Au printemps de 1914, il met sa division sur pied de guerre, la conduit au camp de Beverloo, l'entraîne, la manœuvre, l'assouplit, la fortifie. Il sait maintenant la valeur de l'instrument qu'il a dans la main.

Et quand l'ultimatum allemand parvient en Belgique, le vieux soldat n'est pas surpris. Il est à son poste.

* * *

« Je fais la guerre ! », déclara plus tard Clemenceau. Leman fit sentir tout de suite qu'il faisait la guerre. Maurice des Ombiaux a raconté les altercations du général avec certaines personnalités liégeoises qui ne lui pardonnèrent pas l'énergie avec laquelle, dès que la menace éclata, il fit réquisitionner les vivres et le bétail, sauter les villas d'alentour, raser les bois, abîmer le pays qui, du jour au lendemain, devint dans toute son horreur et sa beauté un paysage de guerre : « Vous me dites que la guerre n'éclatera pas, disait-il le soir de la mobilisation à une autorité locale, dans ce cas vous me ferez enlever mes galons, mais si elle éclate, vous me remercierez à genoux! »

Et le 4 août, à peine l'ennemi avait-il franchi la frontière, à 30 kilomètres des premiers forts, qu'il lance sa première proclamation qui a un beau son d'héroïsme :

Habitants de Liége,

La grande Allemagne envahit notre territoire après un ultimatum qui constitue un outrage.

La petite Belgique a relevé fièrement le gant.

G Lemaire

L'armée va faire son devoir.

La population de Liége accomplira le sien. Aussi ne cessera-t-elle de donner l'exemple du calme et du respect aux lois. Son patriotisme en répond.

Vive le Roi ! Vive la Belgique !

Celle de von Emmich lui répond aussitôt avec hypocrisie et déloyauté :

A mon plus grand regret, les troupes allemandes ont été forcées de franchir la frontière par une contrainte inévitable : la neutralité belge ayant déjà été violée par des officiers français qui, sous un déguisement, ont passé en automobile. Notre plus grand désir est d'éviter un conflit entre des peuples amis jusqu'à présent et autrefois alliés. Souvenez-vous de Waterloo, où les armées allemandes ont contribué à fonder l'indépendance de votre pays ! Mais il nous faut le chemin libre. Les destructions des tunnels, des ponts, des voies ferrées, devront être considérées comme des actions hostiles. J'espère que l'armée allemande de la Meuse ne sera pas appelée à vous combattre. Nous voulons le chemin libre pour attaquer ceux qui veulent nous attaquer. Je garantis que la population belge n'aura pas à souffrir des horreurs de la guerre ; nous paierons les vivres et nos soldats se montreront les meilleurs amis d'un peuple pour lequel nous éprouvons la plus haute estime et la plus profonde sympathie. C'est de votre sagesse et de votre patriotisme bien compris qu'il dépend d'éviter à votre pays les horreurs de la guerre.

LE PRINCE LÉOPOLD ET LE GÉNÉRAL LEMAN

Ah ! comme il ignorait celui-là l'enthousiasme qui nous saisit tous en ces premiers jours d'août, qui transforma la nation la plus paisible du monde, qui lui fit sentir avec acuité l'injure que constituaient de tels appels. Les héros de Liége *devaient* être magnifiques : ils avaient derrière eux le peuple tout entier dont les âmes diverses, en ces moments uniques, n'étaient plus qu'une âme volontaire et obstinée.

Ils étaient trente mille, eux, les artilleurs de la forteresse et les fantassins des intervalles. Trente mille — dont beaucoup de vieux rappelés — pour défendre un front plus étendu que celui que six divisions eurent à défendre plus tard sur l'Yser. Aussi avec quelle assurance s'avançaient les régiments allemands, forts de leur lourdeur rapide, de leur épaisseur carrée, incapables de croire que quelques milliers de soldats allaient les tenir en échec. Ils voient, d'une part, la faiblesse de l'adversaire, d'autre part l'extrême importance de la ville qu'ils veulent prendre en quelques heures. « Il fallait agir sans délai, avouera plus tard dans une publication officielle le grand état-major allemand. De tous côtés, l'Allemagne était pressée. Nous devions assurer rapidement l'invasion du territoire ennemi. Il fallait prendre Liége dans le plus bref délai. Le siège rapide de la forteresse était une opération préliminaire indispensable à une campagne victorieuse dans l'ouest. » Peut-on être plus explicite que ce style à répétitions ? Les Allemands avaient compté sans le général Leman.

Six brigades d'infanterie allemande renforcées par de la cavalerie légère, de l'artillerie, des pontonniers, des cyclistes, avaient franchi la frontière le matin du 4 août. La 34e brigade partie d'Aix-la-Chapelle était entrée en Belgique par Gemmenich : son objectif était d'aller percer sur la rive gauche l'intervalle Loncin-Pontisse, après avoir franchi la Meuse à Visé. La 14e brigade, — la brigade Ludendorff, — partie de Prentz et entrée par Henri-Chapelle, devait enlever l'intervalle Evegnée-Barchon ; la 11e brigade, débouchant par Eupen et Verviers de la vallée de la Vesdre, était chargée

de passer entre les forts de Fléron et de Chaudfontaine, la 38e brigade venant de Malmédy et la 43e venant de Ligneuville — en Wallonie prussienne — étaient entrées par Francorchamp et Stavelot pour enlever la zone Ourthe-Meuse. La percée devait être faite simultanément par les six brigades, et réussir en une fois, le 5 août. De plus, une division de cavalerie devait passer sur la rive gauche et détruire les voies de communication et de retraite des défenseurs de Liége.

Dès le 4 au matin, cette division trouve Visé solidement défendue par des détachements légers ; elle doit battre en retraite, et remplace la destruction des communications belges par l'incendie de quelques villages. Aux flammes qui montent de la frontière du Limbourg répondent celles qui surgissent de la vallée de la Vesdre et de celle de l'Amblève. Tout de suite l'Allemand détruit et fusille.

Le 5 août, l'artillerie des forts est si vive et si nourrie — défense imprévue — que l'assaut général est remis de plusieurs heures. Ce n'est que dans l'après-midi que des cavaliers réussissent, en aval de Visé, à gagner la rive gauche, tandis que d'autres sont bousculés à Plainevaux, malgré leur immense supériorité numérique, par le 2e régiment de lanciers. Nous voyons, dans le récit de l'état-major allemand, que nous suivons ici pas à pas, le général von Emmich se consoler de ce retard en conjecturant que la surprise n'en sera que plus vive, les Belges croyant certainement que l'infanterie ennemie n'avancera pas avant la destruction complète des forts.

Une première tentative a lieu dans la journée. Un parlementaire est dépêché au général Leman, il demande le passage. Leman refuse net. Aussitôt, sous le couvert d'une puissante artillerie, sont attaqués les forts de Chaudfontaine, de Fléron, d'Evegnée, de Pontisse et de Barchon. Là seulement les lignes belges sont percées. Leman lance au point faible sa 11e brigade qui rétablit la situation.

Ce sont partout des troupes fraîches qui entrent en scène à minuit pour le grand assaut. Première grande nuit tragique de cette guerre où déferle à larges vagues cette armée qui veut submerger l'Occident ! Ceux qui l'ont vécue ne perdront jamais le souvenir de cette épopée : les forts silencieux qui, soudain, se hérissent, tonnent, anéantissent les bataillons et les régiments ; d'autres bataillons qui s'avancent, hardis, dans les intervalles où la mince ligne de nos soldats reçoit le choc sans presque faiblir. Un chef admirable, brave entre tous, le général Bertrand, anime de son ardeur cet immense front où il n'a pu déployer qu'un rideau : les minces réserves qu'il a constituées voyagent d'un intervalle à l'autre, donnant chaque fois l'impression de troupes neuves : un mot du chef au passage les a renouvelées. Et, par derrière, les flammes des villages qui rougeoient tragiquement sur la croupe des collines ou au fond des ravins ! Les 43e et 38e brigades allemandes, parvenues à Ougrée après des heures de combat, n'y purent tenir que quelques heures. La journée du 6 les verra refoulées à Esneux. La 11e brigade s'empara de Beyne-Heuzay, mais pour être rejetée jusqu'à Magnée, elle devra reculer encore jusqu'au sud de ce bourg. La 34e brigade gagna Herstal de vive force : elle en fut chassée presque aussitôt. Pendant l'heure qu'elle y passa, un groupe d'officiers et de soldats recommençant une tentative ébauchée la veille, et se rendant compte que Liége, c'est avant tout Leman, formèrent le dessein de se glisser en ville et d'aller tuer le général ou l'enlever. Au petit matin, le commandant Marchand qui prenait l'air à la porte des bureaux de l'état-major, rue Sainte-Foi, entendit une rumeur qui approchait ; la foule nocturne criait : les Anglais ! les Anglais ! Soudain, il fut assailli par un parti de cavaliers, se défendit héroïquement, tomba. Passant par-dessus son cadavre, les soldats envahissaient la maison et eussent atteint leur but si un gendarme belge n'avait jeté Leman par la fenêtre dans le jardin d'une maison voisine, tandis que ses camarades mettaient en fuite les assaillants... Les survivants de ceux-ci ne retrouvèrent qu'à Navagne, à la frontière limbourgeoise, leur brigade en retraite...

Seul des chefs allemands, au cours de cette nuit et de la journée qui suivit, le général Ludendorff parvint à maintenir ses faibles gains. Débouchant de Micheroux sur le village de Queue-de-Bois, il s'installa dans celui-ci après des alternatives pénibles, mais put tenir bon.

S'il faut en croire les Allemands, sans Ludendorff le général von Emmich eût ordonné de suspendre les opérations pour permettre à l'armée assaillante de prendre haleine. Ludendorff, exploitant son demi-succès de la veille, réussit, le soir du 6, à dominer Liége du haut des coteaux et à bombarder la ville. Le reste des troupes enne-

mies demeura dans l'inaction. Cela permit au général Leman de retirer de la rive gauche la 3e division épuisée et de l'envoyer rejoindre l'armée de campagne. Il fallait éviter l'encerclement inévitable. Estimant que les forts de Liége ne devaient plus servir que de forts d'arrêt, et décidé à y tenir jusqu'à la mort avec leurs garnisons de vieux troupiers, le gouverneur préférait conserver à la Belgique, pour les batailles plus décisives, sa plus belle unité combattante.

SALUT AU DRAPEAU DU GÉNÉRAL LEMAN PENDANT L'EXÉCUTION DE L'HYMNE NATIONAL

Au nom de la Nation, je vous salue, officiers et soldats de la 3e division et de la 15e brigade mixte. Vous avez rempli tout votre devoir; vous avez fait honneur à nos armes et montré à l'ennemi ce qu'il en coûte d'attaquer injustement un peuple paisible, mais qui puise dans sa juste cause une force invincible ; la Patrie a le droit d'être fière de vous !

Ainsi le Roi Albert s'adressait-il, dans sa proclamation du 7 août, aux héros de Sart-Tilmant et de Boncelles. Il les réconfortait ensuite en leur montrant qu'ils ne resteraient plus dorénavant comme à Liége, isolés :

Soldats de l'armée belge, n'oubliez pas que vous êtes à l'avant-garde des armées immenses de cette lutte gigantesque, et que nous n'attendons que l'arrivée de nos frères d'armes pour marcher à la victoire !

Mais d'autres, — les sacrifiés, — restaient seuls, plus seuls encore dans les casemates de la ville mosane. Leur rôle, et au milieu d'eux celui du général Leman, allait encore grandir !

* * *

La forteresse de Liége est prise, proclamait, le 8 août, le communiqué allemand Berlin pavoisa. La forteresse n'était pas prise. Ludendorff, après avoir bombardé la ville, vide maintenant de troupes, avait envoyé des détachements, le 7, à une heure du matin, occuper les ponts. Lui-même s'était installé à la Chartreuse, vieux fort désaffecté aux confins de la ville. Pas plus que ses troupes, il ne se sentait en sûreté. « La situation de la 14e brigade, écrit le rapport allemand, était particulièrement critique. Isolée, sans liaison aucune avec l'armée — battue partout — forte à peine de 1 500 hommes avec un approvisionnement très faible de munitions, elle se trouvait enfermée dans un cercle de forts intacts et entourée d'ennemis. Il fallut bientôt prendre une résolution désespérée... » Est-ce là le langage d'un vainqueur ?

La résolution désespérée fut celle par laquelle le général von Emmich, arrêtant le recul de ses régiments, les avança dans Liége abandonnée à la suite de la brigade Ludendorff. L'armée d'invasion ne pouvait déboucher de la ville où elle était littéralement contenue par nos ouvrages. Elle entreprit de réduire les forts l'un après l'autre en les attaquant à revers. Une puissante artillerie fut mise dans ce but à sa disposition.

Leman s'est retiré au fort de Loncin qui coupe aux ennemis la route et le chemin de fer de Bruxelles. De là, il commande la résistance de la forteresse. Par le téléphone d'abord, puis, quand les lignes sont brisées, par des équipes volontaires de coureurs et d'estafettes, il entretient l'ardeur de ses subordonnés, donne des ordres, entend les nouvelles. Il y a tout autour de Liége une couronne d'héroïsme allègre. On contera longtemps les expéditions des détachements envoyés de

Loncin même par le commandant Naessens pour surprendre les bataillons adverses, détourner vers les forts les convois de l'ennemi, anéantir les patrouilles. Et peu d'épisodes, dans toute la guerre, sont plus émouvants que la retraite au long de deux nuits de huit cents fantassins que les ordres n'avaient pas touchés dans les bois de la rive gauche et qui, à travers le pays peuplé d'ennemis, réussirent, sans perdre un homme et un fusil, à rejoindre l'armée de campagne.

Le 8, Fléron et Barchon sont attaqués en force. Barchon tombe après un jour d'agonie. Fléron tient. Le 10, s'établit le siège en règle de Fléron et d'Evegnée. Le 11 au soir, Evegnée succombe; Fléron tient toujours. Le 12, à 6 h. 45 du soir, l'artillerie lourde est en place. Leman entend, pour la première fois, la voix formidable de ces 420, dont il avait prédit, naguère, — au milieu du scepticisme général, — l'apparition prochaine. Les premiers obus tombent sur Pontisse qui désorganise à Lixhe le passage de l'armée von Einem et que vingt assauts, depuis le 10 au matin, n'ont pu réduire. Pontisse ne hissera le drapeau blanc que le 13 à midi et demi. Le soir, Chaudfontaine capitule. Embourg, écrasé, le suit. Le 14, c'est le tour de Liers, qui a résisté victorieusement jusque là. Fléron, qui semblait invincible, subit, pendant tout l'après-midi du 13, le tir des minenwerfer lourds et une ruée répétée d'une infanterie acharnée que soutient, de ses abois furieux, une nombreuse artillerie de campagne... Fléron succombe ; l'armée allemande pourra dès lors se mouvoir à son aise sur le plateau de Herve.

Boncelles — entre Meuse et Ourthe — ne hissera le drapeau blanc que le jour de l'Assomption, à huit heures. Ce même jour, à midi, Lantin est pris. Toute la grosse artillerie va maintenant concentrer son tir sur le fort de Loncin, où, encouragés par la présence du chef tenace et volontaire, les combattants, à la suite de l'admirable commandant Naessens, ont décidé qu'ils ne se rendraient jamais, et se sont, par un serment unanime, voués ainsi à la mort certaine.

Les projectiles lourds s'abattent près des coupoles qui répondent avec furie. C'est l'orage monstrueux, la bataille où l'on se voit à peine, où les héros étouffent dans les couloirs, les casemates, les chambres de tir, dans l'odeur atroce de la poudre et des excréments. Dans sa cellule, au centre de l'ouvrage, Leman en reste l'âme, comme il fut l'âme de ce Liége dont la prise a été célébrée le 8, et qui n'est pas encore emportée ! On est aveugle et sourd, plus de communications, plus d'appels, plus d'air. Et le spectacle est encore plus tragique quand on le contemple du côté allemand. Ces centaines de canons tournés vers le monticule farouche, les minenwerfer, des pionniers amenés en renfort, les batteries faisant de tous les coins de la « cité ardente », jaillir leurs hautes flammes, les gigantesques 420 entrant en action. Tout cela qui est formidable, l'est bien plus encore quand on voit, au centre du cercle de feu, la motte de terre verte que cet enfer doit emporter et où, force supérieure à tous les canons du monde, palpite et résiste une âme invincible !

Le premier obus de 420 tombe sur le fort à 4 heures de l'après-midi. Chaque fois, le fort oscille, la terre monte en gerbes noires. A l'intérieur, aucun courage ne faiblit. Chacun lit dans les yeux de son voisin le reflet du serment sacré, chacun regarde en face la mort, nul ne songe à se rendre. A 5 heures, vingt coups ont été tirés : l'ennemi ne peut comprendre que l'ouvrage tienne encore. A 5 h. 15, au vingt-cinquième coup, les villages d'alentour voient le fort tout entier qui se soulève sous l'effet d'une immense explosion. L'artillerie se tait. L'infanterie accourt, elle ne trouve plus que l'énorme chaos d'informes débris.

Presque tous les défenseurs étaient morts, d'autres, blessés et sans connaissance, gisaient sous les décombres. Parmi eux, les Allemands relevèrent, à la soirée, Leman ensanglanté, inanimé.

Ce qui éclate dans ses yeux quand il revient à lui, c'est la douleur profonde de survivre. Ce qui le tient ravivé, c'est qu'il apprend qu'entre Loncin et la Meuse tiennent encore deux forts de la position : Hollogne et Flemalle. Il est prisonnier, soit ; mais Liége n'est pas emporté. La bataille continue.

Les Allemands envoyèrent à Hollogne et à Flemalle des parlementaires pour prêcher l'inutilité de la résistance et demander la capitulation. Devant un premier refus, les parlementaires invitèrent les deux commandants à venir voir les ruines du fort de Loncin : elles leur montreraient l'inutilité de la résistance. Ces officiers sont de la trempe de leur chef. Ayant accepté l'invitation, ils voient moins le plus terrible exemple de destruction que le plus exaltant spectacle d'héroïsme. Ils demandent à voir le général Leman. Et aussitôt,

on accède à leur désir. On pose, en leur présence, au grand vaincu, la question à laquelle la réponse n'est pas douteuse : « Ne doivent-ils pas capituler? » Et la réponse est celle que n'attendaient pas les Allemands, mais que les nôtres connaissaient d'avance : « Un vaillant soldat, répond le chef, ne remet pas son ouvrage avant qu'il ait été bombardé. » Ainsi Leman prisonnier commande, résiste encore.

Dans la nuit profonde, on reconduit les officiers belges. Il est entendu que si le lendemain, 16 août, à 6 heures du matin, le drapeau blanc n'est pas visible au faîte de leurs forts, les 420 entreront en action. A 6 heures précises, le 16, l'artillerie ouvrit le feu. Flémalle ne tomba qu'à 9 heures, Hollogne à 10 heures. La place de Liége qui, d'après les prévisions allemandes, devait être prise le 5 août, avait tenu douze jours et coûté à l'ennemi quarante mille morts.

Leman vaincu était vainqueur, puisque sa résistance avait atteint et dépassé son but : retarder l'exécution d'un plan qui devait se réaliser rapidement pour réussir. Le sort de la guerre se jouait à Liége. Sans Liége, la victoire finale était compromise ou perdue.

Et la gloire de la garnison et de son chef fut bientôt telle que, les communiqués alliés n'ayant rien dit de la chute des derniers forts, certains montagnards des Ardennes crurent longtemps qu'ils résistaient encore. J'ai rencontré en 1917 des paysans du Grand-Duché de Luxembourg qui, arrivant en Suisse, déclaraient que trois forts de Liége — après trois ans — tenaient toujours. Ainsi, tout de suite, la légende continuait l'histoire.

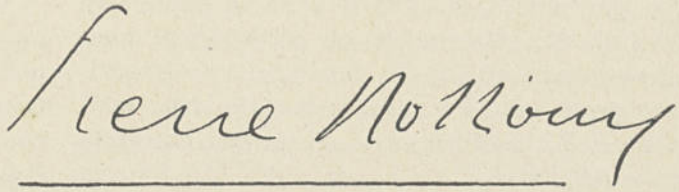
***

Les Allemands laissèrent au général son épée et l'emmenèrent en captivité. Il put encore, le 16 août, faire passer à l'armée de campagne un message par lequel il rendait compte au Roi Albert de sa mission. Sa lettre est une page inoubliable, dont le ton grave et mesuré accentue encore la valeur pathétique :

> Après des combats honorables livrés les 4, 5 et 6 août par la 3e division d'armée renforcée à partir du 5 par la 15e brigade, j'ai estimé que les forts de Liége ne pouvaient plus jouer que le rôle de forts d'arrêt. J'ai néanmoins conservé le gouvernement militaire de la place afin d'exercer une action morale sur les garnisons des forts...
>
> ... Vous apprendrez avec douleur, que le fort de Loncin a sauté hier, à 17 h. 20 environ, ensevelissant sous ses ruines la maieure partie de la garnison... Si je n'ai pas perdu la vie dans cette catastrophe, c'est que mon escorte m'a tiré d'un endroit du fort où j'allais être asphyxié par le gaz de la poudre. J'ai été porté dans le fossé où je suis tombé...
>
> L'artillerie allemande, en faisant crouler le fort, avait produit dans le fossé un tel amoncellement de décombres et de blocs de béton qu'il s'était créé en capitole du fossé de gorge une véritable digue allant de la contrescarpe et ouvrant un passage direct à l'infanterie allemande. Je suis certain d'avoir soutenu l'honneur de nos armes. Je n'ai rendu ni la forteresse ni les forts.
>
> Daignez me pardonner, Sire, la négligence de cette lettre. Je suis physiquement très abîmé par l'explosion de Loncin.
>
> En Allemagne, où je vais être dirigé, mes pensées seront ce qu'elles ont toujours été : la Belgique et son Roi. J'aurais volontiers donné ma vie pour mieux servir, mais la mort n'a pas voulu de moi.

Tout l'homme était là. Le savant précis, l'esprit froid, le cœur chaud — et ce regret d'avoir survécu.

Après la longue captivité, le triomphe du retour... Les ovations à travers la Suisse et la France, le Roi Albert courant à sa rencontre à Paris, le travail ardent encore du vieillard, pour qui la guerre n'était pas finie, la rentrée en Belgique au milieu de l'enthousiasme unanime, tout cela s'effacera, disparaîtra toujours à côté du récit de Liége et de ces mots simples et beaux dont Verhaeren tira un de ses plus fiers poèmes : « Daignez me pardonner, Sire, la mort n'a pas voulu de moi... »



XV

LE SOLDAT BELGE

Un soir du mois d'août 1918, comme nous montions de garde aux environs de Langemarck, dans un petit poste pas très éloigné de l'ennemi, l'horrible et magnifique champ de bataille nous apparut à la lueur d'une fusée : pays sans forme constitué de trous, de fondrières, de mamelons, de tertres, de mares stagnantes, de débris épars et mêlés, et de cubes de béton éparpillés par-ci par-là. La fusée s'évanouit. Quelques balles sifflèrent. Une mitrailleuse hoqueta. Puis le silence s'établit, souverain, impressionnant, formidable. La nuit nous cernait avec son mystère et son indéfinissable angoisse. Nous étions seuls, au coin d'un bloc de béton, protégé par quelques sacs tassés les uns sur les autres. Trente mètres au moins nous séparaient du poste principal, qu'occupaient nos hommes. Jamais plus peut-être, nous ne pourrons retrouver cette impression de solitude, de complète solitude, ni ressusciter en nous la suite étrange des méditations que l'heure, le décor, la vie muette du silence et de l'ombre développèrent en notre cerveau. Mais en ouvrant notre carnet de campagne à la date du lendemain matin de cette nuit semblable à tant de nuits des années 1914 à 1918, nous avons épinglé ces mots : « La nuit a été longue. Nos soldats sont de braves gens. »

Nous retrouvons fréquemment ces mots, ou d'autres d'un sens équivalent, au hasard des feuillets auxquels nous avons confié, durant les mois de guerre, nos pensées fuyantes ou le résumé de nos songeries. Et chaque fois que, depuis la fin des hostilités, nous avons eu l'occasion de nous retrouver en société des hommes avec lesquels nous avons vécu les dures années de lutte, nous avons eu l'irrésistible envie d'exprimer encore la même opinion.

Le Belge n'avait guère de préparation militaire. Notre nation ne se croyait pas vouée à des destinées à la fois malheureuses et glorieuses ; fort peu de jeunes gens chez nous s'étaient attendus à devoir, quelque jour, faire le coup de feu par nécessité patriotique.

Néanmoins, l'âme du peuple optimiste et confiant se trouva, dès l'origine de la crise, dès 1914, à la hauteur des tragiques événements. L'armée mal organisée, mal équipée, mal préparée, l'armée insuffisante de Belgique, arrêta l'élan des masses ennemies à Liége, retarda la vitesse de leur marche forcée sur la France, ébranla leur trop superbe confiance. A Haelen, elle brisa l'impétuosité d'un assaillant tumultueux, et sous Anvers, au simple appel des troupes alliées préparant la bataille de la Marne, elle pénétra avec entrain, au pas de course, dans les lignes ennemies. Épuisée, en guenilles, meurtrie, elle accomplit splendidement la retraite d'Anvers à l'Yser, où chacun lui promettait le repos tant mérité, et où, tout à coup, elle eut à rebander ses nerfs, à s'arc-bouter, à s'accrocher à son dernier pouce de territoire et à livrer cette épouvantable mais admirable bataille de l'Yser. Puis, dans la boue des Flandres, sous les obus et les balles, durant quatre années de ténacité, elle se reforma, s'éduqua, s'organisa, résistant en avril 1915 à la première vague des gaz empoisonnés de l'ennemi, poussant en 1917 une audacieuse pointe offensive dans la presqu'île de Luyghem, arrêtant en mars 1918 l'assaut formidable de troupes ennemies dans le secteur de Poelcapelle, et accomplissant enfin, à l'automne de 1918, cette ruée irrésistible vers la délivrance de son pays.

Nous avons une âme essentiellement pacifique, nous ne sommes pas militaristes et cependant nous croirons toujours que notre séjour dans les tranchées et les camps militaires des Flandres nous a été salutaire. Volontiers, autrefois, le Belge eût raillé ses propres défauts et jusqu'aux

excès de ses vertus personnelles. Depuis la guerre, sans céder à un orgueil exagéré, le Belge a appris à se connaître, à estimer sa valeur, et l'éloge auquel on nous convie, l'éloge du soldat belge, n'a rien d'outrecuidant.

Le Belge a en lui un fond de gaminerie et de mutinerie indisciplinées qui, de 1914 à 1918, en dépit des privations et des souffrances, malgré l'exil et l'isolement, maintinrent dans l'armée un moral étonnant. Mille traits de cette espièglerie frondeuse ont été décrits dans les successions d'ouvrages que la guerre a fait éclore. La vie dans les camps, les villages de cantonnement et les tranchées de l'Yser, ne cessait d'en donner des preuves. Aux tranchées, s'agissait-il d'accomplir une « corvée », d'emplir des sacs de terre et de transporter ces sacs pour en constituer des parapets ou des parados, notre soldat maugréant, sacrant, bruyant et maussade, n'en fournissait pas moins sa part d'énergique, ponctuel et rapide labeur. Aux postes dangereux, par fanfaronnade puérile, par humeur aventureuse, le Belge s'exposait, bravant et narguant l'ennemi, et peut-être, simplement, parce que la consigne le défendait. Le mitrailleur de première ligne s'efforçait de régler les pressions sur sa gachette de manière à rythmer dans la nuit une cadence de musique ironique. Le grenadier, sans souci des événements possibles, se servait de grenades pour « pêcher » des poissons dans l'Yser. Parce que le service du ravitaillement s'obstinait à leur servir des harengs détestables, les hommes d'une division formaient d'un arbre à l'autre des arcs de triomphe... avec une ficelle, à laquelle pendaient les harengs critiqués, ou bien, dans une tranchée, ayant mis un hareng dans une boîte à cigares, en guise de cercueil, ils enterraient solennellement le poisson, et sur le tertre minuscule érigeaient une croix avec l'inscription « Ci-gît un hareng immangeable. » Aux concours sportifs organisés un peu partout à proximité des cantonnements, les soldats oubliant la guerre, l'exil et les dangers, prenaient d'enthousiastes provisions de réconfort moral. Dans les théâtres que Sa Majesté la Reine avait offerts aux armées, des troupes s'improvisaient, des talents se révélaient. Toutes ces distractions, tous ces plaisirs entretenaient d'excellentes dispositions dans le caractère et l'humeur de ceux qui, mobilisés sous les drapeaux du Roi Albert, représentaient, sur l'immense ligne du front d'Occident, la part de sacrifice assumée par la Belgique. On n'a jamais fait en vain appel à la bonne volonté et au courage de notre armée. Durant toute une partie de la guerre, un régiment d'artillerie belge n'a-t-il pas, sans compter, travaillé dans l'un des secteurs défendus par l'armée anglaise? Lors de l'offensive de la Somme, notre artillerie lourde et nos bataillons des chemins de fer de campagne n'ont-ils pas apporté aux troupes de France et de Grande-Bretagne leur aide efficace? Après l'offensive des Flandres, les compagnies de travailleurs auxiliaires du génie belge n'ont-elles pas admirablement contribué à la remise en état des routes pour les Anglais? Quand les Allemands assaillaient le Mont Kemmel, les avant-trains de notre artillerie ne ravitaillèrent-ils pas les artilleurs franco-britanniques? Enfin, chaque fois que, de 1914 à 1918, il fut demandé aux troupes de Belgique de contribuer à un effort commun ou localisé des Alliés, nous tenons pour certain que

SOLDATS BELGES EN TENUE DE CAMPAGNE

satisfaction fut donnée : nous n'en voulons pour preuve que la série des défenses, sorties, offensives et marches en avant fournies par nos modestes, mais courageuses légions.

Les Belges ont toujours eu l'humeur aventureuse. Ils furent plusieurs, autrefois, à tenter l'équipée malheureuse du Mexique. L'Afrique a connu plus d'un héros belge. Durant la guerre, nos auto-canonniers ne s'illustrèrent-ils pas par mille traits héroïques et déjà légendaires sur les champs de bataille sanglants, où évoluaient, avec des flux et des reflux, les masses incohérentes des armées russes ? Lorsqu'il s'agit d'entreprendre la campagne du Sud-Africain, des centaines et des centaines de jeunes soldats, la plupart appartenant aux classes aisées de la société, s'offrirent et, arrivés au Congo, par deux fois, infligèrent une dure leçon aux troupes allemandes et entraînèrent, par leur exemple, les troupes coloniales britanniques.

Nous nous souvenons fort bien des soirs où l'on préparait dans nos tranchées des raids à entreprendre dans les lignes de l'ennemi. On demandait vingt hommes... toute la compagnie se présentait. Quand on s'occupa de former les escouades de patrouilleurs destinés à être employés à des reconnaissances ou des enlèvements de postes, il fut très difficile de faire un choix, car tout le monde voulait en être.

Et que de traits d'héroïsme ne signalerions-nous pas? Le héros de Pont-Brûlé, le caporal Trésignies, dont naguère nous avons conté l'histoire sublime (1), un homme du peuple qui, par dévouement patriotique, fit le sacrifice de sa vie, n'est-il pas une image splendide du courage et de l'abnégation de nos soldats?

La Flandre, celle que tant de poètes ont chantée, n'est pas toujours le pays conventionnel qu'un certain usage littéraire semble avoir voulu créer. Au temps où nous y vivions la vie des guerriers, en maints endroits, les vastes étendues de plaines, de pâturages, de prairies et de champs avaient disparu pour faire place à de larges marécages, à des sortes d'étangs endormis. Le site qui sert de décor au fait dont je veux parler, était un de ces paysages inondés de cette Flandre réelle et nouvelle.

(1) Cf. M. GAUCHEZ, *Ce que j'ai vu de la Meuse à l'Yser*, Paris, A. Fayard, 1915.

La ligne des tranchées belges y était assez distante de celle qu'occupait l'ennemi. Devant notre parapet le plus avancé, un réseau de fils de fer barbelés barrait la dernière langue de terre où l'on pût encore s'aventurer. Puis il y avait de l'eau...

Il y avait de l'eau jusqu'aux lointaines défenses accessoires des Allemands. Il y avait de l'eau verte et sale, grise et sale, de l'eau qui restait immobile, mais que le vent, en la ridant de mille et un ourlets, semblait pousser à d'interminables voyages vers des horizons imprécis et mystérieux. Il y avait de l'eau, d'où émergeaient parci par-là des touffes de roseaux que l'hiver avait jaunis et desséchés, comme de pauvres couronnes fanées au pied d'une tombe. Parfois, isolé, un arbre rabougri, éperdu, un saule nerveux comme un homme, se soulevait hors du gouffre liquide : il avait l'air de se recroqueviller sur lui-même, autour du nœud révulsé de son tronc : il semblait, de deux rameaux tendus, implorer qu'on vînt à son secours. Dans cette eau monotone et triste, depuis des années déjà, dormaient les cadavres de 1914 ; et le soir, quand la lune se jouait au revers des ondes légères provoquées par la brise, on songeait à la pâle Ophélie qui se noya dans les temps légendaires.

La nuit vient. Tout dort, dirait-on, sur les deux rives du lac. Ces rives ne ressemblent en rien à celles où s'éplorait le romantisme de Raphaël ; ces rives, jamais, n'auraient entendu Lamartine ourler ses strophes harmonieuses et graves. De temps en temps, pour rappeler la guerre, des fusées font s'effacer les ombres qui couvrent l'inondation ; des coups de fusil crépitent ; les appels traînants des poules d'eau, le vol lourd des canards répondent ; la voix d'une hulotte, là-bas, obstinément, avec des airs d'insister et puis de se fâcher, scande les instants d'ombre et de mystère. De très loin les canons de notre division s'entendent. Des avions vrombissent en l'air et, des tranchées ennemies, des signaux lumineux, en chapelets de feux blancs réguliers et identiques, montent vers le ciel ; les shrapnels, éclatant dans l'air, dessinent une fuyante étoile. Une rumeur grondante, tantôt sourde et tantôt aiguë, se prolonge sans discontinuer.

Le soir a donc noyé d'obscurité le lac neutre qui s'étend entre les deux lignes adverses. Une barque, amenée par le génie, a été mise à l'eau,

REPOSE EN PAIX

Enterrement d'un soldat belge au camp de prisonniers de Munster (Allemagne). — Tableau de *M. Langaskens*

REPOSE EN PAIX
MUNSTERLAGER

devant les fils de fer barbelés belges. Un officier, un sergent, sept hommes, y descendent. Les rames sont distribuées avec des précautions infinies, la barque s'écarte de la berge, tourne, s'oriente, puis s'éloigne. Elle nage mystérieusement. On croirait vivre une légende de quelque époque de cape et d'épée où des héros s'en seraient allés arracher une jolie princesse d'entre les mains d'un redoutable seigneur.

La barque fait de longs circuits, des courbes savantes. Chaque fois qu'une fusée jaillit, l'équipage se blottit, se serre. Parfois, un long instant, l'esquif demeure arrêté, dans l'attente; l'officier s'oriente. Il s'agit d'atteindre là-bas la ligne ennemie, d'en reconnaître la force, d'y surprendre au besoin un petit poste. La tranchée allemande semble abandonnée. Le « nette Fritz », cher aux soldats, ne tire même pas ce soir. Peut-être assis mélancoliquement auprès du jeune Wilhelm, rêvent-ils tous deux de la valse lente des « Vergisst mein nicht », ou de succulentes « Kaiserfleisch mit Sauerkraut » tout aussi chimériques.

La barque nage, audacieuse, petite nacelle où neuf hommes, pleins de force et d'énergie, de tous leurs nerfs tendus, scrutent la nuit, l'eau et le silence; la barque approche, elle n'est plus qu'à cinq mètres du poste ennemi. Chacun y retient son haleine. Les grenades sont armées et à portée de la main, les fusils sont prêts... Un coup de rame encore et... trente lueurs, trente flammes de fusil illuminent le parapet allemand, trente balles sifflent dans le vent, trente balles s'éparpillent dans la barque, autour d'elle, dans l'eau. Une mitrailleuse « rit son fou-rire mortel ». Cela fait un bruit effarant de formidables castagnettes. Il y a des clapotis : deux ou trois cris assourdis, un heurt ; la barque est comme secouée : on dirait qu'elle chavire. D'autres balles passent. Une fusée monte et luit ; l'esquif va à la dérive...

C'est la barque funèbre, plus funèbre que celle où Charles Baudelaire imagina Don Juan, de roc et de pierre, debout à la barre. L'officier belge est touché, incapable de commander, le sergent est tué, deux hommes sont morts, les autres râlent ou geignent.

La barque chemine au gré du vent, emportant vers le hasard et peut-être vers la tranchée ennemie son chargement de chairs sanglantes. Mais un être se remue : un pauvre bougre de simple soldat de deuxième classe : Léopold Belge. Il se soulève : son bras droit, fracassé par deux balles, pend douloureux et inerte. Pourtant, il appelle l'officier à voix basse : « Lieutenant ! lieutenant ! que faut-il faire ? » Et le lieutenant ne répond pas. Alors, dans un sanglot, il s'adresse au sergent : « Sergent ! sergent ! que faut-il faire ? » Et le sergent ne répond pas. Désespéré, l'homme passe une main rouge de sang sur son front et murmure : « Allons ! je vais ramer, courage ! »

Et de son bras gauche, seul valide, le bougre de petit « piotte », le rustre de pauvre « jass » cherche une rame : hélas ! toutes les rames sont tombées à l'eau. Le soldat s'affole, hésite, se croit perdu. Du même geste las, il se passe la main sur le front. La main a frôlé la visière de son casque. Une idée germe. Il se décoiffe. Et se servant de ce casque comme d'une sorte de pagaie minuscule, il redresse le canot. Puis lentement, avec une tenace volonté, il rame avec ce casque. Ahanant, transpirant, souffrant, presque épuisé, il ramène peu à peu la barque dans la bonne direction. Les Allemands lancent des fusées, tirent : il rame Son bras droit le torture : il rame. Parfois il souffle un instant à coups larges et saccadés : il boit une gorgée du café glacé que contient sa gourde, puis il rame, tire, pousse, s'efforce, se multiplie, se dépense, s'éreinte, mais ne s'abat point.

Trois heures durant, dans la nuit, parmi les balles, entouré de blessés et de cadavres, ce mu-

tilé sanglant a ramé avec son casque, sans se décourager. Et lorsque les lueurs de l'aube sont apparues, de la tranchée belge, on a vu s'approcher cette barque funèbre, et on a pu secourir son héroïque pilote.

L'exploit de Léopold Belge ne vaut-il pas les plus belles légendes de l'antique? Nous l'avons noté, entre mille, pour caractériser le courage et l'endurance de nos frères, les soldats de l'armée belge. Et, pour achever de peindre ceux qui constituèrent cette poignée de braves, nous ne croyons pas pouvoir faire mieux que de décrire, en la rappelant sommairement à la mémoire de ceux qui n'y participèrent pas, l'offensive des mois de septembre et octobre 1918, qui, après avoir brisé la résistance ennemie, libéra le sol de notre pays.

A l'aube du 28 septembre 1918, après un bombardement de quatre heures, les troupes belges montèrent à l'assaut des positions fortifiées des Allemands ; l'attaque fut menée de Dixmude à Ypres.

Le Roi, quelques heures avant la bataille, avait lancé à son armée la proclamation suivante :

« Soldats, nous allons livrer un puissant assaut aux positions ennemies. Aux côtés de vos héroïques camarades britanniques et français, il vous appartient de refouler l'envahisseur qui opprime vos frères depuis plus de quatre ans. L'heure est décisive ; partout l'Allemand recule. Soldats, montrez-vous dignes de la cause sacrée de notre indépendance, dignes de nos traditions, de notre race. Soyez sûrs de la victoire. En avant pour le Droit, pour la Liberté, pour la Belgique glorieuse et immortelle ! »

Une pluie fine et serrée s'était mise à tomber, et la tâche de l'armée en était rendue plus difficile. Ni le mauvais état du terrain, ni la résistance acharnée de l'ennemi ne purent arrêter nos soldats. Bousculant les Allemands, ils avancèrent de treize kilomètres en un jour, firent six mille prisonniers et capturèrent de nombreux canons, résultat qui émerveilla le haut commandement français.

On ne peut décrire exactement une bataille. On garde dans sa mémoire le visage de la lutte, tel qu'il nous apparut dans le grandiose et l'horreur du carnage. Les historiens seuls, qui ne vivent les guerres qu'à l'aide de documents officiels, peuvent peindre un champ de combat. Ceux qui ont fait la guerre — la guerre à la guerre, la guerre de douleur et de sacrifice, et non la guerre pour l'aventure et le hasard — ceux-là n'ont que des sensations dans leurs souvenirs, et ne peuvent faire mentir leur émotion au point de la discipliner à se banalement documenter. Nous nous souviendrons beaucoup mieux des journées tristes vécues à l'Yser, dans les tranchées, que des heures de gloire de la bataille dernière.

L'enthousiasme n'est trop souvent qu'un feu de paille. Grisant notre cœur de l'espoir de la victoire, nous avons pourtant porté durant toute l'offensive une angoisse que nous devons être fiers d'avouer. Nous pouvons dire notre inquiétude, si personne ne l'a soupçonnée.

La nuit du 27 au 28 septembre était froide et brumeuse. Depuis le crépuscule, par toutes les routes montant vers le secteur de Kippe-Blanckaert, de Merckem, de Bixschoote-Langemarck et de Steenstraat, nos régiments d'infanterie s'étaient portés vers les tranchées de première ligne. Vers une heure du matin, un puissant projecteur illumina le ciel, donnant à la fois l'heure exacte et le signal de déclenchement de notre tir de préparation d'artillerie ; un silence impressionnant s'était établi dans la triste région de Dixmude à Ypres.

Le bombardement, mené par des milliers de bouches à feu, accompagné par une canonnade de la flotte anglaise sur les batteries côtières ennemies, fut épouvantable. Malgré la lancinante pluie automnale, les cœurs impatients battaient de fièvre et d'inquiétude, lorsque, à 5 h. 30, tandis que toutes nos pièces d'artillerie activaient leur tir de barrage, nos fantassins s'élancèrent, de leurs parallèles de départ, vers les lignes de l'adversaire ; chacun avait mentalement accompli le sacrifice de son existence. Les vagues d'assaut étaient accompagnées de soldats de la télégraphie sans fil et de porteurs d'énormes jalons ; les premiers permettaient de communiquer continuellement aux chefs d'état-major la portée de la progression accomplie ; les seconds, en marquant les limites atteintes par notre avance, avertissaient nos pilotes et nos observateurs aériens. C'est ainsi que, très rapidement, on sut que l'attaque se déroulait à peu près selon les prévisions. Tandis qu'à gauche, du côté du lac et du château Blanckaert — formidable abri bétonné hérissé de mitrailleuses — nos fantassins avaient à briser

une résistance acharnée, à remonter jusqu'à cinq ou six fois à l'assaut des positions allemandes, à droite de Kippe, partis de Merckem et de Langemarck, nos soldats attaquaient hardiment le redoutable repaire ennemi, la forêt d'Houthulst.

A l'angle aigu des routes de Langemarck à Poelcapelle et de Poelcapelle à Houthulst, se tassaient dans des entonnoirs purulents et croupissants les ruines du village de Poelcapelle.

C'est là, qu'en 1917, l'assaut britannique s'était brisé ; c'est de là qu'il avait été refoulé, abandonnant dans le sol fouillé, retourné, dans les restes d'abris à demi écroulés, un char d'assaut planté droit, cambré dans le bourbier. Devant Langemarck, sol bouleversé où plus rien ne rappelait le souvenir du village, toute une pléiade de formidables ouvrages ennemis avaient également, en 1917, arrêté les Anglais. Du côté de Kippe, nos hommes, à plusieurs reprises, depuis un mois, avaient entamé, diminué à coups de bombes et à charges de tonite les blockhaus de l'ennemi. Dans cet arc de cercle, de Poelcapelle à Kippe, nos vagues d'assaut, l'espoir tenace au cœur, leurs officiers les précédant audacieusement, marchaient collant à cinquante mètres notre tir de barrage d'artillerie. La forêt d'Houthulst était là...

Le « Vrijbosch », le bois légendaire de Backeland et de sa bande fameuse, la forêt mystérieuse de la Flandre, celle dont parlaient avec émotion les héros des armées françaises ou anglaises en 1917, la formidable frontière naturelle de cette région de tristesse et d'humidité, presque en un jour, tomba entre les mains de nos soldats. Elle avait été martelée par l'artillerie; ses « drèves » régulières et imposantes avaient été éventrées. Ses fourrés hérissés de mitrailleuses avaient été cernés par des barrières de feu et de poitrines. Ses repaires, ses pièges, ses halliers, tout cela était anéanti. Imaginez une brousse d'Afrique sans soleil, dans une froidure humide, avec par-dessus tout une pluie incessante et fine, une odeur de feuilles mortes, d'humus et de senteurs âcres, rien que des taillis, des fourrés et de puissants arbustes aux gaulis nerveux et souples. La haute futaie est morte, foudroyée debout, ou écroulée, écorchée, déchiquetée, hachée ; les entonnoirs qui, tantôt, dans la plaine nue, étaient comme des plaies au ventre de la terre, apparaissent ici comme des ulcères cicatrisés, autour desquels s'enchevêtrent des végétations. C'est une sorte de « paradou » de cauchemar, une sorte de forêt hantée et qu'un cataclysme aurait ravagée.

Nos hommes montaient, montaient toujours. Tapis avec leurs pièces de 210 dans des abris de verdure et de rondins, des artilleurs allemands et des soldats de la garde, amenés en grande hâte, se sont fait tuer ici, à la grenade ou à la baïonnette. Un de nos fantassins a été touché : son arme s'est enfoncée dans le sol jusqu'au canon du fusil ; le corps de l'homme ne s'est pas écroulé ; en arc de cercle, comme pétrifié dans son geste héroïque et libérateur lancé à la charge, il est là, figé dans le geste souverain de son âpre et noble destin. Ici, au bord de la route, deux mitrailleurs qui se jetaient dans un trou d'obus pour y mettre leur Colt en batterie, ont été foudroyés ; ils sont tombés l'un près de l'autre, leur caisson de munitions gît devant eux, leur mitrailleuse est fichée en terre... Et partout, nos fantassins découvrent des ruines et des ruines, et, précédés de notre tir d'artillerie, ils font taire les « maxim », clouent les servants à leurs pièces et les faces des sacrifiés, avec des yeux grands ouverts grimacent, cireusement blafardes, on ne peut dire si c'est de haine ou de désespoir...

Les Allemands prétendaient avoir été prévenus de la date de notre offensive. La pluie vint changer les routes, fortement martelées par les obus, en de véritables marécages ; nos canons désembourbés de leurs positions premières s'accrochèrent en vain aux carrefours et aux tournants des chemins ; la boue gluante des Flandres paralysait la marche en avant des équipages. Nous vîmes un caisson et son attelage glisser et disparaître tout entier dans un trou d'obus rempli d'eau. Les munitions ne passaient pas, les vivres ne passaient pas, les pièces d'artillerie ne passaient pas, les automobiles d'ambulance ne passaient pas et les brancardiers, les prisonniers, au travers du vaste marécage du secteur d'attaque, ramenaient lentement des théories de victimes. D'autres blessés, tassés dans des abris humides, attendirent peut-être deux jours, dans la forêt sinistre, qu'on vînt les emporter.

Mais si tout le reste était paralysé, arrêté, l'armée de campagne avançait toujours. Le prodige fut bientôt accompli, le village d'Houthulst fut dépassé, Kastergat fut à nous et nos fantassins ne marquèrent le pas que devant la crête de Clercken, attendant que l'artillerie eût repris de nou-

velles positions... Hélas, les routes ne le permirent pas tout de suite. Nos escadrilles d'aviation et des escadrilles anglaises durent porter à nos lignards harassés par des jours de durs combats sous la pluie et sans ravitaillement, des vivres, des bidons de rhum, des caissons de munitions. Nos troupes s'organisèrent un peu. Elles cantonnaient au bivouac dans les fourrés marécageux à la lisière de la forêt. Des chevaux hennissaient de froid ou s'étranglaient à leur licol, et au-dessus des halliers de chèvrefeuille, de fougères et d'orties, de minces colonnes de fumée montaient dans la brume.

Arrêtée au début d'octobre, la bataille se ralluma le 15 au matin, l'artillerie ayant pu refaire ses dépôts de munitions et installer des pièces. Cette fois, le bond heureusement favorisé par la qualité des routes, fut plus aisé et tout aussi rapide. Entre temps, des contre-attaques ennemies avaient été brisées et refoulées, et à présent Roulers tombait, Cortemarck cédait, la forêt de Wynendaele se vidait, Thourout était à nous, et par les routes de Ruddersvoorde, d'Oostcamp, de Aeltre et de Loo-ten-Hulle, nos héros de l'Yser tenaient Bruges, le littoral, Eecloo et les avancées des faubourgs de Gand...

Puis l'armistice survint.

Est-il besoin, après ce simple récit, est-il nécessaire encore d'exalter le soldat belge? Le général de Castelnau, au cours d'une série de conférences qu'il a faites en Belgique, a bien voulu comparer les qualités des fantassins et des artilleurs belges à celles des soldats de France, et le vainqueur du Grand Couronné se connaît en bravoure.

Mais cette flatteuse comparaison n'était pas nécessaire, car le soldat de Haelen, de l'Yser, s'est créé de par son endurance, son courage et sa valeur, un nom qui vivra dans l'histoire. Au surplus, nous, Belge, nous ne pouvons pas trop insister sur les qualités des nôtres ; ces seuls mots suffisent : « Ils ont fait leur devoir, tout leur devoir. »

Maurice Sanchez

LA DÉLIVRANCE

AVANT-PROPOS

Ma première pensée est pour ceux de mes collègues qu'il ne devait pas m'être donné de revoir à mon retour dans ma patrie et qui, disparus pendant la période sombre de l'occupation étrangère, n'auront pas eu comme moi la joie d'entendre sonner l'heure de la réparation et d'assister enfin à la revanche du Droit et de la Justice. Je salue ici respectueusement leur mémoire.

Honneur à tous ceux qui ont occupé un poste de combat dans cette lutte gigantesque, où il fallait que ni un bras ni une intelligence ne demeurassent inoccupés; car le conflit formidable qui, pendant plus de quatre ans, a bouleversé le monde, ne mettait pas seulement aux prises le droit contre la force, c'était bien autre chose encore : c'était l'esprit de justice contre l'esprit de conquête et de domination, c'était la vérité contre le mensonge, la civilisation contre la sauvagerie; c'était contre le despotisme, la démocratie et, pour tout dire en un mot, contre le passé, l'Avenir!

La Belgique et sa capitale ont souffert cruellement dans cette guerre; mais je suis presque tenté de dire que je ne regrette pas l'agression dont notre pays a été l'objet et qui, en l'obligeant à prendre les armes pour la sauvegarde de son honneur, l'a préservé d'un rôle passif dans le grand duel où se jouait tout ce qui fait, pour les nations comme pour les individus, le prix de la vie.

Roi et peuple ont été dignes l'un de l'autre. Ils ont conquis pour nous une gloire immortelle dont le rayonnement enveloppe à la fois les héroïques soldats du front et la population de l'intérieur. La Belgique peut s'enorgueillir de voir désormais son nom inscrit dans les fastes de l'Histoire, à côté de ceux des grandes puissances libératrices du monde et d'avoir, elle aussi, payé de ses douleurs et de son sang la rénovation de l'humanité.

La lutte a été longue et terrible; elle a été, à chacune de ses étapes, marquée de larmes et de deuils; mais qui de vous ne ressent la vigueur qu'y ont puisée nos énergies, les vertus qu'elle a développées dans nos âmes, la force dont elle a trempé nos caractères. Que ces énergies, ces vertus, ces forces, soient mises au service de l'œuvre qui s'ouvre maintenant devant nous!

A propos de 1870, on avait pu dire : C'est toute la France à refaire! A notre tour, nous avons répété : C'est toute la Belgique à refaire! Mais, cette fois, la tâche n'est pas alourdie par le poids de la défaite, par l'amertume du patriotisme blessé. Nous l'avons abordée, voilà trois ans déjà, le cœur gonflé de fierté, d'espérance et de joie. Que tous nos actes s'inspirent de ces deux lois : le souci du bien public et le sentiment de la fraternité!

XVI

LE MIRACLE DE L'ARMÉE BELGE

UAND l'armée belge, après avoir soutenu de durs combats à Liége, à Namur, à Hallen, à Anvers, après avoir opéré une retraite si difficile qu'elle parut miraculeuse, s'arrêta sur l'Yser et s'établit le long du chemin de fer de Nieuport à Dixmude passant par Ramscapelle et Pervyse, elle était réduite à quarante-huit mille fusils. Depuis la Tête de Flandre elle avait parcouru cent cinquante kilomètres, avec l'ennemi sur les talons et pressant son flanc gauche. Sa base avait été transférée à Ostende, mais l'illusion que cette base y resterait définitivement fut vite dissipée. Un conseil de guerre, auquel assistaient le général Pau et Sir Henry Rawlinson, fut tenu à l'*Hôtel du Phare* à Ostende, le 10 octobre 1914. Le général Pau demandait au Roi Albert de boucher la trouée de l'Yser pour empêcher l'ennemi de déborder l'aile gauche des Alliés et lui enlever la possibilité de manœuvrer entre Nieuport et Dixmude. Aussitôt Ostende fut évacué.

On avait demandé à l'armée belge de tenir pendant quarante-huit heures ; elle lutta huit jours, seule avec la brigade des fusiliers-marins qui occupait Dixmude. La lutte était décisive, le sort du monde se jouait de chaque côté d'un talus d'un mètre vingt de hauteur, comme l'a dit Foch. Le péril peut se mesurer à ces quelques lignes que le général d'Urbal faisait parvenir à l'amiral Ronarc'h : « Il y va de notre honneur d'aider les Belges dans cette tâche jusqu'à l'extrême limite de nos moyens. En conséquence, le camp de Dixmude doit être tenu par vous tant qu'il restera un fusilier vivant, quoi qu'il puisse arriver à votre droite... Si vous étiez trop pressés, vous vous enterreriez dans des tranchées. Si vous êtes tournés, vous ferez des tranchées du côté tourné. La seule hypothèse qui ne puisse être envisagée, c'est la retraite. »

Tandis que des fantassins en haillons, couverts de boue, des cavaliers démontés, des canons échauffés, crissant sur des affûts sans glycérine, luttaient désespérément contre l'ennemi qui voulait leur arracher le dernier lambeau de la patrie, M. de Broqueville, chef du Gouvernement et ministre de la Guerre, installé à la mairie de Dunkerque, assurait le ravitaillement de cette armée de quatre-vingt mille hommes, dont tous les services étaient dispersés et pour la plupart réduits, ou à peu près, à l'état embryonnaire. Avec quatre ou cinq collaborateurs, il parvenait à faire face aux difficultés innombrables et sans cesse renaissantes qui se présentaient à lui. Une population lamentable qui avait fui devant l'ennemi remplissait Dunkerque ; il fallait aussi s'occuper d'elle et de sa subsistance et organiser son évacuation. Le ministre trouva une aide précieuse, un dévouement admirable chez M. Terquem, maire de la ville, et auprès des membres de la municipalité.

M. de Broqueville avait déjà montré qu'il possédait les qualités d'un chef. Quand il arriva au pouvoir, il était presque complètement inconnu de beaucoup de Belges qui ne suivaient pas attentivement les choses de la politique. Parce qu'il n'avait jamais battu la grosse caisse, occupé les journaux de ses faits et gestes et qu'il ne s'était mêlé à aucune intrigue, on disait assez facilement : « Quel est ce nouveau venu? D'où sort-il? Il n'est sans doute chargé que d'un intérim ! » Or, jamais ministre belge ne se trouva en présence de problèmes aussi ardus, jamais, non plus, ministre belge n'acquit un prestige comme celui dont jouit M. de Broqueville en face du crime allemand.

Donc, lorsqu'il fut chargé par le Roi, en 1910, de constituer un ministère, M. de Broqueville n'avait jamais joué à la Chambre un rôle de premier plan, il n'était pas un des leaders de la majorité, on ne le citait pas parmi les candidats à la présidence du Conseil. Au lieu de se livrer à des

intrigues de couloir, il s'était contenté de travailler, estimant qu'il gravirait plus sûrement ainsi les degrés du pouvoir ; il avait toujours apporté au Gouvernement un concours précieux, un dévouement éprouvé. Soldat dans le rang, il montra ce qu'on pouvait attendre du chef.

Sa famille, originaire des confins de la Normandie et de la Bretagne, s'était établie dans la Campine, non loin de la frontière hollandaise, il y a un siècle environ. C'est là qu'il débuta dans la vie politique. Nommé conseiller provincial de la province d'Anvers à l'âge de vingt-cinq ans, il s'initia rapidement au maniement des affaires, prenant contact avec les hommes et avec les réalités sociales de la vie.

Pour avoir mis la main à la pâte et parcouru à pas réguliers le stade politique, M. de Broqueville arriva au pouvoir avec une connaissance à peu près générale de tous les rouages de l'État. Les efforts qu'il avait faits à ses débuts pour s'initier de lui-même aux affaires publiques lui rendaient le travail facile.

Sur son lit de mort, le Roi Léopold II avait signé la loi sur le service personnel, dont il avait réclamé l'établissement pendant tout son règne. Il léguait à son neveu la mission de réorganiser l'armée belge en conséquence et de la mettre à la hauteur des périls qui menaçaient l'Occident. C'est au baron de Broqueville que le Roi Albert s'adressa pour réaliser un programme auquel s'opposaient depuis longtemps les politiciens à courte vue. Le choix du Souverain répondait aux nécessités du moment. A un sens pratique, développé tous les jours par l'expérience des affaires et une méthode éprouvée, le nouveau chef du Gouvernement joignait une intelligence vive, primesautière, une curiosité toujours en éveil, une remarquable faculté d'assimilation et le goût de l'action.

Le nouveau ministre prit le pouvoir dans des conditions difficiles ; il fit voter par une Chambre en grande partie antimilitariste, le service général et réorganisa l'armée. Pour atteindre le but qu'il s'était assigné, il dut prendre en mains le département de la guerre, car jusqu'alors, aucun général n'avait eu l'autorité et la vigueur nécessaires pour accomplir une réforme sans laquelle la Belgique n'existerait probablement plus aujourd'hui. Des hommes politiques de premier plan n'avaient-ils pas déclaré que la Belgique possédait une armée qui ne devait jamais se battre? La routine bureaucratique, s'inspirant de ces propos, sévissait à la guerre plus encore que partout ailleurs, paralysant tout progrès. Pour attaquer de front une série d'abus, un manque complet d'initiative, une indolence qui avaient trouvé une sorte de droit dans l'antimilitarisme de la nation ainsi que dans une longue prescription, il fallait, non seulement une connaissance approfondie des choses et des hommes mais une ferme volonté.

Cette fermeté à toute épreuve, M. de Broqueville la possède, mais les angles en sont arrondis par une séduction, qui a d'autant plus de charme qu'elle est basée sur une bienveillance innée et une bonté naturelle. Quand le chef à dû sévir, l'homme, cédant au généreux penchant qui l'entraîne, cherche à adoucir le coup. On a pu voir, depuis qu'il a quitté le pouvoir, que cet homme d'État a placé plus haut que lui-même le but de son activité et que, selon la parole de Coligny, il oublie volontiers tout ce qui a été fait contre sa personne dès qu'il s'agit du bien de l'État.

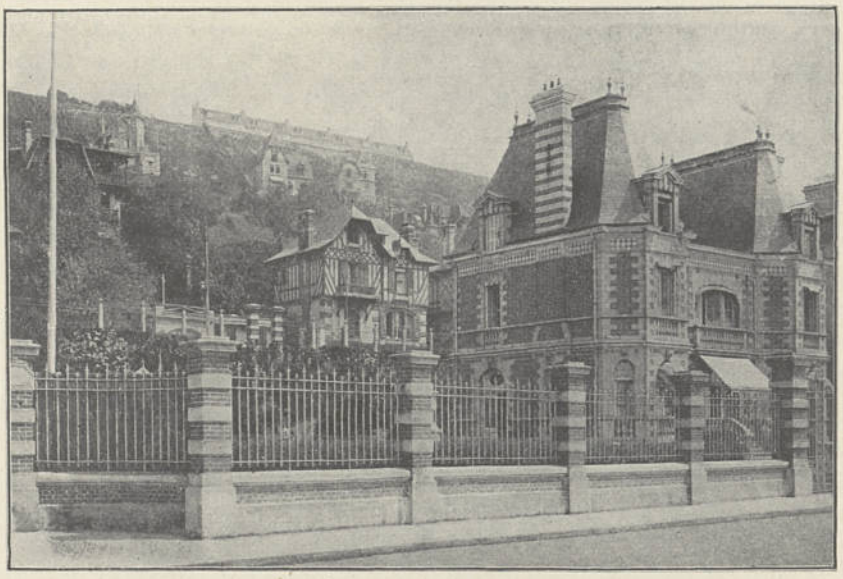
Quand il assuma la charge de réorganiser l'armée, où des généraux avaient échoué, un parti de cavalerie allemande fût entré sans coup férir dans Liége et peut-être même dans Anvers.

M. de Broqueville s'attela à son œuvre avec résolution. Sentant contre lui la camarilla militaire, que toute innovation dérangeait dans sa douce quiétude, il s'entoura de jeunes officiers actifs, intelligents qui, sous son impulsion, se mirent vivement au travail. On rétablit l'ordre et la discipline partout, on reconstitua l'intendance et l'administration de l'armée, on inculqua un esprit nouveau à ceux qui, sur la foi de certains chefs politiques, considéraient la situation d'officier comme une sinécure.

Chacune de ses décisions, chacune de ses mesures était âprement critiquée par une grande partie de la presse, même de celle qui n'était pas antimilitariste, tant l'esprit de parti en Belgique obscurcissait les questions d'intérêt national. Lorsqu'il fallut pourvoir au commandement de la position de Liége, le ministre fixa son choix sur le commandant de l'École militaire. C'était le général Leman. Cette nouvelle fut accueillie par un déchaînement d'indignation. Charger un officier du génie, qui avait accompli sa carrière à l'École militaire, dans l'enseignement et dans les livres, de la défense de Liége et du commandement de la 3e division d'armée, c'était encore bien là une de

ces nombreuses aberrations d'un civil qui ne connaissait rien aux choses militaires !

Bientôt tout ce qui arrivait de Liége, au ministère de la Guerre servit de modèle pour la réorganisation à laquelle on travaillait d'arrache-pied. Les propositions de Leman étaient claires, précises, judicieuses, marquées au coin de la plus haute compétence. Lorsque le général montra, au camp de Beverloo, sa division sur le pied de guerre, elle suscita une admiration telle qu'on la salua du nom de : division de fer ! Leman avait brûlé les étapes et presque réalisé l'impossible.



SAINTE-ADRESSE. — VILLA ROXANE, RÉSIDENCE DU PREMIER MINISTRE

Les événements qui suivirent prouvèrent encore mieux que le choix de M. de Broqueville n'eût pu être meilleur. Les Allemands, qui s'étaient endormis sur leurs renseignements antérieurs, ne se doutaient pas que la Belgique fût capable d'organiser si promptement sa défense avec des moyens quasi de fortune, et cette erreur eut pour eux des conséquences dont on peut apprécier aujourd'hui l'importance.

Cela, c'est un titre impérissable de gloire pour M. de Broqueville. Sans son initiative, sans sa courageuse ténacité, sans son mépris pour les critiques acerbes, dont chacun de ses actes était l'objet, le miracle ne se fût pas réalisé.

Ces mêmes qualités furent plus nécessaires que jamais à partir de l'Yser. On a parlé du miracle de l'armée serbe, qui était parvenue à se reconstituer à l'étranger et à reprendre sa place sur le front de bataille. Que dire de l'armée belge qui fut entièrement réorganisée, en effectifs, en vêtements, en armes, en munitions, en vivres, sans cesser un seul instant de tenir tête à l'ennemi et de lui boucher la route de Dunkerque, de Calais ? Ce tour de force, nul n'eût pu l'accomplir mieux que M. de Broqueville, pour le salut de la civilisation.

***

Le Gouvernement de la République française avait offert, le 11 octobre 1914, au Gouvernement belge, l'hospitalité du Havre. Le 13 octobre, les deux paquebots : *Pieter-de-Konnick* et *Stad-Antwerpen*, portant ce qui restait de l'État belge, à l'exception du Roi, du baron de Broqueville et de l'armée, entraient dans la rade à la fin du jour.

Sous la pluie, le promontoire dressait sa grande masse sombre ; comme à la rampe d'un théâtre, les feux tout à coup s'allumèrent et, tout en haut de la falaise, le phare de la Hève commença de faire tourner ses grands bras de lumière. Après une attente de plusieurs heures, les Belges abordèrent enfin. La municipalité leur souhaita la bienvenue au débarcadère Le lendemain, les ministères s'installaient à Sainte-Adresse, où l'on avait retenu à leur intention le palais du Nice-Havrais, place Dufayel. L'Hostellerie, au bas de la grande falaise, servit de résidence aux ministres et à leur famille, l'hôtel des Régates fut destiné au corps diplomatique.

Mais peu à peu, les services de la Guerre et des Affaires Étrangères, se trouvant trop à l'étroit, cherchèrent ailleurs. Et bientôt, il n'y eut plus guère que des Belges à la côte de Sainte-Adresse ; la poste belge y fonctionna, à la grande joie des collectionneurs de timbres.

Le ministère de la Guerre avait de quoi s'occuper ; celui des Colonies aussi, car il soutenait au Congo une guerre qui s'annonçait longue et pénible ;

l'État belge avait toujours un budget et même un budget beaucoup plus élevé qu'en temps de paix ; la Justice continuait à se rendre ; les Affaires étrangères voyaient s'accroître de jour en jour les problèmes qui réclamaient son activité. Il y avait encore un lambeau de territoire à gouverner et à administrer, une colonie, une armée ; il y avait à s'occuper des populations dispersées en Hollande, en Angleterre, en France ; il y avait à préparer la rentrée au pays, à envisager la réfection des routes, le rétablissement des chemins de fer, etc.

Sainte-Adresse était donc devenue la capitale administrative de la Belgique. L'autre capitale, c'était La Panne, entre Nieuport et Dunkerque, où résidait le Roi, qui n'avait voulu ni quitter l'armée, dont il est le chef suprême, ni le dernier lambeau inviolé de son royaume.

Pour compléter l'illusion de cette capitale en réduction, on lisait, à la vitrine d'une boutique : *Chambre des Représentants*. Les Belges avaient apporté sur le roc hospitalier leur amour de la bière et des pâtisseries. Devant la mer, une *pâtisserie liégeoise* était tenue par d'accortes Flamandes, ceci, sans doute, pour réaliser l'union sacrée, et offrait à ses compatriotes des *dorées* (tartes au riz), des *cramiques* et des *speculaus*; et dans les tavernes, la brune et la blonde moussaient dans les verres.

Tous les jours, à neuf heures du matin, les clairons sonnaient dans la cour de la villa *Louis XVI*, où était installé le ministère de la Guerre, devant la mer. Militaires et civils étaient rangés sur le perron, tandis que les curieux se pressaient contre les grilles. Le commandant de la place lançait l'ordre : « Au drapeau ! » Un sous-officier attachait le drapeau à une corde ; la toile roulée montait le long du mât et, arrivée au sommet, déployait ses trois couleurs : rouge, jaune et noire, cependant que les gendarmes présentaient les armes et que les clairons sonnaient de nouveau. Le colonel criait : « Vive la Belgique ! Vive le Roi ! » et toute l'assistance lui faisait écho.

A six heures du soir, le drapeau était redescendu avec le même cérémonial.

On a dit que les Belges sont une nation de réalisateurs ; ils le prouvèrent pendant la guerre. Bientôt Le Havre, Sainte-Adresse, Graville-Sainte-Honorine et Gonneville, devinrent une vaste cité industrielle. D'abord on installa des ateliers dans des bâtiments inoccupés. Des tours trouvés chez les brocanteurs ou dans des rebuts de ferraille, furent utilisés. On transforma des machines que les ingénieurs belges avaient dénichées un peu partout. C'est ainsi qu'une essoreuse qui servait à débarrasser la toupille de son excédent d'huile, provenait d'une blanchisserie allemande ; une machine qui fabriquait les rondelles de poudre noire comprimée, avait servi à faire des pastilles de menthe dans une confiserie bavaroise. Rapidement un outillage était reconstitué avec le matériel sauvé d'Anvers et celui trouvé dans les maisons allemandes placées sous séquestre.

Mais on ne se contenta pas de ces installations de fortune ; les hangars sortirent de terre et montèrent à vue d'œil pour recevoir des machines-outils plus perfectionnées, commandées en Amérique.

Dès le milieu de 1915, les établissements d'artillerie étaient réorganisés. Ils comprenaient :

Une *Section de la pyrotechnie* exécutant les chargements et confections de cartouches pour armes portatives, les chargements des obus explosifs et bombes de toute nature, les chargements de shrapnells, les chargements d'étoupilles, amorces et détonateurs, les chargements de fusées et les chargements de grenades ;

La *Section des poudres*, exécutant les charges de tir ;

La *Section des travaux mécaniques*, fabriquant les grenades, étoupilles, douilles, amorces et détonateurs pour munitions d'artillerie et d'infanterie, fusées et projectiles ;

Les *Ateliers de constructions du matériel d'artillerie*, chargés de la construction des canons et des affûts ;

Les *Ateliers de fabrication d'armes portatives*, chargés de la fabrication des armes et des pièces de rechange (fusils et mitrailleuses) et de la fabrication des boucliers d'infanterie et du génie ;

Les *Ateliers de construction de charroi hippomobile* pour voitures, caissons, chariots, fourragères voiturettes pour mitrailleuses, voitures observatoires, ainsi que pour les roues de toutes sortes;

Les *Ateliers de construction du charroi automobile*, chargés de la réparation des voitures automobiles évacuées par l'armée, de la fabrication des pièces de rechange, réparation des pneus, fabrication des carrosseries, etc. ;

Les *Ateliers de fonderie*, chargés de fondre les

pièces de fonte, aluminium ou bronze, nécessaires aux autres ateliers ;

Les *Ateliers de précision*, pour fabriquer les cercles de visée, rapporteurs, lunettes, quarts de cercle, etc. ;

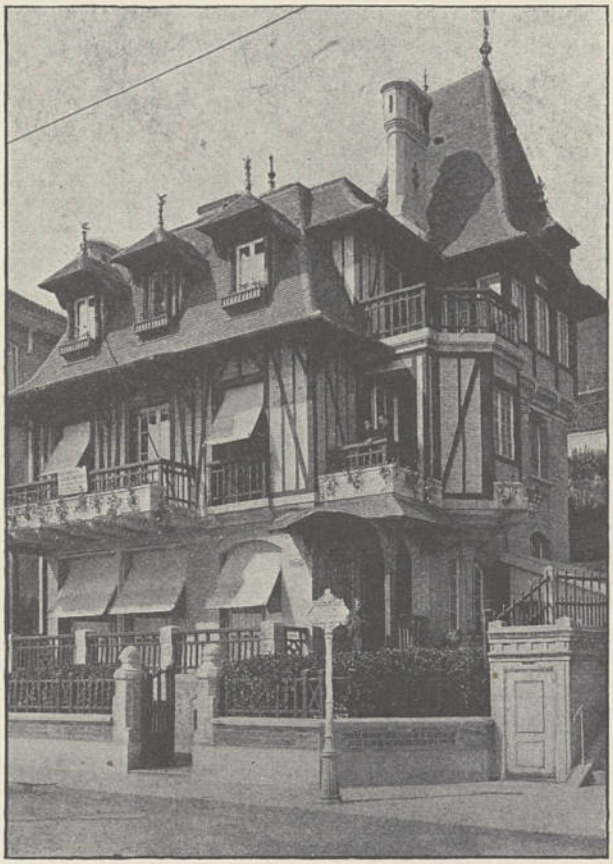
Les *Ateliers de sellerie et de maréchalerie* ;

Le *Service de distribution d'énergie* et les magasins.

Chacun de ces ateliers de construction détachait un atelier de réparation dans la zone des armées.

Comme l'écrivait un collaborateur du *Times*, qui avait visité les installations belges, « c'était le triomphe de l'improvisation » !

Ce triomphe était dû à l'action vigoureuse de M. de Broqueville qui, encore une fois, avait su trouver les hommes indispensables en leur octroyant pleins pouvoirs pour marcher de l'avant, sans se laisser empêtrer dans des méthodes du temps de paix. M. de Broqueville faisait la guerre depuis 1914 et ne se laissait distraire de son formidable labeur par aucune intrigue, puisant dans le patriotisme le plus élevé, la force physique et morale pour subvenir à toutes les nécessités, à toutes les difficultés de chaque jour, de chaque instant.



MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES A SAINTE-ADRESSE

Pour parer au manque d'officiers, le ministre avait créé quatre centres d'instruction de sous-lieutenants auxiliaires : pour l'infanterie à Gaillon, pour la cavalerie à Campagne, près de Calais, pour l'artillerie à Audresselles, puis à Onival, pour le génie à Ardres. Là encore, il sut placer les chefs qu'il fallait. En peu de temps, il eut des officiers, même d'artillerie et de génie, qui ne le cédaient en rien, pour faire la guerre, à ceux qui avaient été formés en temps de paix à l'École militaire où l'on pouvait croire qu'on ne se battrait jamais. Ces centres d'instruction, improvisés sous l'empire de la nécessité, devinrent rapidement de vraies écoles qui donnèrent d'excellents résultats.

Diverses écoles avaient été créées qu'il convient de citer, ne fût-ce que pour mémoire :

L'École de télégraphie sans fil ;

Le Service des projecteurs ;

Le Centre d'instruction du génie ;

Le Centre d'instruction d'artillerie ;

Les Compagnies de réhabilitation ;

Le Centre d'instruction des mitrailleurs ;

L'École d'aviation ;

Le Centre d'instruction des brancardiers-infirmiers ;

L'École des grenadiers ;

Le Service de la signalisation ;

Le Centre d'instruction d'anciens militaires ;

Le Cours colonial ;

L'Ecole des tireurs d'élite ;

Le Centre d'instruction de l'artillerie de tranchée.

L'Intendance avait suivi une courbe ascensionnelle analogue à celle des usines de guerre. L'armée qui, après la bataille de l'Yser, était en haillons, dont beaucoup d'hommes manquaient de chaussures, heureux quand ils avaient des sabots à se mettre aux pieds, fut rééquipée aussi promptement qu'il était possible. Les magasins se remplirent de conserves, de biscuits, de vêtements, de souliers, de couvertures, de tabac. Au Havre, les hangars qui servaient de greniers à l'armée belge offraient l'aspect d'une grande foire où l'on pouvait trouver tout le nécessaire à la vie de soldat.

Le service de santé, lui aussi, s'était surpassé. Arrivé considérablement réduit à Calais, au début

de la bataille de l'Yser, il parvint à faire face à la terrible besogne qui s'offrait à lui. Par un véritable prodige, il était parvenu à évacuer d'Ostende, en seize heures, treize mille blessés.

Calais était encombré. Bientôt les blessés de l'Yser y affluaient en masse. Les habitants recueillaient chez eux les éclopés. Près des ambulances, dans les rues, des soldats attendaient leur tour d'être soignés. La Collégiale leur donna asile. Le hall des réparations des machines fut rapidement aménagé, où l'on fit un premier triage des blessés.

Le 18 octobre, le salon Richelieu, l'hospice des Petites-Sœurs des Pauvres, les bateaux *Paris* et *Ella* étaient aménagés en hôpitaux et, dans la quinzaine qui suivit, vingt-cinq autres ambulances ouvrirent leurs portes. La pharmacie centrale s'installa à bord du paquebot *Ville-de-Liége* et, grâce au concours du *Belgian Fund Hospital*, put remédier à la pénurie de médicaments et d'objets de pansements.

Pendant les treize derniers jours d'octobre 1914, plus de onze mille soldats passèrent par les formations improvisées. Et pourtant, le chiffre des décès se marqua en dessous de quatre pour cent. Tout éloge est inférieur à l'éloquence de ce chiffre.

Par la suite, le service sanitaire montra le même zèle, la même énergie, la même intelligence à recréer une organisation modèle et à veiller à l'hygiène d'une armée enfoncée dans les marécages et la boue visqueuse de l'Yser où l'eau potable ne se trouve pas. Il estima qu'on ne pouvait laisser dans la région de Calais tous les blessés et les malades en traitement. C'est ce qui amena l'hospitalisation d'un certain nombre d'entre eux en Bretagne. Cinq mille lits, répartis en trente et un hôpitaux, furent mis à la disposition des soldats belges à une distance telle du champ de bataille que les fluctuations des événements n'y eussent pas de répercussion. Mais l'éloignement même imposait une organisation appropriée au transport des blessés. Les trains sanitaires résolurent le problème. Huit trains circulèrent entre Adinkerke et la base de Calais. Chacun d'eux était composé de six voitures pour blessés couchés, de deux voitures pour blessés assis et de quatre fourgons dont l'un servait de cuisine. Les voitures pour blessés couchés étaient d'un type spécial. L'État belge en avait fait construire deux cent cinquante environ. Les bancs, les cloisons étaient mobiles ; un dispositif permettait d'installer dix-huit brancards par groupes de trois superposés.

Neuf trains pour blessés couchés, quatre trains pour blessés assis partaient de Calais vers la Bretagne.

Les trains assurant l'évacuation du front contenaient deux cent cinquante rations de vivres, du bouillon, du thé, du vin, de l'eau-de-vie. Ceux qui circulaient de Calais vers l'intérieur de la France, devant parcourir de sept à neuf cents kilomètres, emportaient cinq cents rations, les réconfortants d'usage, du lait et des œufs.

Cette organisation donna les meilleurs résultats et réduisit à leur plus simple expression les inconvénients des longs trajets. Le ministre de la Guerre eut même la satisfaction de pouvoir la mettre à la disposition des Alliés pour leurs troupes qui avoisinaient le front belge.

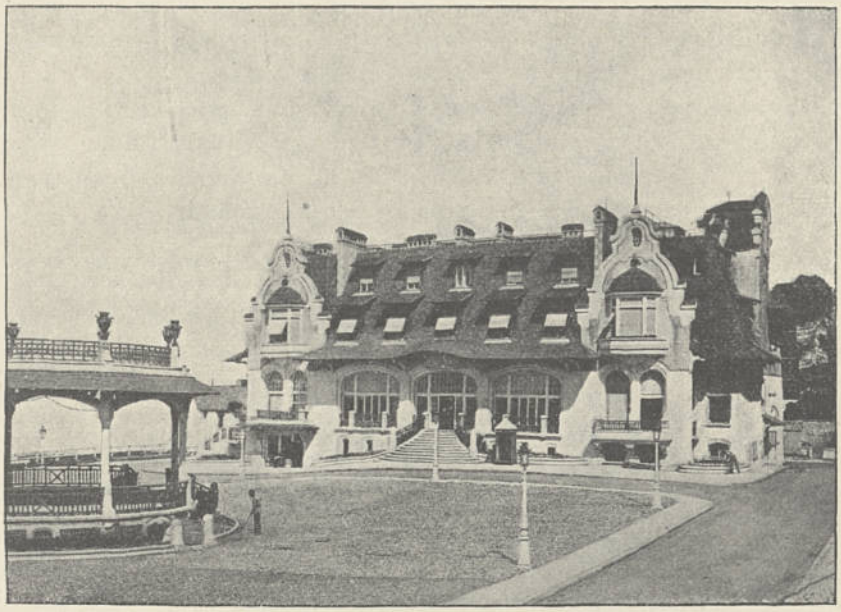
Mais si l'armée avait ses cadres, ses chefs, ses bases, ses centres de ravitaillement, ses usines, ses écoles, il lui fallait aussi des soldats, et elle se trouvait séparée du pays par une barrière de feu.

Des arrêtés-lois appelèrent dans les camps d'instruction les nationaux résidant ou réfugiés dans les pays alliés. Cela n'eût pas suffi à reconstituer les six divisions d'armée et à les entretenir. Mais l'ardent patriotisme du pays envahi ne cessa pas d'y pourvoir.

Malgré la garde rigoureuse que montaient les Allemands à la frontière de leur pays, nombre de jeunes Belges, arrivés à l'âge de porter les armes, quittaient leur foyer pour venir revendiquer leur place parmi les troupes qui gardaient sur l'Yser le dernier lambeau de la patrie.

Le voyage devint plus difficile au fur et à mesure du prolongement de l'occupation. L'ennemi interdisait aux jeunes gens en âge de milice de quitter leur résidence sans une autorisation spéciale de l'administration allemande. C'était déjà très compliqué d'arriver jusqu'à la frontière, mais pour franchir celle-ci, c'était encore une autre affaire. Le récit des moyens employés formerait un copieux roman d'aventures. Aussi ne ferons-nous qu'effleurer le sujet.

Des données fournies à l'autorité allemande par le fonctionnaire chargé d'étudier la question et décoré du titre de contrôleur militaire des conscrits, il résulte que pendant les derniers mois de l'occupation, les jeunes gens avaient continué de passer la frontière par centaines, en dépit de tous



RÉSIDENCE DES MINISTRES A SAINTE-ADRESSE

les fils de fer, des câbles électriques et des sentinelles. Les punitions infligées aux parents ne produisirent aucun effet. Les Allemands se flattèrent de réussir en imposant aux communes le contrôle des conscrits. La responsabilité des fuites devait reposer entièrement sur les communes, menacées d'amendes s'élevant à plusieurs milliers de francs pour chaque Belge de dix-huit à cinquante ans qui aurait disparu. Rien n'y fit.

Je fis plusieurs voyages. La dernière fois, avec quelques jeunes hommes qui m'accompagnaient, nous dûmes marcher six heures durant; de temps en temps, on entendait le pas de patrouilles boches, on se collait contre terre, puis on franchissait la chaussée à pas de loup; de temps en temps aussi, on apercevait le feu d'un réflecteur qui fouillait la nuit; quand il arrivait dans notre direction, nous nous aplatissions dans les herbes jusqu'à ce qu'il fût passé. Alors nous nous remettions à marcher à la file indienne dans la bruyère, en étouffant le bruit de nos pas.

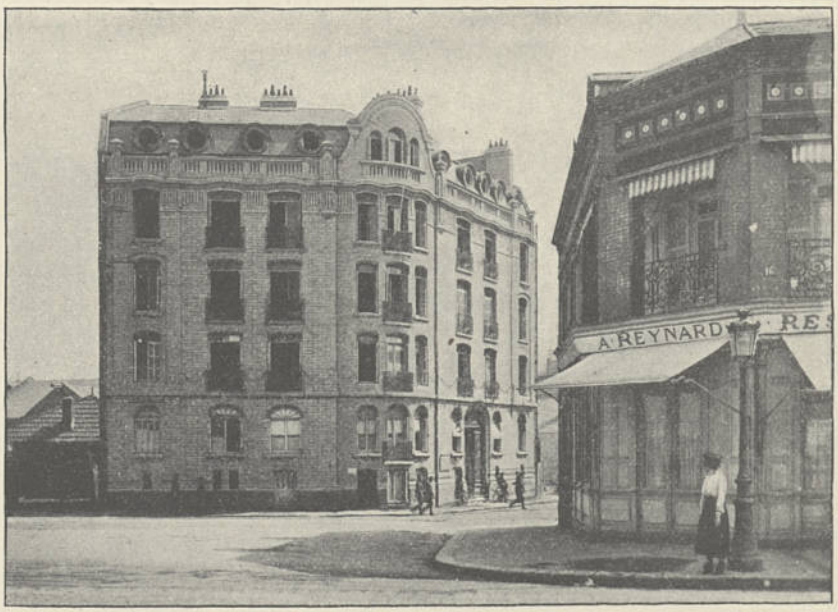
Il y eut une alerte dans un hameau; les chiens donnèrent violemment. Nous nous jetâmes dans un bois; des coups de feu retentissaient au loin, nous filions comme des bêtes traquées. Quand nous reprîmes haleine, nous constatâmes que les deux contrebandiers qui nous servaient d'éclaireurs avaient disparu. On les attendit en vain. Il nous restait un guide. De nouveau nous allâmes par des landes, des vergers aux hautes herbes mouillées, des sapinières, des fossés dont les berges nous dérobaient à la lumière des réflecteurs. Nous traversâmes un champ de blé dont les épis, lourds de rosée, nous battaient le visage. Déjà les premières lueurs blafardes de l'aurore éteignaient les étoiles dans le ciel.

— Sommes-nous encore loin du but?

— Nous sommes loin et pas loin, répondit le guide qui, mettant le doigt sur la bouche, écouta longuement, interrogeant le mystère de l'aube naissante.

— En avant et sans bruit !

Nous franchîmes un chemin où il nous montra



MINISTÈRE DE LA GUERRE AU HAVRE

dans le sable des traces fraîches de sabots de chevaux : une patrouille de uhlans venait de passer.

Et nous reprîmes la marche qui paraissait sans fin. Après avoir traversé un dernier découvert, en courbant l'échine pour rendre moins visibles nos silhouettes, le guide nous dit :

— Voilà le moment, ne vous arrêtez plus qu'à mon signal.

Un ruisseau profond, aux eaux rapides, nous barrait la route, nous le passâmes tant bien que mal sur des fascines.

— A toute vitesse !

Nous courûmes dans une prairie dont les hautes herbes, chargées d'eau, alourdissaient nos vêtements et nous pénétrâmes dans un bois.

— Nous sommes en Hollande, on peut respirer.

A la lisière, le guide regarda d'où nous venions espérant voir arriver ses compagnons disparus.

— Voilà les Boches ! s'écria-t-il.

Dans le jour qui se levait, nous les aperçûmes se détachant à peine sur le fond sombre d'une sapinière.

Après nous être séchés dans une métairie, nous partîmes vers la gare hollandaise la plus proche.

Sur le quai, un quidam, qui portait à la boutonnière les couleurs des Alliés, s'approcha de nous et dit d'un ton mielleux :

— Ces messieurs viennent de Belgique?

— Oui, et après?

— Quelqu'un voudrait rentrer clandestinement en Belgique, ne pourriez-vous m'indiquer l'homme qui vous a conduits?

Le personnage puait le mouchard à plein nez ; on lui indiqua une direction opposée à celle qu'avait prise notre cicerone.

En 1917, cent volontaires passèrent la frontière grâce à un moyen qui, une fois déjà, avait libéré un fort contingent de Liégeois de l'odieuse tyrannie boche. Ils s'étaient emparés, la nuit, d'un remorqueur allemand, avaient fabriqué à la hâte, avec des tôles, un abri blindé pour le pilote, puis avaient démarré. Le remorqueur descendit silencieusement la Meuse dans les ténèbres. Ce ne fut qu'à Argenteau qu'une sentinelle allemande donna l'alarme ; bientôt les fusils et les mitrailleuses crépitèrent et le bateau résonna comme un tambour : les passagers, couchés à fond de cale, ne pouvaient être atteints. Le remorqueur coupa en deux le pont de bateaux qui remplaçait, à Visé, le pont détruit en août 1914, fonça sur le bachot supportant les câbles électrisés, installés pour barrer le fleuve, le culbuta avec ses occupants et, triomphant, arriva à Eysden, en Hollande.

Des jeunes gens, ayant appris que les prisonniers qui parvenaient à s'évader des camps d'Allemagne passaient facilement la frontière hollandaise, pénétraient dans la Prusse rhénane et de là en Hollande.

D'autres encore s'évadaient dans des bateaux, cachés sous des marchandises ou des briquettes de charbon ; d'autres réussissaient à acheter tout un poste, officier compris ; pour ceux-ci l'aventure se bornait à une promenade hygiénique. Mais la plupart, à partir de l'automne 1915, n'avaient d'autre ressource que de passer par les fils électriques qui couraient depuis la mer du Nord jusqu'à Moresnet, fermant de toutes parts la frontière hollando-belge.

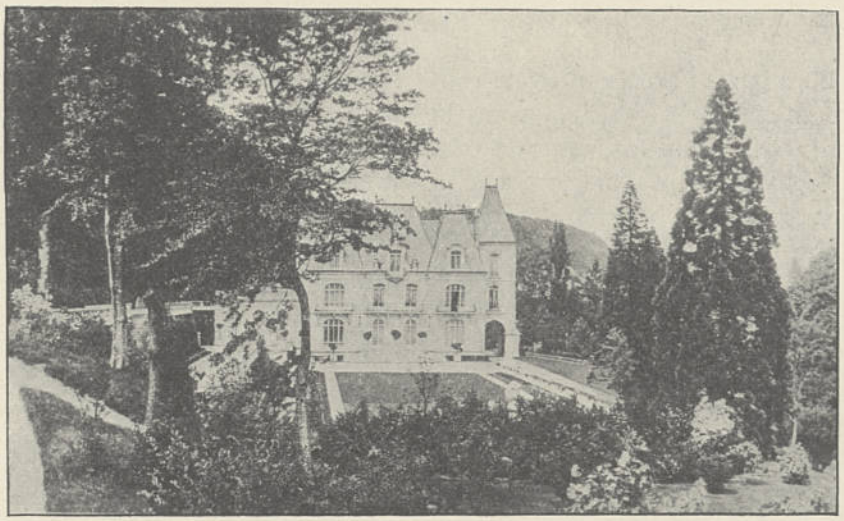
D'abord, on franchit cette clôture d'un bond, en s'aidant d'une perche. Mais les Allemands la haussèrent jusqu'à trois mètres.

On passa par-dessous, après avoir creusé le sol. Mais comme cette opération demandait beaucoup de temps, on finit par passer au travers. Partout, les Allemands avaient rasé le sol à cinq cents mètres du fil, pour en surveiller facilement les approches.

« Quand nous arrivâmes à la lisière du bois, en vue de la Hollande, racontait un volontaire, nous vîmes devant nous un terrain entièrement rasé : plus une bruyère, plus une motte de gazon, rien qu'une vaste étendue de sable, parsemée de flaques d'eau qui luisaient doucement dans la nuit noire. Il était sept heures du soir, une paix profonde régnait autour de nous, pas un souffle n'agitait l'air. Les guides se concertèrent, hésitant à tenter l'aventure parce qu'il faisait trop calme. Ils se décidèrent pourtant et donnèrent le signal du départ. Nous nous mîmes à ramper, contournant les nappes d'eau. Quelquefois on s'arrêtait pendant un temps difficile à apprécier, car, à part les guides, nous nous mettions à somnoler jusqu'au moment où un léger coup de pied nous avertissait qu'on repartait. Enfin, nous distinguâmes les silhouettes de deux sentinelles allemandes ; on les entendait parler, ceux qui connaissaient leur langue pouvaient comprendre aisément ce qu'ils disaient. Au signal du chef d'équipe, nous obliquâmes vers la droite pour éviter ces deux landsturms et une demi-heure après nous étions devant le fil. Je regardai ma

montre, dont le cadran lumineux me permettait de voir l'heure ; il était deux heures du matin. Nous avions mis sept heures pour franchir une distance qui, en ligne droite, ne mesurait pas plus de cinq cents mètres ! Nous étions trempés des pieds à la tête, n'ayant pas toujours pu éviter les fonds marécageux.

« Devant le fil, une chaussée macadamisée permettait aux sentinelles de se promener à pied sec ; il y avait ensuite une rangée de fils de fer barbelés ; soixante-quinze centimètres plus loin s'élevaient les câbles électrisés à 2.500 ou 3.000 volts, et encore soixante-quinze centimètres au delà une nouvelle barrière de fils barbelés.



RÉSIDENCE DU ROI A SAINTE-ADRESSE

« Les guides s'insinuèrent à travers la première clôture et placèrent le cadre isolateur entre le deuxième et le troisième câble (ce cadre était formé de deux gouttières caoutchoutées, reliées par des montants à charnière, lesquels, en se redressant, écartaient les câbles). Ils passèrent; l'un se porta à droite, l'autre à gauche, le troisième resta au cadre pour le maintenir et éclairer avec une lampe de poche ceux qui suivaient. Un porteur de lettres passa, puis un second; mais la sacoche de ce dernier s'étant accrochée à une ronce de fer, le fil vibra, la sentinelle entendit le bruit, alluma sa lanterne électrique et s'avança sur l'étroite chaussée de ronde. Deux jeunes gens étaient déjà passés, un troisième était au cadre, l'Allemand tira sur lui et le manqua. Aussitôt le guide de droite braqua son browning et pressa la gâchette; le premier coup s'égara, le deuxième toucha le Boche en pleine poitrine, le troisième dans le ventre; l'homme s'écroula sans pousser un cri.

« Les autres guides et les courriers, revolver au poing, tiraient dans toutes les directions, formant un vrai feu de barrage, pour permettre à onze autres jeunes hommes de franchir la redoutable barrière. »

Il va sans dire qu'on ne réussissait pas de la sorte à chaque coup. Quelquefois on y laissait la vie ou la liberté.

C'est ainsi que l'armée belge put maintenir jusqu'à la fin ses effectifs, continuer à lutter contre l'ennemi, et, au signal donné par Foch, se ruer dans un élan irrésistible sur l'aile droite allemande et la ramener jusqu'aux portes de Gand, où l'armistice seul la sauva du désastre.

* * *

Le ministre de la Guerre ayant appris, par les renseignements qui lui arrivaient du pays envahi, que les Allemands traquaient sans relâche la presse clandestine, appréhendant la privation, pour la population belge, de toutes nouvelles autres que celles propagées par l'ennemi, me pria de rédiger une feuille, en français et en flamand, que l'on enverrait en Belgique par ballonnets libres. On l'intitula : *Le Clairon du Roi, supplément aérien de la Libre Belgique.* Chaque ballonnet en emportait un kilo, c'est-à-dire de huit cents à mille exemplaires. Quand le vent soufflait du sud-ouest, on calculait, d'après sa vitesse, le temps qu'il faudrait à l'aérostat minuscule pour arriver à proximité d'une grande ville. Au moment du lâcher tout, on allumait un cordon qui se consumait lentement et dont le feu, à peu près à la distance déterminée, consumait le fil qui retenait les exemplaires du *Clairon du Roi.* Ceux-ci se dispersaient dans l'espace et descendaient lentement vers la terre. Dès que les Allemands les apercevaient, ils lançaient sur les routes leurs cavaliers et leurs cyclistes pour em-

pêcher les Belges de ramasser ces feuilles pleines d'espérance qui leur tombaient du ciel.

Le Clairon du Roi eut une quinzaine de numéros. Il cessa de paraître lorsqu'on eut la certitude que, malgré toute la vigilance des kommandanturs, des journaux prohibés continueraient à paraître en Belgique, narguant l'envahisseur et entretenant un espoir indéfectible dans l'esprit des populations opprimées, dont les souffrances croissaient en raison d'une guerre qui ne laissait pas prévoir sa fin.

***

M. de Broqueville aimait l'armée, il avait toujours eu confiance en elle. Peu de temps avant la guerre, le 19 avril 1914, il m'écrivait : « Notre armée, j'en ai la conviction profonde, sera à la hauteur de la bravoure d'hier comme du devoir d'aujourd'hui. Il faut que la nation l'aime comme la patrie dont l'armée est la garde et pour laquelle elle tient son sang prêt. »

L'armée répondit à son attente, peut-être même la dépassa-t-elle. Il lui avait donné tous ses soins, sa sollicitude, ses veilles; il l'avait fait sortir des limbes, il l'avait entièrement réorganisée. Il eut la satisfaction patriotique de constater qu'il l'avait placée à la hauteur des plus grands devoirs. Quand il abandonna le département de la guerre, il fut regretté par tous ceux qui n'attendaient rien de la curée ministérielle, c'est-à-dire à peu près unanimement. Ces regrets ne firent que croître, car c'est après son départ que l'on put mesurer la grandeur de l'œuvre qu'il avait accomplie.

L'armée belge conquit l'estime des grands chefs alliés qui la virent à l'œuvre. On a quelquefois dit et écrit que c'était la France et l'Angleterre qui l'avaient rééquipée. Rien n'est moins exact. Si l'Angleterre et surtout la France lui vinrent en aide, ce ne fut qu'au début et pour des objets de première nécessité. La France avait trop à faire de son côté pour se charger de la Belgique par surcroît. L'Angleterre, qui créait de toutes pièces une formidable armée, n'avait pas trop de ses ressources. L'Italie, à qui la Belgique avait commandé des draps pour la tenue nouvelle de ses soldats, ne put les lui fournir, car elle entra en guerre au moment où les fabriques allaient les livrer. Du reste, la Belgique mit un point d'honneur à ne compter que sur ses propres moyens. Aide-toi, le ciel t'aidera, tel fut le programme du ministre de la Guerre ; il aurait pu dire, dès 1915, ce que Clemenceau proclama deux ans après, en prenant le pouvoir : « Je fais la guerre ! » C'est ainsi que, rapidement, le royaume chassé de son pays et réfugié sur le rocher de Sainte-Adresse eut ses usines, ses entrepôts, ses magasins à côté de son gouvernement, qu'il put munir son armée de l'indispensable, du nécessaire et même d'un peu de superflu. Canons, munitions, vivres, vêtements, arrivèrent à destination chaque fois qu'on en avait besoin.

Dans la campagne coloniale, ce fut la Belgique qui fut prête la première. L'Angleterre n'avait pas vainement compté sur elle, son action fut décisive.

Lorsque les Alliés décidèrent d'envoyer à la Russie des autos-canons, c'est à la Belgique qu'on les demanda parce qu'elle avait su constituer un corps modèle de cette arme.

Sa main-d'œuvre et ses usiniers rendirent aux Alliés les plus grands services. Leur activité, leur esprit d'initiative et d'organisation développa considérablement l'intensité de la production. L'histoire de leur influence dans la guerre industrielle fait partie de l'histoire même de la grande Guerre.

Maurice des Ombrais

XVII

LA SALLE D'ATTENTE

ÉTAIT par une nuit très noire et très froide d'un hiver rigoureux. Oui, c'est ainsi qu'il débute, comme un beau roman de cape et d'épée, mon récit, mon récit de guerre, — de cette guerre qu'illumina si rarement le fulgurant éclair des armes et où la cape romantique et théâtrale des héros d'aventure fut remplacée par la toile raide, noire, cirée de l'imperméable sans éclat, sous lequel, aux jours de morne et d'amère détresse, s'effaçait définitivement la personnalité déjà si diminuée de tant d'anonymes combattants.

C'était par une nuit lamentable et glacée, mais quand ? Déjà je ne saurais plus le dire. Pour ceux qui survivent, déjà, des années mortes, il ne reste presque rien de plus que des héros morts : un petit tertre qui se gonfle, quelques fleurs de bonne volonté, un lambeau d'étoffe déchirée, une douille d'obus, une arme rouillée, un bout de croix coiffé d'un képi. Les détails que nous avions soigneusement inscrits sur nos carnets de route, parce qu'ils nous avaient frappés par leur pittoresque et leur rareté, à mesure que la guerre s'éloigne, deviennent tous ressemblants, prennent tous la même teinte grise. Si nous tentons de les isoler, ils s'effarouchent et se serrent les uns contre les autres, comme un troupeau de moutons sous l'orage, se confondant dans une même masse, que déjà l'oubli recouvre de son grand suaire amer.

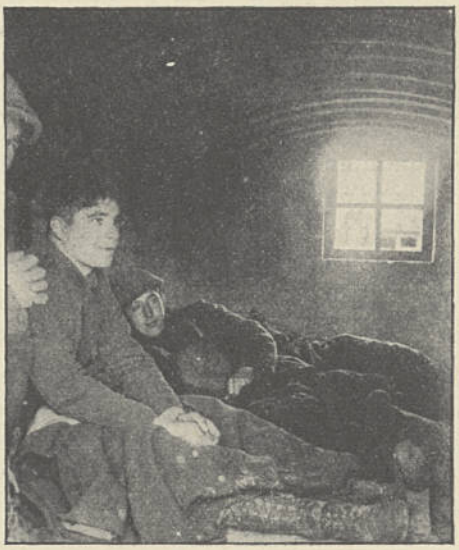
Je la revois pourtant, cette nuit-là, quoiqu'elle ressemblât à tant d'autres. La première ligne longeait le cours de l'Yser et la tranchée, creusée dans sa digue, épousait ses sinueux caprices. Une belle tranchée, géométriquement dessinée, reproduisant, à intervalles réguliers, les mêmes parados et les mêmes traverses, car le Belge a toujours sacrifié au goût du travail bien fait, et chaque jour, chaque nuit, les soldats s'acharnaient, avec une patiente obstination, à réparer les ouvrages que les obus écornaient ou que les bombes, s'écrasant au milieu comme de gros fruits blets, aplatissaient.

En contre-bas, courait le chemin de ronde. Des arbres, jadis puissants et beaux, le bordaient ; ces grands arbres de la plaine flamande qui, à travers la monotonie des terres labourées, déroulaient leurs processions lentes dont le spectacle enchanta tant d'artistes, compagnons des canaux qu'ils menaient vers la mer, amis des haleurs harassés. Mais

TRANCHÉES A LETTENBURG (DÉCEMBRE 1916)

nul haleur ne s'étendait plus à leur ombre. L'esprit des peintres et des poètes ne chantait plus dans leurs branches abattues. Seuls leurs troncs noirs et mutilés dressaient encore vers le ciel un poing inutilement tendu, et, s'ajoutant à la sauvage horreur de ces lieux dévastés, au pied des tombeaux qu'ils veillaient, ces gardiens des morts, morts eux-mêmes, semblaient plutôt faits pour border quelque sombre affluent du Styx.

Le long du chemin de ronde, de loin en loin des feux luisaient : tristes feux de coke ou de bois mouillé. Autour des braseros, les hommes faisaient cercle; assis sur des souches, sur leurs sacs, sur des pierres, ils gardaient juste assez de force pour élever au-dessus des flammes fumantes leurs mains transies, tandis qu'à peine soutenus par leurs harnachements guerriers, leurs corps s'affaissaient sous la pression du sommeil. On n'entendait pas une parole. La lueur rougeâtre du foyer éclairait leurs visages mornes que la lassitude, la saleté, l'hébétude des gardes nocturnes faisaient tous pareils. Toute la nuit et tout le silence de l'immense bataille sans mouvement semblaient se concerter autour de leurs groupes terrassés.



CANTONNEMENT PRÈS DE WESTEN

De temps en temps, la fuite d'un rat dans une traverse, l'enfoncement gras d'une balle perdue dans le sol. Par intervalles, des mitrailleuses tiraient. Par-dessus boyaux, lignes d'étai et de soutien, elles allaient chercher sur les pistes et les routes de relève les corvées du ravitaillement.

Par moment aussi, des fusées brillaient. Elles soulevaient dans une clarté spectrale un grand pan de paysage sinistre, comme pour en contrôler la réalité tragique, puis, sans bruit, le laissait retomber dans son puits d'ombre.

Autour des hommes groupés, la nuit et le silence, le silence et la nuit, comme les deux grandes oscillations d'un mystérieux pendule; et quelle heure marquait donc l'horloge de leur destin ? Nul d'entre eux n'aurait pu le dire. Parfois, un de ces hommes prenait sa gourde à sa ceinture et buvait à longs traits un liquide noir, froid et amer. Un autre, d'un geste machinal, alimentait le foyer, dont il avait la charge. Le sergent de ronde passait ; après quelques mots échangés à voix basse, une sentinelle se levait d'un grinçant effort, empoignait son fusil... La sentinelle relevée venait prendre sa place, et le groupe de nouveau se figeait dans sa pesanteur de bronze.

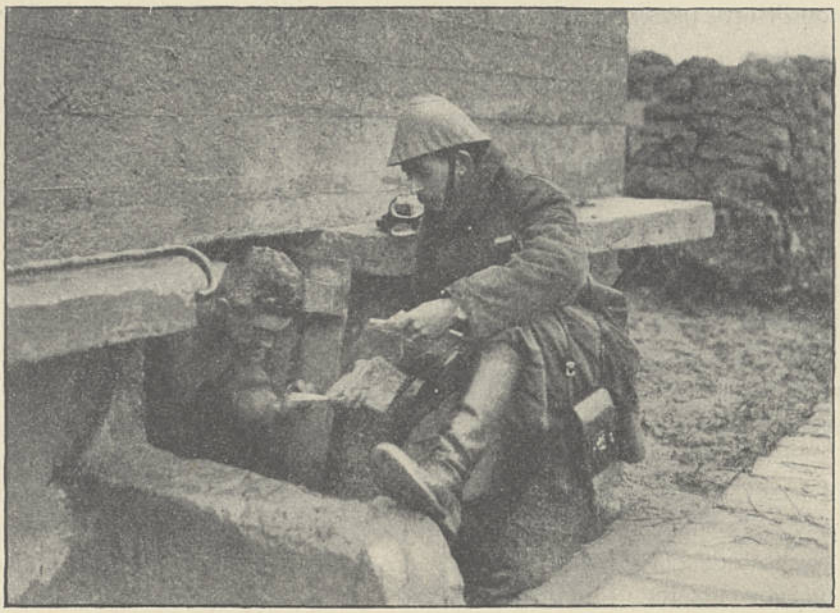
De l'une à l'autre extrémité de l'Yser, tous ces groupes, bout à bout, qu'une même torpeur clouait dans une même attitude, de l'une à l'autre extrémité des jours, tous ces gestes prévus bout à bout, leur répétition et leur monotonie, faisaient une sorte d'infini et d'éternel.

Et j'ai vu cette nuit-là, aux rougeurs du coke, dont les troubles vapeurs m'obscurcissaient l'esprit, tandis que, pour vaincre le sommeil, je me forçais à secouer ma pensée comme on secoue une braise mourante, l'armée entière, notre armée, comme un peuple de vagabonds, et nos soldats, pareils à ces malchanceux sans asile qui, dans les nuits glacées, vont demander un refuge, — un peu de chaleur, un toit, — aux salles d'attente des grandes gares. Les uns, résignés, dorment sur les bancs, d'autres collent aux vitres leurs faces blêmes. Dehors les trains passent, les grands trains qui parcourent le monde, les trains où ils n'entreront pas, car l'accès des quais leur est interdit et d'ailleurs la porte est fermée.

Oui, ce pays de l'Yser, ce coin de terre aride, battu des vents amers où, pendant quatre ans, nous sommes restés, petits, perdus, avec l'espoir dix fois déçu de voir enfin la fortune gonfler nos voiles, mais, agrippés aux plantes des dunes, blottis aux revers des fossés, tenant bon quand même, ce fut vraiment pour nous une salle d'attente, — et même, de troisième classe.

* * *

L'aube parut enfin. Il y eut dans le petit matin, une lutte de bombes vite étouffée, et le commu-



VAGUEMESTRE DANS SA TOURNÉE

niqué de ce jour-là porta, comme celui de la veille : « Calme sur le front. » Mais qu'importe, ô mes compagnons, vous ne faisiez pas un groupe de gloire, vous faisiez un groupe de souffrance.

Il est vain, semble-t-il, de chercher à établir des différences de mérite dans le sacrifice de ceux autour de qui perpétuellement la mort rôde. Le triste et creux orgueil de l'homme s'y obstine cependant. Mais une fausse grandeur seule peut demander sa justification à l'accumulation des ruines et à la multiplicité des cadavres.

Chaque armée, au cours de l'épreuve inouïe, a passé par toutes les expressions de la douleur et par tous les modes de l'héroïsme. C'est la noblesse des combattants qu'ils voulurent placer au même niveau de sainteté les chevauchées de l'assaut et la garde patiente humble, tenace dans la tranchée souterraine.

« ... A la gueule de nos canons, à la pointe de nos baïonnettes... », clamait le général Mangin. « Il faut tenir d'abord. Après seulement, nous pourrons mourir », commandait le maréchal Foch. Au fond de la perspective où la guerre déjà nous apparaît lointaine, ainsi lentement deux grandes formes s'ébauchent : l'une d'ardeur, de véhémence d'audace gonflée de l'élan amoureux qui la poussait au-devant de la victoire, ce lion dont elle esquissait le mouvement ; l'autre farouche et contractée, toute d'abnégation et de repliement, rayonnante du seul feu intérieur d'une volonté tragiquement sereine et d'une indomptable énergie employée à se conserver.

Par ses quatorze cent mille morts, par l'esprit de *la Marseillaise* qui animait ses bataillons, par sa présence sur tous les sols où l'on tombait avec splendeur, partout où il y avait un danger à parer, par la Marne et Verdun, la France a mérité d'incarner l'image tonnante et laurée de la guerre ; qu'il soit permis à la Belgique de représenter la sœur muette et douloureuse qui marcha à ses côtés.

Tenir. Eh ! sans doute, nous le savons bien : tout le monde a tenu, les autres comme nous, et nous pas plus que les autres ; oui, mais peut-être

CUISINE PRÈS DE WOESTEN

d'une autre manière, dans des conditions plus terribles.

Tenir : c'était pour nous notre unique souci. Notre mission ne varia jamais dans ses ternes limites. Les amertumes de l'exil, les tristesses de l'isolement, les mortifications de la pauvreté, taillèrent avec leurs durs ciseaux, à traits âpres, sauvages et rudes, le visage de notre résistance. Jusqu'à ce champ de bataille et de manœuvres qui nous était assigné, semblait, par son exiguïté et sa nature, nous marquer notre rôle. Juste fait pour nous contenir : si l'on y eût mis quelques soldats de plus, il eût cédé comme un plancher trop fragile.

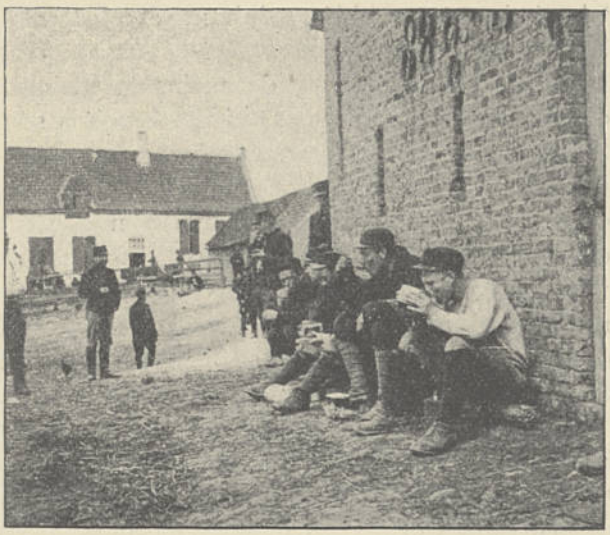
Car vraiment nous étions trop à l'étroit, battus de partout, vus de partout. Il n'y avait pas un coin, de ce coin de terre, de ce front et de cet arrière-front, où nos rares et maigres loisirs s'usaient dans une oisiveté désolée que le fracas sourd d'une canonnade jamais très éloignée emplissait, il n'y avait pas le plus petit carré de sol où l'on fût à l'abri des coups. Nous nous tenions là, resserrés dans un petit espace de trois cents kilomètres carrés, comme des passants dans la pluie, sous la protection précaire d'un auvent, où, quand le vent souffle en tempête, la pluie fouette tous les visages. Jamais de trêve, ni de répit. Pensez à cela : il y a des soldats, de pauvres soldats de chez nous sans le sou, sans famille, sans marraine, qui n'ont pas passé un jour de la guerre sans voir au loin, tandis qu'ils rentraient vers les granges chaudes, à l'heure lasse d'été, quand le langoureux crépuscule amollissait les âmes, aux heures noires d'hiver quand la nuit hostile et venteuse serrait les cœurs, l'éclair lugubre et perfide des fusées comme un rappel ironique à l'implacable devoir.

Tenir, eh ! oui, tout le monde a tenu. Mais pour les uns, il y avait tout de même des matins où les régiments se rassemblaient sur les routes, dans l'aube fumante et dorée, en marche vers des destins nouveaux, il y avait du mouvement dans les gares et des embarquements vers des cieux rajeunis, il y avait tout de même des jours où la guerre — oh ! pas pour longtemps — prenait le visage de l'aventure. Mais pensez à cela : une goutte d'eau, puis une autre et toujours la même goutte au même endroit du cœur.

Six divisions d'armée, douze divisions d'infanterie, l'artillerie de siège et de campagne, le génie, la cavalerie et tous les corps spéciaux qui se tenaient bien cois à leur place pour ne pas se faire remarquer. Les stratèges du grand quartier se donnèrent des peines inouïes pour mouvoir ces masses, sur cette plaine étriquée, sans les jeter les unes dans les autres, et provoquer, quelque jour, à un carrefour, un embarras de voitures dont on ne serait jamais sorti. Mais ils avaient beau faire : les régiments finissaient toujours par se rencontrer, comme dans ces jardins publics des petites villes où l'on se croise dix fois en une heure, le dimanche matin, tandis que joue la musique militaire. Car nous avions nos déplacements et villégiatures, c'est certain. Nous étions en ligne, puis en repos, comme le citadin va de son bureau à sa banlieue. On nous changeait de place, hélas ! mais pas d'air. On allait d'un bout à l'autre de la salle, mais c'était toujours la même salle, et toujours la même attente.

* * *

Petits villages de la West-Flandre, si quiètement assoupis dans vos campagnes dormantes, les seules de Belgique que la fièvre industrielle avait épargnés et dont le damier triste et doux, mais vierge de toute souillure, s'étalait sous la protection sévère des trois tours de Furnes, dressées au-dessus des siècles, dans l'orgueil hautain et solitaire d'une noblesse ruinée, mais fière. Petits villages qui apparaissiez sur la plaine comme des nids timides dans un arbre dépouillé : Vinckem et Wulveringhem, sœurs grises qui cheminiez de compagnie, effarouchées sous vos jardins comme deux nonnettes sous leurs mantes ; Houthem, dont l'église, accroupie, tendait une pieuse becquée à toutes les petites maisons qui se pressaient autour d'elle; Bulscamp, au milieu des prairies sans ombre, ayant rejeté loin de lui la douceur de toute verdure, comme un cri rauque dans la solitude ! Boitshoucke où j'ai séjourné pendant six mois sans en trouver le centre et qui élevait paradoxalement au milieu des champs déserts, loin de tout chemin, une tour trapue et sévère, comme l'image hargneuse d'une religion exigeante que le curé aurait tenue en laisse; Leyseele, Beveren, Crombeke, sages et frileux dortoirs qu'un petit train d'intérêt local emplissait deux fois par jour de son fracas d'enfant — la machine n'en finissait pas de siffler, et il y en avait pour une heure à tra-



HEURE DE LA SOUPE AU CANTONNEMENT

verser le village — puis, quand il s'était éloigné, on n'entendait plus que le cri monotone et répété de la basse-cour, et parfois le trottinement sec d'une vieille courbée ; hameaux de pêcheurs, que les insolentes stations balnéaires, échelonnées le long de la plage, faisaient semblant de ne pas voir, honteuses de porter le même nom, les désavouant en leur tournant le dos, et eux, sensibles à cette injure, s'effaçaient, devenaient plus minces, se cachaient à l'ombre des dunes et sous les saules, — région modeste et charmante dont on ne peut vanter l'attrait qu'au passé. Car la guerre a pu l'épargner, mais non l'esprit de la guerre qui s'est mis en elle comme une gangrène.

L'armée s'est abattue sur ces champs paisibles comme une légion de sauterelles, et lentement s'est défait tout ce qui composait l'ornement du pays et la parure de la terre.

Là où le frisson des blés s'accordait au mouvant frémissement des feuilles, il n'y eut bientôt plus qu'un sol pelé, une herbe rare que foulaient les pieds des hommes et les sabots des chevaux. De gracieux vergers, des coins pleins de fraîcheur rustique furent envahis par l'odieux pullulement des baraquements militaires. Une végétation lépreuse crût derrière toutes les haies. Comme les murs neufs d'une usine se couvrent lentement de la suie de ses fumées, ainsi la grande usine sanglante qui, à quelques kilomètres de là, poursuivait sans répit, nuit et jour, son noir et cruel labeur, répandait, sur tout le pays, sa suie morose, en détruisant peu à peu les contours sous le voile d'une uniforme laideur.

Les habitants eux-mêmes n'échappaient pas à cette emprise, à cette influence. Pesant sur eux, d'un poids énorme, par leur continuelle présence, l'armée, la guerre, annihilaient leur mince personnalité, vêtaient leur âme d'une défroque unique. On retrouvait chez tous, chez ceux de Westvleteren, comme chez ceux d'Adinkerque, même allure, mêmes propos, mêmes curiosités. Chaque fois qu'on revenait chez le notaire d'Alveringhem ou chez l'instituteur d'Hoogstade, ils s'enquéraient des méthodes nouvelles, des réformes, des mutations dans le régiment, des vivants, des morts. Ils tenaient leurs livres à jour, quoi ! Si on s'y était prêté, ils nous eussent demandé de leur réciter la théorie. Pour notre plaisir. Parce qu'ils croyaient ainsi nous être agréables.

Et Rachel, la cabaretière, et Zulma, la boulangère, et Godelième, l'épicière, mettaient leur coquetterie à savoir les noms de tous les beaux garçons de tous les régiments, les grades de tous les chefs. Elles se faisaient présenter les figures nouvelles comme on présente les recrues aux anciens ; elles n'avaient pas été longues à retrouver la tradition des cantinières d'autrefois, l'esprit, la démarche, le langage, le geste, et sans doute, ces braves filles, ces auxiliaires, ces assimilées ne manquaient pas d'un certain attrait. Mais tout de même, vingt clochers, trois cents cabarets, six cents Madelons, c'est plus facile qu'on ne croit d'en faire le tour. Et la lassitude vient vite quand on sait qu'il n'y a plus une maison dont on ne puisse décrire par cœur l'intérieur, plus un visage qui ne vous ait dit son dernier mot, quand tout

VEILLÉE AU POSTE R. 3

est prévu, fixé, arrangé comme une cérémonie officielle, qu'il n'y a plus de surprise à attendre, et qu'on sait que le piano est à telle place, le phonographe à telle autre, que si l'on veut boire de la bénédictine, c'est à l'auberge de la Rose qu'il faut aller, mais que si l'on veut manger de la tarte aux cerises, c'est à l' « Hôtel du Cheval Blanc » qu'on en trouvera, qu'à Marguerite on peut pincer la taille, mais qu'à Françoise on doit pincer le menton.

Quand, les régiments se rendant au repos, chacun dressait la liste de ses plaisirs, il se trouvait qu'ils étaient épuisés d'avance, ne nous réservant que des joies sans retentissement dont la possession, nous enfonçant dans une quiétude débilitante, avait pour seul effet de nous rendre plus dur le fatal retour aux tranchées. Ainsi, de tous les départs de la guerre, nous n'aurons connu que les amertumes.

*
* *

Le front. Lorsqu'on veut désigner par là cette ligne limitée au nord par la mer et au sud par le saillant d'Ypres, on ne peut y attacher le même sens d'horreur funèbre, qu'à certains lieux, tel Verdun, où la guerre, jusqu'au dernier jour, fit sentir son poing brutal et meurtrier. Pourtant Dixmude où les régiments défilaient tour à tour, Dixmude avec ses embûches, ses dévastations, ses terres marécageuses quotidiennement retournées par les obus, qui, laissant nos abris à nu, en faisaient pour l'adversaire des cibles faciles et constamment visées d'où toute sécurité était bannie, Dixmude fut, jusqu'au mois qui précéda l'armistice, un des coins les plus sanglants et les plus sinistres de l'immense front. Cependant, il est vrai, qu'on ne craint plus ce que l'on connaît bien, et l'habitude dompte même l'épouvante.

D'ailleurs, pour nous, Belges, sur le front de l'Yser, il y avait une idée en plus et qui à certains moments s'imposait en nous avec tant de force qu'elle en dominait toutes les autres. Le front, c'était l'endroit où on regardait en avant. En avant, non seulement vers la tâche à faire, le but à atteindre, la victoire à gagner, mais en avant, vers toutes nos raisons d'espérer et de croire, vers notre nourriture spirituelle, vers le grand réservoir des forces de l'âme, vers la Patrie gémissante, accablée, palpitante et rebelle sous le joug odieux.

Soldats de France — du moins la majorité d'entre vous — quand vous quittiez le noir et souterrain séjour, vous alliez puiser de nouvelles énergies au cœur frais des vallons limpides où de capricieuses eaux unissaient de leur ruban glauque des villages aux noms chanteurs, et là vous retrouviez l'image de la Patrie. Nous, c'est ici qu'elle nous apparaissait, lointaine, voilée, enténébrée, derrière ces landes stériles, ces lignes muettes et agressives que l'ennemi tendait entre elle et nous.

Accoudés aux parapets de terre, au bord des inondations, dont nul souffle ne ridait la nappe et d'où ne s'élevait d'autre bruit que, parfois au matin, celui des grands oiseaux d'eau dont les bandes effarouchées rasaient son miroir paisible qu'illuminait le soleil levant, combien en ai-je vu rêver de ces soldats ! Ils cherchaient à percer la brume, afin d'y découvrir les traits d'un grand visage.

Par les jours clairs, on distinguait, à la jumelle, les tours d'Ostende, et, de Dixmude, on pouvait voir, sur les coteaux de Clercken, au sud de la forêt d'Houthulst, des moulins, des moulins vivants, dont tournaient, tournaient les ailes.

On songeait alors, on songeait à tous les moulins de Flandre et de Wallonie qui, malgré l'envahisseur, ses contraintes et le sort injuste, continuaient à accomplir leur travail sacré ; on songeait à ce peuple tout entier qui, courbé sous une inique loi, gardait quand même assez de vigueur pour animer au vent de sa foi les grandes ailes de l'espérance.

Ainsi nous prenions une conscience exaltée de nos forces à l'endroit même où nous en avions le plus noble emploi, et c'est peut-être une des raisons pour lesquelles l'armée belge a, dans des conditions misérables, sans une seule défaillance, su attendre, d'un cœur patient et valeureux, le jour promis de ses revanches.

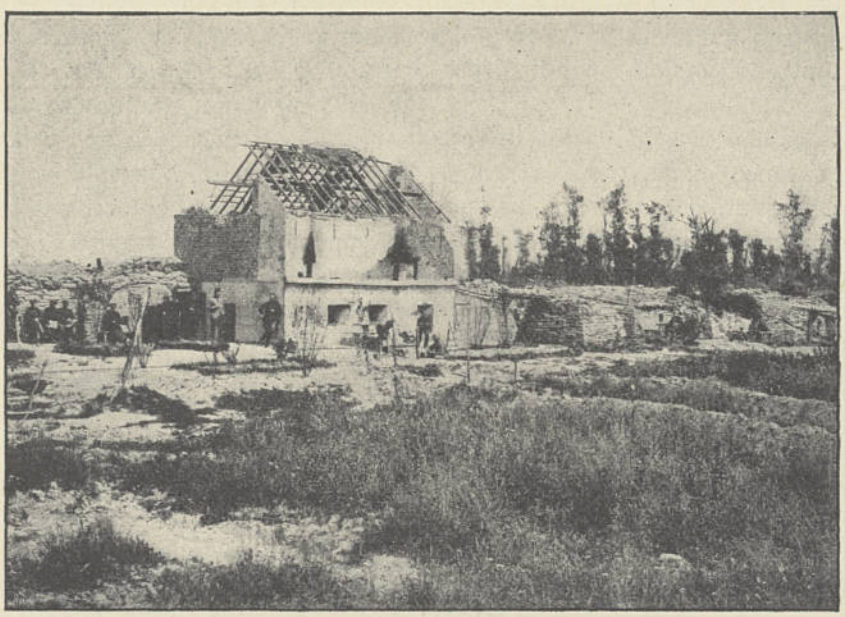
*
* *

Il y eut, au cours de ces quatre ans, plus d'un frémissement qui parcourut la salle d'attente. Plus d'une fois, les vagabonds harassés sentirent le sol trembler sous eux et l'espoir ravager leurs cœurs.

Il y eut d'abord un jour d'automne où le vent

du sud apporta des rumeurs de triomphe, où les éclatements de nos obus soulevaient en l'air des colonnes de fumées qui s'élevaient droites comme une promesse de justice. Puis on n'entendit plus rien. L'automne hostile ramena les nuits courtes et pluvieuses, et la garde d'hiver commença.

L'été suivant, un télégraphiste, un matin, arriva au galop, réveilla le colonel et lui tendit un bulletin de victoire qui venait de la Somme. On apprêta les sacs, on forma les faisceaux. Les armes brillaient au soleil. Puis un nuage parut, creva. La pluie rouilla l'éclair des baïonnettes et chacun tristement reprit son fusil.



TRANCHÉES DE PREMIÈRE LIGNE A LA BORNE 19.800 DE L'YSER

Du temps passa. A l'aube frileuse d'un jour de printemps, alors que tout dormait encore, l'officier adjoint au chef de bataillon sortit de son abri où fumait une chandelle. Il avait les mains pleines de papiers. Il dit :

« On a égaré trois appareils Vermorel, et les Allemands ne sont plus à Noyon. »

On laissa en litige la question des Vermorel, et la bonne nouvelle fut colportée de terrier à terrier. Les hommes grognaient un instant sous leurs couvertures, puis surgissaient au jour afin de placer cet événement dans sa lumière, comme on élève un verre de liqueur pour le faire briller au soleil. Ah ! cette fois, l'espoir dura plus longtemps. On l'entretint par différentes manœuvres. Il dura jusqu'aux pluies d'automne, puis un jour vint où tout de même il fallut songer à établir les responsabilités dans l'affaire des Vermorel.

Les vagabonds collaient leurs fronts aux vitres de la salle d'attente, épiant l'arrivée du beau train qui les emporterait. Mais il y eut un jour où il ne fut même plus question d'espoir, où il ne fut plus question que de résister, de tenir bon quand même pour ne pas mourir. Jours affreux et décisifs où toutes les armées, brebis apeurées qui sentaient autour d'elles rôder le souffle des loups, s'en remirent à un seul berger du soin de leurs destinées. Puis la tourmente s'éloigna. Les vents du destin tournèrent. Comme la glace qui se fend aux premiers souffles du dégel, des craquements, tout le long du front, annonçaient le sort de l'Allemagne, dont l'effondrement se préparait. Pour nous, las, amaigris, débilités, il semblait que c'en fût assez d'avoir échappé à un si grand péril. Mais de la mer du Nord à la forêt d'Argonne, l'appel retentissait, réclamait la participation absolue, le rassemblement de toutes les énergies. Le mouvement qui pliait aux rythmes de ses glorieux battements tous les peuples alliés devait comme les autres nous emporter aux bras de la victoire. L'heure était venue où les portes de la salle d'attente s'ouvraient enfin.

*
* *

Après des siècles d'esclavage,
Le Belge sortant du tombeau...

Ce sont là les premiers vers de notre hymne national. A vrai dire, ils ne se signalent guère par un lyrisme éblouissant, mais ils ne manquent pas de justesse. Le Belge n'a pas surgi, il n'a pas jailli, il ne s'est pas précipité dans un furieux élan, non, il est sorti du tombeau. Simplement, tranquillement, comme quelqu'un qui a mûri soigneusement un projet, qui a bien pesé le pour et le contre, qui a enfin arrêté sa résolution et qu'on

n'en fera pas démordre. C'est assez sa manière, et c'est assez son habitude.

Sa manière : le Belge a peu de goût et d'inclination pour les improvisations géniales. D'abord, il ne sait pas ce que c'est. Il n'a pas de génie, mais il a peut-être une longue patience. Petit et faible, n'ayant à sa disposition que des moyens restreints, il ramasse, il calcule longtemps son élan, afin d'en utiliser au mieux la vigueur réduite. Ménager de ses forces, parce qu'il en connaît l'exacte portée et la limite, il n'entreprend rien qu'à bon escient. C'est sa noblesse et son mérite qu'il est toujours sorti de tous les tombeaux où on a voulu l'ensevelir.

L'ordre naturel des choses veut, la fatalité des conditions de l'existence exige, que les grands peuples s'occupent toujours des petits, moins pour leur bâtir une demeure que pour leur dresser un lit. Mais le Belge n'aime pas ça. Même si son lit est de plumes. Il n'aime pas d'être le corps étendu dont les organes s'atrophient. Ce n'est pas dans son tempérament. Alors il n'y consent pas. Alors il y a toujours un moment où ça ne peut plus durer. De même qu'en 1830, il était sorti du tombeau de l'esclavage, en 1914, il est sorti du tombeau de la neutralité. Qu'on ne s'y trompe pas : la soudaineté de sa résistance à l'Allemagne parjure n'est que le résultat d'une volonté longuement préparée dans le silence et à laquelle seule la brutalité des événements imprima ce caractère de spontanéité, et c'est en obéissance aux principes qui ont toujours guidé ce pays dans ses décisions qu'ainsi, le 28 septembre 1918, l'armée belge est sortie du tombeau des tranchées.

La thèse peut paraître spécieuse. Il y avait un ordre et il fallait l'exécuter. Que cet ordre répondît au vœu avoué de tous les combattants, il serait faux de l'affirmer, mais à la façon dont ils l'acceptèrent et l'exécutèrent, il devint visible, on ne peut nier, qu'il correspondait à leur vœu secret. C'est presque toujours malgré elles, c'est-à-dire sans provocation directe de leur part, que les masses, les générations, les races se haussent jusqu'à ce niveau moral qui marque pour l'histoire leur degré de vertu.

* * *

Je ne vous dirai pas commeent ce peuple marcha à l'assaut. Il n'entre pas dans ma pensée d'élever l'effort des miens au-dessus de celui de tant de Français qui ont participé à ces sanglantes fêtes ou sont tombés dans ces ruées épiques et monstrueuses. Ils furent dignes d'eux, et cette constatation suffisait à remplir ceux qui les conduisaient d'une fierté que nul autre témoignage ne saurait grandir.

Mais cette offensive des Flandres, poursuivie pendant quarante jours sans répit, serait peu de chose cependant dans la gigantesque mêlée, si, pour lui donner une signification particulière, il n'y fallait voir le couronnement glorieux d'un long martyre, le fulgurant triomphe du Droit foulé aux pieds, la résurrection dans la lumière tonnante d'un peuple ignominieusement crucifié.

Heures pathétiques que celles où, franchis les derniers réseaux, bousculé le dernier réduit de la défense ennemie, le premier village libéré apparut devant nous, non à travers l'opium d'un rêve, non sous le globe brumeux d'une promesse, mais comme une chose réelle, véridique, animée.

Je la revois cette petite ville flamande où nous pénétrâmes un soir d'octobre, après dix-huit, vingt heures de labeur et de marche ; on ne savait plus, ça n'importait pas et nous nous étonnions de voir la nuit tomber. La ville n'était qu'une rumeur bouillonnante et nous passions à travers un fleuve de chants et de cris. Pour nous une joie énorme, et presque sans paroles, animait nos bataillons, faisait craquer en les gonflant nos colonnes et déployait les troupes sur toute la largeur des rues.

Sous la pioche sanglante et obstinée des démolisseurs intrépides, lentement le mur allemand achevait de s'effondrer. Heure immense et unique que celle où, dans le matin de l'armistice, de ce haut sommet de l'histoire, la Belgique nous apparut, purifiée et rajeunie comme un grand paysage qui sort de l'ombre, tout illuminé de rosée et clair et chantant dans l'aurore.

De toutes les tours, de tous les clochers, de tous les beffrois des cités de Flandre, comme aux heures solennelles de leur passé spendide, s'échappait la voix grondante et tumultueuse des cloches et comme ces végétations luxuriantes qu'une seule pluie tropicale suffit à faire éclore, en un seul jour fleurit sur tout le pays une moisson de drapeaux.

Les pauvres gens de Belgique, ruinés par les privations, guettés par la famine, avaient pourtant tenu pour nous le plus beau des dons en ré-

LE CHEMIN DE LA VICTOIRE. — WEST-ROOSBEKE - 1918

Musée de l'Armée belge à l'Abbaye de la Cambre. Bruxelles. — Tableau de *F. Allard l'Olivier*

serve et quels présents fastueux eussent valu ces beaux épis de foi et de ferveur que la piété de la nation en larmes agitait au-dessus de nos têtes, de toutes les fenêtres et de tous les balcons, tandis que l'armée s'avançait comme un cortège lumineux dans l'air sonore.

* * *

O cri aigu de l'âme au sommet de la symphonie ! Brasier dont la chaleur à peine nous embrase que déjà sa flamme s'éteint !... Je suis retourné dans la salle d'attente de la gare à présent désaffectée, au pays des routes mornes et des champs calcinés. L'herbe folle envahit les tranchées et détruit peu à peu les aspects traditionnels de la région où les plus amers et les plus féconds de nos jours s'écoulèrent. Il m'a fallu faire effort pour retracer des scènes de ma vie ancienne. Il me semblait que, dans le cadre paisible où le sort m'a placé, j'avais moins de peine à les évoquer. Alors, pour la première fois, j'ai trouvé une douceur au mot si triste de Royer-Collard : « Nous ne nous souvenons plus des choses, disait-il, nous ne nous souvenons que de nous-mêmes. » Or, en vérité, dans le cas actuel, cela ne suffit-il pas ? Ce que nous fûmes dans la salle d'attente, ce que nous fûmes aux heures de ces longues veillées, les aspirations qui nous portaient, les angoisses qui nous visitaient, venaient du meilleur de notre âme. Sachons rester en communion avec les hautes pensées dont nous fîmes notre aliment, et nous apporterons dans la paix restaurée une conscience que la guerre fit virile et des soucis dont la noblesse ne peut nous être disputée. Si l'homme accepte et supporte avec tant de facilité une souffrance qu'il redoute, c'est qu'il y respire, quand elle l'accable, un parfum de vertu, mais qu'il lui laisse mûrir son fruit. Il y découvrira alors mieux qu'un soulagement, une récompense, car il lui trouvera le goût de la sagesse. Il faut avoir confiance dans les destinées des peuples, dont les résolutions sont sorties triomphantes de l'épreuve à laquelle ils n'ont pas craint de les soumettre : la plus dangereuse, mais la plus concluante, celle du feu.

XVIII

LA GUERRE SUR L'YSER

I. — Généralités

es combats furieux soutenus autour d'Ypres en novembre 1914 par les vieilles divisions britanniques, avaient marqué le terme de la course à l'enveloppement.

Désormais, sur le théâtre occidental, le front de bataille était continu de la mer à la Suisse et le demeurerait jusqu'à la fin, en dépit de la longueur et des fluctuations de la lutte.

L'armée belge se tassait dans les boues de l'Yser.

Sa détresse, physique, matérielle et morale, était extrême ; on la verra cependant, quatre années plus tard, renforcée, rajeunie, abondamment pourvue, s'élever dans un magnifique élan à l'assaut de la crête des Flandres et marquer à son tour, à travers la patrie reconquise, un triomphant sillage.

Cette métamorphose, surprenante pour qui n'en considère que l'épanouissement final, va s'accomplir à travers les mois et les ans sous l'apparence de l'inaction, mais, en réalité, dans des conditions pénibles, que seule de tous les belligérants, la valeureuse armée serbe connaîtra comme la nôtre et qu'un mot, l'exil, suffit à évoquer.

Si l'on entend que faire la guerre, ce n'est que se battre, l'armée belge sera éliminée jusqu'au 28 septembre 1918. Une telle vue est superficielle ; elle s'arrête à l'aspect extérieur des choses, sans percer jusqu'aux causes profondes qui le dessinent. Sur l'Yser, nos troupes ont duré, et le premier résultat de cet effort fut d'immobiliser, en face d'elles, des troupes ennemies au moins équivalentes ; elles ont souffert et saigné, mais pas en vain, car leur présence attestait la permanence et la force de l'idée qui avait, après nous, soulevé le monde et le soutiendrait en armes jusqu'à ce que l'Allemagne se rendît à merci.

Nous ne redirons pas, après tant d'autres, ce que fut la vie de tranchée, qui fit toucher à notre soldat, au fantassin surtout, le fond de la misère humaine, mais non pas celui de ses réserves insoupçonnées d'endurance physique et d'énergie morale. La littérature et l'image en ont propagé les multiples aspects. Nous n'en retiendrons qu'un : le calvaire du chemin de la relève, où l'on s'engageait sous le vent et la neige, à la tombée de la sombre nuit d'hiver. Les hommes pesamment chargés, armes, vivres, campement, matériaux, cheminent, le dos voûté, au fil des passerelles branlantes ; aux points repérés par l'ennemi, on s'espace; une rafale subite de mitrailleuse ou le sifflement d'un obus : un corps s'affale dans l'eau toute proche ; on continue, on arrive enfin, on libère les camarades qui vont, à leur tour, suivre en sens inverse la voie meurtrière, et qui la reprendront dans huit jours et puis encore, indéfiniment... Le jass quitte la tranchée pour l'hôpital ou le piquet, si ce n'est pour monter au ciel des braves. Le piquet, c'est encore le travail de nuit, sous les projectiles ; le repos consécutif, troisième stade du rythme implacable, se prend sous un mauvais toit à même le sol battu, qu'une maigre paille dissimule.

Tel fut le régime du premier hiver, dont les combattants eux-mêmes dirent plus tard que nulle autre épreuve, y compris le combat, ne fut aussi rude. Avec le temps, les conditions matérielles s'améliorèrent et ce fut un des résultats de notre labeur obstiné.

LE TRAVAIL

Aucun soldat n'a travaillé autant que le nôtre ; le Français notamment, qui le vit souvent à la tâche, en était déconcerté. Son rendement ne

connut d'autre limite que celle des disponibilités en matériaux, que nos alliés, dont les besoins étaient immenses, nous mesuraient avec parcimonie. Nos plans directeurs de 1918 permettent d'en mesurer d'un coup d'œil le développement énorme. C'est, du voisinage immédiat des postes avancés de l'ennemi et sur une profondeur de 12 à 15 kilomètres, une trame serrée de travaux de tous genres : réseaux de fils de fer, tranchées, traverses, boyaux, ponts, emplacements de batteries, lignes téléphoniques aériennes ou enterrées, bétons, abris de logements et de mitrailleuses, postes de secours, voies ferrées normales ou étroites magasins, baraquements, dépôts, hôpitaux... Labeur immense, on ne saurait assez le dire, car il ne s'agit pas seulement de construire, mais d'entretenir et aussi de reconstruire, quand l'artillerie allemande en quelques heures anéantit le travail d'un mois. Nous ne pouvons, dans ces courtes pages, nous attarder à suivre l'évolution de l'organisation défensive du front, dont les principes se modifièrent sans cesse, à mesure que se développaient les moyens de destruction de l'ennemi, que variait la tactique de la guerre de position, et que les événements accusaient le caractère général — défensif ou offensif — de notre attitude. Durant l'été de 1918, alors que l'Allemagne approchait de la catastrophe, notre génie minait encore les carrefours; nos fantassins au repos et non pas de simples travailleurs, dont la modicité de nos effectifs nous interdisait le luxe, creusaient encore la terre aux environs de Beveren et de Crombeke.

Indifférent aux conceptions du commandement, notre homme bêchait, plantait les piquets, tirait le fil, coulait le béton, par devoir d'abord, par habitude ensuite, et enfin parce que l'expérience lui avait inculqué cette notion salutaire que tout sac à terre ajouté aux autres, arrêterait peut-être un jour la balle ou l'obus destiné à le tuer.

Nous voudrions encore, avant de relater les événements, suivre une évolution parallèle et plus importante, car elle a conditionné plus étroitement la valeur de notre effort dans la guerre; nous voulons dire la réorganisation de notre armée. Dans ce domaine aussi, tout était à créer: Nous sortions de la bataille de l'Yser victorieux mais ruinés : officiers, cadres, effectifs, armement, munitions, charroi, équipement, vivres, tout nous manquait. Nous avons tout refait, amélioré, agrandi, renforcé. Sans doute, nos efforts eussent été vains sans l'aide financière et matérielle de nos alliés; il n'en reste pas moins que l'armée de 1918 est une œuvre belge; elle porte la marque de nos qualités propres : intelligence, méthode, prévoyance, esprit de suite, sens réaliste et, les dominant toutes, la constance et l'ardeur au travail.

L'œuvre apparaissait dès le début de 1915, singulièrement complexe. Nous dirons sommairement comment elle fut menée à bien.

LES EFFECTIFS

On a vu à quoi ils étaient réduits : nos disponibilités l'étaient aussi. Les volontaires de guerre, les recrues appelées en septembre 1914, et les hommes échappés d'Anvers constituaient une première réserve qui permit, au début de 1915,

ÉVACUATION D'UN BLESSÉ PAR VOITURE AUTOMOBILE
(S. Ph. A. B.)

de porter l'effectif de l'armée de campagne à 93.000 hommes ; des blessés récupérés, l'appel aux Belges résidant hors de la Belgique envahie, firent, six mois plus tard, monter ce chiffre à 124.000. Puis par milliers, nos jeunes gens passèrent la frontière, les blessés et malades de l'Yser achevèrent de se rétablir ; au milieu de 1916 nous montions à 141.000. A cette même époque, l'arrêté-loi du 21 juillet appelait au service de la Patrie tous les Belges disponibles âgés de dix-huit à quarante ans. Ce fut le grand appoint grâce auquel, un an plus tard, notre armée de campagne atteignait son maximum : 162.700 hommes, pour redescendre au moment de l'offensive de 1918 à 154.000. Le nombre global des officiers suivit une marche parallèle. Réduit à 2.500 à la fin de novembre 1914, il s'élevait à 3.300 et 3.900 (janvier et juillet 1915), à 4.700 en juillet 1916, à 5.800 en juillet 1917, à 5.600 avant l'offensive de 1918.

Officiers et soldats venaient des centres et camps d'instruction que nous avions créés dans le Nord de la France, dès janvier 1915. Ces centres méritent une mention spéciale, car ils ont formé, grâce à l'afflux des jeunes gens instruits parmi les volontaires de guerre, que complétèrent des sous-officiers choisis, tous les lieutenants et sous-lieutenants de l'armée de 1918. Ces centres, nous les avons créés de toutes pièces, érigé les bâtiments, constitué par prélèvements au front les cadres d'instructeurs. Plus de 3.000 jeunes officiers de toutes armes — dont 2.000 fantassins — en sont sortis.

L'ARMEMENT ET LE MATÉRIEL

En même temps, dans la région de Calais et du Havre, nous montions des établissements d'artillerie, des ateliers se multipliaient, s'étendaient, dont on voudrait rappeler les origines modestes ou difficiles, — notre pyrotechnie sauvée d'Anvers et se « réinstallant » en octobre 1914, en rade de Calais, au fond d'un vieux bateau ou sous des hangars abandonnés, — la pénurie d'ingénieurs et d'ouvriers habiles ; le manque de machines et de matières premières, tandis que croissaient chaque jour les besoins de l'armée. Jetons un rapide coup d'œil sur la situation de l'été de 1917 où nos installations travaillent à plein.

Dans la région du Havre, un atelier de construction automobile revise, répare et modernise 20 à 30 autos par semaine ; aux moteurs près, il en construit de tout neufs ; aux ateliers d'artillerie où 300 machines-outils tournent nuit et jour, défilent par séries nos canons du front, simplement fatigués ou encore avariés par l'artillerie allemande ; là aussi on répare, on complète, on fait du matériel : tubes de canons, affûts pour tous calibres, avant-trains et caissons ; de Granville il sort des chariots, des cuisines roulantes, des milliers de roues, d'arçons de selle, de tentes. Nous avons notre fonderie, nous fabriquons nos munitions, plus de 2 millions de projectiles d'artillerie, et nous en chargeons le double.

Il conviendrait de montrer comment furent répartis en unités les hommes et le matériel et comment se transforma la physionomie générale de l'armée. Afin de ne pas alourdir ce préambule, nous indiquerons plus loin quelle fut à deux époques caractéristiques, à la fin de 1916 et dans l'été de 1918, l'organisation de nos forces combattantes.

LES VIVRES ET L'HABILLEMENT

C'était affaire à l'intendance qui, elle aussi, s'évertua, car le soldat belge est exigeant. Il a l'estomac solide et d'une complaisance rare ; il est plus que tout autre, et suivant l'expression pittoresque « un tube digestif armé ». Que nos canons aient faim, peu lui importe, pourvu que lui-même soit repu. Il « encaissera » avec sérénité les obus allemands, s'il voit en sens inverse, arriver la corvée de vivres ou mijoter au creux de la tranchée certain ragoût de sa composition. Nul ne l'ignore ; aussi les officiers et l'Administration s'ingénient à maintenir, par ce moyen, le moral du combattant.

Il n'y eut jamais au front belge qu'une crise sérieuse, celle des pommes de terre en 1917 ; les haricots noirs qui remplaçaient les précieux tubercules, excitèrent la verve gouailleuse de nos hommes, tandis que es harengs saurs, estimés trop fréquents, allaient, au cantonnement, garnir des arcs de triomphe ou des ailes de moulin.

On s'amusait de peu... Quoi qu'il en soit, il faut rendre à l'intendance cette justice que l'armée belge n'eut jamais faim ni soif ; le Jass lui en garda une reconnaissance durable. Le champ

d'activité était vaste et, pour le mesurer, une nouvelle énumération s'impose.

Il faut du pain et du bon, comme celui de chez nous ; aussi, dès l'été de 1915, une boulangerie fonctionne à Adinkerke ; en mars 1918, l'artillerie allemande à longue portée l'oblige au départ ; elle se réinstalle à Bourbourg d'où il sort bientôt 240.000 rations par jour. Il faut de la viande congelée ou fraîche, des épiceries, des légumes et des pommes de terre ; de l'avoine, du foin et de la paille pour les chevaux : de l'essence pour les moteurs. Autant de départements à installer, à pourvoir; la guerre sous-marine qui laissait le combattant indifférent, angoissa maintes fois la direction de l'intendance, quand le ravitaillement du lendemain était à la merci du torpillage d'un transport. Il faut boire, l'eau est rare et mauvaise, la bière y suppléera. Sous les obus aussi, une brasserie de Furnes fournit 1.000 hectolitres par mois; c'est peu, mais cette bière a une autre saveur que celle des cabarets. On monte à Gravelines une grande brasserie qui eût fourni, sans l'armistice, 700 hectolitres par jour. Tandis qu'au Havre, dès 1915, une base d'approvisionnements est constituée (vivres, habillement, couchage), des magasins centraux sont formés à Calais, à Bourbourg, à Gravelines. Au front même, des magasins de détail procurent aux troupes les menus objets qui améliorent l'ordinaire et l'équipement.

Ces notations brèves sont évidemment impuissantes à restituer la vie intense et complexe des nombreux organismes qui eurent mission de pourvoir aux besoins divers et sans cesse grandissants de l'armée. Si le mérite des fonctionnaires, ingénieurs, ouvriers et « vieux paletots » s'efface devant celui du combattant, il nous paraît néanmoins équitable de le souligner.

***

Avant d'aborder la relation des événements, il nous reste à évoquer un dernier service qui fonctionna en liaison étroite avec eux : celui des hôpitaux. On conçoit son importance vitale et, partant, le soin extrême avec lequel il fut organisé.

HÔPITAL MILITAIRE D'HOOGSTADE

La bataille de l'Yser fut pour ce service une épreuve terrible; les blessés affluaient, et tout manquait : médicaments, pansements, moyens de transports, hôpitaux, trains d'évacuation. Le dévouement de notre personnel, comme aussi celui des populations françaises de Dunkerque et de Calais, atténuèrent les conséquences de cette situation, puis l'on se mit à l'œuvre pour en empêcher le retour. Nos blessés et nos malades en ressentirent les bienfaits, et l'organisation à laquelle on aboutit fut maintes fois citée en exemple. Au front même, cinq hôpitaux, dotés des derniers perfectionnements : La Panne, Beveren, Hoogstade, Vinckem, Cabour. En avant d'eux, les ambulances divisionnaires où étaient retenus les malades et blessés légers; plus en avant encore, les postes de secours où se donnaient les premiers soins; enfin, contre les premières lignes, des postes chirurgicaux avancés, pour les opérations urgentes de la tête et de l'abdomen. Ainsi vit-on dans une cave de Nieu-

port, un de nos chirurgiens en renom pratiquer d'une main ferme, sous les obus à gaz, les opérations les plus délicates. A l'arrière, des hôpitaux sédentaires recevaient les blessés dès qu'ils étaient transportables. On les multiplia : Calais, Rouen, Le Havre, Rennes, Cherbourg, Paris, Londres, Montpellier, Nice, le Cap Ferrat virent flotter nos couleurs auprès de la Croix-Rouge de Genève.

Malgré leur aridité, les chiffres ont leur éloquence. En dernière analyse, la valeur d'un hôpital s'évalue par le pourcentage des décès ; or, il est entré dans nos hôpitaux pendant la guerre, environ 200.000 blessés et malades sérieux (les autres ne dépassaient pas les ambulances) et l'on n'a compté que 9.500 décès, soit moins de 5 p. 100. Nous pensons que ce beau résultat n'a été dépassé dans aucun pays.

II. — La Résistance

Les deux batailles qui encadrent la guerre sur l'Yser, celle de ce nom en 1914 et celle des Flandres en 1918, ont eu jusqu'à présent le don d'accaparer, même en Belgique, l'attention et l'intérêt du public. Durant les quatre années qui les séparent, notre front apparaît généralement comme tranquille, voire reposant. De ci, de là, quelques incidents, par leur rareté même, accusent ce caractère. Le soldat belge s'est mué en travailleur ; sans doute il peine dur, mais ne se bat point. Nos communiqués quotidiens, dont on a médit, tendaient à accréditer cette impression outrée. Il ne pouvait en être autrement ; en relatant nos événements, notre commandement ne pouvait perdre de vue ceux qui se déroulaient sur tout le front et il eut été outrecuidant, alors par exemple que le monde entier avait les yeux fixés sur Verdun, de s'étendre démesurément sur une lutte de bombes localisée à Bœsinghe ou à Dixmude. Aussi, cette poussière de combats qui, sans grand bruit se levait sur l'Yser : bombardements, fusillades, coups de main, raids audacieux, disparaissait dans le brouillard qui baignait ses rives et la mort, sans grand tapage, poursuivait son œuvre. C'est ainsi que la journée du 17 avril 1918, la plus marquante de notre guerre de position, nous coûta infiniment moins de vies que la minoterie de Dixmude d'où Fritz guettait, le fusil aux mains.

Nous avons écrit les pages qui suivent dans l'intention de donner au lecteur, par des exemples choisis, certains aspects caractéristiques de la lutte que nous avons poursuivie et faute desquels on ne saurait comprendre l'état merveilleux que présentait notre armée à l'aube de l'offensive libératrice. Nous voudrions que ces épisodes lui apparussent, non pas comme un raccourci complet de la guerre belge, mais bien qu'il les vît projetés comme autant de points lumineux sur le fond du tableau, sévère et meurtri, que représente au cours des ans, la résistance sur l'Yser.

LES COMBATS DE STEENSTRAAT
(AVRIL-MAI 1915)

Au printemps de 1915, l'armée belge était déployée sur 28 kilomètres, depuis Nieuport-Ville jusqu'à quelque 400 mètres au nord de Steenstraat.

De Nieuport-Ville au musoir de Nieuport-Bains, le groupement français du général de Mitry gardait les dunes et le front de mer.

A notre droite, au delà du canal de l'Yser, en tête de pont raccordée au saillant d'Ypres, les territoriaux du général Quinquandon venaient de relever le 20e corps français.

La bataille de l'Yser et la première bataille d'Ypres avaient arrêté net l'envahisseur dans sa marche forcée vers les ports du Pas de Calais, mais les avantages considérables qu'il espérait de leur prise devaient l'inciter à reprendre son projet.

Il ne lui échappa pas que le secteur de Steenstraat-Poelcappelle, tenu par des territoriaux et contigu au front belge, s'offrait favorable à l'attaque.

Déployés en tête de pont sur la rive est du canal de l'Yser, ceux-ci, dont l'aile gauche couvrait l'agglomération et le pont de Steenstraat, étaient séparés de nos troupes par la largeur de la voie d'eau. Leur droite se soudait aux défenses britanniques vers Langemarck, Poelcappelle, et sur le saillant d'Ypres que son orientation exposait aux tirs d'écharpe et rendait, par suite, malaisément défendable.

Il y avait donc dans cette région, sur un espace relativement restreint, des troupes devant combattre avec un obstacle à dos ; une charnière à gauche, une soudure à droite, soit deux points faibles ; enfin, trois commandements autonomes.

Il y avait aussi, il est vrai, pour pallier ces inconvénients, un impondérable puissant : la solidarité; celle-ci ne figura sans doute pas dans les prévisions de l'ennemi.

Il eût pu se satisfaire d'accumuler, en secret, des réserves et du matériel puissants devant ce front et compter sur la surprise pour l'enfoncer.

Il lui était donné d'inaugurer l'emploi d'une arme cruelle et perfide : les gaz asphyxiants.

C'est aux XXIIIe et XXVIe corps d'armée de réserve que le commandement allemand réserva l'étrenne de l'inique procédé.

Le 22 avril 1915, vers 17 heures, l'artillerie de ces corps déclencha brusquement un furieux bombardement sur les lignes françaises, entre Bixschoote et Langemarck. Puis, des tranchées avancées allemandes, on vit soudain, sur toute cette étendue, s'échapper des jets d'une vapeur cuivrée, qui sous la poussée d'une brise soufflant du nord-est, se mua bientôt en un nuage opaque et coula, au ras du sol, vers les défenseurs de la tête de pont de Steenstraat. Ceux-ci, intrigués par ce nuage bizarre, observaient sans défiance sa progression. Les territoriaux des premières tranchées portèrent bientôt les mains à la gorge, puis s'écroulèrent dans les affres de l'asphyxie.

Quand les autres se décidèrent à reculer, ce fut hélas! pour beaucoup d'entre eux déjà trop tard; le brouillard méphitique les rattrapait, s'insinuant jusque dans les abris et saisissait les combattants surpris dans l'attente de l'attaque.

Se croyant assurée d'une victoire facile, l'infanterie allemande suivait à distance prudente le nuage meurtrier. Elle parvint bientôt, grâce à lui, à border la rive est du canal depuis Steenstraat jusqu'à Het Sas. Mais là, la lutte devait continuer à armes presque égales.

La droite belge, peu gravement atteinte par les gaz qui avaient dérivé vers le sud-ouest, put se ressaisir tout de suite et ouvrit un feu nourri sur les colonnes allemandes qui s'engouffraient en hâte sur le pont et dans Steenstraat.

Avec un sang-froid remarquable, nos troupes, d'initiative, parèrent au danger.

Une première barricade fut élevée en toute hâte à angle droit à l'extrémité de la tranchée de la berge ; un crochet défensif fut aussitôt amorcé, face aux constructions du hameau d'où l'ennemi tâchait déjà de déboucher.

Le contact avec les Français était complètement perdu. L'obscurité tombait et sur la droite le flot ennemi, ayant fait brèche, menaçait de nous submerger.

Nos patrouilles, dépêchées vers le sud-ouest, à la recherche de la gauche française, avaient été accueillies par des grêles de balles. Déjà nos premières lignes face au canal, fouillées par des milliers d'obus, étaient en butte à des feux d'enfilade, voire de revers. La situation s'aggravait.

Chacun le sentit d'instinct et nul ne broncha.

Par bonheur, les Allemands, privés de leurs nuages de gaz, hésitaient. Ils s'accumulaient dans Steenstraat et le long de la berge ouest du canal vers Het Sas. Ils s'y renforçaient sans cesse de mitrailleuses qu'ils mettaient au fur et à mesure en action contre nos troupes.

Celles-ci profitèrent de cet arrêt inespéré pour renforcer leurs défenses de la berge et pour prolonger vers l'ouest, avec les renforts accourus,

NIEUPORT. PASSERELLE SUR L'YSER

pelotons par pelotons, le crochet défensif si heureusement amorcé.

Mais ce répit ne pouvait durer. En effet, dès 19 h. 30 l'infanterie allemande s'élançait à l'assaut de nos tranchées, elle était repoussée avec des pertes sanglantes.

Peu après, notre « potence » et nos étais, si gênants, étaient accablés de projectiles de tous calibres, asphyxiants et autres.

Mais le mot d'ordre avait passé dans nos rangs : s'appliquer sur le nez et la bouche un linge mouillé. Les yeux brûlants, les gorges contractées, nos hommes tinrent; l'ignominie de l'adversaire avait exacerbé leur résolution.

La disposition défensive en équerre spontanément adoptée était périlleuse, car elle exposait le crochet aux feux d'enfilade partant de la rive est du canal.

Le général De Ceuninck, commandant la 6e division d'armée, avait prélevé, dans ses sous-secteurs les moins menacés, toutes les réserves disponibles en vue de renforcer la potence qui, plus solidement tenue, s'organisait déjà aux premières heures de la nuit, depuis la berge jusqu'au sud du moulin de Lizerne.

Il était néanmoins évident que devant la menace croissante de la progression ennemie dans le secteur français, des renforts devenaient indispensables.

Le commandement belge n'avait à cette époque, en réserve générale, qu'une seule division, il n'hésita cependant pas à y puiser les unités nécessaires et à les mettre d'urgence à la disposition du général De Ceuninck, aux fins de lui permettre non seulement d'assurer l'inviolabilité de son front, mais encore de prêter main-forte aux alliés pour la reprise du terrain perdu.

La nuit du 22 au 23 avril, se passa en alertes incessantes, tant du côté du canal où l'ennemi s'obstina vainement à lancer des passerelles, que du côté du crochet défensif où une progression sensible de l'adversaire vers Lizerne créa une anxiété d'autant plus grave que toutes les tentatives pour entrer en contact avec les Français que l'on croyait dans le hameau avaient échoué

Le général De Ceuninck, parant au plus pressé, lança dès lors son dernier bataillon à pied d'œuvre à la contre-attaque de l'ennemi, qui, à la faveur de la nuit et d'un bombardement furieux, franchissait déjà l'Yperlée. Cette parade, qui portait à dix le nombre de compagnies luttant en dehors du secteur affecté à l'armée belge, eut l'heureux résultat de créer un front continu et de faire disparaître au moins momentanément la dangereuse trouée. En effet, vers l'aube, ce bataillon était parvenu, en dépit de pertes sanglantes, à se déployer face à Steenstraat, entre le moulin de Lizerne et la lisière nord du hameau, il y avait pris contact avec des unités reconstituées du 80e territorial; ce fut un réel soulagement.

La journée du 23, bien que meurtrière, par suite du bombardement de nos tranchées improvisées, se passa toutefois sans que l'ennemi essayât de poursuivre ses attaques.

Dans la soirée, un détachement de zouaves du général Codet avait vainement tenté de déboucher de Lizerne et, depuis ce moment, le bombardement avait redoublé de violence. Il se poursuivit à la même cadence pendant la majeure partie de la nuit, soumettant nos troupes — et particulièrement celles qui, avec les Français, tenaient le hameau de Lizerne et ses abords — à une rude épreuve. Brusquement l'avalanche des projectiles se déplaça vers l'ouest, une nappe de balles cingla le hameau et, l'ennemi, se ruant, reprit pied dans Lizerne.

Les territoriaux, décimés, refluèrent vers Zuydschoote et notre bataillon qui avait, à l'aube de la veille, pu si heureusement boucher la trouée fut bientôt débordé et dut, unité par unité, soit se replier par échelons en tiraillant, soit se dégager par des corps à corps.

La brèche était rouverte et le flot des « Feldgrauen » s'y engouffrait. Cependant, les unités de gauche de notre bataillon, moins directement engagées et bientôt ralliées par les débris d'un bataillon de zouaves, purent être reprises en mains par leur chef. L'ensemble disparate, fort de 400 à 500 hommes, hâtivement encadré, parvint dans la nuit, à barrer solidement la route de Lizerne à Noordschoote.

A l'aube du 24, la poussée allemande vers le nord était décisivement enrayée. L'ennemi était cloué dans Lizerne, dont les Français lui interdisaient les lisières.

La trouée était rebouchée ; nous donnions à nouveau la main à nos alliés.

L'effort de percée allemand était désormais brisé. Les velléités de contre-attaques que l'ennemi manifesta encore au cours des journées et des nuits suivantes jusqu'à son rejet définitif au delà du

Sentinelle double sur l'Yser
Dessin de James Thiriar.

LES RUINES DE LA MINOTERIE DE DIXMUDE
(S. Ph. A. B.)

canal, vinrent se briser contre nos lignes inébranlables.

D'autre part, depuis ce jour, notre artillerie concentra inlassablement, en dépit des plus violentes ripostes, tous ses feux sur les réduits organisés dans les ruines de Lizerne, de Het Sas et de Steenstraat. Elle vint ainsi efficacement en aide aux vaillantes troupes françaises du général Codet, qui, décidées à purger du dernier Allemand toute la rive gauche du canal, reprirent chaque jour avec une ténacité admirable de durs assauts contre ces repaires de mitrailleuses

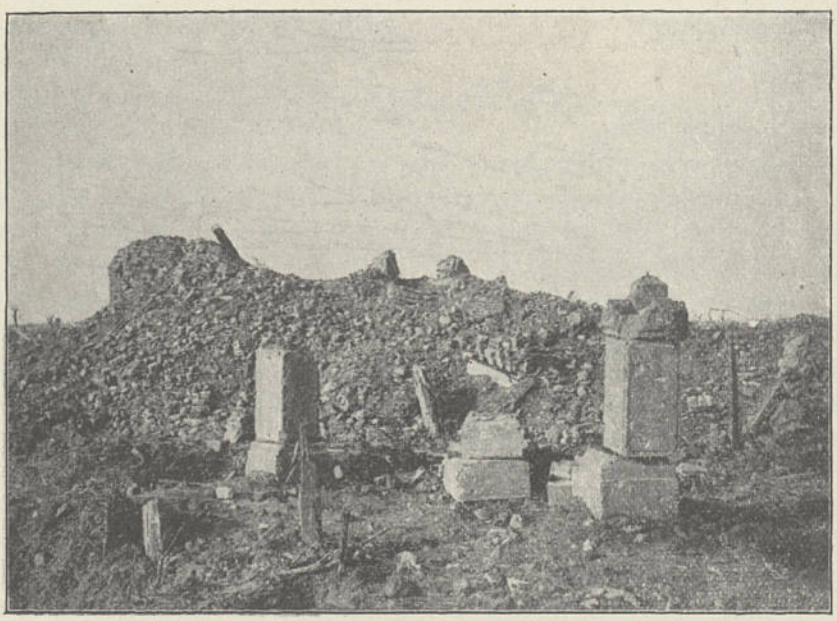
Le 26, elles réoccupèrent Het Sas, le 27 avec l'aide d'un bataillon belge, elles chassèrent l'ennemi de Lizerne. En fin de journée, le 29, elles avaient nettoyé toute la région à l'ouest du canal. Seul le point d'appui de Steenstraat restait encore aux mains de l'ennemi.

Le 4 mai, enfin, notre artillerie prépara la ruine de ce dernier réduit, où s'accrochaient encore désespérément les mitrailleuses allemandes; les valeureuses troupes du colonel français Lestoquois en eurent définitivement raison

LA NOUVELLE ARMÉE ET L'OFFENSIVE DES FLANDRES DE 1917

Le moment est venu de marquer l'étape parcourue dans la réorganisation de nos forces En cette fin de 1916, nos efforts avaient porté leurs fruits; l'armée de l'Yser de 1914 n'était plus qu'un souvenir déjà lointain. 150.000 hommes aguerris, fortifiés, bien encadrés et puissamment armés s'alignaient sur le fleuve, prêts à la bataille.

Les énumérations sont fastidieuses, mais on ne saurait traduire en moins de mots la complexité du problème que nous avions résolu. Le lecteur curieux de détails, se reportera, pour les comparer, aux indications qui sont données plus haut sur l'armée de novembre 1914. Celle de 1916 comprend : le G. Q. G., 6 divisions d'armée, 2 divisions de cavalerie, des troupes non endivisionnées, dites troupes d'armée, des unités d'auxiliaires.



BIXSCHOOTE. — LES RUINES DE L'ÉGLISE

Détaillons la composition de la 5e division d'armée :

Un Q. G.

3 brigades d'infanterie à 3 bataillons de 3 compagnies (à 3 pelotons et 1 section de mitrailleuses) ; 1 compagnie cycliste.

1 brigade d'artillerie : 5e régiment : 3 groupes de 3 batteries de 4 canons de 75 à tir rapide, 1 batterie contre avions ; 11e régiment : 2 groupes de 3 batteries de 7.5, 1 groupe de 2 batteries d'obusiers de 120, 1 groupe d'artillerie de tranchée (24 mortiers).

1 régiment de génie : 2 bataillons à 3 compagnies, 1 peloton de télégraphistes, 1 peloton de projecteurs.

Une section de T. S. F.

Un corps des transports (autos et camions attelés).

Les troupes d'armée ont un développement semblable ; on y trouve notamment :

1 brigade d'artillerie lourde : 25 batteries d'obusiers et de canons longs.

1 bataillon de chemins de fer.

6 escadrilles d'aviation.

1 compagnie d'aérostation.

2 compagnies de pontonniers.

1 compagnie de projecteurs.

1 compagnie de télégraphistes.

2 équipages de ponts.

1 compagnie de T. S. F.

Enfin, 46 compagnies de travailleurs et des troupes d'étapes.

***

C'est sur cette armée que se leva le printemps de 1917, année grosse d'espoirs justifiés et qui eût marqué, sans l'effondrement russe, la défaite allemande.

L'offensive française d'avril, arrêtée au Chemin des Dames par des considérations d'ordre politique, allait reprendre en Flandre trois mois plus tard, de concert avec les Britanniques. La guerre sous-marine en soulignait l'urgence ; les alliés voulaient non seulement battre l'armée allemande, mais la forcer à abandonner la côte belge, où s'embusquaient les sous-marins.

Le 7 juin, une conférence réunissait à Cassel les grands chefs des trois pays ; il était arrêté qu'une offensive combinée serait entreprise en Flandre sous le haut commandement de Sir Douglas Haig ; y participeraient : les 5e et 2e armées britanniques, la 1re armée française (général Anthoine) et l'armée belge. Celle-ci attaquerait par le sud de Dixmude vers Clercken et Zarren, quand la 1re armée française aurait dépassé la forêt d'Houthulst. Aussitôt, les préparatifs commencèrent. On se souvient de l'animation que présenta le front, entre la mer et Ypres : les colonnes d'artillerie anglaise s'acheminant vers Nieuport où les Français étaient relevés par nos alliés ; les divisions françaises venant libérer notre 6e division dans le secteur de Steenstraat et la 5e à Noordschoote ; les batteries de tous calibres se multipliant, accumulant les munitions ; ce fut le branle-bas général... tel qu'il devait se reproduire un an plus tard.

Le 22 juin, le plan belge était arrêté. L'attaque principale serait faite par les 2e et 6e divisions, disposées : la 2e, entre l'embouchure du canal d'Handzaeme et la borne 19.400 de l'Yser ; la 6e, à sa droite jusqu'au coude du fleuve à Labbiettenhoek. La 1re division ferait une attaque secondaire au nord du canal.

L'attaque franco-britannique se déclencha le 31 juillet à 3 h. 50 et atteignit, par sa gauche (française), Poesele, Bixschoote et le Steenbeek. Elle reprit le 16 août; les Français s'emparèrent de Drie-Grachten et de la presqu'île de Luyghem. Le 20 septembre, la 5e armée britannique repartait à son tour, puis encore le 4 octobre, en liaison avec la 2e. Ces deux armées marquèrent vers Passchendaele l'avance maximum 8 km. réalisée sur le front général des attaques. Le 9 octobre, la 1re armée française atteignit par le sud la forêt d'Houthulst, mais ne put la pénétrer. Le 26, l'attaque était reprise par les trois armées, mais la fin du mois marqua celle des opérations.

Cette offensive de trois mois n'avait pas atteint son but final ; on a imputé cet échec relatif aux pluies persistantes qui enrayaient la progression de l'infanterie et la mise en place de l'artillerie; à la tactique suivie pour les attaques et qui, renouvelant le Verdun allemand, devait, par l'excès même du bombardement, rendre impraticable aux troupes alliées le terrain défoncé par leurs projectiles. Nous pensons que ces causes furent secondaires ; l'Allemagne sentit qu'une partie décisive se jouait en Flandre; elle banda toutes ses énergies pour en fausser tout au moins

les résultats. Elle contint l'attaque, mais à quel prix ! Le nombre des divisions qu'elle dut engager et faire marteler en témoigne mieux que tout discours. Leurs pertes furent telles qu'elles eussent été irréparables sans la débâcle moscovite.

C'était, comme sur la Somme, l'année précédente une victoire gagnée sur place.

L'armée belge n'y prit pas la part qu'elle escomptait, et ce fut dommage, car elle était prête à se la tailler large. Nos fantassins durent se résigner à attendre l'arme au pied, quelques uns seulement eurent la satisfaction de pénétrer audacieusement par Vyfhuizen dans la presqu'île du Luyghem, et de donner la main aux Français. L'eau, qui paracheva notre œuvre en octobre 1914, sembla nous en garder rancune en nous interdisant plus tard, sur la moitié de notre front, toute offensive importante. Il faut noter cependant l'appui efficace et constant que, durant ces trois mois, notre artillerie donna aux attaques de la 1re armée française. Il serait oiseux de développer ici le mécanisme de cette intervention à distance, où s'affirma la science de nos officiers d'artillerie, la résistance et le dévouement du personnel aux pièces. Pour indiquer la puissance de cette intervention, nous dirons que dans une seule journée, celle du 27 octobre, nos batteries ne tirèrent pas moins de 45.000 projectiles de tous calibres.

ZUYDSCHOOTE. — LES RUINES DE L'ÉGLISE

Mais si les divisions ne purent être engagées, les petites unités mordirent avec entrain. Il était opportun de harceler l'ennemi par tous les moyens pour l'inquiéter, l'inciter à ne pas se dégarnir devant les Belges au bénéfice du front attaqué et lui donner — autre résultat appréciable — le sentiment que la cause demeurait commune entre nos grands alliés et nous.

Aussi, durant des mois, raids et coups de main se multiplièrent.

On ne lira pas sans intérêt la relation sommaire d'un de ces épisodes. Nous la demandons au capitaine Dendal qui commandait alors la 5e compagnie du 17e de ligne et qui, dans cette belle aventure, apparaît représentatif de la haute valeur de nos officiers d'infanterie.

LE RAID SUR LE CHATEAU DE LA BORNE 19

Situé en bordure ouest de la route de Dixmude à Woumen, le château était resté aux Allemands à l'issue des combats sanglants qui se livrèrent en octobre 1914 aux abords de la ville. Si, durant trois années, nos bombardements l'avaient ruiné et rendu intenable, sa masse ne continuait pas moins à dominer le terrain uni et profond qui le séparait de l'Yser, et à jalonner, tel un imposant bastion, la première ligne allemande. Aussi l'ennemi l'avait-il entouré d'un système très complet de travaux de défense — tranchées, boyaux, abris bétonnés, réseaux — qui l'enchâssaient solidement. Dans la proximité de la route, un étang dont nos obus avaient fait un cloaque ; plus à l'est, une tranchée d'étai, continue, doublée d'îlots fortifiés, entourés d'eau.

Entre le château et nos postes avancés jetés sur la rive droite de l'Yser, s'étalaient sur 800 mètres

des prairies basses, découpées par un « vaart » large de 8 mètres et par de nombreux fossés d'irrigation, remplis d'eau. Il s'agissait de pénétrer dans le château, à travers ses défenses, de vérifier les résultats de nos tirs de destruction antérieurs, et de ramener des prisonniers. Il s'agissait aussi, bien que l'ordre s'en tût, de prouver au boche, en le mordant, qu'il avait toujours à compter avec nous

Voici, dans sa forme simple et précise, la relation du capitaine :

« L'attaque est fixée au 29 octobre, 2 heures du matin. Elle est confiée non pas à des volontaires, mais à ma compagnie, que renforceront deux pelotons régimentaires de patrouilleurs et une section du génie ; au total : 300 hommes. Sitôt la décision prise, le 25, on se prépare avec entrain. L'artillerie ouvre cinq brèches dans les fils de fer qui clôturent l'ouvrage. Les fantassins répètent l'opération sur un terrain où l'on a, grâce à la photographie aérienne, figuré exactement le château et ses abords. Je répartis les missions entre les groupes d'attaque. Chacun a son itinéraire repéré, son objectif, son programme détaillé.

Armes et munitions sont vérifiées. Je pousse la minutie jusqu'à faire coudre sur les capotes, devant et derrière, des carrés de toile blanche qui permettront à mes braves de se reconnaître et d'éviter de cruelles méprises. Il leur est alloué, aubaine rare, une demi-bouteille de pinard. Je leur fais demander, peu avant le départ, s'ils désirent prendre le vin d'honneur avant ou après l'attaque et je reçois cette réponse typique : « A la rentrée, mon capitaine, car ce soir, les hommes veulent savoir ce qu'ils font.

Des autos transportent mon détachement jusqu'en première ligne. Il passe l'Yser. Debout sur le parapet, le général de division nous voit défiler et nous souhaite bonne chance. Ce geste du grand chef est très apprécié.

Le temps est clément ; la lune complice baigne d'une lumière diffuse le terrain d'attaque. A la file indienne, on se coule le long des fossés et les groupes se disposent, comme il a été dit, à plat ventre, face à leurs objectifs que l'on distingue vaguement dans le halo. Il est une heure.

La préparation, depuis minuit, bat son plein ; des batteries accablent le château et ses tranchées ; d'autres l'encagent pour l'isoler de tout renfort ; d'autres encore recherchent les canons allemands. Nos hommes sont enthousiasmés. « Capitaine, me dit l'un d'eux, si cela continue, il n'y aura de nouveau plus un boche vivant à trouver. »

1 h. 55., le barrage mobile de nos 75 se déclenche brusquement et s'abat à 200 mètres devant nous.

2 heures, le barrage fait un bond, je siffle, toutes les énergies se dressent, l'attaque est partie.

Les petites colonnes, dédaignant le contre-barrage allemand, incertain et tardif, atteignent la tranchée principale, escaladent le parapet et sautent. De furieux corps à corps s'engagent dans la pénombre. Les bétons qui, au nord et au sud, bornent le front d'attaque sont encerclés ; celui du Sud est « nettoyé » rapidement par le groupe du lieutenant Meeus; celui du nord résiste. Là, nos patrouilleurs rampent et tournoient impuissants — car nulle issue ne se découvre — sous les grenades jetées par des créneaux inaccessibles ménagés dans le plafond de l'énorme bloc. La situation est critique ; brusquement surgit, on ne sait d'où, un officier allemand suivi de plusieurs hommes et précédé d'un lanceur de flammes qui, braquant son engin, atteint un de mes signaleurs dont la besace, bourrée de fusées, prend feu et en un instant fait du malheureux une torche vivante. Fous de rage, nos hommes se précipitent, le lieutenant Verbist en tête, et massacrent lance-flammes, officier et soldats

Le premier objectif est atteint. Je donne le signal de la reprise du mouvement. L'artillerie ennemie bombarde furieusement la tranchée que nous venons de dépasser et où ne restent plus que des blessés allemands... La progression est pénible; le parc du château n'est qu'un bourbier où par endroits on enfonce jusqu'aux genoux. Néanmoins, les groupes de tête atteignent la route, la dépassent, mais ne peuvent aller loin. Ils se heurtent à une tranchée solidement tenue, à une ferme entourée d'eau et défendue par le eu. S'attarder plus longtemps serait inutile et même dangereux, car l'ennemi s'est ressaisi, ses gros obus tombent drus, la fusillade augmente. J'ordonne le repli... »

Aussi bien, ajouterons-nous, la mission était remplie. Le capitaine Dendal, dont la présence d'esprit ne s'était pas altérée un instant, agit sagement. Le repli s'exécuta tranquillement, suivant le programme arrêté. A pas lents, nos hommes et leurs 17 prisonniers regagnèrent l'Yser à travers le barrage allemand et les rafales des mitrailleuses,

franchirent le fleuve sur les passerelles et furent acclamés par les troupes de garde qui avaient suivi de loin le féerique spectacle.

Silence ! le capitaine a ordonné l'appel. Officiers et chefs de groupe rendent compte. Les 300 hommes sont là, tous les valides et tous les blessés, que les brancardiers ont ramenés jusqu'au dernier, nous voulons dire le signaleur brûlé par le lance-flammes et qui mourra le lendemain.

Tel fut le raid du château de la Borne 19, opération minuscule sans doute et que masquèrent, comme ils le firent trop souvent, les grands combats qui se développaient sur l'immense front. Et cependant, il eût mérité d'être mieux connu, car il était bien, comme les actions semblables menées par les Belges, de ces petits faits significatifs auxquels si volontiers Taine aimait à s'arrêter.

Au moins ne fut-il pas perdu pour notre armée, qui s'y reconnut, comme dans une fidèle miniature. Le raid se révélait riche de toutes les qualités de nos troupes : vigueur, énergie, endurance et sang-froid de notre infanterie, habileté technique de notre artillerie et de nos sapeurs, science de notre commandement où s'étaient codifiés, au cours de ces trois années, tous les enseignements de la guerre. Sa maîtrise se déploiera en 1918, et suscitera l'admiration de nos alliés en avril d'abord, à la fin de septembre surtout, au point que le général Degoutte, chef d'État-Major du groupe d'armées des Flandres, accueillera d'abord comme invraisemblable, le soir du 28, première journée de l'offensive, la nouvelle que la 7e division d'infanterie a traversé la forêt d'Houthulst.

Mais le raid du capitaine Dendal signifiait davantage. Ce qu'il ramenait dans nos lignes, à l'aube du 29 octobre 1917, avec ses 300 hommes et ses prisonniers, c'était la preuve éclatante du haut moral et des vertus guerrières dont l'armée était imprégnée et dont elle donnerait toute la mesure quand sonnerait l'heure du triomphe. Il s'en fallait encore de onze longs mois.

***

Mois longs d'attente, d'abord, qui virent se hâter vers l'occident les divisions ennemies libérées du front russe, le flux allemand, subitement accru, déferler en vagues furieuses au point de rendre, dès le 27 mars, la situation désespérée. Mois d'impatience ensuite, quand le génie de la France, en suscitant Foch, aura subjugué le Destin.

Avant de dire comment ce flux vint le 17 avril battre nos lignes et s'y endiguer, nous céderons au désir de montrer nos cavaliers au feu ; ces braves gens, à travers les vicissitudes d'une guerre si contraire à leurs aspirations, avaient gardé au contact étroit des fantassins le même esprit qui, devant Haelen, le 12 août 1914, mit en fuite la cavalerie allemande

Nous mènerons désormais sans arrêt la relation des événements de l'année 1918, au cours de laquelle notre armée tracera enfin sa voie triomphale de l'Yser au Rhin. L'armée de la délivrance, celle que nos populations ont acclamée, mériterait une description détaillée. Mais nous avons scrupule à fatiguer le lecteur et nous dirons simplement ce qui la distinguait de celle de 1917.

Une nouvelle grande unité est apparue au début de 1918, la division d'infanterie, composée de trois régiments d'infanterie, un d'artillerie à trois groupes de 75, un bataillon du génie, un corps des transports.

La division d'armée, conservée, comprend deux divisions semblables qui constituent des groupements tactiques très maniables, complets, et autonomes par les services dont ils sont dotés ; des troupes et des services non absorbés par les divisions d'infanterie ; citons : un groupement

LA « JOCONDE », VIEILLE FERMIÈRE DEMEURÉE AVEC NOS SOLDATS SUR L'YSER

léger (cavaliers, cyclistes, autos-blindées), un régiment d'artillerie lourde, des compagnies du génie, de télégraphistes et de projecteurs.

Les groupes d'armée se sont accrus en artillerie à grande puissance et surtout en aéronautique ; celle-ci est forte de 3 compagnies d'aérostation et de 11 escadrilles d'aviation.

Dans l'été de 1918, l'armée s'est infusé un sang nouveau par l'afflux des volontaires qui fournissent, détail à noter, les trois quarts des jeunes officiers de toutes armes. Tous les chefs sont éprouvés ; les hommes ont de dix-sept à trente-deux ans ; les volontaires imberbes coudoient les vétérans de 1914, ceux qui ont fait Liége, Anvers et l'Yser mais qui sont en nombre restreint, une dizaine par compagnie de 160 hommes. L'ardeur des uns, l'endurance et l'expérience des autres, s'amalgament dans un désir commun de gagner la guerre. L'armement, l'équipement, le matériel, les munitions sont au grand complet et en excellent état ; toutes les usines, à l'arrière, donnent à plein.

Avec un instrument de cette trempe, le haut commandement pouvait envisager l'avenir avec confiance.

Et maintenant, la parole est au canon.

REIGERSVLIET

A 4 kilomètres au nord-ouest de Dixmude, deux groupes voisins d'îlots minuscules émergeaient de l'inondation, c'étaient Reigersvliet et Oud-Stuyvekenskerke que nous tenions depuis 1914 en couverture de notre position principale, le remblai du chemin de fer Dixmude-Nieuport. Deux passerelles longues de près de un kilomètre y donnaient accès.

Au début de mars, cette partie du front était occupée par la division de cavalerie. Une compagnie du 5e lanciers était à Reigersvliet. L'occupation était précaire ; les travaux de défense, tranchées basses, pans de muraille consolidés, réseaux minces, étaient sous le feu de l'artillerie allemande qui eût rendu l'endroit intenable si la dispersion de ses éléments et la faible densité de nos troupes ne lui avaient conféré une invulnérabilité relative. A quelque distance, des postes allemands semblables, tels, vers le nord, le château Vicogne à 600 mètres, Kloosterhoek à 300 mètres seulement. Le terrain intermédiaire, légèrement surélevé, était praticable pour les troupes familiarisées avec ce site spécial. La nuit, patrouilleurs belges et allemands y circulaient, et fréquemment se heurtaient.

Reigersvliet étalait ses sept postes en éventail à l'est du ruisseau du même nom que franchissait la passerelle venant du chemin de fer. Des bouts de tranchées couvraient, de part et d'autre du ruisseau, cet unique point de passage.

La nuit du 5 au 6 mars avait été normale. Soudain, à l'aube, un bombardement furieux éclate sur les sept postes ; les défenseurs, blessés ou contraints à se terrer, doivent laisser approcher l'attaque qui, sortie de Kloosterhoek, les submerge rapidement et atteint les tranchées de la rive est.

Le capitaine Brennet se tient avec une poignée d'hommes dans celles de la rive ouest où il a recueilli les isolés des postes perdus. Sans hésiter il mène le groupe à l'assaut de la rive opposée, capture 19 prisonniers, et se cramponne.

Initiative heureuse, car il assure à la contre-attaque, qu'il pressent prochaine, une base de départ. Elle ne tarde pas. Dès 11 heures, le commandant de la division l'ordonne, et la confie au major Jones qui commande deux compagnies de chasseurs à cheval. Préparée avec brio par l'artillerie de la division, qui d'ailleurs est en action depuis 5 heures, et par celles des divisions voisines, elle s'ébranle en échelons par l'unique passerelle et à 13 h. 15 d'un même élan, les cavaliers s'enlèvent à l'assaut des trois postes du sud, se rabattent vers le nord et toujours aidés par notre artillerie, les reconquièrent de haute lutte. Le dernier poste, celui des Deux Pommiers, tombe à 17 h. 50.

Cette affaire nous valait 127 prisonniers dont 102 valides, 5 officiers, 9 mitrailleuses. On sut par les Allemands capturés, que l'attaque avait été menée par un détachement d'assaut fort de 300 hommes prélevés sur les régiments de la 214e division et qui avaient répété le coup à Zande, sur un terrain préparé où Reigersvliet figurait.

Ce joli fait d'armes fut une réplique à celui qui eut pour théâtre le château de la Borne 19 et appelle les mêmes commentaires. Nous ajouterons une réflexion. Certains ont pu douter, à l'époque, de l'utilité de ces petites actions locales dont les résultats immédiats ne paraissaient pas compenser les pertes qu'elles nous coûtaient. Ils se trom-

paient, et le commandement était bien inspiré en les ordonnant.

Il était bon que nos troupes se fissent à elles-mêmes la preuve que la prolongation de la guerre n'avait pas altéré, mais au contraire développait, leurs aptitudes au combat ; qu'elles prissent sur l'ennemi l'ascendant moral qui entretient, comme un feu sacré, le désir de le joindre et la volonté de le battre. Et puis encore, en chassant l'Allemand de Reigersvliet, ce n'était pas seulement ses ruines informes que nos cavaliers reconquéraient, mais un lambeau de la terre patriale. Nous n'en étions plus assez riches sur l'Yser, pour en abandonner un mètre de plus à l'ennemi. Tous nos soldats eurent là-bas, confusément ou non, la notion de cette vérité supérieure et il leur plaisait d'y rendre témoignage. Reigersvliet était de bon augure. Une fois de plus, l'armée avait pris conscience de sa valeur et lorsque, quinze jours plus tard, tonna le canon de Saint-Quentin, elle attendit, confiante, l'orage qu'il annonçait.

LE COMBAT DE MERCKEM
(17 AVRIL 1918)

Les événements qui amenèrent cette journée sont trop connus pour qu'il faille s'y arrêter longtemps : l'Allemagne avait résolu le suprême effort et le développait avec une énergie exaspérée. Le 21 mars, 40 divisions se ruaient sur les Britanniques et les refoulaient jusqu'aux portes d'Amiens où, grâce à l'intervention des troupes françaises, l'attaque expirait le 5 avril. Sans répit, elle reprenait, le 9, entre la Lys et le canal de la Bassée. Il serait superflu d'épiloguer ici sur l'opportunité de cette manœuvre ; il suffira de noter quel danger grave elle constituait pour l'armée belge, qui ne fut peut-être jamais dans une situation aussi critique.

Les Allemands passent la Lys le 10, dépassent le 11 Armentières en flammes, poussent le 12 jusqu'aux lisières de la forêt de Nieppe, escaladent, le 14, la crête de Wytschaete. Ils sont au pied des Monts des Flandres ; qu'ils les dépassent, et l'armée belge sera en péril. L'ennemi dévalera vers Calais et Boulogne, rabattra tout le front du Nord vers la Somme, puis au delà, si encore — éventualité redoutable — il n'accule au préalable, à la côte, l'armée belge attardée sur l'Yser

Quel crédit ne devions-nous pas faire à la ténacité britannique comme au génie de *Foch*, investi le 14 du commandement suprême ; de quelle foi robuste notre haut commandement, disons notre Roi, devait-il être imprégné, pour dominer de semblables conjonctures?

Ypres tenait toujours, mais nos alliés avaient dû, pour rectifier leur front et récupérer des forces dont ils avaient plus au sud un besoin extrême, réduire l'orgueilleux promontoire. Spontanément, et malgré le péril, notre commandement offre de prendre sa part du danger commun en relevant les troupes britanniques jusqu'aux abords d'Ypres. Circonstance aggravante, cette résolution audacieuse doit se compliquer d'un repli, car le rétrécissement du saillant d'Ypres impose à notre 4e division d'infanterie l'abandon du terrain conquis par les Français pendant leur offensive de 1917, qui les mena près de la forêt d'Houthulst.

Le repli s'effectue sans encombre dans la nuit du 15 au 16, mais ce n'est pas tout ; la nuit suivante, cette division est relevée par la 10e, car elle doit relever elle-même, à notre droite, la 30e division britannique.

Ainsi, la 10e division recevra l'attaque, à l'aube du 17, au moment précis où ses bataillons de première ligne, qui ont marché toute la nuit sous les obus, achèvent de s'établir sur les positions assignées.

LA POSITION BELGE

Entre le canal d'Ypres à l'Yser et les hauteurs de Clercken, le terrain se relève lentement ; à mi-côte, la forêt d'Houthulst étale le couvert de ses arbres morts ou déchiquetés ; dans l'intervalle, plusieurs ruisseaux, affluents de l'Yser, coulent vers le nord-est et parmi eux marquant une dépression sensible dans l'exhaussement général du sol, le Saint Jansbeek, dénommé Maartjevaart au delà du hameau de Langewaade, où passe, se dirigeant vers le nord, la route de Steenstraat à Dixmude. A 1 500 m. nord-est de Steenstraat, les ruines de Bixschoote ; à même distance au nord-ouest de Langewaade, celles de Merckem ; sur la route et à hauteur de Merckem, le carrefour de Kippe, où bifurque la route de Staden

C'est le terrain de l'offensive de 1917, paysage lunaire où, en novembre de cette année-là, notre 4e division d'armée vint relever la gauche de la 1re armée française. Durant l'hiver, elle s'était

efforcée de déblayer le chaos, nos hommes avaient comblé, nivelé, tracé des pistes, jeté des ponceaux, entamé aussi les travaux de défense qui, déjà, en avril 1918, prenaient consistance.

Au sud-est de Bixschoote, l'occupation toute récente — nous y avions relevé les Britanniques le 27 mars — n'avait permis encore qu'une ébauche d'organisation. L'orientation sud-est-nord-ouest des plis du terrain marquait celle des lignes de défense que jalonnaient, de ci de là, les gros bétons allemands ébranlés et ébréchés par nos projectiles. Avantage sans doute, que ces nids de protection, mais inconvénient aussi, car ces blocs avaient leurs ouvertures vers l'ennemi qui de plus, les connaissant exactement pour les avoir érigés, en ferait à son tour, et à coup sûr, des nids à projectiles.

Dans cette région que limite transversalement au sud-est la voie ferrée d'Ypres à Thourout, le commandement avait prescrit l'établissement de deux positions de résistance : l'une avancée, au delà du Saint Jansbeek-Maartjevaart, l'autre en deçà. Elles devaient comprendre chacune trois lignes successives, où s'échelonneraient les éléments des bataillons commis à leur défense.

A l'aube du 17 avril, la ligne extrême, assez régulière, s'étendait du sud du lac Blanckaert au village de Cortemarck, sur un front de 7 kilomètres environ. Des points d'appui la jalonnaient : Kippe, Aschhoop, Jesuitengoed, Ferme Honoré, Fermes de la Victoire et d'Islande... appui précaire : vieux bétons, bâtiments en ruines, tranchées discontinues que, plus au sud-est vers Langemarck, les Français en 1917 avaient baptisés de noms évocateurs, noms de victoires ou de soldats illustres : Lannes, Friant et Ney ; Mondovi, Brienne et Craonne, Champaubert et Montmirail, qui semblaient mettre cette terre héroïque sous l'égide du grand Empereur.

Trois de nos divisions d'infanterie occupaient cette partie du front. Le secteur de Merckem — entre le village et la ligne Draaibank-Bixschoote (inclus) — était tenu par les deux divisions (9e et 3e) de la 3e division d'armée ; celui de Bixschoote, comme il a été dit, par la 10e (4e division d'armée) ; du nord-est au sud-ouest les régiments de première ligne étaient disposés dans l'ordre suivant : 14e, 1er chasseurs, 9e, 11e et 12e ; 19e et 13e de ligne. L'occupation était strictement défensive et articulée en profondeur. Les bataillons de première ligne, au nord-est de l'obstacle, devaient se défendre seuls, l'ordre était absolu. Ceux de 2e ligne, au sud-ouest du ruisseau, gardaient la 2e position où, là seulement, l'armée belge accepterait la bataille. La majeure partie de notre artillerie était maintenue en deçà du canal d'Ypres à l'Yser. L'occupation était donc très peu dense. C'est ainsi que dans le secteur de Bixschoote, les deux bataillons de tête de la 10e division tenaient un front de 3 500 mètres et n'étaient soutenus de près que par trois batteries de canons de 75.

LE PLAN ALLEMAND

Dès le début du mois, les Allemands étaient prêts à exploiter sur notre front les résultats de leurs offensives de la Somme et de la Lys. L'arrêt de l'attaque vers Bailleul les incita à reprendre l'opération plus au nord. L'ordre du commandant de la 4e armée, en date du 15 avril, porte : « En Flandre, l'aile droite de l'adversaire est accrochée. Il s'agit de l'encercler, en forçant l'aile nord du saillant d'Ypres. »

L'attaque sera de grand style ; sept divisions y seront affectées. En première ligne, du lac Blanckaert à Cortemarck :

Le 33e régiment de landwehr (1re division) ;

Le 5e régiment de fusiliers marins ;

La 6e division bavaroise au complet ;

Les deux autres régiments (84e et 31e) de la 1re division de landwehr ;

Un régiment de la 58e division (106e).

En réserve immédiate, deux divisions fraîches venues de Lorraine et qui se disposeront : la 83e, à 6 kilomètres au nord-est de Cortemarck ; la 233e, aux lisières nord de la forêt d'Houthulst.

Enfin, la 13e division débarque le 15 à Thielt et sera rassemblée à Lichtervelde ; la 91e sera vers Cortemarck.

L'ennemi constitue avec ses troupes de première ligne 3 groupements d'attaque : l'effort principal est demandé à la 6e division bavaroise qui se disposera en formation dense — front de 1 000 mètres, les 3 régiments l'un derrière l'autre — et foncera sur Bixschoote et Steenstraat. Deux attaques secondaires l'encadreront ; à droite, le 33e de landwehr et le 5e fusiliers marins, au total 5 bataillons, enlèveront Merckem et se rabattront vers Bixschoote ; à gauche, les 3 derniers régiments (84e, 31e, 106e) appuyeront le mouvement et convergeront vers Steenstraat.

(Front des Flandres) Ruines du village de Nieucappelle (Belgique) 25 Juillet 1917
S. de Dionnude)
JEAN LEFORT.

Les troupes de 2e ligne sont estimées suffisantes — des ordres saisis ultérieurement le portaient — pour refouler les Belges sur le canal d'Ypres à l'Yser. L'intervention des divisions en réserve n'était prévue qu'au delà, pour achever et exploiter la percée en direction générale de Poperinghe.

L'ATTAQUE

Il ne peut être question ici de relater tous les incidents tactiques qui marquèrent cette journée; nous devons nous borner à en esquisser la physionomie générale. Aussi bien, ces incidents se résument-ils dans le résultat final du combat. Disons immédiatement que seule la ligne avancée fut entamée momentanément par l'ennemi et que le terrain perdu fut reconquis intégralement par les bataillons de tête, avec l'appoint, dans le secteur de Merckem, d'un seul bataillon de 2e ligne.

ÉTABLISSEMENT DE ROUTES ET PISTES EN BOIS POUR LA PROGRESSION DE L'OFFENSIVE

DANS LE SECTEUR DE LA 10e DIVISION

Il est six heures. Le bombardement allemand, qui a duré toute la nuit, se ralentit, puis s'allonge. Aux jumelles, dans la grisaille du jour levant, des mouvements insolites s'aperçoivent, l'attaque est déclenchée. Une première vague, assez diluée, mais déjà pourvue de mitrailleuses, déferle sur tout le front. Elle atteint les postes avancés, qui la rompent et la contiennent. Des combats acharnés se livrent autour de ces îlots où s'affirme, dès le premier choc, la valeur de nos soldats. Le poste devant Montmirail se fait détruire sans reculer d'une semelle. L'ennemi qui parvient à l'encercler, ne trouve auprès de l'officier que 4 hommes valides. Tous les autres, car ils sont tous là, sont tués ou blessés.

Durant trois heures, la lutte inégale se prolonge, sans autre profit pour les Allemands qu'une avance dérisoire pour laquelle ils font décimer leurs trois bataillons de première ligne.

Vers 9 heures, un calme relatif s'établit, mais dure peu. Une deuxième vague approche; cette fois, l'effort condensé portera sur le centre, vers la ferme Champaubert et le cimetière, à la jonction des deux bataillons. L'affaire est chaude, car l'ennemi peut manœuvrer nos centres de résistance que ne relie aucun retranchement continu. De plus, le relief assez tourmenté du terrain ne permet pas d'obtenir des croisements de feux efficaces.

La lutte continue, ardente, furieuse, à coups de fusil et de grenades. On s'égorge dans le cimetière, où des fractions du 31e régiment de landwehr sont parvenues à pénétrer ; déjà, on voit des batteries allemandes sortir au grand trot de la forêt d'Houthulst pour appuyer de plus près les « feldgrau », mais nos troupes galvanisées se cramponnent.

Midi. Nouvelle accalmie. On se ressaisit, on se compte. Telle compagnie a tous ses officiers et la moitié de ses hommes hors de combat. Mais voici qu'une troisième attaque surgit, renouvelée sur le centre — Champaubert et Montmirail — où les fantassins du 13e tiennent magnifiquement le coup. Peu après, elle se double sur la gauche, vers Mondovi, non loin du Steenbeek. Peine perdue. Partout, l'attaque est enrayée, puis refoulée. A

17 heures, tous les postes perdus, les fermes d'Islande et de la Victoire, le cimetière et Montmirail, sont reconquis baïonnette haute par leurs défenseurs ; la situation est intégralement rétablie.

DANS LE SECTEUR DE MERCKEM
L'ASSAUT

L'attaque générale est déclenchée deux heures après celle de gauche. L'ennemi, qui la veille a suivi de près le repli dans le secteur de la 10e division, croit qu'il s'est accentué et qu'une avance dans cette direction sera facile et heureuse pour l'attaque centrale. On a vu l'erreur lourde qu'il commit ; la résistance du bataillon du 19e, qui prolonge le régiment de droite de la 3e division, lui a formé comme un pilier inébranlable, qui limitera l'attaque centrale en lui interdisant une expansion latérale. Cette attaque elle-même attend d'être facilitée par l'irruption des bataillons de droite — 33e régiment de landwehr — qui prennent les devants.

A 8 heures, le carrefour de Kippe est assailli et sa garnison mise hors de combat. L'ennemi pousse vers le sud, atteint à 8 h. 45 « Kasteel Britannia », se rabat vers le sud-est et progresse par enfilade sur la ligne de soutien de la position avancée. En même temps, Aschoop, Jesuitengoed et la ferme Honoré qui les précèdent sont assaillis. C'est le moment de l'attaque sur Champaubert et Montmirail. Il est 9 h. 30 ; la lutte bat son plein sur tout le front. Ici, comme là, trois assauts successifs sont brisés. Puis Aschoop, pris de flanc et à revers, doit céder. Jesuitengoed a été abandonné ; le flot du 5e régiment de marine déferle. Le moment est venu de déclencher la grosse attaque des Bavarois. Vers 10 heures on voit distinctement les lourdes colonnes d'assaut dévaler à l'ouest du bois de la Couronne. Cette attaque massive submerge les défenseurs éparpillés, et progresse vers Langewaade non sans subir des pertes cruelles car notre artillerie l'a saisie et ses obus lui font une escorte meurtrière. Elle expire devant le pont de Langewaade où nos mitrailleuses, de la ferme des Deux Lucarnes, la clouent sur place.

Il est près de midi, et déjà, sur notre gauche, les contre-attaques progressent.

Ainsi, quatre heures pleines de combats furieux, menés avec des effectifs triples des nôtres, n'ont abouti pour les Bavarois qu'à coincer leur attaque dans un espace triangulaire profond de 1 800 mètres à peine, marqué en front par ce pont, en flanc par la bretelle (retranchement transversal destiné à limiter en flanc les attaques) de Merckem, et vers l'est, par une ligne semblable improvisée pendant l'action.

LES CONTRE-ATTAQUES

Elles caractérisent l'action de l'infanterie. Spontanément et par l'initiative des sous-ordres : chefs de bataillon, capitaines, simples gradés, elles surgissent sur tout le pourtour de la poche creusée dans la position de la 3e division d'armée. Les plus petites unités, pelotons ou groupes de tirailleurs, forcés d'abandonner les points qu'ils tiennent, se ressaisissent, se reforment et d'instinct, partent à la contre-attaque, mus par une pensée commune : reprendre à l'ennemi le terrain perdu. On voudrait pouvoir relater ces actions multiples, énergiques, enthousiastes où s'accuse le mordant de nos fantassins. C'est Kippe, repris par une compagnie du 1er chasseurs dès 9 h. 45 ; Kasteel Britannia, réoccupé vers midi, au plus fort de la ruée bavaroise, par un groupement mixte de chasseurs et de lignards ; Aschoop, réduit à 14 h. 30 ; les ouvrages de la ligne de soutien réoccupés entre 15 et 19 heures ; Jesuitengoed enfin, dont le gros béton doit à 21 h. 30, sur l'initiative audacieuse d'un caporal et de 3 hommes, dégorger les 62 Allemands et les 3 officiers qui y sont réfugiés et qui vont porter à 779 le nombre de nos prisonniers...

Et nous n'avons rien dit de notre artillerie, de l'aide singulièrement efficace et opportune qu'elle ne cessa d'apporter à notre infanterie, de la souplesse et de la précision de ses tirs : barrages avec toutes leurs nuances, concentrations subites, tirs lointains qui vont chercher et neutraliser les batteries adverses, ou progressifs qui accompagnent et précipitent le reflux des troupes allemandes jusqu'au moment où elles s'égailleront dans le crépuscule. Rien dit non plus de mille autres acteurs du drame : aviateurs, téléphonistes, coureurs, brancardiers, des chefs encore, de tout rang, jusqu'au général Jacques, commandant la 3e division d'armée, qui dès l'aube a discerné le

caractère de l'attaque, pressenti son échec et résolu, parce qu'il était sûr de ses bataillons avancés, de la réduire avec ceux-ci.

Nous devons nous borner, et conclure.

La journée du 17 avril 1918 fut glorieuse pour nos armes. Sans doute, elle ne marqua qu'un épisode dans l'une des nombreuses et formidables batailles de cette dernière année, mais tout en tenant compte de son importance relative, on est en droit d'estimer insuffisante la mention singulièrement brève —une ligne ou deux — que lui attribuent les relations récentes de ces batailles.

ASPECT DU CHAMP DE BATAILE PRÈS DE PASSCHENDAELE

Il est incontestable que le commandement allemand attendait de l'attaque sur le front belge des résultats décisifs ; son plan l'indique nettement. Désabusé par l'échec sanglant de ses divisions de première ligne, il renonça à engager les autres contre nous.

Ces monts de Flandre, dont l'abandon par les forces franco-britanniques devait être la conséquence directe de la percée du front belge, il dut se résigner à les aborder de face et l'on retrouva le 25 avril, dans les troupes d'attaque du Mont Kemmel, les deux divisions amenées de Lorraine et qui étaient massées contre les Belges, le matin du 17, au nord de la forêt d'Houthulst.

On sait ce que fut cet assaut furieux du Mont Kemmel, dont on a pu lire dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er juin 1919, sous la plume de *Louis Gillet*, une impressionnante relation. C'est pour nous un devoir de rendre hommage à l'héroïsme des deux divisions françaises : la 154e (général *Breton*) et la 28e (général *Madelin*) qui se firent détruire pour contenir la ruée.

Si l'Yser est resté l'obstacle infranchissable, comme notre Roi le prescrivait par son ordre mémorable du 23 avril, c'est à ces deux divisions que nous le devons.

Des actions locales, vers Locre et Diekebusch, prolongeront jusqu'au 18 mai la bataille des Flandres. Mais la splendide journée du 25 avril, en avait, en fait mais après la nôtre, marqué le terme.

L'armée belge, sûre d'elle-même et de ses grands alliés, apprendra sans que son optimisme en soit atténué, les derniers résultats de l'offensive allemande. L'échec complet de l'ultime attaque du 15 juillet en Champagne la fera tressaillir, puis, trois jours après, l'armée *Mangin* aux aguets dans les bois de Villers-Cotterets, foncera dans le flanc de l'ennemi et sonnera l'hallali !

Ce radieux été de 1918 dissipa le souvenir des jours sombres du printemps et nous fit comme une atmosphère d'allégresse.

III. — L'Offensive libératrice

LE PRÉLUDE

L'assaut concentrique développait sans arrêt, depuis le 18 juillet, son rythme formidable. La seconde victoire de la Marne, gagnée par les 10e, 6e et 5e armées françaises, réduisait la poche creusée par l'attaque allemande du 27 mai et achevait, le 5 août, de refouler l'ennemi sur la Vesle. Trois jours plus tard, en Picardie, Britanniques et Français partaient à l'offensive et la bataille, étendue

bientôt sur tout le front entre Lens et Noyon, le reportait en fin de mois à hauteur de Saint-Quentin.

« Il importe, écrivait Foch dans sa directive du 3 septembre, que, sans aucun retard, toutes les forces alliées s'engagent dans la bataille. » Aussi dès le 12, 7 divisions américaines montaient à l'assaut entre Meuse et Moselle et conquéraient le saillant de Saint-Mihiel. Le même jour, l'attaque reprenait en Picardie et menait les alliés à pied d'œuvre pour la rupture de la ligne Hindenburg. Le 26 enfin, l'armée Gouraud, que prolongerait bientôt la 1re armée américaine, s'ébranlait en Champagne, vers Rethel et Mézières.

L'heure de l'armée belge allait sonner.

Le 9 septembre, le généralissime était venu à la Panne entretenir le Roi de l'offensive prochaine de ses troupes et recueillir sa pleine adhésion. Aussitôt il avait réuni à Cassel le maréchal Sir Douglas Haig, le général Plumer, commandant la 2e armée britannique, et le général Gillain, chef d'État-Major de l'armée belge. Le groupe d'armées des Flandres était constitué aux ordres du Roi, que venait rejoindre, comme major-général, le commandant de la 6e armée française, général Degoutte. Notre Souverain mena à la victoire :

L'armée belge toute entière;

La 2e armée britannique;

Le 7e corps d'armée français (3 divisions);

Le 2e corps français de cavalerie.

Son instruction secrète du 22 septembre ouvrait aux troupes de larges horizons ; nous la résumons ci-après : la mission du groupe d'armées des Flandres est de chasser l'ennemi de la province au nord de la Lys, entre Armentières et la frontière hollandaise. La masse de manœuvre sera portée vers Thielt et Gand, elle se couvrira sur la Lys contre les troupes allemandes pouvant venir du sud-est et, sur le plateau nord-ouest de Thourout, contre les troupes allemandes de la côte. Les fronts successifs à atteindre sont marqués par les lignes :

THOUROUT. ROULERS. MENIN
BRUGES. THIELT. COURTRAI.
GAND. FRONTIÈRE HOLLANDAISE.

La manœuvre d'exploitation, menée toutes forces réunies, commencera aussitôt après la conquête des hauteurs de Kruiseik, de Passchendaele et de Clercken.

Dès que la dislocation du front le permettra, la cavalerie sera dirigée, la division belge sur Bruges, le corps français sur Gand.

Les divisions belges du front Nieuport-Dixmude pousseront l'ennemi droit devant elles; leur mouvement sera facilité par la menace de débordement que constituera pour l'ennemi l'occupation de la région de Thourout. Les zones d'action de l'armée belge et de la 2e armée britannique sont séparées par la ligne Saint-Jean (Ypres) Ledeghem-Harlebeke.

Telles sont les idées directrices du grand mouvement qui allait conduire nos troupes victorieuses de l'Yser à Gand... puis au Rhin.

Disons immédiatement que ce programme ambitieux se réalisa en deux bonds.

Le premier nous porta sur la crête des Flandres, ce fut l'objet des attaques du 28 au 30 septembre ; le second, après un arrêt imposé par les conditions matérielles de la lutte, brisa la dernière position allemande et consomma le grand reflux de l'ennemi, c'est la bataille de Thourout-Thielt.

Nous ne pouvons songer à relater par le menu, les mille incidents tactiques qui marquèrent cette offensive de quarante-quatre jours ; ce que nous voudrions rendre, ce sont ses caractères généraux et la grandeur de l'effort déployé par l'armée belge au cours de la phase suprême de la guerre.

LA PRÉPARATION

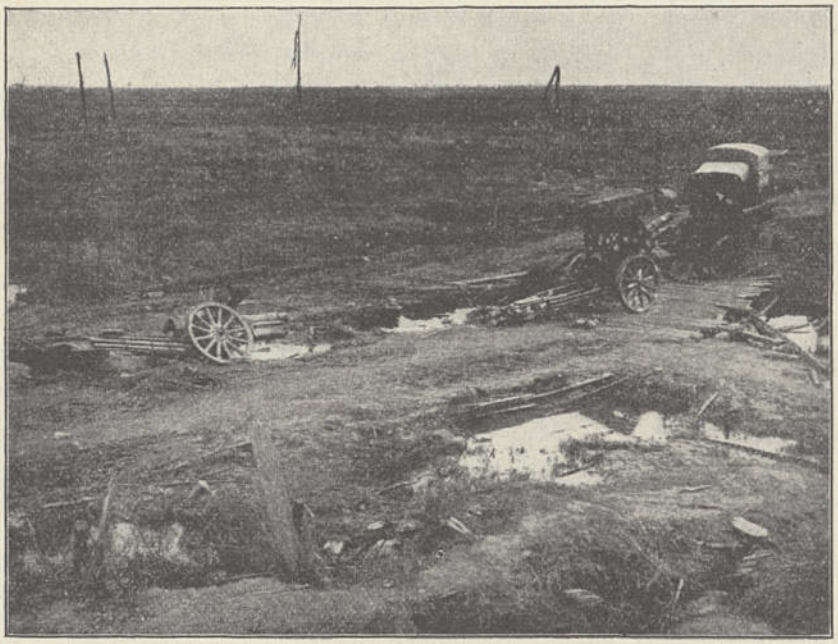
LES TRAVAUX

Le G. Q. G. belge n'avait pas attendu jusqu'au 22 septembre pour faire commencer les préparatifs.

Dès le 4, ordre avait été donné de cesser les travaux défensifs et d'équiper offensivement le front.

Jusqu'à l'aube du 28 septembre, ce front, sur toute sa profondeur, s'anima d'une vie intense.

Que l'on se représente le travail qui, durant vingt-trois jours et vingt-trois nuits, fut demandé à ceux-là mêmes qui allaient se battre. Il s'agissait de multiplier les voies d'accès aux positions de départ : chemins de colonne, ponts, passerelles, voies ferrées ; de constituer des dépôts de matériel en prévision du rétablissement des communications à travers le terrain chaotique où progresserait l'attaque ; de tendre un réseau dense de lignes téléphoniques, d'élargir les installations de l'aéronautique — avions et ballons — et celles du



LA ROUTE DE POELCAPELLE

service de santé. Il fallait surtout mettre en place un millier de pièces d'artillerie, 600 canons de 75, 200 pièces lourdes, autant de mortiers de tranchée, c'est-à-dire créer et aménager les emplacements de batteries, y accumuler les munitions et, pour cela, décharger des trains, mettre sur voitures-autos ou caissons attelés et amener aux pièces 15 à 20 000 tonnes d'obus de tous calibres. Il faut noter encore qu'à l'avant, travaux et mouvements devaient se faire la nuit pour masquer nos intentions et échapper au canon allemand toujours vigilant. Jamais l'effort physique demandé aux hommes de toutes armes et de tous services, ne fut si général et si prolongé. Ils le fournirent cependant, avec un entrain soutenu, malgré la grippe et la dysenterie qui sévissaient.

Le travail des cerveaux ne fut pas moins intense et passionné. Officiers des corps de troupe et des états-majors, médecins et fonctionnaires ne connurent eux non plus ni trêve ni repos. A la guerre, l'esprit n'a ni l'éclat du canon ni l'auréole du corps qui saigne, mais son mérite demeure essentiel, car le sang du soldat est la rançon de ses fautes ou de ses défaillances.

LE PLAN D'ATTAQUE

LE TERRAIN

Le premier objectif désigné à l'armée belge, était marqué par les hauteurs de Clercken, Staden et Passchendaele, distantes de 6 à 8 kilomètres. Notre front était demeuré tel qu'au printemps; l'ennemi n'avait tenté, depuis le 17 avril, aucun effort pour le modifier. On a dit plus haut ce qu'était le terrain : Verdun, avec l'eau en plus. L'ennemi y avait jalonné, parallèlement au front et sur une profondeur moyenne de 2 500 mètres, une première position, constituée par quatre lignes d'îlots défensifs; bétons ayant résisté au bombardement de 1917, bouts de tranchées, réseaux de fil de fer; beaucoup de nids de mitrailleuses formant l'armature de la résistance. Les travaux de réfection avaient été poursuivis

PASSERELLE DANS LES INONDATIONS DU FRONT BELGE
(S. Ph. A. B.)

jusqu'en septembre, notamment sur la « Preussenstellung » qui était la ligne de résistance principale de la position.

Plus à l'Est, une deuxième position, la « Flandernstellung » disposait ses lignes de part et d'autre de la crête précitée. La plus avancée, dite de sûreté, créée en 1917, courait par Zarren, l'ouest de Westroosebeke et de Passchendaele, sur le versant occidental de la crête. Une deuxième ligne distante d'un millier de mètres, courait sur la crête même. Enfin à trois ou quatre kilomètres plus à l'est, une troisième ligne, appelée Flandernstellung I, complétait, notamment aux avancées de Roulers, le système défensif.

Ici, comme dans la vallée, des réseaux, mais doubles et même triples, des abris de mitrailleuses disposés en quinconces pour faciliter la défense en profondeur et le flanquement latéral des lignes.

Dans la partie nord de notre front d'attaque, s'étalait, à mi-pente, la masse sinistre de la forêt d'Houthulst, chaos et cloaque défiant la description et dont l'attaque directe avait été estimée impossible par notre haut commandement. La 7e division d'infanterie allait faire la preuve du contraire.

LES FORCES ALLEMANDES

A l'aube du 28 septembre, le front d'attaque était du Nord au Sud occupé comme suit devant les Belges :

Un régiment de la 38e division de landwehr.

La 13e division de réserve en cours de relève partielle par la 23e division.

La 23e division non encore établie dans son nouveau secteur; les bataillons de 1re ligne seulement achèvent de s'installer ; les batteries viennent d'arriver.

La 11e division bavaroise, comme la 13e de réserve, en cours de relève partielle par la 23e division, son artillerie se déplace ; enfin, le régiment de droite de la 12e division bavaroise.

Il apparaît donc que la surprise tactique, c'est-à-dire l'ignorance par l'ennemi du jour de l'attaque. est pleinement réalisée. D'ailleurs les précautions les plus minutieuses avaient été prises pour garder le secret de nos préparatifs.

En arrière du front : 6 divisions.

La 1re de marine à Ostende (elle n'interviendra pas).

La 16e de réserve, à Bruges.

La 3e de réserve entre Bruges et Thourout.

La 16e bavaroise à Iseghem.

La 52e de réserve à Courtrai.

La 39e à Roulers.

Toutes ces troupes sont à une distance telle, qu'elles peuvent intervenir le premier jour dans la bataille.

LE PLAN BELGE

C'était pour notre armée une obligation d'honneur de donner son plein effort, elle n'y faillit point. De nos 12 divisions d'infanterie, 2 seulement (2e et 5e) furent maintenues sur le front momentanément passif de Nieuport à Dixmude ; les 10 autres seront d'attaque et, sauf la 11e, toutes en première ligne.

La coopération des troupes françaises et la prévision du mécanisme général de l'offensive demandaient une articulation souple de l'armée, c'est pourquoi il fut créé trois groupements tactiques dont la plus grande unité fut la division d'infanterie.

L'importance et la difficulté relatives de leurs missions, provoquèrent la répartition initiale suivante entre le lac Blanckaert et Ypres.

Groupement Nord. Général Bernheim : 3 divisions belges, 10e, 7e et 1re.

Groupement Central. Général Jacques : 2 divisions belges, 3e et 9e en ligne, la 128e française en échelon.

Groupement Sud. Général Biebuyck : 3 divisions belges en ligne, 6e, 12e, 8e ; en échelon, la 11e.

Les deux autres divisions 41e et 164e du 7e corps français et la division de cavalerie belge en réserve générale. Les limites des zones d'attaque furent marquées comme suit :

Entre les groupements nord et centre : Bixschoote, lisière sud de la forêt d'Houlthulst, Staden.

Entre les groupements centre et sud : Langemarck, Poelcappelle, Westroosebeke.

La 4e division belge débouchant au sud de Dixmude, était chargée de faire tomber la ville et de couvrir en flanc l'attaque principale, en progressant le long du canal d'Handzaeme.

L'attaque précédée d'un barrage roulant se déclencherait le 28 septembre à 5 h. 30, après une préparation d'artillerie de trois heures.

LA VEILLÉE DES ARMES

L'auteur de ces pages était en 1918 chef d'État-Major de la 10e division d'infanterie, qui tint la gauche du groupement nord.

Il a noté ailleurs (1) le souvenir de cette nuit fameuse du 27 au 28 septembre. Il ne saurait mieux faire que de se répéter :

Revenus de Dixmude depuis une quinzaine, les hommes ont ces derniers jours, avec un soin minutieux, vérifié leurs armes, leurs munitions, leur équipement ; serré sous la veste ce qu'ils ont de plus précieux, les bouts de lettres venues du pays, cassés aux pliures et maculés. Point de démonstrations, point de fièvre non plus, ni de paroles ; cependant, une sorte d'allégresse tranquille flotte dans l'air plus léger ; les visages s'éclairent de joie confiante. Que pensent-ils ces braves, qui tantôt vont aller vers l'inconnu pour bondir, demain, à l'assaut de la Crête des Flandres? Peu de chose, car les années leur ont simplifié l'âme ; ils se disent que la fin est proche et qu'ils donneront de toutes leurs forces. Le crépuscule tombe ; dans les villages et les camps, les colonnes se forment et s'ébranlent sans hâte, — car la route sera longue — vers l'itinéraire fixé pour la division, qui doit gagner les abords sud du lac Blanckaert.

Nuit pleine. Sans bruit, ni chants, ni lumières, les lourds bataillons traversent Loo en ruines. Au pont de Knocke, la tête s'arrête ; aucune voiture ne peut aller au delà. Les mitrailleurs enlèvent et prennent à bras engins, trépieds, caisses de cartouches. La colonne repart et franchit l'Yser, sans esprit de retour.

Instant inoubliable, dont les survivants d'octobre 1914 ont dû ressentir l'émotion ; mais on se tait, car l'heure est grave et il faut marcher encore, sans arrêt.

A l'indienne, au fil des passerelles, à travers les batteries silencieuses, les hommes cheminent, pesants. Pas un cri, pas une défaillance, malgré l'obscurité propice. De temps à autre un rayon de lune, perçant les nuées, filtre à travers les arbres déchiquetés et grandit leurs ombres de fantômes. Le général, à son poste de combat, voit de tout près défiler ses soldats. Ils le connaissent ; sa haute taille, sa grande bravoure et sa bonté leur sont familières. Au passage, les yeux s'élèvent vers le chef. Ces yeux dont beaucoup seront bientôt fermés à jamais, lui disent toutes les énergies concentrées et la résolution farouche d'aller jusqu'au bout.

Ils vont ses soldats, pendant des heures...

On atteint enfin le terrain chaotique où les unités doivent se reformer, se répartir. Sol doublement hostile, cloaque sans nom, que quatre années de bombardements ont martelé, défoncé, éventré en tous sens ; dont les rares parcelles praticables brûlées par l'ypérite, tolèrent la marche mais proscrivent le repos. A grand'peine, surmontant tous les obstacles, muscles raidis et volontés tendues, les compagnies sont parvenues à s'agglomérer. Il fait froid, une pluie fine commence à tomber ; quelques fusées allemandes pointent lentement, vers le ciel fuligineux. Silence... 2 h. 29.

Vers Boesinghe, un puissant faisceau lumineux vient de surgir. C'est le signal. La bataille des Flandres commence.

Et voici que soudain de Nieuport à Ypres, la multitude des canons déchire et embrase la nuit. La clameur formidable roule et se précipite. Bras nus, ruisselants d'eau et de sueur, les artilleurs aux pièces fouaillent et exaspèrent la mort déchaînée. Elle a bondi de tout notre front et se rue, furieuse, à la destruction du maudit. Elle le saisit surpris et affolé, dans ses tranchées ; elle saccage les abris ; elle se pose sur les hauteurs de Clercken, de Passchendaele et de Zonnebeke ; empoisonne ou détruit les batteries ennemies, servants et matériel ; fait sauter les dépôts de munitions, pousse plus loin, maîtrise toutes les voies d'accès, arrête ou disperse les renforts qui se hâtent vers la bataille. Elle tue, broie, extermine, car nos fantassins sont derrière qui attendent.

Trois heures durant, sous la voûte de nos projectiles, dans l'eau ou la boue, sans protection, perclus de froid ou de fatigue, une main au fusil, l'autre au masque, ils veillent et voient se dérouler le tableau fantastique.

Les fusées allemandes de toutes couleurs se pressent en signaux de détresse ; sous l'éclatement de nos obus, des lueurs s'allument à perte de vue. La crête de Clercken à son tour rougeoie et s'illumine, et c'est le ciel lui-même qui paraît flamboyer.

La réaction de l'ennemi faiblit à mesure, mais tue encore.

(1) *Récits de guerre*, chez Dewit, Bruxelles.

5 h. 30. Le barrage roulant se pose ; tous les hommes sont debout, ils partent.

L'armée des Flandres a pris l'offensive.

L'ASSAUT

On voudrait pouvoir évoquer la vision légendaire : notre infanterie « grisée par l'odeur de la poudre » s'enlevant d'un magnifique élan, aux accents de *la Brabançonne*, armes brandies et drapeaux déployés, à la conquête des hauteurs qui la fascinaient depuis quatre années. Rien de semblable.

Il pleut. Les compagnies de première ligne escaladent avec peine les tranchées de départ et avancent derrière le barrage roulant. Les hommes ne marchent pas ; ils glissent, rampent, roulent dans les trous d'obus, se redressent gaînés de boue, continuent en s'accrochant aux débris des réseaux ; c'est la progression lente, à pas comptés, mais obstinée, farouche, dans une tension totale. Malheur aux Allemands encagés par le barrage, attardés dans les abris disjoints ou cramponnés à leurs mitrailleuses ! Pour ceux qui, hagards, lèvent les bras, la fuite éperdue vers l'avant, pour ceux qui résistent, la mort. Ainsi nos 7 divisions traversent les quatre lignes de la première position. La réaction de l'ennemi, artillerie et contre-attaques, est faible ; au groupement nord, la division centrale progresse sans encombre et s'arrête en fin de journée devant la crête de Clercken ; celle de gauche, la 10e, a dû déboucher au sud du Blanckaert en formation étroite, s'ouvrir en éventail pour tendre la main vers le nord, à la 4e division qui attaque par Rille sur Woumen, et vers l'est, à la première.

Le guêpier du château Blanckaert enrayait le mouvement, il ne fut réduit que vers midi. Résolument, la 7e division avait abordé la forêt de Houthulst et pénétrait profondément jusqu'à la route d'Houthulst-Ypres.

Le groupement centre s'élevait vers Staden par le sud de la forêt. Tandis que la 3e division retardée par des contre-attaques s'arrêtait à hauteur de la corne sud-est, la 9e parvenait à prendre pied, à l'ouest de Westroosebeke dans la première ligne de la « Flandernstellung ».

Contre le groupement sud, la réaction était plus violente ; avec raison, l'ennemi prévoyant le danger d'une rupture du front, y avait davantage condensé ses troupes. Quoi qu'il en soit, la 6e division, voisine de la 9e, parvenait à s'aligner avec celle-ci ; la 12e enlevait Passchendaele et le gardait, la 8e enfin au contact de la 2e armée britannique refoulait les Bavarois au delà de Zonnebeke, et s'arrêtait, orientée nord-sud, entre Passchendaele et Becelaere.

C'était, dans l'ensemble, un beau résultat.

La première journée de l'offensive nous valait vers le sud, c'est-à-dire dans la direction la plus importante, une avance de 7 kilomètres, 4 000 prisonniers et une base ferme de départ pour le lendemain.

Ce jour-là, 29 septembre à 6 heures, après une nouvelle préparation d'artillerie concentrée sur la deuxième position allemande, l'assaut reprenait.

A l'extrême gauche, la 4e division s'emparait de Dixmude, — que de souvenirs ! — se rabattait vers le nord et bordait le chemin de fer de Zarren, en liaison avec la 10e qui, enfin dégagée, se portait audacieusement jusqu'à ce village. Plus au sud, la 1re division enlevait Clercken et dépassait la crête ; sa droite stoppait après un violent remous devant le hameau de Terrest (un kilomètre nord-est de Houthulst).

La valeureuse 7e division achevait la traversée de la forêt, et bordait la « Flandernstellung ».

Au groupement centre, la division de gauche (3e) pénétrait dans cette position aux trousses de la 23e division allemande, la refoulait sur 4 kilomètres aux abords de Staden. La 9e se heurtait à Westroosebeke à une résistance opiniâtre ; six assauts ne pouvaient en déloger les Bavarois qui s'y maintenaient en saillant.

Au groupement sud, par contre, la vigueur particulière de l'attaque accentuait l'avance. Moorslede était pris d'assaut à 14 heures par la 8e division; son régiment de droite, au contact de la 9e division britannique, poussait ses éléments de tête jusqu'à la route de Menin à Roulers, marquant ainsi l'avance extrême (13 kilomètres) réalisée au cours des deux journées.

La poussée continuait le 30. La 4e division refoulait au nord du canal d'Handzaeme les landwehriens de la 38e et achevait sa mission de couverture ; la 10e s'élargissait vers le nord, aux lisières inondées de Wercken et à l'est de Zarren, menaçant Handzaeme ; les deux autres divisions du groupement nord franchissaient la Flandern-

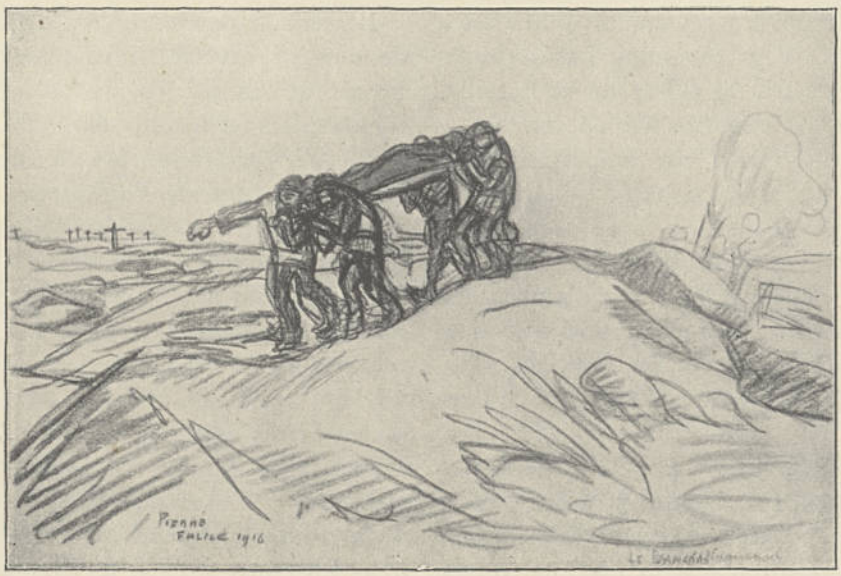
LE PIQUET A LA LUEUR D'UNE FUSÉE

Musée de l'Armée belge à l'Abbaye de la Cambre, Bruxelles. — Tableau de *L. C. Legrand*

stellung II et venaient au contact de la dernière ligne allemande organisée.

La 3e division, rendue plus agressive par les difficultés rencontrées le 28, enlevait Staden de haute lutte et, satisfaite, cédait sa place à la 128e division française ; la 9e, dès 8 h. 30, réduisait le saillant de Westroosebeke et, regagnant le temps perdu la veille devant le village, poussait en direction de Hooglede sur une profondeur de 5 kilomètres ; à son tour elle s'affirmait en pointe sur notre front général, qu'elle jalonnait au carrefour de Sleyhaege (3 km. sud-est de Staden) et à l'est de Oostnieuwkerke.

Plus au sud, la résistance âpre et continue de l'ennemi ainsi que l'éloignement de l'artillerie, en voie de déplacement, contraignaient notre infanterie à réfréner son ardeur inépuisée; la 6e division marquait cependant, avant d'être relevée, une avance de 2 kilomètres vers Roulers.



LE BRANCARD, PAR FALKÉ

La tâche particulièrement ardue accomplie par certaines divisions et les pertes subies au cours d'une lutte ininterrompue de soixante heures, militaient en faveur d'un remaniement du dispositif général des forces.

Ce fut le cas, on vient de le dire, pour la 3e division ; la 164e division française entrait en ligne en place de la 6e, la 41e s'établissait en 2e ligne.

Le général Massenet, commandant le 7e corps français, prenait le commandement du groupement centre.

A notre droite, la 2e armée britannique prolongeait le front par Dadizeele, les hauteurs de Kruiseick (objectif prévu), Werwicq-Comines et Warneton.

La journée du 1er octobre fut employée à resserrer le contact avec la dernière ligne allemande.

Le 2 on fit mieux ; la 128e division française la creva à Hazewind (2 km. nord-est de Staden), un régiment de la 9e division belge aussi résolu, mais moins heureux, fut ramené par un violent retour offensif de la 16e division bavaroise entrée en ligne la nuit précédente.

Au sud, à la jonction des deux armées, notre 8e division fut violemment attaquée, mais tint bon.

Le 3 octobre, sixième jour de l'offensive, la lutte durait encore. A 6 heures, le groupement centre (128e et 64e divisions appuyées par le 14e de ligne et des chars d'assaut) attaquait à nouveau et prenait pied sur un front de 5 000 mètres, dans la dernière ligne allemande, jusqu'en arrière de Reygerie (2 500 m. nord-ouest de Roulers).

Plus au sud, la 9e division pénétrait également dans la ligne à l'ouest de Roulers. Forcés par une violente contre-attaque de céder le terrain, et sachant qu'ils seraient relevés dans la nuit par la 41e division française, nos bataillons dans la soirée contre-attaquaient à leur tour et restaient maîtres de leurs positions.

Au groupement nord, la 1re division était retirée du combat, la 4e et la 10e se rejoignaient, la 7e, celle d'Houthulst, demeurait en ligne.

L'assaut de la crête des Flandres se terminait.

***

Une avance de 12 à 15 kilomètres ; la zone basse des entonnoirs franchie et dépassée partout; l'ennemi chassé de ses positions organisées; 6 000 prisonniers dont 100 officiers, 300 canons, 360 mitrailleuses, un matériel énorme tombés

entre nos mains; l'ennemi dominé et désormais voué à la défaite totale, ainsi s'établissait l'actif du bilan du premier acte de la bataille des Flandres.

Pour donner à ces chiffres leur pleine signification, il convient de noter que, le 28 septembre, peu de compagnies d'infanterie allemande comptaient plus de 50 fusils, le nombre des mitrailleuses était lui-même inférieur à la dotation organique: les pertes n'en furent que plus cruelles pour l'ennemi.

Les 4 divisions qui avaient subi le premier choc (13e de réserve, 23e, 11e et 12e bavaroises) étaient épuisées au point que les régiments d'infanterie n'avaient plus que 4 à 500 hommes. Les divisions amenées en renfort, dès le début de la bataille, étaient réduites à des effectifs semblables.

L'usure morale s'avérait par les déclarations des prisonniers ; la lassitude était générale, la valeur combative baissait.

Exception doit être faite pour les unités de mitrailleuses, qui maintiendront jusqu'au dernier jour leur réputation justifiée et dans lesquelles se condenseront, devant nous comme sur l'ensemble du front occidental, les dernières énergies de l'armée allemande.

Non seulement l'adversaire avait engagé toutes ses troupes disponibles en Flandres, mais de plus, rappelé en hâte et envoyé au feu deux divisions de la région de Lens : la 36e de réserve que l'on trouva le 2 octobre devant Roulers et la 1re bavaroise de réserve qui, dès la nuit du 29 au 30, montait en ligne devant Ypres.

Le 4 octobre au soir, la situation générale des divisions allemandes était donc comme suit :

En première ligne et au contact étroit de nos troupes victorieuses :

Au nord du canal d'Handzaeme, la 38e de landwehr.

Derrière Zarren, la 3e de réserve.

Derrière Staden, la 16e de réserve.

Devant Roulers, la 36e de réserve.

Au sud de Roulers, la 12e et la 1re de réserve bavaroise.

En réserve :

A l'ouest et au sud de Lichtervelde, la 13e de réserve et la 16e bavaroise.

Vers Iseghem, la 52e de réserve.

A l'est de Roulers, la 23e (saxonne) et la 11e bavaroise.

Quand s'ouvrira le 14 octobre la bataille de Thourout-Thielt la situation n'aura pas changé, sauf pour la 12e division bavaroise qui, très affaiblie, — elle est restée au feu depuis le 28 septembre, — aura été remplacée par la division d'Ersatz de la Garde.

L'ARRÊT

Ainsi vue de haut et schématisée, la bataille apparaît comme un acte puissant, méthodique, ordonné, mais il lui manque le mouvement et la vie.

Il faudrait descendre, s'attarder dans un poste de combat divisionnaire, pour suivre à travers les vibrations des fils, les pulsations de la lutte ; rejoindre la division, observer l'articulation de l'attaque, s'arrêter auprès de tous les chefs, depuis le commandant de l'infanterie qui actionne ses trois régiments, jusqu'au caporal qui avec une poignée d'hommes, encercle et « nettoie » un nid de résistance ; mieux encore, se mettre en pensée dans la tranchée de départ à l'aube du 28 septembre, côte à côte, par exemple avec un homme de la 7e division, marcher et stopper avec lui, durant trois jours et deux nuits, partager son morceau de biscuit et l'eau saumâtre dont il s'abreuve ; se pencher vers ceux qui tombent, sentir aux cahotements des brancards qui dévalent dans les trous d'obus, les crispations de la chair meurtrie et l'emprise de la mort ; se dégager du douloureux spectacle, se hâter vers ceux qui continuent, ausculter les cerveaux, palper les muscles, recueillir les mots gais, les cris d'angoisse, les propos cornéliens ; quelles variantes a connues, le « Qu'il mourût ! » du vieil Horace !

La psychologie du combattant fut-elle donc si compliquée ? Peut-être pas. A quoi pense-t-il ? Marcher, marcher quand même, se garer des coups, avoir le Boche, mort ou vif et puis aux heures de détente, se refaire. On a dit, suivant l'angle de la vision, que la Victoire est dans les jambes, ou dans le ventre ou dans le cœur du soldat. Formule lapidaire mais fallacieuse; aucun organe ne saurait prétendre à captiver la déesse ailée et si la force morale demeure supérieure, l'état physique lui sert d'assise.

Ceux qui, après l'armistice, virent la forêt d'Houthulst et tentèrent d'y pénétrer, surent ce que peut donner une volonté tenace logée dans un corps solide. Contre un tel obstacle, la résolution

n'eût pas suffi ; il fallait de plus un cœur bien attaché, un sang riche et des membres assouplis. Le soldat belge est un des plus vigoureux, et puis, quelle sélection la guerre n'avait-elle pas opérée? A la rentrée des troupes, des compatriotes se récriaient sur la bonne mine et la face réjouie de nos soldats. Un officier leur répondit, pensif : « Vous ne voyez pas les autres. »

Dira-t-on que le Belge n'eut de la guerre, à travers son réalisme, qu'une vision courte et terre-à-terre? Ce serait calomnie. L'Idée seule était capable de susciter les efforts et les sacrifices extrêmes qu'elle réclamait. Nous vîmes, le 3 octobre, les fantassins de la 1re division descendre vers Kippe les pentes qu'ils avaient mis trois jours à gravir.

Cortège lent de corps informes, mais l'éclat des yeux le rehaussait de beauté mystique et l'atmosphère de la bataille l'imprégnait de majesté sereine. Ces hommes savaient pourquoi ils se battaient; aussi, au bord de la route, les spectateurs émus portaient d'instinct la main à la visière du casque...

***

Dix jours devaient s'écouler avant la reprise de l'offensive. Dès le 2 octobre cependant, le G. Q. G. avait donné des ordres pour le déplacement de l'artillerie, opération préalable indispensable à l'exploitation rapide des succès obtenus, et pour le rétablissement des communications.

Ce nouvel effort apparaissait énorme et l'on a pu, avec raison, l'assimiler à une deuxième bataille, celle des boues de Flandre.

Chemins, routes et voies ferrées avaient par endroits complètement disparu. L'ennemi en se retirant avait détruit profondément tous les points de passage obligés qu'il ne pouvait être question de contourner à travers la vase et les entonnoirs.

Ceux du groupement nord se souviennent du carrefour de Kippe.

Le charroi s'enlizait, les colonnes de voitures s'immobilisaient, et cependant, il fallait passer. A travers le flot à double sens des camions, des autos, des pièces d'artillerie, des caissons, des colonnes en marche, le génie et les travailleurs auxiliaires enfonçaient les madriers, arrimaient les troncs d'arbres, déversaient la pierraille. Les besoins étaient urgents. Il fallait transporter au delà de la région dévastée, 250 batteries de tous calibres et leurs munitions, évacuer des milliers de blessés, ravitailler les troupes en vivres, en cartouches, même en eau ; poser des lignes téléphoniques, bref, équiper le nouveau front, mais dans des conditions d'une difficulté extrême.

Les travaux furent entamés dès le 28 septembre au matin ; derrière les troupes d'attaque, le génie lui-aussi mena son offensive victorieuse ; une police rigoureuse de la circulation la facilita.

LA BATAILLE DE THOUROUT-THIELT

LA CONCEPTION

Le 4 octobre, le commandant du groupe d'armées des Flandres donnait ses instructions pour la reprise de l'attaque.

Tandis que la 2e armée britannique poursuivait son avance le long de la Lys, jusque Harlebeke, le plateau de Thourout-Thielt était assigné à l'armée belge, comme objectif principal. Il s'agissait en somme de rompre définitivement le front ennemi et de livrer passage à notre cavalerie.

SOMENGHEM PRIS ET REPRIS PAR NOS TROUPES
Les drapeaux arborés par les habitants sont déchirés par les balles

LES RUINES DE L'ÉGLISE DE PERVYSE

Le 6, le G. Q. G. belge interprétait comme suit ces directives. Une attaque centrale sera menée par les 7e et 34e corps français (généraux Nudant et Massenet) en direction de Thielt-Gand. Le groupement sud assurera la couverture sur la Lys et la liaison avec les troupes britanniques.

Le groupement nord sera chargé de la couverture et de l'exploitation vers Thourout. La division de cavalerie lui sera adjointe.

L'attaque centrale a comme objectif initial le plateau de Hooglede, Gits, Geite et Roulers. Sa mission est précisée ; le 7e corps dirigera son effort principal au nord de Roulers pour encercler la crête de Hooglede par le sud et faciliter son enlèvement par le 34e corps.

Le 34e corps portera son effort principal au nord de Hooglede vers Geite et Gits, pour prendre à revers le plateau de Hooglede.

Le 10 octobre, la répartition des divisions entre les groupements était arrêtée comme suit du nord au sud :

Nord (exclusivement belge), 10e et 4e en première ligne, la division de cavalerie en deuxième ligne.

Centre (exclusivement français), 70e, 77e, 5e et 41e en première ligne, 128e en deuxième ligne derrière la gauche.

Sud (franco-belge), 6e, 2e et 3e divisions belges en première ligne, 164e division française derrière.

Les limites d'action des groupements étaient : entre le nord et le centre, Luikhoek (3 500 m. sud-est de Zarren), Lichtervelde.

Entre le centre et le sud une ligne ouest-est passant par les lisières sud de Roulers.

Les divisions belges non citées se trouvaient : 5e et 7e sur le front encore passif Nieuport-Oostkerke (la 7e avait été retirée dans la nuit du 7 au 8), 8e, 9e, 11e, 12e au repos et tenues prêtes à marcher.

Le jour J fut fixé au 14 octobre et l'heure H à 5 h. 32; l'attaque se ferait sans préparation d'artillerie.

LA GRAND'PLACE DE THOUROUT APRÈS LA LIBÉRATION
(S. Ph. A. B.)

PRISE DE MOORSLEDE. — LA PREMIÈRE VAGUE D'ASSAUT, 29 SEPTEMBRE 1918
(S. Ph. A. B.)

La répartition générale des troupes allemandes a été donnée plus haut ; les officiers prisonniers avaient déclaré qu'elles se préparaient à défendre énergiquement leur dernière position organisée, là (et notamment au sud de Roulers) où elle n'avait pas été conquise ; que des contre-attaques seraient tentées malgré la pénurie des effectifs, pour reprendre le terrain perdu. En première ligne, la densité de l'occupation ne dépasserait pas un homme par 4 à 6 mètres. La résistance était attendue surtout des mitrailleuses qui trouveraient de bonnes positions d'attente dans les abris bétonnés et des emplacements de tir dans les fossés, les excavations préparées ou encore dans les maisons isolées, nombreuses sur le front d'attaque.

Par contre, le terrain, enfin, favorisait notre offensive, il était ferme, intact et par suite praticable pour les troupes en dehors des routes et des chemins

LES OPÉRATIONS

A l'heure dite, les troupes franco-belges, précédées d'un barrage roulant, s'ébranlaient sur un front de 18 kilomètres.

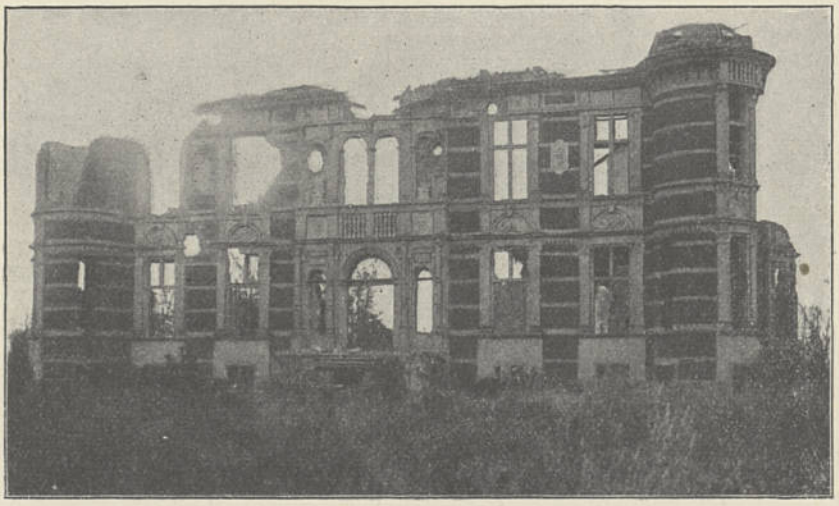
Le front était porté au nord d'Handzaeme, encerclait Cortemark par l'est et rejoignait vers Gits la gauche du 34e corps; le 7e corps dépassait Roulers et donnait la main au sud-est de la ville à la division de gauche — 6e — du groupement sud, dont la droite poussait jusque Winckel Saint-Eloi entre Roulers et Courtrai.

Le 15, la 10e division s'élevait jusqu'aux lisières du bois de Wynendaele, la 4e approchait à 2 kilomètres de Thourout en liaison avec la 70e division française (gauche du groupement centre); plus au sud, ce groupement dépassait la route de Thourout à Roulers; la résistance ennemie se marquait très vive aux abords de Beveren où se trouvait une des divisions les moins abîmées — la 36e de réserve — annoncée par des prisonniers et qui par une attaque de nuit avait repris le village. La 5e division française y rentrait vers midi.

La résistance s'étendait devant la 6e division belge.

Par contre, la 2e division pénétrait dans le faubourg ouest de Roulers et la 3e allait marquer une avance plus considérable encore.

Cette division, affirmant un mordant rare, traversait la voie ferrée d'Ingelmunster à Courtrai et ne s'arrêtait qu'après avoir poussé son régiment de droite jusque Bavinchove sur la Lys, à 6 kilomètres en aval de Courtrai; elle avait avancé de 15 kilomètres en deux jours.



LES RUINES DU CHATEAU BLANCKAERT

Pendant ces deux jours, 7 000 prisonniers avaient été faits par les troupes franco-belges, la bonne moitié par les nôtres.

Le 16, dès 6 h. 30, le groupement nord continuait, traversait le bois de Wynendael (10e division), dépassait Thourout vers le Nord (11e) et l'Est (1re).

L'ennemi cédait devant les troupes françaises.

Le 34e corps, débordant Lichtervelde dès 8 heures, atteignait par sa droite la station d'Ardoye.

Le 7e corps progressait de même et s'alignait au nord d'Iseghem avec le groupement sud.

Une brigade de cavalerie française et les troupes légères de la 3e division d'armée continuaient vers Thielt.

Au Sud, la 2e division belge franchissait le canal de la Mandel et occupait Iseghem, puis Ingelmunster. Rassurée pour sa gauche, la 3e division, toujours en pointe, déblayait tout le saillant marqué par le canal et la Lys sur laquelle, à Harlebeke, elle donnait la main aux Britanniques.

Puis l'Yser lui-même était franchi entre Nieuport et Dixmude.

Les bataillons de la 7e division qui étaient venus se disposer sur le canal d'Handzaeme entraient à Vladsloo et Wercken ; les autres et, à leur gauche, la 5e division, quittaient les îlots où, pendant quatre années, nous nous étions cramponnés, s'emparaient des postes allemands de la rive gauche et passaient le fleuve sur des passerelles apportées à dos d'hommes. Leke, Schoor, Spermalie, Lombartzyde, étaient occupés.

Le fleuve légendaire se dégageait enfin de sa lourde oppression et l'on crut entendre les nymphes tapies sous l'inondation que généreusement il nous dispensa aux jours sombres d'octobre 1914, rappeler à la vie, par leur chœur triomphal, ses rives meurtries et désolées.

Le lendemain 17, notre cavalerie au grand trot rejoignait les détachements d'arrière-garde de la 2e division de marine qui s'était dérobée à la faveur de la nuit, les chargeait à Zuidwege (entre Thourout et Bruges) et les refoulait par le feu à Steenbrugge. Dans l'après-midi, elle entrait à Varssenaere et à Jabbeke (entre Bruges et Ostende) et poussait deux brigades aux portes de Bruges ; son artillerie canonnait un long convoi en retraite sur la route de l'Ecloo.

LE MOULIN DE BLANCKAERT
(S. Ph. A. B.)

La 5e division d'armée reconstituée (5e et 11e divisions d'infanterie) se portait à Middelkerke, Leffinghe, Snaeskerke et Ostende où débarquaient, dans l'après-midi, des contingents britanniques. Les 7e et 8e divisions marchaient vers le nord-est sur le front Zedelghem-Ruddervoorde que prolongeait le groupement nord jusqu'aux lisières ouest de Wynghene.

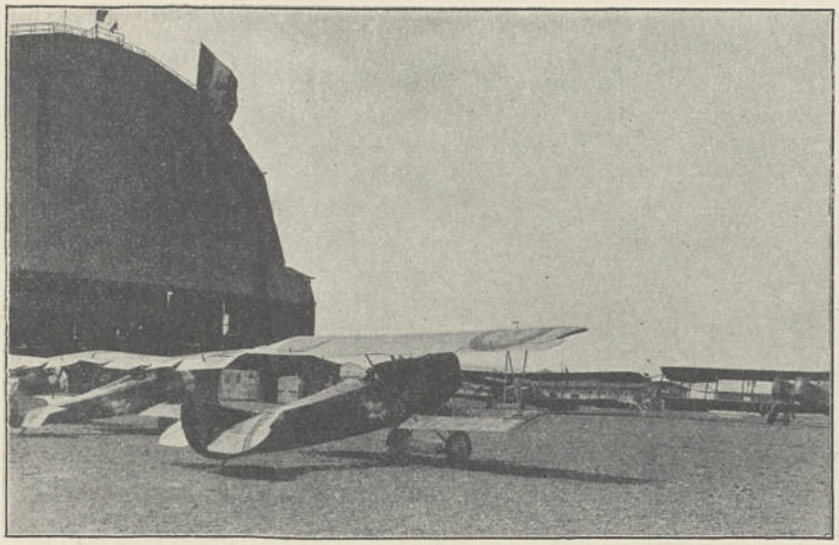
Au centre, les deux corps français dessinaient en fin de journée un arc de cercle englobant Thielt et se soudant à Meulebeek (6 kilom. sud-ouest) à la 6e division. La 2e s'arrêtait à hauteur de Oostroosebeke pour s'aligner avec la 3e qui, en flèche les deux jours précédents, avait été maintenue sur place.

La IVe armée allemande était en pleine retraite, et la côte à son tour, respirait

Au cours de ces quatre journées de combats, l'ennemi avait mis en ligne toutes les troupes dont il disposait en Flandre.

Dans la soirée du 17, ses 12 divisions épuisées se trouvaient comme suit entre Bruges et la Lys :

1re et 2e divisions de marine, 3e et 38e de land-



AVIONS « FOKKER » CAPTURÉS PAR LES ARMÉES BELGES
(S. Ph. A. B.)

wehr, 13e de réserve, 16e bavaroise, 3e, 16e de réserve, 23e, 11e bavaroises, 36e et 52e de réserve.

Derrière ces débris, plus rien.

***

Il convient de s'arrêter quelques instants pour observer le développement général des opérations tactiques entre le 14 et le 18 octobre.

On a pu s'étonner de leur lenteur relative au regard de la supériorité manifeste des moyens dont disposaient les troupes alliées en Flandre. C'est que l'on ne considère pas les conditions spéciales du prolongement de la lutte entamée le 28 septembre.

La crête des Flandres dépassée, nous étions dans une région intacte, où, malgré l'ennemi, nombre d'habitants étaient demeurés; il eût fallu, pour aller plus vite, saccager par le canon ces riantes bourgades, ces villages cossus, tuer aussi beaucoup des nôtres, que nous savions tassés dans leurs caves, sous nos projectiles brisants ou toxiques, prolonger en un mot l'œuvre de dévastation que le front de l'Yser avait subie. Il faut considérer aussi le caractère particulier de la Flandre, son sol coupé en mille parcelles par les haies et les fossés, sa végétation luxuriante, qui en ce dernier automne de guerre masquait encore les vues à courte distance; le seul genre de défense que l'armée allemande affaiblie pût encore pratiquer — l'emploi des mitrailleuses échappant, par leur dissémination et l'ignorance où nous étions de leur position exacte, à la destruction systématique — trouvait dans ces circonstances une aide singulièrement efficace.

Notre commandement et nos troupes eurent, dès le 30 septembre, la vision nette de ces contingences ; les instructions pour le combat et la manière dont il fut mené témoignent de l'adaptation parfaite aux conditions nouvelles.

L'ennemi était voué à la défaite; il s'agissait de l'y réduire, non pas dans un minimum de temps, mais avec un minimum de pertes.

Durant tout ce mois d'octobre, les combattants furent sollicités par ces deux tendances anta-

TROUPES BELGES TRAVERSANT LE PAYS CONQUIS

gonistes : forcer l'ennemi à précipiter son mouvement de retraite, ménager notre pays et surtout nos compatriotes.

Le rythme des opérations résulta de cette « composante » et l'expérience prouva qu'il était juste. Jamais le moral de l'armée ne fut aussi élevé, et plus complète son aptitude à vaincre. Le plus bel éloge que l'on puisse faire de nos troupes c'est qu'elles furent les dignes émules des unités françaises qui combattaient à leurs côtés. Et pour ne parler que de nos fantassins, disons qu'ils soulevèrent l'admiration de l'infanterie française, réputée avec raison la première du monde, pour ses qualités ataviques et son incomparable passé de gloire.

PRISONNIERS ALLEMANDS PENDANT L'OFFENSIVE D'OCTOBRE 1918

LA FIN

Au sens militaire du mot, la bataille des Flandres était terminée le 17 octobre.

Jusqu'au 10 novembre, les opérations auront le caractère d'une poussée continue pour rejeter d'abord la IVe armée allemande sur la première ligne naturelle où elle pouvait s'arc-bouter, c'est-à-dire la Lys et le canal de dérivation de cette rivière vers le nord.

Le 19 octobre, le G. Q. G. voyant déjà plus loin, esquissait la manœuvre qui délogerait l'adversaire de la coupure suivante, le canal de Gand à Terneuzen. Son évacuation serait obtenue par l'attaque au sud de Gand de notre aile droite, en liaison avec la 6e armée française, constituée la veille aux ordres du général de Boissoudy, par l'adjonction du 30e corps aux troupes françaises de Belgique. Ce même jour 19, en effet, nous avions refoulé l'ennemi à l'est du canal de dérivation, la 6e armée bordait la Lys de Nevele à Deynze et la franchissait au sud de cette ville.

Cette conception initiale de la manœuvre qui en dégageant Gand achèverait de libérer les deux Flandres se retrouve dans toutes les instructions du commandement.

Elle impliquait logiquement pour l'aile gauche de notre armée, distendue entre Gand et la frontière hollandaise et placée devant un obstacle infranchissable de vive force sous le feu d'un adversaire résolu, une attitude temporairement défensive.

L'ennemi se raidissait dans un dernier effort. Les derniers jours d'octobre virent une recrudescence marquée de l'activité de son artillerie, voire de son infanterie, qui le 23 notamment se porta à l'attaque de notre ligne sur le front de la 5e division d'armée. Plusieurs colonnes d'assaut — fusiliers marins et landwehriens — soutenus par un violent tir d'artillerie tentèrent de déboucher à l'ouest du canal de dérivation et furent repoussées avec de lourdes pertes. Cette feinte classique poursuivait d'ailleurs un autre but : nous rendre circonspects dans la poursuite que les Allemands pressentaient. Le 31 octobre, en effet, la 6e armée française atteignait l'Escaut, Audenaerde était encerclé. Le lendemain, les troupes allemandes se repliaient sur le canal de Gand à Terneuzen ; les suivant de près, nous étions dès le 3 sur la rive ouest, Everghem et Tronchiennes étaient conquis après un vif combat, Gand était serré de près.

Ici s'interpose la préparation de la dernière grosse attaque qui devait dans l'esprit du commandement libérer par la manœuvre — car il ne pou-

PRISONNIERS ALLEMANDS A HOUTHEM, OCTOBRE 1918
(S. Ph. A. B.)

vait être question de l'aborder de front, — la cité des Artevelde.

L'ordre du 5 prévoyait deux éventualités.

L'ennemi résisterait ; dans ce cas le forcement de l'Escaut serait accompli dans la bouche Eecke-Gavere par deux attaques liées : l'une belge confiée à un nouveau groupement Jacques comprenant les 3e, 4e, 9e et 12e divisions d'infanterie, serait déclenchée en aval de Eecke ; l'autre, française (34e corps), le serait en amont de cette localité.

Si l'ennemi se repliait, la poursuite serait continuée à l'est de Gand par les deux rives de l'Escaut

Et, pour la troisième fois, le front belge s'anima intensément. Le groupement des troupes, la constitution des masses d'artillerie, la préparation des moyens de passage sur l'Escaut, l'accumulation des munitions, bref toutes les opérations constituant l'équipement offensif se poursuivirent avec zèle et entrain. Et puis, on sentait la fin ; les signes avant-coureurs de la débâcle imminente se décelaient et nos troupes mettaient comme une hâte fébrile à porter le dernier coup.

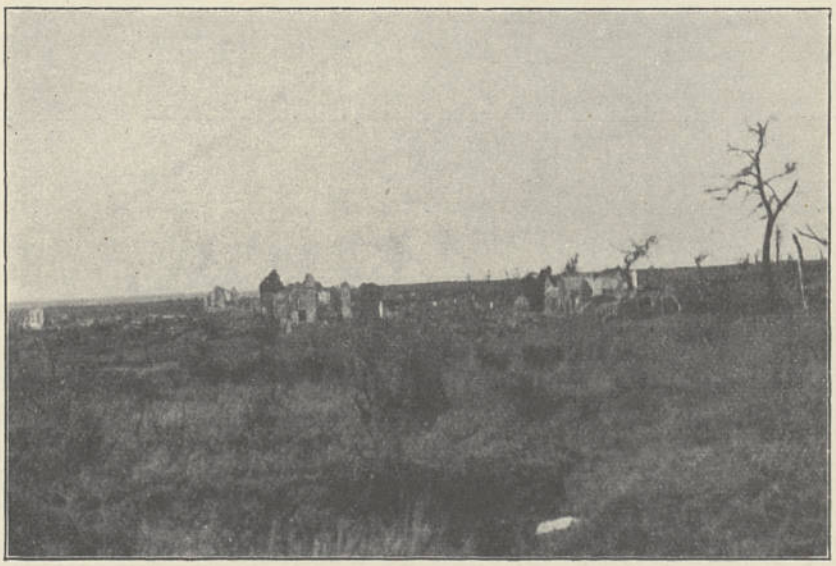
Le surlendemain 7, un ordre du G. Q. G. fixait l'attaque au 11, mais le 10, un contre-ordre intervenait : la retraite allemande, la retraite définitive s'entamait, la 2e armée britannique était entrée à Renaix, Leuze et Saint-Ghislain.

Plus au sud, notre frontière était dépassée ou atteinte. Ath, Mons et Chimay ouvraient leurs portes aux Britanniques, l'armée Gouraud entrait à Sedan.

A l'autre aile de l'immense front, en Lorraine, le général de Castelnau se préparait à porter à l'ennemi, le 14, le coup mortel.

Mais l'armistice, dès le 8, était virtuellement conclu. La T. S. F. répandait dans le monde les échos du drame qui se jouait à Rethondes, dans le wagon du maréchal Foch. Le 11, à 5 heures, l'armistice était signé, il entrait en vigueur six heures après.

L'armée belge, prête à la bataille, se disposait à ce moment sur une ligne qu'il n'est pas superflu de préciser, car elle marque la limite du sol patrial



PANORAMA DE WEST ROOZEBEEKE
(S. Ph. A. B.)

que nous avons, par la force de nos armes, libérée du joug allemand.

La voici :

La rive ouest du canal de Terneuzen à Gand jusqu'à hauteur du hameau de Kleinendries; une ligne de postes encerclant la ville de Gand et se dirigeant par la borne 4 de la route Gand-Lokeren, la borne 2 de la route Gand-Destelbergen, la borne 5 de la route Gand-Alost, la borne 3 de la route Gand-Meirelbeke, le canal de Zwynaerde jusqu'à ce village, la rive ouest de l'Escaut jusqu'au hameau de Kleinenblaeck, puis la rive droite par Grootenbroeck et Semmersaeke.

DÉMÉNAGEMENT DU BUTIN VOLÉ EN BELGIQUE

Le grand œuvre était accompli. Comme le dit le Roi, le 22 novembre, dans son ultime proclamation, officiers, sous-officiers et soldats avaient bien mérité de la Patrie.

LA GARDE AU RHIN

Ainsi finit le plus grand drame de tous les temps.

Les historiens et les poètes de l'avenir ne manqueront pas, sans doute, de célébrer la joie délirante et les transports d'enthousiasme qui soulevèrent nos soldats à cet instant unique dans l'histoire du monde. La réalité fut autre. Quatre années d'épreuves infinies avaient inculqué aux combattants, avec un optimisme tranquille et un fatalisme de bon augure, un équilibre mental d'une stabilité rare. L'événement était dans l'ordre naturel des choses ; il était prévu, pressenti depuis plusieurs mois ; il fut accueilli avec une profonde satisfaction, sans plus.

Mais dans nos villes, quel spectacle !

Le 25 octobre déjà, nos Princes sont rentrés à Bruges aux acclamations forcenées de la population; à Gand le 13 novembre, en tête de la première division d'infanterie.

Puis, c'est le grand jour, cette radieuse matinée du 22 novembre où le Roi, suivi de ses vétérans et escorté par des détachements des nations alliées, ramène nos trois couleurs dans Bruxelles affranchi.

A travers tous nos pays, les armées poursuivent leur marche vers le Rhin. Spectacle grandiose, si l'on eût pu l'embrasser du regard, que celui des vainqueurs s'avançant dans un ordre impeccable, dédaignant de les battre davantage, à la suite des vaincus débandés.

En bordure nord de l'immense voie triomphale, les Belges marchent en direction générale de Liége.

3 divisions d'armée cheminent :

La 3e gagne la ville par Vilvorde, Louvain, Tirlemont, Leau, Saint-Trond ; la 4e et la 5e, désignées pour prendre les premières la garde du Rhin, marchent : la 4e par Malines, Aerschot, Diest, Tongres, Herstal, Wandre, Henri-Chapelle ; la 5e en deux colonnes suit par les mêmes itinéraires.

Nos hommes sont gais, sans exubérance, drapelets et bouquets empanachent les fusils, on est content de marcher dans son pays retrouvé, en plein jour, librement.

La route sera longue jusqu'au Rhin, mais qu'est-ce pour ceux-là qui ont suivi quatre années durant le calvaire nocturne du chemin de la relève, sans être jamais sûrs de le refaire encore ?

Et puis, les étapes sont courtes, alternées de

ENTRÉE DU ROI A ANVERS. ARRIVÉE A L'HOTEL DE VILLE
(S. Ph. A. B)

journées de repos. A la traversée des villages, des gestes larges, sans cris s'échangent avec les habitants. Ici, le nombre manque pour créer l'excitation mais les figures rayonnent de joie intérieure, les regards ont quelque chose d'extatique, des larmes coulent.

Certains s'y méprirent qui ne sentirent pas, sous la modération des vivats, l'intensité de l'émotion qui poignait nos compatriotes délivrés. Il est bien vrai que l'on a pleuré de joie, et ce fut l'hommage le plus émouvant qui pouvait nous être rendu.

Le bon gîte se retrouve chaque soir. A la veillée on fait cercle autour du Jass. La bière fraîche ou le flacon déterré délient les langues et dilatent les cœurs; mais notre homme parle peu, surtout de lui, il écoute davantage narrer les misères de l'occupation et aussi les bons tours qu'on a joués aux Boches.

Son sourire large s'épanouit qui veut dire : nous les avons eus autrement !... on se sépare, avec de fortes poignées de mains.

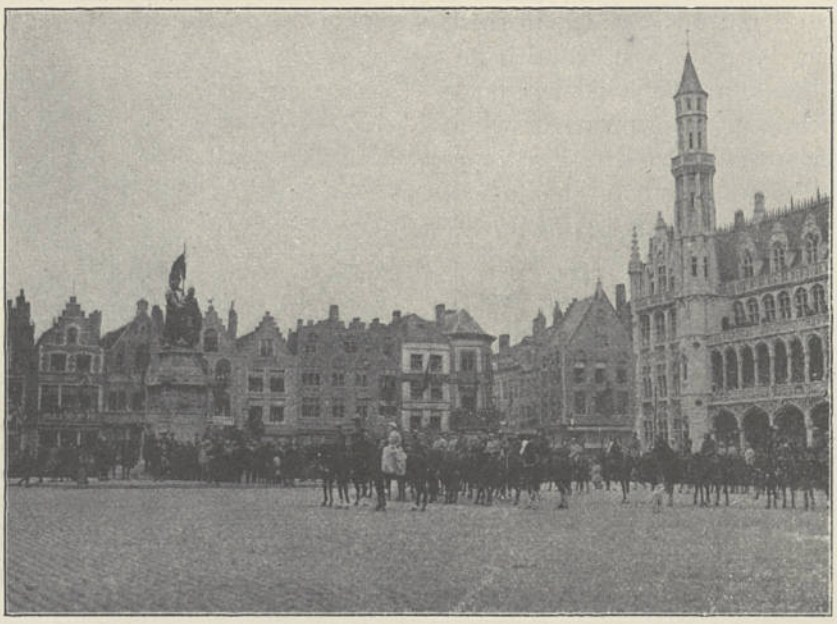
Ainsi l'avance s'accentue.

Le 26 novembre déjà les carabiniers cyclistes précédant la cavalerie sont arrivés à Visé ou plutôt dans les ruines de la riante cité. Le 30, la famille royale entre à Liége, à la tête de la 3e division d'armée. Ce même jour, nos cavaliers foulent le sol allemand.

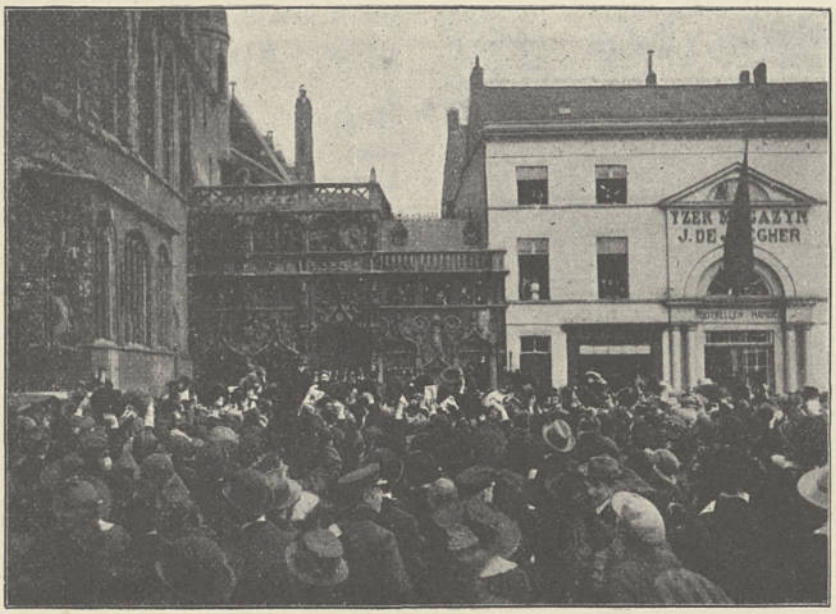
LA MARCHE VERS LE RHIN

30 novembre 1918! notre brigade de chasseurs à cheval, général Gracia en tête, traverse Gemmenich et atteint la frontière à 3 heures de l'après-midi; vers 5 heures et demie elle pénètre dans Aix-la-Chapelle, sabres au clair. Les sonneries des trompettes et le bruit des chevaux martelant le pavé s'amplifient dans le silence angoissant qui pèse sur la ville. Les rues sont désertes, les magasins fermés. Les rares passants violemment écartés par les policiers voient, apeurés, nos cavaliers s'avancer dans le crépuscule.

Seul et à pied, le bourgmestre appelé par le



ENTRÉE TRIOMPHALE DU ROI ET DE LA REINE A BRUGES
(S. Ph. A. B.)



LIBÉRATION DE BRUGES, OCTOBRE 1918
(S. Ph. A. B.)

général, précède la colonne dont la tête, sans incident, atteint la place du Rathaus.

Le général, suivi par les officiers supérieurs et les deux étendards de la brigade, monte dans la grande salle du premier étage où l'attendent au grand complet les membres de l'administration. Il leur fait donner lecture de sa proclamation.

Les têtes se courbent et voici que soudain une vibrante *Brabançonne* éclate.

Ce sont nos cavaliers massés sur la place qui, d'instinct, l'ont entonnée à pleine voix, comme pour affirmer leur prise de possession du territoire allemand. D'autres chants lui succèdent, la *Marseillaise*, le *Doudou*, de Vlaamsche Leeuw.

Revanche anodine, sans doute, mais combien significative de la mentalité du soldat belge.

Il est bon de rendre hommage sans plus attendre à l'admirable conduite que tinrent nos troupes dès le début de l'occupation et qui, depuis quatre ans, ne s'est jamais démentie.

On en trouvera l'éloquent témoignage dans les lignes suivantes, extraites de l'ordre qu'un de nos généraux adressa en mars 1919 à ses régiments rentrant en Belgique.

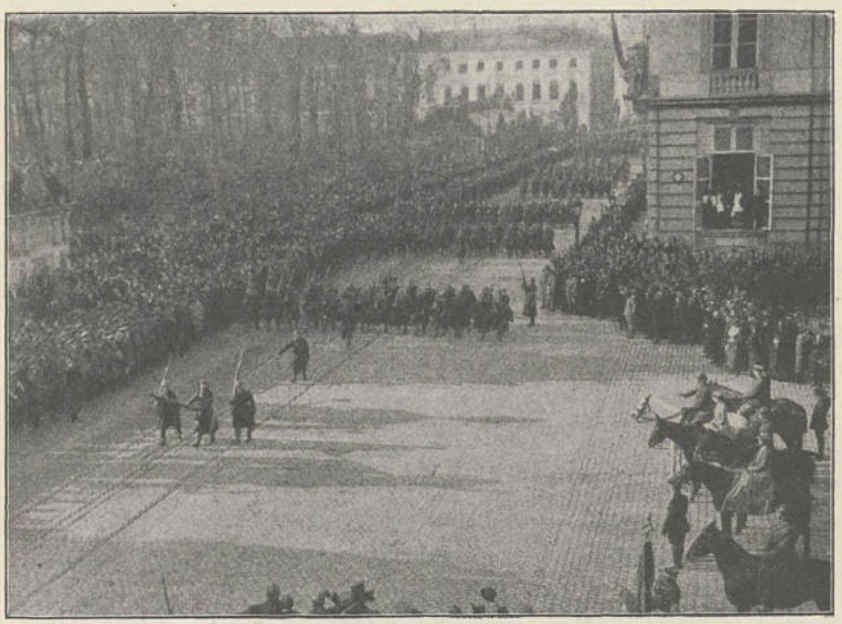
« La division quittera bien-
« tôt l'Allemagne. Elle y était
« entrée en vainqueur, après
« avoir traversé notre pays
« dévasté et recueilli de nos
« compatriotes les échos dou-
« loureux d'une domination
« longue et implacable. Malgré
« la haine légitime qu'elles
« nourrissaient contre l'Alle-
« mand, les belles troupes que
« j'ai l'honneur de commander
« ont forcé au respect les po-
« pulations ennemies, qu'elles
« ont dominées par la dignité
« de leur attitude et la cor-
« rection de leurs agissements. »

Artilleurs et fantassins ont suivi de près nos chasseurs à cheval.

Rapidement, la rassurante nouvelle se répand jusqu'au Rhin au-devant de nos troupes en marche.

Les Belges, ne volent, ni ne brûlent, ni ne tuent. Aussi on s'assemble à leur passage, on les regarde avec curiosité, on s'empresse de satisfaire leurs exigences, d'ailleurs modérées.

ENTRÉE DES SOUVERAINS BELGES A BRUXELLES



ENTRÉE TRIOMPHALE DU ROI A BRUXELLES
(S. Ph. A. B.)

Et c'est entourés d'une foule recueillie que dans cette ville d'Aix-la-Chapelle, quelques jours plus tard, les régiments de la 4e division d'armée font, avant de se disloquer, la parade des drapeaux.

Inoubliable souvenir !

Dans l'antique cité de Charlemagne, au passé légendaire, dans cet empire jadis si redoutable et qui mit en péril la liberté du monde; au milieu de ce peuple orgueilleux qui tremble aujourd'hui au vent de la défaite, notre hymne national monte, prestigieux avec nos trois couleurs !

De ses fils nimbés de beauté guerrière et dont les armes présentées frissonnent sous leur puissante étreinte, c'est l'âme même de la Belgique qui se dégage, monte majestueuse et fait se découvrir les fronts des vaincus...

Le même spectacle se renouvelle dans toutes les villes, à Juliers, à Crefeld, où défile le 8 décembre la division de cavalerie, à Gladbach, Neuss, Kempen, Clèves, à Aix-la-Chapelle encore, que traverse à notre suite la 41e division française, dite Division des Loups.

L'armée d'occupation est constituée sous les ordres du général Michel.

Elle comprend notamment :

Les 4e et 5e divisions d'armée.

La division de cavalerie.

De l'artillerie lourde.

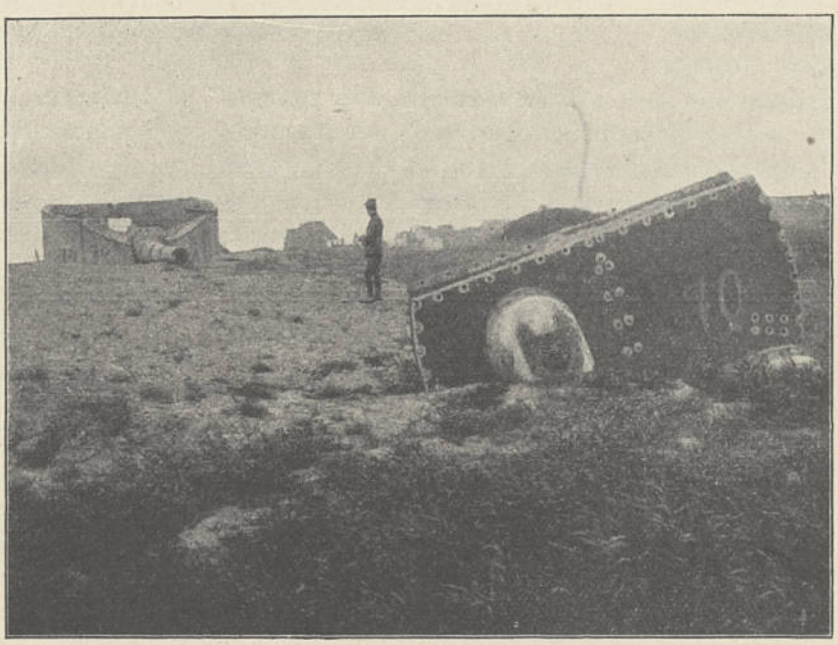
6 escadrilles d'aviation.

2 compagnies d'aérostation.

Le 7e corps français (général Massenet).

Dotée de tous services, largement approvisionnée, composée de troupes éprouvées animées d'un esprit merveilleux, cette armée constitue un instrument sûr aux mains du maréchal qui a mission d'organiser la garde du Rhin.

Notre cavalerie s'avance au grand trot ; dès le 4 décembre, elle atteint le fleuve, de Neuss à Urdingen et tend un réseau provisoire d'observation. Elle le descend à mesure que notre infanterie la rejoint et la remplace. C'est d'abord la 4e division d'armée qui, à hauteur de Gladbach, dirige ses divisions d'infanterie vers Neuss (4e) et Cre-



SUR LA CÔTE : LA BATTERIE « FRIEDRISCHSORT »
(S. Ph. A. B.)

feld (10e), puis la 5e qui progresse vers le nord par Geilenkirchen, Viersen, Kempen et se dispose entre Mors et Wesel.

Plus en aval, dans la région de Clèves, demeurera la division de cavalerie.

A notre droite, la 41e division française va s'établir en amont de Neuss. Les deux autres divisions du 7e corps français s'installent en réserve dans la région d'Aix-la-Chapelle.

Le 14 décembre, le Rhin est tenu de Neuss à la frontière hollandaise. Nos troupes s'échelonnent en dispositif de combat.

En bordure immédiate de l'obstacle, les bataillons de première ligne, aux avant-postes, tiennent tous les passages sous leurs fusils et leurs mitrailleuses.

L'artillerie en deux échelons, batteries de campagne rapprochées, batteries lourdes plus en arrière, sont prêtes à les soutenir. Les réserves divisionnaires sont en place. Les dépôts de munitions se constituent, les escadrilles dressent leurs tentes, les mâts de T. S. F. s'érigent, les commandements s'organisent. Sans perdre de temps, la défense est étudiée, des plans complets sont arrêtés, des travaux s'ébauchent, le téléphone de campagne fonctionne. La nuit, des canots-vedettes sillonnent le fleuve, dont le large cours scintille par intervalles sous la lumière des projecteurs.

LA GARDE DU RHIN EST PRISE !

L'OCCUPATION

La tradition populaire ne gardera sans doute de l'occupation que le souvenir des scènes pittoresques, vraies ou non, que l'image et la caricature ont reproduites. Notre soldat, narquois et malicieux, sans grande méchanceté, s'y oppose au boche obséquieux et docile. Le grand public, qui pense et réfléchit, ne saurait se contenter de cette figuration sommaire et d'ailleurs outrée. L'occupation belge en Allemagne est un événement considérable.

Notre pays y est entré non pas à la remorque, mais à la hauteur de ses puissants alliés, pour affirmer sa volonté de gagner la paix avec eux, après avoir avec eux gagné la guerre.

LE LIEUTENANT GÉNÉRAL MICHEL COMMANDANT LES TROUPES D'OCCUPATION EN ALLEMAGNE FAIT SON ENTRÉE A EUPEN

Cette résolution virile a fait s'évanouir la fiction déprimante de notre neutralité qui, durant près d'un siècle, a pesé sur nos destinées.

Nos soldats l'ont compris ; ils ont eu l'intuition en marchant de l'Yser au Rhin, que chacun de leurs pas élargissait notre frontière et que la Belgique, confinée durant quatre années sur un lambeau de son territoire, se répandait avec eux jusqu'au fleuve historique.

Avec la France, les États-Unis d'Amérique et l'Empire Britannique, nous sommes là-bas aux avant-postes de la civilisation et nous y resterons autant qu'il le faudra pour la garantir à jamais contre de nouveaux périls.

Telle est la haute signification de la garde du Rhin.

Derrière le soldat obscur qui la monte, c'est l'âme belge qui veille et fera que notre cher pays, retrempé au feu de l'abominable épreuve, s'acheminera confiant et fort sous l'égide de ses Princes, dans l'ordre et le travail, vers de nouvelles destinées.

IV. — Conclusion

La guerre fut, pour la Belgique, une épreuve douloureuse mais bienfaisante ; elle l'accepta pour une idée — l'Honneur — et la poursuivit sans défaillance, au souffle vivifiant de l'esprit national. C'est lui, et ce ne pouvait être que lui, qui, dans la tranchée boueuse où notre soldat semblait devoir s'enlizer, corps et âme, le tint quatre années durant, debout comme dans une armure ; lui aussi qui, soutenant nos populations meurtries par la lourde botte allemande, donna à nos héros civils l'énergie surhumaine de se dresser, bras croisés et tête haute, devant le poteau d'exécution.

ARTILLERIE BELGE PASSANT LA FRONTIÈRE
(S. Ph. A. B.)

La guerre a retrempé l'unité de notre pays, affermi ses destinées, élevé son idéal, élargi sa place et son rôle dans le monde ; elle l'a haussé au rang de grande nation.

Cet héritage valait le prix dont nous l'avons payé : le sang de nos morts, désormais nos ancêtres. Et c'est pourquoi nous ne devons pas regretter qu'ait coulé ce sang généreux, qui fit germer la magnifique moisson.

Le peuple belge s'est retrouvé et reconnu dans son armée ; surgie du grand élan patriotique qui le souleva devant l'invasion, elle devait incarner les vertus foncières qu'à travers vingt siècles où se succédèrent toutes les vicissitudes et toutes les grandeurs, il avait acquises et développées. Mandataire de la Nation à l'heure la plus tragique de son histoire, l'armée s'en est montrée digne : c'est sa fierté et sa meilleure récompense.

Déjà le souvenir de la guerre s'estompe, mais, tandis que s'atténue la sensation d'horreur qu'elle engendra, son caractère symbolique s'accuse.

Ce n'est ni Liége, ni Anvers, ni l'offensive libératrice que, pour le mieux marquer, retiendront nos annales ou évoquera la légende.

Elles montreront, dans le décor fuligineux de l'Yser, notre « homme » dressé dans la tranchée comme sur un prestigieux Palladium, silencieux et stoïque, face à l'ennemi que maîtrise sa volonté tendue et qu'il domine de sa hauteur morale. Et la Légende, qui est peut-être la forme définitive de l'Histoire, fera lever derrière lui l'innombrable cohorte de nos morts, ceux d'hier et de tous les temps, dont il fut à la fois le défenseur sublime et l'expression la plus pathétique de leur mystérieuse emprise sur les vivants.

M. Tassier

XIX

L'AVIATION

L'INFÉRIORITÉ dans laquelle se trouvaient les Alliés en 1914 vis-à-vis de l'Allemagne quant aux forces aériennes, était encore plus marquée pour la Belgique. Elle ne possédait que quelques appareils qui n'étaient même pas des modèles les plus récents. La maison Farman avait en commande quelques appareils qui purent être livrés et rejoignirent Anvers par la voie des airs, renforçant nos très peu nombreuses et très petites escadrilles. Les « anciens » à l'aviation racontent à ce sujet que l'un de ces appareils venant de Paris, ayant perdu sa route, alla atterrir en Hollande, mais que les aviateurs, vêtus de cuir, se firent passer pour des aviateurs civils de la maison Farman, devant livrer cet avion à la Hollande. Ils purent ainsi reprendre leur vol après avoir demandé où ils étaient et le chemin de La Haye... afin de suivre la direction diamétralement opposée !

Pendant longtemps l'aviation belge n'a possédé que des appareils du type « pousseur », Maurice Farman, Henri Farman et Voisin. Les Farman, type F. 40, existaient même encore en 1917, car nous avons toujours — chassés de Belgique, n'ayant donc aucune industrie aéronautique nationale qui, à l'exemple de celle des Alliés, se serait développée — nous avons toujours été contraints de prendre ce que nos alliés français et anglais voulurent bien nous céder, et nous n'avons jamais été fournis bien abondamment, ni sans quelque retard, des appareils de types nouveaux et plus rapides.

En 1915, nous voyons les premiers Nieuport (80 HP Rhône, biplaces, de 18 mètres carrés de surface), mais les Farman n'en restent pas moins les appareils les plus répandus dans notre aviation, et cela encore en 1916 et au début de 1917 ! C'est sur cet appareil lent, et lourd dans ses évolutions, sans aucune défense lorsqu'il doit songer à la retraite, que le commandant Jacquet s'attaque pourtant aux ennemis et arrive à être consacré as aux cinq victoires, à une époque où les as sont encore rares — palmarès qu'il embellira par la suite lorsqu'il aura un appareil tracteur. C'est sur cet appareil que nos photographes, et notamment les commandants Jaumotte et d'Hendecourt, osent pénétrer loin dans les lignes et prendre les admirables photos qui ont fait la réputation de la photographie aérienne belge, qui fut certainement la première à être mise au point.

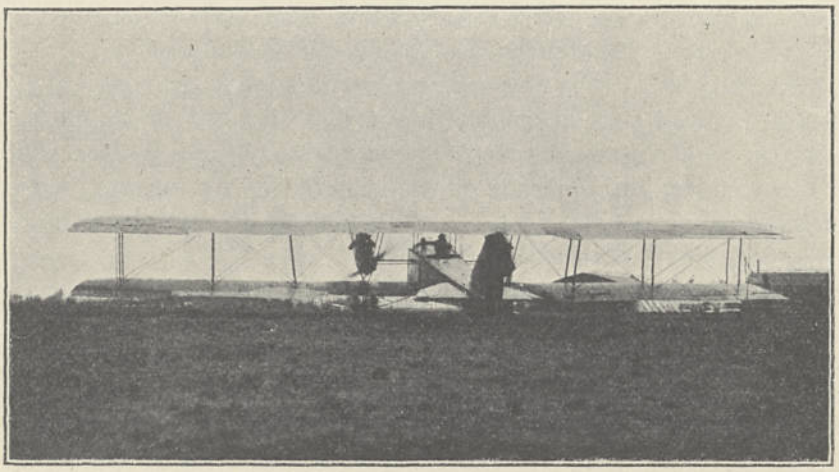
Aux Nieuport « 18 mètres » succédèrent les « Bébé Nieuport » et, en 1917, les « Nieuport 15 mètres » avec moteur Rhône de 120 HP. C'est sur ce type d'appareil que notre nouvelle aviation de chasse accomplit ses premiers exploits.

Dans les escadrilles de biplaces, les Farman et les Voisin se voient, en 1917 seulement, peu à peu remplacés par le Sopwith biplace à moteur Clerget et par le R. E. 8 et, en 1918, par les Spad biplaces et les Bréguet.

Le Spad fait aussi son apparition dans une escadrille de chasse, en 1917 : d'abord le monoplace 150 HP, puis 180 HP et enfin quelques 220 HP en 1918.

Une autre escadrille de chasse, durant l'été 1917, remplace les Nieuport par des Hanriot 120 HP Rhône, à une seule mitrailleuse, et gardera cet appareil jusqu'à la fin de la guerre. Le Hanriot est même introduit dans une nouvelle troisième escadrille de chasse, et aussi comme appareil de protection.

J'ai oublié de signaler en hiver 1916-1917 des appareils du type B. E. 2 C. qui, trop lents, voient leurs moteurs de 80 HP remplacés par les 150 Hispano. Mais, lorsque cela se trouve mis au point, l'appareil qui « plafonne » vers 3.500 mètres d'altitude (ce qui est fort peu pour l'époque) doit être abandonné.



DÉPART D'UN AVION DE BOMBARDEMENT

Si je note les Camel Sopwith, monoplaces à 120 HP Rhône, qui furent employés quelque temps également, j'aurai cité à peu près tous les appareils que l'aviation belge eut au front.

Et c'est de cela que nos pilotes ont tiré parti, avec l'aide, il faut le dire, de nos mécaniciens, qui n'eurent pas leurs pareils pour le réglage des moteurs et les arrangements accessoires des appareils.

Certains moteurs, passant par leur main, obtinrent les plus hauts rendements, et tous laissèrent bien rarement leur pilote en panne. Lorsque l'ouvrier belge le désire il peut être le premier ouvrier du monde et les rapports entre pilotes et mécaniciens, basés sur une estime réciproque, firent que l'ouvrier *désira* être le premier ouvrier du monde tout au long de cette longue guerre.

Le mécanicien eut de l'estime pour le pilote, car celui-ci lui donna rarement du travail inutile : on peut considérer le pilote belge comme le pilote le plus « économe » qui soit, évitant l'usure, l'emploi inutile de son appareil, et brisant extrêmement peu, car il est ou adroit ou réfléchi.

Grâce à tout cela nous avons eu une aviation à haut rendement, qui a permis d'obtenir, avec de petits moyens, les plus beaux résultats.

Ainsi l'aviation de chasse a fait subir à l'ennemi le double des pertes que notre aviation entière a subies, soit par l'aviation ennemie, le tir contre avion, ou soit par accident, même dans l'apprentissage.

Je ne pourrais vous citer le chiffre infime de plaques photographiques gâchées ou prises inutilement en proportion de toutes celles qui furent utiles ! Et il en fut de même pour les autres applications de notre aviation.

Cette prudence raisonnée, cette prudence forcée, ne permit pas toujours à nos aviateurs de faire les grandes choses qu'ils rêvaient, les grandes choses qu'ils auraient faites aisément s'ils avaient eu le matériel nécessaire, ou même suffisant pour pouvoir le risquer. Il eût suffi d'un souffle pour animer la plupart de ces pilotes merveilleusement doués et ayant surtout la plus efficace des qualités : l'amour-propre. Ce souffle, les chefs ne furent pas autorisés à le donner. Cela a amené notre aviation à jouer un rôle moins brillant que celui de certaines escadrilles alliées, mais au moins aussi beau que la moyenne des autres.

Notre aviation de chasse eut un autre désavan-

ESCADRILLE FRANCO-BELGE. — APPAREILS BI-MOTEURS CAUDRON
SUR LE PLAN SUPÉRIEUR DE L'AVION, UNE DYNAMO DE T. S. F. HONDSCHOOTE, MAI 1917

tage : elle fut condamnée durant toute la guerre à voler dans le même secteur, ce qui la laissa souvent, pendant de longues périodes, sans guère de gibier, tandis que l'élite des escadrilles alliées était toujours envoyée sur les fronts d'attaque où elle avait plus de chances de remporter des victoires.

Le front de mer avait de plus cet inconvénient d'être — au dire même de tous les pilotes qui ont pu faire la comparaison — excessivement bien défendu par les batteries contre avion ennemies. Cela tenait à ce que les Allemands redoutaient toujours une attaque sérieuse de bombardement aérien dirigée contre leurs bases d'Ostende et de Zeebrugge. Cette artillerie contre avion, très vigilante, décelait toujours notre présence et nuisait beaucoup à nos manœuvres d'approche des avions ennemis.

Et toutes ces difficultés n'empêchèrent pas notre petit pays de se distinguer particulièrement si l'on considère qu'il se classe troisième dans le palmarès des as de la chasse dans les airs, après la France et l'Angleterre, avant l'Italie et l'Amérique.

Pour le public, ce sont toujours les victoires remportées sur l'ennemi qui comptent, il s'occupe moins du rôle ingrat des autres aviateurs. Comme c'est ma partie, j'ai également une tendance à parler plutôt de la chasse : je l'excuse en constatant que, presque toujours, les meilleurs éléments choisirent la chasse quand ils le purent, ou, comme la guerre fut longue, arrivèrent à y passer après quelque temps.

A la tête de l'aviation de chasse belge il faut placer le commandant Jacquet : non seulement il fut le premier à se classer as, mais encore c'est lui qui a complètement organisé le groupe de chasse belge, sur lequel son esprit et son exemple ont eu la plus belle influence. Pilote militaire avant la guerre, il participa à toute la guerre, inlassablement, tirant toujours parti des moyens qu'il possédait. En 1914, il coopère à la défense de Namur et à la retraite. Ses renseignements précis montrent le sang-froid de ce pilote qui est tout de suite à la hauteur des circonstances. Un tel aviateur devait fatalement être attiré vers la chasse et, dès les débuts, monté sur un appareil Maurice Farman qui l'oblige à toujours tenir tête, il livre des combats sans merci, et en sort toujours vainqueur, ayant risqué combien ! Son appareil — une cible ce Farman ! — est chaque fois criblé. Quatre sur cinq de ces victoires, incroyables sur Farman, sont remportées avec le lieutenant Robin comme mitrailleur.

On forme le groupe de chasse en 1917 : il en est le chef tout désigné et il en fait un groupe homogène, facilement, parce que ses ordres sont intelligents et que sa carrière lui donne de l'autorité. Je crois qu'il n'y a pas de chef plus généralement aimé.

Comme pilote, il éprouve quelques déboires : il n'a pas l'avion qu'il lui faut. Il lui faudrait un de ces petits biplaces de chasse, comme un Bristol Fighter, mais il n'a rien de maniable : je lui ai encore connu un Farman au début de 1917, puis un Sopwith biplace ! Enfin un Spad biplace, qui n'est pourtant guère un appareil de combat, lui permet de continuer sa carrière d'as, en compagnie du lieutenant de Crombrugghe cette fois.

Toujours seuls dans leur appareil, ils s'attaquent à un ennemi qui ne vole plus que par groupe. Et cette recherche du danger se fait avec un tel sang-froid qu'ils n'en rapportent pas moins les renseignements les plus exacts, comme des observateurs qui opéreraient avec toute une protection.

Chaque aurore les voit partir; — pourtant le commandant Jacquet est marié et sa femme, malgré les règlements, l'a suivi au front. Un jour ils sont surpris par le Roi passant à cheval près de la ferme qu'ils habitent, et comme le commandant Jacquet s'excuse d'avoir sa femme auprès de lui, le Roi lui répond : « Mais la mienne y est aussi. »

Un autre exemple pour les jeunes : le lieutenant Olieslager. Aviateur depuis 1909, il compte donc à l'heure actuelle plus de treize ans d'aviation dont les cinq années de guerre pendant lesquelles il fut toujours sur la brèche, au front : c'est le plus bel exemple donné par un aviateur aussi ancien. L'avant-guerre lui avait déjà connu de nombreuses heures de gloire et je citerai pour rappel quelques trophées parmi tant d'autres : vol de une heure sept minutes à Oran en 1909, Grande Coupe de Séville en 1910 et la même année les raids Nice-Antibes et Nice-Cap Ferrat, la Grande Coupe de durée et la Coupe de hauteur à Barcelone (avril), Coupe de durée et de hauteur à Bologne (mai). Puis en juillet, à la Grande Semaine de Champagne à Reims, le record du monde de durée et de distance (392 kilomètres en 5 h. 03) et une totalisation de 1 724 kilomètres battant 75 concurrents ! Ensuite à Bruxelles, re-

cord du monde de hauteur (1724 mètres). Les années suivantes ne le trouvent pas moins actif. En 1913, il est un des tout premiers pilotes à exécuter des loopings. En 1914, il se classe l'égal de Garros en acrobatie à la suite d'un match sensationnel. Et dix jours avant la guerre il gagnait le match franco-belge. Sa carrière d'aviateur ne fut pas moins brillante. De telles qualités de pilote devaient aussi l'entraîner à faire de la chasse. Son premier boche remonte au début de 1916

Sa plus grande qualité, qui l'a fait aimer de tous, est son esprit sportif, exempt de toute rivalité envers les jeunes pour lesquels il fut un conseiller précieux.

Parmi les jeunes du groupe de chasse, il en faut spécialement citer deux : Thieffry et De Meulemeester.

LE ROI ET LA REINE EXAMINENT LES DÉBRIS D'UN GOTHA ABATTU AU FRONT BELGE

Thieffry eut malheureusement sa carrière terminée par un atterrissage forcé dans les lignes ennemies. A la chasse elle avait été rapide et il comptait dix boches en quelques mois. C'était, de tous, le pilote le plus allant. Déjà il s'était distingué sur biplace, mais son caractère devait le faire passer à la chasse : à l'école où il fut envoyé pour un entraînement spécial sur monoplace, il fit huit jours de cachot pour avoir bouclé la boucle sur un vieil appareil d'école : il fut toujours le même, ne doutant de rien et cela lui réussit à merveille. Descendu en flammes une première fois, il parvint à manœuvrer le panneau de déchirure du réservoir de son Spad et à atterrir dans nos lignes : cela ne le rebuta pas, non plus que d'autres aventures où il risqua au moins autant. Descendu en flammes une seconde fois, il ne put rallier nos lignes, car sa fougue l'avait entraîné, une fois de plus, loin à la poursuite de l'adversaire — loin et seul dans un ciel bien gardé. En captivité il rongeait terriblement son frein; trois tentatives d'évasion, parfaitement réussies au début, ne furent malheureusement pas couronnées du succès final. Dans l'une d'elles, il était parvenu à se cacher dans un train de charbon avec l'aide de prisonniers français qu'on employait à charger ce train. Le charbon était destiné à la Suisse, mais au dernier moment il ne fut pas livré et Thieffry, après une bien longue et vaine attente, dut sortir de son charbon et fut repris !

De Meulemeester — onze victoires — fut de tous les chasseurs le pilote le plus opiniâtre : que d'heures — jusque trois vols par jour, et à quelles fatigantes altitudes !—n'a-t-il pas passées en l'air à l'affût d'un ennemi souvent rare dans le ciel des Flandres entre les périodes d'offensive — souvent rare et jamais sportif, car il restait en général loin et bas dans ses lignes où, signalé par l'artillerie vigilante, nous ne pouvions le surprendre — jamais sportif car il évitait le combat, même en nombre. Pourquoi l'ennemi s'est-il montré spécialement prudent dans les Flandres ? Peut-être parce que la garde y était montée fort méthodiquement par les Alliés qui y avaient concentré des forces considérables (les Anglais surtout).

Avant que de « quitter » la chasse, il me faut encore citer bien des noms parmi lesquels j'ai bien peur d'en omettre : Commandant Gallez, Georges Kervyn, de Montigny, Hage, Carl Kervyn, J. de Meeus de Roest, de Chestret, Médaets, de Mévius, Dubois, Pierre Braun, Ledure, etc..., qui tous firent subir des pertes fameuses à l'ennemi.

Et je dois enfin me citer moi-même, surtout à cause de mon « record mondial » de descente de ballons d'observation que j'ai pu porter à trente-quatre en cinq mois, ayant la satisfaction de désorganiser un peu le système allemand d'observation en ballon sur notre front. Mes « concurrents » dans cette chasse spéciale et notamment les pilotes français Coiffard et Boyeau furent moins heureux, hélas ! et furent descendus par la défense du sol (toujours extrêmement violente lorsqu'on attaquait des ballons), ayant atteint respectivement les chiffres de 27 et de 24 ballons; l'Allemand Gonterman, qui comptait 17 ballons, eut le même sort. Et moi-même j'ai été très grièvement atteint dans une de ces attaques, durant la toute dernière offensive.

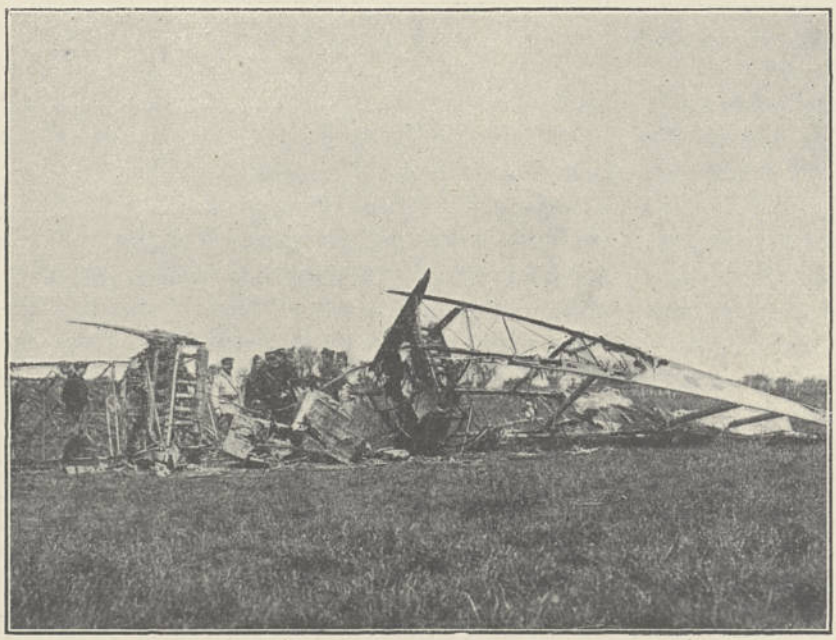
J'avais fait quelques doublés de ballons et également un triplé en six minutes, sans rentrer dans nos lignes. Aussi un doublé ballon-avion. Parlant de moi, je ne puis résister à narrer le plus beau souvenir que j'aie de la guerre. Mes parents étaient restés en Belgique occupée, à Bruxelles. Le 18 février 1918, après avoir passé les lignes à 5.500 mètres, j'ai pu atteindre sans encombre Bruxelles, à plus de cent kilomètres en arrière des lignes, parcourant cette distance en descendant peu à peu, de sorte que j'arrivais à Bruxelles — à dix heures du matin — à quelque vingt-cinq mètres du sol, volant à ras des toits et, comme je tournai six fois autour de la maison de mes parents, je pus distinctement voir ma mère, pensant bien que c'était elle, comme je pus le vérifier par la suite, et *reconnaître* mon père qui était monté à une fenêtre du toit. Tous les pilotes qui ont pratiqué le vol à ras des arbres, le « rase-motte », savent qu'il est très possible de reconnaître quelqu'un au sol, surtout si l'on tourne autour de lui.

Thieffry avait, un peu plus d'un an auparavant, exécuté la même randonnée en plein jour aussi.

***

Hors notre aviation de chasse, l'aviation belge s'est spécialement distinguée par la photographie aérienne, et les alliés ont souvent reconnu sa supériorité, dans les débuts surtout, à l'époque des tâtonnements. Le commandant Jaumotte fut le premier des alliés à arriver à une mise au point parfaite. Faisant équipe avec le lieutenant Wauters, volant encore en été 1917 sur un appareil du type Farman, il rapportait de chacun de ses vols, loin en arrière des lignes ennemies, les photos les plus claires, les plus nettes qu'on pût prendre. Certes il n'était pas le seul de nos photographes aériens à mériter de tels éloges et l'on peut encore en citer bien d'autres, et spécialement le commandant d'Hendecourt et le lieutenant Coomans. Tous joignaient, au plus beau courage, une grande ingéniosité qui leur a permis d'imaginer bien des dispositifs et des perfectionnements, et, avec les aides adroits dont ils disposaient, de les réaliser si parfaitement que bien des choses furent copiées. Je me souviens que, dans son escadrille du front même, le commandant Jaumotte put arriver à faire construire un appareil photographique nouveau.

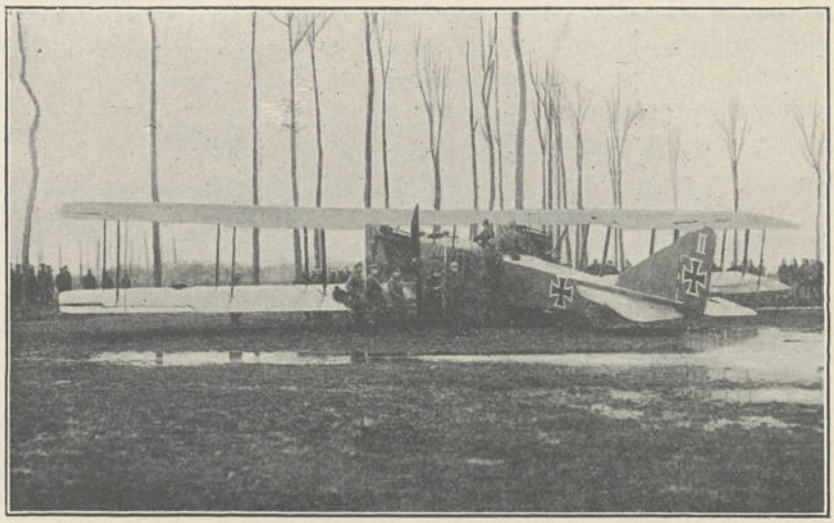
Un autre succès de nos aides fut, dans une escadrille de reconnaissance, à dix kilomètres du front, de remonter,



UN GOTHA, REVENANT DE DUNKERQUE, A ÉTÉ ABATTU SUR L'YSER PAR L'ARTILLERIE ANTI-AÉRIENNE BELGE

régler et mettre en ordre de marche un grand bi-moteur ennemi du type Friedrichshafen qui avait été abattu par notre artillerie.

Nos escadrilles avaient à ce point de vue l'avantage de changer rarement d'emplacement, ce qui permettait d'avoir les installations les plus complètes. Mais en plus de cet avantage, il faut reconnaître que leur personnel a toujours mis beaucoup d'amour-propre à faire les choses parfaitement.



GOTHA DE BOMBARDEMENT ALLEMAND ABATTU DANS LES LIGNES BELGES
HOUTHEM, 19 JANVIER 1918

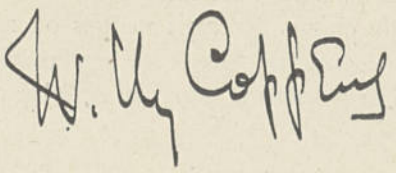
Notre école d'aviation, ouverte en 1915 à Étampes sur la route Paris-Orléans, fut transportée en 1918 à Juvisy. Elle n'eut rien de remarquable et l'acrobatie fut même — sauf la dernière année peut-être — complètement négligée. La volonté seule de la plupart des pilotes en fit les aviateurs adroits que beaucoup furent. Leur mérite en est encore plus grand. Et nous avons eu quelques virtuoses de l'air qui pouvaient rivaliser avec les premiers acrobates français ou anglais.

Les élèves pilotes furent recrutés parmi les soldats et sous-officiers (et non les officiers) des différentes armes, n'ayant pas atteint l'âge de vingt-cinq ans. Ils étaient tous remis au rang de soldat, et étaient nommés sergents à leur envoi au front. Ils n'étaient promus sous-lieutenants qu'après environ seize à dix-huit mois de front.

Les observateurs au contraire étaient recrutés parmi les officiers des autres corps. Mais comme les sous-officiers pilotes étaient traités sur un pied d'égalité avec les officiers et partageaient les mêmes mess, il s'ensuivait une parfaite entente et amitié qui liaient le pilote et l'observateur.

Un assez grand nombre de Belges obtinrent un congé pour prendre leur brevet de pilote dans des écoles civiles et parvinrent ainsi à passer plus aisément au corps d'aviation. Une partie, en 1915, joignit l'école Farman à Étampes, tandis qu'en 1916, les écoles françaises étant toutes militarisées, les suivants durent entrer dans les écoles civiles d'Angleterre (à Hessdon ou à Bornemouth). Une fois le brevet civil passé, ils étaient directement admis à l'école militaire belge. Ce fut donc un moyen pour ceux-là d'arriver plus certainement à l'aviation car, à l'exemple de toute la jeunesse de cette époque, la jeunesse belge également n'eut qu'un rêve : devenir aviateur, servir ainsi plus directement son pays en faisant valoir toutes ses qualités sportives et combatives. Et la guerre se termina bien avant qu'on pût épuiser les listes des jeunes gens inscrits pour tenter la grande expérience qu'avaient réussie avant eux, avec un tel succès, tant d'autres jeunes Belges.

Tous les pilotes français qui ont connu le front de Flandres ont emporté le même bon souvenir de nos aviateurs qu'ils ont connus pour les avoir vus à l'œuvre dans les airs, et pour avoir reçu le plus jovial accueil dans nos mess. Ils se souviennent de nos escadrilles des Moëres et de Houthem, ou de Hondschoote et de Bray-Dunes où régnaient, aux heures les plus angoissantes, la plus franche gaîté et cet esprit wallon si proche de l'esprit français ! Et depuis cette guerre pourtant si féconde en héros il y a encore un lien qui lie les pilotes belges aux pilotes français, c'est le même culte qu'ils ont pour le plus pur d'entre eux, Georges Guynemer...



XX

LA PENSEE BELGE ET LA GUERRE

E me souviens d'avoir vu dans une vieille histoire de Hollande une fort belle gravure du XVIIe siècle qui représente la rupture des digues sur je ne sais quel point du territoire des Provinces Unies. Le flot se précipite par la brèche, irrésistible, charriant une quantité prodigieuse d'objets disparates, des charrettes, des meubles, des cadavres d'animaux, des tonneaux, des vêtements, des poutres, le tout dessiné avec cette minutie si savante des anciens graveurs. Des deux côtés de la planche, on voit le flot s'étaler sur les campagnes, encore agité, mais déjà plus calme ; quelques clochers, quelques toits, quelques arbres émergent çà et là et des barques naviguent péniblement contre le courant pour essayer de porter secours aux malheureux que l'on voit faisant les grands bras sur les toits de leur maison.

C'est à peu près le spectacle que présente en ce moment l'Europe bouleversée par la grande guerre. L'impérialisme germanique, crevant les digues françaises, a recouvert le monde civilisé d'un amas confus de débris informes : souvenirs du passé, survivance de la plus lointaine histoire, créations récentes du génie moderne, vieilles idées condamnées à disparaître, embryons d'idées nouvelles encore informes. Le flot de l'invasion qui a recouvert l'Europe s'est maintenant retiré, mais il laisse partout des ruines, des décombres. un limon étrange qui recouvre toutes les vérités anciennes. Çà et là, comme de vieux clochers inébranlables, comme des arbres séculaires qu'aucun fleuve débordé ne pourrait abattre, émergent quelques idées solides, quelques institutions indéracinables, mais tout autour ce n'est qu'un sédiment de choses étranges venues on ne sait d'où, un bric-à-brac d'idées et de sentiments où aucun commissaire-priseur n'arriverait à se retrouver.

Dans un tel désordre, à la fois politique, intellectuel et moral, comment arriver à se reconnaître? Comment surtout déterminer les répercussions que ce grand bouleversement a eues sur cette chose fugace et nuancée qu'est la pensée universelle? La tempête n'est pas encore apaisée, à peine s'est-elle calmée un instant, qu'on voit se former de nouveaux nuages qui annoncent d'autres orages. Comment sous une telle menace, sous une menace qui pèsera vraisemblablement longtemps encore sur nos têtes, arriver à dresser le bilan de ce que la guerre a détruit et de ce qu'elle a créé?

Car si d'abord on ne voit clairement que ce que la guerre a détruit, on sait par le passé qu'elle est aussi créatrice. Toutes les grandes guerres de l'histoire, toutes les époques troublées et sanglantes par lesquelles a passé la société européenne, ont été suivies d'une soudaine et magnifique efflorescence et sans remonter trop loin en arrière, on peut remarquer que toute l'époque moderne, tout ce XIXe siècle si agité et si fécond, dont on commence aujourd'hui à entrevoir la grandeur, est sorti du grand bouleversement européen dont la Révolution française fut le point de départ. Les guerres de l'Empire ont vraiment renouvelé le monde, mais ce n'est guère qu'au commencement de l'époque romantique, vers 1830, qu'on a pu s'apercevoir dans quel sens cette transformation allait s'opérer. La guerre qui vient de finir n'a pas seulement bouleversé l'Europe, elle a bouleversé l'Univers ; comment pourrions-nous prétendre déterminer dès à présent avec certitude ce qu'elle a pu apporter de neuf dans le domaine des choses de l'esprit?

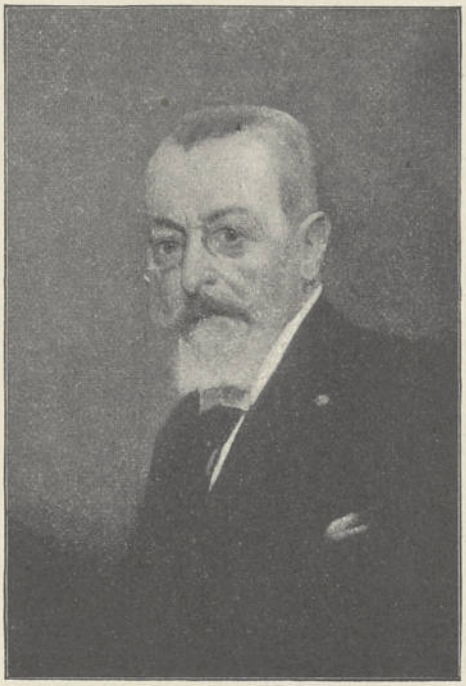
Tout au plus pouvons-nous essayer modestement, et en nous préparant à de multiples revisions, de classer ce qui a disparu définitivement et ce qui a chance de survivre. Il y a là une sorte d'inventaire à dresser pour chaque pays puisqu'aussi bien, et malgré le caractère général des

phénomènes sociaux, les microcosmes nationaux, tels que les ont faits la nature et l'histoire, sont en somme les seules des institutions humaines qui aient résisté à la tourmente.

L'INTELLIGENCE BELGE AVANT LA GUERRE

La Belgique intellectuelle a subi du fait de la guerre des troubles d'autant plus profonds que la pensée nationale n'y avait ni la maturité, ni la fermeté qu'on lui voit dans de grands et vieux pays.

Dans l'héroïque décision du 4 août 1914, c'est le cœur qui a fait ses preuves, et c'est peut-être là ce qui rend le geste belge particulièrement émouvant. Ni la prudence, ni le raisonnement n'y ont eu la moindre part : un peuple généreux, un peuple d'honnêtes gens réagissant sous l'outrage, voilà tout. Ni l'esprit politique, ni l'ambition, en tout cas, n'y étaient pour rien. La Belgique était trop peu sûre d'elle-même pour être le moins du monde impérialiste. Elle n'était même pas tout à fait certaine d'avoir une conscience nationale.



M. HENRI PIRENNE

La Belgique assurément est une terre d'ancienne civilisation. Du XIIIe au XVIe siècle, ce fut même un des pays socialement et économiquement les plus avancés du monde. Au temps des ducs de Bourgogne, les villes flamandes passaient pour les plus riches, les plus élégantes, les plus propres de tout l'Occident, mais par suite de ce fait que le pays est bilingue, par le fait aussi de son exiguïté, sa vie intellectuelle a toujours dépendu de l'étranger.

Cela s'explique par son histoire et aussi par l'histoire intellectuelle de l'Europe entière.

Jusqu'au XVIIe siècle, la pensée européenne, du moins dans ses formes supérieures, est essentiellement internationale. Elle s'exprime presque toujours en latin et elle a pour cadre l'Église catholique, l'Église universelle. A cette époque, la Belgique y joue un rôle important ; elle produit plus d'un théologien, plus d'un mystique illustre, — on a pu soutenir avec beaucoup de vraisemblance que ce fut dans un couvent de Belgique que fut composée l'*Imitation de Jésus-Christ*. Mais dès que les États-Nations, tels qu'ils existent aujourd'hui, commencent à se former lentement et péniblement, la dualité de la Belgique empêche la naissance d'une véritable culture, d'une véritable pensée nationale. Elle participe cependant dans une large mesure à la formation de la langue et de la littérature néerlandaises, de la langue et de la littérature françaises; les trouvères wallons furent parmi les plus brillants de la langue d'oïl et deux des principaux créateurs de la prose historique française, Froissart et Commines, sont originaires des provinces belges. Mais dès le commencement du XVIIIe siècle, le pays, par suite de l'extinction de la Maison de Bourgogne, devenue la première dynastie nationale, ayant cessé d'avoir une existence politique propre, la littérature, la pensée, la culture tout entière s'orientent vers des centres étrangers.

La littérature alors est une littérature de cour; la Cour de Bruxelles n'est qu'une modeste Cour provinciale, la Cour d'un gouverneur général, une sorte de sous-préfecture. Aussi la décadence est-elle profonde. Après la Révolution religieuse du XVIe siècle, la langue néerlandaise, en Flandre, tombe peu à peu au rang d'un obscur patois, — elle ne devait renaître et reverdir qu'au XIXe siècle, — alors qu'en Hollande elle acquiert le rang de l'idiome national d'un peuple solide et puissant. Quant à la langue française, si elle devient de plus en plus la langue exclusive des hautes classes même en Flandre, elle ne donne naissance, en Belgique, à aucune œuvre originale et nationale ; les lettrés se contentent d'admirer aveuglément tout ce qui vient de Paris.

L'esprit national, durant cette longue période de domination étrangère, a du reste à peu près disparu. Il ne subsiste, et sous une forme atténuée, que dans l'expression du particularisme politique étroitement attaché aux chartes du moyen âge. De la fin du XVIe siècle au commencement du XIXe, le seul écrivain belge qui compte dans la littérature universelle, le prince de Ligne, est un grand seigneur cosmopolite, Français à Vienne et à Saint-Pétersbourg, Autrichien à Paris, comme il disait lui-même. En somme, un bon Européen de l'Europe française telle quelle existait au temps de Voltaire.

Le sentiment national se réveille avec la révolution brabançonne, dans les dernières années du XVIIIe siècle. Dans le glorieux tourbillon de la Révolution et de l'Empire, il semble disparaître à nouveau ; la Belgique est française et jusqu'en 1814, se croyant définitivement française, elle est satisfaite de son sort. Mais les traités de 1815 l'ayant soumise à la Hollande, le mouvement d'idées qui avait déterminé l'insurrection brabançonne de 1789 se ranime, et il provoque la révolution de 1830, qui, grâce à tout un concours de circonstances heureuses, aboutit à une indépendance politique que de longs siècles d'histoire avaient préparée.

A partir de ce moment, le sentiment national belge se fortifie d'année en année ; il se retrempe aux sources de son passé et quand viendra l'heure du péril il réagira contre l'étranger avec une énergie, une constance, un héroïsme dignes des plus belles pages de l'histoire universelle. Après l'épopée de 1914-1918, il est impossible de contester au peuple belge tout ce qui fait une nation : un passé commun de gloire, de souffrances et de luttes, une volonté commune de poursuivre dans l'avenir l'œuvre du passé, mais il paraît que cela ne suffit pas à donner une culture nationale.

Quelles que soient leurs différences, Flamands et Wallons ont incontestablement des habitudes de vivre, des traits de mœurs communs, sinon dans le peuple du moins dans la bourgeoisie. Ils sont attachés les uns et les autres, dans l'immense majorité, à des institutions qui assurément sont soumises à revision comme toutes les institutions en ce temps-ci, mais qui n'en ont pas moins fait leurs preuves ; ils forment vraiment une nation, mais dès qu'ils écrivent, dès qu'ils pensent, ils se tournent les uns vers la Hollande, les autres vers la France. Comment, dans ces conditions, réaliser une véritable culture nationale?

C'était d'autant plus difficile que de toutes les grandes cultures européennes, la culture française étant celle qui arriva la première à son complet développement, elle eut de bonne heure, une perfection, un rayonnement, un caractère d'universalité qui lui donnaient une énorme supériorité sur toutes les autres. A partir du XVIIe siècle, elle étend sur le monde entier son magnifique et paisible empire. Comment un petit pays qui en avait eu de tout temps les bénéfices, eût-il cherché à s'en détacher? Aussi dès cette époque, toute la pensée, toute la civilisation polie revêt-elle la forme française aussi bien en Flandre qu'en pays wallon.

C'est donc la France qui fournit aux Belges flamands et wallons la trame et le cadre de toute leur vie intellectuelle. Ce sont les grands classiques français qui fournissent la base de toute l'éducation scolaire et littéraire ; enfin, pour ce qui est des époques récentes, ce sont exclusivement les écrivains français contemporains qui donnent aux jeunes Belges la matière de leur rêve, de toute leur vie sentimentale et intellectuelle, à ce point que la pensée étrangère anglaise, allemande, slave, italienne ne pénètre guère en Belgique que dans la mesure où elle reflète la pensée française.

Et l'exclusivité de cette influence intellectuelle est d'autant plus remarquable qu'en politique l'influence anglaise fut longtemps prépondérante au moins sur le parti libéral, tandis que le « centre » allemand exerçait une action indiscutable sur le parti catholique. Les hommes d'État libéraux aimaient à se dire disciples de Gladstone ; les catholiques affichaient la plus vive admiration pour Windthorst. Mais, en dehors de ce domaine particulier, les classes cultivées en Belgique continuèrent, durant les cinquante premières années de l'indépendance, à aller chercher toutes leurs idées à Paris.

Cela dura jusqu'aux environs de 1880. A cette époque, entre 1880 et 1890, un mouvement, qu'on pourrait appeler nationaliste bien qu'il n'ait pas pris ce nom, commença à se dessiner dans le domaine intellectuel. Une jeunesse qui avait grandi dans le cadre d'une nationalité enfin assurée du lendemain, conçut l'ambitieux et noble dessein de doter le pays d'une culture qui lui fût propre. D'abord, elle ne se rendit pas compte elle-même de ce programme. Formés tout entiers par la pensée française, admirateurs passionnés des roman-

tiques et des parnassiens français, les écrivains qui se groupèrent à la revue *La Jeune Belgique* n'avaient d'autre ambition que d'accéder à la gloire littéraire de plain-pied et de plein droit sans passer par le stage parisien qui avait paru indispensable jusque-là à tous ceux qui écrivaient en français, fussent-ils Belges ou Suisses ; c'était tout au plus du régionalisme. Mais, poussés par ce besoin de chercher l'originalité qui possède tous les écrivains et tous les artistes depuis le romantisme, ils essayèrent tout naturellement de la trouver dans l'expression des milieux particuliers où ils vivaient. De là à tenter de se différencier le plus possible de la pensée française, il n'y avait qu'un pas : on fit bientôt effort pour le franchir.

Y a-t-on réussi ? C'est fort contestable.

Si, par le choix des sujets locaux et aussi par un certain goût de l'outrance et de la couleur, par certaines nuances dans la façon de sentir et de dire, les écrivains belges se distinguaient, dans une certaine mesure des écrivains français, ce n'était guère qu'à la façon dont les provinciaux se distinguent des Parisiens. Le fond de la pensée, la substance et le procédé intellectuel demeuraient tout français. Pour se distinguer de la pensée française ce qui manquait à la pensée belge, c'était une doctrine, une idéologie nationale. Un grand historien, M. Henri Pirenne, tenta de la lui donner.

Dans la préface de sa grande histoire de Belgique, ouvrage capital, il écrit ces lignes qui ont l'importance d'un manifeste :

« La Belgique forme une contrée sans frontières naturelles, où l'on parle deux langues, et qui, depuis le traité de Verdun, relève de la France à gauche de l'Escaut et de l'Allemagne à droite de ce fleuve. A partir du xe siècle, cette terre de contrastes se découpe en une foule de principautés bizarrement dessinées et bilingues pour la plupart. Enfin, pour comble de confusion, les circonscriptions ecclésiastiques s'y croisent, comme au hasard, avec les circonscriptions politiques et rattachent le pays, sans tenir compte de la nature de ses habitants, ici, à l'archevêché germanique de Cologne, là, à la métropole romane de Reims.

« A y regarder de près, cependant, on s'aperçoit que les ténèbres ne sont pas aussi impénétrables qu'il paraît tout d'abord. De l'histoire particulière des comtés, des duchés et des principautés épiscopales qui se pressent sur notre sol, on peut, sans trop de peine, dégager les grandes lignes et comme la contexture générale d'une histoire commune. Si l'on a tardé à le reconnaître, c'est que l'on a, pendant trop longtemps, traité l'histoire

UNIVERSITÉ DE LOUVAIN

de Belgique comme si le monde finissait à nos frontières, c'est qu'on ne s'est pas avisé de cette vérité pourtant si éclatante que nul peuple n'a subi plus continuellement et plus profondément que le nôtre l'action de ses voisins, qu'il faut dès lors chercher le secret de notre histoire en dehors d'elle, qu'il faut, enfin, pour la comprendre, l'étudier à la lumière de celle des grands États qui nous entourent, et considérer la Belgique, divisée ethnographiquement entre la race romane et la race germanique, de même qu'elle l'est politiquement entre la France et l'Allemagne, comme un « microcosme » de l'Europe occidentale. Ainsi envisagée, notre histoire prend sa pleine signification; elle cesse d'être un amas d'événements particuliers et sans portée. Son unité provient, non de la communauté de race comme en Allemagne, non de l'action centralisée d'une monarchie héréditaire comme en Angleterre ou en France, mais de l'unité de la vie sociale. Les bassins de l'Escaut et de la Meuse n'ont pas seulement servi de champ de bataille à l'Europe : c'est par eux aussi que s'est effectué le commerce des idées entre le monde latin et le monde germanique qui se touchent sur leur territoire, ce sont leurs ports qui, pendant des siècles, ont été les entrepôts des marchandises du Nord et du Midi.

M. MAURICE MAETERLINCK

« Comme notre sol, formé des alluvions de fleuves venant de France et d'Allemagne, notre culture nationale est une sorte de syncrétisme où l'on retrouve, mêlés l'un à l'autre et modifiés l'un par l'autre, les génies de deux races. Sollicitée de toutes parts, elle a été largement accueillante. Elle est ouverte comme nos frontières, et l'on retrouve chez elle, à ses belles époques, le riche et harmonieux assemblage des meilleurs éléments de la civilisation franco-allemande. C'est dans cette admirable réceptivité, dans cette rare aptitude d'assimilation, que réside l'originalité de la Belgique ; c'est par quoi elle a rendu à l'Europe de signalés services, et c'est à quoi elle doit d'avoir possédé, sans sacrifier l'individualité des deux races dont elle est faite, une vie nationale commune à chacune d'elles.

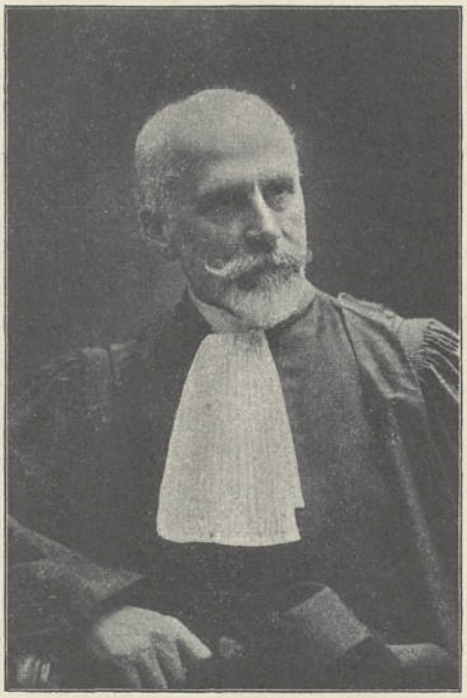
« Et, tandis que se développait sur notre sol cette civilisation nationale, nos provinces rompaient l'un après l'autre les liens qui les attachaient soit à l'Allemagne, soit à la France, et tendaient insensiblement à se rapprocher les unes des autres et à former, entre les deux grandes puissances qui se les partageaient à l'origine, cet État intermédiaire, fait de deux fragments d'États, que les ducs de Bourgogne ont enfin réussi à créer au XVe siècle, et qui dure encore. »

Ces idées ont eu sur le développement des esprits en Belgique une très grande influence. La doctrine du nationalisme belge était trouvée, elle s'amalgamait du reste aisément aux idées directrices du nationalisme français et les mêmes écrivains qui, en France, travaillaient de tout leur cœur et de tout leur talent à réintégrer le plus possible la pensée dans le cadre national, les Barrès et les Maurras, fournirent aux nationalistes belges les arguments les plus topiques et les thèmes les plus émouvants par quoi la nouvelle doctrine devait essayer de se détacher de l'influence française ou du moins de l'influence exclusive de la France.

Bien entendu, ce mouvement ne comportait aucune hostilité à l'égard de la nation française. Les nationalistes belges, ou du moins la plupart d'entre eux, ne songeaient nullement à relâcher les liens de l'amitié séculaire qui unit deux peuples de même sang, mais ils voulaient s'affranchir d'une vassalité intellectuelle où ils voyaient quelque chose d'un peu humiliant.

Ils n'y sont pas parvenus jusqu'ici et je crois qu'il est peu probable qu'ils y parviennent jamais, car, en dépit de la poussée nationaliste déterminée par la guerre dans l'Europe entière, le courant général qui mène le monde tend de plus en plus

à la formation de grands groupements de même culture. Entre le bloc anglo-saxon, le bloc germanique, le bloc slave qui se reconstituera tôt ou tard, si le bloc latin veut continuer à jouer le rôle auquel la valeur de sa civilisation lui donne droit, il n'aura pas trop de toutes ses forces, et la Belgique en fait nécessairement partie. Le temps n'est pas éloigné où les petits peuples ne pourront plus vivre isolés, et les événements qui se sont déroulés de 1914 à 1918 ont indiqué à la Belgique la seule voie qu'elle puisse prendre. A plus forte raison, au point de vue intellectuel et moral. On ne crée pas une culture de toutes pièces; les grandes civilisations intellectuelles sont formées depuis longtemps et le régionalisme littéraire n'y peut rien.



M. LÉON THÉODOR

Quoi qu'il en soit, l'agression allemande et la guerre, en révélant brusquement à la Belgique qu'elle avait à prendre parti et qu'elle ne pouvait prendre qu'un parti, ont nécessairement jeté quelque désarroi dans les esprits. Dans une Europe paisible et équilibrée, ce rôle intermédiaire entre la pensée germanique et la pensée française que M. Pirenne assignait à son pays pouvait avoir sa raison d'être, son utilité et sa grandeur. Il semblait tout à fait favorable à l'économie générale, qu'une nation intermédiaire se formât entre la France et l'Allemagne, synthétisant les deux cultures, formant « le riche et harmonieux assemblage d'une civilisation franco-allemande ». Mais, en 1914, l'Allemagne s'est mise en dehors de la civilisation européenne qu'elle a entrepris de détruire pour y substituer la monstrueuse tyrannie administrative, économique et militaire, qu'elle appelait sa « Kultur », et Dieu sait quand elle pourra s'y réintégrer à nouveau. Trompée, foulée, piétinée, rançonnée par l'Allemagne, la Belgique repousse désormais tous les éléments allemands qui cherchaient à pénétrer dans sa pensée. Les bassins de l'Escaut et de la Meuse ne peuvent plus « servir de voie au commerce des idées entre le monde latin et le monde germanique ». Par la force des choses, ils ont repris le rôle qu'ils avaient à l'époque romaine. Ils servent de barrière à la civilisation contre les formes nouvelles de l'antique barbarie germaine.

Aussi bien, à la lumière des événements de 1914, on a commencé à s'apercevoir que l'Allemagne pangermaniste, dans cette lente et méthodique préparation à la guerre, à laquelle depuis dix ans elle consacrait toutes ses forces, avait essayé de travailler la Belgique dans l'espoir de se ménager sa complicité, quitte à lui imposer plus tard une vassalité effective à laquelle, en face d'une grande puissance victorieuse, un petit pays d'ailleurs déshonoré n'eût pas pu se refuser. Nous savons aujourd'hui que Berlin avait compté que le Gouvernement du Roi Albert s'inclinerait devant l'ultimatum ou du moins ne résisterait que pour la forme.

Pour obtenir cette complicité, l'Allemagne impériale, qui avait su à merveille se servir de l'Allemagne universitaire et même de l'Allemagne littéraire, n'avait rien négligé. Elle avait tenté, fort habilement d'ailleurs, et avec une certaine discrétion, d'encourager un nationalisme intellectuel et littéraire où elle ne voyait qu'un effort des Belges pour s'affranchir de l'influence française. Il n'est pas d'attention, d'éloges, de flatteries qu'elle n'ait prodigué aux représentants les plus connus de l'intelligence belge, et particulièrement à Verhaeren et à Maeterlinck. On admirait qu'ils eussent transposé en français « la rêverie, la poésie, la profondeur, le sérieux germaniques », on affectait de les opposer aux écrivains français en des comparaisons tout en leur faveur. Ils étaient ce qu'il y avait de plus humain, de plus sain, de plus sérieux, de plus solide dans la littérature française contemporaine.

Ces flatteries, pour un peu épaisses qu'elles fussent, n'échouaient pas toujours. L'intelligence

allemande, merveilleusement disciplinée, voulait tenter l'annexion intellectuelle de la Belgique avant l'annexion politique. Convenons que dans cette entreprise, elle avait obtenu quelques résultats, surtout dans le monde universitaire.

Alors, qu'il y a vingt-cinq ou trente ans, il était de règle, dans la plupart des familles belges qui en avaient les moyens, d'envoyer leurs fils terminer leurs études à Paris, la mode s'était établie peu à peu de diriger les jeunes gens vers les universités allemandes, dont les laboratoires avaient une grande réputation. A la culture française reçue en Belgique, n'était-il pas utile de superposer la culture scientifique allemande?

Et que l'on ne s'imagine pas qu'il n'y avait là que le jeu naturel des forces intellectuelles, le besoin instinctif de l'intelligence allemande d'annexer au *Deutschthum* tout ce qui en valait la peine; il y avait un plan concerté, et il n'en faut d'autre preuve que le document connu sous le nom de « Testament du général von Bissing », ainsi que les manœuvres au moyen desquelles, durant les années d'occupation, les Allemands s'efforcèrent d'exploiter à leur profit non seulement le flamingantisme, mais aussi le régionalisme wallon.

Le fait brutal de la guerre, l'indignation qui souleva bientôt tout le pays devant la surprise de l'ultimatum anéantirent en une minute toute cette vaste et minutieuse conspiration. La rupture avec l'Allemagne fut immédiate et complète. Ceux-là mêmes qui, comme l'auteur d'une brochure qui parut en 1913, *Belgique et Allemagne*, sous la signature Integer, estimaient que leur pays, tout en gardant avec la France les meilleures relations, devait se tourner d'un cœur confiant vers l'Allemagne et lui emprunter certains éléments de sa culture, firent amende honorable sans hésiter un instant. Le premier coup de canon tiré contre la forteresse de Liége avait soudain éclairé l'horizon et montré au pays quel était son véritable avenir. Il y a là, dans l'orientation des esprits, les éléments d'un changement capital dont on ne pourra constater les résultats avant plusieurs années, mais qui me paraît inévitable. Ce n'est pas seulement au point de vue politique que la Belgique a cessé d'être neutre, c'est aussi au point de vue intellectuel et moral. Elle appartient désormais fatalement à la fédération des Gaules ou si vous préférez à la grande fédération latine qui se prépare lentement, mais sûrement, en dépit des contradictions et des malentendus.

LA PENSÉE DEMEURE LIBRE, MÊME DANS UNE PRISON...

Pour se rendre compte de la façon dont cette transformation a commencé à s'opérer, il est indispensable d'examiner quelles sont les réactions que la guerre et l'occupation allemande ont produites sur les différentes branches de l'intelligence belge. Du jour de l'ultimatum, son attitude fut définitivement fixée à l'égard de l'ennemi et elle ne se démentit pas un seul instant.

Toutes les forces intellectuelles du pays montrèrent la même fermeté irréductible : le barreau, les universités, la presse et le monde des lettres furent unanimes, et l'Allemagne ne put recruter ses agents de trahison et de dissolution que parmi quelques fruits secs de l'Administration et dans la tourbe obscure des bohêmes et des ratés de la presse et de la littérature.

Le Barreau. — Le Barreau a toujours joué dans la vie intellectuelle de la Belgique un rôle considérable. A l'époque où le métier d'écrivain ou de journaliste était généralement décrié, dans ce pays de bourgeoisie positive, raisonnable et passablement matérialiste, la culture de l'esprit, le goût de l'art, des bonnes lettres et du bien dire s'était réfugié chez les gens de basoche. Il était admis qu'un avocat consacrât ses loisirs à faire un peu de littérature et c'est dans le monde juridique que se recrutèrent les premiers écrivains belges. Verhaeren, Maeterlinck, Demolder, Rodenbach, Gilkin, ont commencé par être avocats, et la Conférence du Jeune Barreau de Bruxelles a toujours été un des centres les plus actifs du mouvement intellectuel national.

Aussi, au moment de l'invasion, le pays attendait-il de ses barreaux une sorte de mot d'ordre. Ils n'ont pas manqué à ce devoir, et, dès les débuts de l'occupation, leur attitude à l'égard de l'ennemi fut fixée par la réponse ferme, digne et courtoise que Me Léon Théodor, bâtonnier du Barreau de Bruxelles, fit au gouverneur général von Bissing, à l'occasion d'un incident, en soi, de minime importance, mais qui attestait l'intention des autorités allemandes d'imposer leurs ordres à la justice belge.

Elles avaient adressé au bâtonnier une plainte

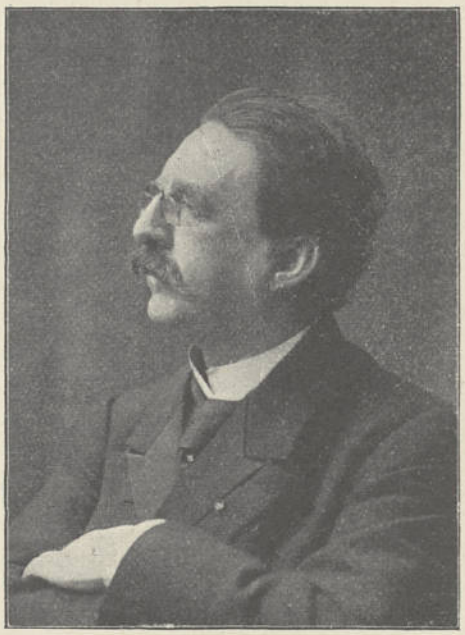
à charge d'un avocat qu'elles accusaient de n'avoir pas rempli en conscience le mandat qui lui avait été confié par une maison de commerce de Dusseldorf. Les Allemands avaient ajouté que si cette accusation était fondée, le Gouvernement impérial se verrait dans la nécessité de prendre d'autres mesures pour sauvegarder les intérêts allemands. M. Théodor répondit en ces termes :

« Sans doute, depuis qu'elle nous a envahis, l'Allemagne est devenue notre ennemie; menacés par elle dans notre existence, nous la combattons avec toute l'âpreté d'un patriotisme enraciné. A elle, nous ne devons rien.

« En revanche, l'Allemand, sujet de droit, justiciable de nos tribunaux, est sacré à nos yeux. Qu'il comparaisse devant nos juridictions civiles ou répressibles, il peut être rassuré ; il ne connaîtra ni déni de justice, ni parti pris, ni malveillance, ni vexations. Si sa liberté, son honneur ou ses intérêts étaient injustement menacés, le Barreau serait là pour le protéger. Quant à la menace qui nous est faite de « prendre des mesures », — mesures dont je ne devine ni la nature, ni la portée, — elle est superflue. Elle ne saurait modifier en rien notre attitude. Nous agirons à l'avenir comme nous l'avons fait dans le passé, sans préoccupation d'aucune espèce et sans autre mobile que celui du bien à faire. Ce sera l'éternel honneur du Barreau belge et sa raison d'être, de n'obéir, dans l'exercice de sa haute mission, qu'à sa conscience, de parler et d'agir sans haine et sans crainte, de demeurer, quoi qu'il puisse advenir, sans peur et sans reproche.

« Qu'il me soit permis d'ajouter que le Barreau n'est pas un corps administratif. Il constitue un organisme autonome et libre. Placé par la loi aux côtés de la magistrature pour réaliser avec elle l'œuvre commune de la justice, protégé par des traditions séculaires, il ne connaît ni tutelle, ni contrôle d'aucun pouvoir politique. Il règle sa vie et son activité comme il l'entend ; il ne reçoit d'avis ni d'injonctions de personne.

« Cette liberté sans entrave, il l'exerce, non pas dans l'intérêt de ses membres, mais dans celui de sa mission. Elle a développé dans son sein plus de discipline que d'orgueil; elle a créé un code de règles sévères d'honneur et de délicatesse qu'une élite seule peut supporter. Toucher à cette institution serait toucher à la justice elle-même, c'est-à-dire à ce qui concerne le suprême rempart de notre vie nationale.



M. GILKIN

« Placé à la tête du Barreau de la capitale belge par la confiance de mes confrères, je manquerais à mes premiers devoirs si je ne revendiquais pas, les voyant menacées, nos prérogatives contre un pouvoir étranger, avec la même respectueuse liberté que je le ferais si j'étais en face d'un ministre belge. »

La doctrine se trouvait ainsi formulée. Le Barreau s'y tint fermement et ne cessa de remplir son office jusqu'au moment où la magistrature belge ayant tenté de poursuivre, conformément à la lo , les misérables qui, en formant le fameux Conseil des Flandres, s'étaient prêtés à la manœuvre allemande de rompre l'unité nationale, fut frappée en la personne de MM. Lévy-Morel, premier président de la Cour d'appel de Bruxelles, Carez et Ernst, présidents de Chambre et renonça à remplir des fonctions devenues illusoires. La vie judiciaire continua régulièrement et de nombreux avocats se consacrèrent avec autant de courage que de dévouement à la défense des Belges et des sujets alliés poursuivis devant les Conseils de guerre allemands.

Mais l'histoire du rôle judiciaire du Barreau belge durant l'occupation n'entre pas dans le cadre de cette étude. Nous n'avions qu'à fixer ici son action intellectuelle et morale. Elle fut considérable. Dans ses palais de justice, qui tout de même imposaient quelque respect à l'occupant, on conserva l'habitude de venir aux nouvelles ; c'est là que tous ceux qui, dans les villes de Belgique,

avaient quelque action sur l'opinion se réunissaient pour se réconforter mutuellement, pour se communiquer les informations qui avaient filtré par-delà la frontière et ses fils de fer barbelés.

Les Universités. — L'attitude des Universités belges ne fut ni moins décisive, ni moins patriotique.

La Belgique, avant la guerre, possédait quatre universités ayant le droit de décerner des diplômes légaux, deux universités de l'État, Gand et Liége, deux universités libres : l'université catholique de Louvain et l'université libérale de Bruxelles, plus une *Université nouvelle* qui n'était pas reconnue par l'État, mais qui constituait une sorte de collège libre des hautes études ; depuis l'armistice, elle a fusionné avec l'université de Bruxelles. Toutes ces grandes écoles, dont les rivalités, parfois, avaient été ardentes, observèrent devant l'ennemi la même attitude ferme et intransigeante.

Dans le sac de Louvain, les bâtiments et l'admirable bibliothèque de la vieille université catholique dont la réputation remonte au moyen âge et qui compte parmi les plus anciennes universités de l'Europe, avaient été incendiés. Ses professeurs et ses étudiants avaient été dispersés ; il a fallu attendre l'armistice et la généreuse assistance des pays alliés pour qu'elle se reprît à vivre.

Plus heureuse, l'université de Bruxelles et les universités de l'État auraient pu poursuivre leur activité. Les autorités allemandes le désiraient. Après avoir appliqué avec la méthode et la brutalité que l'on sait le système du terrorisme, le Gouvernement de Berlin a voulu essayer de la séduction. Quand le général von Bissing prit possession du gouvernement du pays occupé, il commença par inviter la population à reprendre sa vie normale, il eût voulu que les usines et les ateliers cessassent de chômer, que le commerce reprît que la vie intellectuelle se ranimât sous le contrôle allemand. Il espérait que le pays, devant l'éclat des victoires germaniques, accepterait le fait accompli. La résistance des Belges, leur inlassable confiance, leurs espérances indéracinables lui causèrent une surprise dont il n'est jamais revenu, surprise qui ne tarda pas à se changer en colère et qui l'entraîna à toutes ces mesures arbitraires, à toutes ces déportations, à tous ces emprisonnements qui ont fait que le nom allemand sera désormais toujours détesté dans les pays belges.

C'est d'abord aux plus hautes autorités morales de la nation qu'il s'adressa. L'Allemagne croit ou du moins croyait à une sorte de franc-maçonnerie du titre et du diplôme. La science, comme la religion, dans l'empire des Hohenzollern, était essentiellement une science d'Etat. En Allemagne, le prêtre, le professeur et le savant obéissent au Gouvernement, à l'administration avec la même servilité que le soldat et le fonctionnaire. Jamais ni le Gouvernement de Berlin, ni ses représentants n'arrivèrent à comprendre qu'il n'en était pas de même en France ou en Belgique. De là leur fureur quand ils virent que dans les pays qu'ils occupaient le prêtre et le savant refusaient de reconnaître le pouvoir de fait. Le déchaînement des colères injurieuses contre le cardinal Mercier n'a pas d'autre origine. Ils virent très sincèrement quelque chose de diabolique dans le fait qu'un prince de l'Église pouvait s'insurger contre un pouvoir établi.

Ils s'adressèrent donc, avec une sorte de courtoisie, aux universités dans l'espoir qu'elles les aideraient à tenir les esprits en bride. Dès les premières semaines de son séjour à Bruxelles, le général von Bissing fit venir le président du Conseil d'administration de l'Université libre, et le dialogue suivant s'engagea :

« Pourquoi ne rouvrez-vous pas votre Université?

— Je ne tiens pas à me mettre dans une situation favorisée à l'égard de l'Université de Louvain, qui n'est pas à même de continuer à donner ses cours. Vous savez pour quel motif.

— Mais vous allez nuire considérablement aux jeunes gens qui fréquentaient vos cours avant la guerre.

— Plus des deux tiers de mes étudiants se sont engagés, monsieur le gouverneur, ils sont maintenant sous les armes.

— Il reste le troisième tiers.

— Il ne m'intéresse pas, monsieur le gouverneur. »

Le général se le tint pour dit.

Il se rendit probablement compte qu'il n'aurait pas plus de succès auprès des recteurs de l'Université de l'État ; peut-être même alors déjà avait-il d'autres desseins. Dans tous les cas, il ne fit aucune tentative pour domestiquer l'université de Liége. Au moment de l'invasion, au moment où les troupes de l'armée von Emmich, encore tout échauffées par les durs combats qu'elles avaient eu à soutenir, entrèrent dans la ville de Liége, elles

incendièrent quelques maisons dans les environs de l'Université et, pénétrant dans les locaux du grand établissement scientifique, y commirent pas mal de dégâts, mais du moins l'administration allemande ne fit-elle rien pour obliger le corps professoral à agir contrairement à sa conscience.

Il n'en fut pas de même à Gand.

Bien qu'elle eût été fondée sous le régime hollandais, l'Université de Gand a toujours été un puissant foyer de culture française. C'est là que cette bourgeoisie flamande, bilingue depuis des siècles, recrutait tous les éléments de son instruction supérieure; elle avait compté de grandes illustrations scientifiques connues dans le monde entier, particulièrement en France, comme le jurisconsulte Laurent, le physicien Plateau, l'anatomiste Burgraeve, le philosophe français Huet. En 1914, elle était encore fort brillante, illustrée par des hommes comme Henri Pirenne, Paul Frédéric, Franz Cumont. Mais, depuis un certain nombre d'années déjà, le parti flamingant, exigeant que l'enseignement supérieur en Flandre fût donné en langue néerlandaise, demandait la transformation de l'Université de Gand en université flamande. Sur la première partie de ce programme, l'immense majorité de l'opinion belge inclinait à satisfaire les revendications flamingantes. Mais si l'on jugeait généralement qu'il était juste que les Flamands pussent recevoir l'enseignement supérieur dans leur idiome propre, on s'était toujours refusé à supprimer ce foyer de culture française à laquelle la bourgeoisie flamande elle-même était fortement attachée; on voulait créer une université flamande et conserver l'université française de Gand.

M. FERNAND NEURAY

Dans le dessein machiavélique d'opposer les Wallons aux Flamands et de préparer cette séparation administrative qui fut la grande pensée de son règne, le général von Bissing conçut le projet d'octroyer aux flamingants ce qu'ils avaient vainement demandé au gouvernement belge, la transformation de l'Uinversité de Gand en université flamande. Cela avait, dans son esprit, le double avantage d'attacher un certain nombre de flamingants à la cause de l'Allemagne et de détruire une source d'influence française.

Il commença par essayer d'obtenir l'agrément du corps professoral existant. Il fit venir à Bruxelles M. Pirenne qu'il comptait gagner d'autant plus aisément à sa cause que ce savant jouissait d'une grande réputation en Allemagne où ses livres avaient été traduits et où il avait fait une partie de ses études.

M. Pirenne refusa poliment, mais sèchement, de prêter son concours à la manœuvre allemande. On raconte que le gouverneur général lui ayant d'abord adressé la parole en allemand, le professeur avait fait mine de ne pas le comprendre.

« Vous savez l'allemand cependant, monsieur le professeur, avait dit von Bissing.

— Je l'ai su, monsieur le Gouverneur général, mais je l'ai complètement oublié depuis le 4 août 1914. »

M. Pirenne n'avait fait que traduire dans son refus l'opinion unanime de ses collègues. Tous, même ceux qui en étaient capables, refusèrent de donner leurs cours en flamand, et M. Paul Frédéric, qui comptait cependant parmi les personnalités les plus marquantes du parti flamingant, se distingua par la vigueur et la netteté de son opposition.

Les autorités allemandes crurent avoir raison de cette résistance par la violence. MM. Henri Pirenne et Paul Frédéric furent arrêtés et déportés en Allemagne d'où ils ne revinrent qu'à l'armistice. Mais l'exemple était donné : tout le corps professoral de l'Université de Gand, à quelques rares exceptions près (un professeur luxembourgeois et le bibliothécaire), refusa de faire partie de l'université flamande fondée par l'ennemi, et le gouverneur général en fut réduit à recruter les professeurs

de l'institution, que l'on ne tarda pas à nommer dans le public, l'université flamando-boche, parmi d'obscurs médecins de campagne, des avocats sans cause et quelques professeurs hollandais en quête d'une chaire d'essai.

Le recrutement des étudiants ne fut pas moins difficile. Le pouvoir occupant mit tout en œuvre pour donner à son université une apparence de succès. On offrit aux jeunes gens qui voulaient se faire inscrire tous les avantages qu'un pouvoir arbitraire peut octroyer à la population qui lui est soumise. Les étudiants en médecine qui, au moment où la guerre avait éclaté, étaient au point de passer leur dernier examen, que des raisons de famille ou des raisons de santé avaient empêchés de regagner l'armée et qui attendaient de ce parchemin le moyen de gagner leur vie, furent l'objet de démarches personnelles. On fit de la propagande dans les camps de prisonniers belges en Allemagne, promettant aux jeunes soldats qui voudraient se faire inscrire à l'Université de Gand la libération immédiate. Malgré tout, on n'arriva à réunir qu'un chiffre de cent cinquante étudiants environ, presque tous recrutés dans les milieux flamingants activistes et qui, en butte à la haine et au mépris de la population, ne se rendaient dans les auditoires qu'en tremblant.

Dépossédée de ses locaux, l'Université de Gand n'en continua pas moins à vivre d'une sorte de vie secrète. Dans cette ville de Gand qui, décrétée territoire d'étape, était complètement isolée du reste du monde, privée de journaux, de nouvelles et plus rudement traitée qu'aucune autre, les professeurs de l'Université continuèrent à se réunir les uns chez les autres. Ils furent l'âme d'une sorte de société secrète, l'*Action patriotique* qui, sous la présidence de M. Joseph Bidez, durant les interminables jours de l'occupation, travailla mystérieusement à soutenir les espérances d'une population anémiée, à combattre la résignation et le défaitisme qui s'emparaient des faibles, à maintenir le moral et la confiance, à secourir les patriotes qui étaient les plus éprouvés par le malheur des temps.

L'*Action patriotique* commença par publier des bulletins et des tracts dactylographiés, elle finit par avoir son journal *l'Autre Cloche* où, d'après des nouvelles allemandes qui seules parvenaient au public de la ville, on essayait de pénétrer la vérité, de deviner la marche des événements, et où le lecteur trouvait périodiquement des raisons d'espérer et de croire.

A côté de l'éphémère université flamando-boche, la véritable Université de Gand, l'université historique, avait ainsi montré sa vitalité. Aussi, dès le lendemain de l'armistice, put-elle rouvrir triomphalement ses portes, tandis que professeurs et étudiants des facultés créées par l'ennemi fuyaient précipitamment en Hollande et en Allemagne pour éviter le châtiment qui les attendait.

La Presse. — Le rôle de la Presse, dans le maintien et le développement du sentiment national au cours des années terribles, fut d'une importance capitale. Dans ce domaine aussi, les Allemands, dès les premiers jours de l'occupation, avaient cherché à exercer leur influence néfaste, mais partout ils se heurtèrent à un sentiment très vif du devoir patriotique. A mesure que l'invasion progressa dans le pays, les journaux disparurent. Le jour où les troupes allemandes occupèrent Liége, les journaux liégeois cessèrent de paraître ; le jour où ils furent à Bruxelles, il n'y eut plus de journaux bruxellois.

Dès leur arrivée, les autorités ennemies avaient trouvé moyen de faire savoir aux directeurs qu'ils obtiendraient toutes les facilités désirables pour continuer à paraître, à condition de se soumettre à la censure allemande. Tous refusèrent d'abord, et ce n'est que plus tard, quand il devint manifeste que l'occupation se prolongerait, que quelques rares organes de province, l'*Ami de l'Ordre*, à Namur, *le Bien Public* et *le Vooruit* à Gand, se résignèrent à paraître sous la censure allemande. Parmi les journaux de Bruxelles, quelques-uns songèrent, dès le premier instant, à se transporter dans le pays non occupé, puis à l'étranger. L'*Indépendance Belge* parut quelque temps à Ostende, puis à Londres pendant toute la durée de la guerre, *la Métropole* d'Anvers se transporta également à Londres et *le Vingtième Siècle* au Havre, dès que le Gouvernement belge y fut installé. Mais nous examinerons plus loin le rôle de la presse belge en exil.

Les vieux journaux auxquels le public était habitué ayant disparu, celui-ci se trouvait complètement privé de nouvelles et livré sans défense aux mille bruits contradictoires, généralement déprimants, qui se répandaient dans la foule, et dont, à tort ou à raison, on imputait l'origine aux Allemands, soit qu'ils tendissent à répandre des espérances folles, que l'événement ne devait pas tarder

à démentir, soit qu'ils fissent pressentir d'irréparables catastrophes.

On ne pouvait connaître les événements que par les journaux allemands et par quelques feuilles hollandaises germanophiles. De temps en temps, par des voies mystérieuses, les journaux français ou anglais arrivaient avec huit ou dix jours de retard ; on les vendait de cinq à cinquante francs. En gros, on savait les nouvelles, mais on manquait toujours des détails qui les font vivre et leur donnent leur couleur. On manquait aussi de cette continuité sans laquelle un journal n'est qu'une phrase détachée d'une conversation interrompue.

M. ALBERT GIRAUD

D'habiles mercantis eurent l'idée de profiter de cette situation et très rapidement des journaux parurent qui acceptaient la censure allemande, mais s'efforçaient de persuader au public qu'ils n'en conservaient pas moins une attitude patriotique. Quelques-uns primitivement crurent peut-être que c'était possible; un de ces journaux, *le Belge*, notamment, fut promptement supprimé; les plus importants : *la Belgique*, *le Bruxellois* et *le Quotidien*, furent bientôt, de toute évidence, des organes attitrés du Gouvernement allemand. Ils ne se contentaient pas de donner les communiqués, ils publiaient également les informations diplomatiques de la propagande ennemie et bientôt, obéissant à un mot d'ordre, ils adoptèrent une certaine ligne politique qui consistait essentiellement à représenter les patriotes comme de dangereux énergumènes qui, par leurs excitations, leurs violences verbales, ne pouvaient qu'attirer sur le pays les pires catastrophes, à imputer au Gouvernement belge « prisonnier de la France et de l'Angleterre », la responsabilité de la guerre, enfin à développer tous les thèmes de cette propagande pacifiste qui, pendant toute une longue période de la guerre, servit à l'Allemagne à tenter d'énerver le courage de ses adversaires.

Ces journaux eurent un incontestable succès financier ; on les achetait parce qu'on n'en avait point d'autres et ils obtenaient une certaine publicité. Par contre, leur influence morale fut absolument nulle. Tous ceux qui y collaboraient, obscurs ratés du journalisme et de la littérature, courbaient le dos sous le mépris public. Il suffisait qu'une nouvelle eût paru dans *la Belgique* ou dans *le Bruxellois* pour que le public refusât d'y croire.

Cependant le besoin d'une autre presse ne tarda pas à se faire sentir. Aux heures d'angoisse et de détresse, la foule a soif de ces encouragements, de cet optimisme, de ce « bourrage de crânes » qui l'impatiente dès qu'elle n'en sent plus la nécessité. Quelques courageux patriotes, journalistes, gens de lettres, hommes politiques le comprirent dès les débuts de l'occupation, et c'est ce qui donna naissance à cette presse clandestine, dont l'héroïque légende s'est répandue dans le monde entier. Le plus célèbre de tous ces organes secrets est *la Libre Belgique*, dont le titre s'est transmis depuis l'armistice à un journal bruxellois fort ancien, *le Patriote*; les propriétaires avaient fait les fonds du journal clandestin

Pendant la guerre il eut sa légende, il a aujourd'hui son histoire qui n'est ni moins honorable, ni moins héroïque. Son principal collaborateur, Van de Kerchove (Fidelis), l'a racontée. Il n'est pas possible d'entrer ici dans tous ces détails ; *la Libre Belgique* a été du reste l'objet d'abondantes monographies.

La Libre Belgique, « organe régulièrement irrégulier », ainsi que portait la manchette, et dont les « bureaux », étaient installés dans « une cave automobile », était plutôt un bulletin de propagande patriotique qu'un véritable journal. L'information y était essentiellement rectificative, et consistait avant tout dans la mise au point des nouvelles fausses ou dénaturées que l'autorité allemande répandait parmi les populations belges pour les

déprimer. De temps en temps, quelques extraits de journaux français ou anglais que la rédaction avait pu se procurer par fortune, des nouvelles des emprunts français que la presse allemande représentait régulièrement comme des échecs et dont *la Libre Belgique* célébrait le succès, un examen critique des dépêches allemandes rapportant des exposés de la situation pleins de bon sens et de modération, mais surtout et avant tout la réfutation constante, patiente et courageuse de toutes les calomnies que les Allemands n'ont cessé de répandre sur la Belgique, sur la France, sur l'Angleterre, sur les Alliés

Rien ne montre mieux que ces polémiques, dont le ton resta toujours singulièrement digne, à quel point les campagnes de presse allemandes furent dangereuses pour ces malheureuses populations privées de nouvelles. Un jour, le bruit se répand que l'armée belge épuisée a été retirée du front et envoyée dans le Midi, que des régiments entiers se sont mutinés ; aussitôt *la Libre Belgique* réunit ses documents, ses preuves, et démontre que cette histoire est proprement absurde. Les agents de l'ennemi, les journaux allemands, les journaux « embochés », de mystérieuses brochures essayent de faire croire aux Belges qu'ils sont abandonnés par les Alliés, qu'ils n'ont souffert que pour le bénéfice de la France et de l'Angleterre. Immédiatement *la Libre Belgique* répond :

> Il est une chose qu'on ne répétera jamais assez : Anglais, Français, Belges, nous combattons pour la même cause, nous nous battons les uns pour les autres, les uns avec les autres. Et de tous les alliés de l'ouest celui qui a le plus grand intérêt à la victoire : c'est la Belgique. Ce n'est pas une partie de son territoire, ni sa marine, ni sa prospérité économique, c'est son existence même qui est en jeu.

Simples paroles de bon sens, mais vraiment héroïques, quand on vit sous le joug de l'ennemi sans autre réconfort que celui que l'on peut puiser dans son propre cœur. Sans cesse le vaillant journal revient sur ce thème, chaque numéro contient un ou deux articles de confiance et d'espoir, un de ces articles-proclamations qui, maintenant que la paix est faite, peuvent paraître bien vains, mais qui, à ce moment-là, dans le pays occupé, étaient ce que le lecteur attendait avant tout. Puis c'est la lutte pied à pied contre les faibles qui s'abandonnent et songent à accepter le fait accompli, et aussi et surtout contre les quelques traîtres qui se sont laissés gagner par l'argent allemand, enfin contre cette presse « embochée » dont il fallait combattre l'action néfaste. Et cela dura du 1er février 1915 jusqu'à l'armistice.

A côté de *la Libre Belgique*, d'autres journaux clandestins, moins célèbres, n'eurent pas moins de mérite ni moins de courage. Je ne peux songer à les citer tous, d'autant plus qu'ils ont paru fort irrégulièrement, et que quelques-uns n'ont eu que de rares numéros. Il est cependant impossible de se dispenser de mentionner *la Revue hebdomadaire de la Presse française* où l'on trouvait des extraits de tous les journaux français, dont quelques exemplaires arrivaient en Belgique, *la Vérité* qui publia sept numéros en mai et juin 1915, *le Belge* (non censuré) qui parut de septembre à novembre 1915, un journal flamand *De Vlaamsche Leeuw* qu'on pouvait se procurer « partout et nulle part », et dont la rédaction siégea « à la kommandantur de Bruxelles, en face de l'imprimerie de *la Libre Belgique* », *De Vrije Stem* d'Anvers, *Motus*, « journal des gens occupés », qui n'eut malheureusement que deux ou trois numéros, puis, à la fin de l'occupation, *le Flambeau*, petite revue clandestine de politique étrangère, dont les rédacteurs, MM. Oscar Grojean, Henri Grégoire et Anatole Muhlstein, lisant soigneusement les journaux allemands et hollandais, arrivaient à en tirer une chronique politique extrêmement judicieuse, et dont l'optimisme raisonné contribua puissamment à entretenir la confiance. Depuis l'armistice, *le Flambeau* a continué à paraître, mais il est devenu une des plus importantes revues belges.

Tandis qu'à l'intérieur du pays occupé, cette vaillante petite presse clandestine travaillait à maintenir la cohésion patriotique, l'espérance et la confiance, une presse plus libre, une presse d'exil se fondait à l'étranger, en France, en Angleterre, en Hollande, partout où il y avait des colonies belges importantes. Cette presse était soumise à une double censure : une censure belge établie par le Gouvernement du Havre et la censure du pays dans lequel elle paraissait, mais elle acceptait ce contrôle avec une certaine soumission, décidée qu'elle était à servir le mieux qu'elle pourrait le Gouvernement qui représentait le pays, quitte à garder son franc parler et son pouvoir de contrôle dans la mesure où cela était compatible avec l'état de guerre.

Etant donnés les faibles moyens dont elle dis-

posait, les mille difficultés qu'elle avait à vaincre, cette presse d'exil fut en somme supérieure à ce qu'on aurait pu en attendre. Quelques journalistes de premier ordre se révélèrent, et par un travail parallèle à celui qui s'accomplissait en Belgique, aidèrent puissamment à maintenir l'esprit national dans ces petites colonies d'émigrés qui étaient en butte à toutes les tentations, à tous les découragements, à toutes les dépressions morales, propres aux émigrés.

Dans les premiers temps surtout, la tâche assumée par cette presse belge à l'étranger était à la fois extrêmement utile et extrêmement malaisée. Les hasards de la guerre avaient dispersé une énorme population dans tous les pays de l'Entente. Au lendemain de la prise d'Anvers, la Hollande fut littéralement envahie par les réfugiés belges. Il y en eut plus de cent mille qui passèrent la frontière ; le plus grand nombre d'entre eux, et surtout les plus pauvres, les ouvriers, les petits bourgeois, rentrèrent au bout de quelques semaines, mais ceux à qui le contact de l'ennemi paraissait trop pénible, ceux qui avaient quelques raisons de se croire en butte à l'hostilité des Allemands, ceux enfin qui avaient des fils à l'armée, demeurèrent. L'Angleterre et la France reçurent également un grand nombre de réfugiés appartenant à toutes les classes sociales. L'émigration belge fut d'abord plus nombreuse en Angleterre, mais une grande partie des populations du front de l'Yser ayant été par la suite évacuées en France, c'est ce pays qui, à la fin de la guerre, contenait la plus forte proportion des réfugiés belges.

Aussi est-ce en France que la presse d'exil fut le plus importante. Un des plus grands journaux de Bruxelles, *le XXe Siècle*, dirigé par M. Fernand Neuray, se transporta au Havre dès que le Gouvernement s'y fut installé. C'était un organe de parti, un journal catholique militant, mais dès les débuts de la guerre, il avait observé très exactement les principes de l'union sacrée ; il continua dans l'exil et fit appel à la collaboration de plusieurs journalistes appartenant à d'autres nuances de l'opinion, arrivant ainsi à refléter très exactement le sentiment général de la Belgique en guerre. L'union sacrée était un état d'esprit essentiellement provisoire, et dans un pays où les luttes politiques ont toujours été ardentes, il eût été bien difficile de la maintenir telle qu'elle s'était spontanément créée pendant plus de quatre années. Mais, — et c'est là le grand mérite de M. Neuray et la preuve d'un sentiment politique supérieur, — au contact de l'étranger, ayant vu l'importance que les questions internationales ne pourraient pas manquer de prendre, après un bouleversement comme celui que le monde subissait, il comprit le danger que présenterait pour la Belgique, pendant comme après la guerre, la persistance de l'esprit de parti et de la politique des partis. Le spectacle de l'Europe en flammes lui montra la nécessité, pour un petit pays particulièrement menacé, d'exalter, de développer, d'éclairer le sentiment national. Au cours de ses articles quotidiens, il arriva à élaborer peu à peu une véritable doctrine du nationalisme belge. Celle-ci, à la vérité, s'apparaît assez mal avec le passé du *XXe Siècle*. C'est pourquoi M. Neuray, tout en conservant le titre du vieux journal, grâce à la combinaison d'une publication hebdomadaire, entreprit de fonder, en pleine guerre, un journal nouveau, dont le titre, *la Nation Belge*, était tout un programme. *La Nation Belge* parut d'abord au Havre, elle se transporta ensuite à Paris, puis aussitôt après l'armistice, à Bruxelles. Elle est devenue un des principaux organes de la Belgique nouvelle.

A côté du *XXe Siècle*, devenu la *Nation Belge*, il faut signaler parmi les journaux parus en France quelques organes nés de la guerre, mais qui disparurent avec elle ou même ne purent pas tenir jusqu'au bout, tels *la Nouvelle Belgique*, *la Patrie Belge*. Pendant toute la guerre, d'ailleurs, les journaux français accordèrent la plus large hospitalité aux journalistes belges, plusieurs d'entre eux eurent même une rubrique régulière consacrée à la Belgique.

En Angleterre, la presse belge réfugiée eut également une certaine importance. Un des plus vieux journaux de Belgique, *l'Indépendance Belge*, se transporta à Londres aussitôt après l'occupation d'Ostende (*l'Indépendance* avait paru dans cette ville depuis l'occupation de Bruxelles, 20 août, jusqu'au 12 octobre), elle y parut tant que dura la guerre, observant fort scrupuleusement l'union sacrée et s'efforçant pourtant de demeurer fidèle à l'opinion libérale qu'elle avait toujours représentée. Un autre important journal, *la Métropole* d'Anvers, catholique celui-là, était également transporté à Londres, où il put paraître jusqu'à l'armistice, grâce à l'hospitalité d'un journal anglais

En Hollande, la colonie belge réfugiée eut également ses organes : ce fut à Amsterdam *l'Echo Belge*, fondé par un petit comité de journalistes anversois et dont le principal leader fut M. Charles Bernard, écrivain de talent, qui combattit avec beaucoup de verve et de sens politique les menées pacifistes des socialistes qui tentèrent la manœuvre de Stockholm et, dans la seconde partie de la guerre, les intrigues activistes qui avaient leur principal centre en Hollande. A Maestricht parurent *les Nouvelles*, dirigées par M. Olyf, qui observèrent la même ligne de conduite. Par contre, un journal socialiste, *le Socialiste Belge*, cherchait sa principale clientèle dans les camps d'internés où la lassitude, l'inaction d'une demi-captivité, avaient fait naître un assez mauvais esprit. *Le Socialiste Belge* qui favorisait la manœuvre de Stockholm disparut avec l'armistice, comme tous les journaux belges de Hollande d'ailleurs.

Enfin dès que le front se fut stabilisé, un certain nombre de petits journaux hebdomadaires, spécialement destinés aux soldats, parurent à La Panne. Ils étaient tous rédigés en flamand, ce sont *De Vrye Belgie, De Belgische Standart, Ons Vaderland*. Sans se livrer positivement à la propagande activiste, ce que la censure d'ailleurs n'eût pas toléré, plusieurs de ces journaux, dans le but de défendre la langue flamande, méritèrent le reproche de favoriser indirectement le séparatisme ; ils firent notamment une campagne assez dangereuse pour l'institution de régiments flamands et de régiments wallons. Ils répudiaient bien entendu tout lien avec les activistes de l'intérieur qui apparaissaient comme des traîtres avérés, mais tout en se tenant sur le terrain national, ils se montraient plus ou moins disposés à admettre la séparation administrative.

La littérature de guerre. — Pendant les longs mois de l'occupation, on peut dire que tous les Belges à qui il était arrivé auparavant de tenir une plume, de publier un article ou des vers dans une petite revue, se mirent à leur table de travail, et, ne pouvant plus exercer leur profession habituelle, ou du moins ne l'exerçant que le moins possible, essayèrent de tromper leur inaction en écrivant leur journal de guerre. Pris dans le tourbillon de ces événements inouïs, ayant tous eu sous les yeux des spectacles tragiques, avec le vague sentiment qu'ils jouaient un rôle dans le vaste drame et que du moins leurs témoignages pourraient servir à l'histoire, sinon à la vengeance, ils notèrent au jour le jour tous les événements de la vie de leur ville. Heureusement tous ces journaux n'ont pas été publiés ; la pénurie de papier, les difficultés d'impression nous ont épargné un énorme fatras, car cette vie difficile, héroïque, par la patience et l'endurance qu'elle nécessitait, était extrêmement monotone. Les procédés allemands furent les mêmes partout, à peu de chose près du moins. Après les premières atrocités de l'invasion qui furent aussitôt racontées dans les mémoires officiels publiés dans le monde entier, ce furent dans toutes les villes occupées le même trantran de vexations, d'abus de pouvoir, de réquisitions, d'emprisonnements avec, de temps en temps, le drame sombre, bref et mystérieux, d'un de ces prétendus procès d'espionnage qui permirent à l'ennemi de fusiller tant de patriotes. De ces drames, d'ailleurs, les gens du pays occupé qui vivaient terrés chez eux, ne voyaient jamais que bien peu de chose ; ils étaient très mal renseignés, et, sur la matérialité même des faits, leur témoignage en général est assez peu probant. Par contre, il était incontestablement d'une valeur psychologique incalculable et les historiens de l'avenir trouveront dans les quelques récits qui ont été publiés des tableaux très vivants et souvent très poignants de la vie belge pendant ces dures années ; ce fut proprement une vie de prisonniers. On en trouve d'ailleurs le récit dans une autre partie de cet ouvrage.

Parmi ces journaux d'occupation, le premier en date, et peut-être le plus pittoresque, le plus vivant est de M. George Garnir : *Pourquoi pas pendant l'occupation*? Co-directeur du journal hebdomadaire satirique *Pourquoi pas*? M. Garnir a en somme continué d'écrire au jour le jour des articles d'une feuille qui ne pouvait pas paraître. Il y a fait un choix judicieux, et cela donne un tableau plein de couleur et de saveur de ce que fut Bruxelles durant ces mauvais jours. Je signalerai encore *Bruxelles pendant l'occupation* de MM. Louis Gilles et Ooms, plus complet, plus minutieux, plus documentaire. Pour Liége, il y a le précieux ouvrage en quatre volumes *Liége pendant la guerre*, de MM. Jules de Thier et Olympe Gilbart, véritable compendium de tout ce qui se passa, de tout ce qui se dit, de tout ce qui s'imprima à Liége et dans la province depuis le 4 août 1914 jusqu'au 11 novembre 1918. Enfin

il ne faut pas oublier le très remarquable journal que M. Georges Virrès a publié en 1921 sous ce titre modeste : *A côté de la guerre*. Bourgmestre du village de Lummen en Campine, M. Virrès a été mêlé de très près aux dramatiques événements de l'invasion ; il les a racontés avec une sincérité poignante et il a tracé de la guerre au village un tableau inoubliable.

Mais les écrivains belges ne se contentèrent pas de travailler pour l'histoire. Les années d'occupation virent éclore toute une littérature de guerre qui, dès l'armistice, eût encombré le marché de la librairie, si les difficultés d'impression n'avaient pas découragé beaucoup de poètes et de faiseurs de romans.

Cette littérature est fort inégale, comme toute la littérature de guerre qui parut en Europe d'ailleurs. Nous manquons du recul nécessaire, la guerre n'est pas encore dans le plan de l'art et aucune des grandes littératures européennes ne nous a donné jusqu'à présent ni le poème, ni le roman, ni le drame de la grande guerre. Nous n'en avons encore que des fragments, les matériaux dont usera peut-être un jour un homme de génie. Quelques beaux cris arrachés à l'indignation de quelques poètes, Claudel, Verhaeren, Henri de Régnier, Henri Bataille, Paul Fort, quelques notations vives et cruelles de la vie des tranchées, comme celles de Barbusse, de Duhamel, d'André Fribourg, de Dorgelès, c'est à peu près tout. Les romans qui ont pour sujet direct la guerre, sont presque tous assez médiocres, ils y mêlent d'ailleurs toujours fatalement une préoccupation de propagande ou de contre-propagande, une idéologie soit patriotique, soit pacifique qui est funeste à l'œuvre d'art.

Il en est ainsi, aussi bien des ouvrages conçus en Belgique, pendant l'occupation, que des innombrables journaux de guerre écrits sur le front de l'Yser pendant les longues heures d'inaction de la guerre de tranchées.

Ce n'est pas ici le lieu d'en dresser la liste; l'énumération de tant d'ouvrages dont le sujet est à peu près identique et dont le mérite est fort divers, serait nécessairement assez fastidieuse. Je me contenterai de citer ceux qui paraissent avoir quelque chance de survivre à l'oubli momentané qui menace toutes les publications de la guerre, soit parce qu'ils ont reflété plus exactement et d'une façon plus frappante que les autres certains aspects de l'esprit public, soit à cause de leur mérite littéraire.

Parmi les œuvres d'imagination en prose qui nous évoquent avec le plus de charme et de vérité l'atmosphère morale du pays occupé, une de celles qui obtint le succès le plus vif, précisément parce qu'elle représentait le mieux l'esprit public est : les *Contes narquois de l'Occupation*, par M. George Garnir, petits récits alertes et vifs, pleins d'émotion et de bonne humeur où revivent les anecdotes qu'on se racontait en secret, le soir, toutes portes closes, tandis que dans la rue déserte résonnaient les grosses bottes des patrouilles allemandes. On y trouve racontés, avec un sens très vif de l'esprit local, ces bons tours que les patriotes belges s'amusaient à jouer aux Allemands, souvent au péril de leur vie, et qui constitueront une des pages les plus pittoresques de l'histoire légendaire de la grande guerre

Il faut citer encore le poignant *Chant des Veuves*, de M. Edmond Glesener, *Aimé Collinet*, de M. Henri Davignon, le roman des réfugiés belges en Angleterre, *l'Œil sur les Ostrogoths* de M. Ernest Verlant, brillante interprétation romanesque des impressions d'un Belge de la Belgique occupée.

Plusieurs écrivains ont tenté d'ailleurs le roman de la guerre, ou plutôt, car il semble qu'ils aient senti que tout de même un aussi vaste sujet était au-dessus de leur ambition, ils ont placé quelques anecdotes romanesques dans le décor de la guerre, ils ont voulu peindre quelques petits coins d'immense fresque. Ils ont décrit, non sans émotion et sans grâce, cette brusque révolution dans les sentiments que l'énorme drame devait provoquer dans ce pays si paisible, si prospère, et que la destinée semblait avoir définitivement placé en dehors de la grande histoire, de ses dangers, de ses horreurs, de ses gloires. Ces petites villes belges, flamandes ou wallonnes, si proprettes, si confortables, si quiètes, si bien faites à l'image des petites vies bourgeoises, sans rêve et sans horizon, mais sans douleur et sans crime, brusquement bouleversées par une horde de barbares qui semblaient tomber du ciel, quel contraste un peu facile et qui ne devait pas manquer de séduire les hommes de lettres !

Comment le village, la petite ville vont-ils réagir devant ces grands événements? L'histoire anecdotique de la guerre nous a laissé plus d'un récit où l'on voit tel pharmacien, tel mercier, tel humble

tonctionnaire se hausser tout à coup au rang des héros. Héros de l'histoire, pourquoi pas héros de roman ?

Malheureusement, tous ces romans écrits, tandis que l'ennemi occupait le pays, se ressentent de l'état d'esprit obsidional, de l'enthousiasme tendu et du désespoir caché, de l'illusion volontaire et des colères impuissantes. Tout cela maintenait le moral des populations occupées, mais ces sentiments sont plus faits pour inspirer un poète satirique ou un poète lyrique qu'un Balzac ou un Flaubert.

La plupart de ces romans de la guerre, d'ailleurs, sont encore un peu des œuvres de propagande, et cela n'est pas sans nuire à leur valeur littéraire. Parmi les meilleurs je citerai *la Ville enfermée*, de M. Gustave Ralenbeeck ; *Dinant, ville martyre*, de M. Joseph Chot, qui nous conte une dramatique histoire dont le sac de Dinant fait le cadre.

La guerre devait nécessairement exciter la verve des poètes. Dans les premiers temps de l'occupation, à Bruxelles, tous ceux qui dans leur jeunesse avaient rimé peu ou prou ne purent résister au désir d'exprimer leur colère patriotique en des iambes vengeurs ou même en des épigrammes virulentes. Parmi les petits papiers dactylographiés que l'on se passait de main en main, il y avait presque autant de vers que de nouvelles plus ou moins fantaisistes ou de copies de journaux étrangers. Le soir, quand les victimes de l'occupation se recevaient les unes les autres, s'efforçant de se sentir les coudes, de se tenir chaud au cœur pour faire face au malheur des temps, il arrivait souvent que l'on récitât quelques-unes de ces strophes vigoureuses par quoi s'exprimait l'espoir confus de la délivrance ou qui soulageaient la colère impuissante.

Les meilleures intentions s'exprimaient dans ces vers de circonstance. Ils paraissaient très beaux quand ils étaient récités par l'auteur, sous la menace de l'ennemi : ils ont beaucoup perdu depuis l'armistice. Souvent leurs auteurs eux-mêmes s'en sont rendu compte, d'ailleurs, car parmi ces vers de l'occupation, il en est bien peu qui aient été publiés.

Quelques recueils cependant, dus à ces circonstances particulières, méritent de leur survivre. C'est d'abord *le Laurier*, de M. Albert Giraud.

M. Albert Giraud est une des gloires les plus incontestées de la poésie française de Belgique. Ce pur parnassien a écrit quelques-uns des beaux vers de l'école ; merveilleux artiste, il a évoqué en des pièces incomparables la splendeur de la Grèce antique, la somptuosité de la Renaissance, toutes les grandes époques d'art et de passion, mais rien moins que son œuvre passée ne semblait le destiner à écrire des vers satiriques, des vers politiques, des vers patriotiques. Dans un de ses premiers livres, *Hors du Siècle*, il avait écrit :

... Puisque je n'ai pu vivre en ces siècles magiques,
Puisque mes chers soleils pour d'autres yeux ont lui,
Je m'exile à jamais en ces vers nostalgiques
Et mon cœur n'attend rien des hommes d'aujourd'hui.

La multitude abjecte est par moi détestée ;
Pas un cri de ce temps ne franchira mon seuil ;
Et, pour m'ensevelir loin de la foule athée,
Je saurai me construire un monument d'orgueil.

Je travaillerai seul, en un silence austère,
Nourrissant mon esprit des vieilles vérités,
Et je m'endormirai, bouche pleine de terre,
Dans la pourpre des jours que j'ai ressuscités.

Et ce fut, pendant plus de vingt-cinq ans, l'évangile du poète, la formule *ne varietur* de sa vie littéraire.

En 1914, quand, dans le bruit du tocsin, l'envahisseur franchit la frontière, quand ses canons roulèrent sur le pavé des rues de Bruxelles, tout changea :

Patrie aux seins rougis d'une pourpre vivante,
Sous les canons braqués et les sabres brandis,
Voici venir vers toi, dans un ciel d'épouvante,
Les effroyables jours qu'à vingt ans j'ai prédits.

La foule t'empêcha d'entendre le poète,
Dont l'ode, pressentant un régime nouveau,
Dénonçait le néant de tes tribuns sans tête
Qui faisaient de ta race un peuple sans cerveau.

Depuis, insoucieux des vaines attitudes,
Trop libre pour servir et trop fier pour flatter,
Il trouva le désert au cœur des multitudes
Et dans la tour d'ivoire il se mit à chanter.

. . . . . .

Car pour toi, loin des jours d'une époque funeste,
Il conservait un cœur ardent et filial
Et, si ta race un jour faisait un noble geste,
Prêt à le prolonger dans le monde idéal.

Et c'est pourquoi, Patrie ! aujourd'hui que tu râles,
Etreignant les tronçons de ton rêve brisé,
Que la Haine et la Mort sur leurs grands chevaux pâles
Piétinent du sabot ton sein martyrisé,

Ne t'étonne donc pas si, rompant son extase,
Il rentre dans le siècle à ton premier appel !
Regarde à l'horizon : son asile s'embrase :
La blanche tour d'ivoire est rouge sur le ciel !

Clandestines pendant des mois et des mois, connues seulement de quelques intimes qui en écoutaient avec une admiration émue la récitation, ces pièces du *Laurier* sont la plus haute et la plus noble expression du patriotisme indigné; elles atteignent une intensité d'émotion que jamais la poésie lyrique n'avait connue en Belgique.

Elles empruntent tous les rythmes, tous les modes, toutes les formes, tout le multiple prestige du langage des dieux : la satire, le récit, l'art, la chanson, l'élégie, l'apostrophe, l'épigramme. Elles pouffent au nez du bourreau ; elles amplifient le cri désespéré des populations fuyant, par les routes inconnues et tragiques, les villes incendiées où crépitent les coups de fusil ; elles cinglent le parjure, la forfaiture et l'hypocrisie ; elles maudissent les tueurs d'enfants, les ravageurs des calmes campagnes ; elles chantent l'héroïsme du soldat, la vaillance d'un peuple dressé contre la tyrannie.

C'est un torrent continu d'images, d'imprécations, de chants de victoires, de larmes ; c'est la clameur de la haine et de l'espoir, du deuil et de la foi; le battement d'un cœur affolé de sa propre souffrance et de l'injuste souffrance des autres ; l'agenouillement devant les tombeaux sacrés; la protestation des vivants et la malédiction des morts.

Rien n'égale l'ardente inspiration qui les anime, si ce n'est la perfection de la forme, la connaissance complète des ressources prosodiques, la maîtrise du rythme et de la rime, la musicalité somptueuse du vers.

Est-il beaucoup de vers plus amples et plus pleins, plus lumineux et d'une plus belle emphase que ceux-ci :

O vieil Yser ! couché dans ta robe flamande,
Mêlant ta barbe verte aux fleurs jaunes des prés !
L'histoire le répète à sa sœur, la légende :
Ton génie a rendu la Belgique plus grande !
Les champs baignés par toi sont à jamais sacrés.

En connaissez-vous de plus tendres, d'une émotion plus belle, d'une plus pieuse charité que ceux-ci :

O fils de mes amis, Robert ! ô mon ami !
Toi que j'ai vu grandir et devenir un homme !
Ton image rend douce, ô héros endormi,
Sous ses voiles de deuil la strophe qui te nomme !

Les belles portes d'or de la vie à tes yeux
S'ouvraient à deux battants comme pour une fête ;
Nos rêves d'avenir, confiants et joyeux,
D'un cercle lumineux nimbaient ta brune tête.

... Après les roses-fleurs de ton vivace avril,
Quels fruits ton mâle été promettait de nous tendre !
D'être tendre ton cœur devenait plus viril,
Et d'être plus viril, il devenait plus tendre.

Et ceux-ci, qui glorifient l'ardente jeunesse vouée à la mort horrible des tranchées, et font exécrer la mort et la guerre?

Jeunes gens pleins de jours qui de vos fraîches lèvres
Chantiez l'hymne à la joie au seuil des temps nouveaux !
Vous qui portiez, parmi vos désirs et nos fièvres,
La cité de demain au fond de vos cerveaux !

Nous devrons épuiser, pour apaiser votre âme,
Quand les glaives seront rentrés dans les fourreaux,
Ce qui peut nous rester d'énergie et de flamme
A répandre chez nous le culte des héros.

Nous planterons pour vous, loin des brillantes fêtes,
Un laurier idéal qui ne périra pas
Et, puisque, par miracle, on a vu les poètes
Sur votre sol heureux, naître avant les soldats,

Moi, par qui vibre encor, malgré la dure vie,
Cette lyre de l'Ode à qui tout est permis,
Sûr de l'avoir toujours fidèlement servie
J'ordonne à mes rivaux demeurés mes amis

De semer à foison leurs rimes les plus belles
Sur vos fronts que la mort glace de son baiser
Et, pour récompenser vos ombres fraternelles,
D'en choisir chacun une et de l'éterniser !

D'une inspiration plus populaire, plus familière, plus immédiate, les vers de M. Auguste Vierset réunis sous ce titre : *Les Lauriers rouges*, expriment également avec force les sentiments de colère, de haine et d'espoir qui animaient les Belges, durant les mauvais jours de l'occupation. On ne saurait fournir une image plus exacte, sous sa forme poétique, du sentiment public à Bruxelles.

Comme en un chant alterné, de l'autre côté de la ligne de tranchées, des strophes répondaient à ces strophes. Emile Verhaeren, que la voix publique, dans son pays même comme dans toute l'Europe, considérait dès avant la guerre comme le poète national belge, comme l'expression la plus complète et la plus éclatante de cette Belgique

nouvelle, à qui sa prospérité commençait à donner le sens de la grandeur et qui s'élançait d'un pas si naïvement allègre vers ses destinées, se devait à lui-même de fournir, à la patrie blessée et sanglante, son chant de deuil, de colère et de vengeance. Il n'y manqua pas.

Ayant passé les premiers mois de la guerre en Angleterre, dès le commencement de 1915 il revint en France, où il avait toujours habité une grande partie de l'année, et il se consacra désormais tout entier à cette œuvre de propagande qui, en un temps où tout le monde était mobilisé, apparaissait comme l'office rationnel du poète ; il se dépensa sans compter, donnant des conférences, des lectures, écrivant de nombreux articles de journaux et de revues — c'est au cours d'une de ces tournées de conférences qu'il devait trouver la mort dans la gare de Rouen, écrasé par un train. Mais c'est par ses vers surtout qu'il devait servir la grande œuvre de justice à laquelle il s'était consacré.

Son âpre et violent génie, son vers tour à tour rugueux et tendre, semblait du reste se prêter à merveille au sentiment qui animait son peuple et tous les peuples de l'Entente, au lendemain de l'invasion allemande. Ce grand cœur généreux, qui avait consacré une partie de son œuvre à célébrer, avec une admirable ferveur, les humbles beautés de son pays natal, songeait avant tout, dans les dernières années qui précédèrent la guerre, à chanter, avec une somptueuse éloquence, les vastes espoirs de ceux qui rêvaient d'une nouvelle humanité à la fois héroïque et fraternelle. Il se voulait le poète de l'avenir, le poète de tous les hommes et de tous les peuples, et l'accueil que faisaient à ses vers les dernières générations littéraires allemandes le touchait presque à l'égal de l'hommage qu'on lui rendait en France. Aussi la guerre, tout ce débordement de barbarie allemande, provoqua d'abord dans son cœur un véritable écroulement. Puis, ce fut une magnifique et généreuse colère qui ne devait pas tarder à se traduire en strophes enflammées. Certaines pages des *Ailes Rouges de la Guerre* apparaissent aujourd'hui à côté de tel poème de Kipling et de Claudel comme le véritable chant de guerre des peuples coalisés.

Mais tout de même, c'est quand il pensait à son petit pays ravagé que son chant s'élevait le plus haut et portait le plus loin, témoins ces vers où s'exprima toute la détresse de la Belgique pantelante :

UN LAMBEAU DE PATRIE

Ce n'est qu'un bout de sol dans l'infini du monde.
Le Nord
Y déchaîne le vent qui mord.
Ce n'est qu'un peu de terre avec sa mer au bord
Et le déroulement de sa dune inféconde.

Ce n'est qu'un bout de sol étroit,
Mais qui renferme encore et sa reine et son roi,
Et l'amour condensé d'un peuple qui les aime.
Le Nord
A beau y déchaîner le froid qui gerce et mord :
Il est brûlant, ce sol suprême.

Quelques troupes, grâce à ce roi,
Y propagent l'exploit
De l'un à l'autre bout de sanglantes tranchées ;
Et l'Yser débordé y fait stagner ses eaux
Sur des vergers de ferme où jadis les oiseaux
Aux vieux pommiers en fleurs suspendaient leurs nichées.

Dixmude et ses remparts, Nieuport et ses canaux,
Et Furne, avec sa tour pareille à un flambeau,
Vivent encore ou sont défunts sous la mitraille.
O ciel bleu de la Flandre, aux nuages si clairs
Qu'on les prenait pour des anges traversant l'air,
Qui donc eût dit que tu serais ciel de bataille,
Un jour?

Sous ta voûte, la gloire et le deuil tour à tour
Apparaissent et s'entremêlent.
O noms sacrés ! Keyem, Pervyse et Ramscappelle !
C'est près de vos clochers, en d'immenses tombeaux,
Qu'ils goûtent le repos,
Ceux qui se sont battus avec force et furie.
Le sol qui les aima leur a fait bon accueil,
Si bien que n'ayant ni suaire ni cercueil,
Ils sont, jusqu'en leurs os, étreints par la Patrie.

Parfois,
En robe toute droite, ou de toile, ou de laine,
Celle qu'ils acclamaient aux jours d'orgueil, leur Reine
Vient errer et prier parmi leurs pauvres croix ;
Et son geste est timide et son ombre est discrète ;
Elle s'attarde et rêve et quand le soir se fait,
Vers les dunes, là-bas, sa frêle silhouette
Avec lenteur s'efface et bientôt disparaît.

Tandis que lui, le Roi, l'homme qui fut saint Georges,
S'en revient du lieu même où l'histoire se forge
Aux bords de l'eau bourbeuse et sombre de l'Yser ;
Il rêve, lui aussi, et rejoint sa compagne,
Et leurs pas réunis montent par la campagne,
Vers leur simple maison qui s'ouvre sur la mer.

O Flandre,
Voilà comment tu vis,
Aprement, aujourd'hui ;
Voilà comment tu vis

Dans la gloire et sa flamme, et le deuil et sa cendre.
Jadis, je t'ai aimée avec un tel amour
Que je ne croyais pas qu'il eût pu croître un jour.
Mais je sais maintenant la ferveur infinie
Qui t'accompagne, ô Flandre, à travers l'agonie
Et t'assiste et te suit jusqu'au bord de la mort.
Et même, il est des jours de démence et de rage,
Où mon cœur te voudrait plus déplorable encor
Pour se pouvoir tuer à t'aimer davantage.

Qui a entendu Verhaeren lui-même dire ces vers, pendant les jours les plus sombres de la guerre, alors que ce petit coin de Flandre était tout ce qui restait encore de la Belgique submergée, a compris pleinement la grandeur du drame national qui se perdait dans le grand drame universel.

Il y avait longtemps que Verhaeren faisait école en Belgique. Toute une jeune génération saluait en lui le maître, l'inspirateur, et cette admiration n'allait pas toujours sans une certaine imitation. Aussi est-ce lui, est-ce son chant passionné et violent qui détermina l'allure et le style de ce qu'on pourrait appeler l'école littéraire du front belge.

On écrivit beaucoup au front belge, pendant les années de guerre ; il y eut même des revues littéraires dans les tranchées, telle *Les Cahiers*, où MM. Georges Paquot, Lucien Christophe et le regretté Boumal, un jeune poète qui promettait beaucoup et qui tomba victime de l'offensive de novembre 1918, donnèrent quelques pages et quelques vers d'une forme originale et d'une noble inspiration. Ce sont encore : *Les Chants de l'Aube*, petite revue alerte et combattive où s'exprimaient tous les espoirs d'une génération littéraire née de la guerre. Et d'autres plus éphémères que j'oublie.

Or, tous ces jeunes écrivains suivaient le chemin tracé par Verhaeren. Ses rythmes si particuliers, ses images imprévues, ils les retrouvèrent, il les rééditèrent avec une ferveur touchante. Mais quoi, les jeunes poètes ne sont-ils pas toujours les disciples de quelqu'un ? Ceux-ci eussent pu plus mal choisir et dans le sillage des *Ailes Rouges de la Guerre*, il leur est arrivé de trouver quelques perles inédites. Parmi eux, je citerai d'abord M. Marcel Wiseur, qui, dans la *Flandre Rouge*, suivi peu après par les *Cloches de Flandre*, sut trouver pour peindre le paysage du pays dévasté des images d'une âpre poésie, des accents d'une infinie détresse et aussi parfois des rythmes alertes, vifs et comme martelés, où l'on retrouvait l'écho des vieilles chansons de guerre et de révolte de la Flandre du XIVe siècle. Puis, c'est encore M. Maurice Gauchez, dont la verve abondante et facile cherche à se discipliner et qui, dans la *Flandre Héroïque*, exhale non sans force la plainte et l'espoir du soldat. Enfin, d'un accent tout différent, d'une forme plus purement française, on ne peut oublier les poèmes de M. Lucien Christophe : *la Rose à la lance nouée*. Ils apportaient dans la boueuse tranchée du front belge un joli souci d'élégance et d'ironie, un sourire, un souvenir du temps où on avait le droit et le loisir d'être intelligent tout en étant poète.

Cette école du front belge, car ce fut bien une école, produisit également quelques prosateurs intéressants. Sans doute aucun d'eux n'a donné le grand roman de la guerre ; même dans l'horizon restreint du front de l'Yser, le champ était trop vaste, mais ils nous ont laissé des notes, des croquis des impressions qui méritent de vivre. De même que leurs camarades français, tous les gens de lettres, tous les aspirants gens de lettres de Belgique qui avaient saisi un fusil au moment de la mobilisation se retrouvèrent gens de lettres dans les dures souffrances de la bataille et de la tranchée ; ils voulurent prendre des notes, analyser leur désespoir et leur héroïsme et aussi leur tristesse et leur cafard. Il en est résulté une infinité de volumes d'impressions, de journaux de campagne, de récits de guerre où l'anecdote et la stratégie se mêlent, et qui malheureusement presque tous demeurent un peu trop littéraires : il n'y a que de vieux écrivains qui arrivent à apprécier sincèrement la beauté de l'âpre réalité toute simple et toute nue.

Du moins ces notes, ces récits, nous laissent-ils les éléments de la fresque tragique que sans doute un homme de génie écrira un jour en fixant la magnifique légende de la bataille de l'Yser ou plutôt des batailles de l'Yser.

A ce point de vue sans doute y aurait-il quelque intérêt à dresser le catalogue complet de tous ces récits de guerre, mais ce n'est pas ici le lieu et je me contenterai de citer les plus remarquables par leur tenue littéraire ou leur accent de vérité.

Un des premiers volumes qui parut sur la guerre en Belgique s'intitule *Six mois de guerre en Belgique* par M. Hubert Grimauty. Ces notes de route, pleines d'enthousiasme, de sincérité, de juvénile illusion, eurent un très vif succès. Elles furent écrites au lendemain de la bataille de l'Yser par un jeune soldat qui avait fait toute la campagne et qui, blessé, malade, profita de ses mois

de convalescence pour fixer ses souvenirs. Son livre obtint, quand il parut, le succès le plus flatteur : on attendait les impressions vraies de la guerre en Belgique, M. Grimauty les donna.

On peut les relire aujourd'hui : elles ont conservé une fraîcheur, une netteté d'impression qui les rend particulièrement intéressantes.

Puis ce sont *les Vainqueurs de l'Yser*, par M. Jacques Pirenne. Le fils du grand historien belge a écrit avec une chaude sympathie la vie de la tranchée et l'héroïsme de ses compagnons d'armes ; puis encore *Jusqu'à l'Yser* par M. Max Deauville, poignant récit de la campagne de Belgique par un médecin militaire qui l'a bien vue et qui a bien su la décrire. *Autour d'Anvers*, par M. William Speth; *la Bataille de l'Yser*, par Mlle Marguerite Baulu.

Ce dernier livre un peu massif et compact apparaît dès à présent comme une précieuse contribution à l'histoire. Mêlant l'anecdote plus ou moins romancée aux récits militaires d'une sécheresse exacte, Mlle Baulu, qui a vécu sur les champs de bataille très peu de semaines après l'action, a pu retracer de l'héroïque épopée une fresque à larges traits qui mérite de retenir l'attention.

Les historiens militaires referont sans doute le récit de la bataille de l'Yser et se livreront à la critique des textes, des documents, rectifieront les rapports des témoins oculaires en les confrontant les uns avec les autres. Mais la description de Mlle Baulu demeurera populaire parce qu'elle a su rendre avec le minimum de fiction l'atmosphère légendaire de la bataille et sa vie héroïque.

L'AVENIR

Poèmes, romans, récits, mémoires, toute cette littérature de guerre porte l'empreinte d'un sentiment patriotique d'autant plus ardent qu'il a quelque chose de neuf et de juvénile. Peuple indépendant, fier, accoutumé depuis des siècles à l'usage de la liberté, les Belges, Flamands et Wallons, ont toujours eu au cœur l'amour de leur clocher, la passion de la terre natale — le Belge se déracine très difficilement. Mais il manquait à ce patriotisme l'épreuve de la souffrance, car dans l'histoire le peuple belge n'a subi la domination de l'étranger qu'à une époque où les États-nations tels qu'ils existent aujourd'hui n'avaient pas encore été fondés.

Dans le célèbre passage où il essaye de déterminer ce que c'est qu'une nation, Renan écrivait : « ... Dans le passé, un héritage de gloire et de regrets à partager, dans l'avenir un même programme à réaliser ; avoir souffert, joui, espéré ensemble, voilà ce qui vaut mieux que des douanes communes et des frontières conformes aux idées stratégiques, voilà ce que l'on comprend malgré la diversité de race et de langue. Je disais tout à l'heure avoir souffert ensemble, oui, la souffrance en commun agit plus que la joie. En fait de souvenirs nationaux, les deuils valent mieux que les triomphes, ils imposent des devoirs, ils commandent l'effort en commun. »

L'histoire récente de la Belgique illustre magnifiquement cette vérité. Heureux, prospère et riche, ignorant d'ailleurs son bonheur, ce pays privilégié doutait de lui-même, de sa cohésion, de son avenir, de son rôle dans la civilisation universelle Il a fallu le péril mortel d'une guerre sans exemple, il a fallu la défaite, l'occupation, l'exil, puis la victoire, pour lui donner des certitudes qui lui manquaient. En dépit des troubles, des agitations, des déceptions qui ont suivi le traité de paix en Belgique comme par toute l'Europe, il est incontestable que le sentiment national est sorti affermi, fortifié, purifié, de la guerre. On ne s'en rend pas encore très bien compte, trop de débris encombrent le sol, et la génération d'avant-guerre occupe encore trop de place, mais quand la jeunesse qui s'est formée dans les villes occupées, dans l'exil, dans les tranchées, aura pris la place de ses aînés, on verra surgir de la gangue du passé une Belgique nouvelle.

Au point de vue intellectuel, cette terrible et magnifique épreuve fortifiera certainement d'abord cette poussée nationaliste, ce besoin d'indépendance intellectuelle que l'on sentait poindre déjà avant 1914. Ces jeunes gens et surtout ces jeunes soldats qui durant ces années de lutte ont eu l'impression que leur pays jouait un grand rôle dans le monde, auront l'ambition de lui donner une culture qui lui soit propre. Cependant il est peu probable qu'ils arrivent à se dégager de l'influence intellectuelle de la France. C'est peu probable et c'est peu désirable, même au point de vue nationaliste. La culture française en effet est peut-être le lien le plus fort qui unisse les Flamands aux Wallons. C'est par la culture française qui leur est commune, que les uns et les autres communi-

quent avec le reste du monde. En dépit de la poussée nationaliste, conséquence de la démocratie, qui entraîne les petits peuples à chercher à dissocier les grands États les grandes langues, les grandes cultures, exercent une influence de plus en plus tyrannique. Tout en se différenciant le plus possible au point de vue politique, les petits peuples se grouperont de plus en plus dans de grandes fédérations intellectuelles. La Belgique ne peut appartenir qu'à la fédération française et c'est ce que la guerre lui a montré avec une telle clarté que malgré les réticences, les craintes, les regrets de ceux qui ne savent pas se dégager du passé, malgré l'amour-propre national de plus en plus vif des jeunes générations, le courant qui entraîne le pays vers l'union de plus en plus étroite avec la France est irrésistible.

XXI

L'ÈRE NOUVELLE

La suprême bataille des Flandres, qui délogea les Allemands du littoral belge et brisa définitivement le front ennemi, se prolongea jusqu'à ce que nos troupes victorieuses eussent atteint la ligne de l'Escaut devant Gand. C'est là que l'armistice du 11 novembre 1918 vint arrêter l'élan des Alliés groupés sous le commandement du Roi qui, du haut de la tribune nationale française, fut proclamé par M. Paul Deschanel : « Albert, vainqueur des Flandres. » La victoire attendue pendant plus de quatre années s'affirmait, enfin, éclatante, belle de toute la beauté des sacrifices librement consentis. Une immense vague d'enthousiasme dressa tout le pays dans l'orgueil de la liberté reconquise, et là où apparaissaient nos soldats, les vieillards, les femmes et les enfants les accueillaient avec des larmes de joie. De la Flandre à Anvers, à Bruxelles, à Namur, à Liége, ce fut pendant toute la seconde quinzaine de novembre, dès que les conditions de l'armistice permirent l'avance à la suite de la retraite allemande, une marche triomphale. Les routes et les chemins étaient encombrés d'une foule délirante acclamant les vainqueurs; on vit des milliers de gens s'agenouiller devant les drapeaux. Dans l'ivresse de l'aube qui se levait, les Belges oubliaient tout ce qu'ils avaient enduré de misères et d'humiliations, le joug odieux si longtemps subi, les spoliations et les déportations. Les ruines mêmes, dont le pays était couvert, perdaient à leurs yeux leur aspect sinistre. Ils ne voyaient plus que la gloire qui attestait dans ce vaste écroulement leur fidélité à l'honneur et leur héroïsme; ils ne vivaient plus que par le sentiment profond de se retrouver eux-mêmes.

Alors de ce pays qui avait connu tout le martyre des chants s'élevèrent qui avaient la beauté grave des hymnes. Dans toutes les cités meurtries, les carillons des tours et des beffrois clamaient la joie d'un renouveau merveilleux ; la nation entière affirmait sa confiance dans la puissance de sa résurrection, et le 22 novembre 1918, le Roi Albert fit son entrée dans la capitale, à la tête de ses troupes victorieuses. Dans Bruxelles pavoisé aux couleurs belges, françaises, anglaises et américaines, les vainqueurs de l'Yser défilèrent pendant des heures et des heures.

Le cortège royal, formé à la porte de Flandre, se mit en marche vers le palais de la nation. Le Roi Albert, la Reine Élisabeth, les princes Léo-

AUTOS MITRAILLEUSES BELGES DANS LES RUES DE DUISBURG

pold et Charles, la princesse Marie-José, furent reçus par le bourgmestre Max à l'entrée de la ville, et l'immense colonne militaire s'écoula vers la rue de la Loi au milieu des acclamations frénétiques du peuple. Devant le palais de la nation, le Roi, la Reine et les princes se rangèrent face au parc pour le défilé des troupes.

Cependant les ministres et les ministres d'État, les sénateurs et les députés, les membres du corps diplomatique étaient réunis au Parlement — et, comme en la mémorable journée du 4 août 1914, les Souverains, à leur entrée, furent salués d'une ovation formidable. Le Roi-soldat, qui avait juré que les Belges sauraient défendre leur patrie, revenait vainqueur : ce titre d'Albert-le-Victorieux que le peuple lui donnait dès les premiers jours de la guerre, lors de l'admirable défense de Liége, la bataille des Flandres l'avait définitivement consacré, et c'est avec émotion que l'on saluait le retour de celui qui pour tout le monde civilisé symbolisait l'honneur et l'héroïsme de la nation.

MITRAILLEUSE EN POSITION A DUISBURG

Le discours du trône, dont le Roi Albert donna lecture à la séance solennelle des Chambres, le 22 novembre 1918, traçait à grands traits tout le programme politique de la Belgique nouvelle. C'est par lui qu'on put se rendre compte de l'évolution des esprits déterminée par la guerre. A la veille de la rentrée officielle dans la capitale, le Gouvernement avait été complètement remanié, car à une situation nouvelle, il fallait des hommes nouveaux. Il s'agissait non seulement d'assurer l'étroite collaboration au pouvoir des trois grands partis organisés, mais encore de rétablir une véritable harmonie morale entre les Belges de l'extérieur et les Belges de l'intérieur, entre ceux qui avaient vécu plus de quatre années en exil et ceux qui avaient subi pendant plus de quatre années le joug allemand. Le Gouvernement d'union nationale, constitué en dehors de tout esprit de parti et que fut appelé à présider M. Delacroix, comprenait six catholiques, trois libéraux et trois socialistes. C'était la première fois que l'on tentait une telle concentration des forces politiques dans un pays où, jusque-là, l'action des partis avait dominé totalement ; mais pour que la pratique d'une véritable politique d'union nationale fût possible, il fallait faire table rase de tout ce qui, jadis, avait divisé les Belges contre eux-mêmes, il fallait donner des bases solides à une organisation sainement démocratique, acceptable pour tous, comportant pour tous les garanties morales indispensables.

Le discours du trône du 22 novembre débutait par un impressionnant raccourci de ce que fut le rôle de la Belgique dans la guerre et de ce que la guerre fut pour le peuple belge.

Messieurs, disait le Roi, je vous apporte le salut de l'armée !

Nous arrivons de l'Yser, mes soldats et moi, à travers nos villes et nos campagnes libérées.

Et me voici devant les représentants du pays.

Vous m'aviez confié, il y a quatre ans, l'armée de la Nation pour défendre la Patrie en danger ; je viens vous rendre compte de mes actes. Je viens vous dire ce qu'ont été les soldats de la Belgique, l'endurance dont ils ont fait preuve, le courage et la bravoure qu'ils ont déployés, les grands résultats acquis par leurs efforts..

Dans la campagne de 1914, les opérations de l'armée belge furent décisives pour permettre aux grandes armées alliées d'arrêter la puissante offensive allemande

MITRAILLEURS AU PONT DU CHEMIN DE FER DE DUSSELDORF

sur la ligne où, pendant près de quatre ans, elle s'est stabilisée.

C'est pendant cette campagne que se joue véritablement la liberté du monde ; la lutte gigantesque qui se livre en Belgique et en France doit décider si, vraiment, c'est désormais l'hégémonie allemande qui régira l'humanité...

A l'armée belge échut le magnifique, mais périlleux destin d'être placée au point où l'État-Major allemand, sûr de sa décision, allait lancer le plus gros et le meilleur de ses forces.

Luttant seule pendant deux mois et demi sur l'entière profondeur de son territoire, de Liége, à Anvers, puis d'Anvers à l'Yser, l'armée belge d'abord brisa les premières et audacieuses tentatives de l'envahisseur, puis, ralentit et modéra les mouvements du puissant assaillant ; elle contribua enfin, par la longue et héroïque bataille qu'elle livra sur les bords de l'Yser, à l'arrêt définitif des troupes allemandes.

La campagne de 1915 s'ouvrit sous de meilleurs auspices, la Grande-Bretagne créait de puissantes armées et l'Italie apportait son important concours à l'Entente. Quatre grands peuples militaires allaient maintenant lutter contre les États centraux.

Bientôt réorganisée, grâce surtout au patriotisme de cette jeunesse ardente qui, bravant tous les dangers, franchit les frontières pour se mettre aux ordres de la Patrie, l'armée commença dans les tranchées boueuses de l'Yser, dernier rempart où elle avait planté le drapeau national, la garde vigilante qu'elle devait monter, sans trêve, inlassablement, pendant près de quatre années.

Elle y soutint de nombreux et durs combats pour en maintenir intacte la possession, attendant patiemment le jour où il serait enfin possible de sortir de ces positions, de battre l'adversaire et de le chasser.

L'année 1918 amena ce jour tant désiré.

L'Amérique, nouvel et puissant allié, ayant ajouté le poids de son effort grandiose et enthousiaste à celui des autres Nations, le formidable adversaire chancela.

C'est ce moment que l'armée belge choisit.

Le 28 septembre, à l'aube, tendant toute son énergie, elle bondit à l'assaut des lignes ennemies et, d'un seul mais irrésistible et sublime élan, conquiert cette crête des Flandres qui avait jusqu'alors défié les attaques des troupes les plus valeureuses.

Après ces journées mémorables, elle continua d'attaquer et de poursuivre l'ennemi à côté des armées alliées, jusqu'au jour où celui-ci fut forcé de se déclarer vaincu.

En terminant ce court récit de nos opérations militaires, je vous dis à tous : « La Belgique peut regarder avec fierté la tâche accomplie par son armée ; au cours de cette lutte sans précédent, l'armée a fait pleinement son devoir, elle a porté à un haut degré le prestige national et la réputation de nos armes ; elle a rendu au monde entier un service inestimable.

Ce noble langage fixait définitivement pour l'histoire l'effort de la Belgique pour survivre à la cruelle agression allemande et faisait la juste part de chacun dans l'œuvre de la libération du territoire. Le discours du trône annonçait également les réformes profondes sur lesquelles s'était réalisée l'union et affirmait que « la Belgique victorieuse » et affranchie de la neutralité que lui imposaient des traités dont la guerre a ébranlé les fondements, jouira d'une complète indépendance ». C'était là la base essentielle que le pays entendait donner lui-même à son nouveau statut international. La neutralité permanente avait été imposée à la Belgique comme une restriction de sa souveraineté et, en compensation de cette restriction, on lui avait accordé des garanties qui s'étaient trouvées illusoires à l'épreuve des événements du mois d'août 1914. Ainsi, le peuple belge avait le droit de se considérer désormais comme libre et seul maître de ses destinées ; il avait le droit de renoncer de

son propre geste à cette neutralité permanente et garantie qui se révéla si décevante. Aussi, dès que commencèrent les travaux de la conférence de Paris, poursuivit-il la revision des traités de 1839, qui donna lieu à de longues et laborieuses négociations avec les Pays-Bas.

La réparation pleine et entière du droit jadis violé eût comporté pour la Belgique la restitution des territoires dont elle avait été injustement dépouillée en 1815 au profit de la Prusse, en 1839 au profit de la Hollande, c'est-à-dire les cantons d'Eupen et de Malmédy, le Grand-Duché du Luxembourg, qui avait été donné au roi Guillaume des Pays-Bas, et la partie du Limbourg, sur la rive droite de la Meuse, où les sentiments belges sont restés vivaces chez la population. D'autre part, la Belgique pouvait espérer que les puissances reconnaîtraient ses droits sur les bouches de l'Escaut, car il avait été démontré, au mois d'août 1914, que le libre accès de la mer à Anvers par l'Escaut constitue une condition indispensable de la sécurité du royaume.

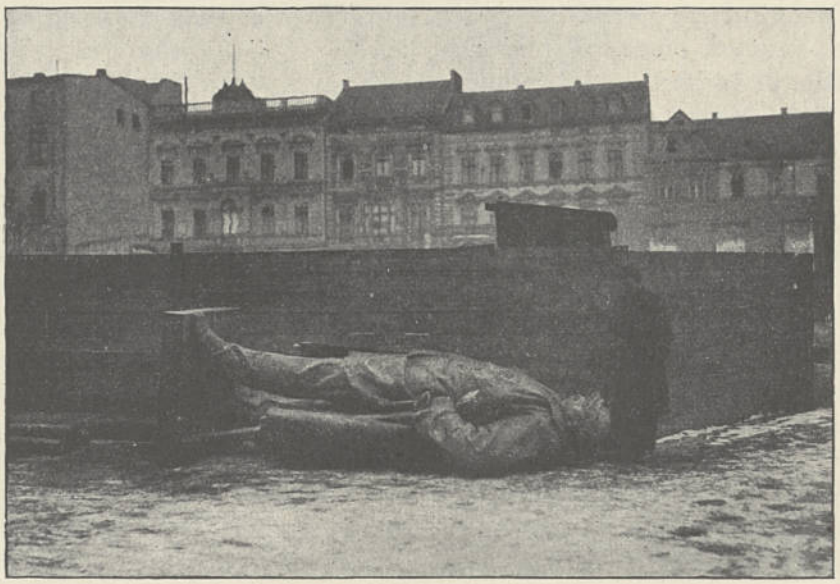
Mais les Pays-Bas n'avaient pas été puissance belligérante au cours de la grande guerre, et les gouvernements des nations alliées n'accordèrent pas à la Belgique tout l'appui diplomatique que celle-ci était en droit d'attendre. La conférence décida en principe que la revision des traités de 1839 se ferait sans remaniement territorial et sans créer de servitudes internationales à charge de la Hollande. Dans ces conditions, la Belgique ne pouvait plus attendre que justice lui fût rendue. Pendant de longs mois on s'efforça d'aboutir à un arrangement constatant simplement l'abandon de la neutralité permanente par la Belgique et assurant à ce pays, dans des conditions sauvegardant d'ailleurs incomplètement ses intérêts, des avantages économiques, par l'amélioration du régime de l'Escaut et du canal de Gand à Terneuzen, et le projet de construction de canaux d'Anvers au Moerdyck et d'Anvers au Rhin. Le seul et unique avantage que la Belgique obtint par la victoire si chèrement acquise, ce fut le retour à la patrie des régions d'Eupen et de Malmédy, et encore ce retour fut-il décidé sous la réserve d'un plébiscite à organiser dans des conditions déterminées.

La paix, dans son ensemble, même indépendamment des négociations relatives à la revision des traités de 1839, ne répondit pas à ce que les Belges étaient en droit d'attendre après l'admirable effort qu'ils avaient fourni pendant plus de quatre années, après les douloureux sacrifices qu'ils avaient consentis pour le salut de tout le monde civilisé. Ni au point de vue financier, ni au point de vue des dommages subis, la réparation ne fut entière et complète. La France et la Grande-Bretagne libéraient bien la Belgique de sa dette de guerre proprement dite, mais aucune priorité ne lui fut reconnue pour le remboursement de près de six milliards de mark dont les Allemands avaient imposé l'acceptation à la population pendant l'occupation du pays. Une priorité de deux milliards et demi fut seulement prévue en compensation des énormes contributions dont l'occupant avait frappé les provinces belges. En revanche, l'armée belge fut appelée à occuper, avec les troupes françaises, anglaises et américaines, la rive gauche du Rhin pour la durée de quinze, dix et cinq ans, suivant les zones, confor-

SORTIE DU PONT VERS DUSSELDORF (VUE DE LA RIVE DROITE)

mément aux stipulations du traité de Versailles.

Malgré ses charges écrasantes; malgré la ruine de son industrie et de son commerce ; malgré les amères déceptions que lui valut le traité de paix, le peuple belge ne se laissa pas décourager par la situation à laquelle il se trouvait réduit au lendemain de la guerre victorieuse. En fait, il restait aussi exposé à toute agression de l'ennemi venant de l'Est qu'il l'était avant le mois d'août 1914; pas plus que sous le régime des traités de 1839, il ne pouvait compter sur le libre accès de l'Escaut pour la défense d'Anvers, et à l'Est, le pays *portait toujours* au flanc, comme une blessure béante, cette trouée du Limbourg par laquelle s'écoula, après l'armistice, l'armée allemande en retraite. Ainsi, tant d'héroïsme et tant de noble sang sacrifié, ne purent mieux garantir le pays contre toute menace du dehors, et c'est plus que jamais sur la seule vaillance de ses fils que la Belgique doit compter pour défendre son indépendance. Du moins, l'abandon de la neutralité permanente lui assure-t-elle la pleine liberté de ses gestes et lui permet-elle de chercher dans des accords avec la France, et éventuellement avec la Grande-Bretagne, les garanties de sécurité que la conférence de la paix n'a pas su lui donner.



BISMARCK DANS LA COUR DE L'HOTEL DES POSTES
(Munchen-Gladbach)

Le peuple belge ne s'était pas jeté dans la mêlée par calcul politique ; il n'attendait aucun bénéfice de l'héroïsme de ses soldats ; il avait simplement, noblement, défendu son sol et son droit, qui était le droit de toutes les nations civilisées, et il ne demandait à la victoire que la justice — qui ne lui fut pas rendue. Il se remit au travail, ne comptant que sur lui-même et sur les fidèles amitiés qu'il s'était acquises par sa loyauté et sa vaillance, pour assurer sa sécurité et refaire cette prospérité qui, jadis, provoquait l'admiration de l'Europe. Dans les premiers mois qui suivirent la cessation des hostilités, on eut le sentiment très net que la Belgique, malgré ses villes détruites et ses industries ruinées, renaîtrait dans toute sa splendeur. A travers les heurts et les chocs inévitables dans toute vie politique ardente, l'œuvre de restauration et de reconstruction s'est poursuivie inlassablement; à travers toutes les difficultés de la crise économique mondiale, née de la guerre, et dont les effets sont particulièrement profonds dans un pays systématiquement vidé de ses richesses par un ennemi sans scrupules, le peuple belge s'est redressé puissamment, prouvant par son courage et sa ténacité au labeur que, dans la paix comme dans la guerre, le malheur n'a aucune prise sur son âme.

Ainsi la Belgique est sortie moralement grandie et raffermie de la terrible tourmente où se sont effondrés des empires puissants et des nations orgueilleuses. Elle a triomphé de ses ennemis et du sort par la conscience de son devoir envers elle-même et envers les autres ; elle a puisé la force de tout endurer dans la fierté de sa race, qui jamais ne se courba servilement sous le joug ; elle a fait la preuve éclatante que l'affirmation souvent répétée suivant laquelle elle ne serait qu'une construction factice de la diplomatie européenne est un mensonge et qu'avec ses deux races confondues par des siècles d'histoire commune, elle constitue vraiment un peuple et une nation.

Roland de Marès

TABLE DES HORS-TEXTE

Pages.

PRÉFACE DE S. M. ALBERT Ier 1
YPRES ET SON BEFFROI EN FLAMMES 88
LES ÉCLUSES DE NIEUPORT 96
RUPTURE DES ÉCLUSES SUR L'YSER 104
CROQUIS EXÉCUTÉS PENDANT L'OCCUPATION 152
PROCLAMATION DE M. ADOLPHE MAX 160
L'ÉTAPE 176
LES RÉQUISITIONS. 176
TYPES DE SOLDATS RÉVOLUTIONNAIRES. 212
LES DÉBRIS 212
S. M. ALBERT Ier 216
LA REINE ÉLISABETH. 224
LE CARDINAL MERCIER. 236
M. ADOLPHE MAX. 240
GÉNÉRAL LEMAN 248
REPOSE EN PAIX 256
LE CHEMIN DE LA VICTOIRE. 280
SENTINELLE DOUBLE SUR L'YSER. 288
RUINES DE NIEUCAPELLE 296
LE PIQUET A LA LUEUR D'UNE FUSÉE 304

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE DE S. M. LE ROI ALBERT

LE PROLOGUE DU DRAME

Pages.

I. LA BELGIQUE ET L'EUROPE AVANT LE CRIME, par ROLAND DE MARÈS 1

LE SACRIFICE DE L'ARMÉE BELGE

Avant-Propos, du Général LEMAN 15

II. LE SACRIFICE POUR L'HONNEUR, par le Colonel WILLY BRETON 17
La Situation de l'armée à la veille de la guerre 18
La Mobilisation et la Concentration de l'armée 19
Face à l'Allemagne, la résistance de l'armée belge 21
La Défense de Liége 24
L'Attaque 27
L'Assaut dans la nuit 30
La Percée 33
La Résistance et l'Agonie des forts 38
De Liége à la Gette 42
Le Combat de Haelen 44
L'Invasion. Combat de la Gette. La Retraite vers Anvers 49
A Tirlemont. Hautem-Sainte-Marguerite et Grimde 51
Le Combat d'Aerchot 53
La Bataille des frontières, des Ardennes à la Sambre. La Chute de Namur 54
L'Attaque de Namur 59
La Première sortie d'Anvers 62
La Marne et la deuxième sortie d'Anvers 67
La Bataille d'Anvers 70
Après la Marne. Le Front s'étend vers le Nord. La Course à la mer 74
Le Siège et l'Agonie d'Anvers 76
La Retraite vers l'Yser 84
La Bataille de l'Yser 89
L'Armée de l'Yser 92
Le Terrain. Le Plan de bataille 93
La Répartition de nos forces. La Prise de contact 95
La Défense des positions avancées 96
La Défense du cours de l'Yser 98
La Phase suprême. L'Inondation. La Défaite allemande 102
La Bataille d'Ypres et la fin de l'épopée des Flandres 104

III. DANS LES PREMIÈRES BATAILLES, par J. VAN DOOREN :
Sur les collines de Liége 108
Vers Anvers et les plaines brabançonnes 111

IV. L'AME DU COMBATTANT, par MARCEL WYSEUR 117

V. LES BELGES A TRAVERS L'AFRIQUE, par CH. STIÉNON 124

LA BELGIQUE MARTYRE

Pages.

Avant-Propos, de H. CARTON DE WIART 143

VI. L'INVASION ET L'OCCUPATION, par H. CARTON DE WIART 145
VII. LA RÉSISTANCE OFFICIELLE, par AUG. VIERSET 159
L'Essai de la flamandisation des écoles 170
L'Attitude de la magistrature 171
L'Action du Comité national 176
VIII. LA RÉSISTANCE INDIVIDUELLE, par GEORGE GARNIR 181
Son caractère 181
L'Image et la caricature 182
La Presse pro-boche 184
La *Libre Belgique* et autres publications clandestines 189
Les Ketjes et les écoliers 191
Les Fêtes nationales pendant l'occupation 194
La Vie quotidienne 200
La Fin 206
IX. A LIÉGE, par CH. MAGNETTE 209
L'Invasion 209
L'Occupation 210
La Victoire 212

QUELQUES GRANDES FIGURES DE LA GUERRE

Avant-Propos, de M. HENRI PIRENNE 215

X. ALBERT, ROI DES BELGES, par ROLAND DE MARÈS 217
XI. LA REINE, par MARIA BIERMÉ 223
XII. LE CARDINAL MERCIER, par PIERRE NOTHOMB 235
XIII. ADOLPHE MAX, par AUGUSTE VIERSET 241
XIV. LEMAN, par PIERRE NOTHOMB 247
XV. LE SOLDAT BELGE, par MAURICE GAUCHEZ 254

LA DÉLIVRANCE

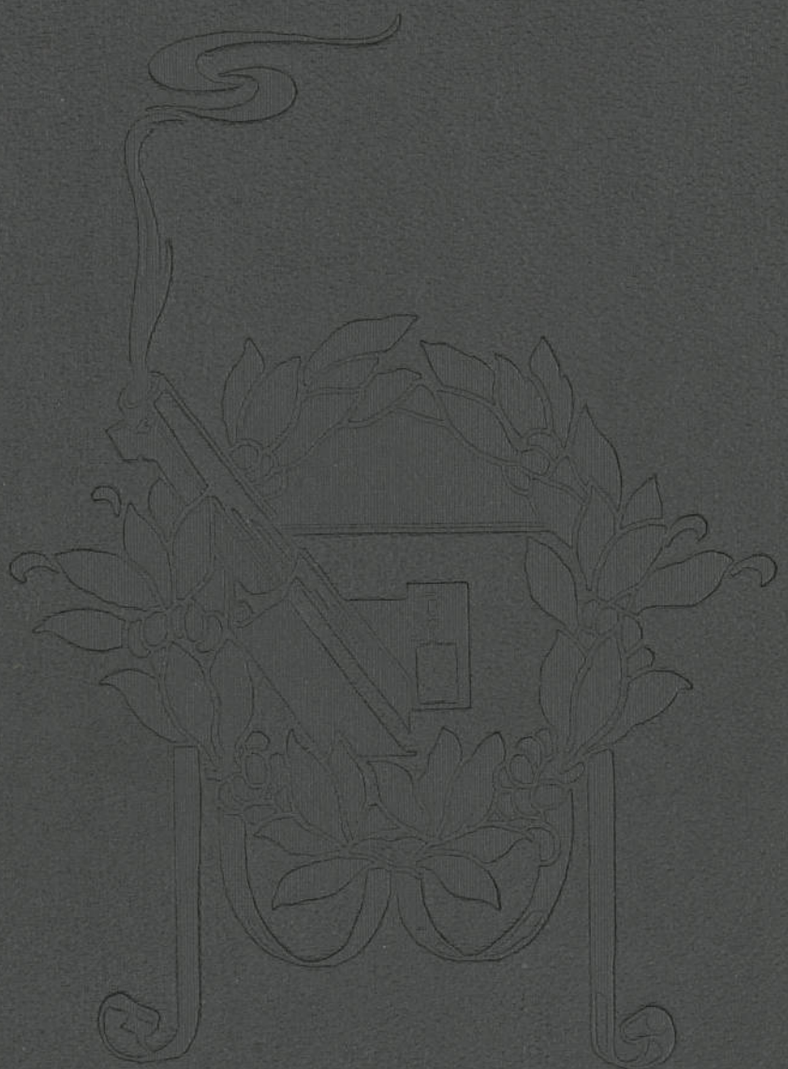
Avant-Propos, de M. ADOLPHE MAX 261

XVI. LE MIRACLE DE L'ARMÉE BELGE, par MAURICE DES OMBIAUX 263
XVII. LA SALLE D'ATTENTE, par LUCIEN CHRISTOPHE 273
XVIII. LA GUERRE SUR L'YSER, par le Lieutenant-Colonel TASNIER 282
Généralités 282
La Résistance 286
L'Offensive libératrice 299
Conclusion 319
XIX. L'AVIATION, par WILLY COPPENS 320
XX. LA PENSÉE BELGE ET LA GUERRE, par L. DUMONT-WILDEN 326
L'Intelligence belge avant la guerre 327
La Pensée demeure libre même dans une prison 332
L'Avenir 346
XXI. L'ÈRE NOUVELLE, par ROLAND DE MARÈS 348

CET OUVRAGE

A ÉTÉ IMPRIMÉ ET RELIÉ

EN LA VILLE FRANÇAISE DE STRASBOURG

PAR

L'IMPRIMERIE DES DERNIÈRES NOUVELLES DE STRASBOURG